



HAL
open science

Les réseaux de militants contre les essais nucléaires français (1959 - 1996)

Clémence Maillochon

► **To cite this version:**

Clémence Maillochon. Les réseaux de militants contre les essais nucléaires français (1959 - 1996). Histoire. Université de Haute Alsace - Mulhouse, 2023. Français. NNT : 2023MULH5407 . tel-04563113

HAL Id: tel-04563113

<https://theses.hal.science/tel-04563113>

Submitted on 29 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Année 2023

N° d'ordre : (attribué par le SCD)

UNIVERSITÉ DE HAUTE-ALSACE,
UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

THESE

Pour l'obtention du grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE HAUTE-ALSACE

**ECOLE DOCTORALE : Sciences humaines et sociales - Perspectives européennes
(ED 519)**

Discipline : **Histoire contemporaine**

Présentée et soutenue publiquement par

CLEMENCE MAILLOCHON

Le 28 septembre 2023

**« LES RESEAUX DE MILITANTS CONTRE LES ESSAIS
NUCLEAIRES FRANÇAIS (1959 – 1996) »**

Sous la direction du Prof. Renaud Meltz, co-encadré par le Prof. Teva Meyer.

Jury : Prof. Serge Tcherkézoff, EHESS (Rapporteur)

Prof. Véronique Larcade, Université de la Polynésie française (Rapporteur)

Prof. Alexander Mawyer, University of Hawai'i at Mānoa (Examinateur)

Prof. Sarah Mohamed-Gaillard, INALCO (Examinateur)

Prof. Natacha Gagné, Université Laval (Examinateur)

Prof. Andrew Tompkins, Universität Erfurt (Examinateur)

Prof. Renaud Meltz, Université de Haute-Alsace (Directeur de thèse)

Prof. Teva Meyer, Université de Haute-Alsace (co-encadrant de thèse)

« Quand on est loin, on voit mieux ce qui vous touche de près. C'est-à-dire ma culture, mon pays, mon peuple, la situation qui est la sienne, les activités de l'Église, son apport. Comment faire autrement ? Bref, les grandes questions. C'était l'époque des grandes interrogations, une période propice, puisque nous sortions de Mai 68. »

— Henri Hiro, poète et militant polynésien, février 1990¹.

« Lorsque l'opinion publique de tous les pays aura été informée des dangers énormes, lorsqu'elle s'élèvera contre la poursuite des essais, alors les hommes d'État seront forcés de conclure un accord pour arrêter les expériences. »

— Albert Schweitzer, « Premier Appel contre les expérimentations de bombes atomiques », *Radio-Oslo*, 23 avril 1957.

¹ Il s'agit de la dernière interview de Henri Hiro avant qu'il ne décède d'un cancer à l'âge de 46 ans en mars 1990. Michou Chaze, « Entrevue avec Henri Hiro en février 1990 ». *Les Nouvelles de Tahiti*, 12 mars 1990.

Résumé

De 1960 à 1996, la France réalise 210 essais nucléaires dans le Sahara et le Pacifique. Ces expérimentations suscitent le développement de militantismes qui oscillent entre rejet du nucléaire et contestation de la souveraineté de la France sur ces territoires. De plus, les circulations matérielles et immatérielles induites par la mise en œuvre des expériences y provoquent de profonds bouleversements sociétaux, et suscitent une crise identitaire particulièrement vive en Polynésie.

Les raisons de s'opposer aux expérimentations font s'entrecroiser de multiples motifs traités au prisme d'agendas militants. En fonction des cas, le nucléaire se pose comme un symbole du militarisme, colonialisme, impérialisme, capitalisme ou encore d'une domination patriarcale. Selon les contextes, les essais nucléaires mobilisent des communautés ou individus qui défendent des enjeux locaux, tout en composant avec la dimension transnationale du mouvement contre la bombe.

Plusieurs communautés militantes interagissent, et nouent des liens grâce à des acteurs qui permettent de naviguer entre elles. Ces 'passeurs' agissent comme des 'ponts locaux', selon la formule du sociologue Mark Granovetter : ils construisent des 'chemins courts' entre des acteurs distants géographiquement, socialement ou culturellement, et les encouragent à travailler ensemble². Les passeurs seraient ainsi des tiers qui structurent les réseaux de militants, et leur permettent de faire circuler des idées et pratiques.

Pour des raisons d'accès aux sources ainsi qu'au terrain (notre déplacement en Nouvelle-Zélande n'a pu aboutir à cause de la crise sanitaire), nous nous fixons sur les liens entre des militants d'Hexagone et de Polynésie, tout en prenant en compte des réseaux connexes. Des solidarités surprenantes apparaissent, à l'instar d'interactions entre des militants polynésiens et des paysans du Larzac, unis dans la lutte contre la militarisation de leur terre. Ils se rencontrent grâce à des avocats engagés qui agissent comme passeurs entre ces communautés. D'autres rapprochements semblent moins improbables, comme le développement d'un régionalisme océanien dénonçant le 'colonialisme nucléaire'. Ainsi, l'organisation Nuclear Free and Independent Pacific se forme à Fidji en 1975 - un pays qui devient un lieu de réseaux, antinucléaires mais également anticolonialistes.

² Mark S. Granovetter, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology* (78), 1973, p. 1360-1380.

Remerciements

Ce travail commence grâce à la confiance accordée par les professeurs Renaud Meltz et Teva Meyer. Que toute l'équipe du CRESAT et le personnel de l'Université de Haute-Alsace soient remerciés pour leur bienveillance. Le bon déroulement de mes années en Polynésie s'est fait avec le soutien de la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique (MSH-P), au sein d'une équipe m'ayant offert de précieux conseils pendant mon terrain et la période d'écriture. Je remercie également les membres d'Eastco, ainsi que l'ensemble du personnel de l'Université de la Polynésie française pour leur soutien et encouragements.

Mes pensées vont vers Louis et Françoise Bulidon, pour que l'histoire des vétérans perdure. Le temps de la thèse fut celui des rencontres, parfois improbables, comme avec Johannes Stenberg, *Māuruuru Iaone*. À mon guide Dada et aux membres de l'association Taourirt, je n'oublie pas le *Ténééré*. À S. et sa famille, pour leur aide tout au long de mes pérégrinations sahariennes. Aux professeurs Mohamed El Korso et Ammar Mansouri pour leur accueil à Alger. Aux militants, de l'Observatoire des Armements et de l'ICAN, Patrice Bouveret et Jean-Marie Collin, à François Marchand du MAN, à Romain Collot des archives d'Albert Schweitzer.

Aux militants rencontrés à Tahiti, aux vétérans, travailleurs du CEP, membres de partis politiques, d'Églises, de syndicats, d'associations ainsi qu'au personnel du Foyer de Jeunes Filles de Pā'ōfa'i. Aux *ta'ata Huahine*, à la famille Kinnander, et à ma chère 'Mama Do' Dorothy Levy. Aux *matakao* de Mangareva, à Albert Hughes, Benoît et Bianca ainsi qu'à la municipalité de Rikitea. Je tiens à remercier Gabriel Tetiarahi, Isidore Hiro et Patricia Bennel, Tea Hirshon, Oscar Temaru, Denise et Robert Koenig ainsi que le pour le temps qu'ils m'ont accordés, et leur aide dans mes recherches d'archives de militants.

À mes amis rencontrés à l'Institut Français de Géopolitique, avec une pensée particulière aux doctorantes, Yolaine Cathelineau et Soraya Rahem - ces longues journées à la BNF auraient été fades sans mes compères. Enfin, tout cela n'aurait été possible sans le soutien indéfectible de ma famille, Françoise, Huguette et Jacques.

Fa'aitoito i te tai'o, ena atu te aroha.

Sommaire

Introduction	p. 6
Partie I. Construire des ponts entre les opposants aux essais français (1959 – 1966)_____p. 39	
1. Genèse des militantismes contre l’arme nucléaire française	p. 41
2. Les essais dans le Sahara et l’engagement contre « l’impérialisme nucléaire »	p. 69
3. Les résistances à l’implantation du Centre d’Expérimentation du Pacifique	p. 100
Partie II. Créer des chemins courts entre les communautés_____p. 135	
4. Les Nouveaux Mouvements Sociaux, Mai 68 et la bombe	p. 137
5. L’expérimentation de pratiques militantes : désobéissance civile et non-violence	p. 169
6. L’opposition au nucléaire dans l’affirmation politico-identitaire polynésienne	p. 210
Partie III. Les réseaux petit-mondes_____p. 252	
7. « Pour un Pacifique Libre et Dénucléarisé »	p. 254
8. Les réseaux d’Eglises protestantes contre les essais	p. 288
9. Un regroupement de réseaux militant à la fin de la Guerre Froide	p. 308
Conclusion : Quels types de réseaux et de passeurs ?	p. 343
Bibliographie	p. 347
Sources primaires	p. 370
Table des signes	p. 387
Table des matières	p. 388

Introduction

1) Étudier le fait nucléaire au prisme des militantismes.

La France réalise 210 essais nucléaires entre 1960 et 1996. D'abord à Reggane et In Ecker dans le Sahara algérien, puis à Moruroa et Fangataufa, deux atolls de Polynésie française. Aux alentours des sites sahariens, il ne reste plus beaucoup de témoins de la bombe, mais tant de questionnements. En Polynésie, les vétérans, anciens travailleurs civils ou militaires restés sur place se rencontrent plus facilement. Tous les moins de 30 ans se souviennent de l'époque du 'CEP', le Centre d'Expérimentation du Pacifique, qui a tant transformé la société polynésienne après son installation en 1963. Tous les 2 juillet, des manifestations ont lieu à Pape'ete, afin de demander des réparations après les tirs, et de commémorer le premier essai nucléaire de Polynésie en 1966.

Le but de cette étude est de documenter les parcours de militants, principalement ceux d'Hexagone et de Polynésie française. Tout au long des essais, des voix de contestataires se font également entendre à travers l'Afrique du Nord, l'Océanie, dans des Églises ou aux Nations-Unies. Ainsi, se fixer uniquement sur les militants polynésiens serait trahir l'ancrage de ces réseaux militants dans des circuits internationaux, et omettre les circulations émises et captées par une société profondément hybride.

L'étude de ces militantismes fait apparaître des systèmes de solidarités complexes, dont il nous semble impossible de dégager une constante idéologique. Les différents réseaux militants identifiés se distinguent selon des courants d'idées, considérations religieuses ou éthiques si vastes qu'il serait possible d'écrire plusieurs thèses en partant de cette thématique, en se focalisant sur la Nouvelle-Zélande, les Églises ou encore les mouvements de femmes.

Combien de militants se sont opposés aux essais au prisme d'autres luttes ? Il nous semble que raconter l'histoire de ces opposants nécessite de revenir sur l'affirmation des peuples autochtones d'Océanie, d'explorer des réseaux tressés entre militants Kanak, Fidjiens mais également avec des paysans d'Occitanie révoltés contre la militarisation du Larzac. Ces mobilisations nous font également revenir sur les mouvements d'objecteurs de conscience, de militants pour les droits civiques ou de 'soixante-huitards' qui se sont périodiquement mobilisés contre les essais. Elles permettent de regarder comment des écologistes,

antimilitaristes et indépendantistes se sont cherchés, rencontrés, parfois engueulés, mais ont surtout tracés des chemins entre leurs communautés respectives.

La réalisation d'essais nucléaires dans le Sahara et le Pacifique s'accompagnent de violences sociales, sanitaires et environnementales qui motivent ces contestations. La notion de 'violence lente', développée par Rob Nixon, nous semble pertinente pour désigner celles qui en sont induites :

« Une violence qui se produit progressivement et hors de vue, une violence de destruction retardée qui est dispersée dans le temps et dans l'espace, une violence attritionnelle qui n'est généralement pas du tout considérée comme de la violence³. »

Lorsque Nixon introduit ce concept, il prend pour exemple la dissémination de déchets toxiques et l'implantation d'industries polluantes de pays riches vers l'Afrique. Il souligne que l'exportation de toxines « *aiderait à atténuer la pression croissante des écologistes des pays riches qui faisaient campagne contre les décharges d'ordures et les effluents industriels qu'ils condamnaient comme des menaces pour la santé*⁴ ».

Cette notion ouvre à bien des réflexions sur les discriminations vis-à-vis des territoires choisis pour les essais, que nous nous attachons à faire apparaître au cours de l'étude. Dans ces violences lentes, nous incluons par exemple l'instauration d'une économie de rente, dans le contexte d'une reprise en main 'impérialiste' qui accompagne l'installation du CEP⁵. Nous avons fait le choix de nous concentrer sur les interactions entre deux pôles : l'Hexagone et la Polynésie française, tout en prenant en compte des réseaux connexes, en particulier dans le Pacifique.

a. Au départ était le réseau.

³ « a violence that occurs gradually and out of sight, a violence of delayed destruction that is dispersed across time and space, an attritional violence that is typically not viewed as violence at all. » Rob Nixon, *Slow violence and the Environmentalism of the Poor*, Harvard University Press, 2011, p. 2.

⁴ « would help ease the growing pressure from rich-nation environmentalists who were campaigning against garbage dumps and industrial effluents that they condemned as health threats ». Ibid.

⁵ Robert Aldrich, *France and the South Pacific since 1940*, Palgrave Macmillan London, 1993, p. 322.

Le point de départ de cette étude sera le réseau, comme notion et méthode de recherche - que nous développons dans notre méthodologie (p. 23). L'usage de cette notion peut se limiter à une définition métaphorique, mais à notre sens, ce qui produit un réseau militant serait une intention collective de créer une structure collaborative : systèmes d'échanges, de partage de connaissances ou d'entraide. Le monde militant existe par le tissu d'acteurs qui le compose, ce sont des 'nœuds'. La littérature scientifique tend à identifier un réseau au sens d'un ensemble de nœuds reliés par des liens⁶.

Afin de saisir les dynamiques d'un réseau, il nous faut d'abord en comprendre leurs structures, qui peuvent être centralisées, polarisées ou fragmentées⁷. Grâce aux réseaux militants transnationaux, des voix « étouffées » trouvent une résonance globale⁸. Le réseau comme concept, méthode d'analyse et de narration, va ici nous permettre de faire l'histoire d'un ensemble d'individus liés dans la lutte contre les essais.

Nous nous attachons également à la recherche de 'facilitateurs de réseaux', au sens d'acteurs qui présentent les caractéristiques d'un hub - un nœud qui possède de nombreux liens. Nous reprenons dans une perspective différente le terme employé par Fabien Granjon dans son étude des types de militants au regard des réseaux sociaux⁹. Ces derniers peuvent être des organisations, comme des associations, mais surtout des individus qui font le lien entre plusieurs communautés, que nous appellerons des 'passeurs'. L'emploi du terme de *broker* convient également pour les définir, et semblerait parfois plus adéquat dans l'analyse de réseaux, car celui-ci suggère une distribution stratégique d'un capital relationnel par un positionnement de tiers¹⁰.

Ainsi, dans les années 1970, le militant Jean-Pierre Lanvin entretenait les liens entre la sphère antimilitariste et non-violente de Lyon afin de coordonner les actions contre la bombe (chapitre 4). Citons également John Doom, secrétaire pour le Pacifique au Conseil Œcuménique des Églises au début des années 1990, qui intercédait entre la communauté

⁶ Emily Buchnea, Ziad Elsahn, « Historical social network analysis: Advancing new directions for international business research », *International Business Review*, Volume 31, Issue 5, 2022.

⁷ Margaret E. Keck, Kathryn Sikkink, *Activists Beyond Borders, advocacy networks in international politics*, 1998, p. 30.

⁸ *Ibid*, p. 10.

⁹ Fabien Granjon, « Les militants-internautes », *Communication*, Vol. 22/1, 2003, p. 12.

¹⁰ Morgan Meyer, « Les courtiers du savoir, nouveaux intermédiaires de la science. Knowledge brokers as the new science mediators », *Hermès, La Revue*, vol. 57, no. 2, 2010, p. 165-171

protestante de Polynésie et des ONG transnationales pour mener des campagnes contre les essais (chapitre 8).

Ensuite, nous examinons le caractère transnational de ces réseaux, induisant des métissages, et la pluralité d'empans chronologiques de l'antinucléarisme qui reflètent l'entrelacement de luttes. Des vagues successives perdurent ainsi sur toute l'étude et marquent des fractures générationnelles : pacifisme dans les années 1950-60, puis antimilitarisme des années 1970, avec l'écologie politique et l'expansion de l'anticolonialisme en Océanie. Comme le rappellent Maud Anne Bracke et James Mark, les études sur le transnationalisme connaissent un tournant à partir des années 2000, période où des chercheurs critiquent l'unité d'analyse à l'échelle nationale¹¹.

Notre approche se situe ainsi dans un processus de mondialisation des luttes, avec une dimension interculturelle entre l'Hexagone et la Polynésie permettant d'initier des transferts, d'idées et de pratiques entre ces deux espaces. Ainsi, l'on se rapproche de la définition du transnationalisme donnée par Margaret E. Keck et Kathryn Sikkink :

« Par 'transnational', nous entendons ici une lutte dans laquelle les manifestants ont non seulement traversé les frontières nationales, mais ont subi des changements significatifs dans le processus, modifiant en conséquence leurs perspectives, leurs stratégies, leurs pratiques de protestation et leurs trajectoires personnelles¹². »

Toutefois, les militants défendent des buts distincts selon les réseaux dans lesquels ils naviguent, qui attestent également des limites du transnationalisme. Certaines constantes communes lient toutefois les réseaux dans des dynamiques fédératrices. La revendication principale, l'arrêt des essais, transcende parfois les particularismes, et si l'ensemble du mouvement n'est pas uni sur le plan idéologique ou la méthode d'action, celui-ci existe par la recherche d'un objectif commun.

¹¹ « Such left activism across borders of course has a longer history in the modern world – one that runs through the transnational connections of revolutionary movements around 1848, the internationalist working-class. » Maud Anne Bracke, James Mark, « Between Decolonization and the Cold War: Transnational Activism and its Limits in Europe, 1950s–90s », *Journal of Contemporary History*, Vol 50, Issue 3, 2015.

¹² « By 'transnational' here we understand a struggle in which protesters not only moved across national borders, but underwent significant change in the process, modifying their outlook, strategies, protest practices and personal trajectories as a result ». Margaret E. Keck et Kathryn Sikkink, *Activists beyond borders : advocacy networks in international politics*, Cornell University Press, 2019.

Les répertoires de pratiques militantes sont également en constante évolution. Certains préfèrent éviter de dépasser le cadre légal, tandis que d'autres n'hésitent pas à expérimenter de nouvelles pratiques, comme la désobéissance civile (chapitre 5).

Et qui qualifions-nous de 'militant' ? Tout d'abord, l'usage de ce terme n'est pas toujours admis par les acteurs interrogés. L'étymologie guerrière du mot attribue à ce terme la figure d'un combattant œuvrant pour imposer une vision du monde¹³. Le rapprochement avec le mot 'militaire' est parfois si prégnant qu'il arrive que certains acteurs, - notamment des antimilitaristes, récusent fermement une telle identification, comme cela fut le cas avec d'anciens objecteurs de conscience¹⁴. Cette identification est au contraire très valorisée par des acteurs qui la mobilise comme ressource politique, notamment au sein de partis indépendantistes de Polynésie. Il conviendra également de souligner la différence entre le militantisme et l'activisme comme « *doctrine ou méthode d'action d'un mouvement politique ou syndicaliste préconisant l'action directe* », qui relèverait d'un moyen et non d'une intention¹⁵. Un militant et un activiste se différencient par des pratiques distinctes. Un écart de sens est également présent dans la représentation du militant, étant connoté plus positivement que le terme *activiste* dans le champ politico-médiatique en France, le suffixe '-iste' étant associée à des connotations négatives¹⁶.

S'il est logique que le terme *networking* soit préféré au terme réseau par les acteurs de culture anglophone, la manière dont des francophones peuvent, ou non, s'en emparer témoigne de différentes conceptions du militantisme, et des hybridités qu'elles produisent¹⁷. Un constat fait par un militant non-violent fait état de « *difficultés à faire vivre et perdurer les relations avec les anglophones, qui n'avaient pas la même culture militante qu'en France, où*

¹³ Le mot latin *militia* signifie 'soldat'.

¹⁴ Selon le témoignage de Dominique Arrivé, actif dans le mouvement antimilitariste et objecteur de conscience « *contre la dissuasion* » pour qui les termes « *militant et militaire se confondent finalement* ». Entretien collectif avec des objecteurs de conscience à Lyon, 2020.

¹⁵ Dictionnaire en ligne de CNRTL, consulté le 20.02.2020. <https://www.cnrtl.fr/definition/activisme>

¹⁶ Dubois Alain, « Le vocabulaire comme arme. 1. Militants ou activistes ? », blog personnel hébergé sur *Mediapart.fr*, 15 mars 2015. Consulté le 19.03.20. <https://blogs.mediapart.fr/alaindubois/blog/150315/le-vocabulaire-comme-arme-1-militants-ou-activistes>

¹⁷ Dans littérature anglo-saxonne, le mot *activist* est préféré à celui de *militant*, et l'on parle plus souvent d'*advocaty* pour désigner l'exercice d'un défenseur d'une cause.

les réseaux sont plus hiérarchisés » et note que le mouvement contre la bombe en France était un « *petit-monde* » marqué par de profondes rivalités¹⁸.

b. L'espace et le temps des militantismes.

L'étude se fixe sur les militantismes contre les essais en Hexagone et en Polynésie française, ainsi que leurs ancrages dans des réseaux transnationaux. Au fil du développement, nous identifions des lieux de réseaux, afin de déterminer si les militantismes se fixent sur des espaces, et ce qui les conditionne à devenir des hôtes pour les réseaux.

Le transnationalisme qui caractérise ces circulations militantes fait que nous débordons du cadre Hexagone – Polynésie française, qui reste un axe permettant de borner notre périmètre d'étude. Nous citons par exemple un axe pacifiste trans-Tasman, actif entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande entre les années 1950 et 1970, sans pour autant nous fixer sur celui-ci car il dépasse notre cadre – de plus il fait déjà l'objet d'un article¹⁹. Il reste toutefois primordial de l'aborder, car il forme le goulet d'étranglement des flux militants internationaux en Océanie. Il en est de même pour les réseaux protestants centralisés autour du Conseil Œcuménique des Églises à Genève, que nous étudions dans le chapitre 8, cependant nous nous fixons sur leur influence en Polynésie française et en Hexagone.

Cette thèse débute avec un état des lieux des oppositions à la bombe française à l'aube de la première expérience, aux alentours de 1959. Afin de comprendre certains enjeux, il nous faudra parfois remonter à des temps antérieurs, sans toutefois nous y attarder. La fin des essais marque une reconfiguration de réseaux, s'adaptant à de nouveaux enjeux, comme la lutte pour la reconnaissance des conséquences des essais nucléaires, ou l'abolition des armes nucléaires, désormais porté par le réseau de International Campaign to Abolish Nuclear Weapons²⁰.

La date du dernier essai, le 27 janvier 1996, est identifiée comme une étape majeure dans le déclin des militantismes étudiés, cependant elle n'a pas pour conséquence d'interrompre les

¹⁸ Entretien avec François Marchant, 2021.

¹⁹ Kyle Harvey, « Nuclear Migrants, Radical Protest, and the Transnational Movement against French Nuclear Testing in the 1960s: The 1967 Voyage of the Trident », *Labour History*, no. 111, novembre 2016.

²⁰ Mutti Anggitta, « Understanding Strategies of Anti-Nuclear Movement: A Study of ICAN », *Politica* Vol. 12 No. 1, mai 2021.

circulations ou de démobiliser l'ensemble du mouvement. Le militantisme produit des héritages, une culture antinucléaire qui se diffuse notamment par le bas, si bien qu'elle devient populaire en Polynésie. Les productions de militants polynésiens mettent ainsi en avant la notion de 'souillure' de la terre ancestrale, en particulier dans la rhétorique du mouvement des peuples autochtone (chapitres 8 et 9). De nombreux Tahitiens pourraient vous chanter « Ta'ero Atomi » ('contamination atomique') d'Angelo, célèbre chanson contre la bombe de 1995, tandis que les plus jeunes citeraient le tube de reggae de 2018, « Atomi Testing » d'Aremistic & Birdking :

« Topa i roto i te ati a te uira atomi / Tomber dans le feu de la bombe atomique
Toru 'ahuru matahiti i te fifi noa ra / Trente années de souffrance
Hanere iva 'ahuru ma toru paura atomi ti haruru / 193 bombes nucléaires ont détonné
I Moruroa vahi ātea / Moruroa terre lointaine
Ua ino roa to 'oe nei fenua / Ta terre a été souillée »

Les liens entre les injustices environnementales et le contexte colonial/postcolonial à l'œuvre en Polynésie et dans le Sahara s'entremêlent. Nous verrons dans le chapitre 2 que le mouvement contre les essais dans le Sahara dénonce un 'impérialisme nucléaire', repris de la même manière par le mouvement contre les essais dans le Pacifique, avec le développement du concept de 'colonialisme nucléaire'.

Selon les cas, la place du fait colonial dans le fait nucléaire est plus ou moins admise au sein du tissu militant. Pour Malcom Ferdinand, les Outre-mer peinent à trouver leur place dans le mouvement écologiste en France, qui laisse peu de place aux revendications de ce type. Il souligne toutefois les intersections entre le mouvement anticolonialiste et celui contre les essais nucléaires :

« Mettre de côté ce fait colonial, c'est masquer les oppositions au nucléaire émises par des mouvements anticoloniaux telles que l'exigence de Bandung de 1955, le refus panafricaniste de Kwame Nkrumah, Bayard Rustin et Bill Sutherland de 'l'impérialisme nucléaire' et des essais français en Algérie, la dénonciation par Frantz Fanon d'une course à l'armement nucléaire qui maintient la domination du tiers-monde ou les demandes contemporaines de justice des Polynésiens²¹. »

²¹ Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Seuil, 2019, p. 15.

Les oppositions aux essais sont loin de se circonscrire à la seule question coloniale, toutefois cette thématique est omniprésente. Elle occupe une place de plus en plus importante dans la littérature scientifique consacrée essais nucléaires français, notamment en Océanie anglophone.

c. Une historiographie en chantier.

Les réseaux d'opposants aux essais français restent peu documentés en Hexagone et en Polynésie, et les liens entre les militants issus de ces deux espaces le sont encore moins. Nous nous intéressons à ces circulations rarement étudiées, en nous basant sur un corpus de sources primaires détaillé plus loin. Plusieurs publications se penchent sur des communautés, organisations et mouvements que nous étudions, ou sur des problématiques relatives aux essais qui enrichissent notre approche. Toutefois, les liens entre ces acteurs sont rarement soulignés, tout comme la fonction des passeurs qui leur viennent en aide.

L'historiographie du nucléaire militaire en France reste en construction, notamment dans le cas des essais nucléaires. En 2011, l'historien des relations internationales Maurice Vaïsse faisait le bilan d'une historiographie de la bombe française qui semble « *prendre l'allure d'un avis de décès* », mise en sévère difficultés par les restrictions de la loi sur les archives de 2008²². Maurice Vaïsse, Dominique Mongin et le groupe de recherche Grefhan se penchent sur l'histoire des armes et essais nucléaires français en se focalisant sur le processus de réalisation technique et scientifique²³. Mais l'accès complexe aux archives étatiques freine les recherches. Dans les années 2000, Jean-Marc Regnault publie abondamment sur la

²² Maurice Vaïsse, « L'historiographie française relative au nucléaire », *Revue historique des armées*, n°262, 2011, p. 8.

²³ Maurice Vaïsse (dir.), *La France et l'atome. Etudes d'histoire nucléaire*, Bruylant, 1994. Mongin Dominique, *La genèse de l'armement nucléaire français : 1945-1958*, Thèse de doctorat sous la direction de Maurice Vaïsse, Paris I, 1991. *Dissuasion et Simulation – De la fin des essais nucléaires français au programme Simulation*, Odile Jacob, 2018. *La bombe atomique française, 1945-1958*, Bruylant, 1997. *La Direction des Applications Militaires au cœur de la dissuasion nucléaire française, De l'ère des pionniers au programme Simulation*, CEA, 2016. Travaux du Groupe d'études français d'histoire de l'armement nucléaire (GREFHAN) dans le cadre du Nuclear History Program : Le Baut Yves (dir.), Vaïsse Maurice, « Les essais nucléaires français », recherches du GREFHAN, Bruylant, 1996 ; Travaux du GREFHAN, *Les expérimentations nucléaires françaises*, 1993.

thématique du CEP, en mettant à jour des archives qui se referment par la suite²⁴. Puis ces recherches se poursuivent avec la mise en place d'un programme de recherche dirigé par Renaud Meltz, connaissant une accélération avec l'ouverture progressive des archives sur le CEP depuis l'été 2021²⁵.

Les militantismes contre la bombe en France ont fait l'objet de quelques articles, mais un ouvrage de référence n'existe encore pas à ce jour. Sezin Topçu brosse ainsi un portrait des principales organisations avant Mai 68, et se penche également sur l'engagement des physiciens²⁶. Le mouvement français reste peu étudié, et est souvent traité de manière parcellaire dans la littérature scientifique. Celle-ci permet toutefois de dresser une cartographie des communautés engagées contre essais, qui servent parfois de passages entre les militants d'Hexagone et de Polynésie. L'approche par les réseaux permettra ainsi de nous détacher de cette analyse sectorielle des militantismes. L'engagement contre les armes nucléaires se situe en effet à la croisée de nombreuses luttes. Nous la retrouvons par exemple de manière sporadique dans les travaux de Tramor Quémeneur sur les objecteurs de conscience et le mouvement non-violent²⁷.

Sur la place du militantisme antinucléaire en Polynésie française, les ouvrages de Bruno Saura sont éclairant sur les liens entre renouveau culturel et rejet du CEP²⁸. Tahiti est bien souvent accolé à une image paradisiaque, et les travaux de Miriam Kahn mettent en avant le

²⁴ Jean-Marc Regnault, « Le choix définitif dans le Pacifique », dans : *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°53, janvier-mars 1997. p. 55-67. « La France à la recherche de sites nucléaires (1957-1963) », *Cahier du Centre d'études d'histoire de la défense*, no 12, « Science, technologie et Défense. Stratégies autour de l'atome et de l'espace (1945-1998) », 1999.

²⁵ Renaud Meltz, Alexis Vrignon, *Des bombes en Polynésie, les essais nucléaires français dans le Pacifique*, Vendémiaire, 2022.

²⁶ Sezin Topçu, « Atome, gloire et désenchantement : résister à la France nucléaire avant Mai 1968 », dans : C. Pessis, S. Topçu, C. Bonneuil, *Une autre histoire des Trente Glorieuses. Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, La Découverte, p. 189-209 ; « Les physiciens dans le mouvement antinucléaire : entre science, expertise et politique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 102, 2007.

²⁷ Tramor Quémeneur, « L'ACNV (Action civique non-violente) et la lutte contre les camps », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 92, no. 4, 2008, p. 57-63. « Le statut des objecteurs de conscience une bataille juridique et politique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 115 - 116, no. 1, 2015, p. 35-43.

²⁸ Bruno Saura, *Histoire et mémoire des temps coloniaux en Polynésie Française*, Au vent des îles, 2015. *Tahiti Mā'ohi. Culture, identité, religion et nationalisme en Polynésie française*, Au vent des îles, 2008.

paradoxe entre celle-ci et les oppositions à la reprise des essais en 1995²⁹. Les mobilisations plus récentes de vétérans sont traitées par le sociologue Yannick Barthe dans un ouvrage qui retranscrit leur processus d'engagement à l'aube des années 2000³⁰.

La littérature générale sur les militantismes contre la bombe reste quant à elle portée par un tropisme anglophone, où les mobilisations dans l'hémisphère Sud sont peu mises en avant. L'historien américain Lawrence Wittner produit une trilogie finement documentée sur le mouvement mondial contre la bombe. S'il mentionne à plusieurs reprises des militants français, ce n'est pas le cas des polynésiens³¹. Anaïs Maurer et Rebecca Hogue notent un phénomène de segmentation par aires des travaux sur l'impérialisme nucléaire produisant un effet discriminant, et relèvent que les « *collaborations Nord-Nord entre les États-Unis et leurs alliés ont des homologues Sud-Sud dans des réseaux transnationaux de résistance qui unissent les peuples autochtones de Rondik, Tureia, Maralinga, du Nouveau-Mexique, Hammaguir, Semipalatinsk et au-delà*³² ».

Si la littérature s'axe souvent autour de pays du Nord, l'engagement contre les essais des Afro-Américains est explorée plus récemment par Vincent J. Intondi qui examine leur engagement contre les essais dans le Sahara aux côtés de panafricanistes ghanéens³³. Les interactions entre l'histoire coloniale et le nucléaire sont également abordés par Roxanne Panchasi, qui relève la séparation faite par les historiens français entre la Guerre d'Algérie et les essais dans le Sahara³⁴. De plus, les travaux de Quito Swan sur les militantismes transnationaux dans le Pacifique ouvrent à de nouvelles approches des circulations

²⁹ Miriam Kahn, *Tahiti beyond the postcard, Power, Place, and Everyday Life*, University of Washington Press, 2011.

³⁰ Yannick Barthe, *Les retombées du passé : le paradoxe de la victime*, Seuil, 2015.

³¹ Lawrence S. Wittner, *One World or None: A History of the World Nuclear Disarmament Movement Through 1953*. (Vol. 1 of *The Struggle Against the Bomb*.), Stanford University Press, 1993 ; *Resisting the Bomb: A History of the World Nuclear Disarmament Movement, 1954-1970*. (Vol. 2), Stanford University Press, 1997 ; *Toward Nuclear Abolition: A History of the World Nuclear Disarmament Movement, 1971 to the Present*. (Vol. 3), Stanford University Press, 2003.

³² Anaïs Maurer, Rebecca Hogue, « Introduction: Transnational Nuclear Imperialisms », *Journal of Transnational American Studies*, 11(2), 2020.

³³ Vincent J. Intondi, *African Americans Against the Bomb: Nuclear Weapons, colonialism and the black freedom movement*, Stanford University Press, 2015.

³⁴ Roxanne Panchasi, « 'No Hiroshima in Africa' : The Algerian War and the Question of French Nuclear Tests in the Sahara », *History of the Present*, 2019; 9 (1), p. 84–112.

antiracistes et révolutionnaires dans cette région, qu'il serait intéressant de faire dialoguer avec des réseaux anticolonialistes engagés contre le nucléaire – notamment Kanak et Fidjiens³⁵.

D'autres thématiques font l'objet d'études plus fournies. Le processus de nucléarisation du Pacifique est souvent étudié à travers l'importance des alliances régionales, ainsi que la place du facteur religieux³⁶. L'engagement de Greenpeace est largement documenté, tout comme les mouvements de femmes avec le *Women Working for a Nuclear Free and Independent Pacific*, avec la question du rapport de force entre militantes féministes européennes et océaniques³⁷. Elizabeth DeLoughrey fait une analyse du rejet des essais nucléaires dans une littérature océanique de résistance, tandis que Michelle Keown relève que ces productions s'inscrivent dans le cadre de circulations militantes autochtones, comme celles du *Nuclear Free and Independent Pacific*, documentées par Roy H. Smith³⁸.

La littérature sur d'autres expérimentations réalisées en Océanie permet de saisir de nombreux enjeux analogues, et d'explorer les liens avec les opposants aux essais américains

³⁵ Quito Swan, *Pasifika Black. Oceania, Anti-colonialism, and the African World*, NYU Press, mai 2022.

³⁶ Sarah Mohamed-Gaillard, *L'Archipel de la puissance ?*, Peter Lang Verlag, 2010. L'engagement des églises protestantes océaniques contre les essais est abordé par Gwendoline Fer-Malogue, enrichi des travaux de Gilles Vidal qui permettent de saisir l'importance des réseaux d'Églises dans les circulations militantes. Gwendoline Malogue-Fer, « L'église évangélique de Polynésie française et les essais nucléaires : de la prise de conscience chrétienne à la prise de position publique (1963-1982) », dans: Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique (1981-1988)*, les Indes Savantes, p. 205-214, 2003. Gilles Vidal, *Les nouvelles théologies protestantes dans le Pacifique Sud. Etude critique d'un discours religieux et culturel contemporain*, Karthala, 2016.

³⁷ Franck Zelko, *Make It a Green Peace!: The Rise Of Countercultural Environmentalism*, Oxford University Press, 2017. Rex Weyler, *Greenpeace: How a Group of Ecologists, Journalists, and Visionaries Changed the world*, Rodale, 2004. Grégory Derville, « Le combat singulier Greenpeace-SIRPA. La compétition pour l'accès aux médias lors de la reprise des essais nucléaires français », In: *Revue française de science politique*, n°5, 1997, p. 589-629. Michael Szabo, *Making Waves: the Greenpeace New Zealand Story*, Reed, 1991. Sur les réseaux de femmes : Catherine Eschle, « Research note : Racism, colonialism and transnational solidarity in feminist anti-nuclear activism », *DEP*, n. 41-42, 2020. Lynn B. Wilson, *Speaking to Power: Gender and Politics in the Western Pacific*, Routledge, 1996.

³⁸ Elizabeth DeLoughrey, *Routes and Roots: Navigating Caribbean and Pacific Island Literatures*, University of Hawai'i Press, 2007. Michelle Keown, « Waves of destruction Nuclear imperialism and anti nuclear protest in the indigenous literatures of the Pacific », *Journal of Postcolonial Writing*, 54:5, p. 585-600. Roy H. Smith, *The Nuclear Free and Independent Pacific Movement: After Mururoa*, Tauris, 1997.

et anglais, notamment aux Iles Marshall³⁹. Des études plus larges portent sur la nucléarisation du Pacifique, comme ceux de Stewart Firth, Robert Jacobs ou Greg Dvorak⁴⁰. Enfin, la critique de la militarisation de l'Océanie est largement portée par les travaux engagés de Teresia Teaiwa, qui analyse la relation entre nucléaire et colonialisme, en résonance avec l'approche des penseurs du régionalisme océanien, les universitaires et écrivains Epli Hau'ofa et Albert Wendt⁴¹.

Pour finir, une littérature oscille entre publications militantes et institutionnelles. L'analyse des stratégies et contextes qui marquent ces objets les rend parfois complexes à catégoriser étant donné leur nature hybride, entre travaux universitaires, militants et éléments de communication. Ils demeurent néanmoins des sources clefs dans la compréhension du rapport de force entre des acteurs ayant acquis une légitimité auprès du monde militant comme sachants ou savants. Citons les publications de chercheurs comme Bengt Danielsson, co-écrits avec son épouse Marie-Thérèse, notamment l'ouvrage *Moruroa mon Amour*, publié dans le but de soutenir la campagne contre les essais de 1974⁴². Cet ouvrage reste une production militante, citant peu de sources primaires, qui vise à dénoncer les conséquences néfastes du CEP. Les travaux de militants n'en constituent pas moins d'importantes sources primaires, car ces derniers réalisent parfois des collectes de témoignages. Sur les réseaux de femmes, les ouvrages de l'activiste et chercheuse Zohl dé Ishtar sont éclairantes car ils réunissent de nombreux témoignages de militantes océaniennes, et permettent d'identifier certains passeurs – comme Marie-Thérèse Danielsson, qui l'oriente dans sa recherche de

³⁹ Holly M. Barker, *Bravo for the Marshallese: Regaining Control in a Post-Nuclear, Post-Colonial World*, Cengage Learning, 2012. Jack Niedenthal, *For the Good of Mankind. A History of the People of Bikini and their Islands*, Bravo Publishers, 2001.

⁴⁰ Stewart Firth, *Nuclear Playground*, University of Hawai'i Press, 1987. Robert Jacobs, « Nuclear Conquistadors: Military Colonialism Nuclear Test Site Selection during the Cold War », *Asian Journal of Peacebuilding*, Vol. 1 No. 2 (November 2013): 157-177. Greg Dvorak, *Coral and Concrete: Remembering Kwajalein Atoll between Japan, America, and the Marshall Islands*, University of Hawai'i Press, 2018.

⁴¹ Teresia K. Teaiwa, « bikinis and other s/pacific n/oceans », *The Contemporary Pacific* 6, no. 1, 1994, p. 87–109. Epli Hau'ofa, « Our Sea of Islands », *The Contemporary Pacific*, vol. 6, no. 1, University of Hawai'i Press, 1994, p. 148–61 ; « The Ocean in Us », *The Contemporary Pacific*, vol. 10, no. 2, University of Hawai'i Press, 1998, p. 392–410, Albert Wendt, « Toward a new Oceania », *Mana review*, 1 :1, 1976.

⁴² Marie-Thérèse et Bengt Danielsson, préface de Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Moruroa, mon amour*, Stock, 1974. La seconde édition est plus incisive sur la dimension coloniale : *Moruroa, notre bombe coloniale*, L'Harmattan, 1993.

témoins en Polynésie française⁴³. Il reste toutefois important d'analyser le cadre dans lequel ces entretiens sont menés – une campagne militante, impliquant également l'enquêtrice.

Dans la même logique, des militants souvent considérés comme des experts/chercheurs indépendants par leurs pairs, mais également en dehors du monde militant, produisent une littérature conséquente. Celle-ci présente le double-intérêt de regrouper des sources primaires (archives, témoignages) et des éléments de rhétorique militante. Il est ainsi important de souligner les abondantes productions du Conseil Œcuménique des Églises, de Greenpeace et du Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits (CDRPC), désormais Observatoire des Armements – dont la plupart des publications proviennent du militant Bruno Barrillot, dont nous évoquons le parcours dans le chapitre 4⁴⁴.

d. Des sources primaires éparses et un processus de déclassification pénible.

Les sources primaires exploitées allient principalement des archives militantes et étatiques situées en Hexagone et en Polynésie française. Les archives étatiques sont soumises à des conditions juridiques contraignantes pour les chercheurs. La loi de 2008 sur les archives limite les accès aux documents en lien avec le nucléaire⁴⁵. De plus, la question des essais reste sensible, avec des délais de réponses aux demandes de dérogations très aléatoires selon les institutions et le contexte politique.

Cependant, l'accès aux archives militantes comporte également des limites. Les documents d'organisations ou d'individus concernant la bombe et les essais français constituent un vaste

⁴³ Zohl dé Ishtar, *Daughters of the Pacific*, Spinifex Press, 1994. Zohl dé Ishtar (dir.), *Pacific Women Speak Out for Independence and Denuclearisation*, Pacific Connections, 1998.

⁴⁴ Barrillot Bruno, *Les irradiés de la République*, Complexe-GRIP, 2003. *Essais nucléaires français en Polynésie : exigence de vérité et propositions pour l'avenir*. Actes du colloque du 20 février 1999, Lyon, Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, 1999. *Les essais nucléaires et la santé*. Actes de la conférence du 19 janvier 2002 au Sénat, Lyon, Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, 2002. Conseil Œcuménique des Églises, *Au nom du Dieu de vie, non ! L'Église et les essais nucléaires dans le Pacifique*, août 1995. Greenpeace, Damoclès, *Témoignages. Essais nucléaires français : des polynésiens prennent la parole*, Greenpeace international, août 1990. Pieter De Vries, Han Seur, *Moruroa et nous : expériences des Polynésiens au cours des 30 années d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud*, Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, 1997.

⁴⁵ Even, Pascal Even, « Une Nouvelle Loi Pour Les Archives », *La Revue Administrative*, vol. 62, no. 369, 2009, p. 231–37.

patrimoine sous-exploité. Des archives sont éparpillées dans de nombreuses collections publiques et privées, comme les fonds de Claude Boudet, président du Mouvement Contre l'Armement Atomique (MCAA), conservées à la Bibliothèque Nationale de France. L'inventaire indique uniquement « nucléaire, désarmement » pour les cartons 141 à 160, nécessitant un important travail de tri⁴⁶.

Les archives de certains individus font déjà l'objet d'études, comme celles du Prix Nobel de la Paix Albert Schweitzer conservées dans sa maison à Gunsbach en Alsace. Toutefois son implication dans la lutte contre les essais français reste peu documentée. Nous avons ainsi pu exhumer des correspondances avec le député John Teariki concernant l'opposition à l'installation du CEP. Les archives du physicien Alfred Kastler, situées à l'ENS (Paris), sont également riches concernant l'engagement de la communauté scientifique en France. De la même manière, les fonds de l'avocat Jean-Jacques de Félice déposés à la Contemporaine (Nanterre) font l'objet d'un numéro spécial de la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps*⁴⁷. Néanmoins son engagement contre les essais nucléaires et auprès du mouvement indépendantiste de Polynésie est encore peu exploré.

Des fonds privés n'ayant pas fait l'objet d'un versement demeurent dans un état de conservation aléatoire, et ne sont parfois pas inventoriés. Nous avons pu accéder à un vaste volume d'archives à l'Observatoire des Armements de Lyon, avec des bulletins d'organisations militantes d'Hexagone, de Polynésie, des correspondances, tracts et affiches. Ces documents constituent un patrimoine archivistique riche et sont conservés avec soin par des militants. Certains prennent parfois la charge d'en réaliser des inventaires – comme pour les fonds du président du Mouvement pour une Alternative Non-Violence, Jean-Marie Muller, conservés par le militant non-violent François Marchand, qui nous a permis d'y accéder chez lui⁴⁸.

Le caractère transnational des oppositions conduit toutefois à une dispersion des sources. Nous n'avons pas pu accéder à certaines archives identifiées pour des raisons logistiques, sanitaires (les multiples confinements ont limité notre mobilité à l'internationale) et

⁴⁶ Le carton qui concerne la campagne du MCAA contre les essais en Polynésie Française est le n°155. Cependant de nombreux documents relatifs aux essais nucléaires sont disséminés dans divers cartons, comme des correspondances et documentations sur la Polynésie.

⁴⁷ Bassirou Barry, Sylvie Thénault (dir.), « Jean-Jacques de Félice : un avocat militant des droits de l'homme », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, N° 115, 2015.

⁴⁸ Ces archives sont destinées à être versées à La Contemporaine une fois l'inventaire terminé.

budgétaires. Les papiers d'André Trocmé, fondateur de la Fédération Française Contre l'Armement Atomique sont déposés au Swarthmore College Peace Collection aux États-Unis, et ceux de Bengt Danielsson se trouvent au musée du Kon Tiki à Oslo, où notre déplacement a été annulé à cause de la crise sanitaire.

Il est parfois complexe d'identifier ce qu'il est advenu de documents personnels de militants ou d'organisations n'ayant pas mis en place un système de conservation de leurs archives. C'est le cas de l'association de protection de la nature Ia Ora te Natura ('la nature vit') en Polynésie française. Toutefois des documents internes ont été fournis par un ancien adhérent, et nous avons pu accéder à des archives éparpillées dans des fonds publics – notamment ceux de l'avocat Jean-Jacques de Félice (La Contemporaine, Nanterre).

Certains militants, associations ou proches limitent également la communication de leurs archives au public, notamment en Polynésie française, où la crainte d'être dépossédés de documents concernant les essais ou qu'ils fassent l'objet de manipulations reste omniprésente. Ainsi, certaines archives privées le restent à ce jour, comme celles du général de Bollardière, ou de John Doom. Ces enjeux se superposent également à des volontés de protéger les archives militantes vis-à-vis des autorités françaises, témoignant de l'enjeu que constitue un tel patrimoine archivistique, perçu comme un objet convoité.

Les archives étatiques exploitées concernent principalement la surveillance des mouvements militants, ainsi que des correspondances diplomatiques qui rendent compte des protestations internationales et des stratégies de communication de l'État. Nous avons eu un accès très limité aux sources étatiques entre 2019 et 2021, avant de pouvoir bénéficier du processus d'ouverture initié à la suite d'une table-ronde sur les essais en Polynésie française en juillet 2021⁴⁹. L'intérêt des archives étatiques, notamment policières et celles de services de renseignement est qu'elles contiennent des copies de correspondances et publications de militants, comme des bulletins, tracts ou circulaires internes. Néanmoins, elles se trouvent dans un corpus empreint de représentations propres à leurs auteurs et destinataires, que nous avons veillé à déconstruire afin d'en réaliser une analyse contextuelle.

⁴⁹ En octobre 2021, nous avons reçu l'autorisation de consulter une vingtaine de cartons des Archives Nationales de France sur la surveillance des mouvements antinucléaires et indépendantistes sur une période temporelle plus étendue (milieu des années 1980), ainsi que sur les navires contestataires, mouvements indépendantistes et syndicats polynésiens. Il s'agit de la série 19950175 – détaillée dans les sources primaires. Mike Leyral, « Une table ronde sur le nucléaire pour déminer les relations entre la France et la Polynésie », *Le Monde*, 3 juillet 2021.

Les notes des services renseignement militaires et celles du cabinet du gouverneur contenues dans les fonds de Jacques Foccart (Archives Nationales de France) permettent de questionner la vision des militants par le haut. La critique de ces sources pose la question de ceux qui les rédigent « *en termes de recrutement, d'origines sociales, de formation, de culture politique et professionnelle* » ainsi que sur « *l'administration qui les produit (organisation, services, missions, méthodes, fonctionnement, divisions, rivalités)*⁵⁰ ». Certains mouvements sont plus surveillés que d'autres pour des raisons politiques (comme les indépendantistes polynésiens), ce qui peut induire des biais analytiques, ainsi que des marges d'erreurs, notamment dans les documents de Renseignement Généraux qui semblent se baser sur des rumeurs. De plus les trajectoires des officiers des services ultramarins demeurent marquées par une forte culture du renseignement colonial et un nationalisme qui imprègne leurs interprétations⁵¹.

Selon certains contextes, la recherche active de liens avec l'Union Soviétique ou avec la Libye appelle à un questionnement des biais de confirmations qui marquent leurs analyses. Des liens entre la Libye et des indépendantistes polynésiens sont particulièrement recherchés à la fin des années 1980. Bien que des contacts sporadiques avec des groupes radicaux comme le Te Ta'ata Tahiti Tiaama et le Pomare Parti soient documentables, l'interprétation de la portée d'une ingérence étrangère sur l'ensemble du mouvement est largement amplifiée dans la représentation étatique⁵². Toutefois, des archives étatiques américaines posent le même regard sur l'influence de mouvements anti-impérialistes dans le Pacifique Sud, et s'inquiètent d'une l'implantation libyenne au milieu des années 1980⁵³.

La collecte d'archives privées fait également émerger des problématiques propres à leur dimension clandestine. Afin de déterminer comment les réseaux anticolonialistes abordent la

⁵⁰ Jean-Marc Berlière, « Archives de police / historiens policés ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Paris, Belin, nos 48-4bis, 2001, p. 60.

⁵¹ Jean-Pierre Bat, « L'œil « invisible » de la République? Chantier archivistique (et archéologique) autour des bureaux d'études », p. 129-146. dans : Al Wardi Sémir, Regnault Jean-Marc, Sabouret Jean-François, *L'Océanie convoitée : Histoire, géopolitique et sociétés*, CNRS Éditions, 2017.

⁵² Quelques militants polynésiens tentent d'effectuer un stage d'initiation à la guérilla en Libye en 1987. Joinville Pomaré note cependant que si des projets de détournements d'avions du CEP sont envisagés, ils auraient rapidement été enterrés car le terrain insulaire ne se prête guère à la guérilla. Entretien avec Joinville Pomaré, mars 2021. ANF 19950175/30. Cabinet militaire, SER, Note au ministre des départements et territoires d'Outre-Mer, « Déplacement de onze indépendantistes polynésiens en Lybie », 7 avril 1988.

⁵³ Archives de la CIA. Directorate of Intelligence. Référence : CIA-RDP90T00114R000200270001-7. « Libyan activities in the South Pacific », 7 mai 1987.

question des essais, il est par exemple intéressant d'examiner les publications militantes sur la Guerre d'Algérie, avec « *une production importante d'imprimés de la part des acteurs eux-mêmes, des réseaux, des associations et des comités autant que des partis et syndicats, dont le recensement et la conservation demeurent encore aujourd'hui un enjeu archivistique et historiographique*⁵⁴ ». De tels objets peuvent ainsi être identifiés comme des archives citoyennes⁵⁵. Malgré les moyens limités dont ils disposent, les militants cherchent ainsi à s'informer de manière alternative pour répondre aux restrictions des circulations de documents concernant les essais. En Polynésie française, cette collecte de sources peu accessibles sur le territoire aboutissait parfois à des saisies par les douanes, comme mentionné par des militants revenant de conférences à l'étranger avec de la documentation sur le nucléaire⁵⁶.

Pour finir, des entretiens ont été réalisés sur plusieurs terrains. Tout d'abord en Hexagone à travers des rencontres avec des militants en région parisienne, à Lyon, en Alsace, couplés à une première collecte d'archives privées. Notre calendrier de terrain prévoyait de l'observation-participante avec des organisations antinucléaires au printemps/été 2021 (Stop-Essais/La maison de la vigilance de Taverny et le Mouvement de la Paix), mais les confinements pendant notre première puis seconde année de recherche en Hexagone ont conduit à un ralentissement des activités militantes (reports de conférences, réunions, manifestations). D'avril à septembre 2021, nous avons réalisé un terrain d'étude en Polynésie française, en recueillant des témoignages à Tahiti, Mo'orea, Huahine et Mangareva, et assisté à plusieurs réunions d'associations, d'Églises ainsi que des manifestations pour la reconnaissance des conséquences des essais.

Le choix de conduire des entretiens de type histoire de vie a été pris afin de réaliser une biographie collective du panel de militant interrogé⁵⁷. Nous avons voulu reconstituer la

⁵⁴ Julien Hague, « Explosions et circulations des imprimés lors de la guerre d'Algérie (1954 - 1962) », dans : Kadri Aïssa, Bouaziz Moula, Quemeneur Tramor (dir.), *La guerre d'Algérie revisitée*, Karthala, 2015, p. 294.

⁵⁵ Nils Andersson, « Des archives citoyennes pour répondre aux archives militaires interdites », blog hébergé sur *Médiapart*, 7 mars 2020. <https://blogs.mediapart.fr/nils-andersson/blog/070320/des-archives-citoyennes-pour-repondre-aux-archives-militaires-interdites> consulté le 20.07.20.

⁵⁶ Entretien avec Oscar Temaru, 2021. Entretien avec Michel Arakino, trésorier de l'association Moruroa e Tatou, 2021.

⁵⁷ Christine Delory-Momberger, « Vocabulaire des histoires de vie et de la recherche biographique », *Érès*, « Questions de société », 2019.

genèse sociale de l'engagement, collectif et individuel, par la collecte de récits de 'carrières militantes' permettant l'analyse de leurs réseaux, et l'identification de passeurs potentiels. Pendant notre terrain à Tahiti, la première phase a été celle de l'observation, notamment au sein de l'Eglise Protestante Mā'ohi (EPMa). En avril 2021, nous avons réalisé un séjour d'un mois au Foyer de Jeunes Filles protestantes de Pā'ōfa'i, dans le même bâtiment que le siège de l'EPMa et l'association Moruroa e Tatou.

La sortie de l'enquête baptisée 'Toxique' le même mois est à nouveau venue porter la question des retombées des tirs au cœur des débats sociétaux⁵⁸. Début juillet, une table-ronde entre les autorités de la Polynésie française et l'Elysée décidait une ouverture progressive des archives de l'État. En septembre 2021, à la fin de notre terrain, nous avons reçu plusieurs réponses à des demandes de dérogation réalisées en 2019 et 2020. Néanmoins, ces réponses demeurent toujours aléatoires selon les ministères concernés⁵⁹. Ce contexte a conduit à une remobilisation du monde militant local, avec l'organisation de deux manifestations à Pape'ete au cours du mois de juillet – une dirigée par l'EPMa, avec la présence d'une communauté catholique réunie autour de l'associations 193, et un autre rassemblement quelques semaines plus tard, à l'appel du Tāvini Huirā'atira, le principal parti indépendantiste.

Pendant les deux manifestations de juillet 2021, nous avons observé des résurgences de réseaux militants actifs pendant la période des essais. Ainsi, des pasteurs récemment engagés, ou des enfants de militants, comme la fille de l'activiste Gabriel Tetiarahi, se sont exprimés devant la foule. Des messages de militants fidjiens ont également été projetés sur un écran géant installé place Tarahoi, face à l'Assemblée Territoriale, avec des références à l'organisation Nuclear Free and Independent Pacific, à l'engagement des réseaux œcuméniques – en particulier le Pacific Conference of Churches et aux manifestations contre la reprise des essais en 1995.

En partant de cette base de sources primaires, nous visons à documenter les liens qui ont construit le mouvement contre les essais nucléaires jusqu'à leur arrêt en 1996. L'étude des réseaux militants permettra également de faire un état des lieux des connexions qui ont

⁵⁸ Sébastien Philippe, Tomas Stadius, *Toxique; Enquête sur les essais nucléaires français en Polynésie*, Presses Universitaires de France, 2021.

⁵⁹ Ainsi en juin 2023, les ANF nous accordent une dérogation pour la côte 19890035/3, à la suite d'une demande datant de janvier 2020. Celle-ci porte sur la politique environnementale de la France en 1980.

survécu, ou se sont désagrégées, au sein du mouvement actuel pour la reconnaissance des conséquences des expérimentations.

2) Analyser des réseaux pour faire l'histoire des militantismes.

a. Une méthode pluridisciplinaire, avec ses limites.

Nous mobilisons la notion de réseau afin de faire apparaître les systèmes de solidarités entre des communautés et individus. L'analyse de réseaux en histoire s'intéresse aux aspects organisationnels des liens sociaux⁶⁰. Le traitement de nos sources primaires s'axe sur les éléments qui permettent d'identifier les communautés militantes à travers des co-présences et occurrences, afin d'identifier les acteurs qui structurent les réseaux⁶¹.

Nous partirons d'une approche prosopographique, au sens d'une « *étude collective qui cherche à dégager les caractères communs d'un groupe d'acteurs historiques en se fondant sur l'observation systématique de leurs vies et de leurs parcours*⁶². » Les relations entre les militants évoluent selon un contexte relationnel propre à chaque acteur, posant la question du recrutement, de l'entrée dans le réseau, des systèmes de cooptations par des cercles sociaux proches (familiaux, amicaux, professionnels) ou institutions sociales (églises, institutions politiques, association, tribus). Tout d'abord il nous faut identifier les acteurs et communautés qui composent ces réseaux, puisqu'il s'agit dans l'approche prosopographique de « *rechercher la structure sociale d'un collectif par l'accumulation de données structurées sous la forme de fiches individuelles relatives à chacun de ses membres, avec l'objectif final d'en saisir la structure de groupe par-delà les discours qu'il produit*⁶³ ».

Dans l'analyse de réseaux, le sociologue Mark Granovetter énonce la théorie de la 'force des liens faibles', des acteurs qui « *servent bien souvent à jeter des ponts locaux entre des*

⁶⁰ Claire Lemerrier, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, Société D'histoire Moderne et Contemporaine, 2005, 2 (52-2), p. 88.

⁶¹ Gabriel Dupuy, *L'urbanisme des réseaux*, Armand Colin, 1992 ; *L'informatisation des villes*, PUF, 1992 ; *Internet, Géographie d'un réseau*, Ellipses, 2002. Pierre Mercklé, *Sociologie des réseaux sociaux*, La Découverte, 2004.

⁶² Pierre-Marie Delpu, « La prosopographie, une ressource pour l'histoire sociale », *Hypothèses*, vol. 18, no. 1, 2015, p. 4.

⁶³ *Ibid.*

*ensembles d'acteurs qui autrement seraient isolés, ou encore qui ne pourraient se rejoindre que par des détours beaucoup plus longs*⁶⁴ ». Cette dimension nous intéresse particulièrement, car nous chercherons à identifier des 'passeurs' qui bâtissent des 'ponts locaux' entre des communautés éloignées et produisent des réseaux de solidarités.

Les structures des réseaux se forment également selon les conditions de circulations possibles, ou difficiles, entre les communautés. Certains types de circulations sont restreintes par un contrôle étatique sur les flux humains, comme le refus de délivrer un visa. Il est complexe pour certains acteurs de se rendre en Polynésie française ou de se mettre en relation avec des acteurs qui militent discrètement de crainte d'être expulsés du territoire⁶⁵. Cette politique pose ainsi des obstacles au transnationalisme, mais favorise à la fois l'exportation de militantismes vers des espaces où ils peuvent évoluer plus librement. De plus, la formation d'un réseau d'événements successifs est rythmée par des rencontres régulières qui entretiennent les réseaux et les flux militants⁶⁶.

À travers les analyses de sources et les entretiens, il nous est apparu qu'un enjeu des militants est se connecter à des lieux de réseaux, qui peuvent être fixes ou nomades : le plateau du Larzac, le bureau Pacifique du Conseil Œcuménique des Églises, la maison des Danielsson ou encore des conférences contre les essais. Des espaces perçus comme des refuges deviennent également des lieux de réseau. Parmi les stratégies mises en place, on observe un repli vers des lieux qui permettent la formation d'un tissu militant. Nous noterons ainsi l'importance des hubs internationaux comme New York ou Genève où se trouvent des sièges d'organisations transnationales et se tiennent des négociations sur l'arrêt des essais.

Le 'Fare Danielsson' à Pā'ea est régulièrement mentionné comme espace de circulation des savoirs car il met à disposition sa bibliothèque, organise des rencontres et dîners pendant lesquels les militants nouent des liens. Lors de l'arrivée au pouvoir des travaillistes néo-

⁶⁴ Mark S. Granovetter, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology* (78), 1973, p. 1360-1380.

⁶⁵ C'est le cas de l'artiste Bobby Holcomb, qui réalise des illustrations antinucléaires sans les signer par peur d'être évincé du territoire : « Bobby était très paranoïaque, il devait refaire son visa chaque année, alors il jouait au clown [...] Mais derrière tout ça il y avait un sacré révolutionnaire à la maison ». Entretien avec Dorothy Levy, 2021.

⁶⁶ Citons les commémorations annuelles des bombardements de Hiroshima et Nagasaki, les conférences du Nuclear Free and Independent Pacific ou du Conseil Œcuménique des Églises. Peter Bearman, James Moody, Robert Faris, « Networks and history », *Complexity* 8 (1), 2002, p. 61-71.

zélandais, Auckland devient également un base-arrière des militants du navire *Fri* expulsés de Polynésie française après leur action de désobéissance civile en 1973. Cette ville reste par la suite un lieu de réseau où des militants de diverses nationalités se rencontrent ou se retrouvent.

D'autres espaces favorisent le déploiement de réseaux, comme les Fidji, indépendants depuis 1970, qui devient l'épicentre du mouvement anticolonialiste et antinucléaire dans le Pacifique Sud. Nous verrons qu'à l'échelle nationale fidjienne, les militantismes se fixent sur l'University of South Pacific, le Pacific Theological College, le Pacific Council of Churches ainsi que le siège du Nuclear Free and Independent Pacific (chapitre 7 et 8).

La méthode appliquée aux entretiens consiste quant à elle à demander aux acteurs de recomposer leur réseau⁶⁷. Les entretiens menés avec des acteurs ayant acceptés de s'étendre sur cette notion permettent également d'étudier la représentation que les militants ont de leur réseau et de ceux des autres, et de réaliser une approche par la subjectivité. Par exemple, une militante qui a commencé à se rendre à des conférences du NFIP en 1975 rapporte qu'avant cette date il n'existait pas de réseau antinucléaire en Polynésie Française, et que les protestations de 1973 étaient marginales⁶⁸.

Le dirigeant du Piango Network, un réseau d'ONG océaniques, avance quant à lui qu'il n'y avait pas de réseaux militants entre l'Europe et l'Océanie avant les années 1980⁶⁹. Nous avons pourtant pu en documenter avant cette période, mais ces derniers sont effectivement plus formalisés et mieux structurés à partir des années 1980. La méconnaissance des réseaux auxquels ils ne participent pas, ou le fait qu'ils ne les perçoivent pas comme tels, permet ainsi d'identifier les représentations que les militants se font de leurs réseaux, et de ceux des autres.

Il est également intéressant de regarder comment les travaux de mathématiciens intéressés par la construction des réseaux ouvrent des pistes pour l'histoire sociale⁷⁰. Les recherches de Paul Erdos menés dans les années 1960 sur la théorie des graphes (un graphe est un ensemble de sommets, des nœuds, reliés par des arêtes, des liens) s'attachent à démontrer que leur

⁶⁷ Elle peut s'apparenter à celle utilisée dans les travaux sur la reconstitution des réseaux de relations individuelles conduites par Claudia Oliver et Andreas Herz : Andreas Herz, Claudia Olivier, « Transnational Social Network Analysis », *Transnational Social Review*, 2 (1), 2012, p. 7-27.

⁶⁸ Entretien avec Tea Hirshon, 2021.

⁶⁹ Entretien avec Gabriel Tetiarahi, 2021.

⁷⁰ Daniel Parrochia, « Quelques aspects historiques de la notion de réseau », *Flux*, vol. 62, no. 4, 2005, p. 10-20.

formation n'est pas le fait au hasard, il formule alors l'hypothèse d'une moyenne de six degrés de séparation entre deux nœuds⁷¹. Sa théorie est mise en pratique par le psychologue Stanley Milgram qui tente de calculer le nombre moyen d'intermédiaire pour contacter n'importe qui dans le monde en passant par des réseaux relationnels individuels⁷².

Par la suite, le sociologue Duncan Watts développe un indicateur, qu'il nomme « coefficient de clustering » afin de calculer le degré de connectivité d'un nœud ou d'un graphe⁷³. Si ce coefficient se rapproche de 1, alors les acteurs ont tendance à être interconnectés les uns aux autres, ce qui forme un réseau 'robuste' ou 'résilient' (figure A).

Puis en 1999, les mathématiciens Albert et Barabasi démontrent que la plupart des nœuds ont un nombre limité de liens, et que seul quelques exceptions disposent de très nombreuses connexions, mettant en avant l'importance des hubs dans la création de chemins courts⁷⁴.

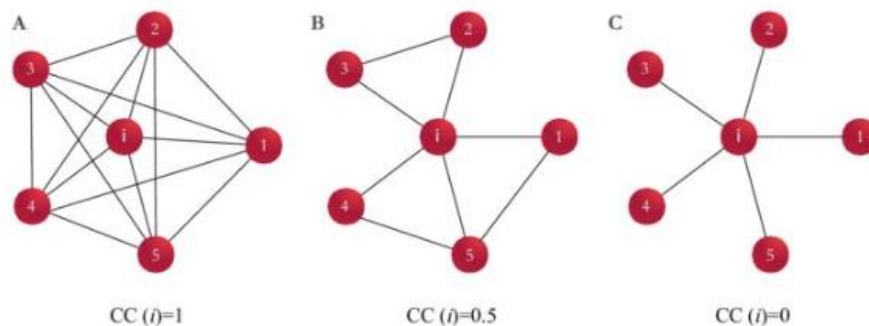


Figure 1. Exemples de coefficients de clustering d'un nœud dans trois graphes différents. Guiherme Ferraz de Aruda, Francisco A Rodrigues, Yamir Moreno, « Fundamentals of spreading processes in single and multilayer complex networks », *Physics Reports*, 756(4), 2018.

⁷¹ Rényi Paul Erdős, « On the evolution of random graphs », *Bulletin de l'Institut international de statistique*, 38 (4), 1961, p. 343-347.

⁷² Il réalise cette expérience à l'aide d'une lettre, que les participants doivent faire parvenir à un destinataire désigné, en la faisant passer par une de leur connaissance susceptible d'en contacter une plus proche, qui devra elle-même l'envoyer à une connaissance. Il fait ainsi l'hypothèse des 'six degrés de séparation', le nombre d'intermédiaires moyen de son expérience. Stanley Milgram, « The Small-World Problem », *Psychology Today*, vol. 22, n° 1, 1967, p. 61-67.

⁷³ Le coefficient de clustering d'un graphe est égal au nombre de liens existants sur nombre de liens possibles, et celui d'un nœud au coefficient de clustering du graphe de ses voisins. Duncan J. Watts, *The structure and dynamics of small-world systems*, thèse de doctorat, Cornell University, 1997.

⁷⁴ Albert Barabási, « Emergence of scaling in random networks », *Science*, vol. 286, n° 5439, 1999, p. 509-512.

Ces théories sont mobilisées en histoire sociale depuis les années 2000, et ouvrent à des applications innovantes qui permettent de souligner des phénomènes décelables plus aisément par l'étude des réseaux. En socio-histoire, une étude des réseaux de la famille Médicis soulignait la fonction des relations inter-familiales et des alliances dans leur mainmise sur le pouvoir⁷⁵. Un raisonnement par les réseaux comporte de nombreuses perspectives pour faire l'histoire sociale, mais présente également des limites. La revue *Sciences Humaines* note en 2000 un « engouement pour le mot réseau » dans les sciences humaines et sociales, tandis que Simon Borel note que cette nouvelle forme de représentation d'un monde que l'on s'imagine interconnecté, un « espace-temps immatériel, déterritorialisé, fluide » trahirait les nuances à apporter aux relations humaines et matérielles, leurs entraves, lenteurs et hiérarchies⁷⁶. Pierre Verschueren met également en garde contre cette tentation d'appliquer une notion floue caractéristique de l'idée d'une société globalisée à des phénomènes passés qui « tend ainsi le piège de l'anachronisme inconscient⁷⁷ ».

Les recherches en mathématiques semblent toutefois permettre d'identifier des 'lois' qui structurent les réseaux. Les nœuds répondent ainsi à un phénomène d'attachement préférentiel, et à chaque fois qu'un nouveau nœud arrive dans un réseau, il va avoir tendance à se connecter aux hubs, ou aux nœuds lui sont proches, ce qui crée des communautés ou *clusters*. Les structures des réseaux sont ainsi régies par trois éléments : des chemins courts, l'existence de communautés et la présence de hubs. Ce qu'il nous faudra retenir de ce rapide état de l'art des études de réseaux, serait que chaque réseau contient des hubs, des acteurs qui possèdent de nombreux liens, sont connectés les uns aux autres et servent de raccourcis pour passer d'une région du réseau à l'autre. Ces derniers nous intéressent particulièrement, ce sont nos 'passeurs'.

L'étude des graphes dans l'organisation sociale d'un réseau permet d'identifier un premier type de hub, que Ronald Burt nomme un 'trou structural'. Cette situation se présente lorsque

⁷⁵ John F. Padgett, Christopher K. Ansell, « Robust Action and the Rise of the Medici, 1400-1434 », *American Journal of Sociology*, 98-6, p. 1259-1319, 1993. Des études examinent également des réseaux plus grands, comme ceux de la Société des Nations : Martin Grandjean, *Les réseaux de la coopération intellectuelle. La Société des Nations comme actrice des échanges scientifiques et culturels dans l'entre-deux-guerres*. Thèse en histoire. Université de Lausanne, 2018. Martin Grandjean, « Introduction à la visualisation de données : l'analyse de réseau en histoire », *Histoire et Informatique* (18), 2015, p. 107-126.

⁷⁶ Simon Borel, *Et les réseaux sauveront le monde? Essai sur l'idéologie réticulaire*, Le bord de l'eau, 2014, p. 7.

⁷⁷ Pierre Verschueren, « Dompter l'Hécatonchire », *Hypothèses*, 2016, p. 179.

deux acteurs ne peuvent communiquer entre eux qu'avec l'intervention de cet intermédiaire⁷⁸. L'historienne des réseaux Claire Lemerrier identifie cette position 'd'intermédiation', et se demande si ces personnes 'centrales' ont bien du pouvoir et de l'influence⁷⁹. Des recherches sur les réseaux en histoire permettent de mettre en exergue l'utilité d'une telle approche, en mobilisant des concepts sociologiques, notamment celui du tiers⁸⁰. Les tiers peuvent ainsi avoir une position avantageuse s'ils ne redistribuent pas leurs liens, car ils produisent un trou structural et constituent un passage obligatoire entre les acteurs d'un graphe. Pascal Hintermeyer relève que les types de tiers identifiés par Georg Simmel sont pertinents dans l'analyse des dynamiques conflictuelles⁸¹. Ainsi nous pouvons distinguer deux types d'acteurs : ceux qui sont censés résoudre (l'*arbitre* ou le *médiateur*), et ceux tirent profit d'un conflit (le *tertius gaudens* et le *diviseur*).

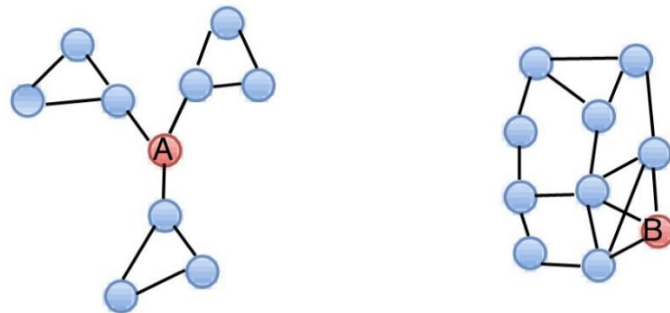


Figure 2. Deux types de réseaux mettant en avant les hubs. Le nœud A représente un trou structural, B un hub dans un graphe résilient. Backstrnt, creative commons.

⁷⁸ Ronald S. Burt, « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur », dans : *Revue française de sociologie*, 1995, 36-4. Analyses de réseaux et structures relationnelles. Etudes réunies et présentées par Emmanuel Lazega, sous la direction de Emmanuel Lazega, p. 601.

⁷⁹ Claire Lemerrier, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, Societe D'histoire Moderne et Contemporaine, 2005, 2 (52-2), p. 93.

⁸⁰ Une étude sociologique sur les Médicis mobilise ce concept en analysant la centralité des acteurs de cette famille au sein du réseau des oligarques, leur position de tiers ou *broker* fait d'eux le principal intermédiaire dans les relations commerciales, et leur permet de se maintenir au pouvoir. John F. Padgett, Christopher K. Ansell, « Robust Action and the Rise of the Medici, 1400-1434 », *American Journal of Sociology*, 98-6, pp. 1259-1319, 1993.

⁸¹ Pascal Hintermeyer, « Les tiers, au cœur de la dynamique conflictuelle », *Négociations*, 2015/2 (n° 24), p. 134. Georg Simmel, *Études sur les formes de la socialisation*, Paris, PUF, 1999, p. 140.

La figure de gauche présente un trou structural, celle de droite un réseau de type petit-monde, ou à invariance d'échelle. L'acteur A fait le lien entre des groupes isolés les uns des autres, il a des liens non-redondants⁸². Si l'acteur A est retiré du réseau ou s'il bloque les circulations, cela produit un phénomène de *brokerage*. Il dispose ainsi d'une position de tiers et peut en tirer profit⁸³. L'intermédiaire de type *broker*, peut ainsi permettre de capter des ressources et d'occuper une position avantageuse. La seconde figure présente un réseau résilient, de type petit-monde⁸⁴. L'acteur B peut être retiré du réseau sans en affecter le fonctionnement, ni rallonger les chemins.

Au sein des réseaux militants étudiés, nous rencontrons des cas de trous structuraux, tout comme des tiers qui redistribuent leurs liens, des 'passeurs' que nous cherchons à identifier.

b. Trouver les passeurs, ces bâtisseurs de liens entre les communautés.

Le travail que nous menons consiste ainsi à contextualiser des trajectoires de militants. Ainsi, nous tenterons d'identifier des types d'acteurs qui font le lien entre les communautés. Certaines communautés correspondent par des « ponts locaux » selon la formule de Granovetter. Ces 'passeurs' œuvrent à la construction de systèmes de solidarités. Ce sont des acteurs qui se sont construits un carnet d'adresse conséquent dans le monde militant, tout en assurant une continuité des liens entre diverses communautés.

Nous avons vu que le tiers est un acteur stratégique, faisant l'objet d'une littérature en sociologie. Un passeur, ou *broker*, dans le monde militant, sera celui qui œuvre à fluidifier le réseau, à créer des ponts ou chemins courts. Nous recherchons d'abord des indicateurs qui permettent d'identifier un passeur. Les tiers que Morgan Meyer nomme des 'courtiers du

⁸² Ronald S. Burt, « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur », *Revue française de sociologie*, 1995, p. 36-4. Analyses de réseaux et structures relationnelles. Etudes réunies et présentées par Emmanuel Lazega. p. 599-628.

⁸³ Pascal Hintermeyer, « Les tiers, au cœur de la dynamique conflictuelle », *Négociations*, 2015/2 (n° 24), p. 131-142.

⁸⁴ Selon le phénomène de loi de puissance, 20% des nœuds accaparent 80% des liens dans des réseaux de type petit-mondes, à invariance d'échelle ou *scale-free networks*. Cette caractéristique conditionne la vulnérabilité des réseaux : celui-ci reste connexe même si 80% des liens tombent, s'ils sont pris au hasard. Cependant, si l'on cible les nœuds les plus connectés, 5% de destruction suffisent à défaire le réseau. Duncan Watts, *op.cit.*

savoir' (knowledge brokers) seraient avant tout des intermédiaires⁸⁵. Ils possèdent leur propre répertoire de pratiques, dont il dresse partiellement la liste⁸⁶. Leurs trajectoires sont plurielles, et Meyer en identifie des caractéristiques :

« Dans un premier temps, la volonté et le travail de s'engager dans un projet de courtage ; puis, de se déplacer entre différents mondes et de travailler à côté d'acteurs ; puis, en fin de compte, de les émanciper et de s'en éloigner. Le courtage fait apparaître un rapport intéressant entre les acteurs, un rapport qui, tout en étant basé sur une proximité, se caractérise aussi par un petit écart. Le courtier se montre courtois : il influence sans imposer, assiste sans diriger, accompagne sans bousculer, indique un chemin sans forcer la marche et, surtout, à la fin du processus, il se détache des acteurs qu'il vient d'accompagner. »

De nombreuses fonctions sociales se voient attribuer le qualificatif de 'passeur de savoirs', souvent au sens d'une allégorie littéraire, que ce soient des professeurs, artistes, écrivains ou orateurs. L'anthropologue Nicolas Adell fait une typologie de passeurs de savoirs qu'il divise en quatre catégories selon leur ouverture plus ou moins grande au public ou aux chercheurs : les passeurs d'idées « celui qui est le plus à l'écart de la communauté, qui n'en est pas issu et qui est comme le paradoxe de la personne-ressource : c'est un profane savant. C'est l'historien, le sociologue, l'ethnologue », les passeurs d'objets soumis aux règles de la communauté, puis deux types proches, les passeurs d'expériences et de valeurs qui sont à la fois dans un rapport distancé à leur communauté, ont une capacité narrative⁸⁷. Parmi les figures de passeurs culturels de Polynésie française, Matteo Aria et Adriano Favole identifient

⁸⁵ Il part de l'exemple de Vicky, une docteur en musique qui occupe un poste de 'knowledge broker' dans une université. « Son travail actuel consiste à servir d'intermédiaire entre la recherche et le monde de la santé » Meyer parle alors de « d'une démultiplication de ces intermédiaires et des espaces dédiés à l'intermédiation des savoirs » pendant les vingt dernières années, et évoque des 'espaces de courtage' entre le milieu académique et différents groupes sociétaux, et note que les intermédiaires se déplacent constamment. Meyer, Morgan. « Les courtiers du savoir, nouveaux intermédiaires de la science. Knowledge brokers as the new science mediators », *Hermès, La Revue*, vol. 57, no. 2, 2010, p. 165-171.

⁸⁶ *Ibid.* « Le travail intermédiaire et contigu fait appel à tout un éventail de pratiques et de techniques, telles que échange de mails, production de documents, coups de téléphone, organisation de réunions, recherche de littérature dans des bases de données et sur Google, identification d'experts, synthèse de textes... la liste est longue (et mériterait un papier à elle toute seule !) ».

⁸⁷ Nicolas Adell, 2011, « Des hommes-patrimoine », in Gaetano Ciarcia (dir.), *Ethnologues et passeurs de patrimoine*, Karthala, 2011, p. 39.

le théologien Duro Raapoto ainsi que l'artiste Henri Hiro, eux-mêmes engagés contre les essais nucléaires⁸⁸.

Dans une perspective différente, lorsque Fabien Granjon amorce une typologie des militants-internautes, il cherche à identifier les 'intercesseurs' entre les communautés en ligne. Il décrit les passeurs comme étant des « *facilitateurs de réseaux [...] dont l'activité directrice consiste à ménager le passage et la reprise d'inscriptions littéraires élaborées ou récupérées au sein d'espaces de production variés (en réunion, lors d'actions de terrain, en ligne, etc.), vers des 'espaces de réception' tout aussi multiples*⁸⁹. »

Nos passeurs se distinguent ainsi par la manière dont ils assemblent leurs liens, avec une certaine redistribution de leur capital relationnel, qu'ils soient hommes politiques, universitaires, acteurs culturels, religieux ou militants professionnels. Notre méthodologie consiste en une recherche de ces *facilitateurs de réseaux*. Nous examinons tout d'abord la typologie des tiers en sociologie, évoquant les figures de l'*arbitre* et du *négociateur*, puis des *broker* : le *tertius gaudens* et le *diviseur*, qui tirent une force de la manière dont ils redistribuent, ou non, leurs liens⁹⁰. Il nous semble complexe de les qualifier de passeurs, que nous définissons plutôt comme des acteurs qui redistribuent leur capital relationnel.

La définition du passeur que nous développons serait un tiers qui redistribue consciemment certains de ses liens. Ce sont des acteurs qui créent des chemins courts et facilitent les circulations dans un réseau afin de former des systèmes de solidarités. Dans l'idéal, les passeurs permettent aux acteurs qu'ils connectent de s'émanciper d'eux, mais ce n'est pas toujours le cas. Il nous semble même que lorsque cela arrive, cela occasionne parfois des conflits avec le passeur, comme cela se produit parfois lorsqu'un apprenti s'émancipe vis-à-vis de son mentor. Ainsi, Me François Roux nous apparaît comme un passeur, qui s'implique grandement dans la lutte contre les essais à partir de 1979. Il met en relation ses clients polynésiens avec des Kanak, le Larzac, des syndicats et militants écologistes. À la fin de notre entretien, l'avocat nous confiait sa déception après avoir été mis à l'écart du mouvement pour la reconnaissance des conséquences des essais :

⁸⁸ Matteo Aria, Adriano Favole, « Passeurs culturels, patrimonialisation partagée et créativité en 'Océanie Francophone' », dans : Ciarcia Gaetano, *Ethnologues et passeurs de mémoires*, Karthala, 2011.

⁸⁹ Il les désigne comme une catégorie d'intercesseur qui « se contentent de faire circuler, sans commentaire et sans modification autre que formelle (donc de restituer), l'information dont ils disposent, selon des trajectoires inédites, le plus souvent non prévues par les instances émettrices originales ». Fabien Granjon, « Les militants-internautes », *Communication*, Vol. 22/1, 2003, p. 19.

⁹⁰ Georg Simmel, *Études sur les formes de la socialisation*, Paris, PUF, 1999, p. 140.

« J'ai continué à travailler en Polynésie française jusqu'en 2005. Puis Bruno Barrillot a décidé de prendre un avocat parisien pour les demandes d'indemnisation. Je n'ai pas compris pourquoi ils sont allés chercher ailleurs, peut-être quelqu'un de plus neutre. C'était désagréable, car l'avocat qu'il sont allés chercher n'était pas du tout militant, il avait un intérêt personnel. C'est arrivé à Jean-Jacques de Félice également [ndlr : son mentor, également avocat des militants polynésiens]⁹¹. »

Pour identifier les passeurs, la première étape de nos recherches commence avec un choix d'indicateurs permettant de documenter leur capacité de mise en réseau. Tout d'abord, nous avons construit une base de données des militants engagés contre les essais nucléaires sur Excel. Des indicateurs permettent de faire une pré-sélection, donc d'identifier des passeurs potentiels. Au fil de nos recherches, dans la littérature, les archives et lors d'entretiens, nous avons retenus un quarantaine de profils de 'candidats' à la fonction de passeur. Puis, nous avons réalisé des fiches biographiques sous le modèle suivant :

- Présentation synthétique : profession, nature du/des militantisme(s), origines socio-culturelles, appartenances et proximités communautaires, et divers éléments biographiques.
- Chronologie : naissance, études, carrière, vie privée/familiale, éléments influents pour la vie militante, périodes de militantismes intenses ou creux, publications, décès.
- Réseaux : liens entretenus et références faites dans des publications, archives et témoignages d'autres acteurs.
- Sources : archives, productions de l'acteur, bibliographie.

Une quarantaine de fiches biographiques ont été réalisées, plus ou moins fournies selon l'identification progressive de passeurs. Puis la liste est réduite en fonction des réseaux identifiés dans notre corpus de sources. Nous retenons finalement des passeurs dont les parcours illustrent différents chapitres. Nos références sur la forme narrative se nourrissent d'ouvrages qui mettent en valeur des figures individuelles au sein d'une histoire collective. L'on pense en particulier au livre de l'historien Nicholas Thomas, *Océaniens, histoire du Pacifique à l'âge des empires*, où l'histoire de l'Océanie est récitée à travers des portraits

⁹¹ Entretien avec François Roux, 2021.

d'individus cosmopolites⁹². L'ouvrage/documentaire « Décolonisations », de Karim Miské, Marc Ball, et l'historien Pierre Singaravélou est également une source d'inspiration, car il présente successivement des figures militantes afin de présenter l'histoire coloniale du point de vue des colonisés⁹³.

3) Des pistes du Sahara aux chemins du Pacifique.

a. Des réseaux et des passeurs.

Au cours de cette étude, nous analysons les structures de plusieurs réseaux, et visons à déterminer quels passeurs permettent de faire le lien entre des communautés militantes parfois distantes. Nous proposons de répondre à cette problématique par l'analyse de réseaux et de trajectoires militantes individuelles et collectives. Après avoir défini ce qui forme un réseau, nous recherchons à en identifier plusieurs types, et à faire de même dans le cas de passeurs. Ces derniers nous semblent occuper une place primordiale dans la construction de systèmes de solidarités, en favorisant les interactions tout en redistribuant leurs liens. Toutefois, cela n'est pas toujours le cas, et certains 'faux-passeurs' pourraient apparaître, notamment ceux qui forment des 'trous structuraux', et construisent des réseaux centralisés autour d'eux, sans redistribution de leur capital relationnel.

Au fil de l'étude, nous rencontrerons différents types de réseaux et de passeurs, que nous tenterons de décrire afin d'en amorcer une typologie dans la conclusion. 'Comment définir les structures des réseaux identifiés ?' sera ainsi notre questionnement central. Nous y ajoutons une recherche des passeurs qui semblent les structurer en nous demandant : Qui sont ces acteurs qui font le liens entre les communautés et qu'est-ce qui les caractérise ? Nous tenterons d'identifier progressivement des lieux de réseaux sur lesquels se fixent ces militantismes.

Des passeurs ou militants dont nous souhaitons souligner la fonction dans les réseaux étudiés font l'objet de biographies individuelles qui apparaissent au cours de l'étude. Notre but sera de les identifier, de les inclure dans une biographie collective, puis de réaliser une typologie, de réseaux et de passeurs dans la conclusion. Nous réfléchissons ainsi à la nature

⁹² Nicholas Thomas, *Océaniens, histoire du Pacifique à l'âge des empires*, Anacharsis, 2020.

⁹³ Pierre Singaravélou, Karim Miské, Marc Ball, *Décolonisations*, Seuil, Arte Editions, 2019. L'ouvrage est également décliné en documentaire : 'Décolonisations', Arte, 2h40.

des liens qui les unissent, qui permettraient de se représenter une partie de l'écosystème des opposants aux essais, afin de mieux appréhender ce qu'il en reste à présent.

b. Un chapitre, un réseau.

Cette thèse est segmentée en trois grandes parties, et chaque chapitre s'attarde sur des réseaux circonscrits à une thématique ou une période.

La première grande partie s'attarde sur la construction de 'ponts locaux', avec la mise en contact de différentes communautés militantes. Toutefois, nous verrons que ces phénomènes de mise en réseau connaissent plus ou moins de succès selon les cas. La seconde examine la formation de chemins courts, visant à rapprocher des communautés antinucléaires par la multiplication de liens entre elles. Dans la troisième, nous évoquerons les petit-mondes militants en reprenant la théorie du réseau 'petit-monde' (ou à invariance d'échelle), pour désigner des réseaux dits redondants - composés de plusieurs ponts locaux qui permettent une certaine fluidité des échanges.

Partie I

Construire des ponts entre les opposants aux essais français (1959 – 1966).

Chapitre 1. Genèse des militantismes contre l'arme nucléaire française.

1.1 Une contestation de l'intérieur : les oppositions à la bombe dans l'armée et le CEA.

1.2 Un mouvement disparate contre la bombe française.

1.3 L'échec de la Fédération Contre l'Armement Atomique et l'engagement d'Alfred Kastler.

Chapitre 2. Les essais dans le Sahara et l'engagement contre « l'impérialisme nucléaire ».

2.1. Un impérialisme nucléaire ?

- Des contestations régionales au miroir d'intérêts diplomatiques.

2.2. La Sahara Team Protest : une action transnationale.

2.3. Des oppositions locales, de Reggane à Moruroa.

- 'Nisun test nucleare in Corsica' : l'influence du mouvement de l'Agentella dans l'affirmation identitaire corse.

Chapitre 3. Les résistances à l'implantation du Centre d'Expérimentation du Pacifique.

3.1. La construction du CEP : l'instauration d'un état de fait.

- Une anticipation des contestations polynésiennes.

3.2. Un premier réseau franco-polynésien ?

- Un mouvement océanien peu connecté aux réseaux francophones.

Partie II

Faciliter les réseaux par les chemins courts (1966 – 1987).

Chapitre 4. Les Nouveaux Mouvements Sociaux, Mai 68 et la bombe.

4.1. Désobéir à la bombe : objecteurs et antimilitaristes face aux essais.

4.2. Mai 68 au Centre d'Expérimentations du Pacifique.

4.3 Étudiants polynésiens passés par Mai 68 : de jeunes pousses du mouvement identitaire ?

- L'université comme lieu de réseaux.
- Des bancs de la fac à l'engagement politique.

Chapitre 5. L'expérimentation de pratiques militantes : désobéissance civile et non-violence.

5.1. Trente ans de navires contestataires à Moruroa.

- Le premier voyage de Greenpeace au CEP.
- Le Bataillon de la Paix et le Fri (1973).
- L'affaire du Rainbow Warrior vu depuis Huahine (1985).

5.2. Les chemins coutumiers de la dénucléarisation : Mā'ohi et Kanak passant par le Larzac.

- L'expérimentation militante sur le plateau du Larzac.
- Un réseau de soutien animé par la communauté protestante.
- Le Larzac à Moruroa.

Chapitre 6. L'opposition au nucléaire dans l'affirmation politico-identitaire polynésienne.

6.1. La montée de l'indépendantisme (1973 – 1985).

- Du Ia Ora te Natura au Ia Mana te Nuna'a : les laboratoires du militantisme Mā'ohi.
- Oscar Temaru, les Danielsson et les débuts du Tāvini Huirā'atira.

- 'Le mutisme du CEP entretient les doutes' - John Doom, 1979.

6.2. Anticolonialisme et violences politiques dirigées contre le CEP (1972 – 1987).

- Des réseaux anticolonialistes dynamisés par l'affaire Te Toto Tupuna.
- 'Derrière le rideau de fleurs' et la construction d'un procès politique (1981).
- Des réseaux révolutionnaires en Polynésie française ?

6.3. Faire passer l'engagement par la culture, le parcours de Henri Hiro.

Partie III

Les réseaux petit-mondes.

Chapitre 7. « Pour un Pacifique libre et dénucléarisé » (1973 – 1995).

7.1 Les réseaux du Nuclear Free and Independent Pacific (1975 – 1986).

7.2 Le militantisme antinucléaire comme miroir de l'anticolonialisme.

Chapitre 8. Des réseaux chrétiens contre les essais nucléaires français (1959 – 1995).

8.1 L'engagement de l'Église Évangélique de Polynésie Française et les réseaux œcuméniques.

- Le Conseil Œcuménique des Églises, cet « ONU des Églises non-romaines » - John Doom.

- « Mettre une bombe dans le ventre de ma mère ».

8.2. Un mouvement de chrétiens contre les essais et la délicate position de l'Église catholique.

Chapitre 9. Un rejet international de la dernière campagne de tirs.

9.1 Un mouvement autochtone contre les essais nucléaires.

9.2 Un regroupement de réseaux européens et océaniens à la veille de la reprise.

- Une grande flottille transnationale à Moruroa.

9.3. Les émeutes de septembre 1995, un dénouement dans la violence.

- « C'était une révolte des pauvres. » - Sam Teinahore.

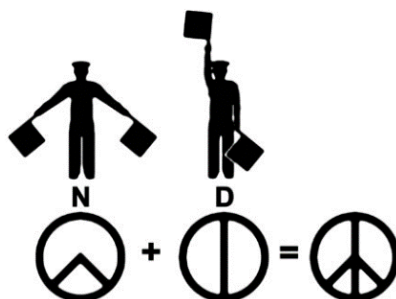
Conclusion. Quelles reconfigurations des réseaux militants ?

Première partie.

Construire des ponts entre les opposants aux essais français (1959 – 1966).



Logo créé en 1958 pour la Campaign for Nuclear Disarmament (CND) britannique par le designer Gerald Holtom. Il représente l'opposition aux armes nucléaires et réunit la lettre N et D de l'alphabet sémaphore anglais pour 'Nuclear Disarmement'. Au fil des luttes qui se réapproprient ce logo, notamment le mouvement contre la Guerre du Vietnam, il devient un symbole de paix universel.



Cette première grande partie composé de trois chapitres explore la formation de liens entre des communautés d'opposants aux essais français. Nous nous fixons d'abord sur la préparation du premier tir, en 1959, une année marquée par la fin d'une vague de militantisme international à la suite de la médiatisation de l'essai américain Castle Bravo aux Iles Marshall en 1954⁹⁴. L'empan chronologique prend fin aux alentours de 1966, avec la première campagne de tirs en Polynésie française.

Par la formule 'construire des ponts', nous désignons les ponts locaux tels qu'énoncés par Mark Granovetter, à savoir des acteurs qui « *servent bien souvent à jeter des ponts locaux entre des ensembles d'acteurs qui autrement seraient isolés, ou encore qui ne pourraient se rejoindre que par des détours beaucoup plus longs*⁹⁵. » Cette dimension nous intéresse, puisque nous chercherons à identifier les 'passeurs' qui construisent de tels liens, et contribuent à connecter des communautés. Notre questionnement principal sera le suivant : de quelle manière la présence ou l'absence, de ces 'ponts locaux' influe sur la réussite des premières campagnes contre les essais ?

Nous observerons différentes configurations à travers trois réseaux militants. Dans le chapitre 1, nous étudions le premier mouvement contre la bombe en France. Puis dans le chapitre 2, celui contre les essais en Algérie (avec un aparté sur le mouvement contre les essais envisagés en Corse en 1960). Pour finir, nous analyserons dans le chapitre 3 le premier réseau franco-polynésien qui se constitue pendant l'installation du CEP, à partir de 1963.

Dans les chapitres 1 et 3, nos acteurs militants semblent avoir du mal à se rapprocher par manque de ponts locaux, tandis que le deuxième repose sur des passeurs expérimentés - des non-violents Britanniques, des militants Américains pour les droits civiques et des panafricanistes ghanéens - qui permettent de former ce que nous appellerons un réseau tripartite, composé de trois communautés.

⁹⁴ Lawrence Wittner, *Resisting the Bomb: A History of the World Nuclear Disarmament Movement, 1954-1970*. (Vol. 2), Stanford University Press, 1997.

⁹⁵ Mark S. Granovetter, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology* (78), 1973, p. 1360-1380.

Chapitre 1.

Genèse des militantismes contre l'arme nucléaire française.

« Hourra pour la France ! Depuis ce matin elle est plus grande et plus fière » écrit Charles de Gaulle le 13 février 1960. Ce jour est celui du premier tir nucléaire français 'Gerboise Bleue'. En Une d'un journal parisien, la photographie du champignon atomique contient un décompte symbolique : « 14 ans, 6 mois 28 jours après...⁹⁶ ». Un titre qui traduit l'obsession de rattraper les États-Unis, où le tout premier essai est réalisé le 16 juillet 1945 au Nouveau-Mexique avec le tir de 'Trinity'.

Dans l'intervalle qui sépare le premier essai américain et français, des réseaux militants se mobilisent pour mettre en avant les risques d'une contamination radioactive planétaire⁹⁷. Dans sa trilogie *The Struggle Against the Bomb*, l'historien Lawrence Wittner relève que les opposants à la bombe forment le plus grand mouvement social des temps contemporains, s'étendant au-delà des frontières⁹⁸. Cette opposition repose alors sur des réseaux politiques, scientifiques, diplomatiques, les Nations Unies, ainsi que des associations et organisations militantes qui ciblent l'opinion publique à travers la presse⁹⁹.

Cet agencement d'acteurs fait vivre un militantisme internationaliste pendant le début de la Guerre Froide. Entre 1955 et 1965, cet « âge d'or de l'internationalisme » se structure autour d'organisation universelles ou régionales parfois concurrentes, dans une période où « le

⁹⁶ « Hourra ! Pour la France. La première bombe française est un succès : la 4ème puissance atomique est née », *Paris-Presse l'intransigeant*, 14 février 1960.

⁹⁷ Matthew Evangelista, *Unarmed Forces: The Transnational Movement to End the Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 1999. Phillip G. Scharg, *Global Action: Nuclear Test Ban Diplomacy at the End of the Cold War*, New York: Taylor & Francis, 1992.

⁹⁸ Lawrence Wittner, *One World or None: A History of the World Nuclear Disarmament Movement Through 1953. (Vol. 1 of The Struggle Against the Bomb.)*, Stanford University Press, 1993; *Resisting the Bomb: A History of the World Nuclear Disarmament Movement, 1954-1970. (Vol. 2)*, 1997; *Toward Nuclear Abolition: A History of the World Nuclear Disarmament Movement, 1971 to the Present. (Vol. 3)*, 2003. Lawrence Wittner est lui-même un acteur militant, désormais co-directeur de la Peace Action.

⁹⁹ John Lewis Gaddis, Philip Gordon, Ernest May, *Cold War statesmen confront the bomb: nuclear diplomacy since 1945*, Oxford University Press, 1999. Grégoire Mallard, *Fallout – Nuclear diplomacy in an age of global fracture*, The University of Chicago Press, 2014.

*troisième ou tiers-monde s'organise*¹⁰⁰. » L'historiographie des opposants à la bombe tend cependant à faire du monde anglophone le berceau et principal initiateur de ces militantismes. Le premier point reste peu contestable, car dans les semaines qui séparent 'Trinity' et les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, des physiciens américains tentent de dissuader les décideurs politiques et militaires d'en faire usage sur des civils¹⁰¹. Leur initiative se poursuit avec la création de réseaux contre la bombe qui s'internationalisent dans le monde scientifique puis au-delà¹⁰². Le second point, qui ferait du monde anglophone un centre autour duquel gravite le monde militant, nous semble un biais d'historiens, qui mobilisent peu de sources issues de pays du Sud¹⁰³.

Si les mouvements implantés dans les pays anglophones catalysent une part des oppositions, la période contemporaine est au développement de solidarités transnationales multidirectionnelles, dans lesquelles l'hémisphère Sud occupe encore peu de place dans la littérature¹⁰⁴.

Afin de documenter les réseaux d'opposant aux essais français dans son contexte historique, nous évoquerons brièvement un événement fondateur, celui du tir nucléaire sur Hiroshima le 6 août 1945. En France, peu de protestations se font entendre au lendemain des bombardements japonais. La représentation faite par la presse nationale valorise alors l'apparition d'une nouvelle arme, associée à la modernité. Pour *Le Monde* il s'agit d'une « révolution scientifique¹⁰⁵ ». Le quotidien communiste *L'Humanité* souligne la « prodigieuse conquête de la science », avant de publier la déclaration d'un « grand camarade », le physicien communiste Frédéric Joliot qui rappelle que « c'est en France que les premiers

¹⁰⁰ Sandrine Kott, *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*, Le Seuil, 2021, p. 9.

¹⁰¹ Sezin Topçu, « Les physiciens dans le mouvement antinucléaire : entre science, expertise et politique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 102, 2007. Michel Pinault, « Les atomistes américains en campagne. La médiatisation du péril atomique dans l'immédiat après-guerre aux Etats-Unis (1945-1946) », *Le Temps des Médias*, 4, 2005, p. 101-133.

¹⁰² Michel Pinault, « Les scientifiques, l'atome, la guerre et la paix », dans : Pietro Causarano (dir.), *Le XXème siècle des guerres*, Ed. de l'Atelier, 2004, p. 381-396.

¹⁰³ Anaïs Maurer, Rebecca Hogue, « Introduction: Transnational Nuclear Imperialisms », *Journal of Transnational American Studies*, 11(2), 2020.

¹⁰⁴ Andrew Jamison, on. Eyerman, *Social Movements : A Cognitive Approach*, Polity Press, 1991. Ruud Koopmans, *Democracy from Below. New Social Movements and the Political System Germany*, Boulder, 1995. Jackie Smith, Charles Chatfield, Ron Pagnucco, *Transnational social Movements and Global Politics: Solidarity Beyond the State*, Syracuse, 1997.

¹⁰⁵ « Les Américains lancent leur première bombe atomique sur le Japon », *Le Monde*, 7 août 1945.

*principes de réaction ont été trouvés*¹⁰⁶ ». Toutefois quelques intellectuels portent leur plume dans la plaie atomique, comme l'écrivain François Mauriac qui qualifie la bombe de « *puissance maléfique* » dans *Le Figaro*¹⁰⁷. Albert Camus publie également un éditorial dans le journal *Combat*, s'insurgeant contre la bombe atomique :

« Déjà, on ne respirait pas facilement dans un monde torturé. Voici qu'une angoisse nouvelle nous est proposée, qui a toutes les chances d'être définitive. [...] Devant les perspectives terrifiantes qui s'ouvrent à l'humanité, nous apercevons encore mieux que la paix est le seul combat qui vaille d'être mené¹⁰⁸. »

Mais la France vit à l'heure de la Reconstruction, et la découverte de la radioactivité par Henri Becquerel, Marie et Pierre Curie reste synonyme de prestige national. L'image de l'atome tend à être associée à la modernité, voire à un certain glamour¹⁰⁹. À l'été 1946, la presse internationale est invitée à couvrir les essais américains aux Iles Marshall¹¹⁰. Le couturier Louis Réard présente alors un maillot de bain qu'il qualifie « *d'an-atomique* » à la piscine Molitor : le 'Bikini', du nom de l'atoll pris pour cible¹¹¹. Un glissement sémantique

¹⁰⁶ « L'histoire de la bombe atomique », *L'Humanité*, 7 août 1945. « A propos de la bombe atomique : Frédéric Joliot-Curie vous parle », *L'Humanité*, 12 août 1945. C'est en France que les premiers brevets concernant la fission nucléaire sont déposés au Collège de France par une équipe dirigée par Frédéric Joliot, gendre de Marie Curie, en 1939. Les recherches mises en sommeil par l'Occupation allemande reprennent dès octobre 1945, avec la création du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) par Charles de Gaulle.

¹⁰⁷ François Mauriac, « La Bombe », Bloc-notes, *Le Figaro*, 10 août 1945, p. 1. Mauriac évoque également les bombardements japonais dans ses mémoires : « Les enfants et les femmes d'Hiroshima n'auront pas été anéantis pour rien. [...] Il fallait que l'enjeu en valût le risque pour que les États-Unis, puissance éminemment morale et prédicante, se fussent décidés à assumer, devant Dieu et devant l'Histoire, une responsabilité qui ne paraîtra légère qu'aux hommes dénués d'imagination. » François Mauriac, *Mémoires politiques*, Grasset, 1967, p. 193-194.

¹⁰⁸ Albert Camus, éditorial de *Combat*, 8 août 1945.

¹⁰⁹ Tereisa Teaiwa, « Bikinis and other s/pacific n/ocean », *The Contemporary Pacific*, 1994, p. 94.

¹¹⁰ Julianne M. Walsh, *Etto nan Raan Kein: A Marshall Islands History*, Bess Press, 2012.

¹¹¹ « Fête de l'eau et concours de maillots à la piscine Molitor », *Journal Les Actualités Françaises*, 11 juillet 1946. Archives audiovisuelles de l'INA, <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/afe85001570/fete-de-l-eau-et-concours-de-maillots-a-la-piscine-molitor>

qui invisibilise la violence à l'encontre des autochtones marshallais, qui subissent en 1954 les retombées du premier tir thermonucléaire américain, Castle Bravo¹¹².

Les débuts du programme militaire français sont marqués par des faiblesses et divisions gouvernementales sous la IV^{ème} République, permettant l'émergence d'une technocratie influente au niveau étatique¹¹³. Pour Dominique Pestre, le contexte politique offre à une technocratie gaulliste un pouvoir qui peut supplanter celui du politique puisque ce dernier « *ne souhaite pas heurter le grand frère américain et hésite à se lancer dans le nucléaire militaire, celle-ci [la technocratie] agit en instaurant des états de fait, la Direction des Applications Militaires du CEA est ainsi créée et la bombe mise en chantier après un aval tacite de Mendès France*¹¹⁴ ».

Au début de la Guerre Froide, une initiative mondiale contre les armes nucléaires est initiée par des intellectuels du bloc de l'Est qui forment un « *mouvement de masse, transnational et fortement structuré sur le modèle de l'organisation communiste*¹¹⁵. » Le physicien communiste Frédéric Joliot, également à la tête du CEA, est élu président d'un Conseil mondial de la Paix en 1950. Il lance l'Appel de Stockholm, une campagne mondiale contre les armes nucléaires largement relayée par le Mouvement de la Paix, une organisation militante liée au Parti Communiste Français (PCF)¹¹⁶. Cette initiative est désignée comme

¹¹² Holly M. Barker, *Bravo for the Marshallese: Regaining Control in a Post-Nuclear, Post-Colonial World*, Cengage Learning, 2012. Jack Niedenthal, *For the Good of Mankind. A History of the People of Bikini and their Islands*, Bravo Publishers, 2001. Roger W. Gale, *The Americanization of Micronesia: A Study of the Consolidation of U.S. Rule in the Pacific*, University Press of America, 1979.

¹¹³ La notion de technocratie, forgée aux Etats-Unis dans les années 1910 est introduite en France à l'entre-deux-guerres, avant de s'imposer dans le langage courant dans les années 1960, pour qualifier « le pouvoir exercé par de hauts fonctionnaires sortis des grandes écoles, principalement polytechniciens et énarques. » Bruno Belhoste, « La culture technocratique des armes savantes », dans : Dominique Pestre (dir.), *Deux siècles d'histoire de l'armement en France. De Gribeauval à la force de frappe*, CNRS éditions, 2005, p. 47.

¹¹⁴ Dominique Pestre (dir.), *Deux siècles d'histoire de l'armement en France. De Gribeauval à la force de frappe*, CNRS éditions, 2005, p. 16.

¹¹⁵ Pierre Milza, « Les mouvements pacifistes et les guerres froides depuis 1947 », dans: *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle. Actes du colloque de Rome, 22-24 novembre 1984*, Rome : École Française de Rome, 1987, p. 268.

¹¹⁶ Stéphane Courtois, « Le Mouvement de la paix », dans: Jean François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire de la vie politique française au xxe siècle*, PUF, 2005.

une manipulation de Moscou par les acteurs étatiques de l'Ouest¹¹⁷. En France, les détracteurs de l'atome sont donc largement surveillés par les Renseignements Généraux qui soupçonnent les opposants à la bombe de se positionner ainsi par faveur à l'égard du bloc soviétique¹¹⁸. Au sein du monde politique, la critique de la bombe trouve néanmoins ses figures non-communistes qui produisent une littérature engagée.

Le socialiste Jules Moch (1893 – 1985) profondément anticommuniste, est huit fois ministre sous la Quatrième République et délégué de la France à la Commission du désarmement de l'ONU. Celui-ci dénonce la course aux armements dans *La folie des hommes* en 1955¹¹⁹. Le physicien du Collège de France Charles-Noël Martin, un ancien collaborateur d'Irène Joliot-Curie, fait paraître *L'heure H a-t-elle sonné pour le monde ?* la même année, destiné au grand public en insistant sur les dangers des essais¹²⁰. Le biologiste Jean Rostand, membre de l'Académie Française se mobilise pour faire connaître les risques des expérimentations sur les êtres humains¹²¹. Le mouvement contre les essais bénéficie également d'un porte-parole influent, le Dr Albert Schweitzer, Prix Nobel de la Paix qui signe *Paix ou guerre atomique* en 1958¹²². Pendant la Guerre Froide, son engagement contre les essais lui vaut alors d'être soupçonné de connivences communistes par les autorités américaines¹²³.

¹¹⁷ Andrew Rojecki, *Silencing the Opposition: Antinuclear Movements and the Media in the Cold War*, University of Illinois Press, 1999. Marc Lazar, « Idéologie et propagande des partis communistes français et italien durant la guerre froide », Jean Delmas, Jean Kessler (dir.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Complexes, 1990. Lawrence Wittner, *Resisting the Bomb: A History of the World Nuclear Disarmament Movement, 1954-1970. (Vol. 2)*, Stanford University Press, 1997. Lucie Fougeron, « Propagande et création picturale. L'exemple du PCF dans la guerre froide », *Sociétés et représentations*, n°12, 2001.

¹¹⁸ Les dossiers des RG de Strasbourg sur les mouvements pour la paix se concentrent ainsi sur les orientations communistes des militants et des sympathisants. Renseignement Généraux de Strasbourg, carton 1743W1, « Le mouvement de la paix, 1950-60 », Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg.

¹¹⁹ Jules Moch, *La folie des hommes*, Robert Laffont, 1955. « 'La folie des hommes fait place à la sagesse' déclare M. Jules Moch avant de regagner New-York », *Le Monde*, 19 août 1955.

¹²⁰ Charles-Noël Martin (préface d'Albert Einstein), *L'heure H a-t-elle sonné pour le monde ?*, Grasset, 1955.

¹²¹ Alain Dubois, préface de Jacques Testart, *Jean Rostand. Un biologiste contre le nucléaire*, Berg International ed., 2012.

¹²² Albert Schweitzer, *Paix ou Guerre atomique*, Albin Michel, 1958.

¹²³ Lawrence Wittner exhume des archives du FBI et de la CIA qui attestent d'une surveillance de Schweitzer sous la présidence Eisenhower, faisant de lui une « persona non grata » aux Etats-Unis. Lawrence Wittner, « Blacklisting Schweitzer », *Bulletin of the Atomic Scientists*, juin 1995, p. 55.

Après cet état des lieux du rapport à la bombe dans la France des années 1950, nous commencerons volontairement par évoquer des contestations discrètes. Celles-ci peuvent paraître contre-intuitives, mais attestent des divisions vis-à-vis de l'acquisition d'une 'force de frappe' à l'intérieur des institutions en charge de sa fabrication. Au sein du Commissariat à l'Énergie Atomique et de l'armée, la mise au point de la bombe est loin de faire l'objet d'un consensus.

1.1. Une contestation de l'intérieur : les oppositions à la bombe dans l'armée et au CEA.

Parmi les premiers impliqués dans la mise au point des armes nucléaires, des scientifiques et des militaires expriment certaines réserves à l'idée de militariser l'atome. Une partie de la communauté scientifique souhaite se limiter à un usage civil, afin de faire rayonner le secteur électronucléaire, tout en affichant divers degrés de pacifisme. Pour les militaires hostiles à la dissuasion française, les perspectives sont bien différentes, et témoignent d'une volonté de conserver l'empire colonial plutôt que de privilégier la dissuasion¹²⁴.

Certains scientifiques, ingénieurs ou travailleurs du nucléaire nous semblent résister à la bombe car elle remet en question leur vision de la France pendant la Reconstruction. Forts de leurs nombreuses découvertes et prix Nobel au début du XXème siècle, les physiciens français laissent l'image d'un âge d'or scientifique¹²⁵. Les recherches sur l'atome sont glorifiées, et avant la Seconde Guerre mondiale l'armée finance une équipe travaillant sur la fission de l'uranium au Collège de France¹²⁶. En 1939, trois brevets sont déposés par l'équipe dirigée par Frédéric Joliot, lauréat du prix Nobel de chimie avec son épouse Irène Joliot-

¹²⁴ Général Jean Delmas, « A la recherche des signes de la puissance : l'armée entre Algérie et bombe A 1956-1962 », *Relations internationales*, No. 57, 1989, p. 79.

¹²⁵ Gabrielle Hecht, *Le rayonnement de la France, Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, Éditions Amsterdam, 2004.

¹²⁶ L'équipe de recherche dirigée par Frédéric Joliot-Curie, Hans Heinrich von Halban, Lew Kowarski et Francis Perrin dépose trois brevets entre le 30 avril 1939 et le 4 mai 1939, dont un décrivant le fonctionnement d'une bombe atomique. Gabrielle Hecht, *Le rayonnement de la France, Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, Éditions Amsterdam, 2004.

Curie, dont un portant sur une réaction en chaîne permettant de générer une explosion¹²⁷. Ces recherches posent la première pierre d'une coopération entre physiciens et militaires pour construire une arme atomique, présupposant une phase expérimentale. De tels contours restent à explorer, néanmoins un premier essai aurait été projeté au Centre d'Essai Semi-Permanent (CESP) de Béni-Ounif, situé près de la frontière algéro-marocaine, alors utilisé comme base d'essais d'armes chimiques¹²⁸. Mais avec l'Occupation allemande, ces travaux sont mis en sommeil.

Après la guerre, le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) est créé en octobre 1945¹²⁹. La culture du secret du CEA se forge à travers d'anciens membres du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), les services de renseignement de la Résistance, habitués à agir dans la clandestinité et le cloisonnement¹³⁰. La direction du CEA est toutefois loin d'être monolithique, et différentes visions de la France nucléaire s'entrechoquent¹³¹. Le premier Haut-Commissaire du CEA, Frédéric Joliot, est également passé par la Résistance, mais n'est pas gaulliste¹³². Il adhère au PCF pendant la Seconde Guerre mondiale, puis est placé à la tête du Commissariat en 1945. Les physiciens proches de lui forment un réseau 'en clique', c'est-à-dire une communauté de petite taille dont les acteurs sont liés les uns aux

¹²⁷ Irène Joliot-Curie est la fille de Marie et Pierre Curie, eux-mêmes lauréat du Nobel de physique en 1903 avec Henri Becquerel pour leurs recherches sur les radiations.

¹²⁸ « il fut même envisagé à cette époque de fabriquer une arme nucléaire et de l'expérimenter dans le désert du Sahara. C'est ainsi que Daniel Serruys envisagea de demander au ministère des Colonies la location d'un terrain de 100 kilomètres de diamètre afin de pouvoir procéder à une première expérimentation ». Dominique Mongin, « Les enjeux du nucléaire militaire pour la France lors de la Seconde Guerre mondiale », Céline Jurgensen, Dominique Mongin (dir.), *Résistance et dissuasion : des origines du programme nucléaire français à nos jours*, Odile Jacob, 2018, p. 44. B2-Namous est mentionné dans la thèse d'Arnaud Lejaille, sur la base d'archives du SHD : *La Contribution des pharmaciens dans la protection individuelle contre les gaz de combat durant la Première Guerre mondiale. Extension à la période 1920-1940*, thèse de doctorat en pharmacie, Université Henri Poincaré-Nancy 1, 1999, chapitre 13. Ce site est ensuite connu sous le nom de B2 Namous. Vincent Jaubert, « Quand la France testait des armes chimiques en Algérie », *Le Nouvel Observateur*, octobre 1997.

¹²⁹ François Audigier, Bernard Lachaise, Sébastien-Yves Laurent (dir.), *Les gaullistes : hommes et réseaux*, Nouveau monde, 2013.

¹³⁰ Dominique Mongin, *La genèse de l'armement nucléaire français : 1945-1958*, Thèse de doctorat sous la direction de Maurice Vaïsse, Paris I, 1991.

¹³¹ Michel Pinault, « Les scientifiques, l'atome, la guerre et la paix », Pietro Causarano (dir.), *Le XXème siècle des guerres*, Ed. de l'Atelier, 2004, p. 381-396.

¹³² Michel Pinault, *Frédéric Joliot-Curie*, Odile Jacob, 2000. Maurice Goldsmith, *Frédéric Joliot-Curie: A Biography*. Lawrence and Wishart, 1976.

autres¹³³. Joliot n'est pas favorable à la militarisation de l'atome, reste proche du PCF. Après avoir initié l'Appel de Stockholm en 1950, il est révoqué de son poste. Mais malgré la mise à l'écart de cette figure du mouvement contre la bombe, des contestations internes continuent à s'exprimer¹³⁴.

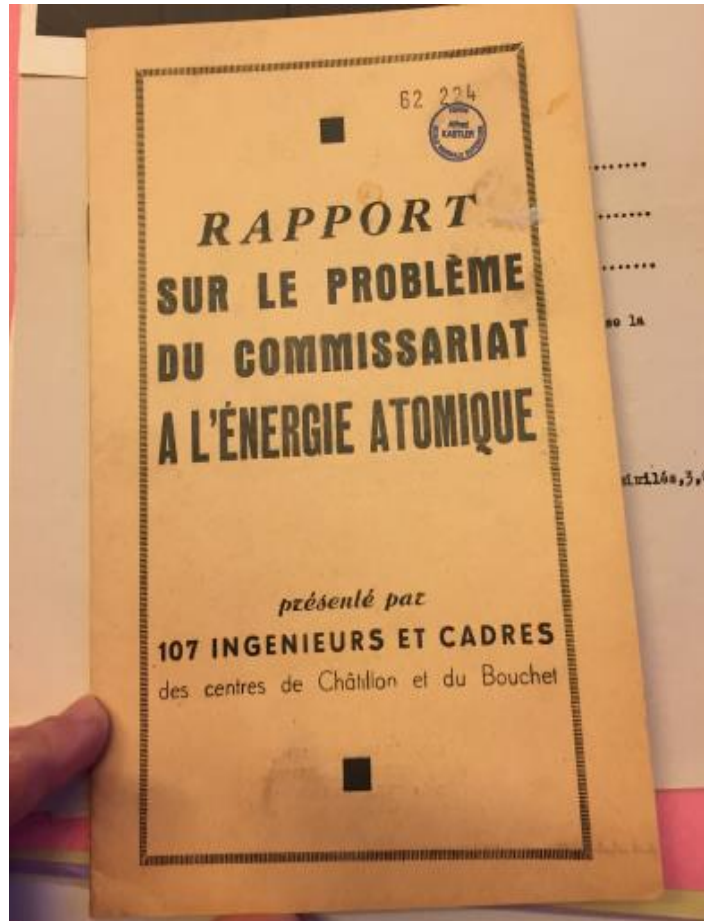
En 1951, Pierre Guillaumat, un ancien du BCRA, devient Administrateur Général du CEA. L'historien Dominique Mongin relève qu'il fait face à « *une campagne de presse hostile à 'la dérive militariste' du CEA, puis en 1954 à une manifestation pacifiste de grande ampleur au sein même du Commissariat*¹³⁵. » Ce mouvement interne semble porté par des réflexions défendant une politique énergétique peu compatible avec le virage militaire pris par l'institution¹³⁶. Les contestations internes s'expriment chez des ingénieurs et cadres qui souhaitent maintenir les forces du CEA dans la ligne donnée par Alexandre Parodi à l'ONU le 25 juin 1946, affirmant que ses buts étaient pacifiques.

¹³³ Francis Perrin, Pierre Auger et Frédéric Joliot sont liés par des relations familiales, amicales et professionnelles qui se superposent, travaillent dans les mêmes laboratoires, se transmettent un capital scientifique et ont une expérience commune de la Résistance. Stanley Wasserman, Katherine Faust, *Social Network Analysis: Methods and Applications*, vol. 8, Cambridge University Press, coll. « Structural Analysis in the Social Sciences », 1994. Pour une définition des cliques selon les recherches de mathématiciens voir : J.W. Moon, L. Moser, « On cliques in graphs », *Israel Journal of Mathematics*, 3, 1965, p. 23–28. Edmund R. Peay, « Hierarchical clique structures », *Sociometry*, 37 (1): 1974, p. 54–65.

¹³⁴ Jessica Wang, *American Science in an Age of Anxiety: Scientists, Anticommunism, and the Cold War*, University of North Carolina Press, 1999.

¹³⁵ Dominique Mongin, « Genèse de l'armement nucléaire français », *Revue historique des armées*, n° 262, 2011, p. 9-19.

¹³⁶ Selon Gabriel Hecht, ce mouvement illustre notamment un conflit entre EDF et le CEA, qui portent des projets sociétaux différents concernant l'énergie nucléaire. EDF tend à voir le nucléaire civil comme un outil de puissance nationale et est influencé par la prégnance de syndicats actifs comme la CFCT. Tandis que le CEA souhaite en faire un outil de puissance internationale, notamment en militarisant l'institution. Gabriel Hecht, *Le rayonnement de la France, Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, Editions Amsterdam, 2014.



Livret publié par des employés du CEA, 1951. Fonds Kastler, Ecole Normal Supérieure.

Une réorganisation du CEA est promulguée par décret le 3 janvier 1951, ce que dénoncent 107 ingénieurs et cadres des centres de Châtillon et du Bouchet qui publient un livret sur « *le problème du CEA*¹³⁷ ». Les signataires y exposent une « *crise de la direction* » à la suite du malaise causé par la révocation de Frédéric Joliot, le non-renouvellement des fonctions d'Irène Curie (sa femme), de leurs proches, et des conseillers scientifiques extérieurs évincés par le nouvel Administrateur Général et délégué du Gouvernement Raoul Dautry¹³⁸. Un mouvement social prend forme lorsque le programme militaire s'affirme avec la création du Bureau d'Etudes Générale (BEG) en décembre 1954, - l'ancêtre de la Direction des Applications Militaires (DAM) actuelle, chargé de mettre au point la bombe atomique. Les

¹³⁷ ENS - Bibliothèque des Sciences Expérimentales. Fonds Kastler. Carton 64 : désarmement. « Rapport sur le problème du Commissariat à l'énergie atomique », 1951.

¹³⁸ *Ibid.* Les signataires s'inquiètent de l'augmentation de personnalités administratives et industrielles à la tête du CEA qui « supprime la prépondérance des scientifiques », et notent que six agents ont été révoqués après avoir participé « à une manifestation politique le 24 janvier 1951, en dehors des heures de travail ».

contestations internes se poursuivent en 1955, avec des grèves et la création du Groupe B qui milite contre la militarisation du CEA¹³⁹. Si des évictions au sommet du Commissariat permettent la mise en retrait des proches de Joliot, des individus engagés contre la bombe restent présents chez les ingénieurs.

Un employé du Commissariat se démarque, et fait le lien entre différentes luttes et communautés militantes. Bernard Boudouresques est un prêtre et ingénieur du CEA. Ce fils et petit-fils de polytechniciens, lui-même de la promotion 1943 de l'X, est résistant pendant la Seconde Guerre mondiale. Il entre au séminaire de la Mission de France en 1946 puis est affecté au CEA en 1953, comme ingénieur dans la filière civil, et participe à la création du Groupe B en 1955, qui réunit des ingénieurs du Commissariat opposés à la bombe¹⁴⁰. Cette année est également celle de son engagement contre la Guerre d'Algérie¹⁴¹. Le prêtre accepte d'héberger des militants du FLN chez lui, et le 13 octobre 1958, il est arrêté par la DST sur son lieu de travail, au centre-CEA de Saclay¹⁴². Il fait quatre mois de prison puis reprend son poste au CEA, tout en participant activement à un réseau d'aide aux enfants algériens. Une centaine d'orphelins sont ainsi parrainés par des chercheurs de Saclay jusqu'en 1962.

Amnistié après les accords d'Évian, Boudouresques se concentre ensuite sur l'opposition à la bombe, plaide pour une théologie de la paix auprès du Vatican, milite avec le Mouvement de la Paix, le Mouvement Contre l'Armement Atomique. Pendant Mai 68, il préside un Comité d'Action du CEA, puis s'engage dans le mouvement contre la militarisation du plateau du Larzac dans les années 1970¹⁴³. Son engagement illustre l'implication que des travailleurs civils du nucléaire peuvent avoir dans différents mouvements sociaux. Or, il nous

¹³⁹ Gabriel Hecht, *Le rayonnement de la France, Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, Editions Amsterdam, 2014, p. 44.

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ Il est informé par des prêtres d'Algérie témoins de l'usage de la torture, qu'il dénonce alors avec le Comité de Résistance Spirituelle en 1957. Comité de Résistance Spirituelle, « Des rappelés témoignent », brochure militante, 1957. Archives de la Mission de France, Le Perreux.

¹⁴² Plusieurs prêtres sont arrêtés et le secrétariat de la Mission de France est perquisitionné, la plupart des archives emportées. Jean Vinatier, *Le cardinal Liénart et la Mission de France*, Le Centurion, 1978, p.210. « Un prêtre ingénieur arrêté à Saclay par la D.S.T. », *Le Monde*, 16 octobre 1958.

¹⁴³ Notice Maitron ; Boudouresques Bernard [Dictionnaire Algérie] par René Gallissot, version mise en ligne le 30 décembre 2013. « Bernard Boudouresques : 21 janvier 1923 – 25 août 2013 », 27 août 2013. Archives de la Mission de France, Le Perreux. M'hamed Houaoura, « Boudou, un ami de l'Algérie s'en va en silence », *El Watan*, 15 septembre 2013.

semble que l'ensemble de ces oppositions internes interrogent des visions concurrentes de la politique française pendant la Reconstruction.

Comme le soulève Gabrielle Hecht, les innovations applicables au domaine militaire se fondent dans un rapport étroit entre science et politique, laissant apparaître la question de l'identité nationale¹⁴⁴. L'intérêt de la bombe ne réside pas seulement dans les kilotonnes des déflagrations, mais aussi dans l'imaginaire qu'elle véhicule en tant qu'instrument politique et diplomatique¹⁴⁵. La force de frappe permet alors au pouvoir politique de s'orner « *d'un statut de grande puissance, que l'environnement international tout entier lui déniait* », sous l'influence de technocrates gaullistes qui tirent avantage de l'instabilité politique de la IV^{ème} République¹⁴⁶.

De plus, le projet atomique se heurte à la désapprobation d'anciens résistants et intellectuels, comme ceux du Club Jean Moulin. Cette organisation anti-gaulliste créée lors du retour au pouvoir de Charles de Gaulle en 1958 rassemble d'anciens résistants de gauche, des intellectuels et quelques scientifiques, comme le physicien Alfred Kastler. Lors d'une réunion en 1963, ils s'inquiètent de la représentation de l'arme nucléaire dans les titres de presse inféodés au pouvoir politique qui influencent l'opinion française, et renforce la valorisation de la force de frappe dans les plus hautes instances du pouvoir, ce qui favorisera « *la croissance d'un état d'esprit caractérisé par la psychose atomique. Fait de méfiance, de chauvinisme, d'espionnage, profitant du prestige dont le pouvoir saura orner ses réalisations* ». Ils accusent les gaullistes de renforcer « *une classe de dirigeants constituée par le personnel politique ad-hoc, les grandes entreprises industrielles de pointe et leur répondants financiers, et l'Etat-Major, classe à laquelle il sera difficile de prendre le pouvoir sans qu'elle provoque un changement de régime*¹⁴⁷. »

Des associations d'anciens déportés véhiculent également des discours contre la bombe. Ainsi, l'Association Nationale des Anciennes Déportées et Internées de la Résistance, de tendance apolitique, relaie l'Appel de Stockholm en 1950, tout comme la Fédération

¹⁴⁴ Gabriel Hecht, *op. cit.*

¹⁴⁵ Frédéric Gloriant, « To Adapt to the Cold War Bipolar Order? Or to Challenge It? Macmillan and de Gaulle's Rift in the Face of the Second Berlin Crisis », *Cold War History*, vol. 18, n° 4, 2018, p. 465-483.

¹⁴⁶ Maurice Vaïsse, « Le choix atomique de la France (1945-1958) », *XXe siècle*, vol. 36, no. 1, 1992, p. 30.

¹⁴⁷ Ecole Normale Supérieure - Bibliothèque des Sciences Expérimentales (ENS-BSE). Fonds Alfred Kastler, Carton 62. Rapport du Club Jean Moulin de 1963.

Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes, plus grande organisation de déportés proche du PCF¹⁴⁸.

Du côté de l'armée, le choix de la bombe ne fait pas non plus l'unanimité. En pleine période de conflits coloniaux, l'armée voit une technocratie émergente bouleverser ses budgets et effectifs¹⁴⁹. L'appareil militaire regarde son modèle et son identité remis en question. De plus, l'acquisition de l'arme nucléaire et la volonté de conserver l'Algérie semblent contradictoires. De haut-gradés s'inquiètent des conséquences qu'aura cette réorientation de la politique de défense dans les colonies. En décembre 1958 le Général Jouhaud se demande : « *Comment la bombe atomique va-t-elle nous aider à pacifier l'Algérie?*¹⁵⁰ ». Il perçoit le développement d'une bombe comme trop coûteuse et stratégiquement inutile dans le conflit algérien.

Le général Jean Delmas fait remarquer en 1989 que l'armée de terre manifeste « *les plus vives réticences à l'armement nucléaire, même si ce sont surtout ses officiers qui, avec les scientifiques du CEA et les ingénieurs des Poudres, travaillent au projet de la bombe ou le défendent*¹⁵¹. » Pour Delmas la transition est complexe, car les conflits coloniaux reposent sur une supériorité des armes conventionnelles, plus utiles dans les conflits contre-révolutionnaires¹⁵². Comme le souligne l'historien Maurice Vaïsse, le risque de déléguer aux

¹⁴⁸ Comme le souligne Henning Fauser lors d'une conférence à l'ENS, les publications d'anciens déportés mobilisent alors le traumatisme des survivants de la Shoah, *Le Patriote Résistant* ou le journal de l'Amical d'Auschwitz comparant des dangers des armes nucléaires avec l'Holocauste et visent des membres du CEA. Toutefois, Charles Ailleret, commandant interarmées des armes spéciales qui dirige le premier essai nucléaire à Reggane, n'est pas attaqué par ces réseaux, ayant lui-même été déporté à Buchenwald. Communication de Henning Fauser (Université de Tours), « French concentration camp survivors and their associations in the struggle against nuclear armament (1949-1991) ». Journée d'étude « Getting rid of Nuclear Weapons: Philosophical Foundation and Historical Circulation of Ideas », CIENS, École normale supérieure (ENS-Ulm), mai 2019.

¹⁴⁹ Maurice Vaïsse, « Le choix atomique de la France (1945–1958) », *XXe siècle*, vol. 36, no. 1, 1992, p. 21.

¹⁵⁰ Edmond Jouhaud, « L'heure d'un choix », *L'Air*, 15 décembre 1958.

¹⁵¹ Général Jean Delmas, « A la recherche des signes de la puissance : l'armée entre Algérie et bombe A 1956-1962 », *Relations internationales*, No. 57, 1989, p. 79.

¹⁵² *Ibid.* L'armée acquiert une expertise dans les conflits contre-révolutionnaires pendant les conflits indochinois et algériens, développée par des théoriciens, comme David Galula ou le parachutiste Roger Trinquier, qui avancent l'importance de garder une armée de position et d'effectifs, qui se réduira avec le coûteux passage à la dissuasion. Élie Tenenbaum, « David Galula, militaire de carrière et « passeur » stratégique. (Sfax, 10 janvier

technocrates une partie du pouvoir imputée aux armées accentue leurs réticences, mais surtout « *dans le dilemme entre la bombe et l'empire, l'armée souhaite conserver l'empire*¹⁵³ ».

Si la communauté de la défense développe rapidement une culture de la dissuasion, des travailleurs du nucléaire continuent à s'impliquer dans des réseaux militants, notamment les physiciens, qui questionnent le rapport entre leur travail, la politique et la paix. Ces acteurs se retrouvent dans le mouvement français contre la bombe, mais des disparités politiques fragmentent celui-ci, qui peine à se coordonner derrière une bannière commune.

1.2. Un mouvement disparate contre la bombe française.

La perspective d'un premier essai nucléaire français mobilise diverses communautés : hommes politiques, scientifiques, militants communistes, socialistes, intellectuels et des citoyens préoccupés par la lutte pour la paix. Au sein des acteurs qui se mobilisent contre la bombe, des scientifiques s'engagent « *au nom de la responsabilité sociale et morale du 'savant'* », contre les « *abus de la science, tout en prônant son utilisation en faveur de la paix et du bien-être de l'humanité*¹⁵⁴. »

Toutefois en France, cette communauté peine à trouver une figure de proue après le décès de Frédéric Joliot en 1958¹⁵⁵. Les premiers réseaux contre la bombe sont fondés par des physiciens engagés dans le projet Manhattan – le programme nucléaire américain qui commence en 1942. Les scientifiques issus du monde de la recherche sur les armes nucléaires sont les premiers à lancer des appels contre les essais, comme le physicien Robert Oppenheimer, que le gouvernement américain accuse de faire le jeu de Moscou. L'engagement contre les essais scinde la communauté scientifique américaine en deux

1919 – La Norville (Essonne), 11 mai 1967) », *Archives Juives*, vol. 52, no. 2, 2019, p. 150-156. Jean Le Cudennec, « David Galula et Roger Trinquier : perceptions croisées de la contre-insurrection », *Lettre d'information stratégique et de défense*, 31 janvier 2009.

¹⁵³ Maurice Vaïsse, *op. cit.*, p. 22.

¹⁵⁴ Sezon Topçu. « Nucléaire : de l'engagement « savant » aux contre-expertises associatives », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 14, no. 3, 2006, p. 250.

¹⁵⁵ Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste, 1945-1972*, Fayard, 1981. Michel Pinault, *Frédéric Joliot-Curie*, Odile Jacob, 2000.

groupes - l'une animée d'une peur vis-à-vis des capacités scientifiques de l'Union Soviétique qui souhaite continuer à développer des armes, et l'autre qui estime qu'elles mettent en péril la sécurité mondiale tout en pointant du doigt l'immoralité de leur usage sur des populations civiles¹⁵⁶.

La communauté des atomistes mène des campagnes pour sensibiliser l'opinion publique et influencer les décideurs politiques afin de faire cesser les expérimentations. Entre 1945 et 1946, ils publient de nombreux articles dans la presse nationale et des revues spécialisées, donnent des conférences, des interviews, participent à des émissions de radio et font circuler des pétitions¹⁵⁷. Figure de ce mouvement, le physicien polonais Leo Szilard crée la Federation of Atomic Scientists (FAS) le 30 novembre 1945, qui publie la célèbre revue *Bulletin of Atomic Scientists*¹⁵⁸. Cette première campagne permet aux scientifiques de multiplier les contacts avec leurs homologues étrangers afin de les rallier à leur lutte¹⁵⁹.

La FAS fait la promotion de l'internationalisme en publiant *One world or none* en 1946, visant à défendre une gouvernance mondiale de la bombe « *pour résoudre les questions posées par l'existence de l'arme atomique bien sûr, mais aussi toutes les autres questions en suspens de la vie internationale*¹⁶⁰. » Cette pensée se développe avec la création d'un réseau transnational, le Mouvement des Citoyens du Monde qui lance un appel à l'ONU le 19 novembre 1948, et réunit de nombreux intellectuels, dont Albert Camus ou Alfred Kastler en France¹⁶¹. Les initiatives contre la bombe se multiplient, comme en 1955 avec la publication

¹⁵⁶ Richard Rhodes, *The making of the atomic bomb*. Simon & Schuster Paperbacks, 2012. John Earl Haynes, *Early Cold War Spies: The Espionage Trials that Shaped American Politics*. Cambridge University Press, 2006. David C. Cassidy. *J. Robert Oppenheimer and the American Century*, Pi Press, 2005. Kai Bird, Martin J. Sherwin, *American Prometheus: The Triumph and Tragedy of J. Robert Oppenheimer*, Alfred A. Knopf, 2005. Burton Feldman, *The Nobel Prize: A History of Genius, Controversy, and Prestige*, Arcade Publishing, 2000.

¹⁵⁷ Michel Pinault, « Les physiciens nucléaires américains en campagne. La médiatisation du péril atomique dans l'immédiat après-guerre aux États-Unis (1945-1946) », *Le Temps des médias*, n° 4), 2005, p. 101.

¹⁵⁸ Megan Barnhart Sethi, « L'Information, Education, and Indoctrination: The Federation of American Scientists and Public Communication Strategies in the Atomic Age », *Historical Studies in the Natural Sciences*, University of California Press. 42 (1), 2012, p. 1–29.

¹⁵⁹ « Federation of American Scientists ». Encyclopedia.com. Encyclopedia of Science, Technology, and Ethics, 2019.

¹⁶⁰ Michel Pinault, « Les physiciens nucléaires américains en campagne. La médiatisation du péril atomique dans l'immédiat après-guerre aux États-Unis (1945-1946) », *Le Temps des médias*, 2005/1 (n° 4), p. 102.

¹⁶¹ Sandrine Kott, « Cold War Internationalism » in Sluga Glenda, Clavin Patricia (ed) *Internationalisms. A Twentieth-Century History*, Cambridge University press, 2016, p. 340-363.

du manifeste Russell-Einstein, suivie par une conférence internationale contre la bombe dans la ville de Pugwash, qui donne naissance à une organisation du même nom¹⁶². Ces réseaux animés par des scientifiques initient une campagne mondiale contre les essais nucléaires, qui rencontre un vif succès en 1954¹⁶³.

Entre 1954 et 1958, des organisations militantes se mobilisent contre les essais atmosphériques, à l'image du *Committee for Nuclear Disarmement* (CND) britannique fondé en 1957¹⁶⁴. Leurs regards se tournent vers l'Océanie, après la médiatisation de la contamination d'un bateau de pêche japonais, le *Lucky Dragon*, à la suite du tir de Castle Bravo par les américains aux Iles Marshall¹⁶⁵. La dangerosité des effets des retombées est un moteur de la contestation, porté par la circulation d'écrits qui évoquent la possibilité de transmettre des maladies radio-induites aux futures générations¹⁶⁶. Au milieu des années 1950, le biologiste français Jean Rostand est une référence pour les opposants aux essais, en

¹⁶² Le représentant de la communauté scientifique française est alors le biologiste Antoine Lacassagne, qui participe à la création de Pugwash France. Joseph Rotblat, « The Early Days of Pugwash », *Physics Today*, 2001. Matthew Evangelista, *Unarmed Forces: The Transnational Movement to End the Cold War*, Cornell University Press, 1999.

¹⁶³ Michel Pinault, « Les atomistes américains en campagne. La médiatisation du péril atomique dans l'immédiat après-guerre aux Etats-Unis (1945-1946) », *Le Temps des Médias*, 4, 2005, p. 101-133. « Les scientifiques, l'atome, la guerre et la paix », Pietro Causarano (dir.), *Le XXème siècle des guerres*, Ed. de l'Atelier, 2004, p. 381-396.

¹⁶⁴ L'organisation est soudée autour de figures scientifiques et intellectuelles, comme son président Bertrand Russell (187, un célèbre mathématicien et philosophe. La CND construit un réseau influent aussi bien dans les milieux universitaire et politiques qu'auprès des classes populaires, notamment grâce à leur implantation dans le monde syndical. Jacquelyn Arnold, « Protest and survive: The Campaign for Nuclear Disarmament, the Labour Party and civil defence in the 1980s », dans: Evan Smith, Matthew Worley, *Waiting for the revolution*, Manchester University Press, 2018, p. 48-65.

¹⁶⁵ Matashichi Oishi, *The Day the Sun Rose in the West: The Lucky Dragon, and I*, University of Hawaii Press, 2011.

¹⁶⁶ Linus Pauling, *No more war !*, Mead Dodd, 1958. Pendant cette période, des physiciens français sensibilisent l'opinion publique aux risques des retombées radioactives, comme Charles-Noel Martin, qui fait de nombreuses références aux allocutions du Prix Nobel de la Paix engagé contre les essais, le Dr Albert Schweitzer. Charles-Noël Martin, *op. cit.* Hervé Morin, « Disparitions. Charles-Noël Martin, physicien », *Le Monde*, 23 décembre 2005.

tant que vulgarisateur scientifique qui sensibilise l'opinion publique aux effets biologiques des retombées¹⁶⁷.

L'engagement de scientifiques français se manifeste collectivement avec la création du Mouvement des 150, qui regroupe des universitaires lors d'un colloque à Paris le 3 mai 1958 aux Sociétés Savantes¹⁶⁸. Pendant l'été 1959, une trentaine de scientifiques français interpellent le gouvernement pour promouvoir un accord international interdisant l'expérimentation, la production et l'utilisation de bombes. Le groupe Pugwash France commence à travailler sur un projet de recherche portant sur le désarmement, et en mars 1960, 90 membres de la faculté des sciences de l'Université de Paris envoient un message à l'Élysée, demandant que le programme nucléaire s'en tienne à des fins pacifiques¹⁶⁹.

L'articulation France-monde des scientifiques français contre l'arme atomique est vivifiée par un premier passeur que nous identifions, le physicien Alfred Kastler. Au début de la Guerre Froide, il participe à des réseaux d'échanges scientifiques entre les blocs de l'Est et de l'Ouest¹⁷⁰. Kastler entretient également des correspondances avec ses collègues américains de la FAS, et est un membre actif de Pugwash en France¹⁷¹. S'il s'aligne un moment sur les

¹⁶⁷ Le 15 novembre 1954 sa communication « Sur les effets cumulatifs provoqués par les expériences nucléaires à la surface du globe » est présentée à l'Académie des Sciences de Paris. Il prononce un célèbre discours contre les essais en Polynésie en 1966. Bibliothèque Nationale de France (BNF). Fonds Claude Bourdet. Carton 155. Campagne Polynésie (1966). Jean Rostand, « Discours prononcé le à Paris, lors de la réunion publique organisée à la Mutualité par le Mouvement Contre l'Armement Atomique (MCAA) pour protester contre les essais nucléaires français en Polynésie », 23 juin 1966. Jean Rostand, *Un biologiste contre le nucléaire*, Textes choisis et commentés par Alain Dubois, Berg International Ed., 2012.

¹⁶⁸ Ils remercient le Dr Albert Schweitzer pour sa « courageuse prise de position contre les essais », et demandent une suspension contrôlée de ces derniers et la création d'une zone désatomisée en Europe centrale. Kastler y rappelle que la France s'est engagée à ne pas construire d'armes atomiques à l'ONU tout en recommandant une renonciation qui « servirait le prestige international » et questionnent l'intérêt de mettre tant de moyens pour développer la bombe au détriment de la recherche fondamentale. ENS-BSE. Fonds Kastler. Carton 64 : désarmement. Colloque universitaire du Mouvement des 150 aux Sociétés Savantes, Paris, 3 mai 1958.

¹⁶⁹ Wilfred Kohl, *French Nuclear Diplomacy*, Princeton University Press, 2015, p. 106.

¹⁷⁰ Justine Faure, « Les échanges universitaires entre les États-Unis, l'URSS et l'Europe de l'Est : arme de guerre froide ou facteur de rapprochement entre les blocs ? » in Corinne Defrance et Anne Kwaschik (dir.), *La guerre froide et l'internationalisation des sciences. Acteurs, réseaux et institutions*, Paris, CNRS Éditions, 2016, p. 107-124.

¹⁷¹ ENS-BSE. Carton 62 : Œuvres pour la paix. Lettre de Jacques Vernant à Alfred Kastler, 28 octobre 1963.

argumentaires contre les essais de la FAS, fixés sur les conséquences biologiques des retombées, il affiche progressivement un changement de discours, expliquant que ces derniers sont largement exagérés¹⁷². Lors du colloque du Mouvement des 150 d'août 1958, Kastler relève que le virage militaire pris par le CEA est d'ordre politique, et souligne que « *dans la guerre qui nous est imposée en Afrique, serait-elle utilisable ? Certainement non*¹⁷³. » Les scientifiques réunis abordent peu la question coloniale, davantage préoccupés par les incidences planétaires des essais, en premier lieu la question des retombées.

L'expression des inquiétudes du monde scientifique se manifeste principalement par des pratiques militantes que nous qualifions de 'douces', comme des déclarations, pétitions et articles de presse. Sezin Topçu identifie plusieurs facteurs qui caractérisent la mobilisation des physiciens français dans la lutte antinucléaire, « *élaboration de formes d'action dites 'modérées' et peu médiatiques* » avec une « *prise de position ambiguë vis-à-vis du nucléaire* » et une « *quasi-absence des scientifiques sur les lieux habituels de la contestation*¹⁷⁴ ». L'assimilation progressive des argumentaires officiels sur la non-dangerosité des essais semble influencer la communauté scientifique¹⁷⁵. De plus, une partie des chercheurs français travaille au sein du programme nucléaire, qui finance les recherches de laboratoires, ainsi que dans les centres du CEA.

Des mobilisations de scientifiques français ont bien lieu à l'aube du premier essai, toutefois une initiative nationale contre la bombe se fait attendre. Les puissantes organisations anglophones, comme la CND, peinent à se frayer un chemin dans un pays où elles manquent de points de contacts. Une telle situation inquiète l'activiste anglaise April Carter qui dirige la Direct Action Committee et prépare des actions contre les essais français en 1959. Elle le souligne à Ira Morris, écrivain américain installé en France qui tente de faire le lien avec les

¹⁷² Alfred Kastler, « Albert Einstein, pacifiste et mondialiste », *Les Cahiers fontenaisiens*, avril 1981, p. 31- 36.

¹⁷³ Kastler souligne que les essais sahariens s'apprêtent à être réalisés en urgence car un traité américano-soviétique pourrait interdire à la France de construire sa bombe. ENS-BSE. Fonds Alfred Kastler, carton 64 : désarmement. « Comment conjurer la menace atomique ? problèmes scientifiques, problèmes moraux ». Actes du colloque du Mouvement des 150, août 1958.

¹⁷⁴ Sezin Topçu, « Les physiciens dans le mouvement antinucléaire : entre science, expertise et politique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 102, 2007, p. 89.

¹⁷⁵ Comme nous l'avons vu avec Alfred Kastler, mais ce cas s'applique de manière bien plus vive dans la communauté des 'atomistes'. Spencer Weart, *La grande aventure des atomistes français. Les savants au pouvoir*, Fayard, 1980.

organisations contre la bombe dans l'Hexagone. Carter écrit que « *ici à Londres, nous sommes convaincus que le manque de soutien français est une faiblesse considérable*¹⁷⁶ ».

Ce n'est qu'une fois face à l'imminence d'un premier essai que les réactions de la société civile semblent s'amplifier. Il reste difficile de se faire une idée de l'opinion des citoyens français à la fin des années 1950. Nous considérons les sondages comme des indicateurs à prendre avec de la distance, néanmoins ces derniers ne semblent pas permettre d'identifier de consensus¹⁷⁷. L'acceptation de la 'force de frappe' paraît se forger au gré de l'adhésion à la politique gaulliste, et serait donc davantage un indicateur du rapport à l'État¹⁷⁸. De plus, les organisations qui se mobilisent en France se divisent sur un point, l'acquisition d'une 'force de frappe' est-elle un enjeu national ou international ?

L'opposition à toutes les bombes est fédératrice chez les militants français, mais la focalisation sur l'armement national reste conflictuelle. Comme le souligne Maurice Vaisse :

« On impute au pacifisme des années 1930 le fait que la France n'a pas été capable de se défendre face à l'Allemagne et toutes les humiliations qui suivirent : la défaite extrêmement rapide, l'occupation d'une partie puis de tout le territoire, les compromissions de Vichy [...] En Allemagne, la seconde guerre mondiale est considérée comme la conséquence du bellicisme ; en France, elle est considérée comme la conséquence du pacifisme¹⁷⁹. »

Cet imaginaire péjoratif accolé à la thématique du désarmement gomme les nuances des positionnements pacifistes, et se fixe sur un traumatisme national : la défaite de juin 1940. Permettre à des étrangers d'orienter le choix de s'armer ou non s'apparente à une ingérence dans les affaires de défense. De telles réflexions se trouvent dans les discours Jules Moch, délégué français sur le désarmement aux Nations-Unis. Les protestations des anglophones ou de non-alignés sont pour lui un acharnement injuste : « *Le problème de l'arme atomique*

¹⁷⁶ « we in London, are convinced that the lack of any French support is a considerable weakness ». BNF. Fonds Odette Du Puigaudeau. IFN-9068529. Lettre d'April Carter à Ira Morris, le 13 novembre 1959.

¹⁷⁷ Yannick Pincé, *La dissuasion en débat : les partis politiques et la fabrique du "consensus" nucléaire français, des années 1970 aux années 1980*, thèse en histoire sous la direction de Frédéric Bozo, Paris 3, 2022.

¹⁷⁸ Gabrielle Hecht fait un commentaire des sondages sur l'acceptation de la force de frappe : de juillet 1959 à janvier 1967, l'approbation passe de 37 à 23 %, et l'opposition de 38 à 50 %. Elle note néanmoins un pic d'approbation à 67 % en mars 1960, après le premier tir. Gabrielle Hecht, op.cit.

¹⁷⁹ Marion Dupont, « Pourquoi la France a le pacifisme honteux », *Le Monde*, 20 mai 2022.

française ne concerne que les français », déclare-t-il à l'ONU en 1959. Ce à quoi le physicien Alfred Kastler répond qu'il « *concerne aussi les Français*¹⁸⁰ ».

Ces derniers peuvent bien se sentir concernés, mais entre une Guerre d'Algérie qui déchire la société tout en mobilisant l'attention de nombreux militants, les conditions ne semblent pas tellement propices à l'engagement.

Tandis que les contestations de scientifiques progressent, le Mouvement de la Paix s'implante dans les universités et syndicats à travers un Comité contre la force de frappe. Ce dernier réalise des manifestations entre 1958 et 1966, et ses militants font du porte-à-porte pour faire signer des pétitions contre les essais nucléaires français à chaque nouvelle campagne de tirs¹⁸¹. Le Mouvement de la Paix est actif sur le terrain grâce à une stratégie reposant sur sa masse militante, le collage d'affiches et la participation active à des manifestations¹⁸².

Pendant les années 1950, leurs campagnes s'axent sur les risques d'un conflit nucléaire avec tout un imaginaire autour d'Hiroshima et de Nagasaki présent dans leur iconographie¹⁸³. L'opposition aux essais nucléaires est une thématique constante du Mouvement de la Paix, jusqu'à l'arrêt des tirs en 1996, comme en témoigne Roland Nivet, actuel Secrétaire Général de l'organisation¹⁸⁴. Mais la représentation d'une l'influence de Moscou sur le mouvement contre la bombe imprègne les argumentaires étatiques, qui y associent parfois l'ensemble des initiatives militantes¹⁸⁵.

¹⁸⁰ Jean Knecht, « Le débat à l'ONU sur le projet d'explosion atomique au Sahara », *Le Monde*, 6 novembre 1959. Alfred Kastler, « La France et l'armement nucléaire », *L'Express*, 31 décembre 1959.

¹⁸¹ Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Pantin. Archives du Mouvement de la Paix. 107J 143. Pétitions contre les essais nucléaires, années 1950 – 1990. Carton 170J 142. Comité contre la force de frappe, années 1950 – 1990.

¹⁸² Olivier Le Cour Grandmaison, « Le Mouvement de la paix pendant la guerre froide : le cas français (1948-1952) », *Communisme*, n° 18-19, 1988. Jean Defrasne, *Le Pacifisme en France*, Politique d'aujourd'hui, 1994. Nicolas Offenstadt et Philippe Olivera, « Pour une histoire de l'engagement pacifiste en France, 1919-1939 : sources et bibliographie », *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n°53, mars 1993.

¹⁸³ Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Pantin. Archives du Mouvement de la Paix. 170J 144. Documents internes et articles sur la dissuasion. Années 1950 – 1990.

¹⁸⁴ « L'opposition aux armes et essais a été l'activité principale du Mouvement de la Paix, jusqu'en 1995 avec la campagne contre les tirs à Moruroa », entretien avec Roland Nivet, octobre 2019.

¹⁸⁵ Marc Lazar, « Idéologie et propagande des partis communistes français et italien durant la guerre froide », Jean Delmas, Jean Kessler (dir.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*,

La sphère pacifiste lié au PCF reste néanmoins attractive pour une génération d'étudiants sensibles au combat pour la paix. Si l'étiquette communiste demeure, de futurs présidents se sont joints à leur campagne. Revenant sur son engagement étudiant, Jacques Chirac explique avoir signé l'appel de Stockholm à 18 ans, avant de s'éloigner des communistes : « *Ce qui m'a entraîné brièvement vers les communistes, c'est avant tout les idéaux pacifistes dont ils se réclamaient. Comme beaucoup de jeunes gens de ma génération, horrifiés par la tragédie d'Hiroshima, j'étais hostile à toute nouvelle utilisation de l'arme nucléaire*¹⁸⁶. »

En novembre 1959, le Secrétaire Général du Mouvement de la Paix, André Souquière, pointe l'inaction de la gauche non-communiste, déclare qu'il revient « *au peuple français d'agir pour défendre le véritable intérêt national* » et souligne l'engagement des communistes depuis l'Appel de Stockholm près de 10 ans plus tôt¹⁸⁷. Une nouvelle organisation se forme, autour de scientifiques et intellectuels non-communistes hostiles à la bombe, mais ces derniers semblent manquer de passeurs. L'engagement de cette communauté sera de courte durée.

1.3 L'échec de la Fédération Française Contre l'Armement Atomique et l'engagement d'Alfred Kastler.

À l'approche de la première expérience française, les protestations nationales s'organisent, et une organisation non-communiste tente de coordonner le mouvement contre la bombe. La Fédération Française Contre l'Armement Atomique (FFCAA) est créée en avril 1959, à l'initiative du pasteur André Trocmé. Ce célèbre Juste cache des Juifs dans le village de Chambon-sur-Lignon pendant la Seconde Guerre mondiale, puis fonde la branche française du Mouvement International pour la Réconciliation (MIR) en 1923 à la Faculté de théologie protestante de Paris¹⁸⁸.

Complexes, 1990. Yves Santamaria, *Le parti de l'ennemi ? : Le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1947-1958)*, Armand Colin, 2006.

¹⁸⁶ Jacques Chirac, cité dans : « Quand Jacques Chirac se raconte », *L'Obs*, 3 novembre 2009.

¹⁸⁷ André Souquière, « L'ONU et la bombe gaulliste », *L'Humanité*, 16 novembre 1959.

¹⁸⁸ Cette organisation non-violente est active au sein de réseaux protestants engagés contre la bombe, que nous étudierons dans le chapitre 8. Patrick Cabanel, *Résister, voix protestantes*, Alcide, 2012. Christophe Chalamet,

Le physicien Alfred Kastler co-préside la FFCAA et se charge d'animer ce réseau, tandis que Trocmé réalise des séries de conférences aux États-Unis. Les archives de Kastler contiennent de nombreuses correspondances avec des militants et scientifiques engagés contre les armes nucléaires, de la fin des années 1950 jusqu'à sa mort en 1984¹⁸⁹. Ce scientifique engagé est relativement peu connu du grand public avant que le prix Nobel de physique ne lui soit décerné en 1966, mais ses engagements humanistes sont déjà nombreux¹⁹⁰. Né en 1902 à Guebwiller en Alsace allemande, Alfred Kastler est élevé dans une famille protestante conservatrice. La Première Guerre mondiale lui fait perdre son frère et sa mère. Un traumatisme qui forge son engagement contre la guerre¹⁹¹. La science sera son refuge: « *Les langues changent, mais la science est universelle* » répète-t-il régulièrement à ses élèves¹⁹². En octobre 1941, il est appelé à l'ENS afin de remplacer le physicien Pierre Auger, parti poursuivre ses recherches aux États-Unis¹⁹³.

Kastler participe au colloque du Mouvement des 150 en août 1958, et s'exprime devant les universitaires français réunis pour protester contre la force de frappe. Il se dit alors admiratif devant le mouvement contre la bombe aux États-Unis « *où se trouve le centre de résistance*

Revivalism and Social Christianity : The Prophetic Faith of Henri Nick and Andre Trocme, Wipf & Stock, 2013.
André Trocmé, *Jésus-Christ et la révolution non violente*, Labor et Fides, 1961.

¹⁸⁹ Conservées à la Bibliothèque de Physique Expérimentale de l'ENS, ses fonds contiennent des documents sur ses activités scientifiques et sa vie publique en provenance de son laboratoire et de son appartement rue Val-de-Grâce. Daniel Deméllier, « Les archives d'Alfred Kastler (1902-1984) », *La Gazette des archives*, n°145, 1989.

¹⁹⁰ Sur les hommages à l'humaniste d'Alfred Kastler, voir les publications du physicien Bernard Cagnac, qui a réalisé sa thèse sous la direction de Kastler au département de physique expérimentale de l'ENS. Bernard Cagnac, *Alfred Kastler : portrait d'un physicien engagé*, Editions rue d'Ulm, 2013. « Alfred Kastler : des atomes et des hommes », *Pour la Science*, n°392, 30 novembre 1999. Jean-Paul Sorg, *Alfred Kastler, Prix Nobel de physique : 1902-1984*, Vent d'Est, 2013.

¹⁹¹ Il perd son frère au milieu de ces Malgré-nous engagés de force dans l'armée allemande et sa mère, infirmière sur le front, se suicide au lendemain de la guerre. L'église luthérienne allemande refuse de l'enterrer. Le jeune fils de pasteur qui se prédestinait à une carrière littéraire se détache alors de la foi, se tourne vers la science. Entretien téléphonique avec Jean-Loup Kastler, son petit-fils, février 2021. BSE-ENS. Fonds Kastler. Carton 80 : Alsace. Lettre de Alfred Kastler au pasteur Koch, 10 mars 1973.

¹⁹² Bernard Cagnac, *Alfred Kastler, portrait d'un physicien engagé*, éditions Rue d'Ulm, 2013, p. 11.

¹⁹³ Pierre Auger est le beau-frère de Francis Perrin. Aux États-Unis il participe aux avancées des recherches sur la bombe pendant la Seconde Guerre mondiale. En juillet 1944, Charles de Gaulle est ainsi informé par Pierre Auger, Jules Guéron et Bertrand Goldschmidt, de l'existence du projet Manhattan lors d'une discrète réunion au consulat français d'Ottawa. Bernard PIRE, « Auger Pierre Victor (1899-1993) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 12 mars 2023.

contre l'arrêt des explosions atomiques » sous l'impulsion du chimiste Linus Pauling. Kastler rappelle que les physiciens étaient les premiers à prendre conscience des enjeux politiques de l'arme atomique, et souligne les actions actuelles de scientifiques dont « *l'objection de conscience oblige à quitter leur emploi*¹⁹⁴ ». Pour lui, les dangers des essais sont réels et ils doivent être stoppés, toutefois, il souligne que « *leur importance a été exagérée* » par ses prédécesseurs. Les argumentaires de Kastler se fixent sur la perte de prestige après l'Occupation, que l'arme atomique serait destinée à compenser : « *Regrettable confusion entre prestige et grandeur* » s'exclame-t-il, car le pays a déjà prouvé « *au point de vue atomique qu'elle est une grande nation*¹⁹⁵. » Le physicien est également un membre actif de Pugwash France, réunissant des chercheurs du CEA qui affichent un positionnement très modéré vis-à-vis de la dissuasion française¹⁹⁶.

Son travail au sein de la FFCAA vise à rassembler les opposants à la dissuasion. Mais les appels lancés par l'organisation visent principalement les intellectuels, excluant les classes moyennes et ouvrières de la base militante. L'appel lancé au gouvernement pour demander de renoncer à tout essais nucléaire vise explicitement les « *grands syndicats, autorités morales, religieuses, intellectuelles, scientifiques du pays : membres de l'Institut, professeurs de Facultés, représentants des Eglises et des grandes familles spirituelles, magistrats, grands écrivains, artistes, médecins, savants, dont la voix doit se faire entendre*¹⁹⁷. » Ce bulletin cité est distribué aux intéressés, et destiné à être renvoyé signé à Kastler, qui réalise ainsi des listes de personnalités qui soutiennent la FFCAA. Parmi les signataires, on retrouve des écrivains comme Jacques Madaule, François Mauriac et Georges Duhamel de l'Académie Française, ou les pasteurs Jean Lasserre et Henri Roser¹⁹⁸.

En décembre 1959, Kastler appelle à un « *renoncement volontaire de la France à l'armement nucléaire (avant ou après une explosion de prestige)* » et défend l'usage du

¹⁹⁴ ENS – BSE. Fonds Alfred Kastler, carton 64 : désarmement. « Comment conjurer la menace atomique ? problèmes scientifiques, problèmes moraux ». Actes du colloque du Mouvement des 150, août 1958.

¹⁹⁵ Ibid. Cette partie est soulignée dans le texte de la communication.

¹⁹⁶ Des membres du CEA, comme Francis Perrin, sont membres du groupe. Georges Ripka, « Non, Pugwash n'est pas un mouvement antinucléaire », *Le Monde*, 19 octobre 1995.

¹⁹⁷ ENS - BSE. Fonds A. Kastler. Carton 64 : désarmement. Bulletin de l'appel national du FFCAA en novembre 1959.

¹⁹⁸ ENS - BSE. Fonds A. Kastler. Carton 64 : désarmement. « L'homme devant l'atome », courrier de la FFCAA, juin 1960. « La fédération française contre l'armement atomique : refuser d'admettre le langage de la terreur », *Le Monde*, 29 décembre 1960.

nucléaire civil¹⁹⁹. En février 1960, il participe à une marche silencieuse avec le MIR, aux côtés du leader de la communauté non-violentes de l'Arche, Lanza del Vasto²⁰⁰. La FFCAA remet une résolution à l'Élysée au lendemain du premier essai nucléaire. Les argumentaires restent toutefois fixés sur la défense de la communauté scientifique, et le texte met en avant la concurrence que les crédits alloués à la dissuasion feront peser sur ceux du CNRS – on reconnaît ici des préoccupations propres à Kastler²⁰¹.

Si la FFCAA se fait entendre dans la presse, à travers des pétitions, elle se tourne rarement vers des actions directes, et reste circonscrite à une élite intellectuelle²⁰². La signature d'une pétition ou d'un manifeste reste parfois la seule action de ses membres et sympathisants. L'organisation se met en sommeil à partir de 1963 et est remplacée par la Ligue Nationale Contre la Force de Frappe, organisation éphémère qui ne parvient pas à susciter de mobilisation de masse contre la bombe²⁰³.

Kastler se positionne toutefois contre la course aux armements sur la durée, et publie de nombreux articles contre les armes et expériences entre 1959 et 1973²⁰⁴. Néanmoins, il conserve une bonne entente avec la communauté politico-scientifique, celle de Polytechnique, de l'institut Pierre et Marie Curie, et des scientifiques et administrateurs du CEA²⁰⁵. En 1964, Kastler est élu à l'Académie des Sciences, puis obtient le Prix Nobel de

¹⁹⁹ Bernard Cagnac, *Alfred Kastler, portrait d'un physicien engagé*, éditions Rue d'Ulm, 2013, p. 55.

²⁰⁰ La marche réunit 150 personnes, allant de la gare de Bécon-les-Bruyères à l'usine de bombes atomiques de Bruyères-le-Châtel. Jean-Pierre Lanvin, *A dieu vat*, CDRPC, octobre 1999.

²⁰¹ Ils constatent que si l'explosion « constitue une réussite technologique notable », elle aura eu un coût conséquent et a mobilisé nombre de scientifiques et techniciens. L'argumentaire principal de la Fédération est que cet investissement si considérable serait bien plus utile dans d'autres domaines scientifiques car « la puissance économique et le potentiel scientifique, donc militaire, de la France auraient été considérablement accrue, beaucoup plus que par la reproduction, avec quinze ans de retard, de résultats depuis longtemps dépassés. » ENS – BSE. Fonds Kastler. Carton 64 : désarmement. Résolution de la FFCAA, circulaire interne, mars 1960.

²⁰² Rémi Fabre, Thierry Bonzon, Jean-Michel Guieu, Elisa Marcobelli et Michel Rapaport (dir.), *Les défenseurs de la paix 1899-1917*, Presses universitaires de Rennes, 2018.

²⁰³ « Une 'Ligue nationale contre la force de frappe' est créée », *Le Monde*, 7 mars 1963.

²⁰⁴ « Les Français et l'armement nucléaire », *L'Express*, 31 décembre 1959. « Essais nucléaires français dans le Pacifique », *Réforme*, mai 1973. « MM. Kastler, Jules Moch et Francis Perrin demandent l'arrêt des essais nucléaires dans le Pacifique », *Le Monde*, 24 mai 1973.

²⁰⁵ Il entretient des correspondances avec le Haut-Commissaire Francis Perrin, puis avec Jean Teillac qui le remplace en 1970, ainsi que d'autres scientifiques qui travaillent sur le programme nucléaire, et gagne leur respect en défendant le nucléaire civil dans la presse. En contrepartie, les membres du CEA avec qui il

physique et la médaille d'or du CNRS en 1966²⁰⁶. Il bénéficie alors d'un fort capital scientifique, et contribue au prestige de la science expérimentale, mais n'a pas beaucoup de pouvoir administratif à l'ENS²⁰⁷. Le physicien Yves Rocard y promeut d'étroites collaborations avec le CEA, et est chargé de la mise en œuvre scientifique des essais nucléaires. Rocard pourrait évincer Kastler pour son engagement, mais ne semble pas menacer de le faire. Comme le souligne l'historien Pierre Vershueren : « *Les positions respectives sont assez ambiguës, marquées à la fois par la rivalité et l'interdépendance réciproque, et les tensions entre capital universitaire et capital scientifique, ce qui a pour conséquences un certain cloisonnement entre les différentes équipes de la rue Lhomond*²⁰⁸. »

Dans le débat sur les essais nucléaires, Kastler se fait de plus en plus prudent sur la question des risques sanitaires. En 1972, il écrit dans *Le Monde* les arguments australiens et néo-zélandais relatifs aux risques des retombées ne sont « *pas convaincants pour un scientifique* » et cite un confrère australien qui lui aurait soufflé que « *le nez de ses compatriotes est bien plus sensible à l'odeur des bombes françaises qu'à celles des bombes anglaise*²⁰⁹ ». Dans un article du journal protestant *Réforme*, le physicien précise concevoir de telles revendications, et se demande comment les Français réagiraient si « *l'Australie venait tester des armes à Jersey ou Guernesey* ». Évoquant le sentiment d'indignation du Pacifique Sud, il écrit :

correspondent à ses demandes de mises au point scientifiques concernant les armes nucléaires, en particulier sur le caractère dual de certaines installations. Sur la puissance des bombes, les conséquences d'une guerre nucléaire, il reçoit des réponses qui semblent le contenter, le rassurer sur son positionnement. Ainsi, dans une lettre au physicien datée du 9 mars 1981, Jean Teillac, haut-commissaire du CEA, répond à ses interrogations sur les conséquences d'une guerre nucléaire majeure. Il lui explique alors qu'il faut bien distinguer les conséquences locales et mondiales, et que les retombées dépendent de l'altitude des explosions, lui fournissant de nombreux chiffres, en concluant « *je ne pense pas qu'on doive considérer les conséquences globales, à l'échelle du monde, d'une guerre nucléaire comme un danger pour l'humanité.* » ENS - BSE. Fonds Kastler. Carton 62. Lettre de Jean Teillac à Alfred Kastler, 9 mars 1981.

²⁰⁶ « entre fin 60 et début 70 il reçoit une quinzaine de distinction venant de pays étrangers, dizaine d'universités comme honoris causa. et six académies des sciences étrangères ou importantes sociétés savantes comme membre d'honneur. » Bernard Cagnac, *Alfred Kastler, portrait d'un physicien engagé*, éditions Rue d'Ulm, 2013, p. 47.

²⁰⁷ Yves Rocard, *Mémoires sans concessions*, Grasset, 1988.

²⁰⁸ Échange de mails avec Pierre Vershueren, janvier 2020.

²⁰⁹ Pour Kastler, il s'agit d'un problème moral, et pas scientifique, car il estime que les expériences françaises ne constituent pas un risque pour les australiens. Le physicien note que « *dans les rapports entre les nations les facteurs psychologiques sont aussi importants que les données scientifiques et techniques* ». Alfred Kastler, « Dissuader qui ? Dissuader quoi ? », *Le Monde*, 5 juillet 1972.

« L'attitude des peuples riverains du Pacifique ne s'explique pas uniquement par la crainte de l'effet des radiations. Ces peuples considèrent que leur hémisphère leur appartient, ils y ressentent le comportement de la France comme une intrusion intolérable²¹⁰. »

Dans les archives et publications de Kastler, il ne mentionne pas les enjeux politiques en Polynésie française. Nous n'avons pas retrouvé de traces de contacts avec des militants polynésiens dans ses correspondances. Cependant, un télégramme de 1973 l'invitant à rejoindre le navire protestataire *Fri* se rendant à Moruroa suggère des contacts avec des participants à l'action, que nous ne sommes pas parvenus à identifier²¹¹. Pendant la campagne de tir de 1973, des protestations virulentes se font effectivement entendre en Océanie. Kastler co-signe un article avec Jules Moch et Francis Perrin – alors Haut-Commissaire du CEA, et porte-parole de Pugwash France. Ils appellent à un arrêt de tous les essais nucléaires, et ne manquent pas de souligner que l'argument biologique « *a été exagéré*²¹² ».

Dans un article publié seul, Kastler condamne plus directement la dissuasion, mais minimise encore une fois la question sanitaire, écrivant que « *le danger des retombées radioactives masque le fond du problème. Ce danger est minime devant la menace de la guerre nucléaire*²¹³ ». L'argumentaire fondé sur les risques sanitaires s'efface peu à peu du discours de physiciens français, en particulier ceux de Pugwash, une communauté très proche du CEA. Lors d'un colloque en janvier 1981, Kastler fait une communication sur la contribution des scientifiques au processus de désarmement. Lorsqu'il aborde la pollution radioactive due aux essais, il nuance ses effets sur la santé des humains :

« Nous avons tous depuis cette époque du strontium 90 dans nos os, à une dose heureusement inoffensive. La conclusion de l'accord [sur la fin des essais aériens] a mis fin à ce danger. En outre,

²¹⁰ Alfred Kastler, « La force d'illusion », *Réforme*, n°1471, 1972.

²¹¹ Le nom de l'expéditeur indique qu'il provient de 'Robert Sapin', que nous n'avons pu réussir à identifier, et indique : « Robert Sapin (son adresse) STOP urgent STOP si trop tard pour souscription partez jet avec Francis Perrin Jules Moch Daniel Mayer Jean Rostand rejoindre pasteur Gilbert Nicolas sur goelette neo-zélandais Fri Moruroa. STOP. » ENS – BSE. Fonds Alfred Kastler, Carton 62. Œuvres pour la paix. Télégramme de Rober Sapin à Alfred Kastker, 1973.

²¹² « MM. Kastler, Jules Moch et Francis Perrin demandent l'arrêt des essais nucléaires dans le Pacifique », *Le Monde*, 24 mai 1973.

²¹³ « Une lettre du professeur Kastler sur le danger des armes nucléaires », *Le Monde*, 14 juin 1973.

son effet psychologique a été important. Il a montré que des gouvernements qui se soupçonnent mutuellement pouvaient néanmoins se mettre d'accord sur une mesure salutaire²¹⁴. »

Vers la fin de sa vie, Kastler se durcit à l'égard des pacifistes qu'il estime trop orientés contre la politique française. Dans une lettre de février 1981 adressée à Yves Cholière, Secrétaire Général du Mouvement de la Paix, le physicien lui retourne sa carte d'adhérent, scandalisé par les protestations contre la bombe à neutrons française en pleine crise des Euromissiles²¹⁵. Kastler entretient également un désaccord avec le mouvement écologiste qu'il accuse de se fixer contre les centrales nucléaires alors que « *s'il y a un risque pour la Bretagne, ce n'est pas Plogoff, mais la base des sous-marins de L'Ile Longue*²¹⁶ ». Il défend le nucléaire civil dans la presse, et entretient une correspondance avec le Haut-Commissaire du CEA, qui le remercie pour ses interventions²¹⁷.

Le secrétaire de Pugwash France, Etienne Bauer, lui rend hommage peu après son décès en 1984, décrivant l'action de celui qui n'hésitait jamais « *à donner un coup de téléphone à l'autre bout de la planète* » pour soutenir une cause, et pour « *construire des ponts entre des groupes d'idéologies différents [...] Souvent il établissait des contacts nouveaux, demandait conseil, faisait parler les gens entre eux*²¹⁸ ». Dans un premier temps, Kastler nous semble

²¹⁴ Communication de Kastler « La contribution des scientifiques au processus de maîtrise des armements et de désarmement ». Colloque science et désarmement de l'IFRI, 15 - 17 janvier 1981.

²¹⁵ Le physicien proteste contre « l'attitude unilatérale » du mouvement qui ne fait pas mention des missiles SS-20 soviétiques qui « menacent les villes d'Europe Occidentale. » ENS – BSE. Fonds Alfred Kastler, Carton 62. Lettre de Alfred Kastler à Yves Cholière, 3 février 1981. Quelques années plus tard, lors d'un dîner officiel à Bruxelles en octobre 1983, François Mitterrand déclare : « Le pacifisme est à l'ouest et les euromissiles sont à l'est ». Antenne 2 Midi, 13 octobre 1983. Archives INA.

²¹⁶ Dans une interview aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*, le 12 mai 1977, il se dit frappé « par la levée de boucliers contre les centrales et par l'apathie à l'égard des armes nucléaires ». Une critique qu'il renouvelle régulièrement, comme en juillet 1981 il se dit préoccupé par l'impasse dans laquelle les écologistes qui combattent les centrales, qui oublient le problème de l'armement. Alfred Kastler, « Le danger nucléaire est d'ordre militaire », *L'Union*, 9 juillet 1981.

²¹⁷ Le 6 octobre 1981, il reçoit une carte de remerciement de Jean Teillac, lui disant qu'il apprécie son article dans *Le Monde* intitulé « Les antinucléaires sur la défensive ». ENS - BSE. Fonds Kastler. Carton 64. Désarmement. Carte de remerciement de Jean Teillac, 6 octobre 1982.

²¹⁸ ENS – BSE. Fonds Kastler. Carton 63 : Essais nucléaires. Discours de Etienne Bauer, secrétaire du mouvement Pugwash France. Un article nécrologique dira que son « plus grand titre de gloire restera d'avoir défendu pendant des années une certaine idée de l'homme. » Maurcie Arvonny, « Alfred Kastler et mort », *Le Monde*, 9 janvier 1984.

bien faire le lien entre certains opposants à la bombe à travers la FFCAA, principalement des scientifiques et intellectuels de divers bords politiques. Mais son réseau tend à se cloisonner à son milieu social. Il se détache rapidement des argumentaires concernant les retombées avancés par une large frange du mouvement contre les essais.

L'échec de son engagement dans le mouvement de Mai 68 témoigne également de ce positionnement distancé vis-à-vis de la base militante. Il fait de la médiation entre les étudiants et le gouvernement, multiplie les interventions à la radio et dans la presse, sans toutefois trouver sa place dans le mouvement étudiant²¹⁹. De plus, son désaccord avec le mouvement écologiste sur le nucléaire civil semble le couper des réseaux opposés aux essais dans les années 1970 - 1980. En Polynésie, aucun des militants interrogés ne connaissaient le scientifique. Finalement, il semble illustrer le phénomène décrit par Sezin Topçu, avec une absence des physiciens des lieux habituels de la contestation²²⁰.

Cet état des lieux des premières oppositions à bombe en France laisse apparaître des fragmentations, avec une élite déconnectée de la base de militants pour la paix issue des classes ouvrières. Une telle scission de classe se retrouve dans les organisations contre la bombe dans les années 1950-60, en particulier entre le Mouvement de la Paix et la FFCAA. Pour l'historien Rémi Fabre, les pacifistes qui se regroupent dans des ligues pour la paix à la fin du XIXème siècle sont d'abord les tenants d'un « *pacifisme 'bourgeois', libéral et élitiste* », composé de notables, d'industriels ou d'intellectuels. Celui-ci précède le développement d'un courant pacifiste lié à l'Internationale ouvrière à la veille de la Première Guerre mondiale qui constitue « *le courant le plus imposant du pacifisme français de cette époque ; sans toutefois revendiquer l'appellation de 'pacifistes', qu'ils jugent trop liée au mouvement pacifiste bourgeois*²²¹. »

Ce phénomène de clivage entre pacifistes ouvriers et 'bourgeois' pourrait être à l'origine des faibles connexions entre des communautés militantes qui nous semblent manquer de 'ponts locaux'. Ainsi, nous n'avons pas su identifier de passeurs entre ces communautés, qui laissent apparaître un cloisonnement entre des milieux sociaux et politiques. De plus, les

²¹⁹ Alfred Kastler, « Comment les étudiants ont été trahis », *Le Nouvel Observateur*, 19 juin 1968.

²²⁰ Sezin Topçu, « Les physiciens dans le mouvement antinucléaire : entre science, expertise et politique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 102, 2007, p. 89.

²²¹ Rémi Fabre cité dans : Marion Dupont, « Pourquoi la France a le pacifisme honteux », *Le Monde*, 20 mai 2022.

communautés qui militent contre la bombe dans la France des années 1950-60 nous semblent faire preuve d'un certain autocentrisme. Les organisations étrangères leur restent souvent imperméables. La barrière de la langue n'aide pas, mais la méfiance vis-à-vis des anglophones a pu concourir. Le risque d'être taxés d'anti-français aurait-il également joué ?

Chapitre 2.

Les essais dans le Sahara et l'engagement contre « l'impérialisme nucléaire ».

« Nous ne faisons face ni à l'Est ni à l'Ouest : nous regardons devant²²². »

— Kwame Nkrumah, président du Ghana,
'Positive Action Conference for Peace and Security in Africa', Accra, 2 avril 1960.

Les premiers essais dans le Sahara provoquent des levées de boucliers aux Nations-Unies et au sein d'organisations militantes. Toutefois, le mouvement français contre la bombe tend à se scinder sur l'objet de l'opposition : lutte antinucléaire ou anticoloniale ?

Ces thématiques se coagulent à travers des réseaux engagés contre la présence française en Algérie, qui dénoncent la dimension coloniale ou impérialiste des essais. Au Ghana, pays du mouvement des non-alignés, le président panafricaniste Kwame Nkrumah accueille des militants étrangers qui préparent une action contre les essais à Reggane en 1959. Mais ce type de mobilisation ne fait pas l'unanimité chez les acteurs que nous étudions. Le mouvement français contre la bombe semble peu prompt à soutenir cette initiative, et s'interdire de faire le lien en fait nucléaire et fait colonial.

Quelles sont les limites des solidarités qui s'expriment au sein des réseaux contre les essais dans le Sahara ? Le mouvement français a-t-il pu se retrouver face à des dilemmes concernant la question coloniale ? Et qu'en est-il des contestations locales autour des sites ?

Dans un premier temps, nous explorerons le développement d'une rhétorique militante concernant le colonialisme/impérialisme nucléaire, et les enjeux diplomatiques liés au mouvement contre les essais sahariens. Puis, nous analyserons le réseau transnational qui compose la 'Sahara Team Protest' en 1959, en nous attardant sur le parcours d'Odette du Puigaudeau, une ethnologue française leur venant en aide. Finalement, nous évoquerons des constations locales à Reggane, ainsi qu'en Corse, avec la formation du mouvement de l'Argentella, contre un site nucléaire envisagé sur l'île en 1960.

²²² « We face neither East nor West : we face forward ». Traduction de l'auteur.

2.1. Un impérialisme nucléaire ?

Entre 1960 et 1966, le Sahara est le théâtre de 17 essais nucléaires, 4 atmosphériques à Reggane, puis 13 souterrains à In Ecker. Cet espace est marqué par des représentations de l'ordre du fantasme militaire, qui imprègnent le récit de la 'conquête' française entre 1885 et 1905²²³. La colonisation de ce territoire se réalise « *au nom d'une supériorité civilisationnelle fondée sur le racisme*²²⁴ », seulement, au moment des essais, l'Afrique est en proie à des reconfigurations politiques, avec un rejet du modèle colonial²²⁵.

L'empire français de 'Dunkerque à Tamanrasset' se nucléarise en pleine période de décolonisations²²⁶. Roxanne Panchasi relève une césure faite par les historiens français entre la Guerre d'Algérie et les essais nucléaires, la sortie du conflit est pourtant liée à la présence française dans le Sahara²²⁷. Les premières négociations à Evian échouent sur ce point, puisque ce territoire reste convoité pour ses ressources d'hydrocarbures et minières, ainsi que les infrastructures nucléaires, spatiales et chimiques²²⁸.

Les perspectives d'une indépendance de l'Algérie obligent à anticiper le déplacement du Centre Saharien d'Expérimentations Militaires (CSEM) de Reggane dès sa construction. En avril 1958, le général Ailleret, à la tête du Commandement Interarmées des Armes Spéciales (CIAS), met en avant le risque que des « *circonstances extérieures amènent à renoncer dans un proche avenir à l'utilisation d'un champ de tir saharien* », que ce soit par un traité

²²³ Paul Pandolfi, *La Conquête du Sahara (1885-1905)*, Karthala, 2018. Claude Franc, « Histoire militaire – La conquête du Sahara », *Revue Défense Nationale*, vol. 798, no. 3, 2017, p. 124-126.

²²⁴ Camille Lefebvre, *Des pays au crépuscule. Le moment de l'occupation coloniale (Sahara-Sahel)*, Fayard, 2021. Michel Pierre, *Sahara. Le grand récit*, Belin, 2014.

²²⁵ Anthony Clayton, *The wars of French decolonization*, Routledge, 2014. Leslie James, Elisabeth Leake (dir.), *Decolonization and the Cold War: Negotiating Independence*, Bloomsbury Publishing, 2015.

²²⁶ Slogan colonial de l'époque de l'Algérie Française. James McDougall, « The space of sovereignty, the shape of exile: Territory and movement in French Africa », dans: *Une histoire sociale et culturelle du politique en Algérie: Études offertes à Omar Carlier*, Éditions de la Sorbonne, 2018, p. 231.

²²⁷ Roxanne Panchasi, « No Hiroshima in Africa », *History of the Present*, 9 (1), 2019, p. 85.

²²⁸ Walter A. McDougall, « Space-Age Europe: Gaullism, Euro-Gaullism, and the American Dilemma », *Technology and Culture*, vol. 26, no. 2, 1985, p. 179-203.

interdisant les essais aériens, ou à la suite d'une « *internationalisation du conflit algérien*²²⁹ ».

L'une des motivations de l'opposition aux essais français repose sur le choix de les réaliser hors de l'Europe. Celui-ci provoque les ires de pays non-alignés à l'ONU, largement hostiles à la politique coloniale en Afrique²³⁰. Mais au sein des organisations françaises contre la bombe, le lien entre colonialisme et nucléaire est timidement abordé. Dans une lettre à Charles de Gaulle de juillet 1959, la Fédération Française Contre l'Armement Atomique (FFCAA) d'Alfred Kastler critique le choix du site saharien, et note qu'en choisissant l'Afrique « *nous risquons de donner aux peuples africains l'impression que nous attachons moins d'importance à leur vie qu'à la nôtre*²³¹. »

Des positions pacifistes de l'entre-deux-guerres ressurgissent contre la Guerre d'Algérie. Mais celles-ci sont discréditées et servent « *à la fois de référence et de repoussoir* » alimentées par le traumatisme de l'Occupation, comme le souligne l'historien Maurice Vaisse :

« Bien sûr, il va y avoir en France par la suite un certain nombre de résurgences de la doctrine pacifiste : pensons à la dénonciation anticolonialiste de la “sale guerre” d'Indochine, aux cris de “Paix en Algérie !” lors du départ des appelés du contingent, ou aux mouvements antinucléaires et écologistes. Mais ces mobilisations seront en France, le plus souvent, conjoncturelles et minoritaires²³². »

²²⁹ Il souligne alors l'urgence de trouver un autre site « *dans des îles de l'Union Française* » ou bien de faire des essais souterrains en Métropole. SHD GR 13 R 1321. Général Ailleret, Commandant Interarmées des Armes Spéciales à Monsieur le Colonel Directeur de la Section Technique des Bâtiments, Fortifications et Travaux du Génie, objet : « Recherche d'un site souterrain d'expérimentations nucléaires », 18 avril 1958.

²³⁰ Les protestations diplomatiques contre la France à l'ONU les plus virulents se font à l'initiative des pays du 'groupe afro-asiatique', rassemblés autour du concept de non-alignement depuis la conférence de Bandung en 1955. Henry Laurens, « Les Afro-Asiatiques : Acteurs Ou Enjeux de La Scène Politique Internationale ? », *Politique Étrangère*, vol. 65, no. 3/4, 2000, p. 887–900. Geetha Ganapathy-Doré, « Du Tiers-Monde Au Monde Multipolaire : L'évolution Du Paradigme Du Non-Alignement Dans La Reconfiguration de l'ordre Mondial », *Revue Française d'Histoire Des Idées Politiques*, no. 42, 2015, p. 117–39.

²³¹ ENS – BSE. Fonds Kastler. Carton 64 : désarmement. Lettre de la FFCAA à Charles de Gaulle, 14 juillet 1959.

²³² Marion Dupont, « Pourquoi la France a le pacifisme honteux », *Le Monde*, 20 mai 2022.

De plus, la question algérienne divise les Français, et la FFCAA reste prudente lorsqu'elle l'évoque. Dans un tract de novembre 1959, la Fédération relève que le conflit éclipse la bombe, car pour les Français « *tous les autres problèmes sont secondaires* ». Le texte évoque sobrement la « *complexité des données algériennes* », qui intimiderait ceux qui voudraient s'engager contre l'arme atomique²³³. Toutefois, Dominique Halévy, éditeur et vice-président de la FFCAA, souligne davantage le lien entre nucléaire et colonialisme. Dans un article d'août 1959, il pointe les injustices raciales de Hiroshima et Nagasaki dont les victimes « *étaient jaunes* », et dénonce un « *silence français* » face aux protestations africaines :

« Ce qui nous rassure infiniment surtout, c'est que les essais atomiques soient prévus vers Tamanrasset plutôt que vers Dunkerque. La Grande France un peu polluée vers son sud, l'Europe un peu sale du côté de l'Afrique, qui s'en inquiétera !²³⁴ »

La presse française couvre alors les protestations aux Nations-Unies, dont les plus virulentes proviennent de pays non-alignés, principalement d'anciennes colonies africaines et asiatiques²³⁵. Cette intersection entre le mouvement anticolonialiste et celui contre les essais suscite des remontrances côté français. En novembre 1959, le philosophe Raymond Aaron s'insurge contre les représentants de pays qui font du grief à la France et sont restés « *indifférents aux deux cents expériences des Grands*²³⁶ ». Le représentant français à l'ONU, Jules Moch, minimise l'impact que ces oppositions auront dans les relations franco-africaines, et explique dans une rhétorique paternaliste :

« La fièvre tombera quand, l'expérimentation réalisée, chacun constatera que la vie continue exactement comme auparavant. C'est pourquoi nous retrouverons nos amis, si, tant est qu'ils

²³³ ENS – BSE. Fonds Kastler. Carton 64 : désarmement. Tract de la FFCAA, novembre 1959.

²³⁴ Dominique Halevy, « Complices d'Hiroshima », *Le Monde*, 20 août 1959.

²³⁵ Les pays d'Asie et d'Afrique récemment indépendants se réunissent à la conférence de Bandung en 1955 pour affirmer leur non-alignement sur les puissances mondiales. Jean Lacouture, « Bandung ou la fin de l'ère coloniale », *Le Monde diplomatique*, avril 2005. Les revues de presse conservées aux Archives Nationales de France contiennent de nombreux articles sur les protestations étrangères. ANF, Centre d'information et de documentation internationale contemporaine, série 19820745, carton 64.

²³⁶ Raymond Aaron, « La France et la bombe », *Le Figaro*, 14 novembre 1959.

s'écartent aujourd'hui de nous, ils nous reviendront lorsque, leurs alarmes passées, ils se rendront compte de la vanité de leurs craintes...²³⁷ ».

Quinze jours avant le premier essai, une manifestation réunie cependant près de 100 000 personnes à Tunis, en présence de représentants de pays africains²³⁸. Considérées comme un acharnement anti-français, ces protestations sont sans cesse désavouées par Jules Moch. Le 13 février 1960, jour du tir de 'Gerboise Bleue', il défend le choix du Sahara et argue que l'ONU ne se serait pas tant ému des essais soviétiques, américains, et britanniques. Cet argument, qui sous-entend que les protestations contre la bombe se dirigent davantage vers la France, sera régulièrement repris par des acteurs étatiques pour discréditer les contestations étrangères. Sur le choix du site, Moch précise que la « *seconde option* » – un site dans le Pacifique, n'a pas été retenu pour des raisons techniques au profit d'un Sahara « *à la fois désert et beaucoup plus proche que les atolls aux antipodes de la France*²³⁹ ».

²³⁷ Jean Knecht, « Le débat à l'ONU sur le projet d'explosion atomique au Sahara », *Le Monde*, 6 novembre 1959.

²³⁸ « L'explosion de Reggane va rompre la trêve atomique observée par les grandes nations. Pour la grandeur de la France il y avait sûrement mieux à faire », *Libération*, 11 février 1960.

²³⁹ Archives de l'INA. « Défense des essais nucléaires français : Jules Moch à l'ONU », 13 février 1960.



Manifestation contre les essais nucléaires français à Tunis en janvier 1960. *Libération*, février 1960.

Le tir de ‘Gerboise Bleue’ est célébré par l’État, faisant l’objet d’un communiqué officiel largement relayé dans la presse nationale française²⁴⁰. Une conférence de presse est immédiatement donnée à l’École Polytechnique par Pierre Guillaumat, ministre chargé de l’Énergie atomique, un ancien du BCRA, également en charge de superviser l’exploitation du pétrole au Sahara, ainsi que Pierre Messmer, ministre des Armées et ancien gouverneur et administrateur de colonies françaises d’Afrique noire²⁴¹. Ils expriment leur « *grande fierté de ce qui vient de s’accomplir à Reggane* » et rendent hommage à tous ceux qui « *dans leurs laboratoires, dans leurs usines, dans les sables du Sahara ont contribué à la fabrication de la première bombe atomique française*²⁴² ».

²⁴⁰ Nicolas Vichney, « La première bombe A française a explosé samedi matin à 7 heures à Reggane », *Le Monde*, 15 février 1960. Les communiqués officiels publiés dans la presse se retrouvent dans des revues de presse destinées aux services de l’Etat. ANF, Centre d’information et de documentation internationale contemporaine, série 19820745, carton 64. « Réactions aux essais à Reggane et dans le Hoggar », 1958 – 1963.

²⁴¹ Thomas Borrel, Amzat Boukari-Yabara, Benoît Collombat et Thomas Deltombe (dir.), *L’Empire qui ne veut pas mourir: Une histoire de la Françafrique*, Seuil, 2021, p. 329.

²⁴² « La conférence de presse de MM. Guillaumat et Messmer », *Combat*, 15 février 1960.

La presse est utilisée pour montrer la bombe afin de faire passer un message : la France est désormais une puissance nucléaire. Plusieurs journaux mettent en avant le prestige scientifique, comme *Les Echos*, insistant sur « [l']*accroissement d'autorité au lendemain des événements d'Alger*²⁴³ ». *Le Monde* fait état de la puissance des tirs dont le « *rendement dépasse sensiblement celui des premières bombes américaines*²⁴⁴ ». Tandis que *Paris-Presse* titre 'Les étrangers s'inclinent devant le fait accompli' et cite les réactions de français d'Alger qui « *oublie momentanément 'leurs' événements*²⁴⁵ ».

Mais des réactions plus mitigées se retrouvent dans la presse de gauche. La Ligue des Droits de l'Homme fait paraître une motion appelant la France à se ranger derrière un accord de désarmement dans *Le Monde*, tandis que la FFCAA publie une protestation dans *Libération*²⁴⁶. *L'Humanité* condamne une expérience « *sans profit réel pour la science ni pour la défense nationale, plus de 200 milliards de francs sont partis en fumée, au détriment de la culture, de l'école, de la santé, de la politique sociale*²⁴⁷ ». Le journal *Combat* rapporte des propos de Français d'Algérie inquiets de leur sort : « *On veut nous faire oublier l'Algérie française. [...] La bombe ne doit pas nous faire oublier le reste, et d'ailleurs elle est gaulliste*²⁴⁸. »

Si les critiques s'éparpillent dans les réseaux de gauche, les grands titres de presse relaient largement la communication étatique, soutenant le développement d'une forme de nationalisme atomique²⁴⁹. Une légère montée du pacifisme se fait toutefois ressentir dans le monde scientifique, et des pétitions contre la bombe circulent dans les milieux universitaires.

Dans les archives départementales du Haut-Rhin, un épais carton des RG atteste de la surveillance des militants et professeurs qui tentent de faire circuler des pétitions dans les

²⁴³ « La bombe », *Les Echos*, 15 février 1960.

²⁴⁴ Nicolas Vichney, « Le 'rendement' de la bombe atomique française dépasse sensiblement celui des premières bombes américaines », *Le Monde*, 3 mars 1960.

²⁴⁵ « Les étrangers s'inclinent devant le fait accompli », *Paris-Presse*, 15 février 1960.

²⁴⁶ « La Ligue des Droits de l'Homme : l'explosion n'a de sens que si elle sonne l'alarme », *Le Monde*, 18 février 1960. Daniel Mayer, « Vocation de la France », *Libération*, 15 février 1960.

²⁴⁷ « Déclaration du Bureau Politique du Parti Communiste Français », *Humanité*, 15 février 1960.

²⁴⁸ « Les Etats africains : 'Haro sur la bombe !' », *Combat*, 15 février 1960.

²⁴⁹ Gabrielle Hecht, *Le Rayonnement de la France. Energie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, Éditions Amsterdam, 1998.

facultés²⁵⁰. Les réactions portent sur différents registres : contre une militarisation qui ‘coûte’ des chercheurs mobilisés par l’industrie de l’armement, des dépenses d’argent public, ainsi que des principes religieux, moraux et politiques. Tout un panel de représentations qui font rarement le lien avec la question coloniale, mais semblent faire acte d’autorité, extérieure comme intérieure, quelques semaines après les barricades d’Alger qui opposent des partisans de l’Algérie Française aux forces de l’ordre²⁵¹.

Quant au FLN, il dénonce le tir par la voix de Mohamed Yazid, ministre de l’Information du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. Il rappelle alors les remontrances de l’ONU et dénonce un acte d’intimidation contre le mouvement de libération africain :

« Le gouvernement français n’a tenu aucun compte du mouvement de protestation contre ses projets, qui a englobé tous les peuples soit d’Afrique ou d’Asie, d’Europe ou d’Amérique. Son crime du 13 février porte la marque du cynisme impérialiste²⁵². »

Le positionnement vis-à-vis des essais semble être un indicateur du rapport à la question coloniale. Les mobilisations africaines sont imprégnées par l’idéologie tiers-mondiste qui imprègne un type de militantisme à la fois antinucléaire et anti-impérialiste²⁵³. La représentation péjorative de la bombe française est largement entretenue par des réseaux militants anticolonialistes, qui peinent à se connecter aux réseaux français contre la bombe, encore frileux à l’idée de lier les deux luttes²⁵⁴.

²⁵⁰ Archives départementales du Haut-Rhin. Renseignements Généraux de Strasbourg, 1743W1 : « Le mouvement de la paix », 1950-60. Pétitions contre les essais nucléaires dans le Sahara, mars 1960.

²⁵¹ Jacques Frémaux, « Les barricades d’Alger (24 janvier-1er février 1960) », dans : Alain Corbin, Jean-Marie Mayeur (dir.), *La barricade*, Éditions de la Sorbonne, 1997.

²⁵² Ibid.

²⁵³ Maxime Szczepanski-Huillery, « ‘L’idéologie tiers-mondiste’. Constructions et usages d’une catégorie intellectuelle en ‘crise’ », *Raisons politiques*, vol. no 18, no. 2, 2005, p. 27-48.

²⁵⁴ Jean Allman, « Nuclear Imperialism and the Pan-African Struggle for Peace and Freedom », *Souls*, vol. 10, 2008, pp. 83-102. Christopher Hill, « The activist as geographer: nonviolent direct action in Cold War Germany and postcolonial Ghana, 1959–1960 », *Journal of Historical Geography*, Volume 64, 2019, p. 36-46. Vincent Intondi, *African Americans Against the Bomb: Nuclear Weapons, colonialism and the black freedom movement*, Stanford University Press, 2015. Robert Jacobs, « Nuclear Conquistadors : Military Colonialism in Nuclear Test Site Selection during the Cold War », *Asian Journal of Peace building*, n°2, novembre 2013, p. 157-177.

Lorsque les projets atomiques français se font connaître, les réactions des États voisins oscillent donc selon leur degré d'attachement à la France. Ainsi, les protestations régionales répondent aussi bien à des angoisses liées aux effets sanitaires qu'à un agenda politique. L'ONU devient une tribune pour les représentants de pays récemment indépendants qui se lèvent contre « *l'impérialisme nucléaire*²⁵⁵. » L'historienne Abena Dove Osseo-Asare relève que les « *leaders Africains mobilisent de manière stratégique des leaders asiatiques et l'Amérique Latine pour rejoindre leur cause*²⁵⁶ ».

Le Ghana prend la tête des protestations contre les essais, et en novembre 1959, leur représentant à l'ONU conteste la souveraineté de la France sur le Sahara et déclare : « *Nous autres Africains, nous refusons d'être les cochons d'Inde des ambitions d'une grande puissance*²⁵⁷. » Les relations diplomatiques se tendent également avec le Maroc, indépendant depuis 1956. Son délégué à l'ONU, Tahibi Benhima, souligne la problématique de réaliser des essais sur une « *zone contestée* » et que les intentions de la France « *ne relèvent que de la persistance d'un concept de domination dont elle n'est pas parvenue à se débarrasser*²⁵⁸ ». Un tel positionnement repose sur des revendications territoriales, avec une remise en cause de la frontière saharienne entre le Maroc et l'Algérie. Le concept de 'Grand Maroc' est avancé par le parti Istiqlal en 1955, revendiquant une partie du Sahara Algérien. Un conflit éclate entre le Maroc et l'Algérie à ce propos en 1963 avec la Guerre des Sables²⁵⁹.

Des pays d'Afrique de l'Ouest moins hostiles à la France modèrent leurs propos, et affichent une opposition pour des raisons plus sanitaires que politiques, comme le Libéria. Son représentant, M. Henry Ford Cooper, rappelle l'investissement de ses compatriotes aux côtés de la France lors des conflits mondiaux : « *Est-ce trop que de demander à la France de ne pas infliger aux peuples africains des dangers qui leur sont encore inconnus, et que les*

²⁵⁵ « the United Nations became a forum for representatives of newly independent nations to air their grievances about nuclear imperialism ». Abena Dove Osseo-Asare, *Atomic Junction : Nuclear Power in Africa after Independence*, Cambridge University Press, 2019, p. 39.

²⁵⁶ « African leaders who strategically mobilized Asian and Latin American leaders to join their cause. » Abena Dove Osseo-Asare, *Atomic Junction : Nuclear Power in Africa after Independence*, Cambridge University Press, 2019, p. 28.

²⁵⁷ « La bombe A française ne mettra pas en danger les peuples d'Afrique déclare le délégué du Royaume-Uni à l'ONU », *Le Monde*, 7 novembre 1959.

²⁵⁸ « Le délégué du Maroc : la France hypothèque en Afrique un avenir plein de promesses », *Le Monde*, 6 novembre 1959.

²⁵⁹ Charles Rousseau, « Chronique des faits internationaux », *Revue générale de droit international public*, vol. 64, 1960, p. 102. Frank E. Trout, *Morocco's Saharan Frontiers*, Droz, 1969, p. 24.

savants eux-mêmes n'ont pas réussi à préciser ²⁶⁰ ». Pendant le même débat à l'ONU, le représentant de Grande-Bretagne, pays responsable du Nigeria jusqu'à son indépendance, s'empresse de rassurer les pays d'Afrique de l'Ouest quant à la sécurité radiologique. Comme l'analyse Chloë Mayoux, la diplomatie britannique repose ici sur un fin équilibre, nécessitant de ne pas froisser ses partenaires africains, tout en gardant une bonne entente avec la France²⁶¹.

Toutefois, l'engagement des pays hostiles aux essais étend l'anxiété nucléaire à travers le continent Africain. À la veille du premier essai, des dirigeants africains capitalisent ainsi sur le mécontentement populaire pour accroître leur autorité, notamment le Niger, le Soudan, la Guinée, mais surtout le Ghana. Les protestations populaires atteignent un tel point que le président Kkrumah doit faire appel à l'armée et la police face à des manifestants qui menacent de « *pillier les magasins et entreprises appartenant à des Français*²⁶². »

En avril 1960, Nkrumah fait un discours à la 'Positive Action Conference for Peace and Security in Africa' d'Accra. Il rappelle son choix de rejoindre le camp des non-alignés ainsi que son hostilité aux essais français. Aux côtés de militants anticolonialistes et antinucléaires de plusieurs nationalités, il dénonce l'impérialisme nucléaire et s'affirme comme leader du mouvement panafricaniste²⁶³.

Les articles de presse collectés par les autorités françaises en attestent, les réactions en Afrique sont suivies de près, et plusieurs manifestations contre les essais sont organisées à Tunis, Tripoli, Rabat, en Haute-Volta et au Ghana entre 1959 et 1960²⁶⁴. En avril 1959, les renseignements militaires français s'alertent du risque de voir des organisations européennes

²⁶⁰ « La bombe A française ne mettra pas en danger les peuples d'Afrique déclare le délégué du Royaume-Uni à l'ONU », *Le Monde*, 7 novembre 1959.

²⁶¹ Chloë Mayoux, « Soutien britannique aux essais français pendant la décolonisation africaine (1959-60) », *Relations Internationales*, août 2023.

²⁶² « Kkrumah had to call in the army and police. Ghanaiens threatened to loot French-owned shops and businesses ». Abena Dove Osseo-Asare, *Atomic Junction : Nuclear Power in Africa after Independence*, Cambridge University Press, 2019, p. 47.

²⁶³ Jean Allman, *Nuclear Imperialism and the Pan-African Struggle for Peace and Freedom: Ghana, 1959–1962*, Souls, 2008. Christopher R. Hill, « Britain, West Africa and 'The new nuclear imperialism': decolonisation and development during French tests », *Contemporary British History*, Vol. 33, 2019.

²⁶⁴ ANF. Centre d'information et de documentation internationale contemporaine. Série 19820745/64. Revues de presse sur les essais à Reggane et In Ecker (1959 – 1960).

« progressistes ou d'obédience nettement communiste » mobiliser des populations d'Afrique de l'Ouest sensibles aux argumentaires anticolonialistes et anti-impérialistes²⁶⁵.

Après l'indépendance de l'Algérie, les circulations des militaires et scientifiques français se complexifient. Le CEA doit disposer de l'autorisation d'un préfet algérien pour réaliser des prélèvements à Djanet, laissant le physicien Yves Rocard déduire que « aucun pays indépendant ne peut autoriser un autre État à faire, sur son sol, des expériences nucléaires²⁶⁶. » Le Président Ahmed Ben Bella développe ses liens avec des mouvements militants qui souhaitent s'internationaliser et promouvoir la liberté des peuples opprimés²⁶⁷. De plus, la décolonisation de l'Afrique du Nord s'accélère en 1960, et 14 territoires français accèdent à l'indépendance, ce qui alimente les pressions diplomatiques à l'échelle régionale²⁶⁸. Elles s'avèrent de plus en plus gênante pour Alger, tenu par les annexes aux Accords d'Évian accordant 5 ans d'accès aux sites nucléaires qui décrédibilisent sa posture diplomatique²⁶⁹.

²⁶⁵ SHD. GR 1 H 2017. Dossier 1. Sécurité et protection des centres d'expérimentation militaire au Sahara, 1957 – 1962. Service de sécurité de la défense nationale et des armées, « protection du CSEM », 30 avril 1959.

²⁶⁶ Yves Rocard, *Mémoires sans concessions*, Grasset, 1988, p. 253, p. 212.

²⁶⁷ Alger est alors désignée comme 'Mecque des révolutionnaires' par Amilcar Cabral, leader anticolonialiste de Guinée-Bissau, et les franges les plus radicales des mouvements pour les droits civiques se font une place en Algérie. Dès 1963 l'African National Congress (ANC) dispose de locaux dans le centre-ville, tout comme les Black Panthers. Alger est alors un haut lieu de rencontre pour les mouvements militants, mais ne perdure pas après le coup d'Etat de Houari Boumediène en juin 1965 qui met en place un pouvoir autoritaire et délaisse le socialisme. « Alger, Mecque des révolutionnaires », *Arte*, 2017, 55 min. Jeffrey J. Byrne, *Mecca of Revolution: Algeria, Decolonisation and the Third World Order*, Oxford University Press, 2016.

²⁶⁸ Séverine Awenengo Dalberto, « Frontières et indépendances en Afrique subsaharienne - Cairn.info », *Afrique contemporaine*, no 235, 2010, p. 73-83.

²⁶⁹ Les autorités françaises passent un accord avec le Gouvernement provisoire de la République algérienne dans les d'Évian de mai 1962. Des annexes accordent à la France le droit d'utiliser les deux sites pendant encore 5 ans. Les négociations se cristallisent sur la question du contrôle territorial du Sahara où la France doit abandonner ses projets d'une Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS) afin d'exploiter les ressources sahariennes. Des prospectives dans le Hoggar et le Touat permettent la découverte de réserves de terres rares et d'uranium en 1950, ainsi que du pétrole et du gaz à Hassi Messaoud et Hassi R'Mel. Plusieurs scénarios sont alors envisagés afin de conserver une souveraineté française sur un Sahara riche en ressources minières et hydrocarbures. Louis Blin, *L'Algérie du Sahara au Sahel : route transsaharienne, économie pétrolière et construction de l'Etat*, L'Harmattan, 1990. Dans les annexes au accords d'Evian, la France obtient

À partir de 1963, les protestations officielles algériennes se font de plus en plus vives. Le 19 mars, Ben Bella donne la leçon inaugurale de l'Université d'Alger, et évoque la bombe atomique qui « *vient d'éclater en territoire algérien* » et risque de détruire ce que « *tous ensemble nous nous efforçons de construire*²⁷⁰ ». La veille, le tir 'Émeraude' a encore une fois secoué le Hoggar. L'essai est dénoncé par le journal *Al Chaab* comme une « *grave violation du territoire national* », tandis que l'Assemblée Nationale se réunit en séance extraordinaire afin de débattre des essais, et que quelques centaines de personnes manifestent dans les rues d'Alger²⁷¹.

Cette levée de boucliers à l'ONU et en Afrique de l'Ouest provoque des interactions transnationales entre des communautés engagées contre le colonialisme et la bombe²⁷². Au carrefour de celles-ci, le Ghana devient un espace d'expérimentation pour une action visant à empêcher le premier tir français. Le fruit d'une rencontre improbable entre panafricanistes, militants américains pour les droits civiques, et des non-violents britanniques.

2.2 La Sahara Team Protest : un réseau tripartite.

La dimension transnationale du mouvement contre les essais à Reggane est soulignée dans des études de la Sahara Team Protest (STP)²⁷³. Cette organisation tente de réaliser une opération de désobéissance civile dans le Sahara en 1959, en réunissant des acteurs de diverses nationalités et idéologies. Nous nous intéressons ici aux passeurs entre ces

également des droits sur les hydrocarbures dans le Sahara. Mohammed Harbi, *Le FLN, mirage et réalité des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*, éditions Jeune Afrique, 1980.

²⁷⁰ Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères. Direction des affaires politiques / Afrique du Nord / Algérie / Service de liaison avec l'Algérie. Carton : 29QO63, Questions atomiques, (1957 – 1966). Note de l'Ambassade de France en Algérie, 20 mars 1963.

²⁷¹ Ibid.

²⁷² Lawrence S. Wittner, *Resisting the Bomb: A History of the World Nuclear Disarmament Movement 1954-1970*, Stanford University Press, 1997.

²⁷³ Jean Allman, « Nuclear Imperialism and the Pan-African Struggle for Peace and Freedom: Ghana, 1959–1962 » ; Kevin Gaines, « African American Expatriates in Ghana and the Black Radical Tradition », dans : Marable Manning, Agard-Jones Vanessa, *Transnational Blackness: Navigating the Global Color Line*, Macmillan, 2008. Rob Skinner, « Bombs and Border Crossings: Peace Activist Networks and the Post-colonial State in Africa, 1959–62 », *Journal of Contemporary History*, n° 50, 2015.

communautés, et à l'articulation de la contestation des essais avec un anticolonialisme qui semble limiter les interactions avec les militants français.

Le président ghanéen Kwame Nkrumah autorise des activistes anglais de la Direct Action Committee (DAC) à débiter une campagne contre les essais à Accra en 1959²⁷⁴. L'équipe qui forme est cosmopolite. La STP repose sur ce que nous identifions comme un réseau tripartite, composé de trois communautés. La structure est formée par des pacifistes britanniques, des panafricanistes ghanéens et des militants pour les droits civiques venus des États-Unis²⁷⁵.

La constitution de la STP est initiée par les activistes anglais de la (DAC). Cette organisation d'action de désobéissance non-violente est créée en 1957 par des militants en rupture avec les pacifistes qui utilisent des méthodes légales de protestations. La DAC fait ses débuts en soutenant l'action de Harold Steele, qui tente de se rendre aux Iles Christmas à bord d'un navire en mai 1957 pour protester contre les essais britanniques²⁷⁶. Cette action inspire la constitution d'une 'caravane antinucléaire' qui pourrait se rendre à Reggane. La lutte pour le désarmement nucléaire en Grande-Bretagne est alors nourrie par les idées de philosophes engagés, comme Bertrand Russel, président du Committee for Nuclear Disarmement (CND)²⁷⁷. Son influence, ainsi que celle de sa successeuse, la militante Peggy

²⁷⁴ Il leur fait discrètement parvenir des financements étatiques via son parti, le Convention People's Party (CPP) en passant par le Ghanaian Campaign for Nuclear Disarmament. Vincent Intondi, op.cit, p. 52.

²⁷⁵ D'autres réseaux connexes s'y fixent, en particulier des organisations non-violentes aux États-Unis, comme le War Resisters League, et les réseaux d'objecteurs de conscience. Scott H. Bennett, *Radical Pacifists: the War Resisters League and Gandhian Nonviolence in America 1915-1963*, Syracuse University Press, 2003, p. 231. Sur les luttes non-violentes américaines et le militantisme transnational d'activistes noirs : Manning Marable, Vanessa Agard-Jones, *Transnational Blackness: Navigating the Global Color Line*, Macmillan, 2008. Paul A. Hare, Herbert H. Blumberg, *Liberation Without Violence: A Third Party Approach*, Rex Collings Ltd, 1977.

²⁷⁶ Retenu au Japon à cause de problèmes d'organisations, il ne peut se rendre vers le site d'expérimentations, néanmoins il promeut le désarmement nucléaire au Japon et tisse des liens avec des militants locaux. Nic Maclellan, « Grappling with the Bomb: Opposition to Pacific nuclear testing in the 1950s », Proceedings of the 14th Biennial Labour History Conference. Phillip Deery, Julie Kimber (dir.), Australian Society for the Study of Labour History, 2015, p. 21-38.

²⁷⁷ Russell qui identifie rapidement les médias de masse comme des outils d'influence et fait filmer ses conférences, s'exprime maintes fois dans la presse, à la télévision et à la radio au sujet des armes nucléaires. Rens van Munster, Casper Sylvest, *Nuclear Realism, Global political thought during the thermonuclear revolution*, Routledge, 2018, p. 11. James Hinton, « Campaign for Nuclear Disarmament », S. Roger, Powers, *Protest, Power and Change*, Taylor and Francis, 1997, p. 63. Kate Hudson, *CND - Now More Than Ever: The Story of a Peace Movement*, Vision Paperbacks, 2005.

Duff, permet à la CND de développer des branches dans les pays anglophones, notamment en Australie et Nouvelle-Zélande, où l'hostilité aux essais ne cesse de grandir²⁷⁸.

La désobéissance non-violente est popularisée par le Committee for Non-Violent Action (CNVA), qui réalise des actions directes contre la bombe aux États-Unis²⁷⁹. En février 1958, ils soutiennent le navire contestataire *Golden Rule* faisant voile vers le site d'essais de Eniwetok aux Iles Marshall, qui est stoppé par des gardes côtes mais permet de médiatiser les contestations²⁸⁰. Une branche française de la CNVA est créée en 1959, avec l'Action Civique Non-Violente, très proche de la communauté religieuse de l'Arche de Lanza del Vasto, un adepte de Gandhi qui prône la non-violence. Mais l'ACNV se focalise principalement sur la lutte contre les camps d'internements d'algériens²⁸¹. Contrairement à ce que l'on pourrait présumer, les militants français engagés contre la Guerre d'Algérie se mobilisent peu contre les essais, davantage tournés vers la lutte contre le conflit algérien et la défense des objecteurs de conscience²⁸².

La DAC et la CNVA ont de l'expérience dans la préparation d'actions de navires contestataires, qu'ils valorisent dans la formation de la Sahara Team Protest. Une troisième communauté apporte son expertise : des Américains qui militent pour les droits civiques et expérimentent des actions directes depuis 1955, inspirés par les enseignements de Gandhi. L'historien Vincent Intondi retrouve un modèle de scepticisme envers le nucléaire chez les militants afro-américains, l'associant à une pratique impérialiste, il souligne que le leader et pionnier des droits civiques W.E.B. Du Bois « a comparé le président Harry Truman, qui a

²⁷⁸ Lawrence S. Wittner, « Nuclear Disarmament Activism in Asia and the Pacific, 1971–1996 », *The Asia-Pacific Journal*, Vol. 25, 2009.

²⁷⁹ D'abord en août 1957, lorsqu'un groupe de militants pénètre dans le camp Mercury au Nevada. Vincent Intondi, *African Americans Against the Bomb: Nuclear Weapons, Colonialism, and the Black Freedom Movement*, Stanford University Press, 2015, p. 49.

²⁸⁰ Vincent Intondi, op.cit., p. 50.

²⁸¹ Tramor Quémeneur, « L'ACNV (Action civique non-violente) et la lutte contre les camps », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 92, no. 4, 2008, pp. 57-63.

²⁸² Tramor Quémeneur, « Jeunesse et désobéissance dans la guerre d'Algérie », dans : Kadri Aïssa, Bouaziz Moula, Tramor Quémeneur (dir.), *La guerre d'Algérie revisitée*, Karthala, 2015, p. 307 - 319. Martin Evans, *The memory of resistance, French opposition to the Algerian War (1954 – 1962)*, Oxford/New York Berg, 1997.

décidé de larguer la bombe, à Adolf Hitler. [...] Le leader des droits civiques Malcolm X a dit un jour à des visiteurs japonais : 'La bombe qui nous a frappés c'était le racisme'²⁸³. »

Aux États-Unis, le contexte de Guerre Froide provoque des repressions de militants engagés contre la bombe et pour les droits civiques, et l'internationalisme noir radical se développe²⁸⁴. La Conférence de Bandung en 1955 permet au mouvement pour les droits civiques de nouer des liens avec des pays non-alignés afin d'internationaliser leur lutte²⁸⁵. Ils se rapprochent ainsi de leaders panafricanistes, comme le président du Ghana, Kwame Nkrumah.

Le rapprochement entre les militants américains et Nkrumah passe par Bill Sutherland, assistant du ministre des Finances du Ghana²⁸⁶. Cet activiste non-violent américain est l'ambassadeur officieux des mouvements de libération d'Afrique²⁸⁷. Celui que nous identifions comme un passeur tient une position importante dans la création de ponts locaux entre les communautés qui composent la STP²⁸⁸. Pour Vincent Intondi, auteur d'un ouvrage sur l'engagement des afro-américains contre la bombe, Sutherland devient « *le pont entre l'Afrique, l'Angleterre et l'Amérique* », permettant à la STP de s'implanter au Ghana²⁸⁹.

Un autre passeur intercède auprès de la STP : Bayard Rustin, un proche conseiller de Martin Luther King et spécialiste des protestations non-violentes. Ce militant est objecteur de conscience lors de la Seconde Guerre mondiale, très actif au sein de l'International Fellowship of Reconciliation (IFOR) et du Committee for Non-Violent Action (CNVA). Il acquiert une expérience dans les actions de désobéissance civile, et joue un rôle clé dans l'organisation du boycott des bus de Montgomery en 1955, période pendant laquelle il

²⁸³ « Pioneering civil rights leader W.E.B. Du Bois compared President Harry Truman, who decided to drop the bomb, to Adolf Hitler. [...] Civil rights leader Malcolm X once told some Japanese visitors, 'The bomb that hit us was racism' ». Corydon Ireland, « Unsettled by the bomb », *The Harvard Gazette*, avril 2015.

²⁸⁴ Jean Allman, *Nuclear Imperialism and the Pan-African Struggle for Peace and Freedom: Ghana, 1959–1962*, Souls, 2008.

²⁸⁵ Hakim Adi, *Pan-Africanism: A History*. Bloomsbury, 2018.

²⁸⁶ O'Driscoll Mervyn, « Explosive Challenge, Diplomatic Triangles, the United Nations, and the Problem of French Nuclear Testing, 1959–1960 », *Journal of Cold War Studies*, volume 11, 2009, p. 28-56.

²⁸⁷ Bill Sutherland, Matt Meyer, *Guns and Gandhi in Africa: Pan-African Insights on Nonviolence, Armed Struggle, and Liberation*, Africa World Press, 2000.

²⁸⁸ Vanessa Agard-Jones, Manning Marable, *Transnational Blackness: Navigating the Global Color Line*, Palgrave Macmillan, 2008.

²⁸⁹ « the bridge between Africa, Britain and America. » Vincent Intondi, op.cit., p. 55. Il est également décrit comme un « pont » (« bridge ») dans : Bennett Scott H., *Radical Pacifists: the War Resisters League and Gandhian Nonviolence in America 1915-1963*, Syracuse University Press, 2003, p. 232.

conseille Luther King²⁹⁰. Son impressionnante carrière militante lui confère une légitimité auprès des militants d’Afrique de l’Ouest²⁹¹. L’autre passeuse qui intercède auprès de la STP est la secrétaire de la DAC, April Carter, une pacifiste anglaise qui a également une expérience dans l’organisation d’actions de désobéissance civile²⁹².

Grâce à ces trois passeurs – Carter, Rustin et Sutherland, la STP se construit un réseau centré autour de militants non-violents anglais, de panafricanistes ghanéens et d’américains du mouvement des droits civiques. De plus, la diaspora afro-américaine installée au Ghana favorise l’établissement de liens transnationaux²⁹³. L’historien Rob Skinner souligne toutefois que leur action n’a pas tant facilité la formation d’une communauté transnationale neuve, puisqu’elle s’appuyait sur des « *réseaux de militants anticolonialistes préexistants*²⁹⁴ ».

De plus, les communautés qui composent la STP ont peu de liens avec le mouvement français contre la bombe. Cela complique le travail de Carter qui tente de mobiliser des militants en Europe pour rejoindre la STP au Ghana. Elle trouve des soutiens chez les pacifistes Suisses, comme le militant Trotskyste Heinrich Buchbinder qui co-préside la Fédération Européenne Contre les Armes Atomiques²⁹⁵. Carter correspond également avec une militante belge, Véra Hamers-Camatta secrétaire du Comité d’Action Féminine pour l’Arrêt des Expériences Atomiques de Liège. Cette dernière lui explique que l’action trouve peu d’échos auprès des pacifistes français car ces derniers ne souhaitent pas lier le combat contre la bombe et avec celui contre le colonialisme²⁹⁶. Hamers-Camatta redoute que la STP

²⁹⁰ Anthony C. Siracusa, *Nonviolence before King. The Politics of Being and the Black Freedom Struggle*, The University of North Carolina Press, 2021.

²⁹¹ Jerald Podair, *Bayard Rustin : American Dreamer*, Rowman & Littlefield Publishers, 2008. John D’Emilio, *Lost Prophet: The Life and Times of Bayard Rustin*, University of Chicago Press, 2004.

²⁹² Duncan Bowie, « April Carter: Direct Action (1961) », *chartist.org*, 2 août 2019. Richard K. S. Taylor, *Against the Bomb : the British Peace Movement, 1958-1965*, Clarendon, 1988.

²⁹³ Vincent Intondi, *ibid*, p. 55.

²⁹⁴ Rob Skinner, « Bombs and Border Crossings: Peace Activist Networks and the Post-colonial State in Africa, 1959–62 », *Journal of Contemporary History*, 50(3), 2015, pp. 418–438.

²⁹⁵ Il participe activement à l’organisation d’une conférence internationale contre la bombe à Accra en 1962. Archiv für Zeitgeschichte (AfZ). NL Buchbinder 40a(V), S. 73. « The World Without the Bomb », actes de la conférence d’Accra, 1962. Srdjan Dragojevic, « In Accra gegen die Atombombe », dans : *Æther*, 2018 (2), p. 1-16.

²⁹⁶ University of Bradford. Archives de la Direct Action Committee Against Nuclear War, CWI/DAC/5/7/1. Lettre de Véra Hamers-Camatta à April Carter, 25 août 1959.

n'expose pas clairement l'objet de l'opposition, dans lequel gît « *la véritable difficulté*²⁹⁷ ». Cette action est-elle antinucléaire ou anticolonialiste ?

En France, une ethnologue tente de se mobiliser contre les essais au Sahara, et d'intercéder auprès de la STP. Originnaire de la petite aristocratie bretonne, Odette du Puigau (1894 - 1991) fait ses débuts comme journaliste à 35 ans. Elle voyage en Mauritanie, alors une colonie de l'Afrique-Occidentale Française, et se rend dans le Sahara en 1933. D'abord marginalisée par le monde académique, elle est repérée par le naturaliste Théodore Monod qui devient son mentor. Dans les années 1950, elle s'investit dans les débats à propos de la décolonisation du Sahara, et réalise plusieurs terrains d'études dans le Sahara²⁹⁸. En 1958, Monod la charge de faire circuler une pétition contre les essais afin de mobiliser les universitaires français²⁹⁹. L'implication du naturaliste dans l'opposition aux expérimentations sahariennes n'est pas encore claire, ses archives au Muséum d'Histoire Naturelle ne faisant pas mention de cet épisode³⁰⁰. La biographe d'Odette du Puigau attribue son engagement contre les essais à une volonté de préserver les cultures sahariennes qu'elle étudie³⁰¹. Pour l'ethnologue, les projets atomiques français sont la promesse d'une déstructuration d'un

²⁹⁷ *Ibid.*

²⁹⁸ Entre 1956 et 1960 elle s'attelle à la réalisation d'un ouvrage ethnographique sur les Maures. Monique Vérité, *Odette du Puigau : Une Bretonne au Désert*, Petite Bibliothèque Payot, 2012.

²⁹⁹ Dans une lettre à André Ulmann, directeur du journal *La Tribune des nations*, du Puigau raconte que la pétition est un échec, qu'elle justifie en expliquant que le monde scientifique suit une « consigne de silence » de l'État. BNF. Fonds O. du Puigau, IFN-9068529. Lettre d'Odette du Puigau à André Ulmann, 28 octobre 1958.

³⁰⁰ Il participera à de nombreuses actions non-violentes contre des sites nucléaires à partir des années 1970, et sera un fervent défenseur des militants de Greenpeace dans les années 1990 : « *Théodore Monod nous a énormément soutenus, il connaissait du monde et était respecté, écouté. Il est allé au ministère de l'intérieur pour demander notre libération après l'arraisonnement du navire.* » Entretien avec Alain Connan, capitaine du Rainbow Warrior pendant l'action à Moruroa en 1990, décembre 2020.

³⁰¹ « Dans un même mouvement, elle déclare que la colonisation a failli. Ce système n'a pas tenu les promesses dont elle l'avait doté, à savoir préserver l'authenticité des cultures traditionnelles. Elle se rallie alors au camp des anticolonialistes et milite pour l'indépendance de l'Algérie, contre les essais nucléaires dans la région de Reggane en Algérie et contre les diverses entreprises néocoloniales. » Monique Vérité, *Odette du Puigau, une bretonne au désert*, Payot, 2001.

mode de vie nomade qu'elle idéalise³⁰². Lorsqu'elle se rapproche du gouvernement marocain, et encourage leurs protestations, elle semble défendre un agenda personnel, et notamment 'son' terrain d'étude. Dans ses échanges avec Si Horma ould Babana, directeur des affaires du Sahara au ministère de l'Intérieur du Maroc, l'ethnologue proteste contre l'utilisation de main-d'œuvre locale sur les sites, et affirme son attachement au Sahara où elle a « *découvert une forme sociale et un genre de vie* » qu'elle « *regrette chaque jour*³⁰³. »

Du Puigauveau tente d'alerter la presse et les mouvements contre la bombe en France. Elle fait parvenir des cartes du Touat où elle souligne la présence d'oasis au leader de la communauté non-violente de l'Arche, Lanza del Vasto. Mais celui-ci répond qu'il doute encore que les essais se dérouleront à bien Reggane, et pas aux îles Kerguelen³⁰⁴. Du Puigauveau perd patience, répond que « *ce seront donc les étrangers, Anglais, Américains, Africains libres, Orientaux délégués à l'ONU qui avertiront les Français et secoueront leurs inerties*³⁰⁵. » Cet épisode la pousse à aider les activistes anglais de la Sahara Team Protest (STP). Elle ouvre son carnet d'adresse à April Carter, lui propose des contacts au Maroc et en Mauritanie, mais la militante anglaise, consciente des revendications territoriales du gouvernement marocain sur le Sahara, reste prudente, et lui demande surtout d'établir des liens avec des militants en France³⁰⁶. Les réticences de militants français non-communistes se fixent sur les liens que la STP entretient avec des réseaux anticolonialistes. En effet, le mouvement français repose sur une base de pacifistes que Rob Skinner qualifie de « *conservateurs*³⁰⁷ ». Du Puigauveau parvient à trouver des soutiens au sein du Mouvement de la Paix³⁰⁸. Mais Carter reste sur ses gardes, et souligne les ambiguïtés du militantisme communiste. Elle refuse une telle alliance et écrit à l'ethnologue :

³⁰² Jeanne Sébastien, « Des chameaux et des hommes : les voyages d'Odette du Puigauveau en Mauritanie (1933-1961) », thèse pour le diplôme d'archiviste paléographe sous la direction de Christophe Gauthier, École nationale des chartes, Paris, 2019.

³⁰³ BNF. Fonds O. du Puigauveau, IFN-9068529. Lettre d'O. du Puigauveau à Si Horma ould Babana, directeur des affaires du Sahara, Ministère de l'Intérieur, Rabat, 24 août 1958.

³⁰⁴ BNF. Fonds O. du Puigauveau, IFN-9068529. Lettre d'O. du Puigauveau à Lanza del Vasto, 25 septembre 1959.

³⁰⁵ *Ibid.*

³⁰⁶ BNF. Fonds O. du Puigauveau, IFN-9068529. Lettre d'A. Carter à O. du Puigauveau, 12 octobre 1959.

³⁰⁷ Rob Skinner, « Bombs and Border Crossings: Peace Activist Networks and the Post-colonial State in Africa, 1959–62 », *Journal of Contemporary History*, 50(3), 2015, p. 418–438.

³⁰⁸ BNF. Fonds O. du Puigauveau. IFN-9068529. Lettre de April Carter à Odette du Puigauveau, 2 décembre 1959.

« Bien que je n'aime pas cette 'chasse aux sorcières' et que je connais plusieurs individus communistes très sincères et agréables, je pense qu'il y a un problème lorsque le but avoué des communistes est d'utiliser les organisations à leurs propres fins³⁰⁹. »

L'ethnologue tente d'effectuer un travail de passeur, mais les contacts qu'elle propose à Carter ne conviennent pas pour des raisons politiques. Finalement, deux français acceptent de participer à l'expédition, Esther Peter-Davis, qui fait ses débuts dans le militantisme antinucléaire, et Pierre Martin, un objecteur de conscience qui connaît bien l'Algérie, où il réalise alors une mission pour l'UNESCO³¹⁰. Martin note dans un communiqué que sa présence, et celle de Peter Esther, empêche que la STP ne « *dégénère en une violente campagne contre la France*³¹¹ ». Mais ils se trouvent dans une position complexe, soupçonnés par des leaders africains d'être des espions, tout en étant surveillés de près par les autorités françaises³¹².

³⁰⁹ « Whilst I dislike this 'witch hunting' and I know several individual Communists who are very sincere and pleasant people, I think there is a problem when the avowed aim of the Communists is to use organisations for their own ends ». BNF. Fonds O. du Puigauveau. IFN-9068529. Lettre de April Carter à Odette du Puigauveau, 2 décembre 1959.

³¹⁰ Peter Esther Davis se distinguera par la suite dans la lutte contre la centrale nucléaire de Fessenheim. « Celle qui a toujours dit non au nucléaire », *Sept*, 16 février 2017.

³¹¹ BNF. Fonds O. du Puigauveau, IFN-9068529. « Communiqué à l'usage des amis intéressés par l'Action Non-Violente », 23 décembre 1959.

³¹² Christopher Hill, « The activist as geographer », *Journal of Historical Geography*, n°64, 2019, p. 45.



Membres de la Sahara Team Protest au Ghana, avec la française Esther Peter-Davis au centre, janvier 1960. SHD GR 1H 2017.

La campagne militante de la STP débute en novembre 1959 à Accra. Bill Sutherland et Bayard Rustin se reposent sur une opinion publique africaine sensible à leur positionnement contre la présence française au Sahara³¹³. La STP projette de partir d'Accra, passer la frontière de l'Afrique-Occidentale Française (AOF) puis de traverser le Sahara, guidés par des cartes fournies par Odette du Puigaudeau³¹⁴. Ils explorent plusieurs options, organisent un convoi de camions, puis tendent de franchir la frontière à pied, mais ils sont constamment

³¹³ Abena Dove Osseo-Asare, *Atomic Junction : Nuclear Power in Africa after Independence*, Cambridge University Press, 2019, p. 27.

³¹⁴ Christopher Hill, « The activist as geographer: nonviolent direct action in Cold War Germany and postcolonial Ghana, 1959–1960 », *Journal of Historical Geography*, Volume 64, 2019, pp. 36-46. Vincent Intondi, *African Americans Against the Bomb: Nuclear Weapons, colonialism and the black freedom movement*, Stanford University Press, 2015.

refoulés par l'armée française³¹⁵. Le rapport militaire de la mission de surveillance 'Fouine' autour du site de Reggane relève en décembre que « *ni les journalistes ni les protestataires du Ghana ne se sont livrés au rush redouté* », et conclut que la constitution d'une 'Caravane de la Paix' qui se dirigerait vers le Centre Saharien d'Expérimentation Militaire au moment du tir a été évité³¹⁶.

Finalement, si l'action ne peut être menée, la STP permet un rapprochement des luttes antinucléaires, anticolonialistes et contre le racisme. Néanmoins, la lutte non-violente ne fait pas l'unanimité au sein des penseurs de l'anticolonialisme. Le psychiatre et militant Frantz Fanon suit de près les actions non-violentes contre les essais, et souligne leur manque d'efficacité dans l'argumentaire de son ouvrage de référence, *Les damnés de la terre*. L'intellectuel anticolonialiste y écrit ainsi : « *Voici, par exemple, que la France expérimente en Afrique ses bombes atomiques. Si l'on excepte les motions, les meetings et les ruptures diplomatiques fracassantes, on ne peut pas dire que les peuples africains aient pesé, dans ce secteur précis, sur l'attitude de la France*³¹⁷. » Avant tout, Fanon soutient la lutte armée des africains pour leur souveraineté, qu'il désigne comme meilleure parade aux projets atomiques français.

La STP nous semble permettre aux participants de ramener avec eux des savoirs et pratiques au sein de leurs communautés respectives. Bayard Rustin fait une rétrospective de l'action contre les essais français dans le journal du War Resistance League en 1960, et écrit que « *la Sahara Team Protest reste le projet non-violent le plus significatif*³¹⁸ ». La DAC réalise quant à elle sa dernière manifestation en 1961, avant une déstructuration de l'organisation qui rejoint le Committee of 100, un mouvement anti-guerre appelant à une désobéissance civile radicale de masse³¹⁹. La secrétaire de la DAC, April Carter prend le poste de secrétaire du

³¹⁵ Jean Allman, « Nuclear Imperialism and the Pan-African Struggle for Peace and Freedom: Ghana, 1959–1962 », dans: Marable Manning, Agard-Jones Vanessa, *Transnational Blackness: Navigating the Global Color Line*, Macmillan, 2008, pp. 333 - 354.

³¹⁶ SHD. GR 1 H 2017. Dossier 2 : protection des expériences Gerboises. Opération Fouine. Sécurité des champs de tir de Reggan, 1959 – 1960. « Défense aérienne de Reggan », 3 décembre 1959.

³¹⁷ Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Maspero, 1961, p. 61.

³¹⁸ Bayard Rustin, « The significance of the Sahara Project », *WRL News*, janvier 1960, p. 2-3. Cité par Vincent J. Indonti, op. cit.

³¹⁹ L'organisation est alors reprise en main par des anarchistes, conduisant à une scission des figures de la lutte après la formation des Spies for Peace, un groupe d'activistes qui s'introduit sur une base militaire anglaise en

journal militant *Peace News* en 1961, et contribue à développer la non-violence au sein du mouvement anglais contre la bombe³²⁰.

La présence de passeurs expérimentés permet ainsi de regrouper des réseaux, et d'initier des expériences collectives qui deviennent des héritages dans les répertoires de pratiques. Ainsi, le savoir-faire de précédents réseaux, comme la pratique de la désobéissance civile, peut être remobilisé dans leurs communautés respectives, comme dans la lutte contre la centrale nucléaire de Fessenheim dans laquelle s'engage la militante française Esther Peter-Davis³²¹.

Un opposant aux essais dans le Pacifique contacte du Puigauveau en 1970. Jean Toulat est un prêtre et militant non-violent, auteur d'un ouvrage contre la bombe où il appelle à renouer avec « *le principe évangélique de non-violence*³²² ». Toulat lui demande des informations sur Reggane, car les autorités affirmaient que le site était inhabité au moment des premiers tirs : « *En tant qu'ethnologue, n'avez-vous pas des raisons d'en douter ?*³²³ ». La chercheuse, qui travaille désormais au ministère des Affaires Culturelles du Maroc, s'empresse de répondre : « *Les gens dont c'était le rôle ont mis dans la tête du public l'idée que l'affaire se passerait en 'plein désert', au milieu du Tanezrouft, comme on nous dit à présent que la Polynésie est inhabitée*³²⁴. » Trois ans plus tard, Toulat rejoint le *Fri*, un navire venu protester aux abords de Moruroa, où il retrouve un pasteur non-violent Français, Gilbert Nicolas, recruté dans l'équipage néo-zélandais via un petite annonce dans le journal anglais *Peace News*³²⁵.

Les actions de la STP popularisent les répertoires de pratiques non-violents, et constituent des héritages dans un monde militant globalisé. Leurs réseaux sont réutilisés pour d'autres actions, comme celle du *Fri* en 1973, qui mobilise les connexions entre les mouvements non-

1963 afin de publier des documents secret-défense volés pendant l'action. Samantha Jane Carroll, '*Fill the Jails*': Identity, Structure and Method in the Committee of 100, 1960 – 1968, DPhil thesis, University of Sussex, 2010. Natasha Walter, « Protest in an age of optimism: the 60s anarchists who spilled nuclear secrets », *The Guardian*, 13 avril 2013. « Danger! Official Secret RSG-6 », Committee of 100, juillet 1963.

³²⁰ Andrew Rigby, Rogers, Paul Rogers, « Obituary: April Carter (1937-2022) », *Journal of Resistance Studies*, 8 (2), 2022, p. 134–138.

³²¹ Isabelle Mayault, « Celle qui a toujours dit non au nucléaire », *Sept*, n°17, mai-juin 2017.

³²² Jean Toulat, *La bombe ou la Vie*, Fayard, 1969.

³²³ BNF. Fonds O. du Puigauveau, IFN-9068529. Lettre de Jean Toulat à O. du Puigauveau, le 15 mai 1970.

³²⁴ BNF. Fonds O. du Puigauveau, IFN-9068529. Lettre de O. du Puigauveau à Jean Toulat, le 21 mai 1970.

³²⁵ Gilbert Nicolas, *Un bateau nommé liberté ou la passion selon le capitaine David Moodie*, auto-édition, 1976. Jean-Jacques Servan-Schreiber, Brice Lalonde, Charles Josselin, Jaques de Bollardière, *Le Bataillon de la Paix*, Buchet-Chastel, 1974. Jean Toulat, *Objectif Moruroa*, Robert Laffont, 1974.

violents anglophones. Toutefois, d'autres types de mobilisations se basent sur des communautés locales, de type *grassroot* ou 'partant de la base'. Afin d'illustrer ce type de militantisme, nous examinons deux communautés locales. D'abord les sahariens qui ne semblent pas parvenir à se mobiliser à cause de la domination coloniale et militaire à l'œuvre autour des sites. Un mouvement antinucléaire se développe également en Corse en 1960, suite à un projet d'implanter un site d'essais sur l'île.

2.3 Des oppositions locales, de Reggane à la Corse.

Les contestations locales autour des premiers sites d'essais français demeurent complexes à documenter. Les archives étatiques sur les expériences dans le Sahara sont encore peu accessibles. De plus, l'accès au terrain reste limité pour des raisons politiques³²⁶. Toutefois, des fonds du Service Historique de la Défense suggèrent des oppositions au sein des travailleurs, dont les contours restent encore incertains.

En juillet 1959 à Reggane, les renseignements militaires définissent les menaces venant de pays étrangers pouvant faire intervenir leurs agents « *par des organisations politiques ou subversives, tels le parti communiste et le FLN* » et mettent en garde contre de petits groupes qui pourraient prévoir des opérations de sabotage sur les sites d'essais³²⁷. Les réactions de pays riverains et anglophones sont redoutés par l'armée française, tout comme leur soutien à des réseaux pacifistes soupçonnés d'être phagocytés par des espions étrangers. Le général Challe écrit en avril 1959 :

« Nous admettrons donc que le Bloc Anglo-Saxon et le Bloc Oriental peuvent être tentés de contrecarrer notre projet, en utilisant ses services spéciaux [...] Dès lors, l'adversaire est facile à

³²⁶ Une escorte militaire est obligatoire pour les étrangers dans le Hoggar, le visa est complexe à obtenir, et certaines zones sont interdites d'accès. Des Touaregs du Hoggar nous ont fait part de leurs souvenirs de la période des essais, tout comme de leurs peurs de représailles des autorités algériennes s'ils s'étendaient trop sur des questions politiques et identitaires. La plupart des témoins interrogés ont requis l'anonymat.

³²⁷ SHD. GR 1 H 2017. Dossier 1. Sécurité et protection des centres d'expérimentation militaire au Sahara, 1957 – 1962. Commandement interarmées au Sahara, 3^{ème} bureau, « Instruction concernant la protection du CSEM », 20 juillet 1959.

définir. Il est représenté par le Maroc, le FLN, la Tunisie, les partis communistes français et algériens, encouragés à coup sûr par les blocs russe et anglo-saxon³²⁸. »

S'il exclu une attaque directe, le général évoque la possibilité que le FLN ne vienne « *pourrir* » le Touat en introduisant des groupes de saboteurs chez les travailleurs civils parfois sensibles aux argumentaires marocains qui dénoncent les activités atomiques dans le Touat³²⁹. Au début du mois de février 1960, l'armée française arrête des caravanes à cause de mauvaises conditions météorologiques qui retardent le premier essai. Ce blocage inquiète les renseignements militaires, puisqu'il risque poser des problèmes de ravitaillement dans le Hoggar et le Tidikelt pouvant « *influer sur le comportement de la population du Touat laquelle, bien que restée calme, n'en manifestait pas moins parfois quelques signes d'inquiétudes* »³³⁰. » Néanmoins, nous n'avons pu identifier de sources archivistiques permettant de documenter plus finement ces contestations locales à Reggane.

Dans le cas d'In Ecker, la doctorante Chloë Mayoux exhume des documents du SHD qui attestent que Pierre Messmer a voulu acheter le silence de l'*amenokal*, le souverain des tribus Touaregs Kel Ahaggar³³¹. Les rapports du Colonel Guibaud d'août 1960 rapportent que Messmer fait prévenir l'*amenokal* des projets atomiques pour « *ménager ses susceptibilités* » et prévenir les craintes des Touaregs. Néanmoins, il remarque que certains Touaregs proches de lui sont au courant de polémiques sur les essais en France, notamment sur le projet d'un site en Corse qui provoque des oppositions, et relève que l'*amenokal* « *s'étonne qu'une expérience prétendue aussi inoffensive soit refusée par la Corse* »³³². »

Nous avons pu collecter quelques témoignages sur place en 2019, principalement de descendants de travailleurs des sites, la plupart des anciens employés étant désormais décédés. Youlansar Dachman est un Touareg Kel Ahaggar (de la région du Hoggar) dont le

³²⁸ SHD. GR 1 H 2017. Dossier 1. Sécurité et protection des centres d'expérimentation militaire au Sahara, 1957 – 1962. Général Challe au chef d'Etat-Major et division 'renseignements', « Protection du CSEM », 30 avril 1959.

³²⁹ Ibid. Sur les revendications marocaines sur le Touat : C. R. Pennell, *Morocco: From Empire to independence*, Oneworld, 2003.

³³⁰ SHD. GR 1 H 2017. Dossier 2 : protection des expériences Gerboises. Opération Fouine. Sécurité des champs de tir de Reggan, 1959 – 1960. « L'opération Fouine au Sahara, 5 janvier – 14 février 1960 ».

³³¹ Chloë Mayoux, « Soutien britannique aux essais français pendant la décolonisation africaine (1959-60) », *Relations Internationales*, août 2023.

³³² SHD. GR 1 H 4767. Colonel Guibaud, Chef du cabinet militaire, note à l'attention du Directeur de Cabinet du Ministère du Sahara, 16 août 1960.

père et l'oncle ont travaillé pour le CEA en 1962 : « *Il n'y avait pas l'idée de se rebeller contre les militaires français, on travaillait pour eux, ou bien on se cachait d'eux. Mais les Touaregs n'étaient pas favorables au FLN*³³³. » Dans le Hoggar, les renseignements militaires soulignent que l'organisation féodale des Touareg et leur isolement vis-à-vis de l'espace tellien les tiennent « *à l'écart de l'esprit subversif que le FLN entretient.* » Ils relèvent ainsi que les chefs tireraient des « *avantages importants* » de la présence française :

« On peut donc tenir pour assuré que les Touareg et leurs chefs ne donneront aucune aide à une tentative d'infiltration du FLN ayant pour but de saboter les installations d'In Ekker. On peut même compter sur la collaboration efficace de la hiérarchie Touareg pour renseigner les autorités françaises, à condition que celles-ci mettent clairement l'Aménokal en face de ses responsabilités³³⁴. »

Ce positionnement hostile au FLN n'empêche pas l'*amenokal* de protester auprès des autorités de Tamanrasset. N'ayant pas été informé de l'installation du site, il leur fait remarquer que le centre de cultures d'In M'Guel, fort de 370 habitants, 80 jardins et 1000 palmiers, pourrait subir des pénuries d'eau à cause des importants pompages réalisés par l'armée³³⁵. Les autorités s'abstiennent de le tenir informé des expériences prévues, afin de prévenir les contestations touarègues. La déstructuration du modèle sociétal des Touaregs du Hoggar est déjà amorcée depuis la bataille de Tit et la colonisation du Sahara³³⁶. Néanmoins, l'introduction du salariat par l'emploi de travailleurs locaux sur les sites d'essais précipite le déclin du système de troc et cause de multiples bouleversements socio-économiques³³⁷.

Chez les acteurs du CEA présents sur les sites, l'aventure atomique suit son cours dans le désert. Dans les mémoires du physicien Yves Rocard, maître d'œuvre des premiers essais, il fait état d'une atmosphère tendue sur le site de Reggane, et rapporte avoir senti « *l'Algérie se*

³³³ Entretien avec Youlansar Dachman, janvier 2019.

³³⁴ SHD. GR 1 H 2017. Dossier 1. Sécurité et protection des centres d'expérimentation militaire au Sahara, 1957 – 1962. Commandement interarmées au Sahara, section renseignements, « Etude des menaces possibles sur le centre d'Expérimentations militaires des Oasis (In Ekker) », 26 octobre 1960.

³³⁵ *Ibid.*

³³⁶ Jeremy Keenan, *The Lesser Gods of the Sahara: Social Change and Indigenous Rights*, Routledge, 2004.

³³⁷ Il permet un affranchissement économique des *iklan*, des esclaves descendants de populations subsahariennes. Leur émancipation précipite la disparition du système de métayage sur lequel se basait le fonctionnement des centres de culture, des oasis cultivés par des *iklan* qui reversaient une partie de leur production aux propriétaires terriens Touaregs d'ascendance noble. Entretien avec des Touaregs de l'oasis d'Idèles ayant requis l'anonymat, (traduction Tamahak - français par Youlansar Dachman), janvier 2018.

*détruire derrière nous, pendant que nous nous agitions sur le terrain*³³⁸. » Il relate également les incertitudes lors du Putsch des Généraux à Alger le 21 avril 1961, précipitant le tir de Gerboise verte sans prendre en compte les conditions météorologiques, afin d'éviter qu'elle ne tombe aux mains des putschistes³³⁹. Le physicien évoque à peine les populations sahariennes, mais explique avoir fait du chantage au général Ailleret pour disposer du matériel de mesure des ondes sismiques en jouant sur un risque de contentieux avec les autochtones³⁴⁰.

Le quotidien des militaires des sites se développe dans le prolongement d'une culture coloniale du Sahara marqué par un imaginaire de conquête militaire et industrielle³⁴¹. De nombreux soldats s'adonnent à des activités touristiques qui participent à l'emprise territoriale de l'État³⁴². La visite de l'ermitage du père Charles de Foucauld, un officier colonial devenu moine, s'assimile à un rituel de passage pour les nouveaux venus sur les sites³⁴³. Le livre d'or de la chapelle de l'ermitage située au sommet de l'Assekrem est rempli de signatures de militaires français, de 1961 à 1967³⁴⁴. Il en est de même pour le village de Mertoutek, avec ses peintures rupestres relevées par Henri Lhote visité par de nombreux militaires³⁴⁵.

³³⁸ Yves Rocard, *Mémoires sans concessions*, Grasset, 1988, p. 230.

³³⁹ Bruno Tertrais, « A 'Nuclear Coup' ? France, the Algerian War, and the April 1961 Nuclear Test », dans: *Nuclear weapons security crises : what does history teach ?*, Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, 2013, p. 25-64.

³⁴⁰ « si par exemple une chamelle vèlait un peu trop tôt et si son petit chameau mourait ils diraient 'c'est l'émotion due au bruit de la bombe' ». Yves Rocard, *Mémoires sans concessions*, Grasset, 1988, p. 236.

³⁴¹ Louis Blin, *L'Algérie du Sahara au Sahel Route transsaharienne, économie pétrolière et construction de l'Etat*, L'Harmattan, 1990. Edward Said, *Culture et impérialisme*, Chatto & Windus, 1993.

³⁴² Un phénomène similaire à ce que soulignent les travaux de Teresia Teaiwa qui développe la notion de 'militourism' dans le cas des essais dans le Pacifique. Teresia Teaiwa, « Postscript: Reflections on Militourism, US Imperialism, and American Studies », *American Quarterly*, vol. 68, no. 3, 2016, pp. 847-53.

³⁴³ Dominique Casajus, « Charles de Foucauld face aux Touaregs », *Terrain*, 28 | 1997, 29-42. Paula Boyer, « En Algérie, dans la lumière de l'Assekrem », *La Croix*, décembre 2018. Entretien avec Louis Bulidon, vétéran d'In Ecker, novembre 2018.

³⁴⁴ Livres d'or conservés dans la bibliothèque de l'ermitage de Charles de Foucauld, Hoggar. Consulté en janvier 2019.

³⁴⁵ Henri Lothe, *Les Touaregs du Hoggar*, Payot 1944. François de Chasseloup Laubat, *Art rupestre au Hoggar, haut-Mertoutek*, Plon, 1938.

Pendant la Guerre d'Algérie, les camps de regroupements de populations et l'omniprésence de militaires limitent les circulations militantes transnationales³⁴⁶. Ce phénomène se perpétue dans le Hoggar après l'indépendance algérienne, à la suite de l'isolement des Touaregs pendant les périodes de révoltes de 1963-64, 1990-96, puis à partir de 2006 avec le conflit dans l'Azawad (nord du Mali)³⁴⁷. Après la fermeture des sites en 1967, ils sont réinvestis par l'Armée de Libération Nationale algérienne, puis utilisés comme lieux d'internements d'islamistes et opposants politiques durant la Décennie Noire (1991 – 2002)³⁴⁸. De nos jours, les rapports entre les Kel Ahaggar et les autorités algériennes restent tendues, du fait des revendications politiques et identitaires de ce peuple vivant entre le Mali, la Libye, le Niger et l'Algérie³⁴⁹.

Les contestations de sahariens semblent limitées par le contexte colonial, et une distance avec des militantismes antinucléaires qui ne parviennent pas à pénétrer au Sahara – comme dans le cas de la Sahara Team Protest. Une mobilisation locale parvient toutefois à faire reculer un projet de site d'essais en Corse en 1960³⁵⁰.

‘Nisun test nucleare in Corsica’ : l’influence du mouvement de l’Argentella dans l’affirmation identitaire corse.

³⁴⁶ Des désaccords sur le Sahara participent à l'échec des premières négociations à Evian en 1961. Mohammed Harbi, Benjamin Stora, *La Guerre d'Algérie 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Robert Laffont, 2004. Sylvie Thénault, *Violence ordinaire dans l'Algérie coloniale. Camps, internements, assignations à résidence*, Odile Jacob, 2012.

³⁴⁷ Jeremy Keenan, *The Lesser Gods of the Sahara: Social Change and Indigenous Rights*, Routledge, 2004.

³⁴⁸ La Décennie Noire est une guerre civile qui oppose le gouvernement algérien à divers groupes islamistes. . Saphia Arezki, « Les camps d'internement du sud en Algérie (1991-1995). Contextualisation et enjeux », *L'Année du Maghreb*, 20 | 2019, p. 225-239. Awel Haouati, « Sahara algérien — des essais nucléaires aux camps de sûreté », *Ballast*, 28 juin 2017 « Reggane et El-Homr / Libération de 150 détenus », *El Watan*, 1er juin 1992. Benjamin Stora, *La guerre invisible : Algérie, années 90*, Presses de Sciences Po, 2001.

³⁴⁹ André Bourgeot, *Les sociétés touarègues. Nomadisme, identité, résistance*, Karthala, 1995.

³⁵⁰ Lors d'une rencontre officielle en avril 1960, le président Eisenhower explique à Charles de Gaulle qu'un passage au souterrain serait préférable pour favoriser les négociations d'un traité de limitation des essais. Le Président français lui répond que des recherches de sites sont en cours « notamment en Corse, où existent nombre de cavernes ». Archives du département d'Etat, Foreign Relations of the United States, 1958 -1960, vol.VII, France, doc. 167. Entretien de Gaulle-Eisenhower, Maison-Blanche, 22 avril 1960.

Le mouvement de l'Argentella, du nom du lieu envisagé comme polygone de tir par l'armée, désigne des manifestations antinucléaires en Corse en 1960³⁵¹. Ces protestations nous semblent marquer les prémices d'une affirmation identitaire corse par la formation d'une nébuleuse de militants. À la frontière de revendications politiques et écologiques, ces mobilisations suscitent la formation d'un réseau qui structure plus tard l'Action Régionaliste Corse, un parti nationaliste.



Manifestation contre le projet de site d'essais nucléaire en Corse, Ajaccio, 1960. *France 3*.

En mai 1960, des rassemblements contre un projet de site d'essais nucléaires secouent la Corse. À Calvi, Bastia et Ajaccio, des manifestants de toutes générations brandissent des banderoles 'Ile de Beauté, non île de ténèbres'; 'Des touristes et non des bombes' ou

³⁵¹ Austin R. Cooper, « The Argentella scandal: why French officials did not make Corsica a nuclear test site in 1960 », *The Nonproliferation Review*, 2023.

encore ‘Pas de Reggane³⁵²’. Dans un entretien de 2008 avec un journaliste, Pierre Billaud confirme que l’île est sérieusement envisagée en 1960 puis « *écartée en raison des populations environnantes*³⁵³ ». En effet, en mars 1960, des élus corses ont vent d’un projet de centre d’expérimentation sur leur île. La rumeur désigne l’Argentella en Balagne, où d’anciennes mines de plomb argentifères sont envisagées pour construire un site d’essais souterrain³⁵⁴. Le risque d’opposition y est déjà anticipé dans un rapport de 1958 expliquant que le désert des Agriates, prospecté en 1956 avec d’autres sites corses, risquerait de susciter une opposition « *du fait de spéculations suscitées par un début d’exploitation des ressources touristiques de l’île, en extension de la Côte d’Azur, surpeuplée d’estivants*³⁵⁵ ».

Lorsque l’information est rendue publique, la polémique monte rapidement. Le gouvernement tient à rassurer les corses à coups de promesses d’un développement économique avantageux pour le tourisme. Rien n’y fait. Pendant trois semaines, un mouvement prend forme, et un Comité Local d’Opposition à l’Argentella réunit rapidement 650 adhérents³⁵⁶. L’opposition populaire très marquée repose sur des populations soudées par une identité insulaire dans un contexte économique difficile, avec un niveau de vie plus bas qu’en Hexagone³⁵⁷.

³⁵² « Il y a 60 ans, les Corses mobilisés contre l’implantation d’un site d’essais nucléaires à l’Argentella », *France 3 Région Haute-Corse*, 09 mai 2019. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/corse/haute-corse/balagne/il-y-60-ans-corses-mobilises-contre-implantation-site-essais-nucleaires-argentella-1666919.html>

³⁵³ Vincent Nouzille, *Des secrets bien gardés : Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents 1958-1981*, Fayard, 2009, p. 47.

³⁵⁴ Austin Cooper, « The Argentella Scanda l: Why France Abandoned Plans to Make Corsica a Nuclear Test Site in 1960 ». Colloque international « Des essais au désert ? Pour une histoire comparée et transnationale des sites d’essais nucléaires », 19 – 21 janvier 2022, MSH-P, UHA-CRESAT, Paris.

³⁵⁵ Des études sur la possibilité de s’installer en Nouvelle-Calédonie sont également menées, mais concluent qu’il serait plus simple de s’implanter en Polynésie car le territoire calédonien peut poser des problèmes, notamment des « *risques de tensions ethniques* ». SHD GR 13 R 1321. Colonel Dutheil, directeur de la Section Technique des Bâtiments, Fortifications et Travaux au Général Commandant Interarmées des Armes Spéciales, « Transmission du rapport du Colonel Forceville, membre de la Commission provisoire de recherches de sites souterrains », 29 novembre 1958.

³⁵⁶ Jean-paul Cappuri, « Comment la Corse a su s’affranchir d’une base nucléaire à l’Argentella », *Corse-Matin*, 14 avril 2010.

³⁵⁷ Marina Casula, « L’identité corse : une relation récursive entre identités et territoires vécus », *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 2(1), 2006, p. 18.

Afin de calmer la contestation, le gouvernement envoie Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier Ministre, et Francis Perrin, haut-commissaire du CEA à Ajaccio pour faire une série d'interventions visant à rassurer l'opinion publique. Guidé par un argumentaire scientifique minimisant les risques radiologiques, Guillaumat déclare le 14 avril que « *la qualité des roches et le volume du massif permettent d'absorber dans des conditions réelles de sécurité, des explosions de faible importance [...] aucune retombée radioactive n'est à craindre*³⁵⁸. » Les bénéfices économiques sont mis en avant, comme ce sera abondamment le cas en Polynésie française. Le journal *L'Humanité* écrit :

« Les Corses demandaient une aide économique au gouvernement. Ce dernier leur offre une bombe atomique. Il semble bien que cette proposition fasse l'unanimité : mais contre elle³⁵⁹. »

Un communiqué officiel vient annoncer que le projet consiste en un centre expérimental atomique souterrain près de Calvi. La nouvelle provoque une vive émotion sur l'île, les élus protestent et la rue se mobilise³⁶⁰. Max Simeoni, co-fondateur de l'Action Régionaliste Corse, parti nationaliste fondé en 1967, témoigne de ce moment : « *C'était pratiquement pour eux un allongement de la saison touristique, on allait avoir des officiers supérieurs et des ingénieurs à hauts salaires en permanence au sud de Calvi et donc ça ne pouvait qu'être bénéfique*³⁶¹. »

Les arguments de Guillaumat ne parviennent pas à convaincre les meneurs de la contestation, résolus à ce que leur île ne soit pas nucléarisée. Des manifestants se rassemblent dans des lieux identitaires : le 2 mai des élus se réunissent à Ponte-Novo, bourg où l'armée corse fut défaite par les troupes françaises en 1769³⁶². Les opposants se cristallisent autour de revendications nationalistes, et un 'Comité Local d'Opposition à l'Argentella' lance un appel à la mobilisation de masse³⁶³. Le lendemain une foule d'environ 10 000 personnes est réunie

³⁵⁸ Lionel Luciani, « Affaire de l'Argentella : quand la France voulait faire de la Corse son laboratoire nucléaire », *France 3 Région Corse-du-Sud*, 29 mai 2020.

³⁵⁹ René Andrieu, « De la Corse à la chambre des Communes », *L'Humanité*, 15 avril 1960.

³⁶⁰ Marina Casula, *op.cit.*, p. 18.

³⁶¹ Lionel Luciani, « Affaire de l'Argentella : quand la France voulait faire de la Corse son laboratoire nucléaire », *France 3 Région Corse-du-Sud*, 29 mai 2020.

³⁶² Delphine Tillard, « La bataille de Ponte Novo », *Socio-anthropologie* [En ligne], 9 | 2001, mis en ligne le 15 janvier 2003, consulté le 2 mars 2023.

³⁶³ Marina Casula, *op.cit.*, p. 19.

à Ajaccio³⁶⁴. Une partie du mouvement se centre autour du Parti Communiste Corse, en lien avec le Mouvement de la Paix³⁶⁵. Pour Edmond Simeoni, l'un des fondateurs de l'Action Régionaliste Corse (ARC), cette décision « fut une première et grande victoire pour la communauté corse tout entière, de l'intérieur et de l'extérieur³⁶⁶ ». Finalement, Michel Debré annonce le retrait du projet par un communiqué officiel le 12 mai³⁶⁷.

Cet événement est intrinsèquement lié à une affirmation du peuple corse, dans un cadre d'une remise en question de l'autorité de l'État³⁶⁸. Le sursaut provoqué par le projet de nucléarisation de la Corse engendre des manifestations qui durent deux mois, et posent la question de l'identité locale. Les manifestations constituent un point de rencontres et d'engagements qui forment une nébuleuse, un début de réseau. La sociologue Marina Casula souligne l'attachement viscéral des corses à leur terre, caractéristique des luttes environnementales et du sentiment d'injustice prégnant dans des territoires considérés comme des périphéries. Elle identifie l'Argentella comme le moment du « premier pas dans l'univers de l'action politique » pour plusieurs figures de l'Action Régionaliste Corse, comme Edmond Siméoni³⁶⁹.

Dans ses mémoires, Siméoni note qu'en 1960 « pour la première fois depuis des décennies, on a vu ressurgir dans les cortèges le drapeau à tête de Maure, on invoquait Pasquale Paoli, le héros de la Corse indépendante³⁷⁰ ». Des symboles politiques s'affichent dans l'espace public lors des manifestations, notamment le drapeau à tête de Maure, symbole identitaire

³⁶⁴ « Il y a 60 ans, les Corses mobilisés contre l'implantation d'un site d'essais nucléaires à l'Argentella », *France 3 Région Haute-Corse*, 09 mai 2019.

³⁶⁵ Austin Cooper, « The Argentella Scanda I: Why France Abandoned Plans to Make Corsica a Nuclear Test Site in 1960 ». Colloque international « Des essais au désert ? Pour une histoire comparée et transnationale des sites d'essais nucléaires », 19 – 21 janvier 2022, MSH-P, UHA-CRESAT, Paris.

³⁶⁶ Edmond Siméoni, *Un combat pour la Corse, entretiens avec Pierre Dottelonde*, Le Cherche-Midi, 2003, p. 34.

³⁶⁷ Austin Cooper, *op.cit.*

³⁶⁸ Deux mobilisations basées sur des injustices environnementales font fermenter le mouvement autonomiste et indépendantiste corse de la seconde moitié du XXème siècle : les manifestations de l'Argentella en 1959, puis le scandale des boues rouges en 1972.

³⁶⁹ Marina Casula, *op.cit.*, p. 17.

³⁷⁰ Edmond Siméoni, *Un combat pour la Corse, entretiens avec Pierre Dottelonde*, Le Cherche-Midi, 2003, p. 33. Sur Pasquale Paoli voir : Peter A. Thrasher, *Pasquale Paoli : An Enlightened Hero 1725-1807*, Hamden, Archon Books, 1970.

corse³⁷¹. La prise de conscience du besoin de défendre un patrimoine commun est nourri d'un profond sentiment d'injustice qui assure par la suite « *le succès de la revendication régionaliste et autonomiste auprès des plus jeunes générations de Corses*³⁷² ». La dimension identitaire se perçoit dans les rues, où s'observent des résurgences de références historiques à la résistance du peuple corse.

Le leitmotiv de l'injustice marque cette mobilisation et constitue un héritage militant inscrit dans les revendications identitaires corses qui fait « *naître un sentiment non plus seulement d'injustice, mais de méfiance durable à l'encontre des gouvernements de la France*³⁷³. » Si la question des dangers de la radioactivité est mise en avant, les argumentaires varient. Pour Siméoni, le risque que la Corse deviennent une cible stratégique prime : « *Il n'y avait pas de dimension environnementale dans ce combat, c'était purement politique. Les Corses ne voulaient pas devenir une cible potentielle en cas de conflit entre l'Amérique et la Russie. Nous étions à l'époque en pleine Guerre Froide et j'ai trouvé que c'était une injustice insupportable*³⁷⁴. »

Le choix de la Corse est conditionné par le rapport au risque et la question de la pollution est traitée de manière différente qu'en Hexagone³⁷⁵. Les rapports des missions de recherche de sites désignent la Corse comme alternative aux sites sahariens après des prospections jugées infructueuses dans les Pyrénées et les Alpes. Un rapport du Colonel Forceville, membre de la Commission provisoire de recherches de sites souterrains de novembre 1958 précise :

« Une étude détaillée pourrait être entreprise [en Corse], en particulier, si le risque de pollution conduisait à renoncer à l'emploi d'un site sur le continent ou si des facteurs supplémentaires militaient en faveur du choix de la Corse (isolement meilleur, surveillance plus facile, considérations psychologiques diverses...)»³⁷⁶. »

³⁷¹ Jean Victor Angelini, *Histoire secrète de la Corse*, Albin Michel, 1977, p. 97. Pierre Antonetti, *Le drapeau à tête de Maure : études d'histoire corse*, La Marge, 1980.

³⁷² Marina Casula, op.cit., p. 19.

³⁷³ Marina Casula, op.cit., p. 20.

³⁷⁴ Lionel Luciani, « Affaire de l'Argentella : quand la France voulait faire de la Corse son laboratoire nucléaire », *France 3 Région Corse-du-Sud*, 29 mai 2020.

³⁷⁵ Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale*, Seuil, 2019.

³⁷⁶ SHD, Vincennes. GR 13 R 1321. « Recherche d'un site fortement protégé » Général de Brigade Aérienne Thiry, Commandant Interarmées des Armes Spéciales à l'Amiral Chef d'Etat-Major de la Marine, objet : « Expérimentations d'engins nucléaires de grande puissance », 9 juin 1961.

Le risque de pollution et les ‘considérations psychologiques’ illustrent l’injustice environnementale visant la Corse. C’était sans compter sur la capacité de mobilisation des insulaires. Le mouvement de l’Argentella paraît conditionner l’anticipation des contestations du prochain polygone d’essais, le Centre d’Expérimentation du Pacifique. Lorsque le mouvement nationaliste contre la bombe se développe en Polynésie, autour des partis indépendantistes, des solidarités se forment entre des territoires français contestés (chapitre 6).

Chapitre 3.

Les résistances à l'implantation du Centre d'Expérimentation du Pacifique.

L'annonce publique de la création du CEP en janvier 1963 suscite des protestations d'élus, de pasteurs et d'acteurs la société civile polynésienne. Dans l'Hexagone, un mouvement contre les armes nucléaires s'est déjà constitué, mais 15.000 kilomètres le sépare des militants de Polynésie, dont les voix sont étouffées par la propagande étatique.

Malgré la distance, des connexions s'amorcent entre militants polynésiens et français. L'implantation du CEP semble toutefois s'imposer comme un état de fait que les opposants ne parviennent pas à freiner. À quels contraintes les passeurs entre ces deux espaces sont-ils donc confrontés ? Quels sont les atouts et fragilités du premier réseau militant franco-polynésien ? Et qu'en est-il des soutiens étrangers, notamment Océaniens, déjà confrontés à de telles expérimentations ?

Dans un premier temps nous examinerons les réactions aux premières rumeurs concernant un site d'essais dans le Pacifique, et les enjeux de la mise en place d'une communauté du renseignement en partie fixée sur les opposants de Polynésie. Ensuite, nous analyserons les caractéristiques d'un réseau antinucléaire en étudiant la structure du Mouvement Contre l'Armement Atomique (MCAA). Cette organisation mène une campagne contre les essais nucléaires à la veille du premier tir de 1966, en lien avec John Teariki, député de la Polynésie française et Albert Schweitzer, Prix Nobel de la Paix.

3.1 La construction du CEP : l'instauration d'un état de fait ?

La mauvaise image des essais influe sur les relations diplomatiques entre la France et les pays proches des sites. La médiatisation des protestations est donc suivie de près par les différents ministères concernées. Ainsi les archives diplomatiques, militaires ou encore du ministère des Outre-Mer contiennent de nombreuses revues de presse sur les réactions

régionales africaines, corses, et, à partir de 1962, océaniques³⁷⁷. Après les vives protestations venant d’Afrique et de Corse, la question des mouvements sociaux s’impose plus nettement dans les critères de sélection du prochain site. En mai 1961, le général Thiry est à la tête du Commandement Interarmées des Armes Spéciales (CIAS), organisme en charge de la mise en œuvre des essais nucléaires. Il identifie la Réunion, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie comme des espaces convenables pour expérimenter la bombe thermonucléaire³⁷⁸.

Ces trois ‘sites lointains’ comportent des avantages et inconvénients – dont les premiers sont les protestations envisagées. Thiry explique que la Réunion est plus proche de l’Hexagone, cependant les pays africains pourraient exercer des « *pressions politiques pour interdire les tirs* ». La Nouvelle-Calédonie est moins éloignée, mais l’Australie et la Nouvelle-Zélande, risquent de prendre la tête d’une opposition - des mouvements contre la bombe y sont déjà vifs, et les pacifistes anglophones communiquent à une échelle transnationale grâce à plusieurs réseaux, comme ceux de la CND, les rencontres syndicales, et des co-présences de militants pacifistes à des sommets internationaux sur le désarmements³⁷⁹. Finalement, la Polynésie, considérée comme éloignée de « *tous les continents* » est alors estimée comme le territoire étant « *peut-être le moins en prise à des campagnes hostiles ou à l’émotion mondiale, encore qu’on ne doive nourrir aucune illusion à cet égard, compte tenu du mode de tir envisagé (contamination du type mondial)*. »

La mention de ‘l’émotion mondiale’ laisse entendre que les oppositions seraient motivées par des sentiments et non un raisonnement rationnel, disqualifiant les argumentaires militants

³⁷⁷ Citons les revues de presse du Centre d’information et de documentation internationale contemporaine conservées aux ANF, la série 19820745/64 sur les réactions aux essais à Reggane et dans le Hoggar (1958 – 1963). Également les vastes revues de presse sur les militantismes et réaction de pays étrangers conservées dans les archives du SHD, - les côtes GR 15 R 115 à 126, du Service d’information et de relations publiques des armées (SIRPA) sur les essais nucléaires, avec un large panel de journaux de droite et de gauche, de 1969 à 1985. De nombreux articles de presse sur les oppositions aux essais en Océanie, Asie et dans les pays andins sont présents dans les fonds du MEAE, comme dans la série 139QO Asie – Océanie, 1956 – 1967.

³⁷⁸ Il est ensuite nommé directeur de la DIRCEN entre 1963 et 1969, un organisme mixte entre le CEA et l’armée. « Si on élimine le Centre de Reggan, bien qu’il eût été normalement utilisable, on constate qu’il n’existe que trois régions du globe de dépendance française où il soit possible d’aménager un site convenable. Ce sont : la Réunion, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie. » Service Historique de la Défense (SHD), GR 13 R 132/1. Général Thiry à Monsieur le Délégué Ministériel pour l’Armement, objet « Choix d’un site pour l’expérimentation aérienne d’engins nucléaires de grandes puissances », 18 mai 1961.

³⁷⁹ Elsie Locke, *Peace People: A history of peace activities in New Zealand*, Hazard Press, 1992. Ralph V. Summy, « Militancy and the Australian peace movement, 1960–67 », *Politics*, 5:2, 1970, p. 148-162.

envisagés. De plus, le fait de considérer la Polynésie comme un espace loin de « *tous les continents* » suggère que l'Océanie n'en est pas un. Parmi les 'avantages' de cette option polynésienne, les décideurs sont ainsi influencés par cette représentation d'un isolement peu propice à des contestations. Des discriminations à l'égard des polynésiens se dévoilent ainsi dans la construction d'un imaginaire du vide, qui viendrait justifier la militarisation de leur environnement sans leur consentement, à l'image d'autres peuples autochtones habitant des déserts ou océans³⁸⁰.

Une anticipation des contestations polynésiennes (1962 – 1963).

Tandis que la liste des sites potentiels s'affine à la fin de l'année 1961, le choix de la Polynésie s'affirme³⁸¹. La possibilité d'installer un polygone de tir dans le Pacifique est évoquée à l'Assemblée Nationale le 24 octobre 1961³⁸². Les débats sur le budget des territoires d'outre-mer offrent à Maurice Lenormand, député autonomiste de Nouvelle-

³⁸⁰ Valerie L. Kuletz, *The Tainted Desert : Environmental and Social Ruin in the American West*, Routledge, 1998. Hayes Peter, Zarsky Lyuba, Bello Walden, *American Lake. The Nuclear Peril in the Pacific*, Penguin Books, 1986.

³⁸¹ Des études discrètes sont menées dans les territoires ultramarins envisagés en novembre. SHD, GR 13 R 132/1. Général Thiry à Monsieur le Délégué Ministériel pour l'Armement, « Recherche d'un site pour expérimentation d'engins nucléaire », 30 novembre 1961. Le 26 décembre 1961, Thiry demande au Chef d'Etat-Major Général de la Marine d'explorer les possibilités de l'atoll de Moruroa, et de convier des officiers de Marine qui connaissent la Polynésie « en particulier le Capitaine de Corvette Vallaux qui a effectué le levé de l'atoll en 1951 » au CIAS afin de recueillir davantage de renseignements sur cette région. SHD, GR 13 R 132/1. Général Thiry à l'Amiral Chef d'Etat-Major Général de la Marine, « Recherche de sites lointains pour tirs d'armes nucléaires – Reconnaissance hydrographique », 26 décembre 1961. En janvier 1962, deux commissions sont créées : « sites insulaires » et « sites grand large », suivies de missions de reconnaissances permettant d'éliminer plusieurs options. SHD, GR 13 R 132/1. Général Thiry, Commandant Interarmées des Armes Spéciales à Monsieur le Directeur des Applications Militaires, objet : « Création de deux commissions d'étude pour sites lointains », 5 janvier 1962.

³⁸² Le député de Polynésie française est décédé trois mois auparavant. Il s'agissait de Marcel Oopa, fils du leader politique Pouvana'a Oopa à la tête du parti du Rassemblement Démocratique des Populations Tahitiennes (RDPT). Son remplaçant, John Teariki, du même parti politique, ne s'est pas encore installé à Paris. Sur Pouvana'a lire : Bruno Saura, *Pouvanaa a Oopa, Père de la culture politique tahitienne : biographie*, Au vent des îles, 1998. Jean-Marc Regnault, Catherine Vannier, *Le Metua et le Général : un combat inégal*, Editions de Tahiti, 2009. Jean-Marc Regnault, *Pouvanaa a Oopa, victime de la raison d'État : les documents parlent*, Editions de Tahiti, 2003.

Calédonie, l'occasion de questionner le gouvernement à propos de l'intention « *d'installer prochainement dans notre île une base de missiles et d'autres engins en provenance ou non des installations sahariennes*³⁸³. » Face au déni des députés gaullistes, Lenormand insiste, relève l'importance stratégique prise par les 'Territoires du Pacifique', et souligne qu'un projet de base atomique y inquiète les populations. Mais Louis Jacquinot, ministre des Outre-Mer, clôt le débat : « *Vous pourrez de ma part les rassurer.* »

Le nouveau député de Polynésie, John Teariki, s'installe à Paris le mois suivant, et demande une audience avec Charles de Gaulle, qui lui est refusée. Nous ne saurions déterminer si Teariki souhaitait aborder le sujet du nucléaire, n'ayant pas pu identifier ses archives personnelles. D'après Pierre Bas, chargé de mission présidentiel, le député compte alors demander la libération de Pouvana'a Oopa, leader politique emprisonné depuis 1959³⁸⁴. Bas rejette la demande du député, estimant qu'un retour du *metua* en Polynésie serait « *à l'origine de troubles* », sans mentionner le projet de site d'essais, thématique qui n'apparaît pas implicitement dans les archives Foccart que nous avons consultées pour l'année 1961³⁸⁵.

Les recherches du CIAS dans le Pacifique s'affinent au mois de février 1962. Une mission de reconnaissance est effectuée en Nouvelle-Calédonie, définitivement écartée car sa situation politique « *confuse* » risquerait « *d'évoluer défavorablement à l'annonce d'expérimentations nucléaires*³⁸⁶ ». Ainsi, les tensions sociétales en Nouvelle-Calédonie

³⁸³ Lors de ce débat, Louis Jacquinot, ministre des Outre-Mer fait un exposé sur le développement économique de la Polynésie, l'agrandissement du port de Papeete et l'ouverture aéroport de Fa'a'a aux liaisons internationales. Assemblée Nationale, Compte rendu intégral de la 20ème séance. 2ème séance du Mardi 24 Octobre 1961 (2872).

³⁸⁴ ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Lettre de Pierre Bas, chargé de mission au secrétariat général de la Présidence de la République, à Georges Galichon, directeur de cabinet du Président de la République, novembre 1961.

³⁸⁵ Notons cependant que de nombreuses archives sont retirées des fonds Foccart, et remplacés par des 'signets', des feuilles vierges.

³⁸⁶ Les critères de sélection soulignés sont les possibilités de faire des mesures de précision, un accès maritime convenable, la possibilité d'installer une base aérienne, et la « satisfaction aux nécessités de la sécurité contre les retombées radioactives et aux exigences politiques qui en découlent ». Le site désigné est finalement celui des Gambier – Tuamotu Sud, où des points zéro peuvent être installés « à Mururoa peut-être à Temoe, Fangataufa, Maria, Marutea. L'île Mangareva peut servir de base arrière. » Le Lieutenant-Colonel Payen explique que la sécurité contre les retombées radioactives ne semble « pas poser de problème délicat. » Pendant cette même réunion, Thiry admet pourtant une large incertitude. En effet, la question ne peut être examinée, car le CIAS ne dispose pas des données météorologiques permettant de faire une prévision des zones à risques : « Mangareva

semblent participer à l'élimination de cette option, tandis que la situation politique stable en Polynésie française paraît conforter ce choix. Le général Thiry retrace les « *grandes lignes du voyage* » permettant d'éliminer d'identifier le sud des Tuamotu comme un espace « *d'un usage assez souple*³⁸⁷ ». Rien n'est encore officiel, et pourtant à Tahiti, l'on s'inquiète déjà des expériences nucléaires, mais américaines.

L'année 1962 est celle du record d'essais nucléaires, et de la crise des missiles de Cuba³⁸⁸. Face à l'urgence, le mouvement international contre la bombe se mobilise autour du Traité d'Interdiction Partiel des Essais Nucléaires (TIPEN), interdisant les expériences dans l'espace, l'océan et l'atmosphère³⁸⁹. Le 19 avril à Tahiti, l'Assemblée Territoriale (AT) émet le vœu que le gouvernement français intervienne auprès des Américains pour cesser les tirs atomiques à Kiritimati (Christmas)³⁹⁰. Le 21 avril 1962, le professeur Jamet du CEA réalise une conférence sur les essais nucléaires et la question des retombées à Tahiti³⁹¹. Il vante la mise en place d'un réseau d'observation de protection en Polynésie « *grâce à l'aide de la Métropole* ». Ce qui nous semble être le premier discours sur la bombe propre formulé à Tahiti se termine alors par un argument anti-indépendantiste :

ne risque pas de recevoir de retombées sérieuses de Mururoa (240 nautiques) pourvu que l'on tire à une altitude suffisante. Des risques de pluies radioactives sont cependant toujours possibles, mais elles n'apporteront pas un surcroît de radioactivité important. Ces études seront poursuivies lorsqu'on disposera de données météo assez nombreuses. » Au cours de cet échange, Jean Viard, chef du département des essais du CEA, demande que l'on évite de trop contaminer l'atoll étant donné les faibles superficies disponibles. SHD, GR 13 R 132/1. « Compte-rendu de la réunion du 22 mars 1962 de la commission n°1 (sites insulaires) ».

³⁸⁷ *Ibid.*

³⁸⁸ 178 essais sont réalisés en un an, dont 96 par les États-Unis, et 79 par l'Union soviétique. Nations Unies, <https://www.un.org/fr/observances/end-nuclear-tests-day/history>

³⁸⁹ Le TIPEN est signé par les États-Unis et l'URSS en 1963, mais pas par la France, qui projette de réaliser des essais aériens afin d'expérimenter sa bombe thermonucléaire. Archives de l'ONU en ligne. Recueil des traités « Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau », 2020, <https://treaties.un.org/>. Georges Fischer, « L'interdiction partielle des essais nucléaires », *Annuaire français de droit international*, 1963.

³⁹⁰ Jean-Marc Regnault, *La France à l'opposé d'elle-même. Essai d'histoire politique de l'Océanie*, Editions de Tahiti, 2014.

³⁹¹ *Ibid.* Il cite le cas des marins japonais brûlés en 1954 après les essais à Bikini, explique que ce cas est exceptionnel, que les polynésiens n'ont pas à craindre contamination des poissons.

« Ne devons-nous pas en tirer un enseignement ? Seul le fait d'appartenir à une grande nation permet à ses membres, dans un cas semblable, d'être protégés, alors qu'un petit pays indépendant, livré à ses seules forces et à ses maigres ressources, n'a alors à attendre que la protection illusoire d'une ONU dont la bonne volonté est fréquente mais dont on a vu maintes fois les mésaventures et les déboires³⁹². »

Une seconde reconnaissance a lieu au mois de mai, où le CIAS estime que « *Mururoa est acceptable comme champ de tir*³⁹³ ». Le même mois, le pasteur Henri Vernier, président de l'Église Évangélique de Polynésie Française, encore sous la coupe de la Mission de Paris, s'insurge contre les essais dans le Pacifique. Dans le journal de l'Église, il fustige le président Kennedy, relevant qu'il utilise la représentation d'un continent constitué « *d'une large ceinture d'océan inhabité* » pour polluer le Pacifique et mettre en danger ses habitants³⁹⁴. Le pasteur mentionne les condamnations régulières des essais par le Conseil Œcuménique des Églises (COE), puissance organisation interconfessionnelle qui vient de se doter d'une branche océanienne, la Pacific Conference of Churches – une organisation qui deviendra un hub des circulations antinucléaires dans le Pacific Sud (chapitre 8).

³⁹² « Notes prises après la conférence du Dr Jamet », 21 avril 1962. Moruroa.org. <http://moruroa.assemblee.pf/medias/pdf/S%C3%A9nateur%20G%C3%A9rald%20Coppenrath%20et%20la%20conf%C3%A9rence%20du%20Dr%20Jamet%201962.pdf>

³⁹³ Un expert du CEA, Mr Imbert, réalise alors des estimations des modes d'expérimentations possibles, sur la « base de renseignements obtenus des Américains ». Les systèmes de tirs seront d'abord réalisés sur barge avec de passer à la technique du ballon, moins polluante, mais trop complexe à mettre en place techniquement dans un premier temps. D'autres atolls sont rapidement prospectés, comme Fangataufa, Maria et Marutea Sud. SHD, GR 13 R 132/1. CIAS, « Compte-rendu de la réunion du 27 juin 1962 de la Commission n°1 (sites insulaires) ».

³⁹⁴ Henri Vernier, « Pentecôte à l'heure de Christmas, ou la bombe de Dieu », *Vea Porotetani*, mai 1962, p. 1.



Une du journal de l'Église Évangélique de Polynésie Française, *Vea Porotetani*, mai 1962.

Tandis que le choix des Français s'apprête à s'officialiser, les élus polynésiens s'inquiètent toujours à propos des expériences à Kiritimati. Le 20 juin, le ministre des Affaires Etrangères répond à une question écrite du sénateur Coppenrath transmettant les inquiétudes de l'AT à propos des essais américains, et se voit répondre que le CEA vérifie constamment que la radioactivité ambiante ne dépasse pas les seuils admis par les organisations internationales compétentes³⁹⁵. Le ministre des Armées Pierre Messmer annonce que les essais se poursuivraient sans doute dans le Pacifique où un site « *est en cours de repérage* » le lundi 9 juillet lors d'une conférence de presse³⁹⁶. Messmer va ainsi curieusement à l'encontre de la consigne de silence qui semble encore régner, suggérant une piètre coordination de la communication étatique. Deux jours plus tard, le général Thiry fait parvenir une fiche

³⁹⁵ Sénat, CR de la séance du 19 juin 1962. (réponse à la question du sénateur Coppenrath du 26 avril).

³⁹⁶ L'information est diffusée par la presse le 11 juillet 1962. G.C, « Annoncés lundi par M. Pierre Messmer, les projets français d'expérience nucléaire dans le Pacifique avaient été longtemps démentis », *Combat*, 11 juillet 1962.

estampillée ‘très secret’ au délégué Ministériel pour l’Armement, justifiant « *les raisons du choix de la Polynésie*³⁹⁷ ». L’après-midi même, Gérald Coppenrath réalise un discours au Sénat, affirmant son opposition à un tel projet, et souligne que la mission militaire ‘discrètement’ menée aux Iles Gambier ne l’a pas tant été. Il rappelle alors l’émotion suscitée par les essais américains quelques mois auparavant :

« Tout ce que la France a dépensé de son argent et de son cœur pour le territoire que je représente risquerait d’être définitivement compromis si, dans l’éventualité envisagée ces jours-ci par M. le ministre des armées, un polygone d’essais nucléaires était aménagé en Polynésie. [...] Cela impliquerait des transferts des populations, car il est évident qu’il faudrait que plusieurs centaines au moins de personnes abandonnent leurs terres. Ce ne sont pas des nomades à qui on peut demander d’aller un peu plus loin, ce sont des gens accrochés à leur sol. [...] la construction d’un polygone d’essais nucléaires en un point quelconque se heurterait à une véritable résistance des populations³⁹⁸. »

En soulevant la question des conséquences sociales et du rapport à la terre, il met en avant le lien entre les autochtones et leur environnement, préfigurant le développement de leur rhétorique antinucléaire (chapitre 9). La création du Centre d’Expérimentation du Pacifique (CEP) est finalement actée par le Conseil de Défense du 27 juillet³⁹⁹. En septembre *Le Monde* reprend l’article d’un journal de Honolulu annonçant la construction d’un centre d’essais atomique « *dans l’île de Mangavéna, à 1600 kilomètres au sud-est de Tahiti*⁴⁰⁰ ». Une information que le ministère des armées refuse alors de commenter, retardant au maximum l’annonce officielle⁴⁰¹. Une délégation d’élus de Polynésie doit alors se rendre à Paris afin de

³⁹⁷ SHD, GR 13 R 132/1. Général Thiry, commandant Interarmées des Armes Spéciales au Délégué Ministériel pour l’Armement, objet : « Sélection des sites nucléaires possibles », 11 juillet 1962.

³⁹⁸ Il suggère que les îles non-habitées Kerguelen ou de Clipperton seraient moins problématiques, puisqu’elles ne posent « pas de question de populations autochtones ». Sénat, CR de la séance du 11 juillet 1962. https://www.senat.fr/comptes-rendus-seances/5eme/pdf/1962/07/s19620711_0877_0907.pdf

³⁹⁹ « Au Conseil de défense du 27 juillet 1962 qui arrête le choix de la Polynésie ». Renaud Meltz « Pourquoi la Polynésie ? », dans: Renaud Meltz, Alexis Vrignon, *Des bombes en Polynésie*, Vendémiaire, 2021, p. 43.

⁴⁰⁰ Il s’agit de Mangareva, le nom est déformé dans le texte d’origine. « Une base française d’essais atomiques dans le Pacifique ? », *Le Monde*, 18 septembre 1962.

⁴⁰¹ Jean-Marc Regnault relève que le retardement de l’annonce officielle dans les mois qui suivent semblent calmer les protestations des élus. Il souligne notamment qu’il paraît étonnant que le projet de site d’essais à Mangareva, pourtant évoqué dans la presse locale, ne soit pas un enjeu des campagnes électorales de fin 1962. « Ainsi après une période d’inense agitation, alors même que la décision officielle est prise, mais toujours

renégocier le budget alloué au territoire⁴⁰². Quelques jours avant la rencontre, le Gouverneur Grimald, écrit à Jacques Foccart au sujet de la situation économique de la Polynésie française. Il insiste sur les attentes des élus, et les moyens de pression financiers exploitables⁴⁰³. L'annonce de l'implantation du CEP est réalisée le 2 janvier 1963 par Charles de Gaulle en personne, qui promet de vastes contreparties économiques à la délégation. Au lendemain de la rencontre, de Gaulle écrit à son Premier Ministre, George Pompidou :

« Je considère qu'étant donné l'importance éventuelle de la Polynésie, en particulier au point de vue politique et stratégique et, d'autre part, ce que nous allons y faire prochainement comme 'expériences', c'est le moment, pour la France, d'aider plus franchement la Polynésie quant à son équilibre financier et son développement économique et social. Cela signifie essentiellement à mon sens, qu'il y a lieu de lui allouer une subvention de l'ordre de 5 millions pour son budget de cette année⁴⁰⁴. »

De Gaulle note également qu'il serait bon d'offrir davantage de bourse aux étudiants polynésiens, de prendre en charge la rémunération des fonctionnaires métropolitains affectés aux services locaux, tout comme les équipements sportifs du Territoire. « *Tout cela monte, sans doute, à un total non négligeable. Mais je pense que cela en vaut tout à fait la peine* » conclut-il⁴⁰⁵. La création du CEP est marquée par l'urgence de la course aux armements. La première réunion du Comité des Sites Lointain de janvier 1963 fait état de représentants du CEA qui pressurisent les autorités militaires afin de vite remplacer les sites sahariens⁴⁰⁶. Dans

cachée, il semblerait que les oppositions véhémentes se calment. » Jean-Marc Regnault, « Il y a 60 ans... l'annonce du transfert des essais nucléaires », *Pacific Pirates Media*, 3 janvier 2023.

⁴⁰² Celle-ci est conduite par Jacques Tauraa, président de l'Assemblée Territoriale, avec les conseillers Jacques-Denis Drollet, Rudolph Bambridge, Frantz Vanizette, le député John Teariki et le sénateur Alfred Poroi.

⁴⁰³ ANF, Papiers de J. Foccart. Affaires politiques, 1961 – 1965. Charles de Gaulle à George Pompidou, 3 janvier 1963. Gouverneur Grimald, « Note au sujet de la situation économique et financière de la Polynésie Française », note manuscrite, n-d (estimée à fin décembre 1962). Aimé-Louis Grimald, *Gouverneur dans le Pacifique*, Berger-Levrault, 1990.

⁴⁰⁴ ANF, Papiers de Jacques Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Lettre de Charles de Gaulle à George Pompidou, 3 janvier 1963.

⁴⁰⁵ *Ibid.*

⁴⁰⁶ Une possibilité de tirer en Polynésie dès 1965 est mentionnée par le CEA, mais cela nécessiterait de renoncer à de nombreuses mesures, tout en engendrant des complications logistiques et sécuritaires. SHD, GR 13 R 132/1. Procès-verbal de la première réunion du Comité des Sites Lointain, 11 janvier 1963.

ses mémoires, le physicien Yves Rocard approuve le choix des Tuamotus qui laisserait les scientifiques « *travailler dans une relative tranquillité*⁴⁰⁷. »

Cette notion de tranquillité par l'isolement insulaire permet d'entrevoir l'imaginaire accolé à des lieux coloniaux, considérés comme des périphéries où l'État pourrait s'affranchir du droit⁴⁰⁸. La manne financière promise entre ainsi dans la continuité d'un paternalisme économique visant à faire taire des contestations politiques⁴⁰⁹. Toute l'ambiguïté de la relation État-Territoire tient la relation paternaliste, qui peut être analysé comme un système de domination, ou d'interdépendance⁴¹⁰. Il nous semble ici que le système-CEP qui se développe ici s'impose d'abord par la domination (politique, informationnelles et surtout économique). Le contexte colonial accentue le déséquilibre du rapport de force, et les élus nous semblent bien mis devant le fait accompli d'une politique de défense dépassant leurs compétences territoriales⁴¹¹.

Les protestations de l'Assemblée Territoriale ne se font pourtant pas attendre, et des élus de toutes tendances politiques font remonter leurs inquiétudes à l'Assemblée Nationale⁴¹². Afin

⁴⁰⁷ Il précise qu'il ne peut être question d'un site en métropole ou des départements d'Outre-Mer « *petits et très peuplés* », Yves Rocard, *Mémoires sans concessions*, Grasset, 1988, p. 312.

⁴⁰⁸ Rob Nixon, *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*, Harvard University Press, 2011. Max Liboiron, *Pollution Is Colonialism*, Duke University Press, 2021.

⁴⁰⁹ Les mines de phosphates de Makatea sont alors en voie d'épuisement, et la poussée démographique du Territoire nécessite un budget territorial plus conséquent. Les contreparties financières du CEP permettent d'amortir économiquement. Nicholas Hoare, *Re-Mining Makatea: People, Politics and Phosphate Rock*, Thèse de doctorat, Australian Catholic University, 2021.

⁴¹⁰ Pour Annie Lamanthe, les interprétations du paternalisme par les historiens se scindent en deux courants, et relève « toute une série de travaux qui a marqué durablement la vision du paternalisme comme modèle disciplinaire et domination absolue fondée sur une mystification idéologique », puis un second courant « un système d'interdépendance et un ensemble de réponses pratiques à des contraintes. » Annie Lamanthe, « 'Ambiguïtés' d'une relation salariale », dans: *Les métamorphoses du paternalisme: Histoire, dynamiques et actualités*, CNRS Éditions, 2011.

⁴¹¹ Interrogé par une commission d'enquête en 2006, l'ancien conseiller territorial Jacques Denis Drollet présent à la rencontre avec de Gaulle explique que celui-ci menace de mettre en place un gouvernement militaire si les élus s'opposaient au CEP. Témoignage de Jacques Denis-Drollet. Rapport de la Commission d'enquête sur les conséquences des essais nucléaires en Polynésie Française, Assemblée territoriale de la Polynésie française, 2006.

⁴¹² En février 1963, Teariki demande une nouvelle audience à Charles de Gaulle, mais essuie un refus de Foccart. ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Lettre de Teariki à Foccart, 14 février 1963. Lettre de Jacques Foccart à John Teariki, 20 février 1963. Les élus polynésiens sont alors

de rassurer les conseillers territoriaux les moins hostiles au projet, et de les utiliser pour faire de la propagande, le CIAS organise une visite des installations nucléaires d'In Ecker en septembre 1963. D'après le général Thiry, ils reviennent « *particulièrement satisfaits* » et sont invités à s'exprimer dans la presse⁴¹³. Lors de son retour à Tahiti, Tony Bambridge, conseiller privé du Gouverneur issu d'une famille de notables, donne une interview à *Radio-Tahiti*, et insiste sur les précautions prises contre les retombées⁴¹⁴.

Les oppositions à l'installation du CEP sont suivies de près par Jacques Foccart depuis son bureau de l'Hôtel de Noirmoutier, où il dirige le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches – qui sera transféré en 1970 au 2 rue de l'Élysée, à l'Hôtel de Kirsch, où se trouve désormais la cellule diplomatique de l'Élysée, pour plus d'efficacité⁴¹⁵. Au milieu des affaires de décolonisations, les notes de renseignement en provenance de Pape'ete s'accumulent. Foccart veille à atténuer les critiques des essais et de la présence française.

L'historien et archiviste Jean-Pierre Bat, menant un travail de recherche dans le cadre de l'ouverture d'un fond Foccart aux Archives Nationales, fait le constat d'une méthode propre à un homme qui maîtrise le domaine du renseignement, la diplomatie et les affaires économiques. Ainsi, ces sources permettent de « *retracer les sociabilités et trajectoires politiques nées de la Seconde Guerre mondiale et de la crise coloniale à travers une génération qui connaît l'apogée de son influence avec la fondation de la Ve République* ». Ses archives permettent de recomposer des réseaux politiques et militants à l'œuvre sur le territoire au début des années 1960. Nous pourrions identifier de nombreux agents et honorables correspondants, notamment des politiciens et notables locaux. Toutefois, Jean-

surveillés, et font l'objet de fiches de renseignements fournies, notant la moindre critique du CEP, ainsi que leurs relations et 'influences'. Une fine manipulation de l'Assemblée Territoriale s'ensuit, avec une mise sous pression des élus hostiles au CEP, accusés d'antigaullisme, voire de sécessionnisme. ANF, Papiers de Jacques Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Dossier 4 : « Fiches de renseignements sur les personnalités de la PF ». Jean-Marc Regnault, *La France à l'opposée d'elle-même*, Les Editions de Tahiti, 2006.

⁴¹³ Jacques Tauraa, et sept conseillers se rendent à Tamanrasset en compagnie du général Thiry. ANF, Papiers de Jacques Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Général Thiry, « Note à l'attention du général de Gaulle au sujet de l'implantation du CEP en Polynésie Française », 17 septembre 1963.

⁴¹⁴ *Ibid.* Son frère est Rudy Bambridge, avocat et politicien pro-gaulliste, qui forme Gaston Flosse aux ressorts de la politique locale. Rudy Bessard, *Pouvoir personnel et ressources politiques : Gaston Flosse en Polynésie française*, Thèse de doctorat en Science politique, sous la direction de Daniel Bourmaud. 2013.

⁴¹⁵ Turpin Frédéric, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique*, vol. 8, no. 2, 2009, p. 85-85.

Pierre Bat avance qu'il s'agirait davantage d'un système d'alliances que d'un réseau⁴¹⁶. Si ses actions dans le Pacifique demeurent peu étudiées, cet architecte de l'influence française en Afrique est omniprésent dans la construction d'une acceptation psychologique du CEP⁴¹⁷. Nous pouvons documenter l'implication de Foccart dans la politique de Polynésie française dès 1957, alors que les anciens Établissements Français d'Océanie, devenus territoires d'Outre-Mer, pourraient accéder à l'indépendance par un référendum d'autodétermination. Lors de l'installation du CEP, il bénéficie déjà d'un réseau d'informateurs à Tahiti lui transmettant des analyses des alliances à l'Assemblée Territoriale⁴¹⁸.

Les papiers de Foccart offrent de nombreux éclairages sur les relations entre l'État et le territoire pendant la période d'installation du CEP⁴¹⁹. Toutefois, elles regorgent de biais archivistiques, avec des représentations parfois alarmistes ou tenant de l'ordre de la

⁴¹⁶ Jean-Pierre Bat, « Les 'archives Foccart' aux Archives nationales », *Afrique & histoire*, vol. 5, no. 1, 2006, p. 189-201. Notons également son ouvrage sur les 'réseaux' de Jacques Foccart : *Les réseaux Foccart : l'homme des affaires secrètes*, Nouveau Monde, 2018.

⁴¹⁷ Dès 1958, Foccart suit de près la délicate affaire de Pouvana'a Oopa, leader du RDPT qui soutient l'autodétermination. Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade et Sylvain Mary (dir.), *Foccart : archives ouverte (1958 – 1974). La politique, l'Afrique et le monde*, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 2017. Sylvain Mary, « De l'empire colonial aux 'confettis de l'Empire' : la Rue Oudinot et le renseignement ultramarin », dans : Olivier Forcade et Sébastien-Yves Laurent (dir.), *Dans le secret du pouvoir. L'approche française du renseignement (XVIIe – XXIe siècles)*, Nouveau Monde éditions, 2019, p. 473-490.

⁴¹⁸ L'on compte des agents de renseignement, le Gouverneur Pierre Angeli, des élus gaullistes et des notables locaux. Le cabinet des Affaires Africaines et Malgaches forme un réseau proche du Gouverneur de Polynésie Française qui est un intime de Foccart. « Quelques membres du 'cabinet' relèvent de la double appartenance puisqu'ils sont à la fois brevetés de l'ENFOM et de l'ENA: Pierre Angeli ». Frédéric Turpin, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique*, vol. 8, no. 2, 2009, p. 85-85.

⁴¹⁹ Dans les fonds consultés, on trouve bien des pochettes scellées, ou des marque-pages signalant des documents retirés du corpus. La masse documentaire reste néanmoins conséquente, et porte sur des sujets sensibles, comme l'implantation psychologique du CEP, la surveillance des opposants et élus ainsi que l'affaire Pouvana'a sur la période 1958 - 1967. Cependant l'on ne retrouve plus de traces des archives Foccart aux ANF après cette période soulevant, comme le faisait remarquer Jean-Pierre Bat, l'enjeu des archives convoitées. Jean-Pierre Bat, « L'œil « invisible » de la République? Chantier archivistique (et archéologique) autour des bureaux d'études », dans : Sémir Al Wardi, Jean-Marc Regnault, Jean-François Sabouret, *L'Océanie convoitée : Histoire, géopolitique et sociétés*, CNRS Éditions, 2017, p. 129-146.

rumeur⁴²⁰. Celles-ci font apparaître une remobilisation de savoir-faire coloniaux, notamment à travers les Bureaux d'Études, des services de renseignement ultramarins composés de militaires formés au renseignement colonial⁴²¹.

L'action de Foccart se traduit par la mise en place d'un système de domination colonial, par sa culture et méthodes héritées d'une expérience dans le maintien de relations de domination au sein d'anciennes colonies africaines⁴²². L'historien Robert Aldrich s'intéressant à la mise en place du CEP note que la fin d'un colonialisme classique n'efface pas la dimension coloniale des liens que la France entretient avec ses territoires d'outre-mer⁴²³. Nous observons ainsi une remobilisation de savoirs coloniaux dans la surveillance des élus et militants, ainsi que dans les discours paternalistes qui tentent de légitimer les essais⁴²⁴.

Les pressions permettant le prolongement d'une telle forme de domination sont également informationnelles⁴²⁵. En mars 1963, Foccart, de Gaulle et le ministre des Outre-mer Jacquinot échangent sur le développement de la presse en Polynésie pour les besoins du CEP. Ils s'organisent pour créer un quotidien national qui lui sera favorable. Foccart écrit à de Gaulle :

⁴²⁰ Karim Boukhris propose ainsi une typologie des biais des archives judiciaires. Karim Boukhris, « Les 'biais' contenus dans les archives judiciaires. Le cas de la principauté et canton de Neuchâtel (Suisse), 1806-1876 », L'Atelier du Centre de recherches historiques, 05, 2009.

⁴²¹ Sylvain Mary, *op.cit.*

⁴²² Foccart dispose d'une fine connaissance de l'Afrique, après y avoir monté une entreprise d'import-export, lui conférant un large réseau sur le terrain. Jean-Pierre Bat, *op.cit.*

⁴²³ Robert Aldrich, *France and the South Pacific since 1940*, London and Basingstoke, MacMillan, 1993, p. 344.

⁴²⁴ Avec un recyclage de réseaux militaires et policiers à travers la mise en place du Bureau d'Etude de Pape'ete. Ce service de renseignement ultramarin se compose de nombreux anciens officiers de l'armée coloniale. Jean-Pierre Bat, « L'œil « invisible » de la République? Chantier archivistique (et archéologique) autour des bureaux d'études », dans : Sémir Al Wardi, Jean-Marc Regnault, Jean-François Sabouret, *L'Océanie convoitée : Histoire, géopolitique et sociétés*, CNRS Éditions, 2017, p. 129-146.

⁴²⁵ Les pressions économiques et informationnelles peuvent également se regrouper. Ainsi, en mars 1963, Foccart presse le ministre des Outre-Mer, Louis Jacquinot, de réaliser les travaux d'aménagement du port de Pape'ete - une des contreparties promises aux membres de la mission de l'Assemblée Territoriale qui devrait « accaparer l'attention de l'opinion publique locale ». ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. « Lettre de Jacques Foccart à Louis Jacquinot, 9 mars 1963.

« Il permettra la défense habile de la présence françaises [...] il expliquera à ses lecteurs la portée des expériences nucléaire et les mesures prises pour la participation de la Santé publique et soulignera l'apport économique et social que représente le Centre⁴²⁶. »

Le général donne son accord « *mais demande de faire attention au choix du directeur*⁴²⁷ ». Un an plus tard, en juillet 1964, le gouverneur Sicurani écrit au ministère des Outre-mer afin d'encourager le développement des organes de propagande du CEP. Il note la satisfaction de la population vis-à-vis de l'activité économique, tout comme les inquiétudes « *des mutations de tous ordres qui peuvent en résulter : tension des prix, récession économique à l'issue de la période des grands travaux, prolétarisation, conséquences des expériences nucléaires sur les humains et la faune sous-marine*⁴²⁸. »

Les grands travaux qui débutent en septembre 1963 bouleversent effectivement la société polynésienne⁴²⁹. L'arrivée de milliers de militaires et travailleurs civils, ainsi que les migrations internes vers Tahiti modifient les relations sociales et les réseaux familiaux

⁴²⁶ Foccart prévoit un investissement de 1.300.000 francs via une société anonyme à responsabilité civile, sous l'égide de la Société Nouvelle d'Éditions Industrielles, une « filiale occulte de la Société Nationale des Entreprises de Presse SNEP. Foccart précise que la SNEI dispose de moyens financiers « provenant des créances de dommages de guerre ». ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. « Note à l'attention du général de Gaulle », 1^{er} mars 1963.

⁴²⁷ La réponse du général de Gaulle figure en note manuscrite dans la marge de la note, il s'agit de l'écriture de Foccart, suggérant que les deux hommes se sont entretenus directement à ce sujet.

⁴²⁸ Une propagande pro-CEP plus intense se met en place avec le développement de la Radiodiffusion-Télévision Française (RTF). Le Gouverneur est chargé de marteler des messages dans la presse locale, en français et en tahitien, d'affirmer l'adhésion de la population aux essais, tout en restant rassurant sur l'avenir du Territoire. Le gouverneur met par écrit la base de la mission de communication du gouvernement de Polynésie : « - le gouvernement de Polynésie poursuit son œuvre, les expériences nucléaires comprises, avec l'adhésion de la population. – le gouvernement n'entend pas, malgré les expériences, sacrifier ce qui fait l'originalité du territoire et assurera la préservation de son avenir ». ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Gouverneur de la Polynésie Française au ministère des DOM-TOM, « Intensification de l'action d'information en Polynésie française », 6 juillet 1964.

⁴²⁹ Les dépenses publiques représentent 98% du PIB et la force de travail mobilisée pour les besoins du CEP représente 13 000 personnes en 1966, soit le quart de la population active. Jean Chesneaux (dir.), *Tahiti après la bombe. Quel avenir pour la Polynésie ?*, L'Harmattan, p. 55.

insulaires⁴³⁰. Les argumentaires valorisant la notion de modernité, et d'une « *entrée dans le progrès* » avec l'installation du CEP sont mis en avant, comme lors du passage du ministre de l'Information Alain Peyrefitte en septembre 1964, où il valorise l'implantation de la télévision sur le territoire⁴³¹.

Malgré l'omniprésence d'un discours officiel valorisant les retombées économiques des essais, des réseaux militants se tissent entre la Polynésie et l'Hexagone. Les adversaires du CEP doivent alors construire des ponts entre le mouvement contre la bombe français, et une petite sphère d'opposants au CEP, principalement active autour de John Teariki et de la communauté protestante.

3.2 Un premier réseau franco-polynésien ?

Dans l'Hexagone, les diverses communautés engagées contre la bombe ne se reposent pas sur les mêmes bases sociales et réseaux politiques, et l'on observe une certaine scission de classe résultant en une fragmentation du mouvement français contre la bombe (chapitre 1)⁴³². En région parisienne, on retrouve les milieux scientifiques et politiques de gauche, ainsi que le siège du Mouvement de la Paix dont les militants, souvent communistes, sont très présents sur le terrain, et entretiennent un réseau international dès les années 1950. Celui-ci est entretenu par des déplacements à des conférences sur le désarmement, avec l'envoi de délégations dans le Pacifique, notamment au Japon ou en Australie.

⁴³⁰ Les européens résidant à Tahiti passent de 7 à 22 % de la population active en 1962 et 1970. Claude Robineau, *L'évolution démographique récente et ses implications socio-économiques en Polynésie Française*, ORSTOM, 1971.

⁴³¹ Lors d'une conférence de presse à Pape'ete en septembre 1964, Alain Peyrefitte, ministre de l'Information, annonce que « La Polynésie Française est entrée dans le progrès ». Il formule alors le souhait que la population puisse accéder aux programmes de l'*ORTF*, afin que les polynésiens puissent « bénéficier aussi de cette grande découverte des temps modernes qu'est la télévision. » ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Conférence de presse de Mr Alain Peyrefitte, ministre de l'Information, Pape'ete, 26 septembre 1964.

⁴³² Sezin Topçu souligne cette dimension, et note que les scientifiques et intellectuels français engagés contre la bombe tentent d'alerter l'opinion publique dans la presse, mais restent loin des lieux habituels de protestations des mouvements sociaux. Sezin Topçu, « Les physiciens dans le mouvement antinucléaire : entre science, expertise et politique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 102 | 2007, p. 89-108.

Les militants de base participent à des manifestations contre la bombe lors des essais nucléaires, font du porte-à-porte pour faire signer des pétitions, et font du collage d'affiches⁴³³. En 1963, le Mouvement de la Paix est la seule organisation française contre la bombe avec un réseau partant de la base, ou *grassroot*⁴³⁴. Puis entre Lyon, Montpellier et Villeurbanne, on observe des concentrations de militants non-violents et d'objecteurs de conscience regroupés autour de communautés chrétiennes⁴³⁵.

Pendant l'installation du CEP, la Fédération Contre l'Armement Atomique (FFCAA) d'Alfred Kastler, visant à rassembler les organisations contre la bombe, est en sommeil. Elle est remplacée par la Ligue Nationale Contre la Force de Frappe (LNCFF) créée en mars 1963 par le socialiste Jules Moch qui tente de regrouper les organisations hostiles à la bombe⁴³⁶. Si la Ligue organise des marches et manifestations contre la bombe en 1963, reprenant d'une certaine manière les activités de la FFCAA, elle peine à se pérenniser, et se réorganise sous plusieurs noms, avant de se mettre en sommeil après 1964⁴³⁷.

Le mouvement français contre la bombe reste donc éparpillé au moment de la construction du CEP. Les échecs des différentes 'Ligues' ou 'Comités' de coordination entrouvrent toutefois une fenêtre pour la création d'une nouvelle organisation contre la bombe non-communiste. Le Mouvement Contre l'Armement Atomique (MCAA) est créé en 1963 par l'ancien Résistant

⁴³³ Daniel Durand, « Dessine-moi une colombe... », *Le Mouvement de la paix français : éclairages historiques, politiques et biographiques : 1948 – 2002*, 2020, ouvrage non-publié communiqué par l'auteur. Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Pantin. Archives du Mouvement de la Paix. 107J 143. Pétitions contre les essais nucléaires, années 1950 – 1990. 170J 142. Comité contre la force de frappe, années 1950 – 1990. Affiches contre les essais nucléaires français.

⁴³⁴ Elle dispose de groupes locaux et d'une coordination générale, sur le modèle de la Campaign for Nuclear Disarmament (CND) anglaise. Rafael A. Boglio Martínez, « Grassroots Support Organizations and Transformative Practices », *Journal of Community Practice*, Vol. 16(3) 2008.

⁴³⁵ Tramor Quémeneur, « Le statut des objecteurs de conscience une bataille juridique et politique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 115-116, no. 1, 2015, p. 35-43.

⁴³⁶ La Ligue lance un appel contre la bombe lors de sa réunion constitutive en mars au Palais d'Orsay, signé par une soixantaine de personnalités, dont Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre. « Une 'Ligue nationale contre la force de frappe' est créée », *Le Monde*, 7 mars 1963.

⁴³⁷ « Des manifestations contre la force de frappe se sont déroulées dans de nombreuses villes », *Le Monde*, 26 novembre 1963. « Le comité contre la force de frappe devient permanent et national », *Le Monde*, 4 février 1964.

Claude Bourdet, qui décide de la former à la suite de rencontres avec des militants européens lors de conférences pour le désarmement au début des années 1960⁴³⁸.

Au niveau structurel, des branches du MCAA sont créées en province, et le bureau parisien centré autour de Bourdet cultive une dimension internationale. Au regard des archives de l'organisation, qui se trouvent dans les fonds de Claude Bourdet, l'emprise de son président transparait⁴³⁹. Il s'informe avec des publications militantes anglo-saxonnes – qui abondent dans ses fonds d'archives, et entretient des correspondances avec ses homologues étrangers. Cependant il limite la distribution de ses liens vers la base militante⁴⁴⁰. Ses correspondances attestent de son omniprésence dans les relations internationales du MCAA/MDPL, qui fluctuent à mesure qu'il privilégie d'autres luttes⁴⁴¹.

Ainsi il se pose comme un tiers de type 'broker', un intermédiaire unique entre deux communautés qui le met en position de force⁴⁴². Son riche capital relationnel pourrait faire de lui un passeur/facilitateur de réseau, mais il se place au cœur d'un réseau de type centralisé. Bourdet possède une légitimité et un réseau politique au sein de la gauche, avec des personnalités qu'il mobilise pour les causes qu'il défend, comme la défense des objecteurs de

⁴³⁸ Les délégations étrangères manquent alors d'interlocuteurs provenant d'une organisation non-communiste en France. Bourdet se fait le relai d'une telle attente, et fonde sa propre organisation « contre toutes les bombes », slogan qu'il ne cesse de marteler afin de se démarquer des communistes. Bourdet se déplace alors régulièrement à des conférences européennes contre la bombe au début des années 1960. Bernard Ravenel, « *Les origines du MCAA* », *Alerte atomique, numéro spécial - bilan*, n° Supplément au 147 « 33 ans d'actions et de réflexions... du MCAA... au MDPL », 1^{er} trimestre 1997, p. 4. « Le « M.C.A.A. » n'entend pas lutter uniquement contre la force de frappe française », *Le Monde*, 18 mars 1963. <https://maitron.fr/spip.php?article17552>, notice BOURDET Claude par Gilles Morin, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 8 décembre 2008.

⁴³⁹ Résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, puis engagé pour la paix en Algérie, il ne cesse d'élargir ses engagements dans le temps. Cette diversité se ressent dans son organisation, qui change de nom au moment de Mai 68, devenant le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté (MDPL). Claude Bourdet, *Mes batailles : récit*, In Fine, 1993, p. 194. « Le Mouvement contre l'armement atomique prend le nom de Mouvement pour le désarmement la paix et la liberté », *Le Monde*, 13 novembre 1968.

⁴⁴⁰ Par exemple sa correspondance avec la CND de Londres passe uniquement par lui, via ses contacts avec la secrétaire générale, Peggy Duff. BNF. Fonds C. Bourdet, NAF 28091. Carton 152. Correspondances avec Peggy Duff, présidente de la CND de Londres, 1962 - 1966.

⁴⁴¹ Les réseaux centralisés se forment autour d'un hub qui capte la plupart des liens avec les autres nœuds: Albert-László Barabási, *Network Science*, Cambridge University Press, 2016.

⁴⁴² Georg Simmel, *Études sur les formes de la socialisation*, Paris, PUF, 1999, p. 140.

conscience et la paix en Algérie⁴⁴³. Ses deux réseaux (local – international) restent hermétiques l'un à l'autre, et forment un 'trou structural', au sens d'un intermédiaire entre deux communautés qui ne peuvent communiquer sans sa coopération⁴⁴⁴.

Ainsi, le MCAA est parfois présenté comme une 'CND française', faisant une comparaison avec l'organisation anglaise s'appuyant sur un modèle *grassroot* qui privilégie le développement de liens entre des acteurs éloignés du niveau gouvernemental ou des institutions internationales. Ce modèle, qui peut également remplir des fonctions de « coordination ou de mise en réseau », trouve son intérêt dans le développement de ponts locaux - les passeurs que nous cherchons à identifier et qui font le lien entre des communautés, tout en redistribuant leurs liens⁴⁴⁵. Néanmoins cette dimension est limitée dans le cas du MCAA, et la personnalité centralisatrice de Bourdet semble faire de lui un 'faux-passeur'.

En conservant une mainmise sur les liens qui font exister son organisation, il construit un trou structural autour de lui. Si Bourdet arrête de militer, la disparition de son nœud dans le réseau l'affaiblit de manière conséquente, car sa capacité de résilience est faible⁴⁴⁶. Ainsi, l'organisation est dissoute lors du décès de Bourdet en 1996, et seules quelques branches qui se sont émancipées de la centrale parisienne se recomposent dans le tissu militant. Les branches de Montpellier et de Lyon sont proches de mouvements non-violents et antimilitaristes, du MAN et du Garm. Ainsi, le MDPL de Montpellier se greffe au MAN, mais les autres branches disparaissent en même temps que le président⁴⁴⁷.

Dans la même période, la communauté du renseignement ultramarin se renforce. Elle se focalise sur les menaces extérieures, les opposants au CEP ainsi que les mouvements

⁴⁴³ « Nouvelle démarche en faveur d'un statut des objecteurs de conscience », *Le Monde*, 29 mai 1963. Erica Fraters, *Réfractaires à la guerre d'Algérie, 1959-1963 : avec l'action civique non-violence*, Syllepse, 2005, p. 46.

⁴⁴⁴ Ronald S. Burt, « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur », dans: *Revue française de sociologie*, 1995, 36-4, p. 599-628.

⁴⁴⁵ Thomas F. Carrol, *Intermediary NGOs: The Supporting Link in Grassroots Development*, Kumarian Press, Inc., 1992. L'analogie entre MCAA et CND est faite par les acteurs du MCAA, qui semblent valoriser le modèle à succès de cette organisation. Bernard Ravenel, op.cit.

⁴⁴⁶ Sur cette caractéristique présente dans certains réseaux et leur faible capacité de résilience : Ronald S. Burt, op.cit.

⁴⁴⁷ Entretien avec Patrice Bouveret, 2021. « 33 ans d'actions et de réflexions... du MCAA... au MDPL », *Alerte Atomique*, numéro spécial bilan, 1er trimestre 1997.

autonomistes et indépendantistes. Une Section Étude et Renseignement (SER) monte en puissance, tout comme le Bureau d'Étude (BE) de Pape'ete, service de renseignement d'Outre-Mer, souvent composés d'anciens officiers coloniaux⁴⁴⁸. Les protestations des élus de l'opposition sont scrutées, tout comme l'attitude des membres de l'Église Évangélique de Polynésie Française⁴⁴⁹. Lors du Synode de 1965, le gouverneur Sicurani est invité à une séance de travail par la hiérarchie de l'Église, où il « *conclut à une évolution très probable des milieux protestants vers des relations plus confiantes avec les pouvoirs publics*⁴⁵⁰ ». Mais si certains pasteurs se font entendre à l'annonce de la création du CEP, l'institution s'astreint à conserver une bonne entente avec les autorités, conduisant à la mise en place d'une consigne de silence vis-à-vis du nucléaire⁴⁵¹.

La collecte de renseignement passe également par des universitaires spécialistes du Pacifique. C'est le cas l'ethnologue Jean Guiart, qui travaille alors au Centre documentaire pour l'Océanie de l'École Pratique des Hautes Etudes⁴⁵². En mai 1963, il écrit à Foccart, avec qui il entretient une correspondance sporadique, afin de faire un état de la présence de scientifiques étrangers sur le Territoire. Le chercheur expose les recherches de Sciences Humaines et Sociales en cours, et note qu'aucune mission ne peut être envisagée « *aux Gambier ou aux Touamotou [sic]*⁴⁵³ ».

Finalement, Guiart note que si des liens entre des services de renseignements étrangers et des chercheurs non-français peuvent survenir, ces derniers n'ont « *jamais le temps d'acquérir*

⁴⁴⁸ Une Comité de Coordination du Renseignement (CCR) se réunit chaque semaine, en lien avec les officiers de renseignement affectés au CEP. Jean-Pierre Bat, « L'œil « invisible » de la République ? Chantier archivistique (et archéologique) autour des bureaux d'études », dans: Sémir Al Wardi, Jean-Marc Regnault, Jean-François Sabouret, *L'Océanie convoitée : Histoire, géopolitique et sociétés*, CNRS Éditions, 2017, p. 129-146.

⁴⁴⁹ Le Bureau d'Étude est un service de renseignement ultramarin. ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Fiche de surveillance de Samuel Raapoto. Fiche de surveillance de John Doom, n-d. Sous-dossier 'John Teariki', 1962 – 1965.

⁴⁵⁰ ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Note à l'attention du général de Gaulle, 17 septembre 1965.

⁴⁵¹ Sur l'affaire Adnet, se référer au chapitre 8 sur les réseaux d'Églises.

⁴⁵² Serge Tcherkézoff s'est récemment penché sur les désaccords entre Jean Guiart et Bengt Danielsson à propos des essais nucléaires et de la recherche ethnographique en Polynésie: Serge Tcherkézoff, « Moruroa, Danielsson et le musée de Tahiti : les déceptions de Jean Guiart dans la Polynésie française des années 1970 », *Journal de la Société des Océanistes*, n°154, 2022.

⁴⁵³ ANF, Papiers de Jacques Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Lettre de Jean Guiart à Jacques Foccart, « L'effort de recherches de sciences humaines américain en Polynésie Française », mai 1963.

une connaissance suffisamment précise du pays pour être utilisables par d'autres. » Il relève une seule exception d'étranger « *dangereux, potentiellement* » : l'ethnologue suédois Bengt Danielsson, installé à Tahiti de longue date⁴⁵⁴. Guiart suggère que l'interdiction de se rendre aux Tuamotu-Gambier s'appliquerait bien à son cas, car celui-ci se rend « *très fréquemment aux USA* ». Ce dernier devient vite un farouche opposant aux essais et à la présence française, notamment à partir du début des années 1970 - un engagement sur lequel nous reviendrons plusieurs fois au fil de notre développement.

Ainsi, la culture du CEP se construit dans une atmosphère et un imaginaire d'espionnage et de surveillance⁴⁵⁵. Et parmi les notes qui s'accumulent sur le bureau de Foccart, un nom ne cesse d'être souligné en rouge, celui du député John Teariki. L'engagement du député permet d'ouvrir une fenêtre sur les contraintes qui pèsent sur les militants au moment de la construction du CEP. Un petit réseau militant est alors alimenté par ce passeur, qui travaille entre Paris et Pape'ete. Tout au long de l'installation du CEP, le député tente de fédérer des soutiens, en tissant des relations avec le monde militant européen.

Après un engagement au sein du RDPT de Pouvana'a Oopa, il forme le Here Ai'a en 1965, parti favorable à l'autodétermination, avec son beau-frère, le sculpteur Henri Bouvier⁴⁵⁶. Il siège à l'Assemblée Nationale de 1961 à 1967, et tente de mobiliser l'Hémicycle pour protester contre l'installation d'un site d'essais nucléaires en Polynésie à partir de 1963⁴⁵⁷. Dans les 500 membres de l'Assemblée, le député trouve bien peu de soutiens lorsqu'il s'exprime sur le nucléaire⁴⁵⁸. Les Renseignements Généraux (RG) notent que Teariki se faisait peu remarquer à l'Assemblée Nationale au début de son mandat, et qu'il ne prônait pas publiquement une indépendance du territoire. Ils relèvent un tournant dans son engagement :

⁴⁵⁴ Guiart précise qu'il a « *vécu assez longtemps [à Tahiti] pour passer inaperçu et endormir les méfiances* ». Id.

⁴⁵⁵ On la retrouve dans la fiction, notamment un ouvrage de Romain Gary qui prend l'espionnage et le CEP comme toile de fond, ainsi que dans d'autres romans d'espionnage. Romain Gary, *La tête coupable*, Gallimard, 1968. Andreas Pfersmann, *La Littérature irradiée. Les essais nucléaires en Polynésie française au prisme de l'écriture*, La courte échelle /Éditions transit, 2021.

⁴⁵⁶ William E. Tagupa, « Some Aspects of Modern Politics and Personality in French Polynesia », *Journal of Pacific History*. 9, 1974, p. 135–145.

⁴⁵⁷ Le Here Ai'a remplace le RDPT, dissout par de Gaulle en 1963. Teariki remplace alors Marcel Oopa, fils de Pouvana'a emprisonné en France, qui décède dans l'exercice de ses fonctions. Marie-Thérèse et Bengt Danielsson, « John French Teariki », *Pacific Islands Monthly*, décembre 1983, p. 65.

⁴⁵⁸ Témoignage de Jean-Jacques Servan-Schreiber dans la préface de l'ouvrage de Bengt et Marie-Thérèse Danielsson, *Moruroa mon Amour*, Stock, 1974, p. 3.

« À partir de la mi-1963 et plus spécialement après le séjour prolongé qu'il a effectué en Métropole (11 octobre – 28 décembre) l'attitude de Monsieur Teariki a nettement évolué. Peu favorable, dès l'abord, à la création du CEP, puis hostile, son opposition à cet organisme a pris un caractère systématique⁴⁵⁹. »

Son engagement contre le nucléaire commence en réalité plus tôt, dès l'annonce de la construction des sites. Le 16 mai 1963, John Teariki dépose une question préalable concernant le CEP à l'Assemblée Territoriale de Polynésie française. Il fait un exposé scientifique sur les dangers des retombées radioactives, rappelant l'accident de mars 1954 pendant un essai aérien américain aux Iles Marshall et demande un référendum populaire sur l'implantation des sites. La fiche des RG le concernant note que cette question « a été retirée par son auteur le 25 mai 1963, à la suite des pressions exercées par le Chef de Territoire⁴⁶⁰ ». Ses initiatives contre le CEP provoquent des tensions avec le cabinet du Gouverneur et les élus favorables au projet. Ne parvenant à se faire entendre par les autorités locales, Teariki se tourne vers la tribune de l'Assemblée Nationale.

Le 7 novembre 1963, il reprend son argumentation scientifique centrée sur les retombées, puis demande un référendum ainsi qu'une enquête par une commission parlementaire⁴⁶¹. Mais d'une assemblée à l'autre, les élus qu'ils côtoient se montrent peu prompts à s'engager. Le 11 janvier 1964, il est finalement reçu par les ministres Pierre Messmer et Gaston Palewski, à qui il confirme son opposition au CEP et demande des réponses précises quant aux mesures de sécurité radiologiques. Pendant le reste du mois de janvier, des copies du discours de Teariki à l'Assemblée Nationale sont diffusées en Polynésie, jusque dans les îles éloignées⁴⁶².

⁴⁵⁹ ANF, Papiers de Jacques Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Fiche sur le comportement général et les activités du député John Teariki, n-d.

⁴⁶⁰ *Ibid.*

⁴⁶¹ Assemblée Nationale, Comptes rendus des débats au cours de la IIe législature (1962-1967). Session du 7 novembre 1963.

⁴⁶² Foccart est informé qu'à Rurutu, dans les Iles Australes, aucun travailleur ne se fait inscrire pour un emploi au CEP après la diffusion des courriers du député, tandis que les volontaires sont nombreux dans le reste de l'archipel. ANF, Papiers de Jacques Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Note du Gouverneur de Polynésie à l'attention de J. Foccart, février 1964.

La campagne que le député mène contre le CEP le pousse à chercher des soutiens auprès de militants métropolitains, notamment à travers la communauté protestante⁴⁶³. Au fil des contacts, il est mis en relation avec le médecin et théologien Albert Schweitzer, qui vit retiré dans son hôpital au Gabon⁴⁶⁴. Les lauréats des Nobel sont des tribunes pour les oppositions aux essais, et après avoir reçu le Prix Nobel de la Paix en 1952, Albert Schweitzer lance des appels contre les expérimentations sur *Radio Oslo* 1957⁴⁶⁵. Sa légitimité dans le monde scientifique, politique et auprès de l'opinion publique permet de faire une large publicité pour le mouvement contre la bombe⁴⁶⁶.

Ces deux figures de l'opposition aux essais nucléaires ne se rencontrent jamais, mais échangent une dizaine de lettres pendant l'installation du CEP. Dans la première lettre de Schweitzer à Teariki datée du 17 avril 1964, le Prix Nobel le met en garde vis-à-vis du soutien qu'il espérait trouver à l'Assemblée Nationale :

⁴⁶³ La femme de Georges Casalis, pasteur actif dans le mouvement contre la force de frappe, écrit à Bourdet, expliquant que son mari a été contacté par Teariki « *par son intermédiaire* ». BNF. Fonds Claude Bourdet, NAF 28091, carton 143 : désarmement. Lettre de Mme Casalis à Claude Bourdet, 15 octobre 1965.

⁴⁶⁴ L'attribution du prix Nobel de la Paix en 1952 pour la notion de 'Respect et responsabilité pour la vie' offre au Dr Schweitzer une influence considérable auprès de l'opinion publique, qu'il mobilise à partir de 1955 lorsqu'il reprend le combat de son ami Albert Einstein. Cet engagement semble entretenu par un acteur qui intercède auprès de Schweitzer, le journaliste et écrivain Max Tau, qui lui écrit régulièrement qu'il doit être la voix du mouvement contre la bombe. Max Tau organise sa mise en relation avec *Radio Oslo* pour l'émission des quatre discours contre les essais atomiques les 27, 28, et 29 avril 1957 puis le 30 avril 1958. Il semble ainsi être l'instigateur de son engagement, et use de son influence afin que Schweitzer obtienne le Prix Nobel de la paix en 1953. Dans une lettre du 6 avril 1965, le professeur Schweitzer, alors âgé de 90 ans, lui explique qu'il ne se rendra plus en Europe, mais le rassure quant à sa son engagement « *contre les bombes atomiques* ». Lettre du 6 avril 1965 à Max Tau. Albert Schweitzer, Jean-Paul Sorg (commentaires), *Respect et responsabilité pour la vie*, Arthaud, 2019, p. 234. Lawrence Wittner, *The Struggle Against the Bomb. Volume One, One World or None: A History of the World Nuclear Disarmament Movement Through 1953*, Stanford University Press, 1993. Norman Cousins, *Albert Schweitzer's Mission – Healing and Peace*, W. W. Norton & Company, 1985.

⁴⁶⁵ Albert Schweitzer, « Premier Appel contre les expérimentations de bombes atomiques », *Radio Oslo*, 23 avril 1957.

⁴⁶⁶ Schweitzer est surveillé par le FBI, en particulier après la publication de ses lettres au président J.F Kennedy les 20 avril 1962 et 23 novembre 1962. Il réalise sa dernière tournée aux Etats-Unis en juillet 1959, et est invité par Robert F. Geheen, président de l'université de Princeton, à recevoir un titre honorifique, mais le président Eisenhower refuse d'y assister. Dans un tel contexte, Schweitzer décline finalement l'invitation. Lettre du 27 mars 1959 de Schweitzer à Robert F. Geheen. Albert Schweitzer, Jean-Paul Sorg (commentaires), *Respect et responsabilité pour la vie*, Arthaud, 2019, p. 216.

« Elle [l'Assemblée] n'a pas le courage de lutter contre les militaires, qui ont décidé de faire des essais d'armes nucléaires dans votre contrée. Beaucoup prétendent que les essais nucléaires ne sont pas dangereux, c'est aller contre la vérité⁴⁶⁷. »

Cette lettre se trouve dans les archives Foccart, attestant de l'interception des courriers du député. De plus, à l'échelle locale, des élus pro-CEP aident à la collecte d'informations sur les opposants, notamment sur le député et les pasteurs qui protestent contre le projet⁴⁶⁸. Dans une longue lettre datée du 18 août 1964, John Teariki raconte à Schweitzer son entrevue avec Jacques Foccart et la mise sous pression des élus hostiles au CEP. Celle-ci parvient cette fois à Lambaréné depuis les États-Unis. Une précaution prise par Teariki qui se doute que leur correspondance est surveillée⁴⁶⁹. La visite des ministres à Tahiti du 25 au 29 juillet y est décrite minutieusement.

Teariki est reçu par le Premier Ministre Georges Pompidou, et le Ministre des Départements et Territoires d'Outre-mer, Louis Jacquinot, Jacques Foccart, ainsi que toute une série des techniciens militaires, généraux et amiraux. Pris en étau, le député leur lit le discours qu'il compte prononcer devant Charles de Gaulle, qui fait évidemment bondir ses interlocuteurs. Il explique que « *La discussion fut animée et même, par moments, orageuse*⁴⁷⁰. »

Lorsque Teariki aborde les effets biologiques des explosions, les ministres « *ne purent que répéter les solennelles et stupides assurances tant de fois débitées par la propagande officielle.* » Les échanges se tendent sur cette question, et les interlocuteurs du député lui

⁴⁶⁷ ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Lettre d'Albert Schweitzer à John Teariki, 17 avril 1964.

⁴⁶⁸ En juin 1964, l'avocat gaulliste Rudolph Bambridge, l'adversaire politique de Teariki, fait alors parvenir des renseignements à Foccart, le prévenant que le député « se montre d'une véhémence et d'une mauvaise foi très ennuyeuse. Les écrits et les idées ne viennent pas de lui ». Il va jusqu'à lui indiquer son adresse à Paris, suggérant d'aller fouiller son appartement, et de « le faire surveiller et obtenir des renseignements sur ses relations à Paris ». Puis il s'insurge contre le retour du pasteur Adnet à Tahiti dont il avait signalé les idées « anti-françaises » au ministre Jacquinot. Il demande alors à Foccart d'intervenir pour que « l'Élysée demande au pasteur Boegner de ne plus nous envoyer Adnet, qui est un foyer de gangrène avec Teariki et Poroi. » ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Lettre de Rudolph Bambridge à Jacques Foccart, 13 juin 1964.

⁴⁶⁹ Elle n'apparaissait pas dans l'inventaire des archives Schweitzer et a été retrouvée dans un carton contenant des revues de presse sur les armes nucléaires. Nous remercions vivement Romain Collot, responsable des archives Schweitzer à Gunsbach, qui nous a permis d'exhumer cette correspondance inédite.

⁴⁷⁰ AAS, Gunsbach. Revues de presse de 1964. Lettre de John Teariki à Albert Schweitzer, 18 août 1964.

affirment que le gouvernement dépensera sans compter pour assurer la protection des populations. Un discours qui ne convainc définitivement pas Teariki, qui écrit à Schweitzer :

« Comme si le fait de savoir, avec précision, quelle quantité de strontium 90, de césium 137, d'iode 131 chacun de nous aura absorbé en un an pouvait nous protéger efficacement contre les effets de ces radioéléments sur notre organisme ! »

D'après le récit du député, les ministres lui reprochent de « *refuser à la Métropole les légitimes compensations qu'elle est en droit d'attendre de la Polynésie en échange de l'aide financière, technique et culturelle qu'elle lui fournit.* » Teariki finit par réclamer la démocratisation des institutions, et se voit accusé de « *sécessionnisme* » par les ministres. Ces derniers sont ensuite reçus par le Président de l'Assemblée Territoriale, Jacques Tauraa, qui est, toujours selon le récit du député « *assiégé jusqu'à 1 heure du matin* » pour connaître la teneur de son discours, dont les passages les plus incisifs sur les essais sont supprimés⁴⁷¹.

La correspondance de Teariki avec Schweitzer lui permet d'avoir accès à des argumentaires scientifiques basés sur des rapports de l'ONU. Le Prix Nobel lui conseille également de veiller à préciser qu'il s'oppose à toutes les bombes afin de ne pas être soupçonné de sympathies vis-à-vis de Moscou⁴⁷². Afin de montrer qu'il a trouvé un soutien de taille, Teariki fait parvenir des copies de leur correspondance aux personnalités de Tahiti⁴⁷³. Schweitzer entretient des liens avec le réseau *grassroot* de la CND anglaise à travers Bertrand Russell et correspond avec Linus Pauling de l'organisation américaine SANE⁴⁷⁴. Néanmoins, si de tels soutiens auraient pu être des aides précieuses pour le député, Schweitzer ne semble pas le mettre en contact avec ces réseaux militants américains, ce qui limite son action de passeur, il

⁴⁷¹ *Ibid.* Teariki précise que les élus de l'UNR exercent les mêmes pressions, et qu'à la fin de la journée le texte « *était devenu presque inoffensif* ».

⁴⁷² Schweitzer a lui-même été victime de telles accusations, comme cela fut le cas d'Einstein, et d'autres scientifiques engagés. Lawrence Wittner, *The Struggle Against the Bomb. Volume One, One World or None: A History of the World Nuclear Disarmament Movement Through 1953*, Stanford University Press, 1993.

⁴⁷³ ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Note à l'attention du général de Gaulle, 17 septembre 1965.

⁴⁷⁴ AAS, Gunsbach. Correspondances avec Bertrand Russell (1955 – 1957). Correspondances avec Linus Pauling, (1955 – 1964).

redistribuée du savoir scientifique, prête sa signature aux publications du député, mais ne semble pas lui transmettre de contacts dans le monde militant, à notre connaissance⁴⁷⁵.

Les contacts avec le MCAA débouchent néanmoins sur une protestation conjointe. En 1965, Teariki, Rostand et Schweitzer signent ainsi une ‘Protestation solennelle contre le sort que le Gouvernement français a décidé d’imposer aux habitants de la Polynésie française et autres territoires du Pacifique’ sous l’égide du MCAA⁴⁷⁶. À travers ce texte, ils soulignent la « *recolonisation militaire de la Polynésie française* » et dénoncent la soumission à une propagande officielle, l’occupation militaire et la domination économique du CEP⁴⁷⁷.

Malgré son rapprochement avec le MCAA, l’on ne retrouve pas de lettres de Teariki dans les archives de Claude Bourdet, rendant difficile l’affirmation d’une absence dans les fonds, ou du peu de contacts effectifs. Le député mène sa campagne antinucléaire activement à Tahiti à travers son parti, et parvient à nouer des liens avec quelques américains de passage. Le consul américain à Auckland, Edwin Madill, signale ainsi en janvier 1964 avoir « *reçu les confidences de deux journalistes américains ayant récemment visité Papeete* » qui ont discuté avec le député Teariki, « *très inquiet quant aux retombées radioactives des essais*⁴⁷⁸ ». Les déplacements et contacts de ce derniers sont suivis par les autorités françaises, et en novembre 1965, Foccart fait savoir à de Gaulle que le député reste hostile aux essais, mais ne jouit pas de l’influence de Pouvana’a dans les îles, où il aurait été dépassé par la popularité de Tony Bambridge⁴⁷⁹.

Malgré les efforts de Bourdet pour rassembler les militants engagés dans les premières organisations contre la bombe, les forces s’éparpillent toujours selon les sensibilités

⁴⁷⁵ Schweitzer correspond avec de nombreuses personnalités au cœur des réseaux de scientifiques engagés contre les armes nucléaires. ASS, Gunsbach. Correspondances reçues, ‘atome’, 1957 - 1965. Correspondance avec Linus Pauling (SANE, Etats-Unis), Bertrand Russell, Peggy Duff (CND UK).

⁴⁷⁶ « 33 ans d’actions et de réflexions... Du MCAA au MDPL », *Alerte atomique*, mars 1997, p. 21.

⁴⁷⁷ BNF. Fonds Claude Bourdet, NAF 28091. Carton 155. « Protestation solennelle contre le sort que le Gouvernement français a décidé d’imposer aux habitants de la Polynésie française et autres territoires du Pacifique », 1965.

⁴⁷⁸ *Press statement on John Teariki, re French nuclear testing*, 24 janvier 1964, télégramme du consul américain à Auckland, Edwin Madill, Archives du département d’Etat, NARA. Vincent Nouzille, *Des secrets bien gardés : Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents 1958-1981*, Fayard, 2009, p. 186.

⁴⁷⁹ ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Note à l’attention du général de Gaulle, 26 novembre 1965.

politiques et les rivalités entre les leaders des organisations contre la bombe⁴⁸⁰. Il nous semble ainsi que John Teariki peine à nouer des liens avec les militants d'Hexagone car le mouvement contre la bombe en France souffre d'un manque d'unité (chapitre 1). De plus, les contacts avec les grandes organisations anglophones sont limités par la barrière de la langue⁴⁸¹. Après la mise en sommeil de son organisation, le physicien Alfred Kastler continue néanmoins à nouer des liens avec des militants étrangers, notamment en Océanie. Ainsi le 24 novembre 1964 l'ambassade de France en Australie alerte le ministre des Affaires Etrangères sur la tenue d'un congrès sur le désarmement à Sydney :

« Un certain professeur Kastler, de nationalité française, aurait pris contact dans cette ville avec les organisateurs du Congrès. Donné comme sympathisant communiste [Kastler ne l'est pas mais est bien membre du Mouvement de la Paix], notre compatriote, qui rentrait en France après un séjour en Nouvelle-Zélande, aurait recherché, durant son périple, des orateurs susceptibles de prendre la parole dans notre pays lors de réunions organisées par le Mouvement de la Paix⁴⁸² ».

Cette note, rangée au milieu des centaines de télégrammes sur les opposants aux essais nucléaires en Océanie en 1964, traduit une fixation sur militants soupçonnés de sympathies communistes, comme nous l'avons souligné dans le chapitre 1. Les protestations contre les armes atomiques venant d'Australie et de Nouvelle-Zélande inquiètent bien les ambassades françaises, car les mouvements pacifistes y sont déjà bien implantés grâce à des réseaux de pacifistes anglais et américains immigrés dans ces pays⁴⁸³.

⁴⁸⁰ Bourdet tente de fusionner avec les réseaux tissés par Jules Moch et Alfred Kastler dès 1964. Mais ce dernier refuse de s'allier au MCAA, qui sert trop les intérêts du Parti Socialiste Unifié à son goût. Cependant il propose à Bourdet de transférer le réseau international de la FFCAA ainsi que la littérature contre la bombe de l'étranger à son organisation, car il observe que la Ligue de Jules Moch « ne s'intéresse pas aux Relations Extérieures ». ENS – BSE, fonds Kastler. Carton 64 : désarmement. Lettre de Kastler à Bourdet, 23 avril 1965.

⁴⁸¹ « Il y avait beaucoup de militants qui ne parlaient pas anglais », entretien avec Patrice Bouveret, 2020. « Ce n'est pas dans la culture militante française d'aller vers l'extérieur, ça se voit au niveau d'anglais », entretien avec Gabriel Tetiarahi, 2021.

⁴⁸² MEAE. 1809INVA/325. Service des Affaires Atomiques ; site du Pacifique ; démarches et protestations des pays riverains du Pacifique (3 septembre 1963 – 22 décembre 1964). François Briere, ambassadeur de France en Australie à M. Couve de Murville. « Déclaration en Australie d'un syndicaliste français », 24 novembre 1964.

⁴⁸³ Kyle Harvey, « Nuclear Migrants, Radical Protest, and the Transnational Movement against French Nuclear Testing in the 1960s: The 1967 Voyage of the Trident », *Labour History*, No. 111, novembre 2016, p. 79-98.

Un mouvement océanien peu connecté aux réseaux francophones.

Plusieurs pays du Pacifique réagissent à l'annonce d'un nouveau site d'essais dans la région. Le continent a déjà été le théâtre d'expérimentations nucléaires choquantes pour l'opinion publique, notamment aux Iles Marshall en 1954⁴⁸⁴. Les océaniens restent donc sensibles à la question des retombées, et le nucléaire devient parfois un enjeu de politique interne⁴⁸⁵.

Au début de la construction du CEP, des observateurs étrangers ne manquent pas d'anticiper les réactions régionales. Le Department of State américain note en mai 1963 que les élus et hommes d'affaires de Polynésie française « *n'opposent pas de protestations réelles* » à cause des avantages économiques, et que ce sont surtout les puissances régionales qui risquent de mener l'opposition⁴⁸⁶. Trois pays du Pacifique se distinguent effectivement dans le mouvement contre la bombe dans les années 1960, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ils sont tous marqués par une relation difficile avec le nucléaire, après les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki en 1945, puis les essais américains et anglais en Micronésie et Australie⁴⁸⁷. Un réseau militant contre la bombe se déploie à travers des organisations transnationales, à l'instar de la branche néo-zélandaise de la Committee for Nuclear Disarmament (CND)⁴⁸⁸.

⁴⁸⁴ Jack Niedenthal, *For the Good of Mankind. A History of the People of Bikini and their Islands*, Bravo Publishers, 2001. Nic MacLellan, *Grappling with the Bomb: Britain's Pacific H-bomb tests*, ANU press, 2017.

⁴⁸⁵ Sarah Mohamed-Gaillard, « Les relations franco-australiennes en Océanie : représentations croisées de deux politiques régionales », *Outre-Mers, Revue d'histoire*, t. 98, n°366, 2010, p. 123-133.

⁴⁸⁶ En particulier la Nouvelle-Zélande du fait de la « forte répugnance pour les essais nucléaires par n'importe quel pays » et de la capacité de mobilisation de la communauté scientifique, politique, militante et syndicale qui soutiendront l'établissement d'une zone sans nucléaire. » History and Public Policy Program Digital Archive, RG 59, Entry UD-UP 131, INR/DDR, Bureau of Intelligence and Research, Reports Coordination and Review Staff, Research Memoranda, 1961-1963, box 141, RFE-40-RM. <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/134051>. « Research Memorandum RFE-40 from Thomas L. Hughes to the Acting Secretary, 'A French Nuclear Testing Site in the Pacific? – Plans and Repercussions', » 22 mai 1963.

⁴⁸⁷ Holly M. Baker, *Bravo for the Marshallese: Regaining Control in a Post-Nuclear, Post-Colonial World*, Cengage Learning, 2012.

⁴⁸⁸ Parmi ses militants les plus actifs, on retrouve l'historienne et pacifiste Elsie Locke, démissionnaire du parti communiste, qui participe à sa fondation dans les années 1950. L'historienne est la *national executive* de la CND Nouvelle-Zélande de 1957 à 1970. Elle s'engage contre les essais nucléaires tout en menant des travaux sur la colonisation, le pacifisme et la langue Maorie. Philip Steer, « Elsie Locke, 1912–2001 », Stout Research

À la fin des années 1950, les mouvements pacifistes de Nouvelle-Zélande et d'Australie sont introduits à de nouvelles pratiques, comme la désobéissance civile, qui se développe dans les centres urbains, avec des viviers dans les universités, où des campagnes contre les essais nucléaires sont menées⁴⁸⁹. En Australie, la lutte contre les essais se trouve souvent liée au parti travailliste – l'Australian Labor Party, ainsi qu'à des acteurs proches de la gauche australienne. Les Trade Unions, des réseaux de syndicats influents, y mènent également des boycotts de produits français dès 1963 pour protester contre le CEP⁴⁹⁰. Au Japon, l'opposition aux essais est portée par des organisations de Hibakusha, les survivants de la bombe, comme l'influente association antinucléaire Gensuikyō, également par des syndicats, et font l'objet de protestations officielles⁴⁹¹.

Le Pacifique Sud n'est pas en reste, mais reste en partie colonisé ou sous la tutelle de puissances étrangères, limitant les circulations militantes entre l'Océanie anglophone et francophone⁴⁹². Aux Iles Cook, administrées par la Nouvelle-Zélande, le Premier Ministre critique l'installation du CEP, tout restant modéré puisqu'il souhaite renforcer ses partenariats

Center, Université de Wellington, vol. 7, n° 1, 2007, p. 177–84. Elsie Locke, *Peace People: A History of Peace Activities in New Zealand*, Hazard Press, 1992.

⁴⁸⁹ Kyles Harvey, « Nuclear Migrants, Radical Protest, and the Transnational Movement against French Nuclear Testing in the 1960s: The 1967 Voyage of the Trident », *Labour History*, n° 111, novembre 2016.

⁴⁹⁰ Les analyses du secrétariat de la Défense Nationale (division du renseignement) transmises au Premier Ministre notent que les protestations de syndicats néo-zélandais et australiens embarrasseraient les gouvernements concernés qui seraient « désireux de maintenir de bons rapports avec la France ». Les déclarations de personnalités publiques dans la presse relatifs aux retombées radioactives, comme celles du physicien Sir Ernest Marsden en Nouvelle-Zélande, sont alors perçues comme des prétextes à une campagne contre les essais ayant pour but une union syndicale néo-zélandaise et australiennes, à travers l'organisation d'une conférence des syndicats du Pacifique. MEAE, série Asie - Océanie (1956 - 1967). 139QO34. Bulletin de renseignement n°7, réactions étrangères à l'encontre du CEP. 22 septembre 1965. Rebecca Priestley, « Ernest Marsden's Nuclear New Zealand: From Nuclear Reactors to Nuclear Disarmament », *Journal and Proceedings of the Royal Society of New South Wales*, Vol.139, 2006, p. 24.

⁴⁹¹ Gensuikyō et le Japan Council against Atomic and Hydrogen Bombs forment le principal mouvement contre la bombe au Japon en 1955, en lien avec le Japan Communist Party (JCP). Daniel P. Aldrich, « Antinuclear Movement in Japan », dans: *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, John Wiley & Sons, 2013. MEAE, service communication. DPIC - Presse et information, carton 529 : armes atomiques, réactions des pays du Pacifique, 1945 -1978. Dossier de communication en réponse aux lettres de protestations de l'ambassade du Japon, courriers des syndicats, courriers des associations, novembre 1964.

⁴⁹² Robert Aldrich, *France in the South Pacific since 1940*, University of Hawaii Press, 1993.

avec la Polynésie française, du fait du poids des liens familiaux entre polynésiens⁴⁹³. Les Fidji, alors colonie anglaise, se distingueront dans la lutte antinucléaire et anticolonialiste après leur indépendance en 1970⁴⁹⁴. L'on observe peu de liens entre les militants océaniques et ceux d'Hexagone qui se mobilisent depuis la préparation du premier essais français. Le mouvement français semble ainsi centré sur lui-même, voire méfiant vis-à-vis des anglo-saxons, qui mettent davantage en avant la question coloniale dans leurs argumentaires (chapitre 2).

En mai-juin 1966, le MCAA mène une campagne contre les essais nucléaires en Polynésie. La secrétaire de Claude Bourdet, Annie Berlinsky, presse les biologistes Yves Arnaud, Jean Rostand, et Antoinette Pirie d'écrire un texte pour éditer une plaquette sur la Polynésie française. Un texte de John Teariki y figure, qui est diffusé « *parmi les universitaires, intellectuels, syndicalistes et membres des professions libérales du pays*⁴⁹⁵. »

Rostand s'intéresse alors aux conséquences des retombées sur l'être humain, et exprime ses inquiétudes dans des séries de conférences vulgarisatrices⁴⁹⁶. Il rédige un article publié par le MCAA intitulé 'Qui tuerez-vous en Polynésie?'⁴⁹⁷. Puis il prononce un discours contre le CEP lors d'un rassemblement du MCAA à la Mutualité le 23 juin 1966, en se focalisant sur les dangers des retombées, en présence de François Mitterrand⁴⁹⁸.

⁴⁹³ En 1967, une action de désobéissance civile sur un navire, *Le Trident*, tente de faire escale à Rarotonga mais ne parvient pas à trouver le soutien des autorités néo-zélandaises qui administrent les îles. Kyle Harvey, « Nuclear migrants, radical protest, and the transnational movement against French nuclear testing in the 1960s: The 1967 Voyage of the Trident », *Labour History*, n°111, p. 79-98. David Stone, « The Awesome Glow in the Sky: The Cook Islands and the French Nuclear Tests », *Journal of Pacific History*, 2, 1967, p. 154-159.

⁴⁹⁴ Roy H. Smith, *The Nuclear Free and Independent Pacific Movement: After Mururoa*, Tauris, 1997.

⁴⁹⁵ BNF, Fonds C. Bourdet. Carton 155, dossier 2. Lettre d'Annie Berlinsky à Jean Rostand, 19 mai 1966.

⁴⁹⁶ En 1962 il écrit *La défense de l'espèce*, en 1972 *L'environnement, un choix et une discipline*, en 1968 *Non à la bombe* puis *Courrier d'un biologiste* en 1970. Jean Rostand, *Un biologiste contre le nucléaire*, textes commentés par Alain Dubois, Berg international, 2012.

⁴⁹⁷ Rostand souligne les mobilisations de Teariki ainsi que les dangers des retombées, en faisant des références à l'accident de Castle Bravo en 1954 aux Iles Marshall. Il explique que les dangers des expériences dans l'océan sont connus, et « *mettent en circulation des poisons épouvantables et durables qui provoquent des leucémies, des cancers des os, des morts fœtales et pendant des générations feront naître des enfants affaiblis, parfois monstrueux* ». BNF, Fonds C. Bourdet. Carton 155, dossier 2. « Qui tuerez-vous en Polynésie ? », n-d.

⁴⁹⁸ Discours de J. Rostand, le 23 juin 1966 à la Mutualité à Paris. Reproduit en intégralité dans un disque 33 tours diffusé par le MCAA.



Affiches du MCAA, 1966. BNF.

Malgré cette campagne dédiée à la Polynésie, puis des appels réguliers à cesser les essais nucléaires, les liens entre le MCAA et des acteurs polynésiens se distendent⁴⁹⁹. Lorsque Charles de Gaulle se rend à Tahiti en 1966 afin de visiter le CEP, Teariki réalise un discours où il cite les argumentaires scientifiques fournis par Schweitzer⁵⁰⁰. En premier lieu, les rapports du Comité scientifique des Nations unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes :

⁴⁹⁹ Après la première campagne contre le CEP en 1966, le MCAA-MDPL continue de prendre les essais comme cible, mais se tourne vers d'autres luttes après Mai-68. Exception faite du couple Madeleine et Guy Guyot du MDPL Montpellier, liés aux réseaux non-violents, qui entretiennent des liens avec des militants polynésiens dans les années 1970-80. Entretien avec Gabriel Tetiarahi, juin 2021. Bernard Ravenel, « Chapitre 13. 1973, l'unité retrouvée », dans : Bernard Ravenel (dir.), *Quand la gauche se réinventait. Le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989*, La Découverte, 2016, p. 223-244.

⁵⁰⁰ « Le général de Gaulle a visité le centre d'expérimentation du Pacifique », *Le Monde*, 10 septembre 1966.

« Je vous indiquerai seulement que ces rapports établissent de façon formelle: d'abord, que la plus petite dose de radiations peut être nocive pour l'homme et sa descendance; ensuite et par conséquent, que toute augmentation de la radioactivité ambiante est à éviter; enfin, qu'il n'existe aucun moyen de protection efficace contre les effets délétères de la contamination radioactive généralisée due aux retombées des bombes nucléaires et thermonucléaires⁵⁰¹. »

Mais l'appel du député semble peu résonner en Océanie. L'historien néo-zélandais James Wightman Davidson, également conseiller de multiples territoires du Pacifique Sud en phase de décolonisation, relaie toutefois son discours dans l'édition de 1967 de la revue scientifique *Journal of Pacific History*⁵⁰².



Jacques Foccart, John Teariki et le Général Billotte, Pape'ete, juillet 1966. INA.

⁵⁰¹ Teariki cite les rapports du Comité scientifique des Nations unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes de 1958, 1962 et 1964 qui lui ont été conseillés par Schweitzer. John Teariki, député. Discours d'accueil au général de Gaulle, Pape'ete, 7 septembre 1966.

⁵⁰² Doug Munro, « On Being a Participant Biographer: The Search for J.W. Davidson », dans : Brij V. Lal, Vicki Luker, *Telling Pacific Lives: Prisms of Process*, ANU Press, 2008. J.W. Davidson, « French Polynesia and the French Nuclear Tests: The Submission of John Teariki », *Journal of Pacific History*, 2, 1967, p. 149-154.

La dimension internationale de Schweitzer aurait pu permettre un ancrage plus conséquent dans les réseaux contre les essais, notamment dans le monde protestant et scientifique⁵⁰³. Mais son alliance avec Teariki ne perdure pas, puisque le Prix Nobel, déjà âgé au moment de l'implantation du CEP, meurt en 1967 sans lui avoir semble-t-il transmis de capital relationnel.

Pendant toute la période d'installation du CEP, Teariki ne cesse néanmoins de se mobiliser. Claude Bourdet fait également envoyer de la documentation à Tahiti, et des exemplaires du bulletin du MCAA, *Alerte Atomique* sont retrouvés dans des écoles, communes et auprès de responsables politiques acquis au CEP en mars 1965. Un texte d'Antoinette Pirie, militante du MCAA, intitulé 'La menace radioactive' est envoyé aux élus de Tahiti par John Teariki. Le sénateur Alfred Poroi en averti le Gouverneur et s'étonne « *qu'un tel journal puisse être librement publié.* » Dans plusieurs courriers présents dans ce même carton, le sénateur remercie Foccart pour ses « *encouragements* » dans son parcours politique et lui rapporte des informations sur le monde politique local qui pourraient lui être utiles afin de contrer l'influence du RDPT⁵⁰⁴.

Malgré ses multiples tentatives de fédérer des soutiens au sein de la gauche, Teariki peine à réunir des personnalités prêtes à s'investir à ses côtés, mais continue à dénoncer les essais

⁵⁰³ Ecrivain à Schweitzer, Teariki souligne « *votre signature serait précieuse* ». ASS, Gunsbach. Lettre de John Teariki à Albert Schweitzer, 18 août 1964. Dans le monde protestant, des personnalités engagées contre les essais mentionnent régulièrement l'influence de Schweitzer dans l'engagement contre les essais. L'avocat François Roux, défenseur de nombreux militants antinucléaires, le décrit comme une « *figure humaniste incontournable* ». Entretien avec François Roux, janvier 2021. Le professeur Théodore Monod, se définit comme « *un disciple du Dr Schweitzer* », et entretient avec lui une riche correspondance concernant l'arme atomique et l'écologie. Albert Schweitzer, Jean-Paul Sorg (commentaires), *ibid.* ASS, Gunsbach. Correspondance entre Albert Schweitzer et Theodore Monod, (1958 – 1965). Néanmoins, la dynamique coloniale des essais ne transparaît que peu dans l'engagement de Schweitzer, et son héritage s'avère toutefois contrasté. De nombreux signes de paternalisme et de racisme se relèvent dans les textes à propos de ses relations avec les Africains, comme dans ses récits de missions médicales en Afrique de l'Ouest: « *N'oubliez jamais que vous êtes le maître, et que ce sont des enfants. [...] Ne fraternisez jamais avec eux comme un égal, ne les acceptez jamais comme vos égaux sociaux ; ou ils vous dévoreront ; ils vous détruiront* ». Albert Schweitzer, *My African Notebook*, Syracuse University Press, 2002.

⁵⁰⁴ ANF, Papiers de J. Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Lettre d'Alfred Poroi à Jacques Foccart, 13 mars 1965.

nucléaires à l'échelle locale tout au long des années 1970⁵⁰⁵. Des références aux soutiens d'Hexagone se retrouvent dans le bulletin du parti de Teariki, le *Here Ai'a*, faisant état des soutiens politiques entretenus à l'Assemblée Nationale. Un courrier de Jean Lecanuet du Centre Démocratique à Teariki le 5 janvier 1967 est cité dans le premier numéro du bulletin, exprimant une solidarité autour du « *renoncement à la force de frappe purement nationale* », mais soutient une dissuasion européenne, ce qui fait écrire à Teariki « *je ne verrais pas d'éventuels essais atomiques européens à Moruroa sous un angle plus favorable que les essais 'purement' français* ». Il s'aligne plutôt avec un François Mitterrand qui prône alors un abandon des armes nucléaires et soutient le MCAA⁵⁰⁶. Le rédacteur du bulletin, Henri Bouvier, reprend alors de nombreux argumentaires d'Albert Schweitzer ou Jean Rostand, surmonté de références bibliques, récurrentes dans la rhétorique politique polynésienne⁵⁰⁷. La mobilisation du député est encouragée par Bouvier, son beau-frère, qui le conseille sur l'épineuse question du nucléaire⁵⁰⁸. Une fois élu Conseiller Territorial en 1967, Bouvier

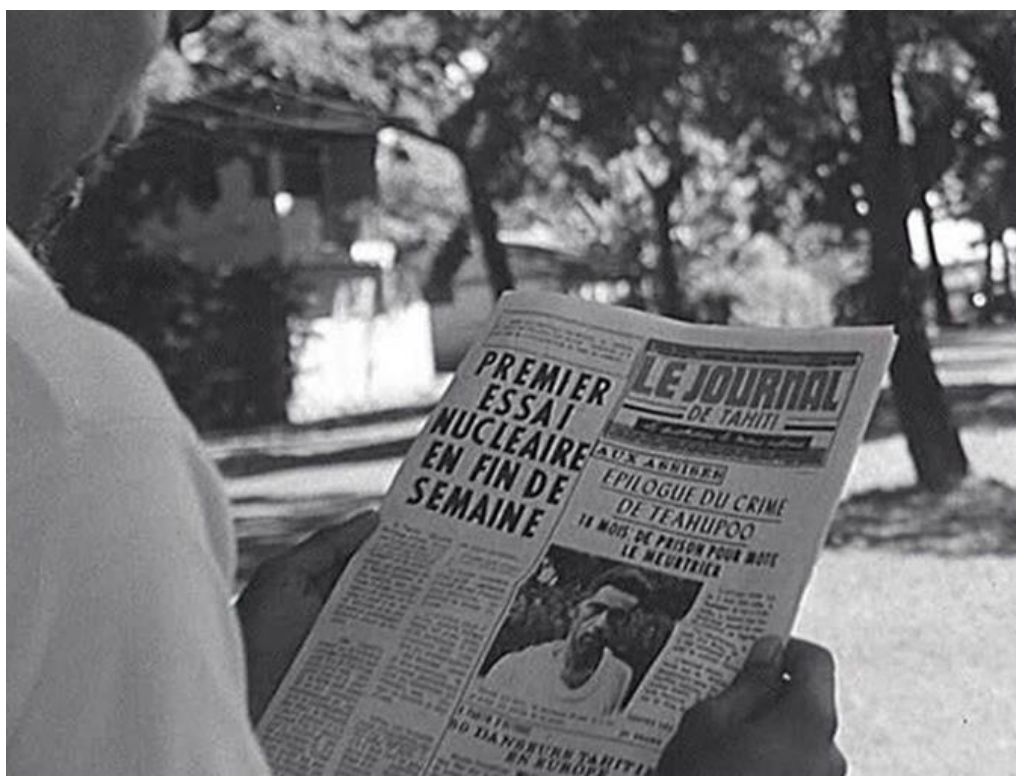
⁵⁰⁵ John Teariki se met en retrait de la vie politique au début des années 1980 pour se consacrer à ses affaires et à son exploitation agricole, et décède brusquement le 5 octobre 1983, à l'âge de 69 ans. Ses obsèques mobilisent le pays. Son cercueil, drapé d'un drapeau Tahitien encore non-reconnu, est escorté vers le cimetière de l'Uranie. La notice nécrologique rédigée par les militants Marie-Thérèse et Bengt Danielsson dans *Pacific Island Monthly* ne manque pas de mettre en avant son engagement contre le CEP, et le colonialisme. Marie-Thérèse et Bengt Danielsson, « John French Teariki », *Pacific Islands Monthly*, décembre 1983, p. 65. Les Danielsson recevaient régulièrement John Teariki dans les années 1970. Entretien avec Robert Danielsson (fils *fa'a'amu* du couple), Pape'ete, juin 2021.

⁵⁰⁶ Henri Bouvier, John Teariki, « Une marque d'estime », *Te Here Ai'a*, n°1, 10 février 1967, p. 2.

⁵⁰⁷ Schweitzer fait l'objet d'un article en mai 1967. *Te Here Ai'a*, n°6, mai 1967, p. 4. L'économie de rente est critiquée à travers des références bibliques, disant que l'argent du CEP serait ainsi un « *salaire de Judas* » voué à corrompre le sang des enfants Ma'ohi « *condamnés à la leucémie* ». « Le prix du sang », *Te Here Ai'a*, n°3, 24 février 1967, p. 2.

⁵⁰⁸ Henri Bouvier est marié à Ida Bordes, la sœur de J.Teariki, elle aussi engagée au sein du parti et contre le nucléaire. Il devient Conseiller Territorial de 1967 à 1977. Jean-Marc Regnault, « Tahiti, avec et sans la bombe », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°53, janvier-mars 1997, p. 55-67. L'engagement de Ida Bordes est abordé dans l'ouvrage de la chercheuse et militante féministe australienne, qui réalise des séries d'entretiens avec des militantes polynésiennes dans le cadre du mouvement Women Working for a Nuclear Free and Independent Pacific, un mouvement contre le nucléaire et pour l'émancipation des femmes autochtones du Pacifique actif au milieu des années 1980. Zolh dé Ishtar : *Daughter of the Pacific*, Spinifex Press, 1994, p. 199.

explique qu'il s'est mis en retrait dans un premier temps, sachant qu'un autochtone serait plus fédérateur auprès de l'opinion publique⁵⁰⁹.



Archives INA, Pape'ete, juillet 1966.

À l'été 1966, le CEP est prêt à accueillir sa première expérience, et Aldébaran explose le 2 juillet. Les *Actualités françaises* font alors l'éloge des essais sur le petit écran. Un reportage présente Tahiti emplit de clichés folkloriques, avec plages et jeunes filles sur fond de ukulélé⁵¹⁰. L'historien Christophe Gracieux note que « le commentaire lui-même est à l'aune des images proposées, très stéréotypé, souvent paternaliste, voire colonialiste⁵¹¹. » La seule

⁵⁰⁹ Bouvier s'engage contre le CEP tout au long de son parcours politique, notamment lorsqu'il est élu Conseiller Territorial en 1967. Lors de la manifestation de 1973, il soutient l'équipage du *Fri*, et pendant le Front Uni, il s'allie avec Francis Sanford. Yves Hauptert, *Francis Sanford à cœur ouvert Les mémoires du dernier Metua, Père de l'autonomie polynésienne*, Au Vent des Iles, 1998.

⁵¹⁰ Archives de l'INA. « La Polynésie française à l'heure du premier essai nucléaire », *Les Actualités françaises*, 2 juillet 1966.

⁵¹¹ Christophe Gracieux, « La Polynésie française à l'heure du premier essai nucléaire », Lumni enseignement, consulté le 22 janvier 2023. <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001057/la-polynesie-francaise-a-l-heure-du-premier-essai-nucleaire.html> (support pédagogique visant à l'enseignement du fait nucléaire).

interview du reportage est celle d'un Gouverneur à l'allure de colon qui exprime, à la place des autochtones, leur confiance en la mère-patrie.

Les représentations folkloriques et le contexte colonial visent ainsi à masquer la violence du fait nucléaire⁵¹². Finalement, la stratégie de mise devant le fait accompli retarde bien la formation d'un premier réseau franco-polynésien, principalement animé par le MCAA, le Here Ai'a - ainsi que des membres de communauté protestante, que nous étudierons dans le chapitre 8. Mais ces liens se distendent, faute de passeurs et d'hétérogénéité des liens entre ces communautés distantes physiquement et culturellement. Le lien Teariki-Schweitzer aurait probablement bénéficié à ce réseau antinucléaire, mais celui-ci disparaît avec la mort de Schweitzer.

Les contraintes principales tiennent à l'omniprésence de la propagande vantant les mérites du CEP en Polynésie française. Bien peu de militants étrangers parviennent à se connecter avec la Polynésie, et le mouvement français contre la bombe s'avère être un 'mauvais passage', lui-même relativement déconnecté des puissantes organisations anglo-saxonnes. Le réseau militant identifié ici reste ainsi éloigné de ses meilleurs alliés potentiels, les mouvements océaniens, notamment Australien, Néo-Zélandais et Japonais. Pendant la construction du CEP, les protestations sont donc multiples, mais éparées. Cet ensemble souffre ainsi d'un manque de 'ponts locaux' permettant aux communautés antinucléaires de communiquer.

⁵¹² La notion de 'violence lente' telle que décrite par Rob Nixon pour définir les violences environnementales invisibilisées nous semble ici tout appropriée. Rob Nixon, *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*, Harvard University Press, 2011.

Deuxième partie.

Faciliter les réseaux par les chemins courts (1966 – 1985).



Le *koru* ('spirale') est un symbole Māori en forme de fougère qui se déploie. Il véhicule l'idée de mouvement vers l'intérieur, suggérant un retour à ses origines, et est un symbole associé à la paix dans le monde polynésien.

Cette seconde grande partie se fixe sur la formation de ‘chemins courts’, au sens de la multiplication de liens entre les communautés antinucléaires. Les systèmes de solidarités qui émergent des oppositions aux essais permettent des rencontres, parfois étonnantes. Ici, nous verrons que des militants parfois distants, culturellement et géographiquement, s’allient sur un temps long – par exemple au Larzac. D’autres semblent plus prompts à se rapprocher, comme les Polynésiens et les Kanak, unis dans une lutte pour la décolonisation de leurs territoires et la préservation de leur culture.

Cette période commence avec une accélération des circulations militantes à l’échelle internationale, au moment du mouvement de Mai 68⁵¹³. Pendant les années 1970, les répertoires de pratiques évoluent, des idées auparavant marginalisées deviennent plus acceptables, se diffusent et sont réappropriées. C’est le cas du socialisme, et du militantisme étudiant auquel s’initient des polynésiens présents en Hexagone au moment de Mai 68. En Polynésie française, un mouvement d’affirmation culturelle et identitaire se développe dans les années 1970, traduisant une volonté d’émancipation politique et d’ouverture régionale. Les mobilisations contre le CEP s’ancrent ici dans un mouvement pour un Pacifique dénucléarisé et indépendant, qui se fixe aux Fidji, centre des réseaux anticolonialistes et antinucléaire dans la région.

Quelles idées et pratiques sont véhiculées par ces ‘chemins courts’ qu’empruntent les militants opposés aux essais pendant les années 1970 ? Et qui sont les passeurs qui les défrichent ?

D’abord nous verrons que Mai 68 sème des graines de militantisme à une échelle internationale. Ensuite, nous examinerons l’expérimentation de nouvelles pratiques militantes, notamment la désobéissance civile non-violente. Pour finir, nous ferons l’examen de la place du militantisme antinucléaire dans le mouvement politico-identitaire de Polynésie française, qui nous semble profondément hybridé avec les luttes transnationales propres à la décennie 1970.

⁵¹³ Boris Gobille, « Introduction. Circulations révolutionnaires. Une histoire connectée et « à parts égales » des « années 1968 » », *Monde(s)*, vol. 11, no. 1, 2017, p. 13-36. Sur les lieux de réseaux, nous étudierons le rôle du Larzac : Gaël Franquemagne, *Les mobilisations socio-territoriales : le Larzac, une cause en mouvement*, Thèse de Science politique, Université Montesquieu - Bordeaux IV, Institut d’études politiques de Bordeaux, 2009.

Chapitre 4.

Les Nouveaux Mouvements Sociaux, Mai 68 et la bombe.

Le mouvement de Mai 68 est un événement global, et les mobilisations des ‘Nouveaux Mouvements Sociaux’ qui apparaissent en France s’étendent au-delà du cadre national⁵¹⁴. Mai 68 nous paraît être une période charnière pour les opposants aux essais nucléaires. Elle semble porter des germes de révolte contre la bombe, mais également contre les injustices à l’égard des populations d’outre-mer⁵¹⁵. Cette période serait également celle des ‘rencontres improbables’, c’est-à-dire des rapprochements entre des communautés antinucléaires disparates⁵¹⁶.

Le mouvement de Mai 68 sème-t-il des graines de militantismes jusqu’à Tahiti ? Verrait-on dans ces circulations le signe d’une hybridité du mouvement contre les essais nucléaires avec d’autres luttes ?

Nous examinerons d’abord le communauté antimilitariste de Lyon qui questionne la politique de défense, et donc les essais. Puis nous verrons que s’il n’y a pas eu de ‘Mai 68’ au CEP, des protestations s’y expriment, y compris au sein de l’armée. Pour finir, nous nous demanderons de quelle manière des étudiants Polynésiens passés par Mai 68 ont pu former la nébuleuse d’un mouvement politique et identitaire.

⁵¹⁴ Le mouvement de Mai 68 est ainsi lié au mouvement contre la Guerre du Vietnam, qui anime la communauté étudiante française. Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Presses de Sciences Po, 2014. Érik Neveu, « V. De ‘nouveaux’ mouvements sociaux ? », Érik Neveu (dir.), *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 2011, p. 61-69. Manuel Bridier, « Mai 68 et le tiers monde », *Tribune Socialiste*, n°386, 24 octobre 1968.

⁵¹⁵ Comme l’identifie David Chappell, le mouvement de ‘Réveil Kanak’ est largement influencé par Mai 68, puisque des étudiants Kanak en France s’initient au militantisme, tout comme à la littérature anticolonialiste. David Chappell, *The Kanak Awakening: The Rise of Nationalism in New Caledonia*, University of Hawaii Press, 2013. « The Kanak Awakening of 1969-1976: Radicalizing Anti-Colonialism in New Caledonia », *Journal de la Société des Océanistes*, 117, 2003.

⁵¹⁶ Par ‘improbable’, nous désignons des rapprochements entre des milieux sociaux distants. Vigna et Zancarini-Fournel identifient un phénomène de « décloisonnement social » au moment de Mai 68. Ils définissent ces types de rencontres comme une « configuration inédite [qui] favorise des rencontres improbables entre des acteurs sociaux, que leur position devait a priori tenir à l’écart les uns des autres, et à des phénomènes de métissage. Ce phénomène, dont on a vu l’antériorité, se poursuit dans l’après-68. » Xavier Vigna, Michelle Zancarini-Fournel. « Les rencontres improbables dans ‘les années 68’ », *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, vol. 101, no. 1, 2009, p. 163-177.

4.1 Désobéir à la bombe : objecteurs et antimilitaristes face aux essais.

En France, le mouvement d'opposition à l'institution militaire se renforce pendant la Première Guerre mondiale, et s'inscrit dans une idéologie antimilitariste, ou un refus de porter les armes⁵¹⁷. Les réseaux d'objecteurs de conscience et les mobilisations contre la Guerre d'Algérie contribuent au développement de ce mouvement, dans lequel les essais sont évoqués de manière sporadiques (chapitre 2). Toutefois dans la région lyonnaise, un groupe de militant réalise plusieurs actions contre les essais nucléaires en Polynésie dans les années 1970⁵¹⁸.

En mars 1968, Charles de Gaulle est de passage à Lyon pour inaugurer la 50ème foire internationale. Afin de prévenir une éventuelle action militante, des antimilitaristes du Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation (Garm) sont assignés à résidence⁵¹⁹. Faits d'armes de ces activistes ? De nombreuses actions contre l'armée, la dissuasion et les essais. En 1967, l'organisation se forme autour d'objecteurs de conscience lyonnais⁵²⁰. La première génération du Garm réunit de nombreux chrétiens et des femmes, celles des

⁵¹⁷ Un ouvrage récent retrace les origines de l'antimilitarisme en France de la IIe République à aujourd'hui, et l'on notera la thèse de Maxime Launay et de Tramor Quémeneur sur le sujet, ainsi que l'ouvrage de Michel Auvray sur les objecteurs. Éric Fournier, Arnaud-Dominique Houte (dir.), *À bas l'armée ! L'antimilitarisme en France du XIXe siècle à nos jours*, Editions de la Sorbonne, 2023. Maxime Launay, *Une armée nouvelle ? La gauche et l'armée française (1968-1985). Antimilitarisme, libertés publiques, défense nationale*, Thèse de doctorat en Histoire moderne et contemporaine, sous la direction de Olivier Dard, décembre 2022. Tramor Quémeneur, *Une guerre sans "non" ? : insoumissions, refus d'obéissance et désertions de soldats français pendant la guerre d'Algérie : 1954-1962*, Thèse de doctorat en Histoire, sous la direction de Benjamin Stora, 2007. Michel Auvray, *Objecteurs, insoumis, déserteurs : histoire des réfractaires en France*, Stock, 1983

⁵¹⁸ De nombreuses personnalités qui se distinguent dans l'opposition aux essais soutiennent également les objecteurs de conscience, comme l'avocat Jean-Jacques de Félice, le professeur Théodore Monod, l'ancien résistant Claude Bourdet ou le physicien Alfred Kastler. De nombreux documents dans leurs fonds respectifs attestent de cette solidarité. Marius Loris Rodionoff, *Désobéir en guerre d'Algérie. La crise de l'autorité dans l'armée française*, Seuil, 2023.

⁵¹⁹ L'organisation compte alors 300 adhérents. Jean-Pierre Lanvin, *À dieu vat*, Carnet De Route, 1999.

⁵²⁰ Le 'Groupe lyonnais de soutien aux renvoyeurs du livret militaire' prend le nom de 'Groupement d'action et de résistance à la militarisation' (Garm) en 1969. Michel Auvray, op.cit.

objecteurs, mais également des féministes réunies autour de la secrétaire du Garm, la militante et journaliste Mireille Debard⁵²¹.

Pendant Mai 68, les mobilisations ouvrières et étudiants de Lyon en font un « *terrain de radicalité sociale et politique*⁵²² ». Au début des années 1970, de jeunes libertaires adeptes des actions directes rejoignent le Garm, et un petit groupe d'hommes prend peu à peu le pouvoir⁵²³. Ces militants se distinguent par leur mobilité. Ils manifestent au Larzac, contre le réacteur Superphénix à Malville, et réalisent des actions de désobéissance civile à Lyon. Militant antimilitariste au Garm, Patrice Bouveret se souvient de ses premières actions contre les expériences nucléaires, inspirées par les campagnes du Mouvement Contre l'Armement Atomique : « *La branche du MCAA de Lyon avait commencé à faire des actions contre les essais, que l'on a repris après, lorsque c'est devenu le MDLP en 68. Mais ils n'avaient plus d'activité propre. Les actions étaient faites par le Garm*⁵²⁴. »

Un entretien collectif est réalisé avec Jean-Michel Lacroûte, Maurice Balmet, Patrice Bouveret et Dominique Arrivé, d'anciens objecteurs ou insoumis ayant milité au Garm⁵²⁵. Le mot militant est-il adapté pour les définir ? « *Vous savez, on disait militant-militaire, moi je ne veux pas qu'on m'appelle comme ça* », explique Jean-Michel Lacroûte, instituteur suspendu pour avoir refusé de faire son service militaire. Patrice Bouveret lui veut bien se qualifier ainsi : cela fait près de 30 ans qu'il milite, notamment contre les essais nucléaires⁵²⁶. Nous revenons sur la chronologie de la lutte. En décembre 1963, une loi reconnaît enfin

⁵²¹ Mireille Debard, *Là - Le choix d'une vie : souvenirs d'engagements*, La Passe du Vent, 2020.

⁵²² Lilian Mathieu, François Alfandari, Sophie Bérout, Laure Fleury, Camille Masclet (dir.), *Lyon en luttés dans les années 68 : lieux et trajectoires de la contestation*, Presses Universitaires de Lyon, 2018, p. 381.

⁵²³ Patrice Bouveret : « Tu es au Garm si tu participes à sa vie, les plus actifs avaient le pouvoir, étaient leaders. Ils étaient plusieurs, des petits noyaux avec des sous-groupes. » Pour Jean-Michel Lacroûte, « il y a eu un premier puis un second GARM ». Entretien avec des militants du Garm, 2020.

⁵²⁴ Entretien, 2020.

⁵²⁵ Un appelé qui n'obéit pas est un insoumis, tandis qu'un déserteur abandonne son poste, l'objecteur de conscience, quant à lui, refuse d'obéir à une obligation légale par convictions. Tramor Quemeneur, « Le statut des objecteurs de conscience une bataille juridique et politique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 115, 2015. Patrice Bouveret, Maurice Balmet, Guy Dechesne, Jean-Michel Lacroûte, François Ménérier, Mimmo Pucciarelli, *Résister à la militarisation : Le Groupe d'action et de résistance à la militarisation, Lyon 1967-1984*, Atelier de création libertaire, 2019, p. 12.

⁵²⁶ L'entretien mené avec ces militants du Garm en 2020 a lieu à L'Observatoire des Armements. Ce local militant est devenu un centre de recherche indépendant en 1984, où l'on retrouve de nombreuses archives sur les essais nucléaires et les organisations militantes.

l'objection de conscience. Un statut arraché après le jeûne de Louis Lecoin, membre de l'Union Pacifiste de France (UPF) et figure du mouvement des objecteurs après la Seconde Guerre mondiale⁵²⁷. « *La première génération d'objecteurs nous a beaucoup aidé* » note Patrice Bouveret. Peu d'appelés parviennent à obtenir le statut, et ceux qui y arrivent doivent réaliser un service civil plus long⁵²⁸. L'abolition des tribunaux militaires est acquise en 1982, sous la pression de groupes antimilitaristes⁵²⁹. « *Tous mes ancêtres se sont tapés des guerres* » explique Jean Michel Lacroûte. Un cousin lui raconte les horreurs vécues en Algérie, puis un ami du Service Civil International lui parle de 'Fayard et Janin', deux objecteurs emprisonnés à qui le service civil a été refusé⁵³⁰.

Dominique Arrivé refuse également de faire son service militaire et se présente comme un « *objecteur à la dissuasion nucléaire*⁵³¹ ». Il était étudiant dominicain près de Lyon en 1964 lorsque son professeur de philosophie, Jean-Yves Jolif, lui offre un livre sur l'objection⁵³². Un de ses frères mobilisé en Algérie lui raconte la torture, et il est sensibilisé à la lutte contre la

⁵²⁷ Louis Lecoin est emprisonné entre 1917 et 1920 pour « propos alarmistes » à la suite de son refus d'effectuer son service en novembre 1916 et à la diffusion d'un tract pacifiste. En 1924, un collectif pour l'objection de conscience se forme, mais pendant les deux Guerres Mondiales, la plupart sont fusillés ou emprisonnés. Il faut attendre la Guerre d'Algérie pour que les objecteurs surgissent en nombre sur la place publique et fassent pression sur le gouvernement pour obtenir un statut légal. Tramor Quémeneur, « Le statut des objecteurs de conscience une bataille juridique et politique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 115 - 116, no. 1, 2015, p. 35-43. Michel Auvray, *Objecteurs, insoumis, déserteurs : histoire des réfractaires en France*, Stock, 1983.

⁵²⁸ En avril 1972, une circulaire ministérielle les affecte directement à l'Office Nationale des Forêts, qui se remplissent d'objecteurs. Autre contrainte de taille, l'interdiction de parler de la loi de 1963, l'Etat considérant cela comme une promotion à la désertion.

⁵²⁹ Claire Saas, « La justice militaire en France », *Archives de politique criminelle*, 2007/1 (n° 29), p. 183-213.

⁵³⁰ Leur procès fédère les antimilitaristes qui regroupent des centaines de lettres de soutien de personnalités politiques, religieuses, et d'anciens combattants. François Janin, sensibilisé par le drame algérien, est marqué par les réformes libéralisatrices de l'enseignement en mai 1968, mais surtout par la non-violence. Michel Castaing, « François Janin : Notre force de frappe, à nous objecteurs de conscience, c'est la solidarité », *Le Monde*, 15 août 1972.

⁵³¹ Il fait deux mois de prison. « Cette époque c'était quelque chose, j'ai eu tellement de correspondances, surtout des tas de lettres des comités [de soutiens aux objecteurs] pendant mon emprisonnement, les gardiens n'en revenaient pas ! ».

⁵³² Théologien dominicain et membre du Mouvement de la Paix. JOLIF Jean-Yves, notice Maitron, <https://maitron.fr/spip.php?article222977>

bombe par la communauté non-violente de l'Arche, rassemblée autour de Lanza del Vasto⁵³³. Cet adepte de Gandhi installé à Bollène avec sa communauté catholique fonde l'Action Civique Non-Violente (ACNV) en 1957, une organisation qui réalise des actions directes contre les camps d'internements d'algériens⁵³⁴. La dimension internationale du mouvement non-violent permet à l'ACNV de se mettre en contact avec ses homologues néo-zélandais, qui montent un projet d'action non-violente à Moruroa en 1965⁵³⁵. Mais celle-ci ne se concrétise finalement pas, faute de moyens logistiques et financiers⁵³⁶.

« *C'était aussi une culture anti-guerre* » raconte Maurice Balmet. L'antimilitarisme se retrouve dans des chansons populaires, 'Le déserteur' de Boris Vian, ou le 'Parachutiste' de Maxime Le Forestier. Au début des années 1970, le mouvement contre la guerre est revivifié par les oppositions à la Guerre du Vietnam qui accélèrent les circulations de discours antimilitaristes⁵³⁷. La *peace culture* suscite l'engagement d'artistes de la génération Woodstock, comme Joan Baez qui chante 'Why don't we all stop paying taxes ?'⁵³⁸. La

⁵³³ Ce disciple de Gandhi s'engage contre la dissuasion dès 1960, et a un rôle central dans la constitution du mouvement non-violent. Lanza del Vasto, *De la bombe*, Imprimerie de l'Arche, Moulin du Verger, 1960. Tramor Quémeneur, « L'ACNV (Action civique non-violente) et la lutte contre les camps », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 92, no. 4, 2008, p. 57-63.

⁵³⁴ Deux militants s'y distinguent : Jean-Pierre Lanvin et le professeur de philosophie Joseph Pyronnet. Ils réalisent un sit-in à l'usine de Marcoule en 1957. Il s'agit de la première action de désobéissance civile contre un site lié à la bombe française. Elle racontée dans le chapitre 5.1. Tramor Quémeneur, « L'ACNV (Action civique non-violente) et la lutte contre les camps », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 92, no. 4, 2008, p. 57-63.

⁵³⁵ Observatoire des Armements, fonds Lanvin. Carton 'non-violence'. Marie Faugeron, Lanza del Vasto, « circulaire interne », septembre 1964.

⁵³⁶ Les premiers militants à partir vers Moruroa à bord d'un navire seront des australiens, qui embarquent sur le *Trident* en 1967. Ils sont toutefois arrêtés aux Iles Cook, où ils ne trouvent pas les soutiens logistiques espérés. Kyle Harvey, « Nuclear Migrants, Radical Protest, and the Transnational Movement against French Nuclear Testing in the 1960s: The 1967 Voyage of the Trident », *Labour History*, no. 111, novembre 2016, p. 76-98.

⁵³⁷ Chris Dixon, Jon Piccini, « The anti-Vietnam War movement: international activism and the search for world peace », dans: Christian Peterson, William Knoblauch, Michael Loadenthal (dir.), *The Routledge history of world peace since 1750*, Routledge, 2019, p. 371-381.

⁵³⁸ 'Pourquoi n'arrêtons-nous pas de payer des impôts ?'. Peter Kropf, « More Than 'Sex, Drugs, and Rock 'n' Roll?': Woodstock's Political and Cultural Elements », *Forbes and Fifth*, University of Pittsburgh, Volume 16, 2020. John Street, Seth Hague, Heather Savigny, « Playing to the Crowd: The Role of Music and Musicians in Political Participation », *The British Journal of Politics and International Relations*, 2008, 3-4.

désobéissance fiscale s'ajoute au répertoire des pratiques non-violentes des Nouveaux Mouvements Sociaux, promues par des membres de l'Arche⁵³⁹.

Le répertoire militant dans lequel ils s'inscrivent est plus acceptable après Mai 68⁵⁴⁰. « *On était contre l'armée donc contre les essais, et puis c'était une bonne raison de parler de la bombe* », raconte Patrice Bouveret, qui note que « *les réseaux anticolonialistes se focalisaient sur l'Algérie. Ils n'étaient pas si impliqués sur le nucléaire, c'étaient plutôt les non-violents.* » Ces derniers se mobilisent sur fond de religion, et la résistance à la guerre s'affirme dans les milieux chrétiens pendant la Guerre d'Algérie⁵⁴¹.

Lorsqu'il mène des actions contre les expérimentations nucléaires, le Garm n'hésite pas à faire de la mise en scène, voir à pénétrer sur des bases militaires. Au début des années 1970, il se mobilise à chaque nouvelle campagne d'essais. La construction d'un site de lancement de missiles nucléaires près de Lyon en 1971 ne manque pas de mobiliser ces adeptes des actions directes⁵⁴². En juin 1971, une manifestation contre ce Poste de Commandement (PC)

⁵³⁹ Lanza del Vasto, *Le pèlerinage aux sources*, Denoël, 1943.

⁵⁴⁰ Julie Pagis, « Chapitre 3 / Les empreintes sur le long terme de MAI 68 », dans : Julie Pagis (dir.), *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Presses de Sciences Po, 2014, p. 115-134.

⁵⁴¹ On compte déjà une communauté d'objecteurs chez les religions minoritaires qui refusent de porter les armes, comme les Témoins de Jéhovah, par neutralité politique, ainsi que chez les Quakers. Dès 1948, l'Eglise réformée de France réclame une loi pour protéger les objecteurs, tandis que l'Eglise catholique prend position en 1965, deux ans après la reconnaissance du statut. HDR de Jérôme Bocquet, « Les chrétiens et la guerre : Les chrétiens et la guerre d'Algérie », 27 novembre 2014. Ira Chernus, « Le rôle du religieux dans la promotion de la non-violence », *Diogenes*, 2013/3-4 (n° 243-244), p. 65-84. Pendant la Guerre d'Algérie, des pasteurs et prêtres engagés apportent un soutien moral et spirituel aux objecteurs de conscience emprisonnés, et les renvoient vers des comités d'objecteurs, la Cimade ou l'Action Civique Non-Violent. La Cimade est une association d'aide aux réfugiés, membre de la Fédération protestante de France. L'ACNV est une organisation qui réalise des actions non-violentes tenue par des membres de l'Arche. Tramor Quémeneur, « L'ACNV (Action civique non-violente) et la lutte contre les camps », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 92, no. 4, 2008, p. 57-63.

⁵⁴² Dans la nuit du 30 au 31 janvier 1971, des militants pénètrent dans le PC Jupiter du mont Verdun, et inscrivent '*Lyon, ni Pentagone ni Hiroshima*' sur les parois des galeries avant d'être arrêtés. « Des militants contre l'armement atomique envahissent le P.C. des forces stratégiques », *Le Monde*, 2 février 1971. « Le jour où le PC atomique du mont Verdun a été infiltré », *Tribune de Lyon*, 30 avril 2023. Au même moment, le pasteur René Cruse, Secrétaire Général du Mouvement International pour la Réconciliation (MIR), tient une conférence de presse à Limonest, le village en contrebas du site. Il annonce qu'une « nouvelle menace qui plane désormais sur la région lyonnaise doit éveiller la conscience de chaque habitant, et lui faire entrevoir les dangereuses conséquences de l'ère nucléaire » « Un groupe du Garm a investi 'officiellement' hier, le nouveau PC 'nucléaire'

installé sur le mont Verdun réunit 5000 personnes à Lyon, menée par le pasteur René Cruse, avec le naturaliste Théodore Monod et l'avocat engagé Jean-Jacques de Félice, puis se prolonge par une 'Fête de la Paix' à proximité du mont Verdun. Dans les jours qui suivent, le pasteur Cruse et l'abbé Joseph Piégay, curé de Givors, s'enchaînent à une banque dans le centre-ville pour protester contre les expériences menées au CEP⁵⁴³.



Manifestation du Garm à Lyon. À Gauche, Jean-Jacques de Félice, Théodore Monod, René Cruse, 19 juin 1971. Guy Deschene.

Pendant la campagne de 1973, le pasteur Cruse manifeste à Lyon aux côtés de Jean-Pierre Lanvin, un militant qui fait le lien entre la communauté antimilitariste et non-violente. Déguisé en évêque, ce dernier met en scène un faux enterrement de futures victimes

du mont Verdun », 31 janvier 1971, coupure de presse publiée sur le site : <http://resistancesauxguerres.fr/webdocumentaire/index.html> Des activistes du Garm pénètrent à nouveau dans le PC du mont Verdun le 31 janvier 1972. Ils parviennent à déplier leurs banderoles sur le tableau de contrôle devant le poste de commande.

⁵⁴³ « Un groupe de non-violents prendra le relais des deux grévistes de la faim d'Orléans », *Le Monde*, 26 juin 1970

polynésiennes, et distribue des tracts dénonçant les essais nucléaires dans le Pacifique⁵⁴⁴. Une autre action remarquée a lieu le 8 juin 1974, sur l'île des Cygnes du parc de la Tête d'Or, renommée pour l'occasion 'Atoll Moruroa'⁵⁴⁵.

Maurice Balmet se souvient que les nouvelles concernant les essais en Polynésie française venaient « *surtout des milieux protestants* ». Trois pasteurs, René Cruse, Jacques Walter et le naturaliste Théodore Monod, mettent en relation des militants avec des institutions protestantes opposées à la bombe et qui soutiennent les objecteurs de conscience⁵⁴⁶. Les réseaux militants protestants se soudent autour du Conseil Œcuménique des Églises, une organisation interconfessionnelle qui facilite les circulations militantes vers la Polynésie. Patrice Bouveret précise :

« Les informations venant de Tahiti passaient par des réseaux d'avocats protestants, avec Jean-Jacques de Félice, et bien sûr François Roux qui était à Montpellier. Ils étaient financés par l'Église [réformée] et avaient également défendus des objecteurs. Autour du MCAA/MDLP il y avait un réseau protestant fort, avec des circulations d'informations via le Conseil Œcuménique des Églises⁵⁴⁷. »

Au cours des entretiens menés avec des membres du Garm, les représentations des réseaux antimilitaristes s'axent autour de l'histoire du militantisme lyonnais. Maurice Balmet souligne que de nombreux libertaires refusaient de rejoindre des filiales d'organisations militantes parisiennes-centrées. Jean-Michel Lacroûte explique que « *Lyon a une forte histoire de résistances* », et cite les premiers tribunaux des prud'hommes, les Canuts - des employés des machines à tisser la soie qui se révoltèrent contre leurs conditions de travail au XIX^{ème} siècle, et l'anarchiste Bakounine, qui y lança son appel à une révolution internationaliste en 1870⁵⁴⁸. Selon Patrice Bouveret, il y aurait eu moins de répression de militants à Lyon qu'il

⁵⁴⁴ Patrice Bouveret, Maurice Balmet, Guy Dechesne, Jean-Michel Lacroûte, François Ménérier, Mimmo Pucciarelli, *op. cit.*, p. 56.

⁵⁴⁵ Jean-Pierre Lanvin, *A dieu vat*, Carnet de route, 1999, p. 392.

⁵⁴⁶ Entretien avec Patrice Bouveret, 2020. En 1957, ils font partie des six pasteurs qui écrivent au ministre de la Défense : « A cause de notre foi chrétienne nous ne pourrions plus jamais faire partie d'aucune armée ». « Six pasteurs protestants objecteurs de conscience renvoient leur livret militaire au ministre de la défense nationale », *Le Monde*, 19 octobre 1957.

⁵⁴⁷ « Les réseaux de soutiens, c'était surtout deux courants. D'un côté les chrétiens, et puis les libertaires. » Entretien avec Patrice Bouveret, juillet 2020.

⁵⁴⁸ « C'est de la Croix-Rousse, commune indépendante de Lyon jusqu'en 1852, qu'est partie, le 21 novembre 1831, la première grande révolte française contre le patronat à l'initiative des canuts [sic], les ouvriers de la soie

considère comme « *un refuge pour les objecteurs et les militants qui avaient besoin d'avocats ou de soutiens* ». Dans ses souvenirs des lieux de lutte, Patrice évoque « *un local militant collectif, acheté par le PSU* » ainsi que le « *CEP (Centre d'Expression Populaire) où il y avait une mouvance militante, hors communistes. Les radios libres de Lyon sont nées là-bas*⁵⁴⁹. »

Des quartiers de Lyon sont marqués par une identité militante, comme la Croix-Rousse, surnommée la 'colline qui travaille', celle des Canuts⁵⁵⁰. Les militants lyonnais se retrouvent souvent à la Croix-Rousse, où certains habitent dans des appartements communautaires⁵⁵¹. Avec l'aide d'une jeune graphiste, Patrice Bouveret a réalisé une carte interactive où l'on retrouve ces hauts-lieux de la contestation, permettant de visualiser Lyon selon le regard d'un militant du Garm⁵⁵². On note l'importance d'espaces de réseaux plus discrets, pour préparer des actions clandestines. L'on passe y récupérer des tracts, ou manger un bout, mais surtout discuter, dans un restaurant tenu par des antimilitaristes. 'Le Goût du Canon' et 'Les Tables Rabattues' sont alors des points de rencontres « *mais très local, avec peu de circulations* » nous précise Jean-Michel⁵⁵³.

Le Garm est en déclin au début des années 1980, et de nombreux militants se désengagent. Pour Patrice, beaucoup ont « *envie d'avoir une vie normale* » et un essoufflement se fait ressentir. Alors que faire de ces connaissances et archives cumulées au fil des luttes ? La

dont les ateliers aux grandes fenêtres et poutres apparentes sont aujourd'hui très prisés par les promoteurs immobiliers. Les émeutes ont duré trois jours et ont fait six cents victimes. C'est aussi d'ici que le philosophe anarchiste russe Bakounine lança, en 1870, en pleine débâcle napoléonienne, un appel à la révolution internationaliste. C'est encore à la Croix-Rousse que fut fondée par Michel Derrion, en 1835, la première coopérative française de consommation, sorte de commerce équitable avant l'heure. » Fabrice Arfi, « La Croix-Rousse, colline rebelle où demeure l'esprit canut », *Le Monde*, 6 avril 2007.

⁵⁴⁹ Les affiches du Garm sont réalisées dans une imprimerie antimilitariste de la Croix-Rousse, qui met également sous presse la revue écologiste *Silence*. Il s'agit des Ateliers d'Impression Presse Nouvelle, rue Burdeau, qui ferme en 1983. Certaines de leurs affiches antimilitaristes sont visibles ici : <https://placard.ficedl.info/mot4756.html>

⁵⁵⁰ Le Garm réalise des actions communes avec les libertaires qui se concentrent à la Croix-Rousse. « Les insoumis étaient proches de la Croix-Rousse, ils faisaient des actions communes ». Entretien avec Jean-Michel Lacroûte, 2020.

⁵⁵¹ Entretien avec Patrice Bouveret, 2020.

⁵⁵² <http://resistancesauxguerres.fr/webdocumentaire/index.html>

⁵⁵³ 'Le Goût du Canon' tenu par Maryvonne doit toutefois fermer ses portes après un attentat à la bombe en 1976. « Dans la nuit du 6 octobre 1976, le resto alternatif 'Le Goût de canon' explose !! », *Rebellyon*, 6 octobre 2021.

création du Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits (CRDCP) à Lyon en 1984 vise à rassembler la documentation et poursuivre la lutte contre les ventes d'armes et les essais nucléaires⁵⁵⁴. Renommé Observatoire des Armements en 2008, la figure de Bruno Barrillot s'y distingue. Cet ancien prêtre né à Lyon en 1940 anime le mouvement rural de la jeunesse chrétienne au diocèse de Lyon dans les années 1970. Il soutient les objecteurs, paysans du Larzac, puis se focalise peu à peu sur les essais nucléaires⁵⁵⁵. Barrillot réalise une première mission en Polynésie française financée par Greenpeace en 1990, noue des liens avec l'ensemble du monde militant local et se rend fréquemment à Tahiti⁵⁵⁶.

L'équipe de l'Observatoire des Armements est désormais réduite à un permanent, Patrice Bouveret, et quelques bénévoles depuis le décès de Bruno Barrillot en 2017⁵⁵⁷. Une figure de passeur semble se distinguer dans les cartons d'archives qui y sont conservées. Les fonds de Jean-Pierre Lanvin sont forts utiles pour faire une histoire des réseaux contre la bombe en France⁵⁵⁸. Cet héritier de la marque de chocolat Lanvin se tourne vers le militantisme pendant la Guerre d'Algérie, et est tour-à-tour compagnon de l'Arche, soutien des objecteurs, opposant à la Guerre d'Algérie, aux centrales et à la bombe⁵⁵⁹. D'abord animateur de l'ACNV, puis membre actif du Garm, il occupe une position d'intermédiaire entre non-violents et antimilitaristes, et leur permet de se coordonner⁵⁶⁰. Dans ses archives sur le

⁵⁵⁴ Le CRDCP est fondé par Patrice Bouveret aux côtés de son ami Bruno Barrillot, figure du combat contre les essais nucléaires, et de Jean-Luc Thierry, objecteur de conscience lyonnais alors membre de Greenpeace. Yannick Barthe, *Les Retombées du passé. Le paradoxe de la victime*, Seuil, 2017.

⁵⁵⁵ Observatoire des Armements. Fonds Jean-Pierre Lanvin. Communiqué de presse de Objections en monde rural, 5 avril 1979.

⁵⁵⁶ Il publie notamment *Victimes des essais nucléaires : histoire d'un combat*, Observatoire des armements, 2010. Et avec Marie-Hélène Villierme et Arnaud Hudelot, *Témoins de la bombe : mémoires de 30 ans d'essais nucléaires en Polynésie française*, Éditions Univers polynésiens, 2013. Sur le parcours de Barrillot et son engagement dans le mouvement pour la reconnaissance des conséquences des essais nucléaires, se reporter à l'ouvrage de Yannick Barthe : *Les Retombées du passé Le paradoxe de la victime*, Seuil, 2017.

⁵⁵⁷ On y trouve le bureau de Jean-Marie Collin, représentant d'ICAN France, une coalition internationale d'ONG qui milite pour le Traité d'Interdiction Totale des Armes Nucléaires. Lors de notre visite, il vient de finaliser la rédaction d'un rapport sur les déchets nucléaires en Algérie. Jean-Marie Collin, Patrice Bouveret, « Sous le sable, la radioactivité ! Les déchets des essais nucléaires français en Algérie », ICAN France, Observatoire des Armements, Fondation Heinrich Böll, juillet 2020.

⁵⁵⁸ « Jean-Pierre Lanvin, infatigable activiste lyonnais », *rebellyon.info*, 31 décembre 2019.

⁵⁵⁹ Jean-Pierre Lanvin, *A dieu vat*, Carnet de route, 1999.

⁵⁶⁰ <https://maitron.fr/spip.php?article244384>, notice LANVIN Jean-Pierre, Georges, Camille par Guy Dechesne, version mise en ligne le 19 décembre 2021

mouvement du Larzac, un article de 1985 mentionne la première visite d'Oscar Temaru sur cette terre militante. Le maire indépendantiste et antinucléaire de la commune de Fa'a'a accompagne une délégation de Kanak. Temaru répond à une militante du Larzac qui l'interroge sur l'objection de conscience :

« L'espoir des jeunes chez nous c'est d'entrer dans la fonction publique, ce qui je crois leur interdit d'objecter à l'armée. Je vais m'informer sur le statut d'objecteurs de conscience. Il n'est pas connu chez nous⁵⁶¹. »

Les militants sont rassemblés autour de leur avocat, Me Jean-Jacques de Félice, qui favorise les liens entre ses clients afin de former des réseaux de militants en l'Hexagone et les TOM, après avoir ardemment défendu les militants du Larzac et les objecteurs de conscience. L'objection a-t-elle existée au CEP ? Nous retrouvons quelques traces de réfractaires sur les sites, mais les échos politiques de Mai 68 s'y font peu ressentir.

4.2 Mai 68 au Centre d'Expérimentation du Pacifique.

Le 24 août 1968, la première bombe thermonucléaire française, 'Caponus', explose à Fangataufa. À 450 kilomètres de là, dans le village de Rikitea, les cloches de la cathédrale donnent ordre à la population de se regrouper dans l'abri antiatomique⁵⁶². Mais pendant la période du CEP, les circulations militantes se concentrent sur Tahiti, centre économique et politique. Pendant cette période, des affiches de champignons nucléaires glorifiant la bombe sont distribuées par l'armée et le CEA. Cette propagande militaire qui ornait les maisons n'est plus tellement en vogue, mais de nombreux témoins attestent de leur omniprésence dans

⁵⁶¹ Interview d'Oscar Temaru, « Un peuple à la recherche de son identité », *Gardarem lo Larzac*, n°107, octobre 1985.

⁵⁶² Entretien avec Mama Pino, Taku, août 2021. Les mangareviens composent avec la base de 300 légionnaires installés sur le motu Totegegie depuis 1967. Témoignage de Jean Bory, ancien militaire du CEP. Commission d'enquête chargée de recueillir tous éléments d'information sur les conséquences des essais nucléaires aériens entre 1966 et 1974 pour les populations de la Polynésie française. Assemblée de la Polynésie française, 2006.

les foyers⁵⁶³. Nous en retrouvons jusqu'aux Marquises, sur l'île de Ua Pou, où une femme nous montre un poster jauni dans le salon de sa grand-mère⁵⁶⁴.

À la veille de Mai 68, l'économie de rente nucléaire continue à injecter des capitaux vers la Polynésie⁵⁶⁵. En avril à Tahiti, les autonomistes réaffirment leur hostilité vis-à-vis du CEP à travers la voix du député Francis Sanford⁵⁶⁶. Des contacts sont pris avec François Mitterrand et Gaston Defferre, qui reçoivent des délégations de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie⁵⁶⁷. Les élus polynésiens entrent également en contact avec Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale, qui leur affirme son soutien pour l'autonomie et la libération de Pouvana'a⁵⁶⁸.

Au même moment, le contre-amiral Tellier fait diffuser une note aux officiers du CEP. Il rappelle l'importance de voter contre les autonomistes aux municipales et spécifie que l'ensemble du personnel doit s'inscrire sur les listes électorales à la mairie de Pape'ete. Il demande même à fournir des moyens de transports aux militaires le jour du vote⁵⁶⁹. Mais

⁵⁶³ « Mon père avait une affiche de champignon nucléaire à la maison. », entretien avec Yvette Tomasini, avril 2021. « C'était courant à l'époque, il y en avait un peu partout », entretien avec Michel Arakino, 2021.

⁵⁶⁴ « Il fait partie de la maison, je l'ai toujours connu ». Entretien avec Isabelle Klima, 2022.

⁵⁶⁵ Jean Chesneaux, *Tahiti après la bombe*, L'Harmattan, 1995.

⁵⁶⁶ Les autonomistes font alors l'objet de « sérieuses attaques » de la presse locale à la suite du soutien promis par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) si la gauche arrive au pouvoir. SHD. GR 13 R 126. Synthèses mensuelles de renseignements du CEP, 1968. Synthèse d'avril 1968.

⁵⁶⁷ Jean Millaud, président de l'Assemblée Territoriale, John Teariki et Francis Sanford viennent parler de l'autonomie, aboutissant à un communiqué des deux politiciens de la gauche française, affirmant qu'ils les appuieront dans leurs « légitimes revendications ». « MM. Mitterrand et Defferre appuient les autonomistes de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie », *Le Monde*, 20 avril 1968.

⁵⁶⁸ AFP Paris, « Le séjour à Paris des délégations de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie », 19 mai 1968. AFP-Paris, « La prochaine réunion du 'contre-gouvernement' », 30 avril 1968. À la fin du mois, la préfecture de Police de Paris transmet une note à Jacques Foccart : dans l'ordre du jour du 'contre-gouvernement' monté par Mitterrand figure une « communication sur les conditions de la libération de M. Pouvanaa Oopa (leader polynésien de gauche) ». ANF. AG/5(F)/3561. Fonds Foccart. Polynésie française, affaires politiques, 1968 - 1969. Préfecture de Police de Paris, 30 avril 1968, « le contre-gouvernement de M. François Mitterrand siègera le 9 mai, 86 rue de Lille ».

⁵⁶⁹ « Il importe que nous ayons tous conscience de nos responsabilités à la veille d'un choix qui pèsera lourdement sur l'avenir de ce territoire français où nous vivons et travaillons. Je demande donc que, tout en respectant scrupuleusement la liberté d'action et de pensée de chacun, vous rappeliez à vos subordonnés sous la forme qui vous paraîtra la plus opportune, le devoir qu'ils ont d'exprimer leur opinion. » SHD. GR 13 R 126.

cette stratégie trouve ses limites. Après l'élection, le gouverneur Sicurani note que, malgré la mise en place d'une campagne contre l'abstention, la participation du personnel du CEP reste inférieure à celle de l'électorat local⁵⁷⁰.

Après les municipales, Sanford organise des réunions publiques où il annonce que si ses démarches à Paris pour l'autonomie et l'arrêt des essais nucléaires sont ignorées, des manifestations de masses seront organisées⁵⁷¹. Les publications hostiles au CEP sont encore largement contrôlées par les autorités françaises, qui n'omettent pas de surveiller ce qui pourrait passer à la télévision. Le 6 mai, Jacques Foccart écrit à son bras droit, l'ancien Résistant René Journiac, à propos de la série pour enfants 'Les Chevaliers du Ciel', prenant Tahiti et le CEP comme toile de fond pour une histoire d'espionnage. Foccart demande à avertir le Gouverneur concernant un épisode qui met en scène un « *maquis polynésien* » : aux vues du contexte politique, il vaudrait mieux ne pas le diffuser à Tahiti⁵⁷².

Tandis que les barricades s'érigent dans le Quartier Latin dans la nuit du 10 au 11 mai, le mouvement social semble passer inaperçu à Tahiti. L'anthropologue Jean-Marc Pambrun note qu'en dehors de problèmes logistiques dans l'organisation du baccalauréat, les effets des mobilisations se font peu ressentir⁵⁷³. Toutefois, entre septembre et novembre 1968, un

Synthèses mensuelles de renseignements du CEP, 1968. Lettre du contre-amiral Tellier, commandant du CEP, « Elections municipales partielles à Papeete », 24 avril 1968.

⁵⁷⁰ 62% de participation pour les locaux, 54% pour les fonctionnaires expatriés, 46 pour les civils métropolitains, et « seulement 34% pour les militaires », ces trois dernières catégories représentent alors 16% de l'électorat de Papeete. ANF. AG/5(F)/3561. Fonds Foccart. Polynésie française, affaires politiques, 1968 - 1969. Gouverneur Papeete au ministère des Outre-Mer, 15 mai 1968.

⁵⁷¹ Le gouverneur prévient alors le ministère des Outre-Mer que les futures visites ministérielles seront peut-être accueillies par des manifestants. ANF. AG/5(F)/3561. Fonds Foccart. Polynésie française, affaires politiques, 1968 - 1969. Gouverneur à Medetom Paris, 16 mai 1968.

⁵⁷² ANF. AG/5(F)/3561. Fonds Foccart. Polynésie française, affaires politiques, 1968 - 1969. Jacques Foccart à René Journiac, 6 mai 1968. La bande-dessinée met en scène un groupe de terroristes chinois qui tentent d'attaquer le CEP. La version télévisée glorifie alors la figure des pilotes, et abonde de clichés folkloriques et racistes sur les Polynésiens, et surtout les Chinois. Charlier, Jije, *Tanguy et Laverdure, les chevaliers du ciel – Menace sur Mururoa*, 1969. Les épisodes sur le CEP sont visibles ici : <https://www.youtube.com/watch?v=xQbhhwUgO20&list=PLFdOtJL9zFQmREIubHsDvM58wD4vXm15Z&index=4> (non-diffusé à Tahiti, avec une prise d'otage et un détournement d'avion) <https://www.youtube.com/watch?v=yQcUT4cqoZw&list=PLFdOtJL9zFQmREIubHsDvM58wD4vXm15Z&index=5> (diffusé à Tahiti).

⁵⁷³ Jean-Marc Pambrun, *Henri Hiro, héros polynésien*, Puna Honu, 2010.

‘Comité d’Action contre l’Armement Atomique et pour le Développement de la Polynésie’ diffuse des tracts à Pape’ete. Les renseignements militaires s’inquiètent alors de la diffusion de « *lettres aux Popaa* » et collages d’affiches contre la bombe⁵⁷⁴. Les services de l’État tentent d’en identifier l’origine. Une note du lieutenant-colonel Garnier, chef du Bureau d’Étude, pointe du doigt les « *organisations révolutionnaires modernes* » et s’inquiète du retour de Pouvana’a qui pourrait encourager leur développement :

« Il peut donc s’agir d’une ramification polynésienne d’un comité anti-atomique international. Les méthodes et la discrétion qui en résultent montrent que l’organisation est parfaitement cloisonnée, ce qui ne correspond pas au tempérament polynésien. Le style des rédacteurs est celui de métropolitains et s’apparente étrangement à la facture des écrits qui ont fleuri en France en mai et juin dernier. Les principaux thèmes sont d’ailleurs ceux des slogans choisis par les organisations étudiantes métropolitaines⁵⁷⁵. »

Outre les représentations racistes caractéristiques de ces analystes coloniaux, l’influence de Mai 68 semble vivement inquiéter les autorités militaires. Quelques échos de ces Nouveaux Mouvements Sociaux se font entendre sur le territoire, et les campagnes de tirs pâtissent directement des conséquences de Mai 68. L’ensemble des essais prévus en 1969 sont annulés car les accords de Grenelle du 27 mai 1968 obligent à réaliser des économies sur le budget de la défense⁵⁷⁶. La question interpelle les services de renseignement du CEP, qui notent en novembre 1968 que cette annonce suscite peu de réactions dans les milieux politiques. Ils notent que l’annulation de la campagne aura un impact conséquent sur l’économie du CEP, et donc du territoire⁵⁷⁷.

Sur les sites, l’information est contrôlée, ainsi que les correspondances, mais des journaux circulent dans les bases militaires. De brèves nouvelles à propos de Mai 68 paraissent dans le courrier interne d’un bâtiment de la Marine, *La Maurienne*, déployé pour emmener le personnel des sites au large lors des tirs⁵⁷⁸. Trois jours plus tard, le journal annonce qu’une

⁵⁷⁴ SHD. GR 13 R 126. Synthèses mensuelles de renseignements du CEP, 1968. Synthèse de novembre 1968.

⁵⁷⁵ ANF. AG/5(F)/3561. Fonds Foccart. Polynésie française, affaires politiques, 1968 - 1969. Bureau d’Étude, Bulletin de renseignements particulier « Diffusion de propagande subversive à Papeete », 25 novembre 1968.

⁵⁷⁶ Roger Martelli, *Mai 68*, éditions Messidor, 1988.

⁵⁷⁷ SHD. GR 13 R 126. Synthèses mensuelles de renseignements du CEP, 1968. Synthèse de novembre 1968.

⁵⁷⁸ Le 8 mai 1968, la rédaction du bien-nommé Moru-Flash imprime un long article sur les retombées nucléaires, laissant entendre que celles du CEP sont ‘négligeables’, sans oublier toutefois d’y joindre un

nuit de barricades a eu lieu dans le Quartier Latin, et note la violence des affrontements manifestants et forces de l'ordre⁵⁷⁹. Les ondes se développent également. Il n'est pas encore possible de capter *Radio-Tahiti* sur les sites. Pour distraire les troupes, un émetteur plus puissant est prévu. En attendant, les autorités montent *Radio-Mururoa*, qui émet pour la première fois le 29 mai 1968⁵⁸⁰.

Le mouvement social n'est pas caché par la presse, même militaire, mais reste traité de manière factuelle, et semblent avoir peu d'échos au CEP. L'identification d'objecteurs est toutefois complexe, et l'on manque encore d'accès aux archives sur ce point. Une côte du Service Historique de la Défense dont la description indiquant « Discipline, cas individuels de désertion, insoumission, rixes, rébellion, tentatives d'évasion » au CEP serait sûrement éclairante, mais nos demandes de dérogations ont été refusées⁵⁸¹.

Le contrôle des publications, correspondances de soldats, et surtout la perspective de se retrouver devant des tribunaux militaires ou de saboter sa carrière restent dissuasifs⁵⁸². Moana'ura Walker, photographe dans la Marine Nationale dans les années 1970, raconte avoir suspecté une fouille de ses affaires personnelles après avoir tenu un discours critique vis-à-vis du CEP, qu'il ne réitère plus avant d'avoir quitté la Marine⁵⁸³.

L'ouvrage du vétéran Jean-Claude Lamatabois, largement romancé, offre également un aperçu de l'atmosphère régnant au CEP à la fin des années 1960. Il y raconte que s'il y a eu

supplément sur les consignes de sécurité radiologiques. « La conséquence principale de la dispersion des produits des retombées, immédiates ou différées, consécutives aux explosions nucléaires expérimentales réalisées, pouvait être la transmission à l'Homme de certains corps radioactifs par l'intermédiaire de ses espèces végétales ou animales que l'homme consomme pour sa nutrition ». « Retombées radioactives à la suite des expériences nucléaires françaises en Polynésie [...] la radioactivité consécutive aux essais français en Polynésie avait entraîné une irradiation considérée comme 'négligeable' », *Moru-flash*, n°333, 8 mai 1968.

⁵⁷⁹ La nouvelle est brève, et se conclue par « on ignore encore le bilan de cette nuit de folie ». *Moru-flash*, n°335, 11 mai 1968.

⁵⁸⁰ Le studio et l'émetteur sont installés sur le navire de la Marine La Moselle. Pour la première émission, Jean Raynaud du service presse de la Marine Nationale fait une interview du commandant de Mururoa, le capitaine de vaisseau Servent: « Pour le reste, un bulletin d'information avec les dernières nouvelles de Paris et des événements de Mai 68 puis de la musique ». « Quand l'ORTF lance depuis un bateau de la Marine une radio très active à Mururoa », radiotsf.fr, 22 août 2016, <https://www.radiotsf.fr/quand-lortf-lance-depuis-un-bateau-de-la-marine-une-radio-tres-active-a-mururoa/>

⁵⁸¹ SHD. GR 42 S 11. Discipline, cas individuels de désertion, insoumission, rixes, rébellion, tentatives d'évasion.

⁵⁸² Entretien avec Philippe Maunier, ancien militaire du CEP, SMCB (contrôle biologique), 2021.

⁵⁸³ Entretien avec Moana'ura Walker, 2021.

des objecteurs, ces derniers sont systématiquement envoyés au ‘trou’ et subissent la pression des autres soldats, avec la peur de passer pour un traître. Dans une scène, le narrateur refuse de poursuivre son travail sur les sites, la sécurité militaire fouille alors ses affaires avant de le renvoyer dans l’Hexagone⁵⁸⁴.

Les témoignages de vétérans du CEP ayant refusés d’obéir sont rares, toutefois l’on en relève quelques cas. Quatre jours après le tir Canopus, de jeunes appelés sont envoyés en renfort pour le nettoyage de Fangataufa⁵⁸⁵. Alertés par les taux de leurs compteurs Geiger, ils se mettent en grève, moyen de protestation interdit dans l’armée⁵⁸⁶. Face à la menace de voir leur service prolongé, ou de se retrouver devant le tribunal militaire, ils sont contraints de se remettre au travail⁵⁸⁷. Des mentions de désertions se trouvent dans des archives de la gendarmerie de Pape’ete de 1968 - 1970, cependant celles-ci ne rapportent pas de liens avec des revendications politiques ou éthiques⁵⁸⁸.

Les archives de l’Observatoire des Armements mentionnent néanmoins deux cas de réfractaires s’étant exprimés au grand jour. Le 15 décembre 1970, le Garm organise un débat à la Maison des Étudiants Catholiques de Lyon avec Jacques Riondé et Philippe Krynen, anciens pilote et mécanicien d’hélicoptères dans l’Aéronavale. Ces derniers viennent témoigner de l’absence de protection des populations proches des sites, en particulier ceux de l’atoll de Tureia⁵⁸⁹. En 1968, quelques semaines avant le tir Canopus, Jacques et Philippe remettent une lettre de démission à leur chef. Ils y protestent contre les risques de retombées radioactives sur les habitants des îles des Tuamotu-Gambier. Leur supérieur tente de les raisonner : ils sabotent leur carrière et s’exposent à des représailles des tribunaux militaires.

⁵⁸⁴ Ce dernier a effectué son service à Moruroa en 1966, a été irradié puis indemnisé à titre posthume. Jean-Claude Lamatabois, *Au plus grand secret*, Le temps des cerises, 1998. « Essais nucléaires : une reconnaissance posthume », *Ouest-France*, 18 avril 2017.

⁵⁸⁵ Un détachement doit remettre en état la piste endommagée par le tir. Témoignage de Serge Lecordier, ancien militaire du CEP, juillet 2003. Archive en ligne (<http://moruroa.assemblee.pf/>). Centre d’Expérimentation du Pacifique, 115^e compagnie de marche du génie et de l’air, « Note de service : détachement à Fangataufa », 28 août 1968.

⁵⁸⁶ Jean-Christophe Videlin, « L’interdiction du droit de grève pour les forces de l’ordre : un principe absolu ? », dans: Crouzatier-Durand, Florence, Nicolas Kada (dir.), *Grève et droit public: 70 ans de reconnaissance*, Presses de l’Université Toulouse Capitole, 2017, p. 139-150.

⁵⁸⁷ Aude Massiot, « Mai 68. Bombe H Moruroa : un silence, des morts », *Libération*, 7 septembre 2018.

⁵⁸⁸ SHD. GD 2007 ZM 1 34686. Rapports de la gendarmerie du CEP, 1968 – 1970.

⁵⁸⁹ *L’Essor*, n°1237, 10 juillet 1970.

Mais les deux hommes tiennent bon. Les gradés haussent le ton, puis les envoient quelques jours en prison. Ils sont alors dégradés de l'armée, puis renvoyés en France pour être jugés. Dans son témoignage, Jacques Riondé, rapporte les propos du médecin-colonel qui le reçoit lorsqu'il rentre à Paris :

« Bon je sais ce qu'il vient de se passer, tout le monde est au courant. Écoutez, moi j'ai été militant pour la cause révolutionnaire espagnole, donc je connais vos arguments. Je vous dis une chose: ne montez pas au créneau ici en disant non à la bombe, parce que là vous allez terminer à l'hôpital psychiatrique à Papeete, et il y en a déjà qui y sont⁵⁹⁰. »

Si les deux officiers font figures d'exception en se faisant connaître, des critiques du CEP se font parfois entendre plus discrètement⁵⁹¹. Le capitaine Connan, ancien officier de la Marine Marchande puis président de Greenpeace France, raconte avoir reçu en 1990 la visite de deux officiers qui l'alertent quant aux négligences dans le domaine de la sécurité radiologiques sur les sites : « *Ils avaient très peur de parler, s'inquiétaient de représailles de l'État*⁵⁹². » Au sein des militaires du rang, rares sont ceux qui contestent la politique de défense, au risque de devoir quitter l'institution⁵⁹³. Les contestations trouvent rarement leur place au sein d'une armée qui cultive la culture du secret et de la hiérarchie⁵⁹⁴. De plus, le développement de

⁵⁹⁰ Témoignage de Jacques Riondé, pilote d'hélicoptère à Tureia, n-d, moruroa.org.

⁵⁹¹ « L'armée est muette, et le sujet du nucléaire est très hermétique, les gens qui voulaient donner un point de vue hostile avaient du mal à le dire clairement. C'était toujours très discret, sinon ta carrière était foutue. » Entretien avec Moana'ura 'Sunny' Walker, vétéran de la Marine Nationale, juillet 2021.

⁵⁹² Entretien avec Alain Connan, décembre 2020. Alain Connan, amiral Lajous, *Bras de fer à Moruroa*, L'Elocoquent, 2013.

⁵⁹³ Le 28 août 1973, le 53^{ème} essai nucléaire, Tamara, est tiré à partir d'un Mirage III, par le lieutenant-colonel Eric Copel. Il s'agit du premier largage de la bombe tactique AN-52, réalisé malgré les protestations des pays riverains au Tribunal de La Haye. Après avoir été promu général, il quitte l'armée en 1984 et critique ouvertement la politique de dissuasion, sans toutefois exprimer de regrets sur sa participation aux essais. « Condamnation théorique à La Haye. Rien pour arrêter les essais français, deux pilotes de Luxeuil largueront la bombe », *L'Est Républicain*, 23 juin 1973. « Spécial Défense – Le dogme nucléaire, le danger chimique, le service militaire – Un général s'insurge », *L'Express*, 22 mars 1984. Entretien avec Yves Calvi, « Général Copel : 'Il avait une bonne gueule mon champignon atomique' », *RTL*, 23 février 2012.

⁵⁹⁴ Elles s'expriment davantage chez les employés civils, et les syndicats de travailleurs sont, à partir des années 1980, un moyen de pression important sur le CEP. De puissants réseaux se développent, comme la confédération syndicale A Ti'a i Mua. Pieter de Vries, Han Seul, *Moruroa et Nous. Expériences des Polynésiens au cours des 30 années d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud*, CDRCP, 1997. Bruno Barrillot, Marie-Hélène Villierme,

4.3 Étudiants polynésiens passés par Mai 68 : de jeunes pousses du mouvement identitaire ?

Des bancs de la fac à l'engagement politique, le mouvement de Mai 68 semble influencer le mouvement d'affirmation identitaire polynésien. Dans la Polynésie française des années 1960-70, la circulation de la littérature et de la presse étrangère est restreinte par les faibles importations et le prix de ces objets, tout comme en Nouvelle-Calédonie⁵⁹⁵. Toutefois, les contacts avec un monde militant cosmopolite ouvrent toute une génération d'étudiants du *fenua* à des réflexions identitaires venues d'ailleurs, et leur permettent de se familiariser avec les livres d'intellectuels anticolonialistes des années 1950, comme Aimé Césaire ou Frantz Fanon.

Pendant Mai 68, des Polynésiens venus étudier en France se connectent aux mouvements militants qui agitent l'Hexagone, et rencontrent d'anciens colonisés qui se mobilisent dans les universités⁵⁹⁶. Ainsi, le développement d'une nouvelle forme d'action politique au *fenua* se fait avec le retour d'étudiants ayant fait l'expérience du militantisme pendant Mai 68. Cette circulation d'idées se réalise au miroir des débuts du militantisme identitaire Kanak : pour David Chappell, le 'Réveil Kanak' commence dans le contexte d'une « *recolonisation du territoire par la France dans les années 1960, accompagnée d'une immigration massive pendant le boom du nickel*⁵⁹⁷ » qui n'est pas sans rappeler l'arrivée du CEP en Polynésie. Tout comme les Kanak, des étudiants Polynésiens passés par Mai 68 acquèrent des armes intellectuelles pour questionner leur identité et leur place au sein de la République⁵⁹⁸. De

⁵⁹⁵ Cette problématique est toujours d'actualité à Tahiti, où le coût des journaux et livres importés reste dissuasif. David Chappell, « The Kanak Awakening of 1969-1976: Radicalizing Anti-Colonialism in New Caledonia », *Journal de la Société des Océanistes*, 117, 2003.

⁵⁹⁶ De manière similaire, le militantisme étudiant en Afrique se trouve connecté à l'ébullition de 1968. Françoise Blum, Pierre Guidi, Ophélie Rillon (dir.), *Etudiants africains en mouvement : Contribution à une histoire des années 68*. Paris, Publications de la Sorbonne, 2016. Hendrickson Burleigh, *Decolonizing 1968: Transnational Student Activism in Tunis, Paris, and Dakar*, Cornell University Press, 2022.

⁵⁹⁷ David Chappell, *The Kanak Awakening: The Rise of Nationalism in New Caledonia*, University of Hawaii Press, 2013. « The Kanak Awakening of 1969-1976: Radicalizing Anti-Colonialism in New Caledonia », *Journal de la Société des Océanistes*, vol. 117, no. 2, 2003, p. 187-202.

⁵⁹⁸ La ville de Paris est alors marquée par des circulations tiers-mondistes, en lien avec ses anciennes colonies. Michael Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, La Découverte, 2017.

retour au pays, ils ramènent dans leurs valises un sentiment de révolte, et une conscience des injustices à l'égard de leur peuple. Les trajectoires d'étudiants engagés, pendant ou après leurs études, permettraient ainsi d'identifier certains germes du mouvement identitaire *Mā'ohi* des années 1970⁵⁹⁹.

L'université comme lieu de réseaux.

Le moment des études constitue parfois une période d'initiation au militantisme, pouvant déboucher sur un engagement, ou du moins en semer les graines⁶⁰⁰. Au moment des indépendances africaines et asiatiques l'ancienne colonie des Établissements Français d'Océanie est déjà devenue un 'Territoire d'Outre-Mer' depuis 1946. Elle prend le nom de 'Polynésie française' en 1957, mais comme le relève Sarah Mohammed-Gaillard, l'Océanie est « *la dernière région à entrer dans l'aire de la décolonisation, inaugurée par l'indépendance du Samoa occidental en 1962*⁶⁰¹ ».

Depuis 1963, la surveillance minutieuse des opposants à la présence française est amplifiée par l'implantation du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP), avec la mise en place d'une communauté du renseignement qui obstrue le développement de réseaux militants⁶⁰². Pour faire accepter les essais nucléaires aux élus polynésiens, Charles de Gaulle promet des compensations économiques. Des bourses sont notamment offertes à de jeunes diplômés⁶⁰³.

⁵⁹⁹ Jean-Luc Picard, *Ma'ohi tumu et hutu painu : la construction identitaire dans la littérature contemporaine de Polynésie française*, thèse de doctorat, Université Paul Verlaine - Metz, 2008.

⁶⁰⁰ Sébastien Michon, « Etudes et engagement politique: l'interdépendance des carrières militantes et étudiantes », dans: Yvonne Neyrat, *Cultures étudiantes*, L'Harmattan, 2010, p. 41-53.

⁶⁰¹ Sarah Mohammed-Gaillard, « Iles et Population d'Océanie, de l'entrée des Européens dans l'Océan Pacifique à la décolonisation », dans : Sylvie André, Jean Bessière (dir.), *Littérature du Pacifique insulaire : Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Océanie, Timor oriental, approches historiques, culturelles et comparatives*, édition Honoré Champion, 2012, p. 13.

⁶⁰² Jean-Pierre Bat, « Les 'archives Foccart' aux Archives nationales », *Afrique & histoire*, vol. vol. 5, no. 1, 2006, p. 189-201.

⁶⁰³ Lors de l'annonce de l'implantation du CEP aux élus de Polynésie, les contreparties financières mentionnent des bourses pour les étudiants. ANF, Papiers de Jacques Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Lettre de Charles de Gaulle à George Pompidou, 3 janvier 1963.

L'ouverture du cycle secondaire en Polynésie au début des années 1960 permet à des promotions de bacheliers de poursuivre des études supérieures⁶⁰⁴. L'accès à l'université diffère toutefois selon les classes sociales, constituant également une revendication du mouvement de Mai⁶⁰⁵. Ceux qui se lancent dans les études sont majoritairement issus de milieux aisés, qui bénéficient des retombées économiques du CEP⁶⁰⁶. Il n'existe pas encore d'université sur le territoire au moment de Mai 68. Ceux qui souhaitent, mais surtout peuvent se permettre de poursuivre leurs études doivent se former à l'étranger, principalement en France⁶⁰⁷.

Des circulations étudiantes sont également initiées par les Églises, avec le soutien de réseaux de missionnaires protestants. L'Église Évangélique de Polynésie Française (EPPF) envoie alors ses futurs pasteurs dans les facultés de théologie de Strasbourg, Montpellier ou Paris⁶⁰⁸. La politique d'aide boursière produit cependant un effet peu anticipé par l'État : la mise en circulation d'idées et de pratiques militantes.

Loin du microcosme de Tahiti, Mai 68 forge des consciences politiques⁶⁰⁹. Au moment des premiers essais, les protestations contre le nucléaire peinent à se faire entendre par le gouvernement gaulliste. Dans un premier temps, les circulations entre les militants d'Hexagone et de Polynésie tendent à se circonscrire au monde protestant, ainsi qu'au parti indépendantiste Here Ai'a conduit par John Teariki, député de Polynésie française hostile au CEP. Pendant Mai 68, le mouvement contre la bombe française repose sur des organisations liées à des partis de gauche, notamment le Parti Communiste Français lié au Mouvement de la Paix. La principale organisation non-communiste, le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté (MDPL), reste mobilisée contre les essais, et mène une campagne contre le

⁶⁰⁴ Cette mobilité est facilitée par l'ouverture de l'aéroport de Fa'a'a en 1961, qui connecte Tahiti à un hub aérien international. Bruno Saura, *Tahiti Mā'ohi, Culture, identité, religion et nationalisme en Polynésie française*, Au vent des îles, 2009, p. 69.

⁶⁰⁵ Bisseret Noëlle, « L'enseignement inégalitaire et la contestation étudiante », dans: *Communications*, 12, 'Mai 1968. La prise de la parole', 1968, p. 54-65.

⁶⁰⁶ Jean-Marc Tera'ituatini Pambrun, *Henri Hiro, héros polynésien*, Puna Honu, 2010.

⁶⁰⁷ L'université française du Pacifique ouvre ses portes en 1987.

⁶⁰⁸ Gwendoline Malogne-Fer., « 14 - Professionnalisation du pastorat, genre et autochtonie en Polynésie française », Florence Rochefort (dir.), *Normes religieuses et genre. Mutations, résistances et reconfiguration (XIXe-XXIe siècle)*, Armand Colin, 2013, p. 189-202.

⁶⁰⁹ Bruno Saura, *op. cit.*, p. 312

CEP avec John Teariki en 1966, mais à partir de Mai 68 elle s'engage d'avantage vers d'autres luttes que celle contre la bombe⁶¹⁰.

Des pasteurs européens assurent la continuité des circulations militantes via les réseaux de missionnaires implantés en Polynésie, comme le pasteur Henri Vernier⁶¹¹. Les facultés de théologies protestantes de Paris, Strasbourg et Montpellier sont des passages entre la Polynésie et l'Hexagone⁶¹². Des étudiants en théologie sont mobilisés par le mouvement de Mai 68, et ceux de la faculté de théologie protestante de Montpellier se mettent en grève le 22 mars 1968 afin de réclamer des réformes dans le cadre du mouvement de Mai⁶¹³. L'engagement des étudiants en théologie protestante est raconté dans un numéro spécial du journal *Réforme*, soulignant une période de remise en question du rôle de l'Église dans la société. Comme le relève Bernadette Sauvaget, pendant Mai 68 « *les Églises protestantes traversent une crise avec 'leur' jeunesse. S'ouvre une période de réflexion sur le ministère pastoral, le modèle paroissial, le rôle des Églises dans la société*⁶¹⁴. » Le doyen de la faculté de théologie protestante de Strasbourg, Roger Mehl, membre du Comité central du Conseil Œcuménique des Églises, porte également des réflexions sur le rôle des missions protestantes dans le processus de décolonisation⁶¹⁵.

Un étudiant Polynésien commence ses études de théologie dans ce contexte à la rentrée 1968. Natif de Mo'orea, le jeune Henri Hiro est remarqué par la direction de l'EPPF après s'être pris de passion pour la lecture de la Bible. Les pasteurs Henri Vernier et Jean Adnet, de farouches opposants aux essais contraints d'agir dans la discrétion, décident d'envoyer ce

⁶¹⁰ Au moment de Mai 68, le Mouvement Contre l'Armement Atomique change de nom, et devient le MDPL, afin de souligner l'élargissement de ses engagements, notamment tiers-mondistes. Claude Bourdet, *Mes batailles*, V&o Editions, 1993.

⁶¹¹ Henri Vernier, *Au vent des cyclones. histoire des missions protestantes et de l'Eglise évangélique à Tahiti et en Polynésie française*, Bergers Mages, 1986.

⁶¹² Les habitants de Polynésie française sont largement convertis au protestantisme par des missionnaires anglo-saxons de la London Missionary Society (LMS) avant l'instauration du protectorat français en 1842. Yannick Fer, Gwendoline Malogne-Fer, « Territoires et circulations au sein des protestantismes océaniques contemporains », *Hermès, La Revue*, vol. 65, no. 1, 2013, p. 189-197.

⁶¹³ Jean-François Zorn mentionne la grève de trois mois des étudiants de faculté de théologie de Montpellier. « Une parenthèse d'intuitions vite refermée », n°3272, 15 mai 2008, p. 3.

⁶¹⁴ Bernadette Sauvaget, « Le Mai 68 des réformés », *Réforme*, n°3272, 15 mai 2008, p. 2.

⁶¹⁵ Roger Mehl, *Décolonisation et missions protestantes*, Société des missions évangéliques de Paris, 1964.

jeune diacre prometteur poursuivre des études en France⁶¹⁶. Le frère de Henri, Isidore Hiro, est présent le jour de son départ : « *Pour nous c'était évident qu'il partait pour revenir pasteur. On était loin d'imaginer ce qui allait se passer à son retour*⁶¹⁷ ».

Le 5 octobre 1968, Henri Hiro part poursuivre ses études à la faculté de théologie de Montpellier, aux côtés de Duro Raapoto, le fils du président de l'EPPF, qui va dans celle de Strasbourg. D'abord interne, Hiro se concentre sur ses cours, mais le mouvement de Mai 68 laisse ses marques dans l'Église Réformée de France, et comme le note Bernadette Sauvaget : « *une fracture s'y est durablement creusée entre 'politiques' et 'traditionnalistes'*⁶¹⁸ ». Le biographe de Hiro note que « *celle-ci n'atteint pas encore l'Église de Polynésie qui demeure à l'abri du mouvement d'émancipation réclamée par la jeunesse française auquel Henri Hiro et Duro Raapoto vont adhérer dans une certaine mesure*⁶¹⁹ ». Loin de chez lui, Hiro prend de la hauteur et se questionne sur son identité. Dans une émission de télévision protestante de 1978, il revient sur cette période :

« J'ai quitté la Polynésie en 1968. C'était effectivement un tournant décisif, c'est-à-dire un tournant décisif pour moi parce que c'était la première fois que j'affrontais la civilisation occidentale, la civilisation occidentale de plein fouet. Et décisif aussi pour la Polynésie, parce qu'effectivement la Polynésie a franchi plusieurs siècles pour tomber d'un coup dans le modernisme poussé à l'extrême, accéléré. Donc une civilisation menacée, mais aussi cette explosion, cet éclatement disons sur le plan social et dont nous souffrons énormément, actuellement⁶²⁰. »

⁶¹⁶ Le pasteur Adnet se voit interdire de revenir à Tahiti pendant un déplacement dans l'Hexagone après avoir demandé un référendum sur l'implantation du CEP en 1963. De Gaulle l'autorise finalement à rentrer, à condition qu'il ne critique plus sa politique « *notamment dans le domaine de l'expérimentation de nos moyens de défense* ». ANF. Fonds Foccart. AG/5(F)/833 : Polynésie : correspondances (1959 - 1969). Lettre de Charles de Gaulle au pasteur Boegner, 30 octobre 1964.

⁶¹⁷ Jean-Marc Tera'ituatini Pambrun, *Henri Hiro, héros polynésien*, éditions Puna Hono, 2010, p. 66. Entretien avec Isidore Hiro, 2021.

⁶¹⁸ Sauvaget explique qu'en 1971 « la Fédération protestante de France publie un texte Église et Pouvoirs, une condamnation sans fard de la société capitaliste, directement issu des débats des années 1960. Le texte fait grand bruit ad extra et provoque une polémique à l'intérieur du protestantisme. » Ce mouvement est profond car sur les 500 pasteurs de l'Église, 70 quittent leur ministère, contexte dans lequel l'Église « tente de gérer la prise de conscience grandissante des étudiants depuis la fin de la Guerre d'Algérie. » Bernadette Sauvaget, *op.cit.* « En 1968, les étudiants de la Faculté sont pour la plupart 'politisés'. Ils militent contre la guerre du Vietnam, traitent les États-Unis d'assassins de Martin Luther King. » Jean-François Zorn, *op. cit.*

⁶¹⁹ Jean-Marc Tera'ituatini Pambrun, *op. cit.*, p. 69.

⁶²⁰ « Trois témoins de la Polynésie », Présence Protestante, TFI, 1978.

L'anthropologue polynésienne Simone Grand est étudiante à Montpellier au moment de Mai 68. Elle décrit son université comme un « *grand forum avec des profs qui parlaient de tout* ». Lorsque nous la questionnons sur ses lectures, elle évoque son introduction à la littérature anticolonialiste, notamment les *Damnés de la Terre* de Frantz Fanon : « *Henri Hiro aussi a eu accès à ce livre. On l'a lu pendant nos études, et même si on ne l'a pas pris tout à fait pareil, ça faisait écho. On se retrouvait face au discours popa'a insupportable, le formatage, la supériorité [...] À Montpellier il y avait cette culture du lieu où on diffuse des savoirs, le Midi de la France ensoleillé. 'Sous les pavés, la plage !'. C'était un rassemblement festif, comme une grande bringue*⁶²¹. »

Toutefois, son rapport au militantisme antinucléaire et à la littérature anticolonialiste reste distancé, et elle ne s'aligne pas avec les discours d'étudiants engagés qu'elle juge trop radicaux⁶²². De plus, elle note que l'Association des Étudiants Tahitiens recevait parfois des invitations de l'Élysée pour des festivités, et que certains de ses camarades avaient des « *bourses confortables* », avec une chambre à la cité internationale, qui dissuadaient d'éventuels engagements politiques trop subversifs. Néanmoins, les aides financières sont parfois maigres, et les étudiants les plus modestes doivent compter sur la solidarité de proches, de la communauté polynésienne en France et les petits emplois⁶²³.

Selon les villes, des branches de l'Association des Étudiants Tahitiens se politisent, mais souvent au cas-par-cas. L'association constitue avant tout un réseau de solidarités pour faire face à l'éloignement, comme le rappelle Gabriel Tetiarahi, qui termine ses études de géographie à Bordeaux en 1978⁶²⁴. Il milite contre les essais au sein de l'association Hiti Tau

⁶²¹ Entretien avec Simone Grand, 2021.

⁶²² Une dimension qu'elle met en avant lors de notre entretien, qu'elle évoquait déjà dans un interview de 2018 à l'occasion d'un reportage sur les étudiants polynésiens ayant connus Mai 68 : « On trouvait ça super de pouvoir discuter avec les uns et les autres, de pouvoir contester la parole. Mais la contester ce n'est pas forcément l'insulter. C'est la questionner. Henri Hiro est un soixante-huitard, et c'est ça qu'il est venu apporter à sa manière en tahitien. » Thomas Chabrol, Esther Parau-Cordette, « Mai 68 : les Polynésiens se souviennent », *TNTV*, 2 mai 2018. <https://www.tntv.pf/tntvnews/polynesie/societe/video-mai-68-les-polynesiens-se-souviennent/>

⁶²³ « Je travaillais sur les marchés, et des français avec qui j'ai sympathisé m'ont beaucoup soutenu, surtout les ruraux ». Entretien avec Gabriel Tetiarahi, 2021. Henri Hiro a également demandé de l'aide financière à sa famille pour pouvoir vivre en métropole pendant ses études. Entretien avec Isidore Hiro, 2021.

⁶²⁴ « Pour moi le problème le plus important est celui de l'accueil des nouveaux universitaires. J'en ai connu deux, qui après n'avoir rencontré aucun tahitien durant le premier mois, ont fait leur demande de rapatriement

en 1992, mais découvre le militantisme lors de son passage à l'université⁶²⁵ : « *Pendant mes études j'ai pu côtoyer des étudiants d'Afrique, des Algériens... Avant d'aller à Bordeaux je ne me considérais pas comme colonisé. Les étudiants Tahitiens de Bordeaux étaient plutôt indépendantistes*⁶²⁶. » Mais faire du militantisme est un risque pour ceux qui dépendent des aides de l'État, ou voudraient trouver un emploi dans la fonction publique. Certains étudiants craignent de perdre leurs bourses s'ils s'engagent trop frontalement contre le nucléaire ou pour l'indépendance.

Dans son autobiographie romancée, l'anthropologue polynésien Jean-Marc Pambrun met en avant cette pression sur les étudiants engagés. Après avoir fait un graffiti antinucléaire dans son université, il se fait convoquer par une fonctionnaire du ministère des Outre-mer qui le menace de supprimer sa bourse.⁶²⁷ Pambrun raconte le moment du contact avec le monde militant à Paris en 1977, à travers des membres de l'Association des Étudiants Tahitiens proches des idées du Ia Mana te Nuna'a – un parti politique indépendantiste inspiré du socialisme⁶²⁸.

Les étudiants de Nouvelle-Calédonie s'initient également au militantisme pendant et après Mai 68. En novembre 1977, un 'Comité de Soutien des Étudiants Tahitiens de Paris' publie une lettre dans le bulletin du parti en signe de solidarité avec des jeunes militants de l'Association des Étudiants Kanak dont les bourses viennent d'être supprimées par l'Administration Territoriale de Nouméa car ils avaient voulu assurer eux-mêmes la gestion de leur foyer⁶²⁹. La prise de conscience du fait colonial s'affirme, et la littérature anticolonialiste influence de nombreuses figures de ce que David Chappell nomme le 'Réveil Kanak'⁶³⁰. De futurs leaders indépendantistes tels qu'Elie Poigoune, Nidoish Naisseline ou Déwé Gorodé lisent alors de près *Peaux noires et masques blancs* de Frantz Fanon. Ces

en laissant tomber leurs études qui auraient sûrement assuré leur avenir. » Archives personnelles de G. Tetiarahi, « Interview de Gabriel Tetiarahi, étudiant à Bordeaux », coupure de presse, 14 septembre 1978.

⁶²⁵ Corine Lesnes, « Gabriel Tetiarahi, l'homme mana », *Le Monde*, 12 octobre 1995.

⁶²⁶ Entretien avec Gabriel Tetiarahi, 2021.

⁶²⁷ Jean-Marc Pambrun, *Le bambou noir*, Le Motu Eds, 2005, p. 55.

⁶²⁸ Jean-Marc Pambrun, *op.cit.*, p. 60.

⁶²⁹ « Télégramme du Comité de Soutien des Étudiants Tahitiens de Paris à l'Association canaque de France ». *Ia Mana*, n°8, novembre 1977.

⁶³⁰ David Chappell, « The Kanak Awakening of 1969-1976: Radicalizing Anti-Colonialism in New Caledonia », *Journal de la Société des Océanistes*, 117, 2003.

ouvrages restent difficiles d'accès au pays. Dans un témoignage recueilli par Hamid Mokaddem, le militant Kanak Yeiwéné Yeiwéné explique qu'il devait contourner les médias locaux « *monopolisés et verrouillés par les puissants conservateurs, [qui] empêchaient l'ouverture de l'île vers le monde* ». Avec l'aide de sa belle-sœur qui travaille à l'aéroport, il fait venir des journaux et livres d'Hexagone, notamment ceux de Frantz Fanon, qu'il s'emploie à faire lire à ses amis⁶³¹.

Pour Nidoish Naisseline, fils d'un chef Kanak gaulliste, l'anticolonialisme se découvre d'abord au sein de l'Église Évangélique de Nouvelle-Calédonie, en particulier lors de rencontres et séminaires œcuménistes. Lors de ses études en sociologie pendant Mai 68, il s'abreuve d'ouvrages d'Albert Memmi, comme son *Portrait du colonisé*, et s'imprègne d'une critique du modèle occidental :

« On était amenés à côtoyer des Africains, des Malgaches ou des Asiatiques. J'ai pris conscience qu'ils étaient, eux, déjà en mouvement. Ils s'engageaient. Il y a ensuite eu quelque chose qui m'a profondément marqué : c'est la découverte et la lecture de Frantz Fanon [...] Les repères et les références étaient ailleurs. La non-violence, c'était l'Inde avec Gandhi ou Martin Luther King [...] dans leur mouvance, il y avait une véritable dynamique culturelle : de la musique, de la culture, des films...⁶³². »

Des étudiants et militants de divers milieux sociaux se retrouvent dans les mêmes espaces, lors de manifestations ou dans les universités⁶³³. La jeune Déwé Gorodé, future figure du militantisme Kanak et poète de renom, est mise en contact avec l'anticolonialisme pendant ses études de lettres modernes à Montpellier entre 1969 et 1973 : « *La vie étudiante était bouleversée après mai 1968 : tous les groupes marxistes - communistes, trotskystes, gauchistes - distribuaient des tracts, il y avait des protestations, des débats, des grèves. C'était le temps de l'anticolonialisme, pourtant les Français ne connaissaient rien de mes îles*⁶³⁴ ». Pour Elie Poigoune, également étudiant à Montpellier, la période est à la prise de conscience de la situation coloniale : « *C'est en France qu'on a pris conscience de la*

⁶³¹ Hamid Mokaddem, *Yeiwene Yeiwene, Construction et révolution de Kanaky*, la courte échelle / éditions transit, 2017, p. 22-23.

⁶³² Walles Kotra, *Nidoish Naisseline de cœur à cœur*, Au vent des îles, 2016, p. 54 – 56.

⁶³³ Walles Kotra, *op.cit.*, p. 57.

⁶³⁴ 1000 femmes pour la paix, Dewe Gorode (New Caledonia), https://wikipacewomen.org/wpworg/en/?page_id=2071

*situation coloniale. J'ai grandi en brousse, mes parents acceptaient sans rien dire le paternalisme des colons. [...] Je suis persuadé que c'est mai 68 qui a déclenché tous ces mouvements de revendication parce que nous étions les premiers kanak à aller faire des études en France*⁶³⁵. »

De tels questionnements mobilisent également des étudiants polynésiens sans origines autochtones, comme Jean-Paul Barral, qui devient le porte-parole des étudiants de sa faculté pendant Mai 68 et prend goût à la politique. Il relève les inégalités, l'absence d'apprentissage de l'histoire océanienne et des langues polynésiennes en classe : « *Je parlais des difficultés des élèves polynésiens à réussir, dans notre système éducatif local qui était un système calé complètement sur celui de la France*⁶³⁶. » Le caldoche Jean-Paul Caillard, se politise également pendant Mai 68, participe à l'occupation de la Sorbonne, et se lie d'amitié avec Nidoish Naisseline : « *Je n'étais pas du tout politisé, je faisais mes études et j'habitais boulevard St Germain. Un soir de mai 68, alors que j'allais chez des amis et qu'il y avait des barricades et des manifestations, j'ai reçu un coup de matraque, qui m'a ouvert le crâne et l'esprit*⁶³⁷. » Une fois rentré au pays, ce dernier participe activement à la constitution du mouvement identitaire Kanak. D'abord par la culture, avec des revendications autour de la réhabilitation des langues autochtones⁶³⁸.

Le français enseigné dans les écoles de la République participe au déclin des langues autochtones de Polynésie, qui se transmet de moins en moins au sein des familles depuis l'implantation du CEP. Le français favorise en effet l'inclusion sur le marché du travail, notamment à des postes administratifs : « *Le déclin du tahitien s'est véritablement amorcé avec la brusque transformation des structures socio-économiques de la Polynésie française due, à partir du milieu des années 1960, à l'expansion du secteur public qui a accompagné l'implantation du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP). A cette époque, la maîtrise*

⁶³⁵ « En Nouvelle-Calédonie, Mai 68 est à la source de la revendication Kanak », *Tahiti Infos*, 16 avril 2018.

⁶³⁶ Thomas Chabrol, Esther Parau-Cordette, « Mai 68 : les Polynésiens se souviennent », *TNTV*, 2 mai 2018. <https://www.tntv.pf/tntvnews/polynesie/societe/video-mai-68-les-polynesiens-se-souviennent/>

⁶³⁷ Témoignage de Jean-Paul Caillard cité dans: David Chappell, « The Kanak Awakening of 1969-1976: Radicalizing Anti-Colonialism in New Caledonia », *Journal de la Société des Océanistes*, 117, 2003.

⁶³⁸ Le mouvement des Foulards Rouges se constitue autour de Nidoish Naisseline, en référence à l'anarchiste Louise Michel exilée en Nouvelle-Calédonie avec d'autres militants de la Commune. Sarah Mohamed-Gaillard, « De la prise de possession à l'accord de Nouméa: 150 ans de liens institutionnels et politiques entre la France et la Nouvelle-Calédonie », *Journal de la Société des Océanistes*, vol. 117, no. 2, 2003, p. 177.

de la langue française donnait davantage de chances de profit matériel et symbolique. De nombreux couples polynésiens, bien que n'ayant parfois qu'une connaissance limitée du français, ont préféré parler cette langue à leurs enfants⁶³⁹ ». Mais pendant et après Mai 68, les étudiants d'outre-mer débattent, se questionnent sur ce qui les rassemble en tant que peuple, notamment les langues et cultures autochtones.

Bruno Saura note que les étudiants de Polynésie française qui maîtrisent le tahitien sont parfois minoritaires, car ceux qui peuvent se permettre de partir en France sont souvent issus de mélanges européens ou chinois de Polynésie : « Certains se transforment alors en médiateurs culturels, en professeurs de langue, en passeurs de savoirs. Ils se dotent alors d'une capacité à dire, à agir, dans un domaine qu'ils n'envisageaient pas initialement d'investir⁶⁴⁰ ». Ce sera le cas de Henri Hiro, qui s'improvise professeur de *reo tahiti* à la fin de ses études de théologie. Jean-Paul Barral, président de l'association des étudiants Tahitiens de Montpellier, croise Hiro pour la première fois lors d'une réunion au foyer en 1968 :

« J'étais très impressionnée par la valeur intellectuelle et culturelle de ce personnage. Henri avait une préoccupation centrale : c'était de réussir ses études de théologie. Mais en même temps, il avait dans la tête, me semble-t-il, l'intention de sensibiliser tous les autres étudiants qui étaient bien sûr en majorité demi ou chinois à la réalité culturelle polynésienne, à l'importance de la langue et je dois dire qu'un certain nombre d'entre nous étions très soucieux de la dimension culturelle de notre démarche⁶⁴¹. »

Animé par une profonde crise identitaire à la fin de ses études, Henri Hiro demande à être rapatrié d'urgence à Tahiti en 1973. Au pays, il retrouve son Église, qui semble peut-être prompte à entendre ses réflexions, imprégnées par les idées avec lesquelles il a été mis en contact via les réseaux œcuméniques, et quelques lectures estudiantines.

Des bancs de la fac à l'engagement politique.

⁶³⁹ Mirose Paia, Jacques Vernaudo. « Le Tahitien : plus de prestige, moins de locuteurs », *Hermès, La Revue*, vol. 32-33, no. 1-2, 2002, p. 396.

⁶⁴⁰ Bruno Saura, *Tahiti Mā'ohi, Culture, identité, religion et nationalisme en Polynésie française*, Au vent des îles, 2009, p. 69.

⁶⁴¹ Jean-Marc Panbrum, *op. cit.*, p. 72.

En s'imprégnant de l'atmosphère contestataire de Mai 68, les étudiants participent à la diffusion de nouvelles pratiques qui se démocratisent tout au long des années 1970⁶⁴². Cette génération d'étudiants d'anciennes colonies constitue une promotion qui remet en question l'action de l'État français sur leurs territoires⁶⁴³. La participation au mouvement étudiant, ainsi que les échos de Mai 68 constituent ainsi une phase d'échanges et d'appropriation d'idées qui chargent les bagages d'étudiants de retour au pays, décidés à y initier un changement.

Décembre 1972 est le temps du retour au pays pour Henri Hiro. Celui qui était parti en habit de pasteur arrive à l'aéroport de Fa'a'a en jean, cheveux longs et barbe. Sa famille peine à le reconnaître⁶⁴⁴. Mais au-delà du style vestimentaire, il revient surtout avec une conscience politique, un antinucléarisme teinté de multiples préoccupations identitaires. Aux côtés de ses camarades revenus d'études, il participe à la création de la première association de protection de la nature en août 1973, le Ia Ora te Natura⁶⁴⁵. Dans son ensemble, l'association reste cosmopolite, mais au sein du noyau dur, formé d'anciens étudiants passés par Mai 68, des tendances politiques de gauche s'esquissent⁶⁴⁶. De nombreux fonctionnaires d'Hexagone membres du Ia Ora te Natura n'y ressentent toutefois pas une telle dimension. Aujourd'hui encore, d'anciens adhérents ne relèvent pas de couleur politique⁶⁴⁷.

⁶⁴² Comme les actions de désobéissance civile, sit-in, occupations, en rupture avec les classiques pétitions ou lettres ouvertes de leurs prédécesseurs.

⁶⁴³ Cette période influence également les étudiants des Antilles françaises : Pierre Odin, « 1 - Un Mai-68 antillais ? », dans Pierre Odin (dir.), *Pwofitasyon. Luttés syndicales et anticolonialisme en Guadeloupe et en Martinique*, La Découverte, 2019, p. 35-67. Un colloque sous la direction de Françoise Blum est dédié à cette thématique en 2021 : Colloque international, « Étudiants, intellectuels et artistes étrangers et post-coloniaux en France dans les années 1968 », Paris I Panthéon-Sorbonne, 25- 26 mai 2021. Une série de rencontres et conférences traitant de l'influence de Mai 68 dans les pays du Sud est initié par le Réseau Sortir du Colonialisme en 2018, et réunit des universitaires et militants : « Mai 68 vu des Suds », 2 mars – 14 avril 2018, séries de rencontres et débats publics, Paris.

⁶⁴⁴ Entretien avec Isidore Hiro, 2021.

⁶⁴⁵ Le premier numéro du bulletin Te Natura o Polynesia se focalise la lutte contre la pollution, de protection des oiseaux, tortues et autres animaux marins. Archives personnelles de Philippe Siu. *Te Natura O Polynesia*. n°1, novembre 1974.

⁶⁴⁶ Entretien avec Philippe Siu, 2021.

⁶⁴⁷ Entretien avec Michel Guérin, membre de Ia Ora te Natura, 2021.

L'entrée en politique du noyau de l'association est acté avec la création d'un parti socialiste autogestionnaire, le Ia Mana te Nuna'a ('Le pouvoir au peuple') en novembre 1975. Le parti se construit autour d'un groupe d'anciens étudiants, avec Henri Hiro, Jean-Paul Barral, Duro Raapoto, Philippe Siu et Jacqui Drollet. Bruno Saura a souligné le caractère novateur de ce parti, qui peut s'apparenter à un laboratoire d'idées⁶⁴⁸.

L'un des fondateurs du Ia Mana, Duro Raapoto, réalise ses études à la faculté de théologie protestante de Strasbourg en 1968. Il évolue par la suite comme théologien et linguiste au sein de l'Église Évangélique de Polynésie Française, et travaille à définir l'identité autochtone Mā'ohi⁶⁴⁹. La hiérarchie de l'Église est encore réticente à l'idée d'aborder la question identitaire, mais une nouvelle génération de pasteurs se politise à travers une université engagée, le Pacific Theological College (PTC) situé aux îles Fidji, centre de l'anticolonialisme océanien⁶⁵⁰.

Peu à peu, la théologie de la libération adaptée à l'identité autochtone par Raapoto fait son chemin au sein de l'Église⁶⁵¹. L'engagement contre le nucléaire trouve alors une place prépondérante dans le mouvement identitaire des années 1970, ainsi qu'au sein des partis indépendantistes. En janvier 1979, Henri Hiro est élu président de Ia Ora te Natura, et une motion est votée contre le nucléaire, ce qui provoque des tensions avec les adhérents moins engagés⁶⁵². L'association reste surveillée par les autorités françaises, et au cours des années

⁶⁴⁸ Bruno Saura, *Tahiti Mā'ohi, Culture, identité, religion et nationalisme en Polynésie française*, Au vent des îles, 2009, p. 70.

⁶⁴⁹ *Ibid.*

⁶⁵⁰ Le PTC forme une promotion de pasteurs polynésiens qui s'imprègnent d'une théologie contextuelle océanienne engagée et marquée par l'hostilité au essais nucléaires. Gilles Vidal, *Les nouvelles théologies protestantes dans le Pacifique Sud. Étude critique d'un discours religieux et culturel contemporain*, Éditions Karthala, 2016.

⁶⁵¹ Bruno Saura, « Théologie de la libération et théorie de la culture chez Duro Raapoto », *Bulletin de la Société des Etudes Océaniques*, mars 1989. Marama Gaston Tauira, « The Protestant Church on the Colonial Regime in French Polynesia (with special reference to the French nuclear testing program) », mémoire de master en théologie, Pacific Theological College, Suva, 1991. De nombreux textes de Raapoto sont écrits en *reo tahiti*, comme le suivant, un livret de réflexions théologiques promouvant une affirmation de l'identité autochtone, qu'il demande à ne pas traduire en français. Duro Raapoto, *Te rautiraa i te parau a te atua e te iho tumu maohi*, 1989.

⁶⁵² « Devant l'incertitude des effets de la radioactivité, Ia Ora te Natura: Proclame son opposition à toute expérimentation nucléaire dans le Pacifique. Se déclare favorable à la création d'une zone dénucléarisée dans le Pacifique-Sud. Réclame d'arrêt de toute expérience nucléaire dans cette zone et en particulier en Polynésie

1980, les services de renseignement s'inquiètent de l'influence du Ia Ora te Natura dans le secteur culturel, l'estimant trop proche des idées antinucléaires et indépendantistes du Ia Mana⁶⁵³.

Bien qu'en perte de vitesse après les années 1990, les idées des *iamanistes* imprègnent le champ politique et culturel polynésien. La traduction en *reo tahiti* de concepts faisant référence à la lutte des classes remobilisés dans un contexte polynésien ancre des termes issus de réflexions faites dans l'après Mai 68 dans les imaginaires⁶⁵⁴. Depuis les carrefours du mouvement de Mai 68, les militants de Polynésie se fixent de plus en plus sur la dimension coloniale. Cette libération de la parole est au cœur de l'émancipation des peuples polynésiens, réunis autour d'un mouvement pour un Pacifique libre et dénucléarisé formé à Fidji en 1975⁶⁵⁵. En 2020, Viri Taimana et l'écrivaine engagée Chantal Spitz soulignent que les tentatives des autorités d'isoler les militants du Pacifique anglophone auraient eu « *pour but d'empêcher les liens entre les anti-nucléaires tahitiens et le vaste mouvement anti-colonial et anti-nucléaire océanien dont le centre était Fiji [sic]* »⁶⁵⁶. Spitz racontait dans une interview avoir eu son premier « *déclat* » en trouvant le *Discours sur le colonialisme* d'Aimé Césaire dans la bibliothèque de son père⁶⁵⁷.

Française ». Ia Ora te Natura, « Nous voulons savoir : les problèmes de la pollution radioactive en Polynésie Française », Te Natura O Porinetia, numéro spécial, janvier 1990. Entretien avec Tea Hirshon, 2021.

⁶⁵³ La politisation de l'association est remarquée par les services de l'Etat. Et 1987, le Bureau d'Etude s'inquiètent vivement de l'influence politique du Ia Mana te Nuna'a dans le secteur culturel, et alerte le Haut-Commissariat de l'influence des proches de Henri Hiro et Jacqui Drollet: « Certains cherchent par le biais du Ia Ora te Natura (actuellement en sommeil) à s'implanter au sein des organismes socio-culturels qui lui permettent de développer, auprès des jeunes, ses thèses indépendantistes et antinucléaires. » ANF. 19950175/24. Haut-Commissariat, Bureau d'Étude de Pape'ete, « Le milieu culturel polynésien », rapport de 1987.

⁶⁵⁴ Comme le souligne Bruno Saura « la nouvelle référence en matière de libération n'est plus la Bible, mais un curieux alliage de rhétorique socialiste et de références polynésiennes pré-européennes ». Bruno Saura, op. cit., p. 70.

⁶⁵⁵ Ces circulations contribuent au développement d'un régionalisme antinucléaire avec la création du mouvement Nuclear Free and Independent Pacific en 1975.

⁶⁵⁶ Viri Taimana est le directeur du Centre des Métiers d'Arts de Tahiti. Chantal T. Spitz, Viri Taimana, « Décoloniser les arts pour émanciper les esprits », *Tumultes*, 2020/1, n° 54, p. 153-167.

⁶⁵⁷ Interview par Titouan Lamazou, « Le Bateau-atelier de Titouan Lamazou - Chantal Spitz et Titoua Peu », Tahiti, 2018. <https://www.youtube.com/watch?v=Z437KasccP0>

Le mouvement de renouveau culturel qui s'affirme dans les années 1970 se fait ainsi dans la continuité de la définition de l'identité Mā'ohi donnée par Duro Raapoto, mettant en avant le lien viscéral avec la terre ancestrale⁶⁵⁸. Pour Raapoto, *mā* désigne ce qui est autochtone, et touche à la notion de propriété. Bruno Saura souligne les multiples associations végétales qui découlent d'une telle façon de penser un peuple, *ohi* désignant une jeune pousse⁶⁵⁹.



Henri Hiro brandit une gerbe de 'auti lors de l'inauguration d'une stèle commémorant la signature du traité d'annexion de Tahiti du 29 juin 1880 en présence de la militante Māori Titewhai Harawira du Ngā Tamatoa, à Fa'a'a. *Les Nouvelles*, juillet 1985.

Depuis la Polynésie française, les mobilisations de Mai 68 peuvent sembler distantes, cependant elles constituent une période d'initiation au militantisme, à travers les réseaux d'étudiants et diasporas. Le caractère hybride des luttes des années 1970 se dessine également à travers l'internationalisation de cultures militantes, comme celle du Black Panther Party créé en 1966, ou à travers les voix d'autochtones qui se font entendre sur la scène internationale depuis la fondation de l'American Indian Movement en 1968. En Nouvelle-Zélande, ces mobilisations inspirent des Māori qui fondent le Ngā Tamatoa ('les jeunes guerriers') en 1972, une organisation vouée à faire reconnaître les injustices coloniales qui se montre solidaire avec la lutte des Mā'ohi⁶⁶⁰.

⁶⁵⁸ Duro Raapoto, « Maohi », *Journal des Missions Evangéliques*, n°7-8-9, 1978.

⁶⁵⁹ Bruno Saura, « Dire l'autochtonie à Tahiti », *Journal de la Société des Océanistes*, 119, 2004, p. 119-137.

⁶⁶⁰ Ils s'inscrivent dans le mouvement des peuples autochtones, et s'engagent pour faire reconnaître les injustices du traité de Waitangi, équivalent du traité d'annexion de Tahiti en 1880. Aroha Harris, *Hiko: Forty years of Maori Protest*, Huia Publishers, 2004, p. 48.

Chapitre 5.

L'expérimentation de pratiques militantes : désobéissance civile et non-violence.

À Tahiti, la maison des Danielsson située Pā'ea est régulièrement mentionnée comme lieu de rencontres au cours de nos entretiens. Celle-ci servait de lieu de passage, de réunions et de circulation de savoirs, car le couple mettait son immense bibliothèque à la disposition des militants. De plus, les opposants aux essais comptent sur le soutien de pays hostiles au nucléaire, comme la Nouvelle-Zélande, d'où des activistes prennent la mer pour mener des actions de désobéissance civile à Moruroa. Des terres de luttes plus éloignées se montrent également solidaires avec les Polynésiens, par exemple au Larzac dans le Sud-Est français, une plateforme transnationale pour la non-violence et la 'convergence des luttes'⁶⁶¹.

Des pratiques militantes de plus en plus directes se démocratisent en France après Mai 68⁶⁶². Dès les années 1950, des groupes de militants anglais et américains pénètrent dans des bases militaires, usines, et sites liés aux armes atomiques pour expérimenter la désobéissance civile non-violente⁶⁶³. Par quels chemins ces nouvelles pratiques se diffusent-elles dans le mouvement contre les essais ? L'expérience de telles actions permet-elle des transferts de savoirs entre des communautés militantes distantes ?

Nous examinerons d'abord un type d'action régulièrement mené à Moruroa – l'usage de navires contestataires, jusqu'à l'affaire du Rainbow Warrior en 1985. Ensuite nous explorerons un réseau constitué de militants Polynésiens, Kanak et de paysans du Larzac

⁶⁶¹ Expression apparue au lendemain de Mai 68 qui désigne le rassemblement de plusieurs luttes dans un même mouvement social. Thomas Branthôme, « Actualité de la convergence des luttes », Yves Charles Zarka (dir.), *La France en récits*. Presses Universitaires de France, 2020, p. 606-618.

⁶⁶² Ces évolutions du répertoire de pratiques s'affirment déjà avec le mouvement pour les droits civiques, sous l'influence de quakers et de Gandhi, comme les réseaux du War Resisters League (WRL). Scott H. Bennett, *Radical Pacifists: the War Resisters League and Gandhian Nonviolence in America 1915-1963*, Syracuse University Press, 2003.

⁶⁶³ L'historien Christopher Hill relève que ce type d'action sert à susciter des débats sur la politique de défense, en dépassant les formes de campagne plus conventionnelles si elles s'avèrent peu efficaces. Christopher R. Hill, *Peace and Power in Cold War Britain: Media, Movements and Democracy, 1945-68*, Bloomsbury, 2018, p. 73. Lawrence Wittner, *The Struggle Against the Bomb: Volume One, One World or None: A History of the World Nuclear Disarmament Movement Through 1953*, Stanford University Press, 1993.

ayant fait l'expérience de la lutte non-violente, avec le soutien d'avocats protestants engagés qui sont devenus des passeurs entre ces communautés.

Dans l'Hexagone, le précurseur de la non-violence est Lanza del Vasto, un disciple de Gandhi qui fonde la communauté chrétienne de l'Arche en 1948. Il est à l'initiative de la première action de désobéissance civile contre la bombe française, dans l'usine de Marcoule en 1958⁶⁶⁴.

À la fin des années 1950, l'Arche est installée dans le village de Bollène dans le Sud-Est, qui devient un lieu d'apprentissage de la non-violence. La rencontre avec Lanza fait souvent office de rite initiatique pour les militants et intellectuels de passage. L'avocat engagé François Roux raconte être « *ressorti ébloui* » de sa première visite à l'Arche⁶⁶⁵. L'Action Civique Non-Violente (ACNV) est une organisation animée par des membres de l'Arche qui réalise des actions directes depuis 1957. Les membres de l'ACNV décrivent alors Bollène comme un espace sécurisé « *un lieu de refuge, de repos pour les militants de l'ACNV et leurs familles inquiétées par les forces de l'ordre ou de justice, ou qui tout simplement se trouvaient devant des difficultés matérielles suite aux actions*⁶⁶⁶. »

L'ACNV se mobilise d'abord contre la Guerre d'Algérie, mais ses militants n'oublient pas que le premier essai français est en préparation⁶⁶⁷. Un camp d'information sur la non-violence se tient à Bollène en avril 1958, et réunit 120 militants, principalement des pacifistes chrétiens. Lanza propose de mettre en pratique les méthodes gandhiennes, et d'envahir l'usine d'extraction de plutonium de Marcoule, située à quelques kilomètres⁶⁶⁸. Le 11 avril,

⁶⁶⁴ Le témoignage de Jean-Pierre Lanvin insiste sur l'influence de l'Arche dans l'expansion de la non-violence, notamment à travers le mouvement du Larzac : Gaël Franquemagne, *Les mobilisations socio-territoriales : le Larzac, une cause en mouvement*, Thèse de Science politique, Université Montesquieu - Bordeaux IV, Institut d'études politiques de Bordeaux, 2009, p. 137.

⁶⁶⁵ Entretien avec François Roux, 2021.

⁶⁶⁶ « Les premiers pas de l'ACNV, 1957-1960 », mars 2011. <https://www.refractairesnonviolentsalgerie1959a63.org/spip.php?article84>

⁶⁶⁷ Tramor Quémeneur, « L'ACNV (Action civique non-violente) et la lutte contre les camps », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 92, no. 4, 2008, p. 57-63.

⁶⁶⁸ Devant les participants Lanza lance : « C'est bien joli de disserter sur les méthodes gandhiennes, mais si nous passions à l'application ? Si nous faisons connaître à l'opinion publique ce qui se trame à quelques kilomètres d'ici, à Marcoule ? » : Jean Toulat, *Combattants de la non-violence, De Lanza del Vasto au général De Bollardièrre*, Éditions du Cerf, 1983, p. 66.

quatre-vingt-deux personnes pénétrèrent sur le site qu'ils occupent pendant cinq heures⁶⁶⁹. Les CRS appelés en renforts n'ont jamais été confrontés à une telle d'action. Le professeur de philosophie Joseph Pyronnet réalise son premier *sit-in* : une « *révélation* » qu'il vit aux côtés de Jean-Pierre Lanvin, militant qui fait le lien entre les non-violents et les antimilitaristes lyonnais⁶⁷⁰.

La même année, l'ACNV participe à une marche vers le site du CEA de Bruyères-le-Châtel, aux côtés du physicien Alfred Kastler, qui préside la Fédération Française Contre l'Armement Atomique. La trésorière de l'ACNV, Marie Faugeron est chargé d'entretenir leur réseau, elle correspond ainsi avec l'ethnologue Odette du Puigaudeau lorsque cette dernière cherche des soutiens pour la Sahara Team Protest en 1959, et exprime des sympathies pour son engagement contre les essais à Reggane⁶⁷¹.

Les archives de l'ACNV nous apprennent que leur union avec certaines organisations parisiennes est complexe au début des années 1960. Les non-violents souhaitent avant tout condamner la dimension immorale de la bombe, et se distancient des réseaux de scientifiques et politiciens jugés trop modérés. En 1963, une circulaire destinée aux responsables et correspondants de l'ACNV rappelle les raisons de leur refus d'adhérer au Comité Temporaire Contre la Force de Frappe dirigé par Jules Moch. Ils souhaitent alors une reconnaissance de l'immoralité de toutes les armes atomiques, et s'opposent à des membres du Comité qui restent favorables à une dissuasion européenne⁶⁷².

⁶⁶⁹ L'opération est menée avec le journaliste Robert Barrat, le pasteur André Trocmé, des membres du MIR, de Pax Christi, du Mouvement de la Paix, de l'Arche et d'autres groupes chrétiens. Ils s'inspirent alors de l'actions des « militants anglais qui se sont postés devant l'usine d'Aldermaston » quelques semaines auparavant. Observatoire des Armements. Fonds Lanvin, carton 'non-violence'. Circulaire interne de l'ACNV, Roland Marin, 2 mai 1958.

⁶⁷⁰ Archives de l'Observatoire des armements. « Pourquoi nous avons forcé l'entrée de Marcoule », Communauté de l'Arche, Bollène, 1958. Après l'action, le préfet du Gard interdit des manifestations de l'Arche. Y. Cazaux, préfet du Gard, « Arrêté du 6 juin 1958 ». Une décision qui ne les empêche pas de revenir protester à Marcoule quelques mois plus tard, pour réaliser un jeûne sur un terrain privé. P. Jullian, « Journée d'étude de la non-violence », *Le Provençal*, 1^{er} juillet 1958. De nombreuses archives et témoignages sont également disponibles sur le site : <https://www.refractairesnonviolentsalgerie1959a63.org/spip.php?article84>

⁶⁷¹ BNF, Fonds O. du Puigaudeau, INF- 9068529. Lettre de Marie Faugeron à O. du Puigaudeau, 30 octobre 1959.

⁶⁷² Fonds Lanvin, carton 'non-violence'. Circulaire interne de M. Faugeron « A propos du statut, et des rassemblements organisés par le Comité Temporaire Contre la Force de Frappe », 1963.

Lorsqu'il s'agit de fédérer des soutiens, les non-violents se tournent davantage vers la communauté antimilitariste de Lyon, liés par le combat pour l'objection de conscience, et Jean-Pierre Lanvin, que nous identifions comme un passeur entre ces communautés dont la matrice est composée de « *beaucoup de chrétiens*⁶⁷³. » Afin de contester le budget militaire alloué à la bombe et aux essais nucléaires en 1966, le Garm, une organisation antimilitariste lyonnais, et l'ACNV mènent une campagne pour le blocage de 3 % des impôts, une pratique non-violente prônée par l'Arche⁶⁷⁴.

Les contacts des non-violents s'étendent peu à peu vers l'Océanie. Au mois de mai 1964, le pacifiste américain Robert Stowell écrit à l'ACNV depuis la Nouvelle-Zélande. Stowell est actif dans les réseaux de soutien aux objecteurs de conscience et contre la bombe aux États-Unis. Il émigre en Nouvelle-Zélande en 1962, et tente de mobiliser des français pour soutenir le Committee for Resolute Action against French Tests (CRAFT) qui prévoit d'envoyer un navire dans la zone des tirs, « *inspirés par les actions de militants américains et anglais depuis 1958*⁶⁷⁵ ».

En septembre 1964, l'ACNV se réunit en Seine-et-Oise pour débattre de leur implication dans le projet du CRAFT. Celui-ci peine à se concrétiser faute de moyens financiers, mais trouve rapidement des échos en Australie, où un Committee Against Atomic Testing (CAAT) se forme, et envoie le premier navire contestataire vers Moruroa en 1967. Le CRAFT et le CAAT sont alors surveillés par les renseignements français dans le Pacifique, qui notent minutieusement les différentes étapes de leur recherche de navire, et d'un équipage transnational⁶⁷⁶.

⁶⁷³ Entretien avec Patrice Bouveret, 2020. Le fond religieux de l'action non-violente se retrouve dans les publications de ses penseurs, comme celles du MAN, fondé par le philosophe Jean-Marie Muller. L'abbé Jean Toulat souligne que dans ce type d'engagement « le christianisme tient une place fondamentale ». Jean Toulat, *op.cit.* p. 9.

⁶⁷⁴ L'argent récolté est versé à des organisations pour la paix ainsi qu'au Larzac en 1972, où il permet de financer la construction d'une bergerie. Michel Auvray, *Objecteurs, insoumis, déserteurs : histoire des réfractaires en France*, Stock, 1983.

⁶⁷⁵ Observatoire des Armements, fonds Lanvin. Carton 'non-violence'. Marie Faugeron, Lanza del Vasto, « circulaire interne », septembre 1964.

⁶⁷⁶ ANF, 19950175/26. Bureau d'étude de Nouméa, « Construction d'un bateau destiné à naviguer à proximité des sites de tir », 16 décembre 1965.

Ce type d'action en mer débute au sein de réseaux quakers anglais et américains en 1957. Ces derniers mettent en pratique le *bearing witness*, principe religieux quaker consistant à 'opposer la vérité aux puissants', poussé à l'extrême par le sacrifice du corps de militants prêts à se poster à proximité de tirs nucléaires. Les pratiques militantes de cette communauté s'internationalisent au gré des luttes de la seconde moitié du XXe siècle, notamment au sein du mouvement écologiste, où Greenpeace se distingue dans l'organisation d'actions contre les essais nucléaires⁶⁷⁷.

5.1. Trente ans de navires contestataires à Moruroa.

L'emplacement géographique du CEP semble constituer une contrainte de taille pour y mener des actions militantes. Les mesures de protection des sites sont anticipées dès leur sélection en 1961, et le général Thiry évoque la possibilité de contrôler les alentours des atolls avec une « *police en surface d'une zone circulaire de 120 milles de rayon, possibilité juridique et pratique de dérouter les bateaux détectés dans cette zone*⁶⁷⁸. » Mais à partir des années 1970, les face-à-face avec des navires militants deviennent des rendez-vous immanquables pour le CEP.

Dès la fin des années 1950, la désobéissance civile se diffuse dans le répertoire de pratiques du mouvement antinucléaire anglophone⁶⁷⁹. Ce type d'action s'apparente autant à un chantage politique qu'à une forme de protestation socialement acceptable⁶⁸⁰. En 1957, le Direct Action Committee (DAC) organise le voyage du quaker anglais Harold Steele vers les Iles Christmas⁶⁸¹. Cet ancien objecteur de conscience âgé de 63 ans ne parvient pas jusqu'au

⁶⁷⁷ Catherine Gillette, *American Quaker Activism: Emerging Leadership, Evolving Faith, and Extraordinary Change*, thèse d'histoire, College of Wooster, 2013.

⁶⁷⁸ SHD, GR 13 R 1321. Général Thiry à l'Amiral Chef d'Etat-Major de la Marine, « Expérimentations d'engins nucléaires de grande puissance », 9 juin 1961.

⁶⁷⁹ Rex Weyler, *Greenpeace: The Inside Story*, Raincoast Books, 2004.

⁶⁸⁰ Robin Celikates, « La désobéissance civile : entre non-violence et violence », *Collège international de Philosophie*, 2013/1 n° 77, p. 35.

⁶⁸¹ British Pathe archives, « Mr Steele Leaves For H Bomb Test », 1957. <https://www.britishpathe.com/asset/206882/>

site d'essais, et son action est suivie de près par le Foreign Office et le MI5⁶⁸². Toutefois, la médiatisation de son voyage inspire des actions similaires l'année suivante. Albert Bigelow embarque sur le *Golden Rule* pour se rendre aux Iles Christmas, suivi par le scientifique Earl Reynolds sur le *Phoenix of Hiroshima*⁶⁸³. Fort de son expérience, le DAC coordonne ensuite l'action de la Sahara Team Protest en 1959, visant à envoyer un groupe de non-violents sur le site de Reggane⁶⁸⁴. Le savoir-faire acquis par ces militants se transmet dans les pays où ils voyagent, notamment dans des métropoles anglophones.

Les circulations de militants entre les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont centrales pour le déploiement de réseaux de militants engagés contre les armes nucléaires. Ainsi, dans son ouvrage sur l'origine de Greenpeace, Frank Zelko montre que les réseaux trans-Pacifique contre les essais posent leurs fondations dès la fin des années 1950, et identifie une « chaîne militante qui s'étend de Vancouver à Auckland⁶⁸⁵. » Kyle Harvey relève que des pacifistes Américains et Britanniques influencent les campagnes antinucléaires menées en Australie « sous l'impulsion transnationale du mouvement syndical, les réseaux internationaux des pacifistes australiens et l'approche globale des communistes australiens⁶⁸⁶. »

Le premier navire contestataire à partir vers Moruroa que nous avons documenté est celui du Committee Against Atomic Testing (CAAT), une organisation fondée à Sydney en 1964. L'action prévue dès 1965 tarde à se concrétiser, et les contacts avec l'ACNV ne semblent pas permettre de recruter de français dans l'équipage. Ces derniers suivent toutefois l'affaire à travers les réseaux quakers installés en France. En 1965, le pasteur Jean Seiler de l'ACNV prévient Claude Bourdet qu'une réunion se tient au centre Quaker de Paris à propos du départ

⁶⁸² Parmi les nombreuses complications administratives, il ne reçoit pas ses visas à temps, et est arrêté. Nic Maclellan, *Grappling with the Bomb: Britain's Pacific H-bomb tests*, ANU Press, DATE, p. 91-103.

⁶⁸³ Lawrence Wittner, « The Long Voyage: The Golden Rule and Resistance to Nuclear Testing in Asia and the Pacific », *The Asia-Pacific Journal*, 8-3-10, 2010.

⁶⁸⁴ Se référer au chapitre 2.

⁶⁸⁵ « the activist chain that stretched from Vancouver to Auckland. » Frank Zelko, *Make It a Green Peace! The Rise of Countercultural Environmentalism*, Oxford University Press, 2013, p. 145.

⁶⁸⁶ « the transnational impetus from the trade union movement, Australian pacifists' international networks, and the global approach of Australian communists each helped shape the approach of this early movement of opposition. » Kyle Harvey, « Nuclear Migrants, Radical Protest, and the Transnational Movement against French Nuclear Testing in the 1960s: The 1967 Voyage of the Trident », *Labour History*, no. 111, novembre 2016, p.80.

d'un navire vers Moruroa⁶⁸⁷. Le CAAT parvient à envoyer le *Trident* en mer deux ans plus tard, mais le voyage s'arrête aux îles Cook, où les militants ne reçoivent pas l'aide logistique attendue⁶⁸⁸. Si l'action n'aboutit pas, Harvey perçoit ces protestations transnationales comme une « *part de l'histoire trans-Tasman du militantisme pour la paix* » incarnant l'intérêt de jeunes militants australiens pour les actions plus radicales⁶⁸⁹.

Ces circulations militantes transforment ainsi Sydney et Auckland en points de passages pour les réseaux contre les essais. Les années 1970 voient l'émergence d'une vive opposition australienne et néo-zélandaise, avec « *un nouveau niveau de coopération transnationale entre les gouvernements, les mouvements travaillistes et les militants pacifiste*⁶⁹⁰ ». De plus, les forts liens entre la Nouvelle-Zélande et le Pacifique-Sud font de ce pays un hub stratégique pour les militants de Polynésie française. Celui-ci leur permet de créer des chemins courts afin de s'internationaliser, et forme un goulet d'étranglement pour les flux militants entre le Pacifique et le reste du monde.

L'Océan Pacifique s'impose peu à peu comme un espace de liaison entre des communautés antinucléaires. De l'Alaska à Moruroa, une organisation créée par des quakers américains ayant émigrés au Canada permet l'expansion de pratiques non-violentes, réappropriées par une nouvelle génération d'activistes.

Le premier voyage de Greenpeace au CEP.

La célèbre organisation verte voit le jour au Canada, un lieu de refuge pour des militants contraints de quitter les États-Unis pour poursuivre leurs activités. Les Américains Irving et Dorothy Stowe s'installent à Vancouver en 1966 car ils font l'objet de poursuites à la suite de leur engagement contre la Guerre du Vietnam⁶⁹¹. Ce couple de quakers fonde le Don't Make a

⁶⁸⁷ BNF, fonds Bourdet. Carton 143. Lettre de Jean Seiler à Claude Bourdet, 18 mai 1965.

⁶⁸⁸ Le CAAT rencontre des difficultés pour la constitution de l'équipage à la suite de l'arrestation de son capitaine Alfred Spooner, pour une affaire de droit commun. ANF, 19950175/26. Bureau d'étude Papeete, Bulletin de renseignement particulier, « Armement du Trident », 29 mars 1967.

⁶⁸⁹ « part of the trans-Tasman history of peace activism. ». Kyle Harvey, *op.cit.*, p. 79.

⁶⁹⁰ « new level of transnational cooperation between governments, labour movements and peace activists », Kyle Harvey, *op.cit.*, p. 81.

⁶⁹¹ Ce mouvement international renforce les solidarités militantes, y compris dans le Pacifique, avec l'implication active de militants japonais. Naoko Koda, « Challenging the empires from within: the transpacific

Wave Committee en 1969, organisation antinucléaire qui prend le nom de Greenpeace quelques années plus tard⁶⁹².

Tandis que l'armée américaine prépare des expériences souterraines aux îles Amchitka en Alaska, une nébuleuse pacifiste et environnementaliste prend forme à Vancouver autour des Stowe et de membres du Sierra Club, une organisation de protection de la nature. Ces derniers souhaitent mener des actions directes contre les essais nucléaires⁶⁹³. Le Don't Make a Wave Committee qu'ils créent est une référence à un séisme naturel qui secoue l'Alaska en 1964, causant une centaine de morts et dont le traumatisme alimente des angoisses de secousses sismiques liées aux essais souterrains.

Les militants du Don't Make a Wave Committee s'inspirent du livre d'Albert Bigelow sur l'action du *Golden Rule* pour préparer leur campagne contre les essais américains. Marie Bohlen, une des fondatrices de l'organisation, découvre l'ouvrage de Bigelow qui circule au sein de la communauté quaker⁶⁹⁴. Une action en mer est organisée en 1971, à bord du *Phyllis Cormack*, rebaptisé *Green-peace*, avec le journaliste canadien Bob Hunter. Les Stowe transmettent la pensée quaker aux membres de l'équipage, avec les principes fondamentaux de non-violence et *bearing-witness* ('porter témoignage').

En février 1972, les États-Unis décident de stopper les essais à Amchitka. Le comité est dissous, mais ses membres ne souhaitent pas en rester là. Bob Hunter et de jeunes militants prompts à poursuivre la désobéissance civile prennent le pas sur les pacifistes plus âgés. Le 4 mai 1972 la Greenpeace Foundation est créée à Vancouver⁶⁹⁵. L'organisation cherche donc un

anti-Vietnam War movement in Japan », *The Sixties*, 10:2, 2017, p. 182-195. Chris Dixon, Jon Piccini, « The anti-Vietnam War movement: international activism and the search for world peace », dans: C. P. Peterson, W. M. Knoblauch, M. Loadenthal (dir.), *The Routledge history of world peace since 1750*, Routledge, 2019, p. 371-381. Elloy David, *Greenpeace France, une histoire d'engagement*, Les Liens qui Libèrent, 2019, p. 38.

⁶⁹² « Des protestants à l'origine de Greenpeace », *Réforme*, 13 septembre 2011. Nic Maclellan, *Grappling with the bomb: Britain's Pacific H-bomb tests*, ANU Press, 2017.

⁶⁹³ Kieran Mulvaney, « A Brief History of Amchitka and The Bomb, » Greenpeace, 25 août 2007, <https://www.greenpeace.org/usa/a-brief-history-of-amchitka-and-the-bomb/>. Ned Rozell, « The Unknown Legacy of Alaska's Atomic Tests », University of Alaska Fairbanks, 18 janvier 2001. Frank Zelko, Scaling Greenpeace: From Local Activism to Global Governance », *Historical Social Research*. GESIS - Leibniz Institute for the Social Sciences, 42 (2), 2017, p. 321-322.

⁶⁹⁴ Albert Bigelow, *Voyage of the Golden Rule, an experiment with truth*, Doubleday, 1959. Michael Brown, John May, *The Greenpeace Story*, Dorling Kindersley, 1991.

⁶⁹⁵ David Elloy, *op.cit.*

nouveau terrain d'action. En juin 1972, la France annonce qu'elle va procéder à deux essais aériens pendant l'été⁶⁹⁶. Greenpeace décide d'agir, mais a peu de contacts en Océanie. L'organisation publie donc une petite annonce dans les journaux néo-zélandais via la branche locale du CND⁶⁹⁷.

Un immigré canadien répond à l'appel. Malgré son manque d'expérience du militantisme, David McTaggart propose de se rendre à Moruroa avec son navire⁶⁹⁸. Ce navigateur né en 1932 à Vancouver travaille d'abord dans l'immobilier, puis émigre en Nouvelle-Zélande en 1969 après avoir fait faillite, et achète le yacht *Vega*⁶⁹⁹. Il est loin de se douter que ce voyage fera de lui le président d'une puissante ONG internationale. Battant pavillon canadien, un équipage international se forme⁷⁰⁰. Les contrôles administratifs du bateau se multiplient, et les autorités néo-zélandaises tentent d'empêcher leur départ en prétextant divers contrôles administratifs⁷⁰¹. L'appareillage se fait tout de même le 30 avril 1972, sur le *Vega* rebaptisé *Greenpeace III*, qui entre dans la zone interdite à la navigation le 1^{er} juin, avant d'être arraisonné une vingtaine de jours plus tard⁷⁰².

Après les trois tirs de 1972 au CEP, une nouvelle organisation se forme en Nouvelle-Zélande, Peace Media, qui projette une action similaire. L'organisation est alors surveillée par les services français, qui suivent de près les campagnes antinucléaires prenant de l'ampleur dans le pays. Les renseignements scrutent notamment leurs contacts avec des militants de Polynésie française, comme le député autonomiste Francis Sanford qui se soulève contre le CEP en 1973⁷⁰³.

⁶⁹⁶ Avec la Chine, elle est la seule puissance nucléaire à encore réaliser des tirs atmosphériques.

⁶⁹⁷ David McTaggart, *La croisière nucléaire*, Hallier, 1975, p. 12.

⁶⁹⁸ « Comme tout individu sensé, j'étais contre les armes nucléaires, et donc contre les essais, mais je n'avais jamais envisagé une forme de protestation quelconque. En fait, je n'avais jamais officiellement protesté contre quoi que ce soit ». David McTaggart, *op. cit.*

⁶⁹⁹ David Elloy, *op.cit.*, p. 39.

⁷⁰⁰ ANF, 19950175/26. Notes de renseignement du bureau d'études de Papeete sur les organisations antinucléaires ; notes sur l'arraisonnement de bateaux protestataires, 1963 - 1974. BE Papeete à MEDETOM, « Notes sur l'équipage du Yacht Vega », 2 avril 1972.

⁷⁰¹ Le gouvernement conservateur de Marshall s'oppose à l'action. « Ils embarquent à leurs risques et périls, déclare le Premier Ministre », *Auckland Star*, 24 avril 1972.

⁷⁰² « La bureaucratie est battue : le ketch en mer », *New Zealand Herald*, 28 avril 1972.

⁷⁰³ ANF, 19950175/26. Dossier de renseignement sur Peace Media (1973 – 1974).

Le Bataillon de la Paix et le *Fri* (1973).

Cinq essais sont prévus pour la campagne de 1973. Dès janvier, les services français notent qu'une opposition s'affirme avec une « *certaine agressivité en Australasie* » depuis l'arrivée au pouvoir des partis travaillistes⁷⁰⁴. Tandis que les protestations australiennes et néo-zélandaises pleuvent, les syndicats de ces pays, proches des travaillistes, organisent des boycotts de produits français⁷⁰⁵.

L'hostilité vis-à-vis des expériences nucléaires s'affirme dans le Pacifique Sud, en particulier dans des pays désormais indépendants, comme aux Fidji où se forme le comité Against Testing on Moruroa (ATOM)⁷⁰⁶. En mai 1973, les gouvernements Australiens, Fidjiens et Néo-zélandais déposent une requête commune devant la Cour Internationale de Justice de La Haye (CIJ) demandant l'arrêt des essais français dans le Pacifique. La presse néo-zélandaise publie des déclarations d'élus polynésiens : le maire de Ra'iātea, Charles Brotherson, alerte sur les risques de retombées, et le député Francis Sanford déclare lors d'un séjour à Auckland que le taux de leucémies augmente en Polynésie depuis 1966⁷⁰⁷.

Sanford lance un appel à venir manifester à ses côtés à Tahiti. Le député et leader du Parti radical, Jean-Jacques Servan-Schreiber dit 'JJSS', lui répond, et fonde à la hâte l'organisation Les Français Contre la Bombe pour financer le voyage⁷⁰⁸. Les deux députés montent un 'Bataillon de la Paix' visant à rassembler des soutiens dans le monde militant et politique⁷⁰⁹. Jacques de Bollardière, un général devenu non-violent après s'être opposé à la torture pendant la Guerre d'Algérie se joint à eux⁷¹⁰. Il se porte volontaire pour rejoindre le navire

⁷⁰⁴ ANF, 19950175/26. Bulletin périodique de renseignement, CER, 25 janvier 1973.

⁷⁰⁵ AFP Melbourne, « Essais nucléaires, le pétrolier français 'Descartes' boycotté par les syndicats australiens », 29 mars 1973.

⁷⁰⁶ Julia A. Boyd, *New Oceania. Modernisms and Modernities in the Pacific*, Routledge, 2019, p. 21.

⁷⁰⁷ ANF, 19950175/26. Bulletin de renseignement hebdomadaire, cabinet du gouverneur de Polynésie Française, Bureau d'Etude, 8 janvier 1973.

⁷⁰⁸ Entretien avec Brice Lalonde, 2021.

⁷⁰⁹ Les élus du PS Charles Josselin, Anne-Marie Frisch et Louis Besson.

⁷¹⁰ JJSS dénonce la torture dans un livre en 1957, il est soutenu par le général de Bollardière qui se converti ensuite à la non-violence via sa femme, Simone, membre du MAN. Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Lieutenant en Algérie*, Julliard, 1957. Roger Barberot *Malaventure en Algérie avec le général de Bollardière*, Plon. Guy Boubault, Benoit Gauchard, Jean-Marie Muller, « Jacques de Bollardière – Compagnon de toutes les Libérations », *Non-Violence Actualité*, 1986.

contestataire de Peace Media, avec des militants non-violents, l'abbé Jean Toulat, le pasteur Cruse et le philosophe Jean-Marie Muller liés par le réseau du Mouvement pour une Alternative Non-Violente (MAN)⁷¹¹.

JJSS demande au jeune militant écologiste Brice Lalonde de les accompagner. Ce dernier raconte qu'à Paris, son appartement sert de « QG » aux écologistes de l'organisation Les Amis de la Terre, notamment ceux de la branche australienne qui sont de passage à Paris : « *Il y avait la barrière de la langue qui allait être problématique avec Peace Media. Jean-Marie Muller et les autres parlaient très mal anglais. J'ai donc été appelé pour être leur traducteur*⁷¹². » Des contacts avec les australiens et néo-zélandais sont établis depuis le voyage de Greenpeace l'année précédente, et le représentant de Peace Media, Peter Yates, est hébergé chez Lalonde. Yates tient les écologistes français au courant des avancées de la campagne océanienne, tandis que Greenpeace organise ses premières manifestations à Paris. L'organisation organise notamment une occupation de la cathédrale Notre-Dame, ainsi qu'une manifestation en présence de JJSS⁷¹³.



Manifestation de Greenpeace à Notre-Dame, avec Jean-Jacques Servan-Schreiber à droite, 1973.

Extrait du film « Mururoa 1973 ».

⁷¹¹ Jean-Jacques Servan-Schreiber, Brice Lalonde, Charles Josselin, Jacques de Bollardière, *Le Bataillon de la Paix*, Paris, Éditions Buchet-Chastel, 1974. Jean Toulat, *Objectif Moruroa*, Laffont, 1974.

⁷¹² Entretien avec Brice Lalonde, 2021.

⁷¹³ *Ibid.*

Peace Media parvient à dépêcher un navire, le *Fri* de David Moodie, un pacifiste danois. L'organisation cherche à recruter un Français pour donner plus de poids à l'action. Ils demandent donc de l'aide aux réseaux européens contre la bombe, et le Committee for Nuclear Disarmement (CND) anglais publie une annonce dans son bulletin *Peace News*⁷¹⁴. Un abonné de France leur répond : le pasteur non-violent Gilbert Nicolas. Celui-ci part rejoindre l'équipage du *Fri* en Nouvelle-Zélande. Le 24 mars 1973, les treize membres d'équipage quittent Whangarei pour une navigation de 45 jours vers Moruroa. Un second navire affrété par Peace Media les suit, le *Spirit of Peace*, appartenant à Clive Dasler, un mécanicien à Whanganui qui vend sa maison pour financer le voyage. Mais une fois proche de l'atoll, l'équipage choisit de rester hors de la zone interdite à la navigation, contrairement au *Fri* et au *Vega*⁷¹⁵.

Avant leur départ, les renseignements militaires du CEP collectent des informations sur l'état des navires, les équipages, puis ils notent leurs positions à mesure qu'ils approchent des sites⁷¹⁶. Les dirigeants de Peace Media se coordonnent avec des journalistes afin de mettre en scène les étapes du voyage, offrant une large visibilité à l'action. En juin 1973, Bill Ralston, représentant de Peace Media, interpelle le premier ministre Norman Kirk, dont l'électorat est très hostile aux essais, lors d'une émission en direct sur la première chaîne publique. Il l'accuse d'être « *un peu sans-cœur* » de ne pas porter assistance à l'équipage en manque de vivres⁷¹⁷. Quelque temps plus tard, la frégate néo-zélandaise *Otago* se rend à proximité de Moruroa en signe de protestation diplomatique.

⁷¹⁴ Gilbert Nicolas, *Un bateau nommé liberté*, Presses de Quimper, 1976.

⁷¹⁵ Dasler est soutenu par sa femme, Yvonne, qui emménage dans une location avec leurs deux enfants. Il embarque avec Bernard Rhodes, Mark Roumieu et Peter Martin, et passe trois mois en mer avant d'atteindre les abords de la zone interdite à la navigation. « Nous étions juste sur la limite de 120 miles, nous étions des sortes de protestataires de la vieille école, nous n'avons brisé aucune loi, nous essayions d'être respectueux des lois. » « We were just on the 120-mile limit, we were sort of old fashioned protesters, we didn't break any laws, we tried to be law abiding. » Kat Duggan, « No regrets : Marlborough man looks back on Moruroa protests », *Stuff*, 5 juillet 2016.

⁷¹⁶ SHD, GR 9 Q 4 378. Centre d'Exploitation du Renseignement, dossier de l'ambassade de Nouvelle-Zélande (dossier 1 et 3). Note de renseignement sur Peace Media. Colonel Gilles, chef du Centre d'Exploitation du Renseignement. Bulletin de renseignement, 5 avril 1973.

⁷¹⁷ « Ils sont fatigués, ils sont mouillés, ils sont misérables... ce n'est en aucun cas une croisière plaisante ». « They're tired, they're wet, they're miserable...it's a not a pleasure cruise in any way ». Télévision néo-zélandaise, juin 1973, nzonscreen.nz.

Pendant que le *Fri* se poste au large de Moruroa, Francis Sanford et Jean-Jacques Servan-Schreiber se retrouvent à Tahiti. Ils utilisent alors la contestation antinucléaire comme moyen de pression sur Paris pour obtenir un statut d'autonomie. La manifestation du 23 juin 1973 à Pape'ete, réunit en tête du cortège, le sénateur Pouvana'a Oopa, Francis Sanford, Daniel Millaud et des parlementaires français, Anne-Marie Fritsch, Charles Josselin et Louis Besson venus rejoindre ce 'Bataillon de la Paix'⁷¹⁸. Au sein de la direction du PS, le silence est de mise. Les élus présents à Tahiti n'ont pas le soutien de François Mitterrand, qui trouve cette campagne bien embarrassante⁷¹⁹.

Les autres membres du Bataillon de la Paix parviennent à rejoindre le *Fri* en passant par Rarotonga. Le 17 juillet, l'équipage est arraisonné. Le général de Bollardière est évacué à Paris afin de l'éloigner des médias. Il demande alors de se faire rayer de l'Ordre de la Légion d'Honneur⁷²⁰. Le reste de l'équipage du *Fri* est rapatrié à Tahiti, tandis que le *Spirit of Peace* se fait remplacer par le *Vega* de David McTaggart, qui est arraisonné le 15 août⁷²¹.

⁷¹⁸ JJSS en tête de cortège, suivis par Charles Josselin, Louis Besson, Anne-Marie Fritsch, ainsi que le pasteur Georges Richard-Mollard, et le père Charles Avril.

⁷¹⁹ Interview de Charles Josselin. François Reinhart, « Ils vont arrêter la bombe », *Arte*, 2019.

⁷²⁰ Archives privées de Jean-Marie Muller. Carton 'Bollardière'. Lettre de Jacques de Bollardière à Valéry Giscard d'Estaing, 31 juillet 1973.

⁷²¹ David McTaggart est blessé à l'œil puis hospitalisé à Tahiti avant d'être renvoyé au Canada. Jean-Marie Muller, *La bombe en question*, livret édité par le MAN, p. 35.



Le Bataillon de la Paix défile contre les essais nucléaires, Pouvana'a Oopa est au centre, en fauteuil roulant, 1973. Moruroa.org.

Les militants du *Fri* restés à Tahiti se connectent avec des facilitateurs réseau. L'équipage compte sur le soutien du journaliste américain Jim Boyack, le relais de Greenpeace à Tahiti, qui les met en contact avec des opposants aux essais⁷²². Nous retrouvons ainsi des liens avec les Danielsson, ou le pasteur Vernier, qui favorisent les interactions entre les militants polynésiens et étrangers⁷²³.

La puissante Église Évangélique de Polynésie Française (EPPF) reste réservée à propos du nucléaire, et ne souhaite pas tendre ses relations avec les autorités. Des pasteurs sont néanmoins favorables à l'action du *Fri*, en particulier Henri Vernier, mais également Gilbert Tinembart, originaire de Suisse, qui invite des militants à une réunion avec les paroissiens du temple de Béthel à Pape'ete. Des membres de la communauté protestante témoins de cet événement rapportent alors de vives tensions au sein de la direction de l'Église⁷²⁴. De ce

⁷²² Entretien avec Véronique Lerebours (compagne de Bernard Moitessier), 2020.

⁷²³ Entretien avec Brice Lalonde, 2021.

⁷²⁴ « L'arrivée du *Fri* a créé de grandes tensions au sein de l'Église. Il y avait des pasteurs contre et pour les essais. Ça discutait fort à l'Assemblée des responsables ! » Entretien avec Othon Printz, Gries, février 2021. « Il

passage à Tahiti, Gilbert Nicolas garde des contacts, avec des pasteurs et les Danielsson. Ces derniers lui demandent de l'aide en 1977, afin de former un comité de soutien pour les militants de 'Te Toto Tupuna' (le sang des ancêtres) condamnés pour des actions violentes. Le pasteur Nicolas mobilise alors celui qui avait proposé de le défendre s'il faisait l'objet de poursuites pour l'action du *Fri*, l'avocat Jean-Jacques de Félice⁷²⁵.

De retour en Nouvelle-Zélande en 1974, l'équipage néo-zélandais du *Fri* se retrouve dans leur QG à Auckland, une grande maison communautaire. « *C'était une ambiance très hippies* » raconte la polynésienne Dorothy Levy, qui les y retrouve, et renforce les liens avec les militants néo-zélandais⁷²⁶. Le journaliste américain Jim Boyack coordonne les relations entre Francis Sanford, Greenpeace et Peace Media⁷²⁷. Il recherche alors une figure pour la prochaine campagne, et connaît un célèbre navigateur français, qu'il verrait bien en porte-drapeau de la lutte antinucléaire.

Bernard Moitessier devient célèbre après sa participation au Golden Globe Challenge en 1968, première course solitaire autour du monde sans escale. Alors qu'il se trouve en tête, il abandonne pour faire voile vers Tahiti, où il s'installe pendant quelques années. De retour d'un séjour à Suwarrow, un atoll inhabité des îles Cook, Moitessier touche la Nouvelle-Zélande en 1974, après l'action du *Fri*. Le navigateur se montre vivement affecté par le récit de l'équipage, et confie dans sa biographie : « *Après un coup pareil je ne pourrais jamais plus croire en l'humanité*⁷²⁸. » Révolté par l'attitude de la France, il reste un moment avec les militants de Peace Media.

Une nouvelle action à Moruroa est envisagée. Boyack tente de convaincre Moitessier que son bateau, le *Joshua* battant pavillon français, pourrait contrer l'argument d'un « *complot*

y a eu un certain nombre de remous pendant le passage du *Fri* ». Entretien avec Robert Koenig, Puna'auia, mars 2021.

⁷²⁵ Dans une lettre aux militants polynésiens emprisonnés, il leur explique que Jean-Jacques de Félice les défendra pendant leur procès, et prendra soin d'eux « *comme un père pour ses enfants* ». La Contemporaine, fonds de Félice. ARCH/0147/128. Lettre du pasteur Gilbert Nicolas, à Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie, 24 janvier 1979.

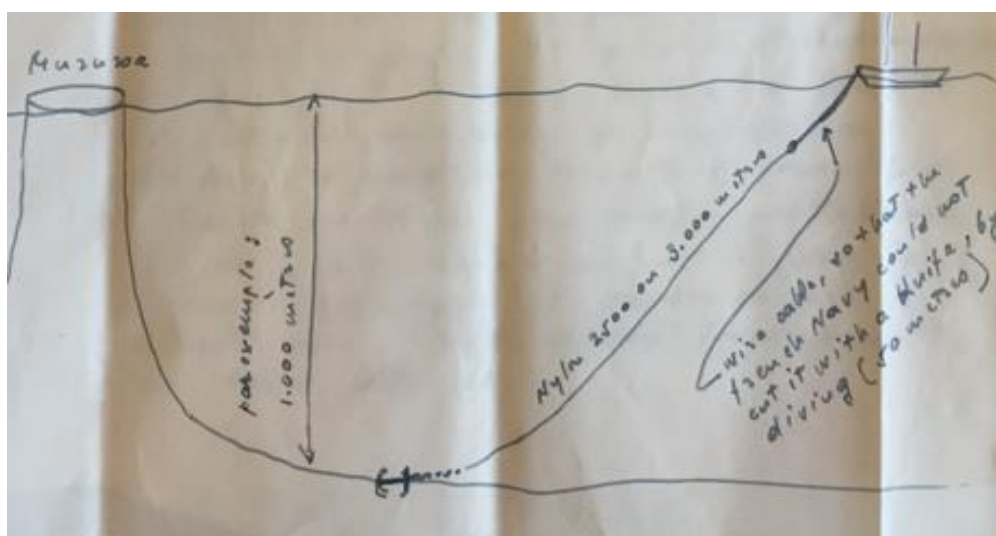
⁷²⁶ Entretien avec Dorothy Levy, Huahine, juin 2021.

⁷²⁷ Rex Weyler, *Greenpeace: How a Group of Ecologists, Journalists, and Visionaries Changed the World*, Rodale, 2004, p. 245.

⁷²⁸ Bernard Moitessier, *Tamata et l'alliance*, Arthaud, 1993, p. 235. Véronique Lerebours, *Bernard Moitessier au fil des rencontres*, Arthaud, 2004.

*impérialiste contre la France*⁷²⁹ ». Le navigateur, plutôt habitué aux traversées solitaires, est partagé. Il dresse toutefois une liste de personnalités qu'il pourrait mobiliser : des scientifiques, des journalistes, un cinéaste et... Marlon Brando⁷³⁰. Ce projet ne se concrétise finalement pas. La crainte d'être évincé de Polynésie française aurait-elle joué, comme l'avance son biographe?⁷³¹

D'après son amie Dorothy Levy, il ne voulait pas se mettre à dos la communauté des 'voileux' auprès de laquelle il s'était construit un mythe, et était davantage focalisé sur sa quête spirituelle⁷³². Il nous semble qu'il ne se sentait pas à sa place sur le devant de la scène militante. En 1987, le navigateur confie à Alain Connan, un marin expérimenté qui refonde Greenpeace-France après l'affaire du *Rainbow Warrior*, que la désobéissance civile ne correspondait pas à ses pratiques militantes⁷³³.



Croquis d'un plan d'action envisagé par Bernard Moitessier à Moruroa, mars 1974⁷³⁴.

⁷²⁹ Archives privées de B. Moitessier. Lettre de Jim Boyack à Bernard Moitessier, 14 mars 1974.

⁷³⁰ Archives privées de B. Moitessier. Lettre Bernard Moitessier à Jim Boyack, 19 mars 1974.

⁷³¹ Jean-Michel Barrault, *Moitessier, le long sillage d'un homme libre*, Arthaud, 2014.

⁷³² Après son passage en Nouvelle-Zélande, il part vivre dans un kibboutz en Israël. Entretien avec Dorothy Levy, 2021.

⁷³³ « Je suis devenu ami avec Bernard à l'époque où on reconstruisait Greenpeace France. On avait les mêmes pensées, mais pas la même manière de l'exprimer. Il n'était pas pour des actions fortes. Ce n'était pas en adéquation avec sa personnalité, il voulait intervenir d'une manière plus 'intello'. » Entretien avec Alain Connan, 2020. Moitessier se mobilise contre la course aux armements lors d'un séjour à Hawaï en 1983, à travers des tribunes dans la presse. B. Moitessier, « Arms reduction », *The Decatur Daily*, 27 janvier 1984.

⁷³⁴ Il donne ici les détails techniques, comme l'utilisation d'un « câble de fer, pour que la Marine Française ne puisse pas le couper avec un couteau en plongeant (50 mètres) ». Archives privées de Bernard Moitessier. Lettre de Bernard Moitessier à Jim Boyack, 19 mars 1974.

La fin des essais aériens est annoncée en 1974. Le *Fri* réalise un tour du Pacifique pour promouvoir la non-violence et la dénucléarisation, avec une courte escale à Tahiti⁷³⁵. Un autre bateau de Peace Media, *La Flor* se rend à Moruroa malgré l'interdiction d'entrer sur le territoire notifiée à l'équipage lors de son départ⁷³⁶. Une fois arrivés au large des Gambier, le gouverneur refuse que les militants accostent à Mangareva, où ils prévoyaient de recueillir des échantillons pour étudier les effets des essais sur l'environnement⁷³⁷.

L'arrivée du *Fri* à Tahiti passe presque inaperçue auprès de la population, mais les militants sont accueillis par les passeurs de l'époque : les journalistes Éric Monod et Jim Boyack, les élus Francis Sanford, Daniel Millaud, Henri Bouvier, Ida Bordes et Marie-Thérèse Danielsson⁷³⁸. Après une courte escale, le navire repart discrètement, sans oublier toutefois de déployer « *un drapeau tahitien rouge et blanc* » en arrivant dans la rade⁷³⁹. Ainsi, ils affirment leur soutien aux autonomistes, en arborant des couleurs qui seront légalement reconnues en 1984, lorsque la Polynésie française accède à l'autonomie interne⁷⁴⁰.

⁷³⁵ BNF, fonds Bourdet. Carton 147. Livret militant de Peace media sur le voyage du *Fri* et de *La Flor*, 1974.

⁷³⁶ ANF, 19950175/26. Lettre de l'ambassade française de Wellington au ministère des affaires étrangères, 12 juillet 1974.

⁷³⁷ Le gouverneur craint alors que leur passage soit récupéré par l'opposition « au moment où Sanford et Pouvana'a cherchent à mobiliser l'opinion publique contre toute forme d'activité nucléaire ». Ils sont finalement autorisés à faire un court arrêt à Rapa, où la Marine les surveille de près. ANF, 19950175/26. Gouverneur de Pape'ete à Medetom Paris, 14 septembre 1974.

⁷³⁸ ANF, 19950175/26. Gouverneur de Pape'ete à Medetom Paris, 12 septembre 1974.

⁷³⁹ ANF, 19950175/26. Bulletin de renseignement particulier, Bureau d'Etude, « Voilier Fri », 20 septembre 1974. Le 16 octobre 1974, le *Fiji Times* annonce l'arrivée du navire dans le port de Suva, arborant encore une fois les couleurs des autonomistes. ANF, 19950175/26. Cabinet du gouverneur, Bureau d'Etude, « Traduction et analyse d'articles parus dans la presse étrangère », 24 octobre 1974.

⁷⁴⁰ L'emblème est officiellement approuvé par l'Assemblée Territoriale par la délibération n° 84-1030 AT, dans sa séance du 23 novembre 1984, en application de la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française.



De gauche à droite, la députée Anne-Marie Fritsch, le général Jacques de Bollardière, Francis Sanford, Jean-Marie Muller, Jean-Jacques Servan-Schreiber et Bengt Danielsson, Tahiti, 1973. Archives de Jean-Marie Muller.

Il nous faut souligner l'action de la militante Marie-Thérèse Danielsson, qui agit comme passeuse, aux côtés de son époux, l'ethnologue suédois Bengt Danielsson. Ce dernier est connu pour avoir participé à l'expédition du Kon-Tiki en 1947 dirigé par l'explorateur norvégien Thor Heyerdahl qui prétendait que le peuplement de la Polynésie avait pu se faire depuis l'Amérique du Sud. Leur radeau s'échoue sur l'atoll de Raroia, où Bengt réalise une étude dont il tire une thèse de doctorat. Il devient ensuite célèbre en publiant des ouvrages sur Gauguin, des romans pour enfants et ouvrages sur la Polynésie en suédois, anglais et français. Ses publications véhiculent toutefois de nombreuses représentations idéalisées du mode de vie des polynésiens, et participent à la construction de l'imaginaire du paradis polynésien folklorisé, offrant toutefois à son auteur une renommée comme savant auprès du grand public⁷⁴¹.

Le couple installé à Tahiti depuis 1953 est également engagé contre le nucléaire, et favorable à une indépendance du pays. Ils mettent en relation les militants polynésiens et

⁷⁴¹ Bengt Danielsson, *Work and Life on Raroia*, université d'Uppsala, 1955. *L'Amour dans les mers du Sud*, Stock, 1957. *What happened on the Bounty*, Allen & Unwin, 1963. Marie-Thérèse et Bengt Danielsson, *Tahiti à l'époque de Gauguin*, Papeari, 1968.

étrangers⁷⁴². A Pā'ea, le *Fare Danielsson* est un point de passage pour les militants, politiciens et intellectuels. Il est donc très surveillé, et en 1973, les Français du Bataillon de la Paix ne s'y rendent pas tout de suite, afin ne pas crispier les autorités. Marie-Thérèse Danielsson vient à eux, et les conduit dans le bureau de Bengt, où JJSS aperçoit des tas de documents et notes sur les essais⁷⁴³. Il demande à l'ethnologue de se hâter de finir son livre, afin de se coordonner avec la prochaine campagne militante.

Un an après le passage du *Fri* et du Bataillon de la Paix, Marie-Thérèse et Bengt Danielsson publient *Moruroa mon amour*. En juillet 1974, le gouverneur prévient le ministère des outre-mer que l'ouvrage, et ceux publiés par le Bataillon de la Paix, seront disponibles sur le territoire : « *Je ne dispose d'aucun moyen de m'opposer éventuellement à cette diffusion*⁷⁴⁴ ». L'ouvrage est traduit en plusieurs langues, et est régulièrement cité par des militants étrangers qui se mobilisent après leur lecture⁷⁴⁵. Le livre reste à aborder comme une production militante. Il s'agit d'un ouvrage visant à condamner la présence du CEP, ce qui apporte des ennuis à Danielsson, également consul de Suède, qui est écarté de son poste après sa publication.

L'anthropologue Jean Guiart commente cette sanction en 1974, et souligne ses « *positions indépendantistes trop affirmées pour le consul d'une nation étrangère*⁷⁴⁶ ». Il pointe leur appartenance sociale, et l'élitisme qui se retrouve dans leurs relations, leurs amitiés « *toujours situés parmi la grande bourgeoisie locale que ne dépare d'ailleurs pas, dans ce tableau, la présence de J.J.S.S. dont le réformisme a des limites* ». En 2022, Serge Tcherkézoff revient sur cette affaire et souligne que Danielsson se pose dans une vision « *naïve et passéiste* » de la Polynésie, assistant « *avec horreur, sentiment partagé avec son*

⁷⁴² Se référer au chapitre 3.2, lorsque Jean Guiart avertit Jacques Foccart à propos du 'danger' que représente Bengt Danielsson.

⁷⁴³ Marie Thérèse et Bengt Danielsson, *Moruroa mon amour*, Stock, 1974, p. 4.

⁷⁴⁴ ANF, 19950175/26. Note du gouverneur au MEDETOM, « Livres hostiles à nos expérimentations », 15 juillet 1974.

⁷⁴⁵ *Moruroa mon Amour* est édité en 1974, puis fait l'objet d'une réédition sous le titre *Moruroa, notre bombe coloniale. Histoire de la colonisation nucléaire de la Polynésie française* en 1994. Entretien avec Margot Wallström, décembre 2019.

⁷⁴⁶ Jean Guiart, « Compte rendu de Danielsson, Marie-Thérèse et Bengt, *Moruroa mon amour* », *Journal de la Société des Océanistes*, 30 (45), 1974, p. 319.

épouse, à l'arrivée du CEP, en voyant l'immense et rapide transformation du pays ». Il parle alors d'un « livre à mi-chemin entre la supercherie et le roman de gare⁷⁴⁷ ».

Il reste de nombreuses pages à écrire sur l'engagement des Danielsson, et un important chantier de recherche sur ses archives est encore à réaliser⁷⁴⁸. Celui-ci ouvrirait probablement de nouvelles pistes sur les liens entre réseaux de Greenpeace et les indépendantistes polynésien, le couple ayant fait le lien entre ces deux communautés. Ce rapprochement semble avoir une dimension centrale dans un scandale médiatique et politique de l'histoire des oppositions aux essais, l'affaire du *Rainbow Warrior*.

L'affaire du *Rainbow Warrior* vu depuis Huahine (1985).

Les actions directes de Greenpeace à Moruroa catalysent les inquiétudes des autorités françaises tout au long de la décennie 1980. En 1982, le *Vega* reprend du service, et retourne vers l'atoll avec David McTaggart et Brice Lalonde à son bord. L'équipage est arraisonné le 31 octobre, et le Bureau d'Études de Pape'ete s'inquiète d'y trouver Guy Taero, un indépendantiste polynésien déjà condamné dans une affaire de violences politiques, celle de Te Toto Tupuna ('le sang des ancêtres'), sur laquelle nous reviendrons dans le chapitre suivant.

Les trois passagers, Jonathan Castle, le capitaine britannique, ainsi que l'australien Christophe Robinson sont expulsés, tandis que Taero est « entendu plus longuement » par les autorités⁷⁴⁹. La prochaine action à Moruroa est prévue à l'été 1985, sur le *Rainbow Warrior*. Mais le navire est coulé par la DGSE à Auckland le 10 juillet, provoquant un affaire d'État. Les militants que nous rencontrons, ainsi que les archives de leur avocat, apportent un nouvel éclairage sur ces événements. Ils attestent du renforcement des liens entre des écologistes néo-zélandais et indépendantistes polynésiens, notamment avec l'intermédiaire de l'ethnologue suédois.

⁷⁴⁷ Serge Tcherkézoff, « Moruroa, Danielsson et le musée de Tahiti : les déceptions de Jean Guiart dans la Polynésie française des années 1970 », *Journal de la Société des Océanistes*, n°154, 2022.

⁷⁴⁸ Nos projets de consulter les fonds de Bengt Danielsson en Norvège se sont vus maintes fois reportés par la crise sanitaire. Notons qu'un doctorant norvégien, Anton Ohman travaille actuellement sur ces archives.

⁷⁴⁹ ANF, 19950175/26. Note du Bureau d'Etude de Pape'ete à la Section d'Etudes et de Renseignements, 2 novembre 1982.



Vue sur le Motu Topati, Huahine, juin 2021. C.Maillochon.

Le motu Topati, situé à la sortie de la baie de Mārōʻē à Huahine est le théâtre d'une discrète réunion entre la présidente de Greenpeace Nouvelle-Zélande et des militants polynésiens au mois de mai 1985. Sur ce motu à l'abri des regards, la prochaine campagne du *Rainbow Warrior* est en préparation.

Le bureau néo-zélandais de Greenpeace est dirigé par Elaine Shaw. Pendant les précédentes campagnes, les militants polynésiens se font faits rares. Afin d'y remédier, Shaw se rend à Tahiti pour rencontrer des membres du Tāvini Huirāʻatira et de l'Église Évangélique de Polynésie Française, récemment acquise à la lutte antinucléaire. L'ethnologue Bengt Danielsson, qui fait régulièrement le lien entre polynésiens et occidentaux, la met en contact avec des militants du Te Taʻata Tahiti Tiamaa (TTTT). Ce parti, fondé par Charlie Ching, neveu de Pouvanaʻa Oopa, regroupe des militants condamnés à plusieurs reprises pour des faits violents, notamment des tentatives d'attentats à la bombe, mais surtout le meurtre d'un

métropolitain⁷⁵⁰. Shaw part à leur rencontre à Huahine, et retrouve Guy Taero, qui a été emprisonné en 1977 à cause de son implication dans l'affaire, ainsi qu'Edouard et Tehei Piha, deux agriculteurs et militants du TTTT.

L'intermédiaire d'Elaine Shaw à Huahine est Dorothy Levy. Cette polynésienne-américaine, connaît bien l'équipage du *Fri*, avec qui elle a milité en 1974. Depuis, elle fait le lien avec les militants néo-zélandais. Elle est l'interprète à Shaw pendant sa rencontre avec le TTTT, qui a lieu sur le motu Topati pour plus de discrétion. Le groupe discute de la prochaine action de désobéissance civile à Moruroa. Cette fois, des militants polynésiens doivent embarquer sur le *Rainbow Warrior*, et entrer ensuite dans la zone d'exclusion militaire en *va'a*⁷⁵¹. Un débarquement à Moruroa en pirogue constitue un symbole identitaire fort : « *Le grand truc c'est que ce n'étaient plus des étrangers, mais bien des Polynésiens qui allaient venir protester, avec leurs pirogues*⁷⁵² ». Tandis qu'elle nous raconte ce moment, Dorothy Levy ne peut s'empêcher de comparer les militants de Huahine aux membres de Peace Media: « *Eux c'étaient des costauds, pas des hippies !* ».

Seulement, une faille dans le cloisonnement de l'information vient perturber leurs plans. Elaine Shaw prend soin d'enregistrer la réunion afin d'en conserver une trace pour l'organisation. Dorothy Levy est un peu inquiète de savoir l'opération vulnérable à cause de l'existence de la cassette, car les services de renseignements sont omniprésents à Tahiti. Shaw la rassure et lui explique qu'elle va la cacher sur elle afin d'éviter que celle-ci ne soit interceptée. Elle retourne ensuite chez Tea Hirshon, membre du Tāvini qui héberge les militants de Greenpeace dans sa maison à Puna'auia. Dans sa maison, au PK 17.5, l'ancienne hôte des écologistes se remémore cette période :

« Plusieurs militants indépendantistes et des pasteurs devaient embarquer sur le *Rainbow Warrior*. Moi je n'allais pas sur les bateaux, je servais juste de liaison avec la Nouvelle-Zélande. J'ai même hébergé pendant quelques jours la fille qui a infiltré Greenpeace, ici chez moi⁷⁵³. »

Le 23 avril 1985, une française se faisant appeler 'Frédérique Bonlieu' se présente chez Greenpeace Nouvelle-Zélande, avec une lettre de recommandation de Jean-Marie Vidal, un

⁷⁵⁰ Sur l'affaire dite 'Te Toto Tupuna', se référer au chapitre 6.2.

⁷⁵¹ Pirogue à balancier.

⁷⁵² Entretien avec Dorothy Levy, 2021.

⁷⁵³ Entretien avec Tea Hirshon, 2021.

navigateur qui avait participé à la campagne du *Fri* en 1973⁷⁵⁴. Annonçant être une géomorphologiste passionnée par l'environnement, elle s'implique dans la campagne contre les essais nucléaires. Elle sert également d'interprète avec les francophones. Sa position d'intermédiaire lui donne donc accès à des informations stratégiques. En mai, Elaine Shaw lui propose de l'accompagner en Polynésie française.

Après l'entrevue à Huahine, les deux femmes se retrouvent chez Tea Hirshon, et Bonlieu traduit la fameuse cassette⁷⁵⁵. Pendant son séjour à Tahiti, elle parvient également à intercepter des courriers de Bengt Danielsson, décrit par la presse comme un « *savant gourou des actions antinucléaires*⁷⁵⁶ ».

Le *Rainbow Warrior* est coulé dans le port d'Auckland le 10 juillet, causant la mort du photographe Fernando Pereira. Les enquêteurs néo-zélandais arrêtent les 'faux-époux' Turenge, deux agents de la DGSE, révélant l'implication de l'État français. Puis ils identifient une infiltrée chez Greenpeace, Christine Cabon, véritable nom de 'Frédérique Bonlieu', qui disparaît des radars judiciaires⁷⁵⁷. Le bureau de Greenpeace France est dissous après l'affaire, les tensions sont alors vives entre français et anglophones, notamment à cause de cette infiltration⁷⁵⁸. Dans une correspondance entre Jean-Jacques de Félice et le pasteur Jean Seiler, des soutiens des militants antinucléaires, ce dernier explique :

⁷⁵⁴ « Les agents sortis de l'ombre », *Libération*, 27 août 1985.

⁷⁵⁵ Entretien avec Dorothy Levy, 2021.

⁷⁵⁶ Jacques Drogy, Jean-Marie Pontaut, « Greenpeace : la taupe identifiée », *L'Express*, 23 août 1985. Danielsson rapporte à la presse avoir brièvement rencontré 'Bonlieu'/Cabon lors d'un congrès sur les coraux à Tahiti. « Un ethnologue suédois, qui assistait aux séances, se souvient d'elle comme d'une 'femme d'une forte taille, qui s'intéressait à vrai dire plus aux participants de ce congrès qu'aux sujets débattus' ». M.A, « Sophie Turenge dirigeait la taupe de Greenpeace », *Le Matin*, 23 août 1985.

⁷⁵⁷ Une enquête interne menée par Greenpeace arrive à la conclusion qu'un taupe de la DGSE les a infiltré, et quelques jours plus tard, le nom de Cabon apparaît dans la presse néo-zélandaise. AFP, 19 août 1985. Au moment de l'attentat, Cabon est en mission archéologique en Israël, toujours sous couverture. « Un membre de la DGSE, le lieutenant Christine Cabon, alias 'Frédérique Bonlieu', prépare le terrain en infiltrant le mouvement écologiste à Auckland, de fin avril à fin mai, et accumule les renseignements techniques (hôtels, locations de véhicules, date d'arrivée du Rainbow-Warrior, etc.). » E.P, « Le chaînon manquant », *Le Monde*, 18 septembre 1985.

⁷⁵⁸ Il est reconstruit par Alain Connan et Rémi Parmentier en 1987. Entretien avec Alain Connan, 2021. Le pasteur Jean Seiler note que les rivalités internes s'accroissent au sein de l'organisation, notamment entre anglo-saxons et les membres du bureau français, qui accusent David McTaggard d'avoir « torpillé Greenpeace France ». *La Contemporaine*, fonds de Félice. ARCH 0147/138. Affaire du Rainbow Warrior (1985) (1). Lettre de Jean Seiler à Gilbert Nicolas, 21 janvier 1988.

« Greenpeace a été accusé à tort d’alliance avec les indépendantistes tahitiens. En fait, il semble qu’il y ait eu une lettre d’Elaine Shaw à Bengt Danielsson où il est question des fameuses pirogues. Mais... qui a proposé quoi ? Qui a accepté quoi ? Qui a refusé quoi ? [...] Il y a aussi eu des contacts entre Elaine Shaw et Charlie Ching. Greenpeace est loin d’être une organisation monolithique et la vérité reste toujours difficile à établir...⁷⁵⁹ ».

‘Pourquoi couler Greenpeace ?’ se demandent des militants non-violents réunis à Villeurbanne le 4 octobre 1985 pour un débat sur l’affaire. La soirée débute par la projection d’un documentaire « Derrière le rideau de fleurs », tourné en 1981 à Tahiti dans le cadre du procès des militants du TTTT, où comparaisait Guy Taero. Il s’agit du premier film à évoquer les conséquences sociétales des essais. Le film donne la parole au théologien Duro Raapoto, puis à l’artiste Henri Hiro, président de l’association de protection de la nature la Ora te Natura, qui commente les actions violentes du TTTT : « *Je désapprouve ce qu’ont fait mes compatriotes, mais je comprends leurs motivations [...] Pourquoi venir ici, à 20 000 km de chez vous expérimenter la bombe. Cette bombe qui est perçue comme une préparation à la mort*⁷⁶⁰. »

Me Roux, avocat des militants polynésiens, explique aux 150 militants présents en quoi la lutte pour l’indépendance est intrinsèquement liée à celle contre les essais nucléaires⁷⁶¹. Il défend alors Greenpeace et la famille Pereira, aux côtés de son mentor, Me Jean-Jacques de Félice⁷⁶².

Le rapprochement entre les *hippies* et les *costauds*, comme le soulignait Dorothy Levy, forme un réseau alarmant pour les autorités françaises. De plus, le contexte de crise politique en Nouvelle-Calédonie se ressent dans les rapports des renseignements ultramarins. Le Bureau d’Études ne cesse alors de souligner les dangers d’un rapprochement entre indépendantistes et écologistes, mais également l’influence de l’Église protestante, récemment acquise à la lutte⁷⁶³.

⁷⁵⁹ *Ibid.*

⁷⁶⁰ Martin Figère, « Tahiti derrière le rideau de fleurs », 1981.

⁷⁶¹ Observatoire des Armements. Fonds Jean-Pierre Lanvin, carton ‘non-violence’. Yvette Bailly, *Perspectives Non-Violentes*, n°11, novembre 1985.

⁷⁶² La Contemporaine, fonds de Félice. ARCH/0147/138. Affaire du Rainbow Warrior (1985) (1).

⁷⁶³ L’EPPF formule sa première condamnation officielle des essais pendant le Synode de 1982. ANF, 19950175/24. Synthèse du BE de Papeete, 1985. « Bulletin Mensuel d’Information », février 1985.

**Soirée
Débat**

**Vendredi 4 OCTOBRE 1985
POURQUOI COULER GREENPEACE ?**

20h: film «*TAHITI:
Derrière le rideau de fleurs*»
20h30: débat avec
François ROUX
avocat des Indépendantistes Tahitiens.

C.C.O.
39 rue Courteline
69100 VILLEURBANNE
Bus : 26 - 37 - 38
Métro : CHARPENNES

COLLECTIF CONTRE LES ESSAIS NUCLEAIRES, 4 rue Bodin, 69001 LYON

Fonds Lanvin, Observatoire des Armements.

Au-delà de l’Océan Pacifique, les réseaux militants se fixent également sur des terres de luttes où leurs répertoires de pratiques évoluent. En France, un mouvement transnational s’installe sur un plateau agricole menacé par la militarisation. Comme de nombreux autres militants présents dans cette étude, les pasteurs Jean Seiler et Gilbert Nicolas, Me François Roux et Jean-Jacques de Félice, ainsi que Jean-Marie Tjibaou et Oscar Temaru ont tous en commun d’être passés par le Larzac.

5.2 Les chemins coutumiers de la dénucléarisation : Mā’ohi et Kanak passant par le Larzac.

Les solidarités entre des militants Polynésiens, Kanak et des paysans d’Occitanie peuvent paraître étonnantes. Cependant, le plateau du Larzac revêt une importance stratégique dans la lutte contre les essais nucléaires et pour les mouvements indépendantistes. Pour Bassirou Barri, l’engagement des paysans du Larzac par « *le refus de l’autorité et de la violence, nourrit le discours de l’écologie politique et trouve son prolongement dans le combat contre le nucléaire militaire exercé sur les territoires de la Polynésie française*⁷⁶⁴ ». Pendant les années 1980, ce lieu est en effet un carrefour de réseaux antinucléaires et anticolonialistes, où les militants acquièrent des savoirs et construisent des liens transnationaux⁷⁶⁵.

Nos sources primaires permettent de documenter ces circulations militantes peu étudiées, et nous identifions un réseau « Larzac – Kanaky – Polynésie » actif entre le milieu des années 1980 et la fin des années 1990. Symbole de ces solidarités, une caselle Kanak est érigée sur ce plateau agricole du Sud-Est de la France⁷⁶⁶. Dans le monde mélanésien, la case est un lieu de vie familiale et de cérémonies⁷⁶⁷. Pendant la période de deuil qui suit la tuerie d’Ouvéa, Jean-Marie Tjibaou plante un arbre de la liberté sur cette parcelle de terre offerte aux militants Kanak en 1985⁷⁶⁸. Un an plus tard, la première pierre de la caselle est posée en sa mémoire et celle du leader indépendantiste Yeiwéné Yeiwéné, tous deux récemment assassinés par un militant Kanak opposé aux accords de Matignon, en présence de leur avocat, François Roux⁷⁶⁹.

Les rassemblements de militants près de la caselle prennent la forme de cérémonies de deuil, de réconciliation et de résistance à l’oppression coloniale⁷⁷⁰. Pour Herman Lebovics, ce

⁷⁶⁴ Bassirou Barry, « Les archives de Jean-Jacques de Félice : témoignages d’un combat », *Matériaux pour l’histoire de notre temps*, 2015/1, n° 115 - 116, p. 6-11.

⁷⁶⁵ Andrew S. Tompkins, Robert Gildea, « The Transnational in the Local: The Larzac Plateau as a Site of Transnational Activism since 1970 », *Journal of Contemporary History*, Vol 50, Issue 3, 2015.

⁷⁶⁶ François Audigier, ‘L’affaire de la grotte d’Ouvéa et l’élection présidentielle de 1988’, dans: Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique (1981-1988)*, Les Indes Savantes ; 2003. Joseph Andras, *Kanaky*, Actes sud, 2018.

⁷⁶⁷ Denis Monnerie, « Symboles et figures, deux modes sociaux de signification. L’exemple de la Grande Maison d’Arama (Nouvelle-Calédonie) », *Journal de la Société des Océanistes*, 2001.

⁷⁶⁸ Il déclare: « Je vous dis : peut-être qu’un jour il y aura en Kanaky une maison du Larzac ». Discours reproduit sur le site : <https://www.millavois.com/2021/07/31/kanaky-larzac/>

⁷⁶⁹ « Parole de Kanak », *Gardarem lo Larzac*, n°154, juin 1990.

⁷⁷⁰ En 2005, une cérémonie de réconciliation non-violente y réunit les veuves de Tjibaou, Yeiwéné et leur assassin

sont des rites qui « mettent en scène les mouvements contestataires les plus importants du dernier tiers du XXe siècle : l'anticolonialisme, l'antimilitarisme, les luttes pour le pouvoir local contre une domination centralisée, une nouvelle conscience régionale internationalisée, l'écologie comme force politique, et de nouvelles stratégies médiatiques de résistance⁷⁷¹ ». Cette caselle devient un symbole fort pour les militants du Pacifique, et en mai 1996, l'activiste tahitien Gabriel Tetiarahi y est accueilli par une banderole 'Larzac - Ma'ohi solidaires' célébrant la fin des essais nucléaires, dont le dernier a eu lieu au mois de janvier.



Gabriel Tetiarahi de l'organisation Hiti Tau en visite au Larzac (au centre), avec les militants du Larzac Christian Roqueirol, José Bové et Alain Desjardin, mai 1996. *Gardarem lo Larzac*.

Dans les années 1970, ce plateau agricole, où des paysans passent 10 ans à défendre leurs terres contre un projet d'extension de la base militaire avoisinante, devient une plateforme d'apprentissage de la non-violence. Dans les années 1980, le Larzac se connecte peu à peu

⁷⁷¹ « enacted the most important contestatory movements of the last third of the twentieth century : anti-colonialism, anti-militarism, the struggles for local power against a central domination, a new internationalized regional consciousness, ecology as a political force, and new media-savvy strategies of resistance. » Herman Lebovics, *Bringing the Empire Back Home: France in the Global Age*, Duke University Press Books, 2004, p. 17.

avec des Polynésiens et des Kanak engagés contre la militarisation, la bombe et le colonialisme grâce à deux passeurs, leurs avocats, Jean-Jacques de Félice et François Roux.

L'expérimentation militante sur le plateau du Larzac : non-violence contre militarisation.

Le 28 octobre 1971, le ministre de la Défense Michel Debré annonce l'extension du camp militaire du Larzac. Des militants de gauche donnent l'alerte⁷⁷². Le projet prévoit l'expropriation de terres agricoles, et suscite la mobilisation des paysans concernés. Une intense solidarité se met en place au niveau local, avec le soutien de mouvements de la gauche radicale, laissant craindre une dérive violente⁷⁷³.

Robert Siméon, un antimilitariste devenu berger au Larzac, est membre de l'Action Civique Non-Violente (ACNV)⁷⁷⁴. Il avertit l'organisation, très proche de la communauté chrétienne de l'Arche, qui se mobilise pour soutenir les paysans. L'abbé Jean Toulat, qui milite également contre les essais nucléaires, se rend au Larzac en février 1972 pour prêcher la non-violence, puis Lanza del Vasto organise un jeûne le 9 mars et initie les paysans à cette technique de protestation.

Le mouvement non-violent contribue à souder un mouvement disparate, qui peinaient à s'unifier derrière une bannière commune. Siméon souligne les désaccords sur la manière de mener la lutte qui marquent les débuts du mouvement : « *Comment imaginer construire l'unanimité, reposant sur des positions claires, et tenir dans le temps, si la lutte en cours offre à ses adversaires les moyens et les raisons de la répression ? Comment imaginer d'autres techniques que non-violentes, dans ce pays, à la densité de population si faible, à la culture dominante faite de soumission au pouvoir des notables, de l'Église, de l'administration ?* ⁷⁷⁵ ».

⁷⁷² Robert Siméon, réfractaire à la guerre d'Algérie devenu berger au Larzac entend parler d'un projet d'agrandissement du camp militaire. Militant du PSU et à l'ACNV, il mobilise ses réseaux, notamment les antinucléaires du MDLP. Pierre-Marie Terral, *Larzac, terre de lutte : une contestation devenue référence*, Privat, 2017, p. 20.

⁷⁷³ *Ibid.* En 1971, « une charge de plastic a endommagé l'avion qui marque l'entrée du terrain d'aviation du Larzac. Des paysans eux-mêmes ont prévenu qu'ils accueilleront à coups de fusil ceux qui viendront les expulser ! ».

⁷⁷⁴ Robert Siméon, Claude Voron, « La lutte du Larzac : une résistance populaire non violente qui réussit ! 1971-1981, récit par ceux qui y étaient », <https://www.refractairesnonviolentsalgerie1959a63.org/spip.php?article484>

⁷⁷⁵ Robert Siméon, Claude Voron, *op.cit.*

Un profond « *terreau religieux local, labouré par l'action catholique* » favorise alors le passage à l'action non-violente⁷⁷⁶. Unis par des valeurs chrétiennes, les paysans s'emparent des pratiques non-violentes enseignées par Lanza del Vasto, et renvoient leurs livrets militaires en signe de protestation, suivant l'exemple des opposants à la Guerre d'Algérie. De nombreux paysans font face à des poursuites judiciaires, et sont défendus par l'avocat engagé Jean-Jacques de Félice, qui mobilise son confrère François Roux, dont il devient le mentor⁷⁷⁷.

Épicentre des luttes des années 1970, le Larzac est un point de rendez-vous entre paysans, militants de gauche, artistes, chercheurs et sympathisants de passage. Le socle de la lutte se construit d'abord au niveau local, puis des militants du monde entier s'y rallient, et transforment le plateau en « *une base pour le 'retour de solidarité' où la communauté militante locale se raccrochait aux mouvements d'Amérique Latine et des îles du Pacifique qui résistaient au colonialisme tardif*⁷⁷⁸ ». 'Des Larzac partout' devient le slogan d'une stratégie d'internationalisation qui vise à « *relier nombre de conflits sociaux à la lutte du Larzac, considérée comme le centre des mouvements contestataires en France en ce début des années soixante-dix*⁷⁷⁹ ».

Au sein du monde universitaire, le Larzac est un point de passage pour une génération d'étudiants imprégnés par le mouvement de Mai 68. Le professeur Jean Chesneaux, déjà engagé dans de multiples luttes tiers-mondistes, raconte s'y être rendu en 1973, attiré par « *une affiche sur les murs du Ve arrondissement, à côté de l'université de Jussieu où j'enseignais : 'Les paysans du Larzac vous appellent à aller les soutenir'*⁷⁸⁰. » L'universitaire maoïste met alors son carnet d'adresse au service de la lutte, et participe à la création de 'Larzac-Université' en mai 1975⁷⁸¹. Au fil de la lutte paysanne, Chesneaux y renforce ses connexions avec le Pacifique, et s'engage contre les essais nucléaires. Il s'investit plus

⁷⁷⁶ Pierre-Marie Terral, *Larzac, de la lutte paysanne à l'altermondialisme*, Privat, p. 26.

⁷⁷⁷ Entretien avec François Roux, 2021.

⁷⁷⁸ « then became a base for a 'return of solidarity' whereby the local activist community reached out to movements from Latin America to the Pacific Islands that were resisting late colonialism ». Andrew Tompkins, Robert Gildea, « The Transnational in the Local: The Larzac Plateau as a Site of Transnational Activism since 1970 », *Journal of Contemporary History*, Vol 50, Issue 3, 2015.

⁷⁷⁹ Gaël Franquemagne, *Les mobilisations socio-territoriales : le Larzac, une cause en mouvement*, Thèse de Science politique, Université Montesquieu - Bordeaux IV, Institut d'études politiques de Bordeaux, 2009, p. 120.

⁷⁸⁰ Pierre-Marie Terral, *op.cit.*, p. 69.

⁷⁸¹ *Ibid.* Il donne une conférence sur les techniques de protestations avec François Roux et Simone de Bollardière.

intensément sur le sujet au début des années 1990, et questionne la légitimité de la présence française avec le journaliste et militant australien Nic Maclellan.⁷⁸²

La dimension transnationale du Larzac permet de créer des liens avec des réseaux anticolonialistes du monde entier. Sous l'impulsion des avocats protestants François Roux et Jean-Jacques de Félice, un front entre Kanak, Polynésiens et Larzaciens s'esquisse. Comme le souligne Pierre-Marie Terral dans un ouvrage sur la lutte du Larzac : « *Au cœur de ce réseau François Roux, actuel avocat de la Confédération paysanne et qui défendait alors les militants indépendantistes kanaks [sic] et les antinucléaires en Polynésie*⁷⁸³ ». Une part de ces circulations repose alors sur des réseaux d'Églises hostiles aux essais, où les protestants sont largement majoritaires : le Conseil Œcuménique des Églises, qui communique avec des réseaux de militants protestants en Polynésie et Mélanésie⁷⁸⁴.

Un réseau de soutien animé par la communauté protestante.

Les rencontres se poursuivent en terre militante, grâce au concours de François Roux qui organise des rencontres avec les indépendantistes du Pacifique. Ces passages permettent aux militants Polynésiens d'étoffer leurs carnets d'adresses, en rencontrant des organisations, partis politiques et syndicats présents au Larzac. Ces solidarités se structurent autour de la communauté protestante, notamment le pasteur Hervé Ott, qui réalise des formations à la non-violence via le Conseil Œcuménique des Églises, dont est également proche François Roux⁷⁸⁵.

En octobre 1983, Me Roux explique au journal militant *Gardarem lo Larzac* qu'il travaille à construire des liens directs avec la Nouvelle-Calédonie, car il souhaite que le Larzac s'ouvre aux luttes « *des peuples que notre pays colonise encore à ce jour allant même pour certains jusqu'à leur imposer nos essais nucléaires.* ». Les visites de Kanak se font sous couverture de stages d'agriculture, toutefois l'avocat reconnaît qu'ils « *déborderons sans aucun doute le*

⁷⁸² Nic Maclellan, Jean Chesneaux, *La France dans le Pacifique: de Bougainville à Moruroa*, La Découverte, 1992 ; *After Moruroa: France in the South Pacific*, Melbourne, Ocean Press, 1998.

⁷⁸³ Franquemagne, *op.cit.*, p. 255.

⁷⁸⁴ Christine Weir, 'The Opening of the Coconut Curtain: Pacific Influence on the World Council of Churches through the Campaign for a Nuclear-Free Pacific, 1961 to 2000', *The Journal of Pacific History*, Volume 54, 2019.

⁷⁸⁵ Entretien avec François Roux, 2021.

*cadre strictement agricole*⁷⁸⁶ ». Il emmène Oscar Temaru sur le plateau pour la première fois en octobre 1985 avec une délégation Kanak⁷⁸⁷. Le maire indépendantiste de Fa'a'a y fait un discours sur le bouleversement provoqué par l'arrivée du CEP, et dit vouloir apprendre des luttes non-violentes⁷⁸⁸.

Pendant le moratoire sur les essais nucléaires, entre 1991 et 1995, les liens avec les militants polynésiens perdurent. Le Larzac s'implique au sein du collectif Stop Essais, un réseau européen qui soutient le Traité d'Interdiction Complet des Essais Nucléaires (TICE)⁷⁸⁹. En mars 1992, des indépendantistes du Tāvini Huira'atira rendent visite à la communauté non-violente de l'Arche et au Larzac dans le cadre de la campagne de Stop Essais pour soutenir le TICE. Eugène Maï, Bernard Havata et Vito Maamaatua présentent leur combat contre les essais et pour l'indépendance, et affirment vouloir apprendre des luttes non-violentes « *dans l'esprit de Gandhi*⁷⁹⁰ ».



Eugène Maï, Bernard Havata et Vito Maamaatua du Tavini Huira'atira au Larzac, mars 1992.

Gardarem lo Larzac.

⁷⁸⁶ François Roux, « Du Larzac au Pacifique », *Gardarem lo Larzac*, n°87, octobre 1983.

⁷⁸⁷ « Un peuple à la recherche de son identité », *Gardarem lo Larzac*, n°107, octobre 1985.

⁷⁸⁸ *Ibid.* « Avant c'était la case, la pirogue et le plat traditionnel dans un système communautaire d'échange. [...] J'ai 40 ans. J'ai connu les deux systèmes, les deux modes de vie. Et comme beaucoup j'ai choisi. Mais ceux qui sont nés après l'installation du Centre d'Expérimentation du Pacifique sont parfaitement intégrés... »

⁷⁸⁹ « Communiqué de Agir Ici », 8 avril 1992, *Gardarem lo Larzac*, n°173, mai 1992.

⁷⁹⁰ Marie Gaillard, « Nouvelles du Larzac sur l'action Stop Essais ! », *Gardarem lo Larzac*, n°152, mars 1990.

En 1993, une délégation de paysans se rend en Polynésie, invités par Oscar Temaru à venir protester à ses côtés contre les projets d'exploitation du phosphate de l'atoll de Mataiva. Cette visite est organisée par François Roux, que les paysans décrivent comme le « *trait d'union* » entre les luttes du Larzac et des Polynésiens⁷⁹¹. Le journal *Gardarem lo Larzac* souligne alors que « *derrière le rideau de fleurs, il y a ce qui est caché. Ils n'ont pas leur mot à dire, on pense et décide pour eux. Ils rencontrent des problèmes d'infériorité et de soumission dus à la colonisation*⁷⁹². »

Nous reconnaissons ici l'argumentation de François Roux et Jean-Jacques de Félice, le 'rideau de fleurs' étant la formule favorite des avocats pour décrire l'imaginaire paradisiaque qui camoufle les violences lentes à l'œuvre en Polynésie. Il s'agit du titre du premier documentaire sur les conséquences sociétales du CEP, produit dans le cadre du procès des militants indépendantistes et antinucléaires de de l'affaire 'Te Toto Tupuna' en 1981, défendus par Roux et de Félice⁷⁹³. Ces derniers mobilisent la communauté militante d'Hexagone dans la lutte contre les essais nucléaires, et défendent également les écologistes de Greenpeace, qui se rendent régulièrement à Moruroa pour mener des actions de désobéissance civile en mer.

Le Larzac à Moruroa.

En août 1995, une délégation du Larzac participe aux manifestations contre la reprise des essais nucléaires. L'ancien objecteur de conscience et syndicaliste José Bové, un leader de la lutte paysanne, obtient une place sur le *Rainbow Warrior*, navire de Greenpeace qui se rend à Moruroa⁷⁹⁴. Il raconte l'arrestation de l'équipage dans le lagon de l'atoll dans le bulletin *Stop-Essais*, et la réaction des légionnaires chargés de les surveiller : « *Le tee-shirt Larzac 'Non aux essais' n'était semble-t-il pas au goût des bérets verts. J'ai eu l'impression que l'histoire du Larzac n'est pas encore digérée par l'armée*⁷⁹⁵. »

⁷⁹¹ Christiane Burgière, « Tahiti : journal d'un voyage », *Gardarem lo Larzac*, n°179, janvier 1993.

⁷⁹² « Gardarem Mataiva, voyage au cœur de la Polynésie », *Gardarem Lo Larzac*, n°178, décembre 1992.

⁷⁹³ Martin Figère, « Derrière le rideau de fleurs », 1981.

⁷⁹⁴ L'équipage réuni alors 25 personnes de 10 nationalités différentes. José Bové, « Sur le Rainbow Warrior », *Gardarem Lo Larzac*, septembre 1995.

⁷⁹⁵ José Bové, « Arrêt des essais nucléaires, solidarité Larzac-Maohi », supplément au n° 50 de *Stop-Essais !*, bulletin mensuel d'informations sur les essais nucléaires, septembre 1995.

Un autre paysan, Christian Roqueirol embarque sur le *Létika*, appartenant à un couple d'Ukrainiens venus manifester car ils « vivaient près de Kiev et ont été irradiés après Tchernobyl⁷⁹⁶ ». Ils souhaitent rejoindre Te Ihitai no te Hau ('La Flottille pour la Paix') regroupée autour du *Rainbow Warrior*. Mais le hauban se brise au début de la navigation, mettant fin au voyage. De retour à Tahiti, Roqueirol retrouve la délégation de paysans venue manifester contre la reprise des essais.



José Bové et l'équipage de Greenpeace à Tahiti. *Gardarem Lo Larzac*, septembre 1995.

Pendant leur séjour à Tahiti, les paysans multiplient les contacts avec les principaux acteurs de la lutte locale : le Tāvini, l'Église Évangélique de Polynésie Française et l'organisation Hiti Tau, qui fédère des associations locales. Ils sont témoins des tensions dans la coordination du mouvement avec « désaccords importants existaient entre ces différents groupes qui avaient constitués la Flottille pour la Paix : églises, six partis politiques, cinq

⁷⁹⁶ Christian Roqueirol, « Sur le Létika », *Gardarem Lo Larzac*, septembre 1995.

*syndicats, une cinquantaine d'associations*⁷⁹⁷. » Ces acteurs peinent à s'unir sous une même bannière, et les rivalités de pouvoirs semblent s'accroître pour attirer l'attention des médias étrangers⁷⁹⁸. Pendant la manifestation du 29 juin, qui appelle à s'unir derrière une seule bannière, le cortège se scinde entre les t-shirt bleus du Tāvini, les verts de l'Église protestante et les blancs de Hiti Tau⁷⁹⁹.

Le président de Hiti Tau, Gabriel Tetiarahi se rend au Larzac après la fin des essais. En mars 1996, il remercie les paysans devant la caselle Kanak et déclare: « *Nous sommes complètement pollués... La radioactivité est dans les esprits et il faudra beaucoup de temps pour dépolluer les esprits*⁸⁰⁰ ». Deux paysans se rendent à Tahiti l'année suivante pour rencontrer des femmes de la coopérative de Hiti Tau, ainsi que des syndicalistes condamnés à la suite des émeutes de 1995⁸⁰¹. Ils participent à un atelier d'échanges de techniques agricoles autochtones, animé par Tetiarahi qui travaille activement au sein de réseaux d'ONG du Pacifique, notamment le Piango network (Pacific Island Association for NGOs) qu'il préside depuis 1995⁸⁰².

Une cinquantaine de militants polynésiens sont alors mis en examen à la suite d'une manifestation qui dégénère en émeute en septembre 1995. Quatre militants du Larzac qui y participaient le sont également, mais sont dispensés de peines. Les paysans se montrent solidaires avec les syndicalistes condamnés à Tahiti⁸⁰³. En février 1999, Hiro Tefaarere, président du syndicat A Ti'a I Mua, les remercie devant la caselle Kanak sur le chemin de son procès en appel. Accusé d'avoir fomenté les émeutes, Tefaarere est alors défendu par François Roux⁸⁰⁴.

Aux yeux des passeurs, en premier lieu les avocats des militants, ces communautés avaient tout intérêt à se rapprocher en formant des chemins courts. Nous qualifions ces derniers de coutumiers, car le Larzac est lié au militantisme Kanak et polynésien par des regroupements

⁷⁹⁷ Alain Desjardin, « Le Larzac solidaire du peuple ma'ohi », *Gardarem Lo Larzac*, septembre 1995.

⁷⁹⁸ Thierry Castelbou, 'Retour à Tahiti', *Gardarem Lo Larzac*, n°217, novembre 1997.

⁷⁹⁹ Entretien avec Deborah Elliston, doctorante en anthropologie qui réalisait son terrain d'étude à Tahiti pendant la manifestation, 2021.

⁸⁰⁰ Alice Monier, « Tahiti après la bombe », *Gardarem Lo Larzac*, mai 1996.

⁸⁰¹ Thierry Castelbou, 'Retour à Tahiti', *Gardarem Lo Larzac*, n°217, novembre 1997.

⁸⁰² Entretien avec Gabriel Tetiarahi, 2021.

⁸⁰³ J.P.B., « Le chemin coutumier de la solidarité », *La Dépêche*, 25 février 1999.

⁸⁰⁴ Entretien avec Hiro Tefaarere, 2021.

ritualisés autour de la caselle, et des circulations d'acteurs qui passent par des chemins dédiés – principalement défrichés par une communauté protestante omniprésente dans ces réseaux. Les chemins coutumiers sont, dans le monde Kanak, des voies institutionnalisées selon la coutume « *reliant des lieux, des habitations, donc des individus particuliers par où et par qui l'on passe, pour se rendre d'un lieu à un autre, et surtout d'un clan à un autre*⁸⁰⁵. » Pour Denis Monnerie, ils « *tracent un réseau entre sociétés et entités sociales localisées dans lequel circulent des personnes, des prestations et des paroles cérémonielles*⁸⁰⁶. »

Les chemins construits entre le Larzac et la Polynésie semblent bâtis sur un écosystème militant, qui se découvre au fil des rencontres et d'une étude des réseaux contre les essais nucléaires. Dans ses travaux sur les solidarités antinucléaires transnationales, Andrew Tompkins relève que certains liens semblent 'improbables'⁸⁰⁷. Les connexions Larzac-Pacifique peuvent étonner, cependant elles illustrent la dimension transnationale du mouvement environnementaliste, profondément enraciné dans l'histoire des résistances rurales.

Numéro spécial de *Gardarem lo Larzac*, « Tahiti - Non aux essais nucléaires », septembre 1995. Fonds Lanvin, Observatoire des Armements.

Parmi les passeurs omniprésents dans cette étude, deux avocats engagés se distinguent. De nombreux militants nous confient l'importance des réseaux constitués par François Roux et Jean-Jacques de Félice. Les archives de ce dernier contiennent de nombreux documents sur les essais nucléaires, et témoignent de l'entrelacement des luttes antinucléaires et anticolonialistes.



⁸⁰⁵ Dictionnaire lexicographique panfrancophone : <https://www.bdlp.org/resultat?base=NC&query=518015,0>

⁸⁰⁶ Denis Monnerie *La parole de notre maison. Discours et cérémonies kanak aujourd'hui (Nouvelle-Calédonie)*, CNSR Éditions – Éditions de la maison des sciences de l'homme, 2005.

⁸⁰⁷ Andrew S. Tompkins, *Better active than radioactive*, Oxford University Press, 2016. « 'L'électro-fascisme n'a pas de frontière !' : Histoire croisée du mouvement anti-nucléaire en France et en RFA, 1968-1981 », présentation à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), séminaire 'Acteurs et mouvements sociaux', 2 décembre 2019.

5.3 Faire le procès du colonialisme nucléaire : Jean-Jacques de Félice, portrait d'un passeur (1928 – 2013).

« Je me souviens, ma mère qui était de culture et de conviction protestante, m'avait comme enfant et adolescent bien inscrit dans cette mémoire d'une fierté qui nous obligeait à une certaine rigueur morale. Parce que nous appartenions à une minorité, qui avait été autrefois une minorité persécutée et pourchassée. »

— Me Jean-Jacques de Félice, 2006⁸⁰⁸.

Tour-à-tour avocat d'Oscar Temaru, de Jean-Marie-Tjibaou, de Greenpeace, des objecteurs et du FLN, le parcours de Jean-Jacques de Félice (1928 – 2013) est ponctué de luttes. L'exercice du droit est au cœur de ses pratiques militantes, et l'engagement contre les essais nucléaires s'aligne avec les valeurs qu'il défend tout au long de sa carrière. Mais quelles rencontres l'envoient défendre les militants polynésiens ?

Jean-Jacques de Félice nous apparaît comme un passeur, car il crée des ponts entre ses clients afin de les voir former des réseaux de solidarités. Cette stratégie qui lui permet de créer un rapport de force au sein de l'enceinte judiciaire, en utilisant les mouvements sociaux et les médias comme moyen de pression. En 2008, l'avocat explique que son combat précoce pour la défense des droits de l'homme rejoint celui pour les peuples non-autonomes à travers la défense de la dignité⁸⁰⁹. La littérature basée sur ses archives évoque ses multiples engagements, auprès des Kanak, objecteurs ou encore du FLN. Cependant celui contre les essais nucléaires et pour l'indépendance de la Polynésie reste peu exploré⁸¹⁰.

⁸⁰⁸ Interview de Jean-Jacques de Félice en 2006. Jeanne Menjoulet, « Les Archives d'un avocat des droits de l'Homme », Centre d'Histoire Sociale, mis en ligne le 1 déc. 2015, consulté le 3 mai 2020. https://youtu.be/Of_KnXS9YM0?t=539

⁸⁰⁹ Il mobilise régulièrement cette notion dans ses plaidoiries, et l'évoque à propos de son engagement auprès des Kanak. « Pour moi, il y a un mot qui n'est ridicule en aucune langue: c'est le mot dignité. Le peuple Kanak représente pour moi, le symbole assez pur de ce que l'on peut faire quand on lutte pour sa dignité. » Archives audio-visuelles de Bernard Baissat, « Jean-Jacques de Félice, avocat du peuple kanak », 80min, 2008.

⁸¹⁰ Barry Bassirou, Israël Liora, Thénault Sylvie, « Jean-Jacques de Félice, avocat militant des droits de l'homme », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 115, 2015, p. 2-5.

Si les documents juridiques composent une grande partie de ses fonds, on retrouve de nombreuses correspondances avec les militants qu'il défend ou mobilise lors de procès⁸¹¹. Les échanges avec ses clients polynésiens attestent parfois d'une proximité, y compris avec leurs familles, en particulier dans les cas d'emprisonnements⁸¹².

L'analyse des relations de Jean-Jacques de Félice fait se croiser l'histoire de la justice et du militantisme. L'enclume judiciaire constitue ainsi un « *espace politique et lieu de réfractons des tensions sociales de son temps*⁸¹³ » où ses rencontres le mènent jusqu'à Tahiti, dans une période de vives tensions sociétales à la suite d'une première vague de violences politiques sur le territoire.

Après un premier engagement auprès des jeunes à travers les scouts unionistes, il défend de jeunes algériens défavorisés, le conduisant vers des militants du FLN⁸¹⁴. Le jeune avocat s'engage dans les luttes collectives pendant la Guerre d'Algérie, à travers le Mouvement d'Action Judiciaire (MAJ), un collectif d'avocats qui assure la défense de militants du FLN. Au début de sa carrière, de Félice est également proche du pasteur Jean Lasserre, président du Mouvement International pour la Réconciliation (MIR), qui l'invite à ses congrès. Son engagement dans l'organisation le rapproche des réseaux de soutiens aux objecteurs et contre la bombe.

⁸¹¹ Les archives sont conservées dans l'ordre du classement initial de l'avocat, permettant d'entrevoir la manière dont il construisait ses plaidoiries. Au fil de la documentation qu'il consulte, des revues de presse thématiques parsèment les cartons, permettant d'identifier ses sources: la presse internationale et polynésienne, des publications militantes et le journal protestant *Réforme*.

⁸¹² C'est le cas de deux militants polynésiens incarcérés en métropole, Marcel Tahutini et Guy Taéro. Parfois il prend des nouvelles des familles, afin de les soutenir alors que quelques 15.000 kilomètres les séparent de leurs proches. La Contemporaine, fonds de Félice. ARCH/0147/124. « Affaire Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Taurira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie (1) ». Correspondances avec Marcel Tahutini, Charlie Ching et Guy Taéro (1979 – 1981).

⁸¹³ Barry Bassirou, Israël Liora, Thénault Sylvie, « Jean-Jacques de Félice, avocat militant des droits de l'homme », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 115, 2015, p. 2-5.

⁸¹⁴ « en défendant de jeunes enfants d'algériens surtout des bidons-ville, il va être conduit naturellement à défendre leurs pères. » Interview de Liora Israël. Jeanne Menjoulet, « Les Archives d'un avocat des droits de l'Homme », Centre d'Histoire Sociale, mis en ligne le 1 déc. 2015, consulté le 3 mai 2020. https://youtu.be/Of_KnXS9YM0?t=539

Il intègre la Ligue des Droits de l'Homme, dont il est vice-président de 1983 à 1996, association qui proteste contre le premier essai français en 1960⁸¹⁵. La même année, l'avocat rencontre des militants de l'Action Civique Non-Violente dans les bidonvilles de Nanterre, à une période où il se dit « *pétri de Tolstoï et de Gandhi* » et se rapproche du mouvement non-violent⁸¹⁶. Il défend les objecteurs de conscience, en lien avec des pasteurs et la Cimade – une association de défense des réfugiés, qui joue le rôle « *d'interface entre Jean-Jacques de Félice, l'ACNV et des objecteurs* »⁸¹⁷. Puis il s'engage auprès de paysans du Larzac qui renvoient leurs livrets militaires et encourent des peines de prisons⁸¹⁸. Les procès étant trop nombreux, de Félice mobilise un autre avocat protestant François Roux, avec qui il travaille ensuite sur de nombreux dossiers, notamment des militants antinucléaires⁸¹⁹.

En 1978, alors que Me Roux assure la défense d'un énième militant au tribunal de Quimper, il croise le pasteur non-violent Gilbert Nicolas, qui avait embarqué sur le navire militant *Fri* en 1973. Ce dernier a gardé des contacts avec Tahiti, et fait passer les nouvelles : des militants polynésiens ont besoin d'avocats spécialisés dans les affaires de violences politiques. Le pasteur Nicolas anime alors un comité de soutien « *à la lutte du peuple tahitien pour sa complète indépendance* » qui réunit des fonds pour financer leurs frais de justice. Les cinq hommes sont accusés du meurtre d'un marin français et de vols d'explosifs. Le militant

⁸¹⁵ L'avocat raconte sa réaction lors du tir de Gerboise Bleue: « En 1960 nous étions quelques-uns à répondre à ce 'Hourra pour la France' autrement. A dire notre honte pour la France au nom des droits de l'homme », mentionnant la réaction de la Ligue des Droits de l'Homme. Archives audiovisuelles de Bernard Baissat. « Jean-Jacques de Félice et l'objection de conscience », Colloque sur la non-violence, 26 novembre 1989. « La Ligue des Droits de l'Homme : l'explosion n'a de sens que si elle sonne l'alarme », *Le Monde*, 18 février 1960.

⁸¹⁶ Il rencontre alors Jean-Marie Muller, de la communauté non-violente d'Orléans, qui manifesterà à Tahiti et Moruroa en 1973. Intervention de Jean-Jacques de Félice à Millau, 5 avril 2006 dans : Yvon Bel (réal.), *Cette soirée-là. 5 avril 2006*, 63', 35'-50'.

⁸¹⁷ Il soutient les comités d'objecteur, et participe à la création du Fonds d'aide juridique aux prévenus d'infractions militaires sous la présidence de Théodore Monod, avec les pasteurs René Cruse, Georges Casalis et Henri Roser, Jean-Marie Muller, Jacques de Bollardièrre et Claude Bourdet. « Jean-Jacques de Félice et l'objection de conscience », Colloque sur la non-violence, 26 novembre 1989. Archives audiovisuelles de Bernard Baissat. Tramor Quémener, « Le statut des objecteurs de conscience une bataille juridique et politique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 115, 2015..

⁸¹⁸ Collectif, « Ils renvoient leur livret militaire. Pourquoi ? », *Cahiers de la réconciliation*, MIR, n°4, avril 1968.

⁸¹⁹ Entretien avec François Roux, 2021.

soupçonné d'avoir commandité ces actions est Charlie Ching, leader du parti indépendantiste et antinucléaire Te Ta'ata Tahiti Tiama'a⁸²⁰.

À Tahiti, les avocats sont mis en relation avec les points de contacts habituels des militants. Ils sont logés chez le pasteur Vernier, fréquentent le couple Danielsson et rencontrent les principaux partis indépendantistes, notamment Oscar Temaru du Front de Libération de la Polynésie fondé en 1977⁸²¹. Me de Félice plaide pour la première fois à Pape'ete en janvier 1979, avec François Roux et Michel Tubiana. L'atmosphère est tendue dans le tribunal, et les militants accusés dans l'affaire 'Te Toto Tupuna' sont reconnus coupables de meurtre avec préméditation et association de malfaiteurs⁸²². Les avocats parviennent toutefois à attirer l'attention sur les tensions sociétales induites par le CEP en médiatisant l'affaire dans l'Hexagone⁸²³. Le procès est renvoyé aux Assises de Versailles, qui se tient en janvier 1981⁸²⁴. Pendant leurs passages à Tahiti, les avocats s'engagent auprès des militants engagés contre les essais nucléaires. Ils défendent les écologistes de Greenpeace, syndicalistes de A Ti'a I Mua, indépendantistes de Fa'a'a, et s'engagent sur les questions foncières et de grandes affaires qui animent la Polynésie, comme les bûchers de Fa'aite⁸²⁵.

Alors qu'il verse ses archives à La Contemporaine, Jean-Jacques de Félice attribue son engagement à sa filiation protestante⁸²⁶. La sociologue Liora Israël note que son parcours

⁸²⁰ La Contemporaine, fonds de Félice. ARCH/0147/128. Affaire Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie (5). Correspondances. Lettre du pasteur Gilbert Nicolas, à Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie, 24 janvier 1979.

⁸²¹ Entretien avec François Roux, 2021.

⁸²² « Travaux forcés pour quatre indépendantistes tahitiens », *Le Matin*, 5 février 1979.

⁸²³ « Le procès du terrorisme est devenu celui du colonialisme », *Le Monde*, 6 février 1979. Philippe Guesdon, « Le procès des meurtriers présumés de Pierre d'Anglejean-Châtillon aura des prolongements politiques », *Le Monde*, 30 janvier 1979.

⁸²⁴ Les avocats mobilisent alors des militants pour témoigner au procès. Philippe Boggio, « Des indépendantistes de Tahiti répondent du meurtre d'un résident métropolitain, signé : « le sang de nos ancêtres' », *Le Monde*, 15 janvier 1981.

⁸²⁵ Une affaire de dérive religieuse sur l'atoll de Fa'aite où plusieurs personnes sont brûlées sur un bûcher. Bruno Saura, *Les bûchers de Fa'aite, paganisme ancestral ou dérapage chrétien en Polynésie française ?*, Cobalt / Les Editions de l'Après Midi, 1990.

⁸²⁶ Selon sa volonté, ses archives sont en accès libre à La Contemporaine, centre dédié à l'histoire des mouvements sociaux du XXe siècle à Nanterre. De Félice appréciait en effet la souplesse de leurs conditions de

peut servir de prétexte pour « *faire l'histoire et la sociologie des luttes*⁸²⁷ ». Liora Israël relève ses origines sociales bourgeoises, se tournant vers la profession paternelle « *mais sans s'inscrire socialement ou politiquement dans ce conformisme* », d'un père tour-à-tour avocat, député, sénateur et secrétaire d'Etat sous la IV^{ème} République⁸²⁸. Il s'inscrit ainsi dans une continuité familiale, entre un père avocat et une mère lui transmettant des valeurs humanistes inscrites dans le protestantisme.

Sa foi semble une entrée vers les causes nationales, algériennes comme polynésiennes, et il conserve une proximité avec des pasteurs et militants protestants. Comme le souligne Sylvie Thénault : « *Pour lui la foi jouait un rôle très important, il pensait qu'en tant que croyant, qu'homme de foi, il avait une compréhension plus importante et une empathie plus évidente pour le nationalisme algérien, qui n'était pas dénué de dimension religieuse*⁸²⁹. » Ses plaidoiries font régulièrement référence à l'Évangile, et il s'approprie des éléments de la théologie contextuelle océanienne lorsqu'il défend des militants antinucléaires de Polynésie. Il évoque en particulier la notion de terre-mère, régulièrement mise en relation avec la pollution radioactive au sein de l'Église Évangélique de Polynésie Française :

« Quand on parle à un polynésien, quand on parle à un Kanak on n'a pas besoin d'expertise. Ils sont consternés, physiquement bouleversés de sentir que leur terre, leur mère, leur esprit même, leurs ancêtres, leurs descendants et toute la vie collective à laquelle ils sont attachés, sont pollués et contaminés par nos expériences⁸³⁰ ».

Les rencontres faites dans le bidonville de Nanterre l'on sans-doute prédisposées à atterrir un jour à Tahiti. Le parcours de l'avocat lie de nombreuses luttes, de l'Algérie à la Polynésie,

consultations, et leur directeur, un ancien objecteur qu'il tenait en sympathie. Entretien avec Barry Bassirou, conservateur des archives de Félice, 2020.

⁸²⁷ Elle souligne également que les archives d'avocats sont rarement exploitées par les historiens, marqués par une certaine méfiance à l'égard du droit, et qu'elles constituent ainsi des sources alternatives. Interview de Liora Israël. Jeanne Menjoulet, « Les Archives d'un avocat des droits de l'Homme », Centre d'Histoire Sociale, mis en ligne le 1 déc. 2015, consulté le 3 mai 2020. https://youtu.be/Of_KnXS9YM0?t=539

⁸²⁸ Interview de Liora Israël dans : Jeanne Menjoulet, *op.cit.*

⁸²⁹ Interview de Sylvie Thénault. Jeanne Menjoulet, *op.cit.* Il écrit également plusieurs tribunes dans le journal protestant *Réforme*. Auvray Michel, « Jean-Jacques de Félice et les objecteurs de conscience : une cause commune », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 115 – 116, 2015, p. 44-51.

⁸³⁰ « Jean-Jacques de Félice et l'objection de conscience », Colloque sur la non-violence, 26 novembre 1989. Archives audiovisuelles de Bernard Baissat. <https://www.youtube.com/watch?v=1-Xf3YwFja8>

en passant par le Larzac ou l'objection de conscience. Sa position de 'facilitateur de réseau', et son action en tant d'homme de loi, permet aux militants qu'il défend de se rapprocher et de construire leurs propres liens, notamment entre la Polynésie et le Larzac. C'est ainsi le cas de Gabriel Tetiarahi, qui nous explique ne pas être passé par ces réseaux d'avocats engagés pour contacter les paysans du Larzac, rencontrés directement à Tahiti en 1995, pendant les manifestations contre la reprise des essais nucléaires⁸³¹.

⁸³¹ Entretien avec Gabriel Tetiarahi, 2021.

Chapitre 6.

L'opposition au nucléaire dans l'affirmation politico-identitaire polynésienne.

En Polynésie française, le mouvement antinucléaire est également celui d'une affirmation politique et identitaire. Il se forme en réponse à ce que Rob Nixon nomme des « *violences lentes* », c'est-à-dire des violences invisibilisées et rarement considérées comme telles, ici, la domination du CEP et ses implications sociétales⁸³².

La violence de l'assimilationnisme laisse apparaître des fractures, un effacement de marqueurs culturels comme le changement du mode d'alimentation, ou la perte des langues natives⁸³³. Celui-ci provoque un sentiment de déchirement pour les générations nées après le début des essais. Selon Mirose Paia et Jacques Vernaudeau, ce déclin s'amorce avec l'arrivée du CEP et l'expansion du secteur public. Le français permet alors l'accès à des postes administratifs⁸³⁴. Pour Vernaudeau, si le CEP n'est pas le point de départ de la politique de francisation, il concrétise cette velléité : « *Il fallait déployer une politique linguistique d'exception. C'était un enjeu majeur de la volonté d'arrimer la Polynésie à la France, en raison des essais nucléaires* »⁸³⁵.

Plusieurs pratiques coloniales s'entremêlent au fait nucléaire, et mettent en lumière l'exclusion des populations autochtones dans les choix relatifs aux expérimentations⁸³⁶. Celui d'installer le CEP en Polynésie en est un exemple, et témoigne de la domination de l'État français sur un territoire perçu comme moins susceptible de développer un mouvement social. Pendant les recherches de sites pour remplacer le Sahara en 1961, le général Thiry justifie sa préférence pour la Polynésie qui serait la « *moins en prise à des campagnes*

⁸³² Rob Nixon, *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*, Harvard University Press, 2011.

⁸³³ Christophe Serra-Mallol, *Changement social et traditions alimentaire. Approche socio-anthropologique de l'alimentation à Tahiti*, thèse en anthropologie sous la direction de Bruno Saura, 2007.

⁸³⁴ « A cette époque, la maîtrise de la langue française donnait davantage de chances de profit matériel et symbolique. De nombreux couples polynésiens, bien que n'ayant parfois qu'une connaissance limitée du français, ont préféré parler cette langue à leurs enfants. » Mirose Paia, Jacques Vernaudeau, « Le tahitien : plus de prestige, moins de locuteurs », *Hermès*, 32-33, 2002.

⁸³⁵ « Jacques Vernaudeau : 'Le CEP a accéléré la francisation de la Polynésie' », *Tahiti Infos*, 27 mai 2022.

⁸³⁶ Danielle Endres, « The Rhetoric of Nuclear Colonialism: Rhetorical Exclusion of American Indian Arguments in the Yucca Mountain Nuclear Waste Siting Decision », *Communication and Critical/Cultural Studies*, 6:1, 2009, p. 39-60.

hostiles ». La possibilité que le territoire accède à l'indépendance n'est pas évoquée, témoignant de l'assurance de la domination qui s'y exerce⁸³⁷. Pourtant, dans les années 1970, la question de l'indépendance et le rejet du CEP s'affirme sur la scène politique locale, dans la continuité d'un mouvement d'émancipation politique et culturel en Océanie.

6.1 La montée de l'indépendantisme (1973 – 1985).

Au début des années 1970, les mouvements identitaires fleurissent en Océanie, et la Polynésie française n'échappe pas à ce courant. Peu à peu, un réseau militant s'y structure autour de nouvelles associations, partis politiques et institutions culturelles. En 1973, de jeunes diplômés se regroupent autour de la défense de la nature, puis prennent peu à peu un tournant plus frontal contre le nucléaire et la présence française.

Du Ia Ora te Natura au Ia Mana te Nuna'a : les laboratoires du militantisme Mā'ohi.

Au début des années 1970, d'anciens étudiants passés par Mai 68 se réunissent à Tahiti. Pour Henri Hiro, de retour de la faculté de théologie de Montpellier, la prise de conscience des dégâts du colonialisme le pousse à se détourner d'une Église peut prompte à s'engager sur ces sujets⁸³⁸. Il se rapproche d'un petit groupe qui forme en 1973 la première association de protection de la nature de Tahiti, le Ia Ora te Natura ('la nature vit').

La première Assemblée Générale réunit 40 personnes autour d'un bureau dirigé par Jeanne Jacquemin, avec Jacqui Drollet, Gaston Pichon, Philippe Siu, Albert Schneider et Teriivaea Neuffer⁸³⁹. Leur première campagne consiste à sensibiliser aux enjeux environnementaux « à l'aide d'affiches, d'autocollants, dans la presse, la télévision, et de débats dans les écoles⁸⁴⁰. » Le premier bulletin d'informations est consacré aux oiseaux, ordures ménagères et autres

⁸³⁷ SHD, GR 13 R 1321. Général Thiry au Délégué Ministériel pour l'Armement, objet « Choix d'un site pour l'expérimentation aérienne d'engins nucléaires de grandes puissances », 18 mai 1961.

⁸³⁸ Henri Vernier, *Au vent des cyclones, Histoire des missions protestantes et de l'Église évangélique à Tahiti et en Polynésie française*, Les Bergers et les Mages, 1986.

⁸³⁹ Jean-Marc Tera'ituatini Pambrun, *Henri Hiro, Héros polynésien*, Puna Honu, 2010, p. 120.

⁸⁴⁰ Karin Daussat, « Les groupes de réflexion », *Encyclopédie de la Polynésie*, t.9, 1987, p. 16-17.

thématiques moins sensibles que le nucléaire⁸⁴¹. Mais au sein du noyau dur, des revendications plus politiques s'esquissent⁸⁴². Des membres de la Fédération des Œuvres Laïques (FOL) forment un groupe de pression de plus en plus actif dans les institutions du territoire. Nous y retrouvons Jean-Paul Barral et Alexandre Champes, deux jeunes diplômés ayant connus Mai 68 qui souhaitent faire bouger la société polynésienne. Comme en témoigne Champes :

« On était des activistes de la FOL. On avait investi la FOL et on avait réussi en quelque sorte à phagocytter son conseil d'administration. [...] la FOL était dans une dynamique de refondation polynésienne sur des bases laïques. La société était - et elle l'est même encore aujourd'hui - très imprégnée de l'influence religieuse largement conservatrice qui constituait un frein à son évolution⁸⁴³. »

Ce groupe de réformateurs tente d'introduire ses idées auprès du principal parti d'opposition, le Here 'Ai'a, qui ne s'y montre pas sensible. Ils décident donc de créer leur propre formation politique. Le 17 novembre 1975, la presse est convoquée dans une salle de l'Assemblée Territoriale pour annoncer la création du Ia Mana te Nuna'a ('le pouvoir au peuple'), un parti socialiste-autogestionnaire. Henri Hiro est des sept fondateurs avec Duro Raapoto, Jacqui Drollet, Philippe Siu, Peni Atger, Emile Teihotaata-Mervin et Jean-Paul Barral. L'Assemblée Générale constitutive se tient à Tīpaeru'i chez Do Carlson, secrétaire générale du parti et compagne de Henri Hiro⁸⁴⁴.

La définition de l'idéologie socialiste transposée à la Polynésie s'y affirme comme un rejet du capitalisme, et une volonté de décentraliser les prérogatives de l'État aux collectivités locales. Les premiers bulletins du parti, édités à partir de 1977, annoncent : « *Notre socialisme ne pourra donc qu'être aux couleurs de la Polynésie*⁸⁴⁵. » Le programme prône une revalorisation de la langue tahitienne, une éducation adaptée aux spécificités culturelles, et une opposition constante au CEP, aussi bien pour ses conséquences sanitaires,

⁸⁴¹ Jean-Marc Tera'ituatini Pambrun, *ibid*, p. 106. *Te Natura O Polynesia*. n°1, novembre 1974.

⁸⁴² Pour Philippe Siu, un des fondateurs de l'association, « derrière tout cela, il y avait bien une stratégie pour parler ensuite du nucléaire, et faire passer des idées plus politiques ». Entretien avec Philippe Siu, Fa'a'ā, septembre 2021.

⁸⁴³ Témoignage d'Alexandre Champes cité dans: Jean-Marc Tera'ituatini Pambrun, *op.cit.*, p. 122.

⁸⁴⁴ Entretien avec Do Carlson, 2021.

⁸⁴⁵ Bulletin mensuel du Ia Mana te Nuna'a, www.anaite.pf. *Ia Mana*, n°9, décembre 1977.

environnementales et sociales, associés à une entreprise coloniale et capitaliste. Le discours du parti s'axe sur les écarts de richesses et l'exclusion sociale, avec une critique de la classe économique et politique locale, notamment leurs adversaires politiques de la majorité, désignés comme des 'affairistes' et 'capitalistes'⁸⁴⁶.

Les fondateurs du parti sont passés par le monde militant étudiantin, et ont fait l'expérience de l'éloignement du microcosme insulaire⁸⁴⁷. Seulement les idées qu'ils ramènent avec eux sont tant revisitées qu'elles n'imprègnent que peu l'imaginaire d'adhérents du Ia Mana interrogés, certains allant jusqu'au refus d'une filiation avec le socialisme⁸⁴⁸. Ainsi, cette idéologie présente dans les premières années du parti semble se diluer, et repose davantage sur un imaginaire du militantisme de gauche dont ses fondateurs sont imprégnés. La dimension transnationale des luttes de libération pendant la Guerre Froide et les cultures qu'elle génère induisent ainsi des phénomènes d'hybridations des idées, mais également des imaginaires qui les déposèdent de leurs substances idéologiques⁸⁴⁹.

Toutefois, cette mutation de ces idées favorise un renouveau des pratiques politiques polynésiennes. Surtout, elle dynamise les réflexions linguistiques sur l'identité autochtone Mā'ohi. Bruno Saura souligne les innovations lexicales du Ia Mana, popularisées par le linguiste Duro Raapoto. Saura relève un fond marxiste, et note que « *la nouvelle référence en matière de libération n'est plus la Bible, mais un curieux alliage de rhétorique socialiste et de références polynésiennes pré-européennes*⁸⁵⁰ ». Les archives du parti permettent de documenter cette réappropriation du concept de lutte des classes, se superposant avec références à l'organisation sociale précoloniale. Ainsi, dans le bulletin de 1978, on peut lire :

« Pour le territoire, existe toujours en 1978, trois classes : la classe bourgeoise *hui ona*, qui détient la réalité du pouvoir grâce à l'argent, la classe moyenne *hui raatira*, classe intermédiaire indispensable

⁸⁴⁶ *Ibid.*

⁸⁴⁷ Michael Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, La Découverte, 2017. Bruno Saura, *Tahiti Mā'ohi, Culture, identité, religion et nationalisme en Polynésie française*, Au vent des îles, 2009.

⁸⁴⁸ Entretiens avec Moana'ura Walker (militant de base à la fin des années 1980), Arue, 2021.

⁸⁴⁹ Bracke Maud Anne, Mark James, « Between Decolonization and the Cold War: Transnational Activism and its Limits in Europe, 1950s–90s », *Journal of Contemporary History*, Vol 50, Issue 3, 2015.

⁸⁵⁰ Bruno Saura, *Tahiti Mā'ohi, Culture, identité, religion et nationalisme en Polynésie française*, Au vent des îles, 2009, p. 70.

aux capitalistes pour continuer à exercer son pouvoir, le peuple *manahune* qui subit les conséquences du système politique, économique et social du capitalisme⁸⁵¹. »



Affiche de campagne. *Ia Mana*, N°11, février 1978.

Le parti réunit deux figures du renouveau culturel polynésien, le théologien Duro Raapoto et l'artiste Henri Hiro⁸⁵². Ce dernier est représentant de la section de Pape'ete du Ia Mana te Nuna'a en 1978. Le parti appelle alors à remobiliser des liens inter-insulaires coupés par la colonisation, à rompre avec les puissances coloniales et le système capitaliste :

« Aujourd'hui, en Polynésie, les Maohi prennent la mesure exacte des conséquences de la colonisation. Un sursaut culturel les amène à se poser des questions fondamentales : d'où venons-nous ? Que sommes-nous devenus ? Quel est notre avenir ? Et bien sûr ce réveil culturel induit inévitablement un éveil politique. [...] Agressé par une culture différente fondée sur l'argent et la

⁸⁵¹ *Ia Mana*, n°16, octobre 1978.

⁸⁵² Matteo Aria, Adriano Favole, « Passeurs culturels, patrimonialisation partagée et créativité en 'Océanie Francophone' », dans: Ciarcia Gaetano, *Ethnologues et passeurs de mémoires*, Karthala, 2011.

machine, il [le peuple] se voit chaque jour un peu plus déposédé de son identité (sa langue, ses traditions orales) de sa terre⁸⁵³ ».

Surtout, le journal du parti ne cesse de dénoncer le système économique imposé par le CEP, notamment sous la plume du leader iamaniste, Jacqui Drollet. En 1983, il s'insurge contre les visites ministérielles sur le territoire et dénonce les privilèges sur le « *dos des travailleurs français* » avec des « *missions bidons que vous effectuez 'aux colonies'*⁸⁵⁴ ». De plus, il ne manque pas de rappeler que le programme du Parti Socialiste sur le désarmement de 1977 comprenait une action en faveur d'un traité international interdisant les essais nucléaires⁸⁵⁵. Drollet dénonce alors « *l'impérialisme français et sa stratégie nucléaire coloniale* » et met en avant les conséquences de l'économie de rente :

« La bombe et son industrie de mort nous ont été imposés sans consultation. Elles ont déformé notre économie en nous rendant de plus en plus dépendants. Elles ont détruit notre cellule familiale et acculturé notre peuple. [...] Ce monstre a déformé le peuple en assisté, en mendiant, en être sans âme. Mais, me direz-vous, l'aérodrome de Faaa, le front de mer, les beaux bâtiments... tout cela c'est le CEP. Oui bien sûr, mais à qui sont-ils et à quoi servent-ils s'ils ne profitent qu'à quelques-uns et qu'ils rendent le peuple encore plus dépendant, encore plus étranger dans son propre pays ? On dit que Papeete est la capitale des Polynésiens, mais où sont-ils dans la ville ? Ils sont dans des ghettos, des bidonvilles [...]. Mon peuple sert aujourd'hui de main-d'œuvre, de force de travail pour une minorité bourgeoise⁸⁵⁶. »

Pour le Ia Mana, le CEP est au cœur des problèmes sociaux et économiques, ainsi que des tensions entre polynésiens et métropolitains. Concernant l'indépendance, le parti reste sur une ligne constante : celle-ci ne peut qu'être progressive, et doit d'abord passer par de profondes réformes économiques. « *Il fallait au moins 10, ou 15 ans pour y parvenir, mais nos idées n'emballaient pas tellement les masses, qui trouvait tout cela trop intello, trop popa'a* » nous explique Philippe Siu, un des fondateurs du Ia Mana⁸⁵⁷. Un autre parti prône alors une rupture immédiate avec la France, qui permettrait l'arrêt immédiat des essais : le Front de Libération

⁸⁵³ *Ia Mana*, n°16, octobre 1978.

⁸⁵⁴ « Le temps des cigognes », *Ia Mana*, n°105, août 1983, p. 4.

⁸⁵⁵ « Les propositions du Parti Socialiste : un texte qui fait réfléchir », *Ia Mana*, n°105, août 1983, p. 5.

⁸⁵⁶ Jacqui Drollet, « La Polynésie a besoin de produire », *Ia Mana*, n°105, août 1983, p. 8.

⁸⁵⁷ Entretien avec Philippe Siu, 2021.

de la Polynésie (FLP). Ce discours séduit l'électorat indépendantiste des années 1980, et éclipse peu à peu le Ia Mana dans les urnes⁸⁵⁸.

Les débuts du Tāvini Huira'atira et les réseaux des Danielsson.

À partir de 1977, un nouveau parti indépendantiste construit ses fondations sur la lutte contre les essais nucléaires. Le Front de Libération de la Polynésie (FLP), s'appuie sur un bastion électoral à Fa'a'a, où leur leader, Oscar Temaru, devient maire en 1983 et renomme son parti Tāvini Huira'atira no te Ao Mā'ohi.

Oscar Temaru naît le 1^{er} novembre 1944 à Fa'a'a. Adolescent, il part en Nouvelle-Calédonie afin de suivre le petit séminaire, où il rencontre Jean-Marie Tjibaou, futur leader indépendantiste Kanak. Puis il s'engage dans la Marine française avant sa majorité, et est envoyé en Algérie en 1961, où il reste marqué par le racisme à l'égard des Algériens⁸⁵⁹. Lors de son retour au pays en 1972, il trouve un emploi au service des douanes. La prise de conscience politique se fait en 1976, lors d'une mission à Moruroa :

« J'ai vu les panneaux interdisant d'aller dans le lagon et de manger du poisson, et dans la cocoteraie... j'ai fait des déclarations sur ce dont j'ai été témoin. Et c'est comme ça que les Danielsson m'ont appelé. Puis ce sont devenus mes mentors⁸⁶⁰. »

Ces derniers lui ouvrent leur maison. Au contact du couple, il apprend beaucoup sur les essais nucléaires et l'histoire coloniale. Marie-Thérèse et Bengt Danielsson le mettent en contact avec de nombreux militants et soutiens étrangers : « *Dès qu'il y avait un grand procès, les avocats venaient chez lui. Ils recevaient beaucoup de militants et d'intellectuels, des Néo-zélandais, des Suédois...* » se souvient Temaru. Il fait alors ses débuts en politique, fonde le FLP en 1977 et se présente la même année aux élections municipales de Fa'a'a, sans

⁸⁵⁸ Jean-Marc Regnault, « Ia mana te nuna'a : le rejet d'une idéologie venue d'ailleurs sur le sol polynésien », in *La terre, Actes du colloque corail*, 1994, p. 323-333. *Des partis et des hommes en Polynésie française: Here Ai'a, la Mana, Tīreo, Tavini*, Editions Haere po no Tahiti, 1995.

⁸⁵⁹ « Il a été très marqué par ce qu'il a vu là-bas, raconte un de ses frères, par les brimades à l'égard des 'bougnoles' ». Interview du frère d'Oscar Temaru. José Alain Fralon, « Temaru le pacifique », *Le Monde*, 29 octobre 2004.

⁸⁶⁰ Entretien avec Oscar Temaru, 2021.

succès. Ses mentors l'initient au régionalisme, et l'informent qu'une organisation formée à Fidji en 1975 se mobilise contre les essais nucléaires et pour l'indépendance : le Nuclear Free and Independent Pacific (NFIP). Les Danielsson encouragent Temaru à se rendre à leur prochaine conférence en Micronésie. Mais ce dernier ne parle pas encore anglais. Un journaliste de *RFO* hostile aux essais, Éric Monod, mobilise donc une polynésienne-américaine de Tahiti, Tea Hirshon, pour l'accompagner. Celle-ci évoque ses débuts dans le militantisme, et sa proximité avec les Danielsson :

« Le quartier général du CEP, c'était notre propriété, mais mon beau-père l'a vendu aux militaires. Mon père était mort, ma mère s'est mariée avec un Français qui a vendu le terrain. C'était ma première envie de révolte. J'ai compris ce qui se passait, les injustices envers les tahitiens, ma grand-mère qui parlait tahitien était mal à l'aise en venant nous voir. Elle mangeait de son côté, car mon beau-père tenait un discours colonial. Je ne pouvais en parler à personne. On était une famille riche, les tahitiennes c'étaient les servantes. [...] Mon *coming-out* si on peut dire, c'était d'aller à la conférence du NFIP à Ponapé, en 78, pour représenter le Pacifique avec Oscar Temaru. On était tous des babas-cool, il y avait des mix, avec des gens de Nouvelle-Zélande. Tous ces gens du Pacifique, on nous avait imposé la bombe car on était colonisés⁸⁶¹. »

En octobre, Temaru annonce son départ pour Ponapé lors d'une conférence de presse, et explique que « *l'indépendance signifie l'arrêt immédiat des expérimentations du CEP*⁸⁶². » Après la Micronésie, il s'arrête aux Fidji, et fait des déclarations à *Associated Press* à propos de l'hospitalisation secrète de personnel du CEP contaminés « *par des poissons irradiés*⁸⁶³ ». Le Haut-Commissaire suggère d'organiser une visite des sites aux journalistes étrangers, et fait remonter au ministère de l'Intérieur que « *l'on peut s'étonner que O.Temaru, fonctionnaire d'Etat (inspecteur des douanes) puisse manquer à ce point à son 'devoir de réserve*⁸⁶⁴ ». Le cabinet militaire du ministère de l'Intérieur s'alerte des propos de Temaru et

⁸⁶¹ Entretien avec Tea Hirshon, 2021.

⁸⁶² « La conférence de presse du FLP, 'nous acceptons la chute du niveau de vie qui suivra l'indépendance », *Les Nouvelles*, 13 octobre 1978.

⁸⁶³ AP Suva, « Des autochtones et des civils français contaminés par des radiations sont hospitalisés à Mururoa » déclare le président du Front de Libération de Polynésie », octobre 1978.

⁸⁶⁴ ANF, 19950175/26. Notes des ambassadeurs français dans le Pacifique sur les mouvements d'opposition aux essais nucléaires français dans le Pacifique, 1978. Secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, département et territoires d'outre-mer, cabinet militaire, « Campagne contre les essais nucléaires français », 23 octobre 1978.

communiqué avec le ministère de la défense qui fait paraître un démenti soulignant que les malades sont « atteints d'hépatite virale il y a aussi des gens atteints de ciguatera ». Quelques temps plus tard, Oscar Temaru subit une sanction administrative pour manquement à son devoir de réserve, cependant l'accès au carton concernant cette affaire nous a été refusé par les Archives Nationales de France⁸⁶⁵. La description de celui-ci indique qu'il renferme également un dossier sur la tentative d'expulsion de Bengt Danielsson, que nous n'avons pas non-plus pu consulter.

Au niveau local, le FLP peine à se faire une place sur la scène médiatique, comme en atteste Tea Hirshon : « On faisait des réunions par quartiers, on passait le mot, dans chaque commune autour de l'île. On n'avait pas de support de diffusion, la presse c'était Hersant. C'était dangereux d'en parler, car c'était aussi ce qui donnait de l'argent aux familles⁸⁶⁶. » Néanmoins, au fil des conférences contre les essais, Temaru se construit un réseau politique international, lui permettant de s'imposer progressivement comme leader indépendantiste⁸⁶⁷.

De nouveaux liens se nouent au détour de dîners chez ses mentors et proches amis⁸⁶⁸. De nombreux militants passent par le *faré Danielsson*, situé en bord de mer à Pā'ea. L'avocat François Roux y trouve toute une littérature anglophone sur les essais, notamment à Bikini, mais également sur les problèmes fonciers⁸⁶⁹. Le fils *fa'a'amu* du couple, Robert Danielsson, se souvient d'une animation continue, et du passage de nombreux chercheurs anglophones dans la maison familiale. Lorsqu'on lui demande s'il s'agissait d'un espace de réseaux, il acquiesce :

⁸⁶⁵ Il s'agit de la côte suivante : ANF, 19950175/33. Fiches de renseignement sur les auteurs du vol de munitions du BIMAT à Tahiti ; correspondance entre le ministère de la Justice, le ministère des DOM-TOM et le gouverneur de Polynésie sur le transfert en métropole des auteurs du vol, 1972. Dossier d'expulsion de Bengt DANIELSON, 1 1973-1986. Dossier personnel d'Oscar TEMARU, président du FLP (front de libération de Polynésie) et agent administratif.-sanctions prises contre M. TEMARU pour manquement au devoir de réserve, (1978-1986).

⁸⁶⁶ Entretien avec Tea Hirshon, 2021.

⁸⁶⁷ Le NFIP est alors un lieu convoité pour asseoir une légitimité comme leader du mouvement indépendantiste de Polynésie française. Et Temaru ne manque pas d'y croiser les 'concurrents'. Un militant du parti de Charlie Ching, Yves Rai, se rend également à la conférence de 1978. « Te Taata Tahiti Tiana à Ponape », *Les Nouvelles*, 31 octobre 1978.

⁸⁶⁸ « Marie-Thérèse Danielsson a ouvert des portes à Oscar. Elle organisait souvent des repas chez elle pour l'introduire, il rencontrait beaucoup de monde chez eux. » Entretien avec Tea Hirshon, 2021.

⁸⁶⁹ Entretien avec François Roux, 2021.

« C'est ma mère qui organisait les rencontres, ça passait par elle. Elle participait aux échanges, mais si c'étaient des chercheurs c'était surtout avec Papi [Bengt], ça parlait histoire, ou contestations nucléaires. Et puis il y a les gens de Greenpeace qui débarquaient. On les hébergeait, il y avait de la place à la maison. [...] Henri Hiro passait aussi, ou des politiciens comme Henri Bouvier. Teariki je n'ai pas de souvenirs, mais Francis Sanford venait à la maison. Oscar très régulièrement, dès les premières années de son engagement politique⁸⁷⁰. »

Robert Danielsson se souvient également que son père entretenait « *ses réseaux au CEP* », et que du personnel pouvait lui faire parvenir des documents :

« C'était un personnage centralisateur des contestations. Je savais que c'était difficile pour mes parents, il y avait des menaces de morts, des appels téléphoniques pour les menacer. On savait que l'on était surveillés, mais ça n'a pas tellement attaqué mon père, il était au-dessus de tout cela. Des barbouzes, à l'époque il y en avait partout. [...] Certainement qu'il y avait des personnalités qui venaient et ils se disaient... 'de toute façon il va passer par la maison de Danielsson', donc il suffit d'attendre et de regarder quelles sont les personnes qui viennent là. Ce n'était pas si compliqué⁸⁷¹. »

La maison du couple est un point de passage pour les militants, et donc un indicateur pour les renseignements français. Un ancien militaire du Service Mixte de Contrôle Biologique nous raconte avoir été proche du couple, qu'il fréquentait lors de grandes 'bringues' à Pā'ea. Il reconnaît avoir déjà transmis des informations concernant « *les nuages* » des essais à Bengt, qui respectait son anonymat – mais restait ainsi tributaire des données que le militaire choisissait de lui fournir⁸⁷².

Ce dernier est également proche de la Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense, en charge de surveiller la maison des Danielsson, avec qui il réalise des missions ponctuelles. Devant notre étonnement, il souligne que « *les choses sont différentes ici. Les gens sont proches, Tahiti c'est petit, militaires et militants se croisaient aux mêmes fêtes... Je lui disais [à Bengt] 'tu as pris ton café à telle heure ce matin !'. Il savait bien qu'on le*

⁸⁷⁰ Entretien avec Robert Danielsson, 2021.

⁸⁷¹ *Ibid.*

⁸⁷² Entretien avec Philippe Maunier, 2021.

surveillait. » Il se souvient de la présence régulière d'Oscar Temaru, qu'il surnomme alors 'Arafat' en référence au dirigeant de l'OLP, chez les Danielsson⁸⁷³.

Lors d'un passage à New York en 1978, Temaru se rapproche du Conseil Œcuménique des Églises, et l'organisation de manifestations annuelles contre les essais est décidé⁸⁷⁴. À partir de ce moment, le FLP mène des rassemblements tous les 1ers mars. Les concurrences entre partis politiques locaux sont récurrentes, mais des solidarités s'expriment parfois entre indépendantistes rivaux, comme en 1979, lorsque le Ia Mana appelle à manifester avec le FLP autour d'un 'Comité de la Paix' pour un « *Pacifique dénucléarisé* ».



Manifestation des partis indépendantistes à Pape'ete en mars 1979. *Les Nouvelles*.

La montée en puissance du Tāvini s'affirme en mars 1983, lorsqu'Oscar Temaru est élu maire de Fa'a'a. Il fait descendre le drapeau tricolore et le buste de Marianne par un jeune employé, Antony Géros, un peu ébranlé par cette demande. Mais en écoutant le nouveau

⁸⁷³ OLP : Organisation de Libération de la Palestine.

⁸⁷⁴ Entretien avec Oscar Temaru, 2021.

Tāvana (‘maire’) parler de l’histoire coloniale, il se décide à le rejoindre, et rejoint la section du parti de Pā’ea, où il est amené à fréquenter Marie-Thérèse Danielsson, alors conseillère municipale⁸⁷⁵. Le parti se rapproche alors de militants Kanak, d’écologistes Néo-Zélandais et Allemands, mais également de l’Hexagone⁸⁷⁶. Ainsi en 1985, Oscar Temaru rend visite aux militants du Larzac aux côtés d’une délégation Kanak, par l’entremise de leur avocat, François Roux⁸⁷⁷. La même année, les services de renseignement du Haut-Commissariat écrivent un long rapport sur les partis indépendantistes du territoire, et concluent :

« Convenons aussi que pour l’heure et probablement encore quelques années, le meilleur rempart contre toutes formes d’indépendance est encore la présence du Tahoeraa aux affaires, surtout si son grand-frère (RPR) et d’une façon plus générale la droite se maintiennent au pouvoir en Métropole⁸⁷⁸. »

Mais si le pouvoir de Gaston Flosse, leader du Tāhō‘ēra’a Huira’atira favorable au CEP et à la présence française, se renforce pendant les années 1980, l’hostilité à l’égard des essais également. Le militantisme antinucléaire connaît notamment une poussée après la médiatisation de deux accidents à Moruroa en 1979.

‘Le mutisme du CEP entretient les doutes’ - John Doom, 1979.

La remise en question de la parole institutionnelle s’amplifie dans la presse locale en 1979, et la thématique du mensonge se répand au fil de scandales évoquant des maladies chez les travailleurs du CEP, la contamination du poisson ou l’interdiction de consommer des noix de coco à Moruroa. Pendant la campagne de 1979, une cuve contenant des « *matières radioactives, en particulier du plutonium* » prend feu à Moruroa le 5 juillet à la suite de la

⁸⁷⁵ « Je suis allé l’écouter au cours d’une réunion et j’ai été vraiment conquis par l’homme et par son message. Il ne parlait pas d’indépendance à tort et à travers. Mais il savait nous raconter notre histoire, une histoire occultée par le colonialisme. Alors, je me suis engagé. » José Alain Fralon, « Temaru le pacifique », *Le Monde*, 29 octobre 2004. Après avoir été élu maire de Pā’ea en 2020, Géros prend le poste de président de l’Assemblée Territoriale lors de l’arrivée au pouvoir du Tāvini en mai 2023.

⁸⁷⁶ Entretiens avec François Roux, Tea Hirshon, Oscar Temaru, 2021.

⁸⁷⁷ « Un peuple à la recherche de son identité », *Gardarem lo Larzac*, n°107, octobre 1985.

⁸⁷⁸ Notes de renseignement du bureau d’études de Papeete sur les mouvements indépendantistes et séparatistes en Polynésie, 1972-1989. Haut-Commissariat, Bureau d’Etudes, « Les mouvements autonomistes et indépendantistes en Polynésie Française », avril 1986.

réalisation d'un 'tir froid' ou essais sous-critique – c'est-à-dire qu'il ne déclenche pas de réaction atomique⁸⁷⁹. Deux employés trouvent la mort, et trois sont grièvement blessés dans l'accident. Comme à son habitude, le CEP fait taire l'événement. Seulement, un tract de la CFDT de Saclay rend l'affaire publique⁸⁸⁰. Les essais sont alors réalisés sous la couronne de l'atoll, comportant des risques géologiques⁸⁸¹. Le 25 juillet, un pan du sous-sol corallien fragilisé par les tirs s'effondre, formant une vague qui fait deux blessés graves⁸⁸².

À l'Assemblée Territoriale, John Teariki défend une motion demandant une commission d'enquête sur ces accidents, tandis que les autorités du CEP s'empressent de mettre en place une campagne de communication minimisant leur importance. En interne, le vice-amiral Pierre Emeury, en charge de suivre le dossier pour l'Elysée, souligne que les rapporteurs de la motion sont influencés par des opposants aux essais, notamment « *les Danielsson* », connus pour leurs opposition aux essais nucléaires⁸⁸³.

Une visite du site d'essais est organisée fin septembre afin de créer un « *sentiment d'ouverture*⁸⁸⁴ » vis-à-vis de l'Assemblée Territoriale. Les responsables du CEA en charge de cette visite précisent toutefois en interne qu'un survol de Moruroa en hélicoptère a été effectué « *en évitant les zones particulièrement sensibles*⁸⁸⁵ ». Le compte rendu de la mission du CEA daté d'octobre 1979 recommande d'avertir les élus lorsqu'un événement « *digne d'être noté se produit sur le site de Moruroa* », en leur communiquant des mesures du Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants, organisme de métropole qui réalise des inter-comparaisons internationales pour l'ONU, qui serait « *considéré comme une*

⁸⁷⁹ Archives de moruroa.assemblée.pf. Commissariat à l'Énergie Atomique, « Rapport de la Commission de Sécurité du CEA concernant l'accident du 5 juillet 1979 sur l'atoll de Moruroa, 18 décembre 1979.

⁸⁸⁰ CFDT Saclay, « Accident à Mururoa », 23 Juillet 1979. Moruroa.org.

⁸⁸¹ Les risques géologiques mobilisent également les élus du Territoire. Les risques de fissures, de contamination des eaux du lagon et l'affaissement de l'atoll font l'objet d'une question à l'Assemblée Territoriale en décembre 1978. Question écrite de l'Assemblée Territoriale de Polynésie française, n° 987, 5 décembre 1978.

⁸⁸² Ministère de la Défense, *La dimension radiologique des essais nucléaires français en Polynésie*, 2006, p. 463.

⁸⁸³ ANF, Présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974 - 1981), archives du vice-amiral Pierre Emeury. AG/5(3)/1510, dossier CEP, accident en 1979 à Moruroa, 1979-1980. Conclusion sur la mission du 24 au 29 décembre 1979.

⁸⁸⁴ ANF, AG/5(3)/1510. Dossier CEP, accident en 1979 à Moruroa, 1979-1980. Yves Le Baut, Jean-Marie Bonnioux. Compte rendu mission d'information auprès de l'Assemblée Territoriale, 1er octobre 1979..

⁸⁸⁵ *Ibid.*

garantie internationale » mais se base sur des données du laboratoire de Mahina, celui du CEA⁸⁸⁶.

Mais l'accident fait déjà les gros titres de la presse locale⁸⁸⁷. Dans les médias internationaux, notamment en Nouvelle-Zélande, des scientifiques remettent en question la sécurité radiologique des sites, parlent de fissures et fuites de matières radioactives dans le lagon. La première chaîne de télévision néo-zélandaise, *TV1*, diffuse des infos alarmantes sur des fuites radioactives à Moruroa en octobre 1979. Le Dr Chris Burgess, assistant de géologie à l'Université Victoria de Wellington, annonce qu'une explosion a eu lieu à 800m au lieu de 1200m, provoquant des fissures dans le socle basaltique censé piéger des déchets lors d'une explosion souterraine. Le reporter annonce des fuites de Tritium et un risque contamination des Tuamotu⁸⁸⁸.

Des instructions sont données aux diplomates françaises du Pacifique : n'apporter ni confirmation ni démentis, et s'en remettre aux réponses préparées par le CEA⁸⁸⁹. Mais cette stratégie du silence et de la dissimulation a fait son temps. La question de l'effondrement de l'atoll et des fuites radioactives se fait une place dans l'espace public, et se fixe dans les imaginaires. Un ancien militaire du Service Mixte de Contrôle Biologique en charge de réaliser les visites de journalistes, élus et scientifiques raconte que l'objectif principal était de les rassurer : « *Il y a eu une réelle transparence. Je voulais emmener les visiteurs à Hao mais on m'a dit non quand même c'est là qu'on décontamine les Vautours quoi. Il fallait pas les emmener dans les endroits où il y avait de la radioactivité*⁸⁹⁰. »

L'association *Ia Ora te Natura* mène alors une campagne de sensibilisation sur la pollution radioactive. Henri Hiro est président de l'association depuis l'Assemblée Générale de janvier

⁸⁸⁶ ANF, AG/5(3)/1510, dossier CEP, accident en 1979 à Moruroa, 1979-1980. Lettre de Jean Teillac au ministre de la Défense, le 5 octobre 1979.

⁸⁸⁷ « L'explosion d'une cuve à Moruroa a bien fait deux morts », *La Dépêche*, 25 juillet 1979. « Un mini raz de marée à Moruroa fait des vagues en métropole », *La Dépêche*, 1^{er} août 1979.

⁸⁸⁸ ANF, Présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974 - 1981), archives du vice-amiral Pierre Emeury. AG/5(3)/1510. Dossier CEP, accident en 1979 à Moruroa, 1979-1980. Ambassade de France à Canberra, câble à l'intention de Elysée, « Accident du 25 juillet à Moruroa », 1er novembre 1979.

⁸⁸⁹ ANF, AG/5(3)/1510, dossier CEP, accident en 1979 à Moruroa, 1979-1980. Câble de la Direction Politique du ministère des Affaires étrangères à l'ambassade de Wellington et Canberra. Direction politiques, 10 août 1979.

⁸⁹⁰ Il précise qu'il a également accompagné la mission Atkinson à Moruroa en 1983, composé de cinq experts néo-zélandais, australiens et de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Entretien avec Philippe Maunier, 2021.

1979, où une motion contre les essais nucléaires passe en force, soutenu par les militants les plus politisés⁸⁹¹. De nombreux adhérents, notamment originaires d'Hexagone, quittent l'association⁸⁹². En octobre, un scientifique du CEP, le Pr Pellerin fait un exposé sur le contrôle de la chaîne alimentaire devant les associations, syndicats et enseignants. Furieux de constater l'absence des élus locaux, et face à la propagande du CEA, Henri Hiro quitte la salle. Lors de la conférence de presse qui suit, Marie-Thérèse Danielsson est interdite d'entrée.

Les responsables de cette mission d'information soulignent que « *l'attitude de Mr Hiro refusant le dialogue et désavoué par toute une partie du Ia Ora te Natura est une aubaine inespérée. Elle remet cet organisme à sa vraie place : une entreprise entre les mains du Ia Mana*⁸⁹³. » Aux yeux de ces conseillers militaires du CEA, les critiques du CEP provenant des élus ne sont qu'une manipulation de la majorité autonomiste qui vient d'accéder au pouvoir⁸⁹⁴. Ils pointent l'influence du chargé de mission de Francis Sanford, le journaliste Éric Monod, qu'ils soupçonnent de vouloir se placer en position de force afin de négocier de nouvelles conventions à Paris. Finalement, leur rapport se termine sur un commentaire raciste qui rabaisse les élus polynésiens :

« Le Polynésien aime savoir, même s'il a oublié 48 heures après, il ne faut donc pas le laisser non-informé sur des faits qu'il apprend, de toute façon, par radio-cocotier. Mais, cette information doit être

⁸⁹¹ « Devant l'incertitude des effets de la radioactivité, Ia Ora te Natura: Proclame son opposition à toute expérimentation nucléaire dans le Pacifique. Se déclare favorable à la création d'une zone dénucléarisée dans le Pacifique-Sud. Réclame d'arrêt de toute expérience nucléaire dans cette zone et en particulier en Polynésie Française ». Ia Ora te Natura, « Nous voulons savoir : les problèmes de la pollution radioactive en Polynésie Française », *Te Natura O Porinetia*, numéro spécial, janvier 1990.

⁸⁹² « Les trois quarts des adhérents sont partis du jour au lendemain ». Entretien avec Tea Hirshon, 2021.

⁸⁹³ « Mme Danielsson, journaliste non-accréditée, mais se disant représentante du Journal Pacific Island Monthly, n'a pas été admise par le Service de Presse du Haut-Commissariat ». ANF, AG/5(3)/1510, dossier CEP, accident en 1979 à Moruroa, 1979-1980. Yves Le Baut, Jean-Marie Bonnioux. Compte rendu mission d'information auprès de l'AT, 1er octobre 1979.

⁸⁹⁴ Les autonomistes accèdent au pouvoir en formant le Front Uni en 1979, réunissant Francis Sanford, Frantz Vanizette et John Teariki. La mission conclue que « la remise en cause du CEP réapparaîtra chaque fois que le Territoire aura des conventions délicates à négocier », et notent la réserve de Francis Sanford et Alec Ata concernant la motion « deux vieux renards qui ayant laissé Teariki lancer sa bombe lui laissent le soin de la désamorcer. » Id.

réservée aux faits d'importance et ne surtout pas être systématique sous peine d'être rapidement taxée de propagande. »

Mais cette stratégie de communication, qui laisse aux responsables du CEA le soin de fournir les informations qu'ils souhaitent, se heurte au doute. Des journalistes de la presse locale se distancient de la communication étatique, et ouvrent à de nouveaux points de vue. Dans *Les Nouvelles* de septembre 1979, l'on peut ainsi lire un article sur la mission à Moruroa, et en page suivante, un historique des essais nucléaires à Bikini sous-titré : « *Les mensonges de l'administration, les ravages des militaires, les erreurs des savants ont fait des habitants des cobayes humains*⁸⁹⁵ ». La crise de confiance à l'égard de la parole du CEP se renforce, comme le relève le Secrétaire Général de la puissante l'Église Évangélique de Polynésie Française, John Doom, qui exprime des critiques vis-à-vis des essais dans la presse locale⁸⁹⁶.

Valéry Giscard d'Estaing se rend à Tahiti en juillet 1979. Il s'agit de la première visite d'un chef d'État sur le territoire depuis que Charles de Gaulle est venu assister au premier essai nucléaire au CEP en 1966. Le *Ia Mana* tente de manifester sur le chemin du cortège présidentiel. Mais les vingt-cinq militants ont à peine le temps de dérouler leurs banderoles avant d'être arrêtés et placés en garde à vue⁸⁹⁷.

⁸⁹⁵ *Les Nouvelles*, 24 septembre.

⁸⁹⁶ « John Doom : 'le mutisme du CEP entretient les doutes' », *Les Nouvelles*, 21 août 1979.

⁸⁹⁷ Ils dénoncent la domination coloniale du pouvoir dans leur bulletin, et écrivent « la Polynésie n'est pas l'Algérie ». « Bas les masques », *Ia Mana*, juillet 1979.



Arrestation de membres du Comité Directeur du Ia Mana venus manifester lors de la visite de Valéry Giscard d'Estaing, Pape'ete, 18 juillet 1979.

La crise politique qui fait vaciller la majorité autonomiste fait alors craindre une instabilité. Le discours du Président de la République se centre sur l'économie, il insiste sur le besoin de développer le tourisme après une période de prospérité reposant sur le CEP. Il n'oublie pas de mentionner le « *climat de violence qui a pris récemment une dimension politique*⁸⁹⁸. » Au début de la décennie, Tahiti connaît effectivement une première vague de violences politique. Pendant le procès de militants antinucléaires et indépendantistes qui se tient en janvier 1979, *Le Monde* évoque la découverte d'un « *réseau terroriste sur le territoire*⁸⁹⁹ ».

6.2 Anticolonialisme et violences politiques dirigées contre le CEP (1972 – 1987).

En janvier 1981, dans la cour d'Assises de Versailles, sept militants polynésiens chantent l'hymne de leur parti en attendant le verdict⁹⁰⁰. Ils comparaissent pour associations de

⁸⁹⁸ Philippe Guesdon, « À Tahiti, une majorité en crise accueille le chef de l'État », *Le Monde*, 19 juillet 1979.

⁸⁹⁹ Philippe Guesdon, « Le procès des meurtriers présumés de Pierre d'Anglejean-Châtillon aura des prolongements politiques », *Le Monde*, 30 janvier 1979.

⁹⁰⁰ Il s'agit de Charlie Ching, Marcel et Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro et Prosper Faana. Entretien avec François Roux, 2021.

malfaiteurs et meurtre avec préméditation. Les accusés définissent leurs actes comme des défis symboliques, pour l'indépendance et contre le nucléaire. Sur le banc des témoins, l'on trouve des militants antinucléaires, objecteurs et pasteurs mobilisés par leurs avocats, Jean-Jacques de Félice et François Roux, qui comptent faire le procès du colonialisme⁹⁰¹.

Des réseaux anticolonialistes dynamisés par l'affaire Te Toto Tupuna.

Les réseaux militants mobilisés pendant l'affaire Te Toto Tupuna mettent en lumière de vives tensions politiques autour du CEP. Les deux procès, d'abord à Pape'ete en janvier 1979, puis celui en appel à Versailles en janvier 1981, laissent entrevoir un rapprochement entre indépendantistes Polynésiens et Kanak, ainsi qu'avec les non-violents, protestants et étudiants polynésiens de l'Hexagone.

Le militant indépendantiste Charlie Ching est un habitué des tribunaux. Né dans une famille polynésienne et chinoise, le homme est bagarreur, et se fait surnommer *Manupatia*, 'la guêpe'. Cette information est notée dans sa fiche aux Renseignements Généraux, mais son origine nous a été raconté par l'intéressé. Son père arrivant de Chine se serait fait frapper par des Tahitiens. Le visage tuméfié qu'il aborde régulièrement lui vaudra ce surnom, repris plus tard par son fils⁹⁰². Il est également le neveu du politicien Pouvana'a Oopa, emprisonné en 1959 et exilé en Hexagone jusqu'à son retour 1968.

Charlie Ching se rend en Nouvelle-Calédonie à la fin des années 1960, afin de rejoindre son frère, Kim, qui finance ses premières activités politiques à Tahiti. Charlie Ching créé en 1972 le parti Te Mau Tata Tunu o Pouvana'a, revendiquant l'arrêt des essais et une indépendance immédiate⁹⁰³. La même année, des munitions⁹⁰³ sont volées dans une caserne du Bataillon d'Infanterie de Marine de Tahiti (BIMaT). Charlie est reconnu coupable d'avoir fomenté ces actions, et fait un premier séjour en prison. Il est amnistié en 1974, puis forme un nouveau parti, le Te Ta'ata Tahiti Tiama (TTTT)⁹⁰⁴.

⁹⁰¹ François Roux, *En Etat de légitime révolte*, Indigènes eds, 2002. Journal personnel de Charlie Ching, communication à l'auteur.

⁹⁰² ANF, 19950175/30. Fiche de renseignements sur Charlie Ching, n-d. Entretien avec Charlie Ching, 2022.

⁹⁰³ *Ibid.* A cours de nos entretiens, Ching capitalise largement sur sa filiation avec Pouvana'a et avance avoir obtenu l'aval discret de son oncle pour mener « des actions dures ».

⁹⁰⁴ ANF, 19950175/ 30. Bureau d'Etudes, « Les partis indépendantistes et sécessionnistes », juin 1975.

Dans la nuit du 19 juillet 1977, 300 kilos de dynamite sont volés dans des entrepôts privées. Le 13 août, un explosif manque de détruire le central téléphonique près de la résidence où loge Olivier Stirn, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM en visite⁹⁰⁵. Des tentatives de sabotage de bateaux et d'avions chargés d'approvisionner le CEP échouent. Puis, dans la nuit du 26 août, des hommes armés pénètrent dans une villa du Lotus, luxueux quartier des hauteurs de Puna'auia, où Pierre d'Anglejean-Châtillon, ancien colonel de la Marine et PDG de la filiale locale d'Air Liquide, est assassiné. Un écriteau est retrouvé sur place : « Nous ne voulons plus de Français chez nous. Signé : Te Toto Tupuna ('Le sang des ancêtres')⁹⁰⁶.

L'enquête conduit la gendarmerie à treize militants proches de Ching, désigné comme l'instigateur des actions. L'information fait peu à peu le tour de la presse, provoquant des inquiétudes dans la communauté française⁹⁰⁷. Les accusés sont emprisonnés à Nu'utania en attendant leur procès. Le 14 janvier 1978, une émeute éclate⁹⁰⁸. Des prisonniers peignent un drapeau tahitien rouge-blanc-rouge, et écrivent des slogans antifrçais et antinucléaires sur des draps⁹⁰⁹.

Au milieu des nombreux dossiers de renseignements sur les militants polynésiens dans les archives du ministère des Outre-Mer, un article de *Pacific Island Monthly* décrit la révolte carcérale de 1978⁹¹⁰. Le nom des auteurs est souligné : Marie-Thérèse et Bengt Danielsson, deux militants dont les écrits et liens avec des militants sont scrutés. Le couple analyse les événements au prisme de leur engagement anticolonialiste. L'émeute, ainsi que les violences politiques de 1977, y sont analysées au prisme de frustrations engendrées par l'installation du CEP, y compris les leurs. Ils écrivent que l'arrivée massive de militaire, gendarmes, policiers

⁹⁰⁵ Une seule des quatre charges explose, causant des dommages mineurs au bâtiment, dans lequel ils laissent un message: « Prenez votre drapeau, votre peuple et votre statut, Stirn et rentrez chez vous. » Bengt et Marie-Thérèse Danielsson, *Moruroa, notre bombe coloniale*, p. 511 – 516.

⁹⁰⁶ Paul Barril, *Missions très spéciales*, Presses de la cité, 1984, p. 78.

⁹⁰⁷ *Ibid.*

⁹⁰⁸ Le directeur de la prison, Nedo Salmon, politicien expérimenté, s'adresse aux prisonniers en tahitien. Le Haut-Commissaire Paul Cousseran fait intervenir les légionnaires pour donner l'assaut. Bengt et Marie-Thérèse Danielsson, « Papeete : anatomie complexe d'une émeute de prison », *Pacific Island Monthly*, avril 1978.

⁹⁰⁹ Lorsque l'assaut commence, un groupe de prisonniers menace de jeter du toit un légionnaire pris en otage. Un mutin menaçant de le pousser est tué par des tireurs d'élite. Dans un élan de vengeance, un autre donne un coup de hache dans la jambe du légionnaire. A 5h du matin, la prison est évacuée.

⁹¹⁰ Il s'agit des fonds de la 'Mission Polynésie Française', émis par la sous-direction des affaires politiques de l'Outre-Mer. ANF, 19950175/26. Notes de renseignement du bureau d'études de Papeete sur les organisations antinucléaires (1973 – 1978).

et agents de renseignement visaient à rendre les îles « *plus calmes* ». Pour le couple, le choix d'installer le CEP en Polynésie est lié à une volonté de « *maintenir le système colonialiste pour empêcher les 'locaux' de jeter les gens de la Bombe dehors, comme le firent les algériens après leur indépendance quand ils fermèrent les bases nucléaires de leur Territoire*⁹¹¹ ».

Après l'émeute, le Haut-Commissaire donne une conférence de presse, et dissocie ces événements de toutes revendications liées aux essais ou à la présence française⁹¹². Au sein de la sphère indépendantiste, les réactions restent mitigées vis-à-vis de l'usage de la violence. Dans son bulletin, le *Ia Mana* relève toutefois que les injustices induites par la domination française accroissent le développement de telles violences politiques :

« S'ils se révoltent aujourd'hui – et ce n'est que le début d'un mouvement plus vaste - c'est parce que la décolonisation n'a pas encore été faite chez nous. Parce que tout le système administratif, judiciaire, foncier, éducatif et économique de ce pays est entièrement français et, par conséquent, totalement incompréhensible pour l'immense majorité des habitants de ce pays. L'erreur est de vouloir perpétuer la fiction que les Polynésiens sont des Français comme les autres. Nous avons nos propres mœurs et traditions [...] aussi bien que les Bretons, les Alsaciens et les Corses⁹¹³. »

Des étudiants polynésiens en France se mobilisent et forment un comité de soutien, auquel participe le jeune Jean-Marc Pambrun, que cette affaire pousse vers un engagement politique⁹¹⁴. Dans l'Hexagone, un réseau de solidarité se forme autour du pasteur Gilbert Nicolas⁹¹⁵. Celui-ci était à bord du *Fri* en 1973, et a gardé des liens avec la communauté militante de Tahiti. Il tente de mobiliser des avocats engagés, et rassemble des fonds pour

⁹¹¹ Bengt et Marie-Thérèse Danielsson, « Papeete : anatomie complexe d'une émeute de prison », *Pacific Island Monthly*, avril 1978.

⁹¹² *Ia Mana*, n°7, septembre 1977.

⁹¹³ *Ibid.*

⁹¹⁴ Il devient plus tard anthropologue et écrivain, tout en s'engageant dans le milieu culturel et syndical. Jean-Marc Pambrun, *Le Bambou Noir*, Motu Eds, 2005, p. 70.

⁹¹⁵ Pendant son emprisonnement, Charlie Ching correspond avec Gilbert Nicolas. En octobre 1978, Ching lui raconte avoir lu dans les journaux qu'Oscar Temaru allait se rendre à une conférence sur la bombe française dans le Pacifique à Ponape, évoquant la conférence du NFIP. *La Contemporaine*, fonds de Félice. ARCH/0147/124. « Affaire Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie (1) ». Lettre de Charlie Ching à Gilbert Nicolas, 23 octobre 1978.

couvrir les frais de justice des accusés⁹¹⁶. Le pasteur Nicolas mobilise Me François Roux, qu'il croise au procès d'un militant non-violent, afin de défendre les polynésiens⁹¹⁷.

En janvier 1979, François Roux se rend à Tahiti avec son mentor, Jean-Jacques de Félice et Michel Tubiana, tous trois membres de la Ligue des Droits de l'Homme, pour le procès de 'Te Toto Tupuna'. Des indépendantistes Kanak viennent assister au procès pour soutenir leurs camarades polynésiens⁹¹⁸. Les avocats font le choix de dénoncer les violences de l'État pour défendre les militants⁹¹⁹. Il en est de même pour le Ia Mana, qui déclare que l'usage de la violence pour atteindre l'indépendance est contraire à leur politique, « *cependant lorsque la violence du pouvoir en place atteint certaines limites, elle déclenche d'elle-même une réponse brutale*⁹²⁰. »

Quelques semaines avant l'audience, les renseignements ultramarins alertent Paris sur les risques de violences politiques, soupçonnant une action coordonnée avec les Kanak⁹²¹. Le GIGN est discrètement déployé à Tahiti, et le commandant Paul Barril est chargé d'établir un rapport sur la situation globale. Il raconte dans ses mémoires que les renseignements de Pape'ete font état de nombreuses rumeurs, d'une agitation orchestrée par les Australiens et les Américains afin d'affaiblir l'influence française dans le Pacifique. « *Ne disait-on pas que les Libyens se cachaient derrière le paravent séparatiste ?* », écrit Barril⁹²². Dans son rapport, il

⁹¹⁶ Entretien avec François Roux, 2021. Notons l'intermédiaire du dessinateur Eimeo a Raa, qui se charge de préparer l'arrivée des avocats, et témoigne au procès. La Contemporaine, fonds de Félice. ARCH/0147/124. « Affaire Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie (1) ». Lettre de Eimeo a Raa à J.J. de Félice, décembre 1978.

⁹¹⁷ Entretien avec François Roux, *ibid.* La Contemporaine, fonds de Félice. ARCH/0147/128. Lettre du pasteur Gilbert Nicolas, à Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie, 24 janvier 1979.

⁹¹⁸ Entretien avec Charlie Ching (2022), entretien avec François Roux (2021). Paul Barril, *op.cit.*

⁹¹⁹ « Sur l'usage de la violence [dans le militantisme], je suis constamment en déchirement » explique Jean-Jacques lors d'une interview en 2006. Entretien avec Michel Auvray et Rosa Olmos, le 31 mars 2006, La Contemporaine, DV 209 (1).

⁹²⁰ Philippe Guesdon, « Le procès des meurtriers présumés de Pierre d'Anglejean-Châtillon aura des prolongements politiques », *Le Monde*, 30 janvier 1979.

⁹²¹ Des repréailles contre des officiels ou un attentat sont alors évoqués, et leurs maisons sont sécurisées par le GIGN. Paul Barril, *Missions très spéciales*, Presses de la cité, 1984, p. 79.

⁹²² Huit jours avant le procès, Barril arrive discrètement avec 11 gendarmes du GIGN et trois tonnes d'armes et de matériel non-déclaré puis rend visite aux élus, policiers, au directeur de la prison. Il met en place un plan d'intervention sur les sites stratégiques : la prison, la salle du tribunal et les domiciles des magistrats. Paul Barril, *op.cit.*

estime les inquiétudes très exagérées : « *la France se trouvait simplement confrontée à un fort coup de fièvre tahitien [...] les policiers voyaient le mal partout et oublient d'employer le conditionnel dans leurs rapports*⁹²³. »

Aucun incident n'a lieu pendant les cinq jours du procès⁹²⁴. La présence de l'avocat tahitien du barreau de Nouvelle-Calédonie, Me Tehio, un proche des militants Kanak, inquiète les autorités car des comités de soutien se sont formés sur le Caillou⁹²⁵. Au fil des témoignages, Ching reconnaît avoir aidé à la création du commando, et déclare : « *Le monde entier ne nous en voudra pas de combattre la bombe*⁹²⁶ ». Les accusés sont condamnés à de lourdes peines de prison, et sont transférés vers l'Hexagone par le GIGN. Pendant leur escale à Hao, ils échangent avec le capitaine Barril, qui les autorise à circuler sans menottes. Ce dernier condamne leurs actes, mais écrit : « *Lorsqu'ils me faisaient part de leur nationalisme, j'avais l'impression d'entendre parler des Corses. Ils avaient le même attachement à leur terre, le même sentiment d'insulaires. [...] Nos terroristes n'étaient pas réellement dangereux. Ils étaient souriants, de gentils garçons.* » Barril les autorise à pêcher, et partage leur repas : « *Nous avons vu nos sept terroristes se lever. Ils se sont mis à prier Dieu, mais aussi pour nous parce que nous les avons traités comme des êtres humains*⁹²⁷. »

Le récit de Barril est intéressant par la représentation qu'il fait des militants et des militaires⁹²⁸. Si le capitaine exprime un certain respect vis-à-vis des accusés, son témoignage pousse à prendre du recul sur nos sources primaires, notamment celles en provenance des services de renseignement, comme les Bureau d'Etudes qui font souvent état de rumeurs

⁹²³ De ses premiers contacts il rend compte d'un « décalage entre la réalité sur place et les renseignements transmis aux autorités. Pour les DOM-TOM, l'exagération peut être d'autant plus forte que la distance est grande » et avance que des informations peu fiables se basent sur des rumeurs que les chefs de service du BE « gonflent pour se couvrir en cas d'accident ». Paul Barril, *op.cit.*, p. 78.

⁹²⁴ Les accusés sont condamnés à de longues peines de prison et aux travaux forcés. Le procès est renvoyé aux Assises à Versailles. « Travaux forcés pour quatre indépendantistes tahitiens », *Le Matin*, 5 février 1979.

⁹²⁵ A la barre, l'avocat dénonce une « justice ségrégationniste et discriminatoire ». « La plaidoirie de Me Teiho : Le monde entier considère ce procès comme un procès politique », *La Dépêche*, 2 février 1979.

⁹²⁶ Philippe Guesdon, « Le procès du terrorisme est devenu celui du colonialisme », *Le Monde*, 6 février 1979.

⁹²⁷ Paul Barril, *op.cit.*, p. 80. « Il nous a traité comme des humains ». Entretien avec Charlie Ching, 2022.

⁹²⁸ L'ouvrage de Barril est ainsi à appréhender dans son contexte propre: le témoignage d'un homme désavoué par sa hiérarchie après l'affaire des 'irlandais de Vincennes', scandale d'Etat révélant une compromission du GIGN. Isabelle Fontaine, « L'affaire des Irlandais de Vincennes à travers la presse : étude comparative entre 'Le Monde' et 'Le Figaro' », *L.G.D.J.*, 1997, p. 10. Jean-Michel Beau, *L'Affaire des Irlandais de Vincennes, l'honneur d'un gendarme, 1982-2008*, Fayard, 2008.

glanées dans des articles de presse ou auprès d'informateurs peu fiables. Si ces sources s'avèrent utiles dans l'analyse de réseaux, elles regorgent de représentations et biais à déconstruire. Elles présentent toutefois le double-intérêt de retranscrire le climat de paranoïa de la Guerre Froide, ainsi qu'une culture policière emprunte de stéréotypes coloniaux.

Dans l'attente du prochain jugement, aux Assises de Versailles, les réseaux de soutiens se renforcent. Les archives de Jean-Jacques de Félice permettent d'en identifier certaines parties, et de les recroiser avec les documents étatiques.

'Derrière le rideau de fleurs' et la construction d'un procès politique (1981).

Cela fait des mois que les avocats envoient des courriers. Leur stratégie consiste à mobiliser leur réseau dans la communauté militante d'Hexagone, qui aidera à assurer la défense. Toute une communauté militante que l'on retrouvait déjà aux procès de passeurs de valises, d'étudiants révoltés, objecteurs de conscience et autres paysans du Larzac est ainsi rassemblée au tribunal afin de « *faire le procès des essais nucléaires*⁹²⁹ ».

Dans une longue lettre adressée à Jean-Jacques de Félice, François Roux revient sur son voyage à Tahiti en avril 1980, afin de préparer le procès. Il veut tourner un film, et contacte les personnalités pressenties pour témoigner des conséquences du CEP : le pasteur Vernier, Bengt Danielsson, Henri Hiro et Eimeo a Raa, militant du Ia Mana de Mo'orea qui avait témoigné au premier procès⁹³⁰.

L'avocat participe également à une réunion avec les représentants du Ia Mana de Jacqui Drollet, les membres du TTTT de Charlie Ching et le FLP d'Oscar Temaru. Face aux réticences de chacun, Me Roux insiste, argue que les partis doivent se mobiliser lors du procès afin de ne pas « *manquer un rendez-vous important dans leurs revendications*⁹³¹ ». Une telle union reste complexe, car Ching est un concurrent politique, et cautionner la violence des actions risque de nuire à l'image des partis. Roux écrit : « *Je ne sais pas encore ce que nous pouvons espérer de ce côté-là et ce sera sans doute une des difficultés de ce procès que d'obtenir en Polynésie un soutien collectif solide.* » Le moment fort du passage de

⁹²⁹ La Contemporaine, fonds de Félice, ARCH/0147/130. Affaire Te Toto Tupuna (5). Lettre de F. Roux à J.J. de Félice, avril 1980.

⁹³⁰ *Ibid.*

⁹³¹ *Ibid.*

l'avocat à Tahiti est le tournage du documentaire « Derrière le Rideau de fleurs ». Celui-ci se termine sur des discours de Henri Hiro et Duro Raapoto qui expriment avec force les souffrances du peuple Mā'ohi. Sa diffusion « *devrait être une pièce essentielle du procès* » écrit Me Roux, prévenant son mentor qu'il faudra insister pour que la Cour le visionne.

Cette fois, la stratégie médiatique est différente. La presse d'Hexagone est moins inféodée au pouvoir politique qu'en Polynésie, et les avocats disposent d'un solide réseau militant, après avoir défendus des objecteurs de conscience ou des paysans du Larzac. Ils appellent de nombreux témoins à la barre et mobilisent la presse de gauche. Le *Monde* note que la France découvre que les « *terroristes corses, bretons et guadeloupéens n'étaient pas les seuls à troubler l'ordre public national* », soulignant le caractère politique du procès :

« Comment ne pas reconnaître, dans la liste des témoins de la défense, composée de militants antinucléaires, dans l'importance des forces de l'ordre au palais de justice de Versailles, dans l'énoncé même de l'arrêt de renvoi, les signes extérieurs d'un procès politique ?⁹³² ».

Procès du nucléaire ou du colonialisme ? Dans les argumentaires, les deux sont intrinsèquement liés. Les indépendantistes et leurs avocats comptent bien faire tomber le 'rideau de fleurs', principale formule de la défense. Ce leitmotiv est mobilisé pour dénoncer les injustices sociétales. Le film réalisé à Tahiti par Martin Figère doit servir à faire une histoire des violences lentes à l'oeuvre depuis l'arrivée du CEP aux membres du jury⁹³³. François Roux outrepassa la décision de la juge qui lui interdit de diffuser le film : « *Pour contourner ce refus, je l'ai inclus dans ma plaidoirie. Je pense que ça a influencé les jurés* » raconte l'avocat⁹³⁴.

Le film veut montrer la Polynésie sous l'angle d'une société traditionnelle bouleversée par le CEP. Les images insistent sur le défilé du 14 juillet afin de montrer l'omniprésence militaire. Le commentaire parle d'une économie qui profite aux commerçants chinois et aux demis, de délinquance juvénile et disparités économiques, et les images jouent sur le contraste entre bidonvilles et villas luxueuses. Les voix de ceux qui n'ont pu venir témoigner

⁹³² Philippe Boggio, « Des indépendantistes de Tahiti répondent du meurtre d'un résident métropolitain Signé : " le sang de nos ancêtres " », *Le Monde*, 15 janvier 1981.

⁹³³ Martin Figère, « Derrière le rideau de fleurs », 1981.

⁹³⁴ Entretien avec François Roux, 2021.

à la barre sont représentées. La dernière séquence du film est une interview de Henri Hiro, qui conclut :

« Je désapprouve ce qu’ont fait mes compatriotes, mais je comprends leurs motivations [...] pourquoi venir ici, à 20 000 km de chez vous expérimenter la bombe. Cette bombe qui est perçue comme une préparation à la mort⁹³⁵. »

Henri Hiro souhaite projeter ce film à la maison des jeunes de Tīpaeru’i, mais le Haut-Commissaire intervient auprès de l’Office Territorial d’Actions Culturelles (OTAC) pour interdire toute diffusion dans les institutions culturelles locales⁹³⁶. Le jugement rendu à Versailles allège les peines de prisons et les soutiens se poursuivent à travers Gilbert Nicolas, tandis que leurs avocats demandent des mesures de grâces⁹³⁷.

Le comité de soutien aux prisonniers compte alors une chercheuse du CNRS au long parcours militant, la philosophe et linguiste Marie Laffranque⁹³⁸. Cette antimilitariste, non-violente et membre de l’ACNV héberge des militants dans sa maison alors « *un refuge permanent pour les persécutés, exilés, sans-papiers, illégaux*⁹³⁹. » Elle correspond avec les frères Tahutini, qui écotent des plus longues peines, étant directement impliqués dans l’affaire de meurtre, et les aide à réaliser leurs demandes de grâce.

La linguiste Claire Fondet s’implique également dans ce réseau de soutiens, qui prend le nom de ‘SOS Tahiti’⁹⁴⁰. Pendant les années 1980, ce comité réalise des événements pour lever des fonds pour soutenir les militants polynésiens et militer contre le CEP à travers des événements et expositions artistiques. En juillet 1986, ils organisent un festival sur le Champ de Mars, puis diverses manifestations et accueillent l’exposition ‘Cancer au Paradis’ à Paris en décembre, animée par deux artistes ayant vécu en Polynésie⁹⁴¹.

⁹³⁵ Martin Figère, *op.cit.*

⁹³⁶ Ph. G., « Le film ‘Le rideau de fleurs’ interdit de projection à l’OTAC », *Les Nouvelles*, 26 septembre 1981.

⁹³⁷ Elle est accordée à Charlie Ching et d’autres prisonniers en 1984, puis pour Marcel Tahutini Lettre de Solange Fernex au président de la République, 10 octobre 1986.

⁹³⁸ La Contemporaine, fonds de Félice. ARCH 0147/123. Lettre de Marie Laffranque à J.J. de Félice, 11 décembre 1985.

⁹³⁹ <https://maitron.fr/spip.php?article218699>, notice LAFFRANQUE Marie par André Bernard, Marianne Enckell, version mise en ligne le 22 août 2019, dernière modification le 6 décembre 2019.

⁹⁴⁰ La Contemporaine, fonds de Félice. ARCH 0147/123. Lettre de Marcel Tahutini à J.J. de Félice, 8 juin 1986.

⁹⁴¹ La Contemporaine, fonds de Félice. ARCH 0147/123. Lettre de Claire Fondet à J.J. de Félice, 5 décembre 1986. Tracts de SOS Tahiti, présentation de l’exposition ‘Cancer au Paradis’ de ‘Jad et Marielle’, 1986.



Affiches de SOS Tahiti, 1986. Moruroa.org.

Pendant les années 1980, les réseaux indépendantistes de Polynésie se lient avec le Pacifique Sud à travers le mouvement antinucléaire et anticolonialiste. Si les principaux partis, le FLP et le Ia Mana, prônent une lutte non-violente, une frange plus dure du mouvement est tentée par le militantisme révolutionnaire. Ces derniers ne sont pas nombreux, néanmoins, ils nouent des liens transnationaux avec des militants farouchement hostiles à la présence française dans le Pacifique.

Des réseaux révolutionnaires en Polynésie française ?

Le rapprochement entre militants du Pacifique Sud se soude autour de circulations étudiantes, ainsi que des réseaux d'Églises, en particulier à Fidji, où se trouve le siège de l'organisation Nuclear Free and Independent Pacific et le réseau d'Églises du Pacific Conference of Churches – deux acteurs hostiles aux essais.

Les liens entre Polynésiens et Kanak permettent également de faire émerger des revendications communes. Les avocats Me Roux et de Félice agissent ainsi dans le but de créer un front de libération des territoires français du Pacifique, notamment autour du FLP. Mais le Te Ta'ata Tahiti Tiama (TTTT) de Charlie Ching a également des prétentions de ce type. Au début des années 1980 cette frange dure du mouvement indépendantiste connaît des scissions internes pendant les périodes d'emprisonnement du leader du parti⁹⁴². Lorsque ce dernier reprend ses activités militantes, le TTTT reste circonscrit à une audience faible, mais bénéficie du lien familial et amitiés qui unit Ching à des indépendantistes Kanak prônant la lutte armée⁹⁴³. L'usage de la violence révolutionnaire est également envisagé par d'autres partis minoritaires, comme le Pomaré Parti, constitué par deux frères descendants de cette chefferie qui revendiquent leur titres royaux⁹⁴⁴.

Un discours antinucléaire et anticolonialiste s'exprime également au sein du Te Tiamara'a o te Nuna'a Mā'ohi, un parti radical créé en 1980 par Tetua Mai. Ce militant originaire de Huahine est évincé du TTTT pour « *comportement douteux lors d'une collecte de fonds au profit de ce parti* », puis se déclare président d'un 'gouvernement provisoire Mā'ohi' en 1982 et forme une petite milice à moto⁹⁴⁵. Tetua Mai n'a pas le soutien des figures du mouvement d'affirmation identitaire et reste peu influent⁹⁴⁶. S'il reste marginal, il se fait vivement remarquer par les services de renseignement à la suite de la séquestration de deux gendarmes le 15 août 1982⁹⁴⁷.

L'important dossier des RG le concernant regroupe des documents saisis au siège du 'gouvernement provisoire' qui attestent toutefois de l'existence de relations para-

⁹⁴² Il retourne en prison en 1985 à la veille de l'affaire du Rainbow Warrior. Voir chapitre 5.2.

⁹⁴³ Entretien avec Charlie Ching, *ibid.* ANF, 19950175/30. Renseignements Généraux de Papeete. Fiche de renseignement sur Charlie Ching, n-d.

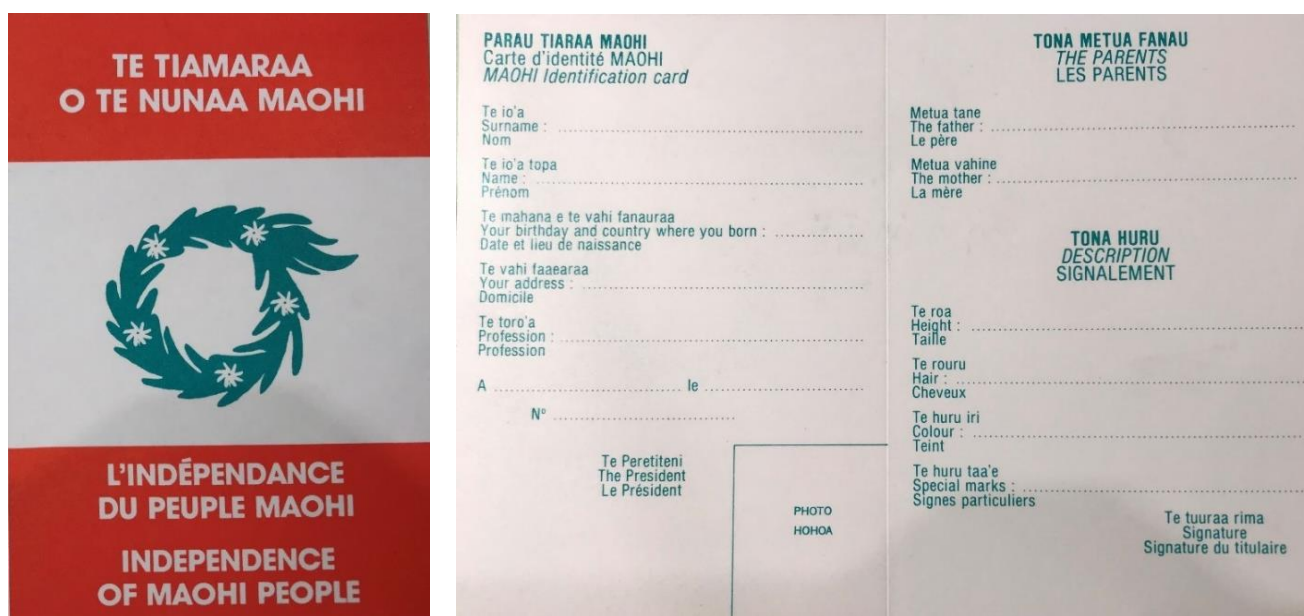
⁹⁴⁴ Wilfried et Joinville Pomaré revendiquent essentiellement des terres, et demandent un retour au système de chefferies, axé autour de leur famille. L'organisation est connue pour son répertoire de pratique visible dans l'espace public, avec des occupations de terres ou de bâtiments administratifs avec des 'gros bras'. ANF, 19960175/30. Renseignements Généraux de Papeete, « Note : Pomare parti », juin 1983.

⁹⁴⁵ ANF, 19950175/30. Haut-Commissariat de Polynésie Française, Synthèse du Bureau d'Etudes, « Les mouvements autonomistes et indépendantistes en Polynésie Française », avril 1986. Bruno Saura, *Politique et religion*, Au Vent des Iles, 1993.

⁹⁴⁶ Les manifestations de Tetua Mai sont considérées selon A. Babadzan comme une « source de honte (ha'ama) par les défenseurs du 'renouveau culturel polynésien' [...] dans une rhétorique messianique, apocalyptique-antinuéaire, et indépendantiste-xénophobe. » Alain Babadzan, *Le spectacle de la culture*, L'Harmattan, p. 38.

⁹⁴⁷ ANF, 19950175/30. « Activités de Tetua Mai », août 1982.

diplomatiques dans le Pacifique Sud, notamment un soutien financier de la part du Vanuatu de Walter Lini⁹⁴⁸. Malgré le caractère minoritaire de ce parti, près de 12.000 personnes s'étaient inscrites sur son registre d'état-civil Mā'ohi, s'étant vu délivrer une des cartes d'identité ci-dessous⁹⁴⁹.



Carte d'identité Mā'ohi éditée par le 'gouvernement provisoire' de Tetua Mai saisie par les Renseignements Généraux, 1983. ANF.

La nébuleuse révolutionnaire du Pacifique Sud est entretenue par des réseaux anti-impérialistes concentrés en Nouvelle-Calédonie, au Vanuatu, en Papouasie-Nouvelle-Guinée ou aux Fidji. Mais des États hostiles à la France qui souhaitent élargir leur zone d'influence dans la région se font également remarquer, comme la Libye. Bien que la diplomatie australienne affiche une sympathie vis-à-vis des indépendantistes Kanak, ce soutien n'est pas sans limites⁹⁵⁰. Lorsque des militants Kanak commencent à développer des liens avec la

⁹⁴⁸ ANF, 19950175/30. « Note sur le TTNM », septembre 1983.

⁹⁴⁹ Les activités militantes de Mai décroissent après le décès de sa femme et inspiratrice Ina Tapi en septembre 1984. ANF, 19950175/30. Haut-Commissariat de Polynésie Française, Synthèse du Bureau d'Etudes, « Les mouvements autonomistes et indépendantistes en Polynésie Française », avril 1986.

⁹⁵⁰ Comme le rappelle Sarah Mohamed-Gaillard, l'Australie redoute une dérive après la phase de radicalisation qui suit les violences politiques en Nouvelle-Calédonie à partir de 1984. Sarah Mohamed-Gaillard, « Les relations franco-australiennes en Océanie : représentations croisées de deux politiques régionales », *Outre-Mers*, n°366, 2010.

Libye, Canberra prend ses distances. Les contacts d'indépendantistes Polynésiens avec Tripoli sont sporadiques mais documentables. Joseph Andras souligne la paranoïa vis-à-vis des liaisons en les militants Kanak avec la Libye, et mentionne une caricature publiée à la suite de la prise d'otage d'Ouvéa où l'on aperçoit l'indépendantiste Alphonse Dianou avec une bombe libyenne et soviétique à la main⁹⁵¹. Certaines informations des Bureaux d'Études comportent ainsi des biais d'analyses, et l'étendue de ces liens est parfois très exagérée par les services de renseignement et la presse⁹⁵².

Ainsi, le 1er septembre 1984, Christine Bourne, journaliste proche de Gaston Flosse, commente la visite d'un groupe indépendantistes Kanak au colonel Kadhafi et met en garde quant à une « *vague de violence* » qui pourrait déferler sur le Pacifique⁹⁵³. De plus, lors d'entretiens menés avec les militants concernés par ces connexions libyennes (Charlie Ching et Joinville Pomaré), il nous a semblé qu'eux-mêmes surévaluent ces liens, qui constituent un capital relationnel qu'ils valorisent dans leur communauté militante.

Pendant la fin des années 1980, la Libye soutient bien les mouvements révolutionnaires en Asie-Pacifique, afin de fédérer les forces hostiles aux États occidentaux. Le biographe de Mouammar Kadhafi souligne qu'il s'impose comme « *un bienfaiteur universel des terroristes* » en finançant des mouvements anti-impérialistes et offrant des formations à la guérilla dans des camps d'entraînements libyens⁹⁵⁴. Un rapport de la CIA de 1987 note cet intérêt croissant pour le Pacifique Sud :

« L'aventurisme libyen est apparemment motivé par le désir du colonel Kadhafi de se faire passer pour le chef de la révolution du Tiers-Monde et de saper l'influence américaine et française dans le Pacifique Sud en exploitant les frustrations politiques locales contre l'Occident⁹⁵⁵. »

⁹⁵¹ Joseph Andras, *Kanaky*, Actes Sud, 2016.

⁹⁵² ANF, 19950175/24. Bulletins mensuels de renseignement du bureau d'études de Papeete, 1984-1986. Bureau d'Etude, « Bulletin mensuel d'information », septembre 1984.

⁹⁵³ Christine Bourne, « Les Parrains de la violence », *La Dépêche de Tahiti*, 1 septembre 1984.

⁹⁵⁴ « C'est-à-dire, vous étiez un Kanak, un rebelle Indien d'Amérique, un Corse, un Irlandais de l'IRA, et, vous alliez vous entraîner dans les camps en Libye, il vous finançait, il vous épaulait parce que tout ce qui était ennemi de l'impérialisme américain exécré était son allié ». Interview de Vincent Huguex par Flavie Flament et Capucine Trollion, *RTL*, 7 octobre 2021.

⁹⁵⁵ « Libyan adventurism apparently is driven by Colonel Qadhafi's desire to pose as the leader of Third World revolution and to undermine US and French influence in the South Pacific by exploiting local political frustrations against the West ». Archives de la CIA. Directorate of Intelligence. Référence : CIA-RDP90T00114R000200270001-7. « Libyan activities in the South Pacific », 7 mai 1987.

D'après le même rapport, ainsi qu'un autre du Bureau d'Etude de Pape'ete, Kuala Lumpur est identifié comme une plaque-tournante des réseaux libyens, où les prises de contacts avec les mouvements révolutionnaires asiatiques et océaniques sont réalisées⁹⁵⁶. Le petit réseau de révolutionnaires polynésiens entre en contact avec ce hub libyen via les réseaux Kanak proches de Ching. Celui-ci entretient une proximité avec le FLNKS, étant marié avec Eugénie dit 'Nini', la cousine d'Edmond Nekiriaï, le numéro trois de l'organisation⁹⁵⁷. Ching est également proche de Yann Celené Uregei qui le convie au congrès du FLNKS en janvier 1988⁹⁵⁸.

C'est à ce moment que serait né le projet d'envoyer des Polynésiens en Libye⁹⁵⁹. Ainsi, en mars 1988, un groupe de onze militants du Pomaré Parti et du TTTT tente de quitter Tahiti pour Kuala Lumpur, d'où ils doivent rejoindre ensuite Tripoli⁹⁶⁰. Mais ils sont arrêtés par la police lors d'une escale en Australie⁹⁶¹. Ceux que la presse locale identifie comme des « *apprentis terroristes* » font l'objet de quelques articles. Les Nouvelles commente : « *Kadhafi reste encore le meilleur artisan de la 'coopération' entre la France et les pays anglo-saxons de la région...* »⁹⁶². Des membres du Pomaré Parti déclarent aux journalistes qu'ils se rendaient à une « *conférence internationale sur les dangers des essais nucléaires* », et d'autres à un stage agricole⁹⁶³. Tahiti apprend ainsi par la presse que la Malaisie héberge un « *important centre d'activités libyen sous le couvert de l'ambassade de ce pays* », d'où des

⁹⁵⁶ *Ibid.* Des postes périphériques s'installent également au Vanuatu.

⁹⁵⁷ La fiche des RG indique qu'il s'agit de sa sœur. ANF, 19950175/30. Fiche de renseignement sur Charlie Ching, n-d. L'intéressée souhaite rectifier cette erreur – ils sont cousins. Entretien avec Eugénie Ching, 2021.

⁹⁵⁸ « Ching et Uregei ont comme objectif commun la mise en place d'une plateforme FULK et partis indépendantistes polynésiens susceptibles à terme d'accroître leur audience au niveau local et international ». ANF, 19950175/30. Note de renseignement du BE de Pape'ete, « Charlie Ching, affaire Pomaré », 8 avril 1988. Entretien avec Charlie Ching, *ibid.* Entretien avec Joinville Pomaré, Arue, avril 2021.

⁹⁵⁹ « grâce au soutien de cette filière prolibyenne du FLNKS ». ANF, 19950175/30. Note de renseignement du Bureau d'Etude de Pape'ete, « Charlie Ching : un adepte de la violence qui cultive sa dimension internationale », 1 avril 1988.

⁹⁶⁰ *Ibid.*

⁹⁶¹ ANF, 19950175/30. Cabinet militaire, SER, Note au ministre des départements et territoires d'Outre-Mer, « Déplacement de onze indépendantistes polynésiens en Lybie », 7 avril 1988.

⁹⁶² « Brève : à propos des onze indépendantistes refoulés », *Les Nouvelles de Tahiti*, 6 avril 1988.

⁹⁶³ « 11 apprentis-terroristes tahitiens refoulés à Singapour », *La Dépêche de Tahiti*, 5 avril 1988. « Echec aux apprentis terroristes polynésiens », *La Dépêche de Tahiti*, 6 avril 1988.

membres du FLNKS ont pu rejoindre Tripoli l'année précédente⁹⁶⁴. Joinville Pomaré nous raconte cette période :

« Dans les années 1980, je voulais détourner un avion, mais ce n'était pas adapté. On est parti en Libye... les Kanak étaient sûrs de vouloir se sacrifier, mais ce n'est pas les mêmes enjeux. Eux ont des tribus, des coutumes, et n'ont pas été achetés. Eux ce sont des révoltés, pas les polynésiens. En 1847 c'était la fin de la révolte pour nous, 3000 guerriers ont été tués, avec le soutien de supplétifs tahitiens en lien avec la France. Le CEP à Tahiti, c'était une ambiance où se mélangeait les espions, l'alcool, les femmes et la politique⁹⁶⁵. »

Interrogé sur les liens avec la Libye, Ching nous explique ne pas être allé à Tripoli car il se trouvait déjà à une conférence à Francfort « *invité par des écologistes allemands à faire une conférence sur les essais nucléaires* », sans vouloir nous dire lesquels⁹⁶⁶. Un rapport du BE nous apprend qu'il se trouvait à une conférence antinucléaire à Francfort à l'invitation du BUND, une association de protection de la nature de RFA, et de la Gesellschaft für Bedrohte Völker, autre association pour les peuples menacés⁹⁶⁷. Pour s'imposer sur la scène militante européenne, Charlie Ching multiplie les contacts avec des associations écologistes, notamment des associations ouest-allemandes lui assurant les frais de voyage pendant des séries de conférences⁹⁶⁸.

Une micro-histoire du militantisme révolutionnaire en Polynésie française est décelable, mais elle reste circonscrite à ce réseau de petite taille, et trouve son point culminant lors de l'affaire 'Te Toto Tupuna' et le départ-manqué en Libye. Elle semble surtout se structurer autour d'une culture anti-impérialiste. Les militants du TTTT et du Pomaré Parti rencontrés affichent une certaine fascination pour Kadhafi, en tant que meneur du mouvement panafricaniste, ainsi que la Chine communiste⁹⁶⁹. Si cette tendance ne prend pas en Polynésie

⁹⁶⁴ « Les 11 indépendantistes refoulés d'Australie sont arrivés à Papeete », *AFP*, 7 avril 1988.

⁹⁶⁵ En 1982, les frères Pomaré se rapprochent du parti de Ching, et forment le MULPT, alliance éphémère entre les deux partis. Ils font quelques projets de détournements d'avions pour bloquer le fonctionnement du CEP. Entretien avec Joinville Pomaré, *ibid.*

⁹⁶⁶ Entretien avec Charlie Ching, septembre 2022.

⁹⁶⁷ ANF, 19950175/30. Note de renseignement du BE de Pape'ete, « Charlie Ching, affaire Pomaré », 8 avril 1988.

⁹⁶⁸ ANF, 19950175/30. Note de renseignement du Bureau d'Etude de Pape'ete, 18 mars 1988.

⁹⁶⁹ Joinville Pomaré cite régulièrement son attrait pour Kadhafi lors de notre entretien mené en 2021. Il s'est récemment rendu en Chine en mai 2023 avec d'autres représentants de la royauté du Pacifique Sud avec qui il

française, elle s'affirme davantage en Mélanésie, où des militants s'inspirent des luttes pour la libération des noirs⁹⁷⁰.

Un militantisme antinucléaire axé sur la culture et l'identité Mā'ohi se développe également au fil des années 1970 et 1980. Un militant se distingue dans cette lutte, que tous les habitants de Polynésie connaissent pour son engagement, le poète et militant Henri Hiro. Revenir sur son parcours nous semble illustrer plusieurs racines de l'engagement contre les essais nucléaires, notamment l'influence de réseaux du Conseil Œcuménique des Églises et d'idées ayant germées pendant Mai 68.

6.3 L'engagement par la culture : Henri Hiro, de la faculté de théologie au militantisme.

Nous identifions Henri Hiro comme un passeur culturel, dont le parcours atteste d'une constance recherche de l'essence de son peuple. Tour-à-tour poète, prêcheur, dramaturge, cinéaste, politicien, il est avant tout un militant. Inlassablement, Hiro suit le même chemin chaque premier mercredi du mois au début des années 1980 pour protester contre les essais nucléaires. Lorsqu'il arpente Pape'ete avec un petit groupe de militants, ils sont d'abord raillés par les passants, puis leurs rangs s'épaississent. Pour son ami et biographe, Jean-Marc Pambrun, également engagé dans ce mouvement d'affirmation identitaire :

« Henri Hiro continue d'être diversement perçu : pour les uns, il est une sorte de poète illuminé, de prédicateur raté, de déstabilisateur dangereux, de fanatique partisan du retour aux sources, d'extrémiste ; pour les autres, il est le premier véritable intellectuel polynésien et un militant anticolonialiste exceptionnel qui voulut mettre en application les enseignements hérités de ses ancêtres⁹⁷¹. »

s'affiche sur les réseaux sociaux. Lors de l'entretien mené avec Charlie Ching en 2022, il nous laisse entendre qu'il entretenait des liens avec la Chine qui « lui aurait proposé de lui fournir des armes », sans vouloir s'étendre sur le sujet.

⁹⁷⁰ Quito Swan, *Pasifika Black, Oceania, Anti-colonialism, and the African World*, NYU Press, 2022.

⁹⁷¹ Jean-Marc Pambrun, *op.cit*, p. 3.

Né un 1^{er} janvier 1944, Henri Hiro fait ses premiers pas à Mo'orea, dans sa septième année, une tante paternelle le demande comme enfant *fa'a'amu*⁹⁷². Il part vivre à Puna'auia, où son oncle, un pêcheur reconnu, lui transmet l'amour de la mer. En 1961, il se prend de passion pour l'étude de la Bible et est vite remarqué pour ses talents oratoires par des pasteurs de sa paroisse qui le poussent à intégrer l'école pastorale Hermont⁹⁷³. Celle-ci est dirigée par Henri Vernier et Jean Adnet, deux pasteurs connus pour leur opposition aux essais nucléaires. Ils restent toutefois discrets, car une expulsion du territoire est vite arrivée⁹⁷⁴. Ils encouragent Henri Hiro à passer le bac afin de l'envoyer poursuivre ses études en France à la rentrée 1968⁹⁷⁵. Dix ans plus tard, Hiro témoigne de ce moment dans une émission de télévision protestante :

« J'ai quitté la Polynésie en 1968. C'était effectivement un tournant décisif, c'est-à-dire un tournant décisif pour moi parce que c'était la première fois que j'affrontais la civilisation occidentale, la civilisation occidentale de plein fouet. Et décisif aussi pour la Polynésie, parce qu'effectivement la Polynésie a franchi plusieurs siècles pour tomber d'un coup dans le modernisme poussé à l'extrême, accéléré. Donc une civilisation menacée, mais aussi cette explosion, cet éclatement disons sur le plan social et dont nous souffrons énormément, actuellement⁹⁷⁶. »

Henri Hiro a 24 ans lorsqu'il atterrit à Paris, le 5 octobre 1968, en compagnie du fils du président de l'Église, Duro Raapoto. Ce dernier part pour la faculté de théologie protestante de Strasbourg, et Henri Hiro celle de Montpellier. Au lendemain de Mai 68, les universités sont en ébullitions. Pendant les premières années, Henri Hiro reste concentré sur ses études, mais s'imprègne peu à peu des idées réformatrices qui animent la société française, et les

⁹⁷² Système de parenté polynésien consistant à confier/adopter des enfants, souvent de manière intra-familiale.

⁹⁷³ Entretien avec Isidore Hiro, 2021.

⁹⁷⁴ C'est ce qui est arrivé à Adnet en 1963, après avoir critiqué le CEP dans le journal *Notre Lien* – épisode évoqué dans le chapitre 3.

⁹⁷⁵ Panbrum cite une note trouvée dans les archives de l'Église Évangélique de Polynésie Française, où un responsable de l'Église écrit : « La décision d'orienter cet étudiant vers les études de théologie en métropole a été prise après mûres réflexions et après l'avoir observé pendant sa 1^{ère} année d'études. Ses résultats en classe de philo sont venus confirmer l'opinion de MM.Adnet et Vernier ». Jean-Marc Pambrun, *op.cit*, p. 61.

⁹⁷⁶ « Trois témoins de la Polynésie », *Présence Protestante*, TFI, 1978.

étudiants en théologie⁹⁷⁷. Ses visites au Foyer de l'Association des Étudiants Tahitiens sont d'abord rares. Leur président, Jean-Paul Barral, est déjà engagé dans le mouvement étudiant, il se souvient de ses passages :

« Nous étions très impressionnées par la valeur intellectuelle et culturelle de ce personnage. Henri avait une préoccupation centrale : c'était de réussir ses études de théologie. Mais en même temps, il avait dans la tête, me semble-t-il, l'intention de sensibiliser tous les autres étudiants qui étaient bien sûr en majorité demi ou chinois à la réalité culturelle polynésienne, à l'importance de la langue et je dois dire qu'un certain nombre d'entre nous étions très soucieux de la dimension culturelle de notre démarche⁹⁷⁸. »

Une autre étudiante polynésienne, Simone Grand, désormais anthropologue, se souvient avoir découvert les textes de Frantz Fanon pendant ses études à Montpellier, une littérature qui aurait également influencé Henri Hiro selon elle⁹⁷⁹. Ce dernier fréquente parfois la communauté Kanak de Montpellier, qui se politise au moment de Mai 68, et se nourrit de tels ouvrages⁹⁸⁰. Pendant cinq ans, le jeune étudiant se transforme, est animé par de profondes réflexions sur la société polynésienne, le rôle de l'Église et les soubresauts provoqués par le CEP. Son professeur de philosophie, Alain Crespy, lui enseigne la théologie de la mort de Dieu, et influence ses questionnements⁹⁸¹. Son engagement se retrouve dans son mémoire de fin d'études, dans lequel il s'étend sur les ravages du colonialisme :

« L'impérialisme culturel occidental, ce monstre qui nous interdisait de parler notre langue, à travers ses différents établissements d'enseignement, achèvera par sa puissance dévastatrice de tuer cette société en agonie? C'est un criminel ! Dans sa prétention hypocrite à me sauver de ma 'sauvagerie', il a tué mon âme, il a fait de moi un étranger chez moi⁹⁸². »

⁹⁷⁷ L'engagement des étudiants en théologie protestante se fait une pleine période de remise en question du rôle de l'Église dans la société. Bernadette Sauvaget, « Le Mai 68 des réformés », *Réforme*, n°3272, 15 mai 2008, p. 2. Jean-François Zorn, « Une parenthèse d'intuitions vite refermée », p. 3.

⁹⁷⁸ Cité par Jean-Marc Pambru, *op.cit.*, p. 72.

⁹⁷⁹ Entretien avec Simone Grand, 2021.

⁹⁸⁰ David Chappel, *op.cit.*

⁹⁸¹ Antonino Tihiri Lucas, « Henri Hiro et le Dieu Chrétien », dans : Bruno Saura, Huffer (dir.), *Tahiti, regards intérieurs*, University of South Pacific, 2006, p. 197.

⁹⁸² Le sujet de ce mémoire est le mariage, thématique qu'il traite bien dans le début du texte, puis le ton devient plus engagé. Henri Hiro, « Le mariage en Polynésie », document multigraphié, Montpellier, juin 1972.

Loin de se douter que de tels questionnements l’animent, le Conseil Permanent de l’Église Évangélique de Polynésie Française décide de l’envoyer en formation à Strasbourg. Henri Hiro y rejoint son ami Duro Raapoto, ainsi que le couple Monique et Othon Printz, des missionnaires Alsaciens proches du COE avec qui il sympathise⁹⁸³. Hiro se confie à eux, leur parle de la théologie de la mort de Dieu, et demande : « *Nous avons une fois perdu nos dieux anciens et maintenant, est-ce que l’on va perdre ce Dieu qui nous a été emmené par l’Évangile ?* » Pour Monique : « *C’était un garçon qui se cherchait. Visiblement il était déjà pas mal préoccupé par son retour à Tahiti et aussi par sa quête d’authenticité*⁹⁸⁴. » Pris d’une intense mélancolie, Henri Hiro écrit une longue lettre à John Doom, le Secrétaire Général de l’Église le 18 décembre 1972, et demande à être rapatrié en urgence à Tahiti :

« Ni toi ni moi ni personne d’autre n’aurait pensé que le déroulement des choses aurait abouti à une fin aussi incompréhensible et aussi effrayante pour moi-même. Ni toi ni moi ni personne d’autre n’aurait osé seulement imaginer que mon cheminement intellectuel, dont le but final serait l’épanouissement personnel et un travail efficace au sein de l’Église, aboutirait dans le gouffre de la hantise et du vide⁹⁸⁵. »

Une profonde crise existentielle l’agite, il veut rentrer immédiatement. Le cri de souffrance de son peuple devient un acouphène permanent. Doom organise aussitôt son retour. En décembre 1972, famille, amis et membres de l’Église attendent le retour du futur pasteur. Uns à uns, les passagers quittent le terminal de Fa’a’ā. Moment de flottement. Aurait-il raté l’avion ? Les yeux de sa mère s’accrochent sur un visage familier. Adossé à la petite buvette du terminal, il les toise avec malice. Jean, cheveux longs et barbe, le jeune homme a désormais la parfaite allure d’un étudiant des années 1970. Ses proches peinent à reconnaître

⁹⁸³ Ces derniers accueillent régulièrement des étudiants en théologie chez eux, et réalisent des missions sur les problèmes sociaux et médicaux à Tahiti. Ils y assistent de l’arrivée du navire militant *Fri* en 1973, où l’on trouve un pasteur français, Gilbert Nicolas, qui se lie avec des missionnaires, provoquant de vives tensions au sein de l’Église. Le couple entretient par la suite une correspondance avec John Doom, qui souhaite voir l’Église s’engager contre les essais nucléaires mais reste alors « pris entre deux feux, voulait que l’Église reste unie ». Entretien avec Monique et Othon Printz, Alsace, février 2021.

⁹⁸⁴ Jean-Marc Pambrun, *op.cit.*, p. 87.

⁹⁸⁵ Ce passage est souligné dans le texte original. Archives de l’EPPF reproduite par Jean-Marc Pambrun. *Ibid.*

celui qui arborait, il y a 5 ans déjà, le sobre habit d'élève pasteur. Le pasteur de sa commune lui serre rapidement la main et s'éclipse⁹⁸⁶.

Au-delà du changement d'allure, Henri Hiro revient avec une conscience politique. Le retour dans le temple a un goût différent. Lorsqu'il va voir Samuel Raapoto, le président de l'Église l'accueille en silence, lui fait signe d'aller se raser⁹⁸⁷. Henri Hiro a 29 ans, et souhaite faire bouger l'Église sur des sujets qui le préoccupent vivement, notamment les essais nucléaires. La consigne de silence de l'Église Évangélique de Polynésie Française (EPPF) concernant le CEP prévaut encore à cette époque. L'institution reste très hiérarchisée, et l'écart générationnel se fait ressentir, provoquant des conflits entre l'aile conservatrice et les tenants d'un réformisme⁹⁸⁸.

John Doom installe Henri Hiro et sa famille au second étage du Foyer de Jeunes Filles de Pā'ōfa'i, une institution protestante de Pape'ete. À la lecture de son mémoire, la direction de l'Église le convoque. L'échange est tendu. Henri Hiro est interrogé sur ce qu'il a retenu de la théologie en Europe, il aurait répondu : « *Ce que j'ai retenu c'est que Dieu est mort* ⁹⁸⁹ ». Et à la question de sa croyance en Dieu : « *On ne peut pas répondre par oui ou non, ça demande une certaine recherche* ⁹⁹⁰ ». Vaea Neuffer, membre respecté de l'Église, est très préoccupé par les problèmes sociaux qui animent son pays, mais reste dévoué à son Église dont il connaît les tendances conservatrices. Il rend visite à Henri Hiro pendant cette période :

« Il était isolé au Foyer à l'époque, on ne savait pas tellement quoi faire de lui. [...] Henri voulait révolutionner l'Église, c'était ambitieux et pas le moment. C'est venu de France, de la faculté de théologie qui était plus ouverte sur d'autres pensées. Au début du CEP, l'important, c'était de conserver l'unité de l'Église, alors on évitait de parler de ce sujet car ça risquait de diviser les fidèles⁹⁹¹. »

⁹⁸⁶ Cet épisode nous est raconté par son frère, présent à son retour à Tahiti. Entretien avec Isidore Hiro, 2021.

⁹⁸⁷ *Ibid.*

⁹⁸⁸ Henri Vernier, *Histoire des missions protestantes et de l'Église évangélique à Tahiti et en Polynésie Française*, Des Bergers et des Mages, 1986.

⁹⁸⁹ Un pasteur de l'EPPF analyse cette phrase de Hiro dans son mémoire. Il dit que Hiro entre alors en rupture avec l'Église mais pas avec Dieu, il ne devient pas athée, mais souhaite faire réagir en avançant qu'il n'y a plus de place pour Dieu dans l'Église et la société. « *Ua pohe te Atua. Aita e atua faatou* », cité par Joël Here Ho'io're dans: *Prophetism in Tahiti*, mémoire de bachelor of divinity, Pacific Theological College, Suva, 1980, p. 119.

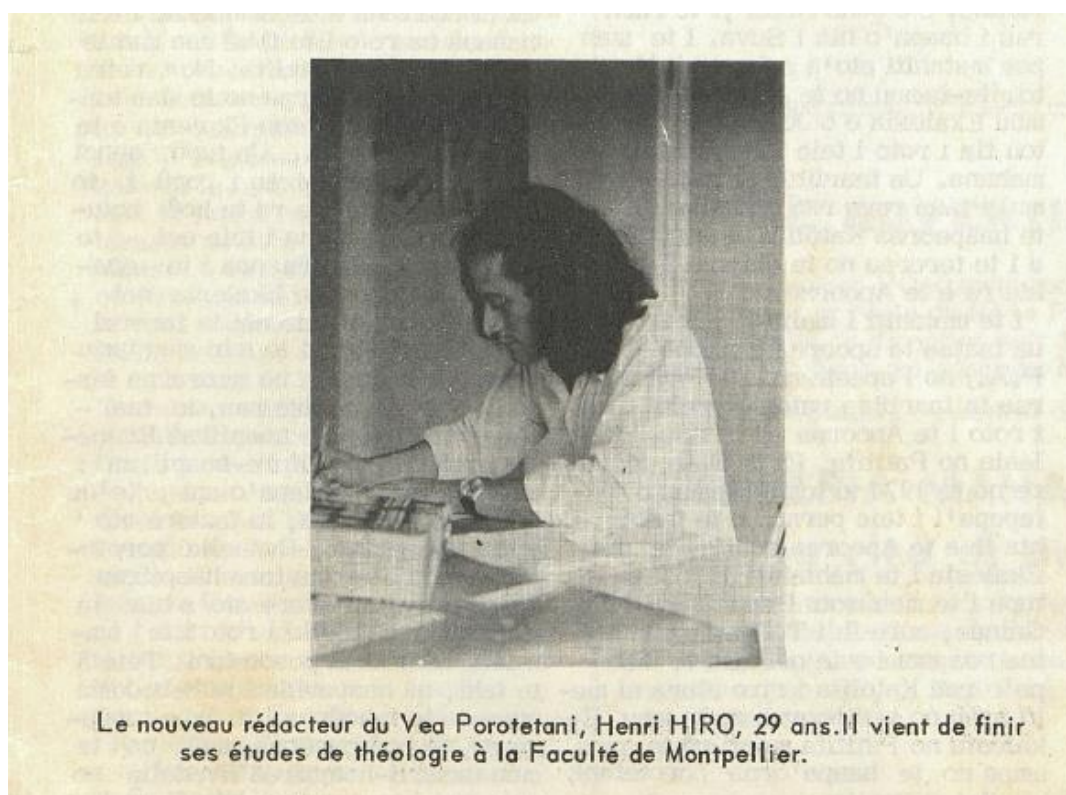
⁹⁹⁰ Témoignage d'Othon Printz, cité par Jean-Marc Pambrun, *op.cit.*, p. 100.

⁹⁹¹ Entretien avec Vaea Neuffer, 2021.

Le jeune homme se heurte constamment aux conservateurs. Après tout, ses études devaient faire de lui un pasteur, pas un révolutionnaire. John Doom tente de le convaincre de mettre de se modérer :

« Il y avait de plus en plus de ‘clash’ avec nos anciens d’ici. J’essayais de leur expliquer que lorsque nous envoyons quelqu’un se former, c’est comme un arbre que l’on coupe pour faire une pirogue, il faut bien tailler les branches pour lui permettre d’avancer. Et quand la personne a achevé sa formation, elle ne revient pas comme avant. C’était le cas avec Henri: quand il est revenu de France, il était taillé pour la course⁹⁹². »

John Doom prend Henri Hiro sous son aile, et lui propose de donner un nouveau souffle au journal de l’Église.



Vea Porotetani, août 1973.

⁹⁹² Jean-Marc Pambrun, *op.cit*, p. 97.

Henri Hiro inaugure un nouveau format, dessine des symboles polynésiens dans l'en-tête du journal. Sa plume fuse à travers des articles dans lesquels il plante la base de son héritage culturel. Les trois numéros qu'il rédige se terminent par des éditoriaux cinglants en tahitien. Le premier porte sur l'œcuménisme, où Henri appelle à l'unité entre tous les chrétiens. Dans le second, il ironise sur les 10 ans de l'autonomie proclamée par le pasteur Boegner : « *Est-ce que l'Église évangélique a vraiment obtenu ce statut, est-elle vraiment prête à assumer ce statut?*⁹⁹³ ». Le troisième numéro qu'il dirige porte sur l'éducation, dont il dit qu'elle ne peut être que laïque⁹⁹⁴. La Commission Permanente de l'Église s'alerte des idées qu'il véhicule, et Henri Hiro est mis face à un ultimatum. Il écrit une longue lettre au président Samuel Raapoto, expliquant qu'il n'a d'autre choix que de quitter une Église qui l'empêche de s'exprimer librement :

« Mon cœur se serre à considérer ceux-là même qui réclamaient dans l'autonomie de l'Église la fin d'un paternalisme stérilisant, se comporter avec les fidèles comme les missionnaires se comportaient envers eux. La parole de Dieu a vocation à libérer l'homme et non à le maintenir dans l'ignorance.

L'obéissance érigée en dogme exclut toute réflexion, toute responsabilité, et engendre une foi irréfléchie, irresponsable, fétichiste et elle engendre aussi chez son bénéficiaire une impression de pouvoir et de puissance qui s'étendent au-delà du domaine spirituel et qui conduisent au paternalisme.

La finalité de l'Église n'est ni la Puissance, ni la Gloire, mais la réalisation de la parole de Dieu. Je ne peux penser sans affliction au peuple auquel j'appartiens, peuple de Dieu mais aussi peuple de Polynésie, confronté à des problèmes innombrables et fondamentaux auxquels l'Église se veut étrangère :

Problème de la famille polynésienne en rupture d'équilibre, problème de la jeunesse en rupture avec la société, problème de la société vers laquelle nous nous dirigeons à grand pas et dont le fondement et le ressort sont un matérialisme forcené, problèmes liés à notre cheminement vers cette société du profit et de l'individu, urbanisation sauvage, exode rural, délinquance, échec scolaire, prolétarianisation, aliénation du patrimoine foncier [...] Je prie pour que dans l'avenir ceux parmi les jeunes qui se destinent au service de l'Église ne soient pas contraints aux mêmes déchirements que moi⁹⁹⁵. »

⁹⁹³ *Ve'a Porotetani*, n°2 septembre 1973. Traduction de Jean-Marc Pambrun. Selon le témoignage de John Doom, le troisième numéro, sur l'éducation, aurait ensuite été saisi.

⁹⁹⁴ Archives en ligne, Anaite.pf. *Ve'a Porotetani*, n°1, août 1973. n°2, septembre 1973. n°3, octobre 1973.

⁹⁹⁵ Archives de l'EEPF, entièrement reproduite [photographie de la lettre, n-d] dans : Jean-Marc Pambrun, *op.cit.*, p. 113 – 114.

La hiérarchie protestante ne peut s'accorder avec ses ambitions. L'Église n'est pas prête à entendre son message. Henri Hiro s'en éloigne, sans pour autant renier sa foi. En 1973, il s'engage pleinement dans l'association de protection de la nature, Ia Ora Te Natura, et trouve des soutiens à la Maison des Jeunes/Maison de la Culture (MJMC), association co-financée par l'État et le Territoire dont le bureau regroupe des progressistes de la Fédération des Œuvres Laïques (FOL). Ces activistes de la FOL forment un groupe de pression autour de Jean-Paul Barral et Alexandre Champes, des soixante-huitards qu'il a connu à Montpellier. Henri Hiro est recruté comme sous-directeur de la MJMC en janvier 1974, puis nommé directeur de la Maison des jeunes de Pīra'e en septembre 1975⁹⁹⁶. En novembre, il s'engage en politique, et co-fonde le parti indépendantiste Ia Mana te Nuna'a. Les premières réunions se font chez sa compagne, la militante Do Carlson. Son engagement lui vaut d'être licencié en décembre par le maire de Pīra'e, Gaston Flosse, et il réintègre la MJMC, dont il devient directeur en septembre 1977⁹⁹⁷.

En 1979, Hiro est élu président de Ia Ora te Natura, et mène régulièrement de petites manifestations contre le nucléaire avec ses proches, appelant les passants à le rejoindre. En décembre 1981, il défile une énième fois dans le quartier administratif de Pape'ete. Des militants du Ia Mana et du Ia Ora te Natura viennent épaissir leurs rangs, mais le cortège reste mince, avec vingt-cinq personnes. Le militant écologiste Brice Lalonde assiste au défilé, accompagné par une équipe de télévision de la NBC, tandis que la presse locale note les « *applaudissements venant de la plupart des badaux, assez rares à cette heure*⁹⁹⁸. »

⁹⁹⁶ Champes : « à la FOL nous avons pensé qu'il aurait été vraiment dommage qu'une personne de cette qualité ne puisse pas agir dans le sens de l'évolution de notre pays ». Cité par Jean-Marc Pambrun, *op.cit.*, p. 122.

⁹⁹⁷ Henri Hiro, *Pehepehe i tau nunaa / Message poétique*, Haere Po, 2004. Entretien avec Do Carlson, 2021.

⁹⁹⁸ « Manifestation anti-bombe. Plus qu'hier, moins que demain ? », *La Dépêche*, 18 décembre 1981.

Plus qu'hier... moins que demain ?



Henri Hiro et ses proches manifestent contre les essais nucléaires sur l'avenue Pouvana'a Oopa à Pape'ete. La pancarte de droit indique 'la bombe atomique est une bonne chose? Ramenez-la à Paris'. *La Dépêche*, 18 décembre 1981.

La MJMC se transforme en Office territorial d'action culturelle (OTAC) en 1980 et devient un établissement public. Henri Hiro est à la tête du département recherches et créations, où il collabore avec les artistes Coco Hotahota et John Mairai. Son travail transpire une critique du colonialisme et appelle à renouer avec l'essence de son peuple, le lien viscéral à la terre avec le leitmotiv du *pufenua*, l'enfouissement ritualisé du placenta des nouveaux-nés⁹⁹⁹.

L'équipe de l'OTAC réunit des personnalités engagées dans le secteur culturel, ainsi que dans l'opposition politique. L'institution reste surveillée de près par les Renseignements Généraux, qui scrutent l'influence des partis indépendantistes dans le monde culturel. En

⁹⁹⁹ Taulapapa McMullin, « 'The fire that devours me' : Tahitian spirituality and activism in the poetry of Henri Hiro », *International Journal of Francophone Studies*, 8: 3, p. 341. Le *pufenua*, 'placenta', est la pratique d'enterrement ritualisée du placenta, pour créer un lien indéfectible avec la terre ancestrale. Bruno Saura, *Entre nature et culture - Mise en terre du placenta en Polynésie*, Haere Po, 2004.

1987, ils soupçonnent ainsi Jacqui Drollet, le leader du Ia Mana, d'être à l'origine d'une stratégie visant « *par le biais du Ia Ora te Natura (actuellement en sommeil) à s'implanter au sein des organismes socio-culturels qui lui permettent de développer, auprès des jeunes, ses thèses indépendantistes et antinucléaires*¹⁰⁰⁰. » Mais au sein du Ia Mana, les rivalités de personnes s'accroissent. Moana'ura dit 'Sunny' Walker y milite au milieu des années 1980. Il se souvient qu'Henri Hiro ne participait déjà plus aux activités du parti :

« Les fondateurs ce sont des érudits, des gens d'un certain niveau. Mais le problème c'est que ce sont des caractériels. Jacqui Drollet, Henri Hiro, Jacky Bryant, pareil, tout va bien si personne ne les contredit. Si tu as un point de vue un peu différent ils s'énervent. Il y a eu des accrochages entre Henri Hiro et Jacqui Drollet, car il voulait développer la dimension écologique, et Drollet voulait rester dans une ligne plus politique¹⁰⁰¹. »

Hiro décide de quitter la direction de l'OTAC en 1988, profondément bouleversé par la situation de son peuple : « *Il a quitté un bon poste, bien payé, ceux que tout le monde voulait à l'époque. Il était très malheureux, avec d'intenses phases de déprime*¹⁰⁰². » Il se retire à Huahine avec sa famille, travaille la terre, et construit son *fare* à Maeva. Atteint d'un cancer, il donne une dernière interview à Michou Chaze en février 1990, revient sur l'origine de son engagement, et fait passer un message :

« Disons qu'au départ de tout cela j'avais une soif de connaître Dieu. Ce fut le véritable point de départ de cette quête à la recherche de la connaissance. [...] Il faut que le Polynésien se mette à écrire. Que ce soit en Mā'ohi, en français, en anglais, peu importe. L'important c'est qu'il s'exprime. Qu'il le passe ! [...] L'important, c'est qu'il prenne la parole par l'écriture¹⁰⁰³. »

¹⁰⁰⁰ La note de renseignement se poursuit par : « Mais depuis la transformation de la MJMC de Papeete en OTAC et surtout depuis l'arrivée du Tahoeraa au pouvoir, son influence s'est faite beaucoup plus discrète. A la FOL [Fédération des Œuvres Laïques], il a été évincé du bureau directeur par des personnels apolitiques lors des élections de 1983. » Le rapport souligne que Gaston Flosse charge son ministre de la Culture de veiller à limiter l'influence de ses opposants dans le secteur culturel. ANF, 19950175/24. Bulletins mensuels de renseignement du bureau d'études de Papeete, ; les mouvements indépendantistes et autonomistes (1985-1988). Haut-Commissariat, Bureau d'Études, synthèse annuelle, « Le milieu culturel », 1987.

¹⁰⁰¹ Entretien avec Moana'ura 'Sunny' Walker, 2021.

¹⁰⁰² Entretien avec Isidore Hiro, 2021.

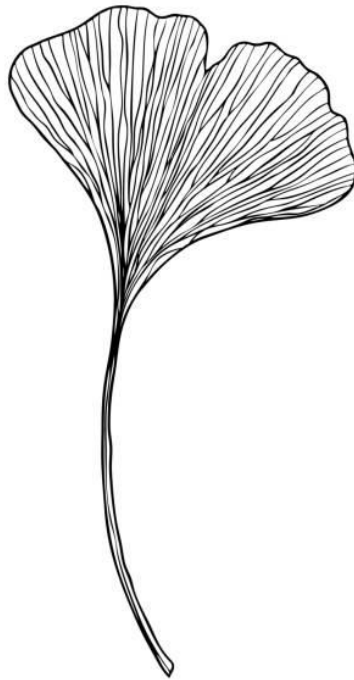
¹⁰⁰³ Michou Chaze, entrevue avec Henri Hiro, février 1990, *Les Nouvelles de Tahiti*, 12 mars 1990.

Tandis qu'il sent venir son dernier souffle, Henri Hiro demande à faire venir Duro Raapoto, avec qui il était parti, 40 ans plus tôt, approfondir sa connaissance du divin. Le 10 mars 1990, il laisse tout un pays endeuillé par la disparition d'un passeur, artiste et militant engagé pour la dignité de son peuple¹⁰⁰⁴.

¹⁰⁰⁴ Raymond Pietri, « Henri Hiro : un poète n'est plus », *Bulletin de la Société des Etudes Océaniques*, 1990, n°249, p. 86 – 89.

Troisième partie

Les réseaux petit-mondes



La feuille du Ginkgo Biloba appartient à la pharmacopée chinoise. Connue pour ses multiples effets thérapeutiques, elle est un symbole de résilience. Cet arbre a la capacité de résister aux brûlures ainsi qu'aux radiations. Les Ginkgo sont premiers arbres à refleurir après le bombardement nucléaire sur Hiroshima.

L'opposition aux essais nucléaires se structure autour de communautés, et d'acteurs qui facilitent les chemins courts. Ces derniers sont formés par les passeurs qui mettent les militants travail en relation, et surtout, leur permettent de s'émanciper. Si un passeur disparaît, il y aura toujours des chemins courts permettent de naviguer dans ces types de réseaux.

Pour parvenir à former un réseau résilient ou 'redondant', celui-ci doit contenir une multiplicité de 'liens faibles', des ponts locaux entre les communautés¹⁰⁰⁵. Cette troisième grande partie s'intéresse à ces 'réseaux petit-mondes', théorie qui provient de recherches sur les types de réseaux en mathématiques¹⁰⁰⁶. Il s'agit de réseaux dit 'résilients' ou 'robustes', comme mis en exemple dans la figure A (dans l'introduction - page 27), qui montre un graphe avec un 'coefficient de clustering' faible.

Les oppositions aux essais s'organisent principalement autour de réseaux d'Églises, de partis politiques ou encore d'associations qui semblent former de tels types de structures. Ces réseaux parviennent-ils véritablement à former des structures de type 'petit-mondes', c'est-à-dire des réseaux résilients ? Et la présence de multiples 'passeurs' serait-elle une condition pour y parvenir ?

Nous examinons plusieurs réseaux qui nous semblent résilients. D'abord, celui du Nuclear Free and Independent Pacific, une organisation transnationale qui vise à rassembler des insulaires du Pacifique autour du rejet du nucléaire et du colonialisme. Puis nous nous pencherons sur l'engagement d'Églises, en particulier protestantes, qui se mobilisent à travers les réseaux du Conseil Œcuméniques des Églises. Finalement, nous ferons un examen de réseaux pour les droits des peuples autochtones et de 'réseaux de réseaux' qui visent à connecter les mouvements contre les essais en Europe et dans le Pacifique pendant la reprise des essais en 1995.

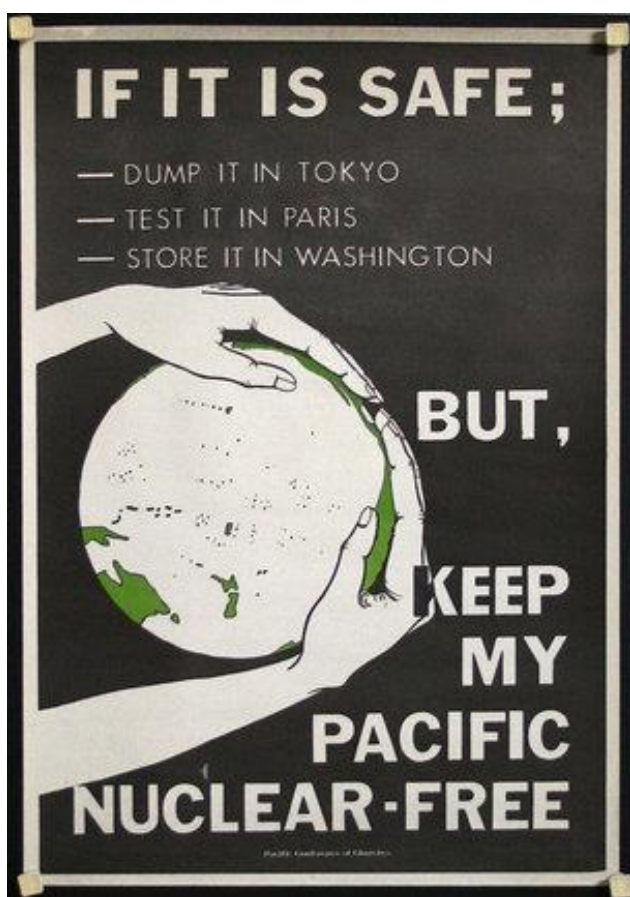
¹⁰⁰⁵ Mark S. Granovetter, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology* (78), 1973, p. 1360-1380.

¹⁰⁰⁶ Le réseau 'petit-monde' (*small-world*) dit à 'invariance d'échelle', est redondant, c'est-à-dire que les acteurs qui le composent sont interconnectés, et s'ils ne sont pas directement liés, ils passent par des tiers pour se contacter. Le coefficient de clustering d'un graphe est égal au nombre de liens existants sur nombre de liens possibles, et celui d'un nœud au coefficient de clustering du graphe de ses voisins. Duncan J. Watts, *The structure and dynamics of small-world systems*, thèse de doctorat, Cornell University, 1997.

Chapitre 7.

« Pour un Pacifique libre et dénucléarisé ».

Un mouvement pour un Pacifique ‘libre et dénucléarisé’ se forme au milieu des années 1970, et concorde avec le développement du régionalisme océanien. Les acteurs qui le composent sont des associations, partis politiques indépendantistes, organisations militantes, syndicats et Églises océaniennes. L’opposition aux essais s’y formule avec des revendications pour la souveraineté des peuples autochtones, et un rejet de la militarisation du continent par des puissances nucléaires. L’opposition aux essais français se fixe sur la dimension coloniale, et l’injustice vis-à-vis des peuples du Pacifique.



pour la dénucléarisation et la décolonisation.

En Océanie, les luttes antinucléaires et anticolonialistes tendent à s’associer, et se nourrir l’une de l’autre en mettant en commun les mêmes réseaux militants. Les réseaux d’oppositions aux essais nucléaires sont-ils également utilisés pour le développement du régionalisme océanien ? Ce regroupement de luttes permet-il à des militants du Pacifique de former des réseaux résilients ?

Tout d’abord, nous nous pencherons sur les réseaux du Nuclear Free and Independent Pacific, une organisation transnationale de type *grassroot* formée en 1975 à Fidji. Puis, nous examinerons les superpositions des militantismes Polynésiens et Kanak, afin de démontrer l’inextricabilité de leurs luttes

Affiche du Nuclear Free and Independent Pacific créée lors d’un concours organisé par le Pacific Conference of Churches, 1983.

Tandis que plusieurs navires contestataires partent vers Moruroa en 1973, un écrivain milite contre le CEP aux Samoa. Albert Wendt est principal de collège à Apia, d'où il dirige la branche locale de l'organisation néo-zélandaise Peace Media, qui vient d'envoyer le navire *Fri* vers Moruroa¹⁰⁰⁷. L'année suivante, il enseigne à l'University of South Pacific (USP) de Suva, une université engagée où il publie de nombreux articles sur l'impact du colonialisme dans les sociétés du Pacifique dans la revue *Mana*, et y écrit 'Toward a New Oceania' en 1976, appelant à repenser le régionalisme océanien¹⁰⁰⁸. Ses romans, comme sa saga familiale sur trois générations à Samoa publiée en 1979, connaissent ensuite un immense succès en Océanie¹⁰⁰⁹. Il s'impose comme un chantre de la littérature postcoloniale du Pacifique à travers ses ouvrages, comme *Black Rainbow*, qui fait référence à la décolonisation et la dénucléarisation¹⁰¹⁰.

Dans la continuité de ses réflexions, l'écrivain et universitaire fidjien Epeli Hau'ofa, qui enseigne également longtemps à l'USP, publie en 1994 un essai où il définit l'Océanie comme une 'Mer d'Iles', un continent fait de réseaux transpacifiques qui forgent de complexes systèmes d'échanges¹⁰¹¹. Hau'ofa enseigne à Suva, au cœur des réseaux trans-Pacifique engagés contre le nucléaire et pour l'émancipation des peuples du Pacifique Sud. Il met en lumière la question nucléaire, celle de la souveraineté au sein des communautés autochtones, mais également la protection de l'environnement et des ressources naturelles en

¹⁰⁰⁷ ANF, 19950175/26. Ministère de l'Intérieur, direction générale de la Police Nationale, au Secrétaire d'Etat chargés des DOM TOM, « Mesures d'opposition aux essais nucléaires français dans le Pacifique », 13 février 1973.

¹⁰⁰⁸ Albert Wendt, « Toward a new Oceania », *Mana review*, 1 :1, 1976.

¹⁰⁰⁹ Albert Wendt, *Leaves of the Banyan Tree*, University of Hawaii Press, 1979. Teresia Teaiwa, Tusitala Selina Marsh, « Albert Wendt's Critical and Creative Legacy in Oceania: An Introduction », *The Contemporary Pacific*, 22 (2), 2010, p. 233–248.

¹⁰¹⁰ Julia A. Boyd, « Black rainbow, blood-earth: Speaking the nuclearized Pacific in Albert Wendt's Black Rainbow », *Journal of Postcolonial Writing*, 2016. Kara Hisatake, « Revising the Settler Colonial Story in Albert Wendt's Black Rainbow », *Commonwealth Essays and Studies*, 41.1 | 2018, 83-93.

¹⁰¹¹ « Our Sea of Islands », *The Contemporary Pacific*, vol. 6, no. 1, University of Hawai'i Press, 1994, p. 148–61. « The Ocean in Us », *The Contemporary Pacific*, vol. 10, no. 2, University of Hawai'i Press, 1998, p. 392–410.

Océanie¹⁰¹². L’océan comme espace unificateur est au cœur de ce régionalisme forgé au fil des luttes océaniques, notamment contre les essais nucléaires français.

7.1 Les réseaux du Nuclear Free and Independent Pacific (1975 – 1986).

Dès l’installation du CEP en 1963, d’importantes campagnes antinucléaires sont initiées en Océanie, principalement depuis l’Australie et la Nouvelle-Zélande¹⁰¹³. Comme le soulève Marco De Jong, les initiatives venant de ces pays, notamment des milieux travaillistes, s’orientent davantage vers la dénucléarisation. Elles présentent ainsi des divergences avec les revendications de réseaux anticolonialistes du Pacifique Sud qui mènent des campagnes tournées vers leur accès à la souveraineté¹⁰¹⁴.

Ce type de militantisme se développe dans le Pacifique à partir des années 1970, avec l’indépendance des îles Fidji, puis du Vanuatu en 1980¹⁰¹⁵. Les militants de Te moana nui a Hiva (‘le grand océan de Hiva’) se regroupent dans des réseaux engagés contre le nucléaire, et pour l’émancipation des peuples du Pacifique¹⁰¹⁶. Au sein de cet ensemble, l’opposition au

¹⁰¹² Tamatoa Bambridge, Paul D’Arcy, Alexander Mawyer, « Oceanian Sovereignty: rethinking conservation in a sea of islands », *Pacific Conservation Biology* 27, 2021, p. 345-353.

¹⁰¹³ Michael Hamel-Green, « Antinuclear Campaigning and the South Pacific Nuclear-Free Zone (Rarotonga) Treaty, 1960-85 », 14ème Biennial Labour History Conference. Phillip Deery, Julie Kimber (dir.), Australian Society for the Study of Labour History, 2015, p. 51-62

¹⁰¹⁴ Marco De Jong, *‘Ki Te la Pacific! Get Out of the Pacific!’: Anti-nuclear and Independence Activism in Pacific New Zealand, 1970-1985*, University of Auckland, 2018.

¹⁰¹⁵ Brij V. Lal, *British Documents on the End of Empire: Fiji*, The Stationery Office, 2006. Sarah Mohamed-Gaillard, « Du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides au Vanuatu : deux métropoles pour une indépendance », *Journal de la Société des Océanistes*, n° 133, 2011, p. 309-322.

¹⁰¹⁶ Cette expression désigne le Pacifique en Polynésie française, en particulier dans les milieux étudiants, culturels et militants, s’inspire de la dénomination qu’utilisent les Māori. Bruno Saura, « Une appellation transnationale pour l’Océan Pacifique: Te moana nui a Kiwa (Nouvelle-Zélande) - Te moana nui a Hiva (Tahiti) », *Archivio antropologico mediterraneo*, Anno XXV, n. 24 (2), 2022. L’utilisation d’une telle appellation illustre un nouveau paradigme dans la manière de penser l’océan Pacifique, permettant de déconstruire les représentations obsolètes de l’Océanie divisée entre Mélanésie, Micronésie et Polynésie. Denis Monnerie, « Quels changements de paradigmes pour les études océanistes ? », *Journal de la Société des Océanistes*, 133, 2011, p. 403-414.

nucléaire est un symbole du rejet de la domination de pays qui relèguent cet ‘espace liquide’ à un lieu d’expérimentation¹⁰¹⁷.

L’indépendance fidjienne de 1970 ouvre un nouvel espace de militantisme. En 1975, un réseau dédié à la lutte contre le nucléaire et à la libération des peuples du Pacifique se forme à Suva, le Nuclear Free and Independent Pacific (NFIP). La base militante se construit autour d’étudiants de l’USP regroupés dans le comité Against Testing on Moruroa (ATOM) en 1970¹⁰¹⁸. La première conférence du NFIP se tient en 1975, dans les locaux de l’université, avec le soutien du Pacific Conference of Churches (PCC), branche régionale du Conseil Œcuménique des Églises, une organisation interconfessionnelle opposée aux essais de tendance tiers-mondiste¹⁰¹⁹.

Le NFIP se positionne comme une plateforme de rencontre des mouvements indépendantistes du Pacifique Sud, en particulier les Kanak et Mā’ohi¹⁰²⁰. Rapidement, Suva devient un point de passage de militants antinucléaires et anticolonialistes, qui se structure autour du PCC, de l’USP et du NFIP et forme un réseau de type tripartite¹⁰²¹.

Le monde universitaire fidjien s’impose comme une plaque-tournante pour des intellectuels et artistes du Pacifique, qui s’y sensibilisent au fait nucléaire. Les circulations artistiques et culturelles s’accélèrent notamment en 1997 lorsque Epeli Hau’ofa crée le Centre des Arts et de la Culture d’Océanie au sein de l’USP. L’université étend également son rayonnement régional, et inclut désormais quatorze campus disséminés dans le Pacifique Sud¹⁰²².

¹⁰¹⁷ Serge Tcherkézoff, « De l’Océanie divisée à l’Océanie unifiée par la mer. En mémoire de Epeli Hau’ofa », *Archivio antropologico mediterraneo* [Online], Anno XXV, n. 24 (2) | 2022.

¹⁰¹⁸ Walter Johnson, Tupouniua Sione, « Against French Nuclear Testing: The A.T.O.M. Committee », *The Journal of Pacific History*, vol. 11, no. 4, 1976, p. 213–16. Lors de la venue du navire *Fri* à Fidji en 1974, l’équipage est accueilli par des militants du comité ATOM.

¹⁰¹⁹ Roy H. Smith, *The Nuclear Free and Independent Pacific Movement After Mururoa*, I.B. Tauris 1997.

¹⁰²⁰ Tereisa Teaiwa, « Bikinis and other s/pacific n/ocean », *The Contemporary Pacific*, Spring 1994, p. 98 – 99.

¹⁰²¹ Entretien avec Gabriel Tetiarahi, Joinville Pomare, Tea Hirshon, Oscar Temaru et le pasteur Tapatī, 2021. Christine Weir, « The Opening of the Coconut Curtain: Pacific Influence on the World Council of Churches through the Campaign for a Nuclear-Free Pacific, 1961 to 2000 », *The Journal of Pacific History*, 54:1, 2019, p. 116-138.

¹⁰²² Joy Enomoto, Dejan Perez, Talei Mangioni (dir.), *Pacific Studies: A Transformational Movement*, Volume 7 of Teaching Oceania Series, 2022, p. 30.

Au sein du Pacific Theological College (PTC), les oppositions au nucléaire imprègnent les évolutions théologiques et forment une génération de pasteurs engagés¹⁰²³. L'engagement militant au sein du PCC et du PTC influence la lutte contre les essais dans la communauté protestante du Pacifique Sud, et oriente progressivement l'Église Évangélique de Polynésie Française (EPPF) vers une condamnation des essais lors du Synode de 1982¹⁰²⁴.

Ce hub militant fidjien, fort de plusieurs types d'acteurs (politiques, universitaires, religieux et culturels), fait émerger une génération de militants engagés pour l'émancipation politique du Pacifique Sud et contre le nucléaire, dans lequel on retrouve les militants indépendantistes de Polynésie française.

En octobre 1978, Oscar Temaru se rend à Ponapé (Pohnpei, Micronésie) pour assister à la seconde conférence du NFIP¹⁰²⁵. Ce rassemblement regroupe des militants et leaders politiques du Pacifique, qui se rencontrent parfois pour la première fois¹⁰²⁶. La connexion avec ce réseau est particulièrement recherchée par les militants de Polynésie française, qui évoquent les conférences du NFIP comme un espace leur permettant de nouer des liens avec leurs homologues du Pacifique Sud anglophone dont ils se sentaient jusqu'ici « *déconnectés*¹⁰²⁷ ».

Les restrictions des autorités françaises entravent effectivement les circulations militantes, et des participants aux conférences attestent que la documentation ramenée de l'étranger étant souvent confisquée par les douanes à Tahiti, ou qu'il leur était parfois difficile d'obtenir un visa pour se rendre à des conférences¹⁰²⁸.

Les militants doivent également composer avec d'autres types de contraintes, comme le coût des transports, ainsi que la barrière de la langue. La maîtrise de l'anglais, langue véhiculaire

¹⁰²³ Gilles Vidal, *Les nouvelles théologies protestantes dans le Pacifique Sud. Étude critique d'un discours religieux et culturel contemporain*, Karthala, 2016.

¹⁰²⁴ Le processus d'engagement de l'EPPF est développé dans le chapitre suivant.

¹⁰²⁵ Expression employée par Tea Hirshon et Oscar Temaru lors des entretiens individuels menés en 2021.

¹⁰²⁶ L'on retrouve ainsi les Kanak Déwé Gorodé et Yann Céline Uregei, ainsi que Nelson Anjain des Iles Marshall, Bernard Narokobi de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Walter Lini, Fred Timikata et John Naupa des Nouvelles-Hébrides (Vanuatu), Moses Uludong des Palaos, Lorine Tevi et Akuila Yabaki de Fidji ou encore les Aborigènes Gary Foley, Clarrie Grogan et Bruce Walker.

¹⁰²⁷ Entretiens avec Tea Hirshon, Oscar Temaru, Charlie Ching et Gabriel Tetiarahi, 2021.

¹⁰²⁸ *Ibid.*

du militantisme, est un atout dans les carrières militantes¹⁰²⁹. Cette compétence permet aux militantes polynésiennes-américaines Tea Hirshon et Dorothy Levy d'acquérir un capital relationnel en tant que traductrice, d'être désignées comme intermédiaires, des passeuses, entre les communautés militantes anglophones et francophones¹⁰³⁰.

Le NFIP monte rapidement en puissance au début des années 1980, et forme un réseau transnational qui mobilise des partis politiques, syndicats, organisations environnementales, collectifs de femmes et groupes chrétiens¹⁰³¹. Grâce à l'étendue de ces réseaux, le NFIP devient un passage pour le mouvement antinucléaire, basé sur une structure partant de la base, *grassroot*, qui permet aux militants de se regrouper lors de ses conférences. L'organisation parvient à mettre en place un intense lobbying à travers une campagne contre le rejet de déchets nucléaires au Japon, ou les bombardements sur la base militaire de Kaho'olawe à Hawaï. Stewart Firth souligne l'influence de ces campagnes dans la politique de désarmement régionale :

« Qui aurait prédit en 1980 que d'ici six ans les pays indépendants du Pacifique Sud chercheraient à établir une zone dénucléarisée ? Ou que le traité ANZUS serait en suspens parce que les Néozélandais refusaient d'être défendus par des armes nucléaires ? Ou que les forces en faveur de la constitution dénucléarisée à Belau auraient résisté si longtemps aux États-Unis ?¹⁰³² ».

¹⁰²⁹ Éric Agrikoliansky, « Les carrières militantes. Portées et limites d'un concept narratif », *Sociologie plurielle des comportements politiques*, 2017, p. 167-192.

¹⁰³⁰ La position stratégique de 'traductrice' dans les réseaux militants tend ainsi parfois à se circonscrire à une haute ou moyenne classe sociale, ayant pu réaliser des études dans un pays anglophone ou pratiquer l'anglais à la maison.

¹⁰³¹ Stewart Firth, *Nuclear Playground*, Routledge, 1987, p. 133.

¹⁰³² « Who would have predicted in 1980 that within six years the independent countries of the South Pacific would be seeking to establish a nuclear free zone ? Or that the ANZUS Treaty would be in abeyance because the New Zealanders refused to be defended by nuclear weapons ? Or that the forces in favour of the nuclear free constitution in Belau would have resisted the USA for so long ? » Stewart Firth, *Nuclear Playground*, Routledge, 1987, p. 134.



Femmes du Pacifique à la 3^{ème} conférence du NFIP au Vanuatu, 1983. *Indigenous Affairs*, n°1, 2000.

Le succès du NFIP fait naître des carrières de militants, et de militantes. De nombreuses femmes sont actives dans l'organisation, ce qui favorise une féminisation des mouvements politiques souvent dominés par des hommes en leur permettant de nouer des liens transnationaux¹⁰³³. La célèbre activiste hawaïenne Haunani-Kay Trask souligne l'importance de ce type de militantisme, et la création de coalitions entre militantes autochtones et non-autochtones¹⁰³⁴. La militante Mā'ohi Tea Hirshon ou la Kanak Déwé Gorodé se construisent ainsi un solide carnet d'adresse et une renommée dans le monde militant à travers le NFIP¹⁰³⁵.

¹⁰³³ Catherine Eschle, Research « Note: Racism, Colonialism and Transnational Solidarity in Feminist Anti-Nuclear Activism », *DEP*, n. 41-42, 2020.

¹⁰³⁴ Haunani-Kay Trask, « Coalition-Building between Natives and Non-Natives », *Stanford Law Review*, vol. 43, no. 6, 1991, p. 1197–213. « Self-determination for Pacific island women: the case of Hawai'i », dans: M. Jacqui Alexander, Lisa Albrecht, Sharon Day, Mab Segrest (dir.), *Sing, whisper, shout, pray! Feminist visions for a just world*, EdgeWork Books, 2003. San Nicolas, Ha'ani Lucia Falo, « From a Pacific Daughter: Haunani-Kay Trask's Legacy for Indigenous Pacific Feminisms », *American Indian Culture and Research Journal* 46:1, 2023.

¹⁰³⁵ Tea Hirshon et d'autres femmes océaniennes engagées au sein du NFIP figurent dans la base de données des « 1000 femmes pour la paix » accessible en ligne : https://wikipacewomen.org/wpworg/fr/?page_id=2014.

L'universitaire et poète kiribatienne-américaine Tereisa Teaiwa, qui se distingue dans les *Postcolonial Studies* dans les *Pacific Studies*, cite régulièrement le militantisme transnational du NFIP dans des travaux où elle critique la domination politique et culturelle des puissances nucléaire dans la région¹⁰³⁶. La biologiste fidjienne Suliana Siwatibau est active dans les réseaux du NFIP et du PCC, à travers lesquels elle se consacre à sensibiliser l'opinion publique aux dangers des retombées radioactives des essais français¹⁰³⁷.

Les victimes des expériences américaines se font également porte-paroles du mouvement, notamment à travers la voix de Darlene Keju, activiste qui témoigne des effets de la radioactivité sur la population marshallaise¹⁰³⁸. Ce mouvement de femmes contre le nucléaire s'illustre dans la mise en place de la première constitution antinucléaire d'une jeune Nation, les Palau en 1980¹⁰³⁹. Cette orientation politique est largement initiée par des politiciennes, notamment l'activiste Salvadora Katosang¹⁰⁴⁰.

Un réseau spécifiquement féminin émerge du NFIP en 1984, avec le Women Working for a Nuclear Free and Independent Pacific (WWNFIP). La création de cette organisation par la militante australienne Zohl de Ishtar trouve sa source en Grande-Bretagne, lors d'un passage au Greenham Common Peace Camp, un camp pacifiste posé face à une base de missiles

¹⁰³⁶ Tereisa Teaiwa, « Bikinis and other s/pacific n/ocean », *The Contemporary Pacific*, Spring 1994, p. 96 – 97. Ses textes sélectionnés par Katerina Teaiwa, April K. Henderson et Terence Wesley-Smith, *Sweat and Salt Water: Selected Works*, University of Hawaii Press, 2021.

¹⁰³⁷ Elle publie des livrets et fait de la vulgarisation scientifique destinés aux militants. Siwatibau, Suliana, « A call to a new exodus: an anti-nuclear primer for Pacific people : an integration of science, health, and environmental topics with social, economic, political, and human values questions », Pacific Conference of Churches, 1982.

¹⁰³⁸ Elle réalise un discours à la conférence du Conseil Œcuménique des Églises en 1983, exerçant une influence considérable sur l'engagement des Églises à l'échelle internationale, qui reste moment clef dans la construction de réseaux contre les essais nucléaires (chapitre 8). Giff Johnson, *Don't ever whisper: Darlene Keju, Pacific health pioneer, champion for nuclear survivors*, éditions indépendantes, 2013.

¹⁰³⁹ Lynn B. Wilson, *Speaking to Power: Gender and Politics in the Western Pacific*, Routledge, 1996.

¹⁰⁴⁰ Cette dernière vient apporter son expertise lors d'une conférence organisée par les autorités locales du Nuclear Free Zone Committee de Glasgow en 1991. Newsletter de la WWNFIP, 1991, n° 22, p. 3. Jon Hinck, « The Republic of Palau and the United States: Self-Determination Becomes the Price of Free Association », *California Law Review*, vol. 78, no. 4, 1990, p. 915–71. Joy Enomoto, Dejan Perez, Talei Mangioni (dir.), *ibid.*

nucléaires¹⁰⁴¹. Cet espace revendiqué comme *nuclear free* par des activistes anglaises se transforme en lieu d'expérimentation d'un militantisme antinucléaire féminin¹⁰⁴².

Plusieurs travaux sur l'engagement contre les essais nucléaires dans les mouvements de femmes forment une littérature scientifique qui se développe ces dernières années¹⁰⁴³. Catherine Eschle analyse de nombreux aspects de ce type de militantisme dans de récentes recherches, dans lesquelles elle explore la notion de colonialisme nucléaire¹⁰⁴⁴. Des figures politiques, militantes et universitaires émergent de ces réseaux, dont Tereisa Teiawa dont les travaux explorent les liens entre colonialisme et nucléaire, ainsi que les discriminations raciales et de genre en Océanie¹⁰⁴⁵.

¹⁰⁴¹ Zohl dé Ishtar, *Daughters of the Pacific*, Spinifex Press, 1994. *Pacific Women Speak Out for Independence and Denuclearisation*, Pacific Connections, 1998.

¹⁰⁴² L'occupation de terrain est alors utilisée par des femmes, qui forment un nuclear-free camp pour protester contre l'installation de missiles nucléaires sur la base Royal Air Force de Greenham Common. Le camp est actif de 1981 à 2000. Florence Binard, « 'What sort of Peace do we Want?': Greenham Common and the Fight against Nuclear Armament », *Revue LISA/LISA e-journal*, vol. 20-n°53, 2022.

¹⁰⁴³ Ray Acheson, *Banning the bomb, smashing the patriarchy*, Rowman and Littlefield, 2021. Maurer Anaïs, « Nukes and Nudes: Counter-Hegemonic Identities in the Nuclearized Pacific », *French Studies*, n°72, Juillet 2018, pp. 394-411. Roy Dibyadyuti, « Strategic Science vs. Tactical Storytelling: Disrupting Radioactive Masculinity through Postcolonial Ecologies », *South Asian Review*, vol. 37, 2016, pp.37-61. Deborah A. Elliston, « A passion for the nation: Masculinity, modernity, and nationalist struggle », *American Ethnologist*, Vol. 31, No. 4, p. 606 - 630.

¹⁰⁴⁴ Pour Eschle, le colonialisme nucléaire serait un processus de domination exercé par des États nucléaires, « sous-tendue par un imaginaire raciste qui positionne les non-blancs et surtout les indigènes comme inférieurs ou invisibles ». « underpinned by a racist imaginary that positions non-white and especially indigenous people as inferior or invisible ». Catherine Eschle, Research « Note: Racism, Colonialism and Transnational Solidarity in Feminist Anti-Nuclear Activism », *DEP*, n. 41-42, 2020. Elle souligne les ambivalences de la proximité de ces militantes avec leurs soutiens anglaises, tout en affichant un certain rejet vis-à-vis de potentiels alliés blancs. Catherine Eschle, « 'Why haven't you known?' Transoceanic solidarity and the politics of knowledge in feminist anti-nuclear activism », *Zeitschrift für Friedens- und Konfliktforschung*, février 2023.

¹⁰⁴⁵ Tereisa Teiawa, « Bikinis and other s/pacific n/ocean », *The Contemporary Pacific*, 1994. « On Analogies: Rethinking the Pacific in a Global Context », *The Contemporary Pacific*, vol. 18, no. 1, 2006, p. 71–87. Citons également ses recueils de poèmes engagés récemment publiés dans une anthologie par Katerina Teiawa (sa sœur, également une universitaire engagée), April K. Henderson et Terence Wesley-Smith : *Sweat and Salt Water*, University of Hawaii Press, 2021.



Roti Make, Tamara Bopp-Dupont, Monil Tetuanui, Gabriel Tetiarahi, Clément Pito, Nelson Ortas et Roland Oldham à la 8^{ème} conférence du NFIP à Arue, 1999.

En 1999, la 8^{ème} conférence du NFIP se déroule à Tahiti¹⁰⁴⁶. Un événement vivace dans la mémoire de militants locaux, comme Oscar Temaru, Charlie Ching et Joinville Pomaré, qui s’y expriment lors du premier panel ‘The struggle of the Maohi people for self-determination and independence in a nuclear-free country’¹⁰⁴⁷. L’un des participants, l’activiste Gabriel Tetiarahi explique avoir construit son réseau en voyageant à travers l’Europe et l’Océanie pour participer à des conférences antinucléaires. Lorsque nous le questionnons sur le réseau du NFIP, il raconte que celui-ci « *a permis aux Polynésiens de se rapprocher de leurs cousins concernés par les essais nucléaires, et de s’ouvrir à un militantisme efficace, celui des anglo-saxons* ». Il récuse néanmoins la notion de ‘réseau’, qu’il estime être une dimension peu développée par les organisations françaises qui n’ont « *pas cette culture anglo-saxonne du networking*¹⁰⁴⁸. » Ainsi, sa représentation du militantisme français se trouve dévalorisée au

¹⁰⁴⁶ La paroisse protestante d’Arue accueille l’événement. « No te parau tia, no te parau mau, no te tiamaraa », Report of the 8th Nuclear Free and Independent Pacific conference, Arue, Tahiti, Te Ao Maohi (French Polynesia), 20 – 24 septembre 1999.

¹⁰⁴⁷ *Ibid.* L’on y retrouve également les désormais décédés John Doom du PCC, la militante Marie-Thérèse Danielsson ou encore Roland Oldham de l’association Moruroa e Tatou.

¹⁰⁴⁸ Lorsque nous lui posons des questions sur le ‘réseau’ du NFIP, ou d’autres réseaux qui nous identifions, il nous lance : « On voit que tu viens d’une université française ! ». Nouer des liens avec les anglo-saxons et le

regard de son expérience avec des coalitions d'ONG anglophones, qui présentent des structures de type *grassroot* différentes du milieu militant français, où une organisation telle que la CND n'a jamais su se développer¹⁰⁴⁹.

La valorisation de réseaux militants de l'Océanie anglophone se retrouve dans plusieurs discours de militants interrogés, qui mettent en valeur le militantisme hawaïen, māori ou fidjien comme étant plus affirmé qu'en Polynésie française, où la question du CEP divise une société sous emprise économique et culturelle. Les circulations transnationales du NFIP dynamisent effectivement une forme de para-diplomatie dans le Pacifique, aboutissant à la construction d'une identité régionale antinucléaire dirigé contre la politique française. Talei Mangioni souligne ainsi l'importante création artistique des militants du NFIP, qui popularisent la lutte contre le nucléaire à travers des productions culturelles engagées¹⁰⁵⁰. L'organisation est alors un lieu d'initiation au régionalisme, comme pour la jeune Maire Bopp-Dupont, qui accompagne Gabriel Tetiarahi à une conférence du NFIP dans les années 1990 :

« J'ai appris ce qu'était le régionalisme. J'ai pu rencontrer des militants qui, comme moi, luttaienent contre le colonialisme et le nucléaire dans leurs îles. [...] C'était un apprentissage important, une expérience politique océanienne¹⁰⁵¹. »

En Polynésie française les acteurs du renouveau culturel font également passer des messages antinucléaires pour soutenir les campagnes menées par le NFIP¹⁰⁵². L'artiste hawaïen Bobby Holcomb est installé à Huahine depuis le début des années 1980, et s'illustre sur la scène

Pacifique Sud est alors une priorité dans sa stratégie militante, visant à s'intégrer dans le mouvement pour les droits des peuples autochtones. Entretien avec Gabriel Tetiarahi, 2021.

¹⁰⁴⁹ Ibid. Gabriel est toutefois en lien avec des membres du MDPL de Montpellier, liés à la communauté non-violente « des gens très bien, mais il y en a peu des français comme eux ».

¹⁰⁵⁰ Talei Mangioni, « The Creative Revolution of the Nuclear Free and Independent Pacific – Talei Luscia Mangioni », Center for Pacific Islands Studies UH Mānoa 2021. (Youtube video, 1:01:20).

¹⁰⁵¹ Elle baigne alors déjà dans le militantisme indépendantiste par sa mère, la politicienne indépendantiste Tamara Bopp-Dupont. Entretien avec Maire Bopp-Dupont, Mo'orea, 2021.

¹⁰⁵² Michelle Keown, « War and Redemption: Militarism, Religion and Anti-Colonialism in Pacific Literature », dans: Michelle Keown, Andrew Taylor, Mandy Treagus, *Anglo-American Imperialism and the Pacific: Discourses of Encounter*, Routledge, 2018. « Waves of destruction : Nuclear imperialism and antinuclear protest in the indigenous literatures of the Pacific », *Journal of Postcolonial Writing*, 2018.

musicale tahitienne¹⁰⁵³. Son engagement se lit à travers les paroles qu’il chante en tahitien. La chanson populaire en Polynésie française, ‘Porinetia’, composée par Hubert Brémond, comporte un couplet critiquant le CEP, où il utilise des figures de style et un fond musical joyeux pour camoufler son message militant. Il évoque alors les sentiments négatifs induits par la construction de l’aéroport de Fa’a’ā et les essais à Moruroa :

« Te piti ahuru raa O te tenetere (Au 20ème siècle)
Hamani hia te ap’a e raa (Des perchoirs ont été construits)
No te mau manu o te reva (Pour les oiseaux du ciel)
No te afaifai mai (Qui ont apporté avec eux)
Te oto e te miri hia ai (Larmes et regrets)
E te patiri ia ia (Et le tonnerre)
Porinetia (Polynésie)
Haruru ra ia ia (Source d’explosion)
I te motu atea (Dans les îles lointaines¹⁰⁵⁴) »

Il chante également un titre en anglais en 1983 intitulé, ‘Bikini People’, où il avertit les Polynésiens que ‘Moruroa is not so far away’ (‘Moruroa n’est pas si loin’), évoquant le sort des habitants des îles Marshall. Son opposition aux essais est vive, mais doit renouveler son visa tous les ans, et sait que les étrangers qui critiquent la politique française peuvent se faire expulser¹⁰⁵⁵. La militante Tea Hirshon nous montre des originaux de Bobby exposés dans sa salle de bain :

« Ces affiches en papier kraft étaient collées sur les murs de Pape’ete. Il ne les signait pas. Chaque année il devait faire renouveler son passeport... Bobby nous a appris à coller des affiches, il connaissait le militantisme, car il n’avait pas voulu faire la guerre du Vietnam et avait fui au Canada¹⁰⁵⁶. »

Le mouvement contre la Guerre du Vietnam influence toute une génération de militants dans les années 1970, en particulier ceux qui se rendent aux États-Unis, comme nous le souligne

¹⁰⁵³ Bruno Saura, *Dorothy Levy, Bobby, l’enchanteur du Pacifique*, Au vent des îles, 2013.

¹⁰⁵⁴ « Bobby chante Porinetia », *Hiroa*, mai 2011.

¹⁰⁵⁵ Entretien avec Dorothy Levy, 2021.

¹⁰⁵⁶ Entretien avec Tea Hirshon, 2021.

Dorothy Levy polynésienne-américaine, qui y fait ses études avant de s'installer à Tahiti. La compagne de route de Bobby à Huahine raconte son initiation à ce qu'elle nomme la *peace culture* :

« Je suis née aux USA et j'ai fait des études là-bas, j'ai fait des marches pour le Vietnam vers 1960. J'avais 20 ans. J'ai vu le pouvoir de l'engagement. On était tous un peu des hippies, on avait une autre vision du monde [...]. Pendant cette époque, ça venait de l'université de Berkeley et on ouvrait son cerveau. [...] Je sentais cette révolution contre la Guerre du Vietnam, et en arrivant ici je voyais que cette bombe était là, et que ce n'était pas une bonne chose. Puis je suis allée avec le *Fri*, on avait beaucoup de scientifiques qui nous donnaient des informations, le césium 5 qui va dans le poisson et nous on mange le poisson... donc on était poussés par l'intelligence de la science pour les faire arrêter. On ne faisait que ça, on se réveillait le matin et on militait. On a fait ça pendant deux ans. »



TE TUPITA E OE



TE HOE PARAU
HAAMARAMARAMARAA POTO
NO NIA I TE MAU TUURAA
TUPITA ATOMI FARANI

Gauche : Affiche de Bobby Holcomb chez Tea Hirshon. C.Maillochon, 2021. Droite : Affiche réalisée pour une conférence contre les essais nucléaires en Australie (selon Dorothy Levy), n-d, moruroa.org.

Après avoir milité avec Peace Media en Nouvelle-Zélande, Dorothy Levy rentre à Tahiti, et continue à militer en se rendant à des conférences internationales avec des militants du Pacifique :

« Une fois je suis allée à une conférence et il m’a fait le dessin pour la première page du magazine de Greenpeace, c’est moi avec une petite fleur, et de l’autre côté un *scalp*. C’était pour une conférence en Australie, sur les problèmes dans le Pacifique, chaque île avait son problème avec la colonisation, mais nous on avait des bombes. Et je me souviens, à la conférence, les Australiens c’était que des blancs. Nous on était des Hawaïens, des gens des îles, des Māori... et j’ai dit ‘où sont les Aborigènes?’. Eux ils ont un problème, et il n’y en avait même pas UN pour dire qu’ils étaient dans des camps. Bon, on n’était pas trop aimés à la conférence. J’ai dit que c’était hypocrite. [...]

Bobby a dit que c’était peut-être bien de remettre les valeurs culturelles chez les Tahitiens. Car à cette époque le Tahitien avait honte d’être tahitien, parce que les Français ont tellement colonisé qu’ils ont même acceptés que cette bombe soit là. C’était difficile, je suis un peu devenue le mouton-noir de ma famille, et même avec Bobby. Ce n’était pas facile pour eux de me voir avec un noir, gay et hippie. Il n’a pas été tout de suite pris au sérieux. Il m’a dit que je devrais m’investir plus avec les enfants, la culture, avec le message. Je me suis dit que j’aurais plus à gagner à remettre cette dignité chez les gens que d’aller sur la route avec des pancartes et me faire insulter. Après j’ai fait 15 ans avec Bobby dans les écoles, l’art, les concerts. Il avait toujours ce côté révolutionnaire, mais par l’art et la musique. C’est par cela que l’on a fait passer la révolution¹⁰⁵⁷. »

La thématique du nucléaire s’ancre peu à peu dans la culture militante d’Océanie, notamment grâce à la culture populaire et l’art¹⁰⁵⁸. L’influence du mouvement contre la Guerre du Vietnam se retrouve dans le Pacifique, en particulier au Japon ou en Nouvelle-Zélande¹⁰⁵⁹. La décennie 1970 est celle de l’internationalisation des luttes, où les effigies du Che, pins antinucléaire et le look ‘panthers’ sont des références internationales, que l’on retrouve dans les mouvements sociaux du Pacifique¹⁰⁶⁰.

¹⁰⁵⁷ Entretien avec Dorothy Levy, 2021.

¹⁰⁵⁸ Robert Jacobs démontre que dans les sociétés américaines et japonaises, l’art et la culture populaire véhiculent des imaginaires antinucléaires. Il nous semble qu’elles agissent de la même façon dans le Pacifique. Robert Jacobs, *Filling the Hole in the Nuclear Future: Art and Popular Culture Respond to the Bomb*, Lexington Books, 2010.

¹⁰⁵⁹ Naoko Koda, « Challenging the empires from within: the transpacific anti-Vietnam War movement in Japan », *The Sixties*, 10:2, 2017, p. 182-195. Chris Dixon, Jon Piccini, « The anti-Vietnam War movement: international activism and the search for world peace », dans: C. P. Peterson, W. M. Knoblauch, M. Loadenthal (dir.), *The Routledge history of world peace since 1750*, Routledge, 2019, p. 371-381.

¹⁰⁶⁰ Quito Swan, *Pasifika Black: Oceania, Anti-Colonialism, and the African World*, NYU Press, 2022.



Le Ngā Tamatoa et les Polynesian Panthers lors d'une manifestation contre la Guerre du Vietnam, Auckland, 1972. John Miller.

Les mobilisations contre les essais français sont soutenues par des politiques de dénucléarisation ('nuclear-free') dans lesquelles la Nouvelle-Zélande se distingue. Le mouvement antinucléaire de Nouvelle-Zélande est un enjeu de politique interne, qui influe sur l'électorat travailliste. Une fois le Labor Party au pouvoir en 1972, la politique étrangère du pays s'affirme de manière plus soutenue contre les activités nucléaires dans le Pacifique. La nation est déclarée 'nuclear-free' par le gouvernement travailliste de David Lange, exacerbant les tensions avec les États-Unis et la France, et fait passer la 'New Zealand Nuclear Free Zone, Disarmament, and Arms Control Act' en 1987¹⁰⁶¹.

Les années 1970 sont également celles des revendications de Māori. Une lutte s'engage pour la préservation de la langue, de la culture et une reconnaissance de la responsabilité

¹⁰⁶¹ Marie Leadbeater, *Peace, Power & Politics: How New Zealand Became Nuclear Free*, Otago University Press, 2013. Amy L. Catalinac, « Why New Zealand Took Itself out of ANZUS: Observing "Opposition for Autonomy" in Asymmetric Alliances », *Foreign Policy Analysis*, 6, 2010, p. 317–338. Jack Vowles, Jack, « Nuclear free New Zealand and rogeromics: The survival of a Labour government », *Australian Journal of Political Science*. 25, 1990, p. 81–91. Kevin P. Clement, *Back from the Brink: The Creation of a Nuclear-free New Zealand*, Port Nicholson Press, 1988.

britannique dans les spoliations foncières¹⁰⁶². En 1972, les étudiants du Ngā Tamatoa et le Te Reo Māori Society font une marche sur le Parlement pour demander à inclure le Māori dans les écoles¹⁰⁶³.

L'année 1975, celle de la création du NFIP, est un moment clef de la Renaissance Māori, avec la Māori Land March pour la restitution de terres, puis l'ouverture d'une commission d'enquête permanente, le tribunal de Waitangi, chargé de dédommager les autochtones pour les spoliations de l'époque coloniale¹⁰⁶⁴. Les militants Māori s'investissent dans le secteur culturel et éducatif, pour promouvoir la langue autochtone « *tout en mettant sur pied un système scolaire parallèle où l'enseignement s'effectue en maori, avec des contenus maoris* [sic]¹⁰⁶⁵. » Un tournant plus axé contre le racisme et les inégalités de classes est pris avec la création du Polynesian Panther Party, qui prône une unité transpacifique anti-impérialiste¹⁰⁶⁶.

La culture populaire s'empare de la thématiques des essais français, et mobilise des artistes engagés, comme le groupe de Reggae Herbs dont la chanson 'French Letter' (1982) devient

¹⁰⁶² L'urbanisation des Māori s'accélère depuis les années 1950, et ces derniers sont victimes du chômage et de la marginalisation pendant la crise économique du milieu des années 1970. Aroha Harris, *Hīkoi: Forty Years of Māori Protest*, Huia Publishers, 2004.

¹⁰⁶³ *Ibid.*

¹⁰⁶⁴ Marie-France Chabot, « Le Tribunal Waitangi et les droits des autochtones », *Les Cahiers de droit*, volume 32, numéro 1, 1991, p. 59–85.

¹⁰⁶⁵ Alain Babadzan, *Le spectacle de la culture, Globalisation et traditionalismes en Océanie*, L'Harmattan, 2009, p. 215.

¹⁰⁶⁶ Ce type de mouvement se retrouve principalement dans le militantisme mélanésien, et notamment chez les Kanak. « The Polynesian Panthers and The Black Power: Surviving Racism and Colonialism in Aotearoa New Zealand », Nico Slate, Joe Trotter (dir.), *Black Power Beyond Borders*, Palgrave, 2012, p. 107-126. Robbie Shilliam, « The Black Pacific: Anticolonial Struggles and Oceanic Connections », Bloomsbury Academic Press, 2015. Quito Swan, *Pasifika Black: Oceania, Anti-colonialism, and the African World*, NYU Press, 2022. L'on relève peu de références ou liens avec le mouvement de libération des noirs en Polynésie française, où l'identification à cette communauté est rare, et semble tenir à la représentation coloniale des peuples d'Océanie qui désigne les Polynésiens comme blancs et les Mélanésiens comme noirs. Serge Tcherkézoff, *Polynésie/Mélanésie. L'invention française des 'races' et des régions de l'Océanie (XVIe - XXe siècles)*, Au Vent des Iles, 2008. Notons que le slogan du Mouvement Black Lives Matter est repris lors de la manifestation du Tāvini Huirā'atira sur le nucléaire du 17 juillet 2021 qui prend le nom de 'Mā'ohi Lives Matter'. Comme le créateur du logo de la manifestation nous l'expliquait, la référence en elle-même n'a pas fait débat au sein du parti, mais la mention « Ma'ohi » n'a pas fait consensus, certains le jugeant « peu inclusif » vis-à-vis des victimes non-polynésiennes des essais nucléaires. Entretien avec Heinui Lecaill, Pape'ete, 2021.

un hymne antinucléaire dans le pays¹⁰⁶⁷. Le poème ‘No Ordinary Sun’, une allégorie de l’apocalypse atomique publié par Hone Tūwhare en 1959, est également une référence des militants Māori qui s’engagent contre le nucléaire, comme les membres du Pacific People’s Anti-Nuclear Action Committee (PPANAC). Cette organisation se forme en 1980 autour des militantes Grace Robertson et Hilda Halkyard-Harawira, qui militent au sein du mouvement de libération Māori.

En 1983, le PPANAC accueille le Te Hui Oranga o Te Moana Nui a Kiwa au Marae Tatai Hono d’Auckland, qui accueille pour l’occasion 120 militants du Pacifique. Le rassemblement se fait dans le prolongement des conférences du NFIP, où des militants Māori s’investissent afin de regagner le contrôle de leurs terres et résister à la militarisation. Le discours d’ouverture dit :

« L’un de nos problèmes les plus difficiles en tant que peuple Maori est de considérer notre propre lutte de manière isolée. Nous n’avons pas les ressources financières pour envoyer des individus à l’étranger pour regarder notre lutte de loin - nous avons donc pensé que la meilleure chose à faire était pour nous d’amener des militants *grassroot* du Pacifique à nous pour renforcer le réseau du Pacifique. [...] La bombe nucléaire vient du passé de l’homme blanc, et c’est donc cette nouvelle forme de terrorisme aux champignons blancs qui menace d’anéantir toutes les nations du Pacifique¹⁰⁶⁸ ».

Un visiteur de Tahiti se fait ensuite remarquer. Charlie Ching, leader du parti indépendantiste radical Te Ta’ata Tahiti Tiama, dénonce les conséquences sociales et sanitaires du CEP, et déclare à l’assistance : « *Nous devons nous lever, nous serrer les bras ensemble et repousser le bloc colonial dans la mer* ». Le dernier jour du rassemblement, une

¹⁰⁶⁷ Philip Hayward (dir.), *Sound Alliances: Indigenous Peoples, Cultural Politics and Popular Music in the Pacific*, Cassell, 1998. La chanson ‘French Letter’ connaît un grand succès lors de sa sortie en 1982, et reste 11 semaines dans les charts. Lors de la reprise des essais en 1995, le groupe sort une nouvelle fois le titre, et tourne un clip sur la thématique du slogan ‘No Nukes’ et ‘Let me be more specific - get out of the Pacific!’. French Letter '95, Herbs, vidéo musicale, 1995. <https://www.nzonscreen.com/title/french-letter-1995>

¹⁰⁶⁸ « One of our hardest problems as Maori people is viewing our own struggle in isolation. We do not have the financial resources to send individuals overseas to look at our struggle from afar – so we felt the next best thing was for us to bring Pacific grassroots activists to us to strengthen the Pacific network. [...] The nuclear bomb comes from the white man’s past, and thus it is this new form of white mushroom terrorism which threatens to wipe out all Pacific nations. » Hilda Halkyard, « Te hui Oranga », *Maori Peoples Liberation Movement of Aotearoa newsletter*, novembre 1983, p. 10.

marche est organisée vers le consulat de France pour protester contre les essais nucléaires, où Charlie Ching brûle deux drapeaux français devant les policiers¹⁰⁶⁹.

En 2007, le représentant du Māori Party, Hone Harawira, le mari de la co-fondatrice du PPANAC Hilda Halkyard-Harawira, rend hommage aux militants antinucléaires. Il évoque le Te Hui Oranga o Te Moana Nui a Kiwa de 1983, et fait le lien entre l'engagement antinucléaire et l'histoire des luttes Māori, liés à travers le Marae Tatai Hono. Il le définit comme un « *stayover* », lieu de séjour, de refuge pour les militants, un « *terrain fertile pour la pensée maorie indépendante ; un foyer bouillonnant de radicalisme maori*¹⁰⁷⁰. »

Des grands événements du militantisme Māori sont effectivement liés à ce marae. On y retrouve i les occupants de Bastion Point qui luttent la restitution de terres en 1977, les militants de He Taua, 'le parti de la guerre' qui défendent les droits des Māori, et il sert de lieu de débats au Waitangi Action Committee, une coalition d'activistes néo-zélandais actifs entre 1980 et 1982¹⁰⁷¹.

L'affaire du Rainbow Warrior en 1985 contribue également à développer le sentiment antinucléaire chez les Māori. Tandis que Greenpeace recherche un lieu de dernier repos pour le navire, un hui ('assemblée Māori') du hapū ('sous-tribu') Ngāti Kura leur accorde le droit de l'immerger dans la Baie de Mātauri en décembre 1987. Un mémorial sous la forme d'une arche de pierre y est désormais érigé, avec une plaque appelant à la paix et la dénucléarisation¹⁰⁷².

¹⁰⁶⁹ Hilda Halkyard, *op.cit.*, p. 12. Entretien avec Charlie Ching, 2021.

¹⁰⁷⁰ « A stayover for people involved in Bastion Point occupations; launching pad for He Taua, the War Party that in sixty seconds ended decades of racist abuse at Auckland University; theatre for indigenous performances like Maranga Mai; debating chamber for the Waitangi Action Committee [...] breeding ground for independent Māori thought; and a seething hotbed of Māori radicalism. » « Making Aotearoa Nuclear Free: Hone Harawira », 12 juin 2007. Communiqué de presse du Maori Party. <https://www.scoop.co.nz/stories/PA0706/S00215/making-aotearoa-nuclear-free-hone-harawira.html>

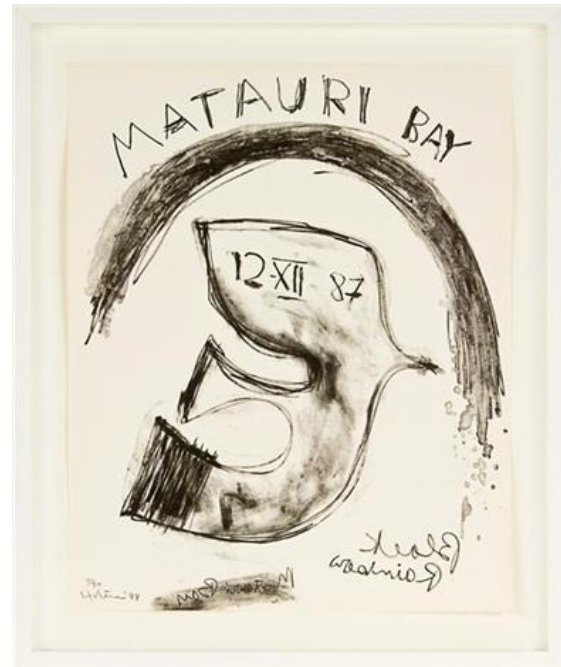
¹⁰⁷¹ R. J. Walker, « The genesis of Maori activism », *The Journal of the Polynesian Society*, vol.93, n°3, septembre 1984, p. 267 – 281.

¹⁰⁷² <http://www.whangaroa.co.nz/matauri-bay.cfm> (consulté le 23 mars 2023).

PACIFIC PEOPLES ANTI-NUCLEAR
ACTION COMMITTEE



P.O. Box 61086 Otago Auckland



Gauche : Affiche du PPANAC, 1980. Robin Shilliam, Flickr. Droite : Ralph Hotere, « Black Rainbow », lithographie, 1988.

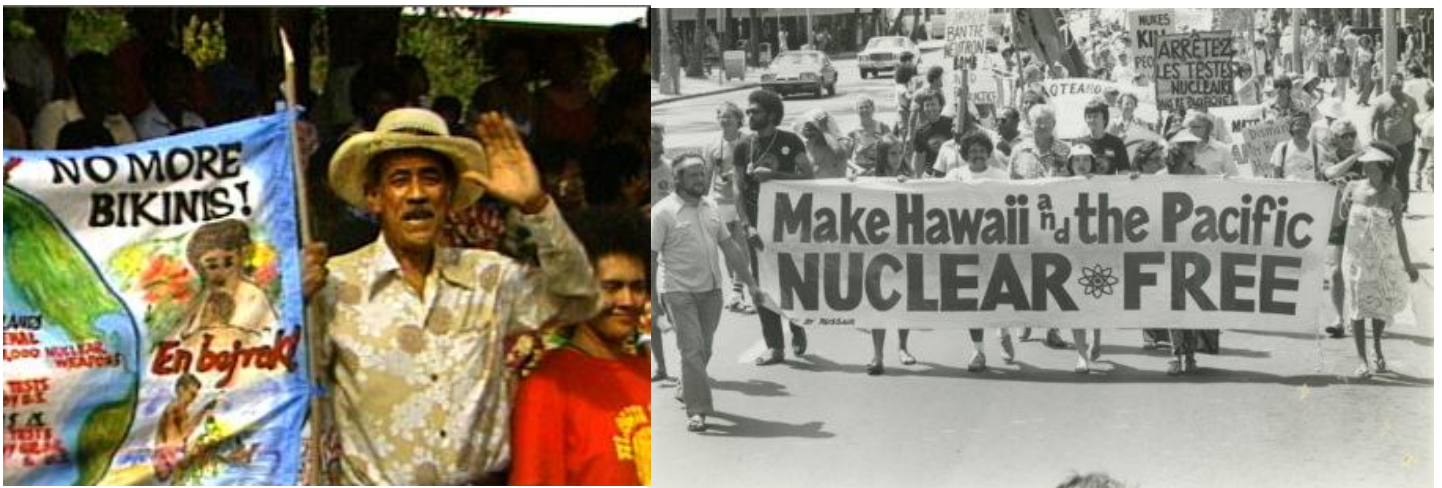
Le militantisme polynésien s'exprime également au sein du mouvement de Renaissance Culturelle hawaïen dans les années 1970, qui se concentre sur la question foncière et le respect de la culture des autochtones¹⁰⁷³. Pour la célèbre militante Haunani-Kay Trask, la résistance des hawaïens expulsés de la vallée de Kalama en 1971 marque le début de ce mouvement politique et culturel¹⁰⁷⁴. Les conflits autour de terrains occupés par l'armée américaine se centralisent autour de l'île de Kaho'olawe, utilisé pour des essais militaires qui cristallise les militantismes des années 1970¹⁰⁷⁵.

¹⁰⁷³ Noenoe K. Silva, *Aloha Betrayed: Native Hawaiian Resistance to American Colonialism*, Duke University Press, 2004. Noelani Goodyear-Kaopua, Ikaika Hussey, Erin Kahunawaika'ala Wright, *A Nation Rising: Hawaiian Movements for Life, Land, and Sovereignty*, Duke University Press, 2014. Davianna Pōmaika'i McGregor, « Statehood: Catalyst of the Twentieth Century Kanaka 'Oiwi Cultural Renaissance and Sovereignty Movement », *Journal of Asian American Studies* Vol 13 No 3, 2010, p. 311-326.

¹⁰⁷⁴ Haunani-Kay Trask, *From a Native Daughter: Colonialism and Sovereignty in Hawai'i*, University of Hawaii Press, 1993. « Birth of the Modern Hawaiian Movement: Kalama Valley, O'ahu », *Hawaiian Journal of History*. 2, 1987, p. 126-153.

¹⁰⁷⁵ Sous la pression des militants, les entraînements militaires à Kaho'olawe s'arrêtent en 1990, et l'île passe sous la juridiction de l'Etat de Hawaii en 1994. Davianna Pōmaika'i McGregor, « Kanaloa Kaho'olawe: He Wahi Akua/ A Sacred Place », dans: Kyle Kajihiro, Terrilee Keko'olani (dir.), *The Hawai'i DeTour Project:*

Le mouvement pour la démilitarisation et l'accès à la souveraineté des hawaïens se connecte au NFIP, et en mai 1980, une Nuclear-Free Pacific Conference est organisée à Honolulu donnant lieu à une marche demandant la dénucléarisation de Hawaïi et du Pacifique¹⁰⁷⁶. Des membres de l'organisation *grassroot* Protect Kaho'olawe 'Ohana (PKO) se rendent au Vanuatu en 1983 lorsque la jeune Nation se déclare 'Nuclear-Free'. Des militants de PKO y participent, comme Harry Kunihi Mitchell, ou la doctorante en histoire Davianna McGregor¹⁰⁷⁷. Désormais professeure à l'University of Hawai'i at Mānoa, elle se souvient de l'engagement de PKO dans le NFIP : « *Nous avons aussi des liens avec des militants à Tahiti. Notre leader, le Dr. Noa Emmett Aluli était un ami d'Oscar Temaru. Je suis allée le voir à Tahiti avec Tea Hirshon*¹⁰⁷⁸. »



Gauche : Harry Kunihi Mitchell et Moanikeala Akaka à une manifestation du NFIP au Vanuatu en 1983. HawaiianVoices. Droite : Manifestation de la Nuclear-Free conference à Waikīkī (Honolulu), mai 1980. unityarchiveproject.org.

Grâce à leur dimension transnationale, les conférences du NFIP permettent aux militants d'Océanie de se rencontrer, et s'imposent comme des chemins trans-Pacifiques. Le

Demilitarizing Sites and Sights on O'ahu, 2019, p. 261-270. Mansel G. Blackford, *Environmental Justice, Native Rights, Tourism, and Opposition to Military Control: The Case of Kaho'olawe*, Oxford University Press, 2004.

¹⁰⁷⁶ Pacific Concerns Resource Center. « Nuclear-Free Pacific Conference, 1980 », 10-18 mai 1980.

¹⁰⁷⁷ « A nuclear free and independent Pacific », Nā'ālehu, Hawai'i : Nā Maka o ka 'Āina, c2013, c1983. Nuclear Free and Independent Pacific Conference, 4th conference, 1983, Port-Vila, Vanuatu. <https://www.hawaiianvoice.com/products-page/miscellaneous/a-nuclear-free-and-independent-pacific/>

¹⁰⁷⁸ Echange de mails avec Davianna McGregor, juin 2023.

militantisme antinucléaire contribue ainsi à reformer des liens régionaux coupés par la colonisation, participe au développement de réseaux politiques, culturels et au développement du régionalisme océanien. Ce type de militantisme porte ainsi des revendications qui vont bien au-delà d'une opposition environnementale aux expérimentations. Sous le paravent du nucléaire, toute une lutte pour l'émancipation des peuples océaniens s'esquisse.

7.2 Le militantisme antinucléaire comme miroir de l'anticolonialisme océanien.

Le mouvement contre les essais nucléaires semble servir de passage pour fortifier des réseaux anticolonialistes. Des militants de Polynésie française opposés au nucléaire resserrent leurs liens avec des indépendantistes Kanak, mais également avec des États hostiles à la présence de la France dans la région. Le parti socialiste-autogestionnaire *Ia Mana te Nuna'a* met en place une telle stratégie d'internationalisation visant à établir des contacts avec des États océaniens, partis indépendantistes et organisations internationales, notamment le Forum du Pacifique¹⁰⁷⁹.

Le 11 octobre 1979, le *Ia Mana* accueille des délégués de pays indépendants du Pacifique Sud à Tahiti. Des représentants du Pacific Conference of Churches (PCC) sont présents, ainsi que Georges Kalkoa du parti indépendantiste *Vanua'aku Pati* ('parti de notre terre') qdu condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides¹⁰⁸⁰. Dès l'indépendance du pays, qui devient le Vanuatu l'année suivante, le Premier Ministre Walter Lini promeut un socialisme mélanésien. Sa sœur, Hilda Lini, s'engage dans l'opposition aux essais nucléaires à travers les réseaux du NFIP¹⁰⁸¹. Une délégation de femmes de Polynésie française, guidée par Marie-Thérèse Danielsson, se rend ainsi au Congrès International des Femmes à Copenhague en juillet 1980. Une représentante du *Ia Mana*, Georgette Taerea est présente, et établit des contacts avec les représentantes de pays indépendants du Pacifique, notamment Hilda Lini, une proche des Danielsson qui sont favorables à la politique du Vanuatu¹⁰⁸².

¹⁰⁷⁹ Une délégation du parti se rend à Canberra pour prendre des contacts lors du Forum de 1983. *Ia Mana*, n°107, septembre 1983.

¹⁰⁸⁰ *Ia Mana*, n°22, octobre 1979.

¹⁰⁸¹ Le modèle socialiste mélanésien imprègne alors le *Ia Mana*, qui consacre un article à la politique du Vanuatu lors de l'indépendance du pays, en idéalisant le projet de société de Lini. *Ia Mana*, n°28, août 1980.

¹⁰⁸² *Ia Mana*, n°29, octobre 1980, p. 16. Bengt Danielsson, « Pacific women speak out in Copenhagen », *Pacific Islands Monthly*, Vol. 51, No. 10, octobre 1980.

Toutefois, le socialisme mélanésien prôné par le Vanua'aku Pati peine à se développer, mais le pays se démarque par son positionnement diplomatique hostile à la France, et son soutien au FLNKS. La formation d'un « *mythe du socialisme mélanésien* » est déconstruite par Michael C. Howard, qui souligne que Lini ne parvient pas à faire émerger une société plus égalitaire, car son gouvernement s'engage dans un développement capitaliste qui représente les intérêts de la bourgeoisie locale. Pour Howard, le discours de Lini s'accorde surtout avec une idéologie régionaliste en vogue, un *Pacific Way*, qui tente de synthétiser un type de nationalisme anticolonial soutenant les intérêts de l'élite autochtone, et brouille la compréhension du socialisme¹⁰⁸³.

Le positionnement de Lini reste résolument antinucléaire et anticolonialiste, et le Vanuatu se déclare 'Nuclear-Free' en 1983¹⁰⁸⁴. Un rassemblement de 10 jours est organisé, dans le cadre duquel le réseau du NFIP se mobilise. Des militants de l'ensemble du Pacifique se retrouvent à Port-Vila et participent à une marche vers le consulat français le 14 juillet¹⁰⁸⁵. Dans un reportage tourné à cette occasion, nous apercevons Charlie Ching du TTTT, ainsi que Myron Mataoa du FLP, aux côtés du Kanak Yann Uregei, de Hilda Lini, de la biologiste fidjienne Suliana Siwatibau et de militants hawaïens de PKO¹⁰⁸⁶.

¹⁰⁸³ Michael C. Howard, « Vanuatu: The Myth of Melanesian Socialism », *Labour, Capital and Society / Travail, Capital et Société*, vol. 16, no. 2, 1983, p. 176–203. Pour Éric Wittersheim, les diplomaties françaises et australiennes s'inquiètent exagérément des liens avec Cuba, la Libye et la Tanzanie. Il avance que l'idéologie politique de type occidental est « complément absente en Mélanésie ». Éric Wittersheim, *Après l'indépendance. Le Vanuatu, une démocratie dans le Pacifique*, Aux Lieux d'Être, 2006, p. 134.

¹⁰⁸⁴ « Surnommé autrefois 'la petite fourmi qui pince', il était le seul pays du Pacifique Sud à appartenir au groupe des Non-Alignés, ne manquant jamais une occasion d'interpeler l'Australie ou la Nouvelle-Zélande sur leur politique indigène, ou la France à propos des essais nucléaires et de sa présence coloniale en Nouvelle-Calédonie ». Elise Huffer, *Grands hommes et petites îles - La politique extérieure de Fidji, de Tonga et du Vanuatu, thèse de doctorat en sciences politiques*, éditions IRD-Orstom, 1993.

¹⁰⁸⁵ Le journaliste David Robie, y photographie une enfant, le visage grimé d'un symbole antinucléaire, avec une pancarte 'Don't spoil my beautiful face'. David Robie, *Don't spoil my beautiful face: Media, Mayhem and Human Rights in the Pacific*, Little Island Press, 2014.

¹⁰⁸⁶ « A nuclear free and independent Pacific », Nā'ālehu, Hawai'i : Nā Maka o ka 'Āina, c2013, c1983. Nuclear Free and Independent Pacific Conference, 4th conference, 1983, Port-Vila, Vanuatu. <https://www.hawaiianvoice.com/products-page/miscellaneous/a-nuclear-free-and-independent-pacific/>



Rassemblement de 10 jours à Port-Vila contre les essais nucléaires français, juillet 1983.

Hawaiianvoice.com.

La contestation de la place de la France dans la région constitue un point de crispation dans ses relations diplomatiques avec les pays du Pacifique. Sarah Mohamed Gaillard identifie trois périodes de tensions, de 1971 à 1973, entre 1983 et 1988 avec la crise en Nouvelle-Calédonie, l'affaire du Rainbow Warrior, puis 1995-1996 avec la reprise des essais¹⁰⁸⁷. Un régionalisme antinucléaire s'exprime ainsi au Forum du Pacifique Sud, dont le secrétariat se trouve à Suva¹⁰⁸⁸. Cette instance de coopération politique créée en 1971 en Nouvelle-Zélande vise à regrouper les pays indépendants d'Océanie et à promouvoir leur coopération.

Dès 1973, les renseignements français surveillent les Fidji, craignant que leurs représentants ne portent la question des essais au Forum et au sein des réseaux syndicalistes du Pacifique. En mars 1973, les Bureau d'Études mobilisent régulièrement un 'honorable correspondant' à

¹⁰⁸⁷ Sarah Mohamed-Gaillard, « Les relations franco-australiennes en Océanie : représentations croisées de deux politiques régionales », *Outre-Mers*, n°366-367, 2010.

¹⁰⁸⁸ Rawdon F. Dalrymple, « South Pacific Forum : the South Pacific Nuclear Free Zone Treaty », *International Legal Materials*, vol. 24, no. 5, 1985, p. 1440–63.

Suva, un ami proche du chef coutumier et membre du gouvernement Fidjien Ratu David Brown Toganivalu, afin de faire pression sur lui en avançant que « *Fidji perdrait le bénéfice de mon commerce avec les Territoires Français* » s'il défendait l'opposition aux essais au Forum¹⁰⁸⁹. Mais en 1980, Ratu David Brown Toganivalu, alors ministre du travail, se rend à la conférence internationale des actions syndicales du Pacifique à Nadi, et se positionne en faveur d'une zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud¹⁰⁹⁰. Le traité de zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud est adopté par le Forum en 1985, avec le soutien actif des Fidji.

L'opposition aux essais nucléaires préoccupe également les États-Unis, qui surveillent le mouvement contre le CEP dans le Pacifique. Les notes de renseignement de la CIA sur le Pacifique Sud dans les années 1980 sont axées sur les réactions contre les essais nucléaires français à cause de « *l'opposition au nucléaire de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de Fidji et du Vanuatu, qui refusaient alors que les navires américains croisent dans leurs eaux et fassent halte dans leurs ports*¹⁰⁹¹. » Un rapport de 1983 intitulé 'Pacifique Sud: nouveau problème pour les États-Unis', note que le Forum du Pacifique renforce les politiques antinucléaires, et que l'attention régionale se fixe sur le CEP. Si plusieurs pays du Pacifique Sud les inquiètent, la CIA n'anticipe toutefois pas un succès du mouvement indépendantiste en Polynésie française dans les prochaines années, à cause de l'emprise politique, économique et culturelle française :

« Nous ne prévoyons aucune démarche vers l'indépendance de la Polynésie française au cours des cinq prochaines années, car l'intérêt primordial de la France est de maintenir le site d'essais nucléaires [...] les aspirations locales peuvent être largement satisfaites par des mesures prises ou en cours vers une plus grande autonomie gouvernementale. Les Polynésiens français, contrairement aux Mélanésiens de Nouvelle-Calédonie, ont développé une affinité pour la France basée sur les mariages mixtes et l'adoption de nombreux aspects du mode de vie occidental. Les avantages économiques du programme d'essais nucléaires se répercutent également et militent contre un fort sentiment en faveur de l'indépendance¹⁰⁹² ».

¹⁰⁸⁹ ANF, 19950175/26. Cabinet du Gouverneur de Polynésie Française, Bureau d'Étude, « Bulletin de renseignement particulier », 30 mars 1973.

¹⁰⁹⁰ Helen Hill, « Anti-nuclear stand by proposed Pacific Forum of Trade Unions », *Pacific Islands Monthly*, 1er janvier 1981, p. 67.

¹⁰⁹¹ Bertrand Prévost, « Quand la CIA surveillait le Pacifique sud », *La Dépêche de Tahiti*, 30 janvier 2017.

¹⁰⁹² « we anticipate no steps toward independence for French Polynesia over the next five years, because the paramount French interest is in maintaining the nuclear test site [...] local aspirations can be largely met with steps taken or currently in train toward greater self-government. The French Polynesians, unlike the New

Mais dans le monde militant local, les rencontres du Forum du Pacifique sont des espaces de réseaux qui permettant de défendre la lutte pour l'indépendance et le nucléaire¹⁰⁹³. Pendant les années 1970-80, le Ia Mana tente de s'y faire entendre, tout comme les militants Kanak qui cherchent à faire réinscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires à décoloniser. En 1978, les iamanistes se rapprochent de Nidoish Naisseline, leader du Parti de Libération Kanak (Palika) fondé en 1975 par des étudiants passés par Mai 68 – tout comme le Ia Mana, ainsi que de Yann Célény Uregei, de l'Union Multiraciale, lorsqu'ils viennent assister au procès de Charlie Ching à Tahiti en 1979¹⁰⁹⁴. Une délégation du Ia Mana se rend ensuite en Nouvelle-Calédonie en décembre 1979, afin rencontrer le Front indépendantiste et leur avocat tahitien Me Gustave Tehio¹⁰⁹⁵.

Après l'élections de trois conseillers territoriaux en 1982, le Ia Mana consacre davantage de temps à ses relations extérieures. En novembre 1983, Peni Atger et Jacqui Drollet se rendent à Canberra pour le 14^{ème} Forum afin de réaliser « *des prises de contacts parallèles* » avec des représentants d'États sensibles à la question coloniale et nucléaire¹⁰⁹⁶. Les iamanistes se rapprochent du parti travailliste australien et de ses associations satellites, notamment les puissantes Trade Unions, réseaux de syndicats actifs dans l'opposition aux essais nucléaires français¹⁰⁹⁷. Les environs du Forum permettent aux militants polynésiens d'établir des liens, parfois difficilement avec la « *barrière de la langue, en pays inconnu*¹⁰⁹⁸ ».

La délégation Kanak trouve un élan favorable à son inscription sur la liste des territoires à décoloniser au Forum. Mais les solidarités entre militants trouvent leurs limites, car les

Caledonian Melanesians, have developed an affinity for France based on intermarriage and adoption of many aspects of the Western lifestyle. The economic benefits from the nuclear testing program also trickel down and militate against strong sentiment in favor of independence ». Archives en ligne de la CIA (General CIA records). CIA-RDP86T00302R000400720003-9. « The South Pacific: new problem for the United States », point 49, 28 avril 1983. <https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP86T00302R000400720003-9.pdf>

¹⁰⁹³ La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ont le statut d'observateur au Forum depuis 2016.

¹⁰⁹⁴ « Rencontre avec des responsables des mouvements d'indépendance de Nouvelle-Calédonie », *Ia Mana*, n°14, juin 1978..

¹⁰⁹⁵ *Ia Mana*, n°23, décembre 1979.

¹⁰⁹⁶ *Ibid.* Seuls les Etats-membres y participent, le seul observateur autorisé est le Président des Etats Fédérés de Micronésie, alors en voie d'accès à l'indépendance.

¹⁰⁹⁷ Sarah Mohamed-Gaillard, « Les relations franco-australiennes en Océanie : représentations croisées de deux politiques régionales », *Outre-Mers*, n°366-367, 2010.

¹⁰⁹⁸ *Ia Mana*, n°23, décembre 1979.

Kanak demandent aux polynésiens de ne pas se joindre à cette démarche, craignant que la question du CEP ne vienne phagocyter les négociations¹⁰⁹⁹. Le Ia Mana prend néanmoins contacts avec les délégations de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Tuvalu, deux pays hostiles à la politique française. Ils se rendent également à une conférence de l’Australian National University (ANU), où ils trouvent des « *oreilles très sensibles au problème de décolonisation et par extension aux essais nucléaires Français*¹¹⁰⁰. »

Cette stratégie de réseau est gagnante. Deux mois après le Forum, le Ia Mana reçoit la visite de Chris Schacht, vice-président de l’Australian Labor Party – le parti travailliste australien. Après avoir visité Tahiti, et participé à des réunions avec le Ia Mana, Schacht donne une conférence de presse, déclarant que les points d’accords entre socialistes français et travaillistes australiens « *sont plus nombreux et plus importants que les points d’opposition, à savoir la politique nucléaire de la France et le problème de la décolonisation dans le Pacifique Sud*¹¹⁰¹ ». Les relations diplomatiques entre Paris et Canberra ne cessent de se dégrader au fil des sympathies que les travaillistes expriment vis-à-vis des indépendantistes polynésiens et Kanak. Le militantisme antinucléaire reste associé une affirmation du leadership australien dans le Pacifique par la presse et les autorités françaises.

¹⁰⁹⁹ *Ibid.* Entretien avec Philippe Siu, 2021.

¹¹⁰⁰ « Une association régionale de partis politiques progressistes est-elle née ? », *Ia Mana*, n°107, septembre 1983.

¹¹⁰¹ « France-Australie : vers un incident diplomatique ? », *Ia Mana*, n°111, novembre 1983.



Chris Schacht, vice-président de l'Australian Labor Party, et les conseillers territoriaux polynésiens Jacky van Bastolaer et Jacqui Drollet pendant une conférence de presse dans les locaux du Ia Mana à Pape'ete, 4 novembre 1983.

Les journaux calédoniens de tendance loyalistes dénoncent régulièrement les militantismes australiens, examinés au prisme d'une convoitise vis-à-vis de leur territoire, notamment ses ressources de nickel. Dans un article de 1973 critiquant les protestations des travaillistes d'Australie, Max Olivier-Lacamp met en avant une « *pollution mentale du peuple australien* » par les médias nationaux, et dénonce une manipulation du gouvernement « *de style gauchiste* », pour qui « *l'Australie devrait être le leader naturel du Pacifique Sud* », tirant parti de la « *bombe française comme le principal thème émotionnel de leur propagande*¹¹⁰² ». La même année, l'ancien ministre UDR Alexandre Sanguinetti dénonce un « *assaut contre l'indépendance nationale de la France* », et souligne que l'Australie a « *supporté sans protestation, dans le passé, plus de 400 explosions atomiques sur leur territoire*¹¹⁰³ ». En mars 1973, le secrétaire d'Etat en charge des TOM prévient le gouverneur

¹¹⁰² Max Olivier-Lacamp, « Australie : retombées politiques de la bombe française », *Les Nouvelles Calédoniennes*, 15 juin 1973.

¹¹⁰³ « Alexandre Sanguinetti 'La plainte australienne est une infamie », *La France Australe*, 29 mai 1973.

de Polynésie que les navires contestataires envoyés vers Tahiti sont le fait d' « *organisations pacifiques néo-zélandaises et australiennes, soutenues par les gouvernements et syndicats locaux*¹¹⁰⁴ ».

Si l'engagement des travaillistes australiens contre les essais français reste parfois ambigu, l'imaginaire de l'ingérence étrangère se fonde également dans un argumentaire étatique visant à discréditer le mouvement antinucléaire tout entier. Une logique similaire à la façon dont les mouvements pour la paix sont associés à une manipulation de Moscou dans les années 1960 (chapitre 1). Nous retrouvons ainsi des références à des « *manipulations de l'Australie et des soviétiques* » dans le discours d'un vétéran du CEP pour qui les militants anglo-saxons restent portés par des velléités anti-françaises, qui souligne que « *Greenpeace était liée à la gauche, aux communistes*¹¹⁰⁵. »

Un amiral ayant servi au CEP dans les années 1990 évoque avec davantage de nuances l'usage des protestations contre les essais dans la diplomatie australienne « *pour étendre leur zone d'influence dans la région* », mais précise toutefois avec une certaine satisfaction que « *désormais avec la montée en puissance de la Chine, ils nous supplient de rester pour protéger la ZEE*¹¹⁰⁶ ».

En 1985, les marches annuelles contre les essais se poursuivent à Tahiti. Dans un bulletin de renseignement du mois de mars, le Haut-Commissariat décrit minutieusement ces « *traditionnelles manifestations antinucléaires (1^o quinzaine de mars) qui, à l'initiative du IA MANA et du FLP et compte tenu de la situation calédonienne, pourraient avoir cette année une assez forte prédominance indépendantiste*¹¹⁰⁷. » Selon le bulletin, les mouvements indépendantistes ont un « *activité débordante* » grâce aux nombreux contacts pris à l'international pour soutenir la réinscription de la Polynésie sur la liste des territoires à décoloniser, et se préoccupe des liens avec les militants Kanak. Le Haut-Commissariat note que la manifestation sera « précédée d'un meeting essentiellement indépendantiste, auquel

¹¹⁰⁴ ANF, 19950175/26. Notes sur les mouvements antinucléaires (1962 – 1974). Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé des TOM au Gouverneur de Papeete, 27 mars 1973.

¹¹⁰⁵ Entretien avec Philippe Maunier, 2021.

¹¹⁰⁶ Entretien avec l'Amiral Lajous, marin au CEP en charge de la surveillance des navires contestataires dans les années 1990, 2021.

¹¹⁰⁷ ANF, 19950175/24. Bulletins mensuels de renseignement du bureau d'études de Papeete, ; les mouvements indépendantistes et autonomistes ; les partis politiques (1985-1988). Haut-Commissariat de la Polynésie Française, Bureau d'Etude. Bulletin Mensuel d'Information, mars 1985.

deux leaders du FLNKS (Yewene Yewene et Yann Céléné Uregei [sic]) ont d'ores et déjà été invités par O.Temaru [...]. Elles devraient avoir cette fois-ci une tournure beaucoup plus politique que les précédentes¹¹⁰⁸ ».

Le Tāvini Huirā'atira se rapproche du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), et les indépendantistes Yann Céléné Uregei et Yéwéné Yéwéné se joignent à la manifestation qui rassemble 1500 personnes. Les rapprochements avec les Kanak se font également via les syndicats, comme l'Union Syndicale des Travailleurs Kanaks Exploités (USTKE) et Union Syndicale des Dockers Polynésiens (USDP). Un lien qui préoccupe les renseignements français, qui redoutent en 1988 une influence soviétique qui passerait par le Forum des Syndicats du Pacifique « *affilié à la Fédération Syndicale Mondiale, qui constitue un instrument non négligeable de l'influence soviétique dans le secteur*¹¹⁰⁹. »

Un événement attire le soutien de militants du Pacifique en 1985. La première journée de l'autonomie est établie un 29 juin, célébrant l'ouverture du Festival des Arts du Pacifique à Tahiti¹¹¹⁰. Mais cette date marque également la perte de la souveraineté en 1880, lorsque Pōmare V cède le royaume de Tahiti à la France¹¹¹¹. Les principaux partis indépendantistes dénoncent l'instrumentalisation de l'événement pour redorer l'image de la France dans le Pacifique, et appellent à boycotter le Festival en créant un Tomite Heva ('Comité de deuil'). Le jour de l'ouverture, une contre-cérémonie est organisée à Fa'a'a, où un monument commémoratif est inauguré par Oscar Temarun rappelant les guerres qui permirent la colonisation du pays, comme la bataille de Fe'i Pi¹¹¹².

¹¹⁰⁸ *Ibid.*

¹¹⁰⁹ ANF, 19950175/30. Note du BE de Pape'ete, « Charlie Ching : un adepte de la violence qui cultive sa dimension internationale », 1 avril 1988.

¹¹¹⁰ De nombreuses délégations du Pacifique sont conviées à l'événement, qui a lieu dans une île différente tous les quatre ans depuis 1972. Peter Brown, « Le Festival des arts du Pacifique », *Hermès, La Revue*, vol. 65, no. 1, 2013, pp. 162-164.

¹¹¹¹ Anne-Christine Trémon, « Citoyens indigènes et sujets électeurs : Statut, race et politique dans les Établissements français de l'Océanie (1880-1945) », *Genèses*, vol. 91, no 2, 2013.

¹¹¹² « Les indépendantistes et le Here A'ia marquent 'le deuil' du 29 juin », *Les Nouvelles*, 1^{er} juillet 1985. La bataille de Fe'i Pi de 1815 consacre la victoire des autochtones convertis et armés par les missionnaires sur les polythéistes. Le clan des Teva et des Oropa'a menés par le chef Opuhara sont défaits par les hommes de Pomare II armés par les missionnaires. A l'issue de la bataille, Pomare II ordonne la destruction des *marae* de Tahiti, et impose le protestantisme comme religion officielle du royaume. Service du Patrimoine Archivistique et Audiovisuel (SPAA). Maco Tevane,. « Oia mau nei ? Te tama'i no 'Fe'i Pi'. Te muhu o pare nui », 12 novembre 1987.

Le poète Henri Hiro dépose une gerbe de *'auti* devant la stèle. Dans la foule, des membres du FLNKS sont présents, Louis Kotra Uregeï, Yéwéné Yéwéné et la sœur du militant Eloi Machoro tué par le GIGN quelques mois auparavant¹¹¹³. Les Māori du Waitangi Action Committee et du Pacific People's Antinuclear Action Committee (PPANAC) sont également au rendez-vous, et déclarent au journaliste Jean-Pascal Kouraud que « *participer au Festival à Tahiti revient à cautionner les essais nucléaires dans le Pacifique et à célébrer l'invasion colonialiste française* », dénonçant l'instrumentalisation de l'événement par Gaston Flosse¹¹¹⁴.



De gauche à droite, Louis Kotra Uregeï, Françoise Machoro, les militantes Māori Tuhipo Maria Kereopa et Titewhai Harawira, et Yéwéné Yewéné, Fa'a'a, 29 juin 1985. *Les Nouvelles*.

¹¹¹³ Hamid Mokaddem, « Éloi Machoro (1946-1985) : Recherche d'anthropologie politique sur une trajectoire », *Journal de la Société des Océanistes*, 2013, p. 136-137.

¹¹¹⁴ Jean-Pascal Kouraud, « L'alliance de Jean Juventin et d'Oscar Temaru contre le 29 juin, des néo-zélandais participeront à la manifestation », *Les Nouvelles*, 27 juin 1985.



Manifestation du Tomite Heva, Oscar Temaru en blanc au centre, et Louis Kotra Uregei tenant le drapeau de Kanaky à gauche, 29 juin 1985. *Les Nouvelles*.

La Nouvelle-Calédonie connaît une période de violences et tensions sociétales entre Kanak et caldoches entre 1984 et 1988¹¹¹⁵. Les militants Kanak se positionnent « *entre l'échelle locale des tribus et celle, globale, des solidarités des peuples en lutte*¹¹¹⁶. » Cette période permet un rapprochement plus étroit entre le FLNKS et le Tāvini, comme en atteste Tea Hirshon : « *On a fait un dîner chez moi avec Oscar [Temaru], Jean-Marie [Tjibaou] et Henri Hiro, c'était avant qu'ils partent à l'ONU*¹¹¹⁷. » Me François Roux promeut le rapprochements entre ses clients afin de mobiliser le comité de décolonisation¹¹¹⁸. Les démarches à l'ONU doivent se faire conjointement, seulement en 1986, Jean-Marie Tjibaou demande à Oscar Temaru de se mettre en retrait, car la question du CEP risquerait de faire

¹¹¹⁵ Sylvette Boubin-Boyer, *Révoltes, conflits et guerres en Nouvelle-Calédonie et dans sa région*, L'Harmattan, 2008, p. 173.

¹¹¹⁶ Léopold Lambert, *États d'Urgence, Une histoire spatiale du continuum colonial français*, Premiers Matins de Novembre Éditions, 2021, p. 178.

¹¹¹⁷ Entretien avec Tea Hirshon, 2021.

¹¹¹⁸ Entretien avec François Roux, 2021. François Roux, *En état de légitime révolte*, Indigènes éditions, 2002, p. 62.

échouer le processus : « *Au moment de monter à l'ONU, Jean-Marie me demande de le laisser y aller seul, et il me dit 'on mettra la Polynésie sur le devant l'année prochaine'. Mais il a été tué l'année suivante*¹¹¹⁹. » Ainsi, la question du CEP pose encore des limites aux solidarités entre polynésiens et Kanak à l'ONU¹¹²⁰.

D'autres militants d'outre-mer adoptent une stratégie de rapprochement des luttes. Lucien Perutin, membres de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) se rapproche de Charlie Ching en 1985¹¹²¹. Le rapprochement entre militants caraïbéens et polynésiens semble sporadique. L'aéroport de Pointe-à-Pitre est pourtant un point de passage stratégique pour le CEP, escale des avions DC-8 transportant les composantes des bombes nucléaires. Cette route aérienne permet d'éviter une escale ou un passage en territoire étranger, à l'exception du Canal de Panama¹¹²². Un passage qui empêche d'ailleurs la France de ratifier le traité de Tlatelolco en 1978¹¹²³. Cette présence ne semble toutefois pas se faire

¹¹¹⁹ Entretien avec Oscar Temaru, 2021. Jean Chesneaux, Nic Maclellan, *La France dans le Pacifique, de Bougainville à Moruroa*, La Découverte, 1992..

¹¹²⁰ Les démarches auprès de l'ONU connaissant un succès en 2013, lorsque la Polynésie française est réinscrite sur la liste des territoires non-autonomes à la suite d'un intense lobbying du Tāvini, où les militants abordent régulièrement la question nucléaire. Jean-Marc Regnault, « France et ONU : deux conceptions de la décolonisation des îles océaniques peu conciliables et que le temps ne rapproche pas », *Outre-Mers*, vol. 398-399, no. 1, 2018, p. 217-234.

¹¹²¹ Les deux hommes se rendent en Nouvelle-Calédonie à une cérémonie organisée par Jean-Marie Tjibaou en janvier 1985. ANF, 19950175/30. Bureaux d'Etudes, Bulletin de renseignement particulier, janvier 1985.

¹¹²² Ce passage par le Canal de Panama fait l'objet des négociations diplomatiques à la création du CEP, et le risque de voir des mouvements d'oppositions est anticipé par le Quai d'Orsay. Afin d'éviter une mauvaise presse au sujet des essais nucléaires, le service des affaires atomiques du Quai demande au CEA prenne en charge un voyage et une visite de Saclay pour des journalistes et scientifiques panaméens « la presse et l'université étant à Panama à l'origine de toute manifestation et mouvement d'opinion. » MEAE. DPIC - Presse et information - carton 529, (1945 -1978). Service des Affaires Atomiques au service Information du Quai d'Orsay. Dépêche n°303 « Panama », 29 avril 1966.

¹¹²³ Le traité de Tlatelolco définit une zone dénucléarisée en Amérique du Sud. Le traité autoriserait des inspections de l'AIEA en Guadeloupe, et le Panama risquerait de l'invoquer pour s'opposer au survol du DC8. Le CEA et le vice-amiral Pierre Emeury, conseiller présidentiel chargé de la défense, s'opposent fermement à adhésion de la France « très gênante sinon catastrophique pour le déroulement de notre programme d'essais nucléaires » ayant un effet direct sur le transport des bombes. Le protocole n°1 du traité, interdit le stockage de matériaux proliférant. Or, la longueur du trajet vers la Polynésie nécessite parfois un stockage provisoire, notamment en cas « d'incident technique ». La note du CEA qui suit insiste sur l'exclusion de la voie maritime, qui exclut le Canal de Panama (risque de contrôle étrangers), car un détour par le Cap Horn augmenterait considérablement la durée du trajet, et réduirait le nombre d'essais. ANF, Présidence de Valéry Giscard

remarquer par la population. Selon le journaliste Jean-Dominique Merchet, l'escale des DC8 « avait toujours lieu dans la plus grande discrétion, plus pour éviter des manifestations des militants antinucléaires que par crainte d'une action terroriste¹¹²⁴. » Nous retrouvons seulement la mention d'un tract antimilitariste de 1983 dans les archives de la gendarmerie de Guadeloupe, caricaturant un champignon nucléaire¹¹²⁵.

En 1985, l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) souhaite coordonner les luttes des indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Martinique, Guadeloupe, Guyane, la Réunion et Mayotte afin de saisir le comité de décolonisation¹¹²⁶. En avril, une *Konferans a dènyè koloni fwansé* est organisée en à Pointe-à-Pitre, permettant un rapprochement avec le FLNKS. Elle se termine par une cérémonie « d'enterrement du colonialisme français » sur les vestiges d'un moulin lié aux plantations de canne à sucre évoquant « dans la mémoire collective antillaise, la période esclavagiste¹¹²⁷. »

Cet événement intéresse de près Jean Chesneaux, universitaire connu pour ses « engagements radicaux ponctués de ruptures existentielles » qui voyage dans le Pacifique comme *visiting professor* à l'Australian National University. Chesneaux se spécialise sur le monde chinois à l'Inalco, après avoir sillonné le Vietnam et fait un court séjour à la prison de Saïgon en septembre 1947 à la suite d'une visite d'un maquis du Viet Minh. Son poste de directeur d'études à l'École pratique des hautes études (futur EHESS), puis à l'IEP de Paris, lui permet de sensibiliser toute une génération d'étudiants au tiers-mondisme. Ses passages en Australie de 1970 à 1991 l'amènent à se préoccuper des enjeux militaires français dans le Pacifique. Il soutient le FLNKS à partir de 1984, et se rapproche de Jean-Marie Tjibaou¹¹²⁸.

d'Estaing (1974 - 1981), archives du vice-amiral Emeury. AG/5(3)/1510, Traité de Tlatelolco. Note du vice-amiral Emeury pour le cabinet du ministre des Affaires Etrangères, direction des affaires juridiques, 11 mai 1978. Note du vice-amiral Emeury à Mr Robin, conseiller technique de la présidence, 18 mai 1978. Note du CEA au Vice-amiral Emeury, 19 mai 1978.

¹¹²⁴ Jean-Dominique Merchet, « Les Antilles, une escale nucléaire à l'abandon. Avec l'arrêt des essais à Mururoa, la Guadeloupe a perdu de son intérêt stratégique », *Libération*, 21 mars 1997.

¹¹²⁵ Le tract caricature un avion Mirage et un champignon atomique avec le texte « Non, l'armée ne protège pas les populations ». SHD, GR1R1550. Gendarmerie DOM TOM, Guadeloupe. « Action de propagande », 1983.

¹¹²⁶ Plusieurs organisations polynésiennes sont invitées: le Front de Libération de la Polynésie, Te Ta'ata Tahiti Tiama, le Pomaré Parti, E'a Api et le Ia Mana de Nuna'a. « Les mouvements indépendantistes des DOM-TOM veulent coordonner leurs pressions sur le pouvoir central », *Le Monde*, 25 mars 1985.

¹¹²⁷ Alain Rollat, « Une stratégie commune », *Le Monde*, 09 avril 1985.

¹¹²⁸ Notice du maitron : <https://maitron.fr/spip.php?article19807>, notice CHESNEAUX Jean par Daniel Hémerly, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 29 juin 2020.

En août 1985, Chesneaux publie un long article sur les mouvements indépendantistes dans le Pacifique Sud, et met en avant la fonction des Églises, syndicats et États du Forum dans le « refus du 'colonialisme nucléaire', qu'il soit américain ou français¹¹²⁹. » Il mentionne l'importance de la conférence du NFIP de 1983 au Vanuatu qui a « réuni ces mouvements politiques », et se questionne sur l'avenir du mouvement contre les essais de Polynésie, en rupture avec l'anti-impérialisme international des années 1950-60. Il estime qu'il s'agit plutôt d'une remise en question d'un modèle capitaliste en crise, dans laquelle l'on identifie les prémisses du mouvement altermondialiste¹¹³⁰. Par la suite, Chesneaux pousse ces réflexions dans des ouvrages qui questionnent la place de la France dans le Pacifique¹¹³¹.

Toutefois, le mouvement environnementaliste français engagé contre le nucléaire aborde peu la question coloniale. Alexis Vrignon relève que les mouvements écologistes en France, tout comme l'histoire des pollutions environnementales, se pensent sans ses anciennes colonies et les Outre-mer¹¹³². En partant des Caraïbes, Malcom Ferdinand souligne quant à lui que les discriminations à l'égard des sociétés postcoloniales forment des « lieux de l'inégalité » où les revendications militantes s'axent autour de la question de la justice et de l'égalité¹¹³³. Il identifie ainsi une 'double fracture' qui exclut les luttes anticoloniales et antiracistes du mouvement écologiste français :

¹¹²⁹ Michel Capron, Jean Chesneaux, « Objectifs communs et grande diversité des mouvements indépendantistes », *Le Monde Diplomatique*, août 1985.

¹¹³⁰ *Ibid.* Il souligne le handicap que constitue l'attractivité « technico-économique, mi-militaire mi-civile » pour la Polynésie française, qui fait se concentrer la population à Tahiti et évoque un « chômage massif, décomposition des finances internationales, débâcle de l'environnement, bidonvilisation et banlieuisation généralisées, crise morale. ».

¹¹³¹ Jean Chesneaux, *Transpacifiques*, La Découverte, 1987. Avec Nic Maclellan, *La France dans la Pacifique, De Bougainville à Moruroa*, La Découverte, 1992. *Tahiti après la bombe*, L'Harmattan, 1995. *After Moruroa - France in the South Pacific*, Ocean Press, 1998.

¹¹³² Alexis Vrignon, *La naissance de l'écologie politique en France. Une nébuleuse au cœur des années 1968*, Presses Universitaires de Rennes, 2017.

¹¹³³ Il part du monde caraïbéen avec le scandale de l'usage du chlordécone en Martinique et Guadeloupe, pesticide engendre une importante contamination des sols, eaux et aliments avec de « graves conséquences sur la santé des populations ». Malcom Ferdinand, « De l'usage du chlordécone en Martinique et en Guadeloupe, l'égalité en question », *Revue française des affaires sociales*, p. 163-183.

« Soit l'on remet en cause la fracture environnementale à condition de maintenir le silence de la fracture coloniale de la modernité, de ses esclavages misogynes et de ses racismes. Soit l'on déconstruit la fracture décoloniale à condition d'abandonner les enjeux écologiques¹¹³⁴. »

Dans ce chapitre, nous retrouvons peu de militants d'Hexagone, moins ancrés dans ces revendications anticolonialistes. La présence de passeurs non-autochtones atteste toutefois d'un engagement de certains de ces acteurs qui mettent en relation des militants antinucléaires, comme Marie-Thérèse Danielsson ou les avocats Jean-Jacques de Félice et François Roux. Toutefois, leur rôle comme intermédiaire n'est pas indispensable, et la construction de réseaux plus interconnectés facilite l'émancipation vis-à-vis de ces passeurs. Le Forum du Pacifique, les conférences du NFIP ou de réseaux de syndicats permettent ainsi aux militants de se construire un capital relationnel propre, même si des passeurs facilitent parfois leurs rencontres.

Les réseaux qui se forment autour du régionalisme océanien, en particulier le NFIP, reposent sur des communautés locales, et un militantisme 'par la base' ou *grassroot* qui promeut les liens entre insulaires, des femmes, des antinucléaires, anticolonialistes, artistes et représentants d'Églises. Ces derniers participent activement au rapprochement entre insulaires du Pacifique, qui communiquent à travers les réseaux du Conseil Œcuménique des Églises, et de sa branche régionale à Fidji.

¹¹³⁴ Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Seuil, 2019, p. 24.

Chapitre 8.

Des réseaux d'Églises protestantes contre les essais.

Les réseaux d'Églises constituent un espace de circulations pour les militantismes antinucléaires. En Polynésie, le facteur religieux est omniprésent, et constitue une clef de lecture des enjeux politiques. Le protestantisme y est d'abord implanté par la London Missionary Society au 19^{ème} siècle, opérant un « *syncrétisme entre l'ancienne religion et la nouvelle* », grâce auquel les pasteurs jouissent d'une vive influence sur les autochtones convertis¹¹³⁵. Lors de l'installation du CEP, l'Église Évangélique de Polynésie Française (EEPF) prend son émancipation vis-à-vis des missionnaires européens. Le 1er septembre 1963, le pasteur Marc Boegner, président de la Fédération Protestante de France, proclame l'autonomie de l'EEPF¹¹³⁶. Le militantisme antinucléaire ne s'y fait par pour autant une place immédiate, et la hiérarchie protestante se refuse à toute condamnation ouverte jusqu'en 1982, lorsque le Synode demande officiellement l'arrêt des essais¹¹³⁷.

L'opposition aux essais est aujourd'hui ancrée dans l'identité de la puissante Église Protestante Mā'ohi - l'EEPF change de nom pour Église Protestante Mā'ohi en 2004, dans une logique d'autochtonisation de l'institution. L'évolution et les ambiguïtés de son positionnement vis-à-vis du CEP est parfois gommée de certains discours après 1982. Un documentaire de la Fédération Protestante de France de 1986 présente cette Église comme la « *seule institution [du territoire] qui se soit opposée à ces essais* » en suivant la prise de positions des Églises protestantes de France contre les armes nucléaires en 1958¹¹³⁸. Si des critiques s'expriment avant cette date, avancer que l'Église a « *toujours été antinucléaire* » revient à lisser toutes nuances, et pourrait s'apparenter à du prosélytisme dans le contexte

¹¹³⁵ Sémir al Wardi, « Les résistances océaniques », dans: Jean-Marc Regnault, Sémir al Wardi (dir.), *L'Océanie convoitée*, CNRS Editions, 2017, p. 502. Les habitants des Iles de la Société sont largement convertis par les premiers missionnaires de la LMS à partir de 1797. Ils s'implantent peu dans les Tuamotu, où les catholiques, mormons et l'Église Sanito (branche minoritaire du mormonisme) dominant depuis 1880. Jean-François Bare, *Tahiti, les temps et les pouvoirs*, ORSTOM, Tahiti, 1987.

¹¹³⁶ Paul Hodée, *Tahiti 1834 – 1984, 150 ans de vie chrétienne en Eglise*, Edition Saint-Paul, 1983, p. 459.

¹¹³⁷ Marama Gaston Tauira, « The Protestant Church on the Colonial Regime in French Polynesia (with special reference to the French nuclear testing program) », mémoire de master en théologie, Pacific Theological College, Suva, 1991.

¹¹³⁸ Arnaud Hudelot, « En guerre contre la bombe », produit par la Fédération Protestante de France, 26 minutes, 2013. http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/45031_1#

contemporain¹¹³⁹. Cette affirmation doit se lire comme un élément de communication visant à fournir la représentation d'une Église unie à travers l'engagement antinucléaire, qui doit être largement revue au regard des trajectoires individuelles et de ses positionnements officiels de l'institution.

En quoi la question du CEP est un facteur de division au sein des Églises protestantes ? Et quel est la fonction des réseaux œcuméniques du COE dans l'engagement contre les essais ?

Nous examinerons d'abord le positionnement de l'EEPF lors de l'installation du CEP, ainsi que son rapprochement avec le Conseil Œcuménique des Églises (COE) une organisation internationale visant à rassembler les confessions chrétiennes qui s'oppose aux essais depuis les années 1950¹¹⁴⁰. Puis nous verrons comment la branche océanienne du COE, le Pacific Conference of Churches (PCC) influence l'engagement de la communauté protestante de Polynésie au début des années 1980, jusqu'à devenir un acteur principal de la scène militante locale¹¹⁴¹.

8.1 L'engagement de l'Église Évangélique de Polynésie Française et les réseaux œcuméniques.

Dans les années 1960, les Églises de Polynésie, protestantes comme catholiques, sont réticentes à l'idée de s'opposer au nucléaire, car le sujet risque de diviser les fidèles et troubler leurs relations avec l'État. Quelques pasteurs et prêtres profèrent des critiques, mais restent discrets dans un premier temps, et ne bénéficient pas du soutien de leur hiérarchie.

¹¹³⁹ Lors d'entretiens privés, plusieurs acteurs liés à l'EMPa reconnaissent son engagement progressif. Mais lors d'un entretien collectif réalisé à la sortie d'une réunion du Conseil Permanent, en présence de jeunes fidèles membres de Moruroa e Tatou, cette question est éludée, et un pasteur présent va jusqu'à affirmer que l'institution « a toujours été antinucléaire ». Entretien collectif avec Moruroa e Tatou et des pasteurs de l'EPMa, avril 2021.

¹¹⁴⁰ Lors de sa fondation en 1948, le COE accueille principalement des Églises issues de la Réforme protestante. L'Église catholique romaine ne siège pas COE, mais envoie régulièrement des observateurs à leurs conférences et collabore via un Groupe Mixte de Travail depuis 1964. Charles Boyer, *Le Mouvement œcuménique : les faits, le dialogue*, Presses de l'Université Grégorienne, 1976.

¹¹⁴¹ Les catholiques de Polynésie s'engagent de manière collective bien plus tard, avec la création de l'association 193 en 2014. L'association est désormais implantée dans tous les archipels de Polynésie et bénéficie d'une forte audience. Nous avons observé son déploiement actif aux îles Gambier en 2021, ainsi qu'à Tahiti et Huahine où elle mène des réunions d'informations et manifestations sur les conséquences sanitaires des essais.

Nos sources attestent d'un engagement progressif de l'EEPF contre les essais, construit au gré d'un conflit de type générationnel, entre une hiérarchie conservatrice et un groupe de réformistes.

Il nous semble que ce sont des voix dissidentes en interne, ainsi que le contexte régional hostile au nucléaire, qui poussent l'EEPF vers le militantisme. Ce glissement progressif illustre les reconfigurations du protestantisme de Polynésie française à l'ère post-missionnaires. L'on y perçoit l'influence grandissante du Conseil Œcuménique des Églises (COE) dans les affaires internationales, en particulier sur les questions de contrôle des armements, ainsi que l'affirmation d'une identité autochtone Mā'ohi dans l'Église¹¹⁴².

Nous identifions un réseau protestant engagé contre les essais composé de deux sous-ensembles. Dans un premier temps, des membres de la communauté protestante européenne installée à Tahiti facilitent les circulations militantes à travers le réseau de missionnaires. L'axe Tahiti – Hexagone permet ainsi de faire le lien avec Genève, où se trouve le siège du COE. Parallèlement, les Églises du Pacifique Sud se réunissent au sein de la branche régionale de l'organisation, avec la création du Pacific Conference of Churches (PCC) en 1966¹¹⁴³.

Au début des années 1960, les pasteurs européens sont progressivement remplacés par des Polynésiens. La proclamation de l'autonomie de l'EEPF en 1963 lui permet de se démarquer de la Société des Missions Evangéliques de Paris (SMEP). Cette période ne constitue pas pour autant une phase de rupture, puisque les deux institutions conservent encore de forts liens, notamment à travers les circulations de missionnaires européens. Lors de l'implantation du CEP, les protestations des pasteurs sont anticipés par Paris car les Églises Réformées de France ne sont pas favorables aux armes nucléaires.

Les autorités françaises souhaitent prévenir une alliance entre des élus favorables à l'autonomie ou l'indépendance du Territoire et des personnalités religieuses, n'hésitant pas à faire expulser des missionnaires étrangers. En 1967, le ministre des Outre-mer demande au gouverneur de lui fournir une liste de missionnaires protestants étrangers à expulser,

¹¹⁴² Elle pose la question du rôle du religieux dans les relations internationales avec la Polynésie, lieu d'expansion historique de théocraties missionnaires au XIXème siècle. Claire Laux, *Les Théocraties missionnaires en Polynésie au XIXe siècle, des cités de Dieu dans les mers du Sud ?*, Paris, L'Harmattan, 2000.

¹¹⁴³ Ville dont nous avons souligné l'importance dans les réseaux antinucléaires et anticolonialistes du Pacifique Sud concentrés aux Fidji (chapitre 7.1).

notamment « *des américains et mormons* » et lui demande de surveiller les activités politiques de John Teariki et Francis Sanford, qui viennent de faire porter une question sur le statut du territoire à l'Assemblée Territoriale¹¹⁴⁴.

Dès l'annonce de la création du CEP, en janvier 1963, le pasteur Jean Adnet publie un article appelant à un référendum sur l'installation des sites d'essais. Il s'offusque que les opposants soient assimilés à des anti-Français ou indépendantistes, et pointe du doigt le chantage économique exercé sur les élus¹¹⁴⁵. Tandis qu'il prend des congés en France, Adnet est notifié d'une interdiction de revenir sur le territoire. L'affaire nécessite l'intervention de Marc Boegner, président de la SMEP, qui écrit directement à Charles de Gaulle. Ce dernier fini par accepter son retour, à la condition qu'il ne profère plus de critiques à l'encontre de la politique du gouvernement « *notamment dans le domaine de l'expérimentation de nos moyens de défense*¹¹⁴⁶ ».

Face à la sévérité de l'État, une consigne de silence stricte sur le nucléaire est imposée. Le premier président de l'EPPF, Samuel Raapoto (1921 – 1976) souhaite préserver l'unité de l'Église face au bouleversement de l'implantation du CEP. Il se fixe sur les problématiques sociales afin d'améliorer le niveau de vie de ses fidèles, et sur son ouverture à l'international en adhérant au COE¹¹⁴⁷. Selon Vaea Neuffer, éducateur et membre influent de l'EPPF, la hiérarchie de l'Église se fixe sur le « *risque de divisions et arrivée de nouvelles croyances depuis l'ouverture de l'aéroport* » - considéré comme une « *porte-ouverte* » à l'installation de nouvelles confessions en provenance d'Europe, des États-Unis ou de Chine¹¹⁴⁸.

Cette ligne directrice suscite quelques remontrances, mais « *il y a un temps pour parler, et un temps pour se taire* » répond Samuel Raapoto à un fidèle d'origine alsacienne qui lui demande pourquoi il ne s'exprime pas sur le nucléaire¹¹⁴⁹. Certaines voix se font toutefois entendre sans l'aval de la hiérarchie de l'Église. Le pasteur Henri Vernier, issu d'une longue

¹¹⁴⁴ ANF, AG/5(F)/3561, papiers de Jacques Foccart, 1967. Télégramme de Pierre Billotte au gouverneur Sicurani, Paris, 10 novembre 1967.

¹¹⁴⁵ Jean Adnet, « Pour une enquête commodo - incommodo dans le territoire », *Notre Lien*, janvier 1963.

¹¹⁴⁶ ANF, Fonds Foccart. AG/5(F)/833. Polynésie : correspondances (1959 - 1969). Lettre de Charles de Gaulle au pasteur Boegner, 30 octobre 1964.

¹¹⁴⁷ Henri Vernier, *Au vent des cyclones. Histoire des missions protestantes et de l'Eglise évangélique à Tahiti et en Polynésie Française*, 1985, Les Bergers et Les Mages, Tahiti, p. 156.

¹¹⁴⁸ Entretien avec Vaea Neuffer, 2021.

¹¹⁴⁹ Entretien avec Robert Koenig, 2021.

lignée de missionnaires, est connu pour son hostilité aux essais nucléaires¹¹⁵⁰. Avant l'installation du CEP il protestait déjà contre les expérimentations américaines à Kiritimati (Iles Christmas) dans le journal de l'Église de 1962 :

« Merci Monsieur Kennedy pour ce cadeau particulièrement bien situé dans le fameux 'triangle polynésien'. Nous supposons que vous avez choisi cette île de Christmas pour des raisons d'humanité (après avoir fait évacuer les quelques dizaines d'habitants pour des lieux moins malsains!). Car cette île n'est-elle pas entourée d'une large ceinture d'océan inhabité. Il ne fallait pas que l'on puisse dire par la suite que vous n'aviez pas pris toutes les précautions et que nos petits-enfants polynésiens souffriraient plus tard d'une langueur autre que celle produite par le chant de la guitare !¹¹⁵¹ »

Dans ses mémoires, le pasteur fait état du silence des responsables de l'Église à propos du CEP, et relève que les oppositions viennent d'abord de missionnaires qui sont « *surveillés par les services de renseignement* », évoquant probablement son cas¹¹⁵². Vernier devient effectivement le point de contact de nombreux militants internationaux, notamment celui des avocats engagés Jean-Jacques de Félice et François Roux, tous deux en lien avec le COE et la Ligue des Droits de l'Homme¹¹⁵³. Le président Samuel Raapoto est également surveillé. Pendant le synode de 1965, Raapoto invite le gouverneur Sicurani à une séance de travail pour l'interroger sur la sécurité des populations vis-à-vis des retombées, la limitation de l'exode rural et d'anticiper une prise de relais des activités économiques du CEP. La rencontre est directement rapportée à Charles de Gaulle :

« Des pasteurs autochtones ont alors exprimé la confiance de l'assistance au Général de Gaulle, ainsi qu'aux autorités métropolitaines et locales, et leur satisfaction des conditions de travail des ouvriers polynésiens sur les chantiers. Le pasteur Adnet, présent à la réunion, n'a pas pris la parole. Le

¹¹⁵⁰ Son père, le pasteur Charles Vernier (1883 – 1966) est une personnalité de Polynésie, qui « *soutint en 1940, à la tête de l'Église protestante de Tahiti, le ralliement au général de Gaulle et à la France libre* », premier député des EFO en 1945, puis détenteur de la chair de tahitien à l'INALCO jusqu'en 1948. Deux de ses fils meurent pendant la Seconde Guerre mondiale. André Vernier, qui rejoint le maquis du Vercors et meurt au combat en 1944, puis Albert Vernier, engagé dans les Forces françaises Libres, en 1945. Michel Thébault, « Vernier, André, Marc, Teru, Temaevarau », maitron.fr. <https://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article184345>

¹¹⁵¹ Henri Vernier, « Pentecôte à l'heure de Christmas, ou la bombe de Dieu », *Ve'a Porotetani*, mai 1962, p. 1.

¹¹⁵² Henri Vernier, *op.cit.* p. 156. Les nombreux dossiers sur Vernier dans les archives de Foccart attestent d'une surveillance de ce pasteur. ANF, Papiers de Jacques Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965.

¹¹⁵³ Entretien avec François Roux, 2021.

gouverneur Sicurani conclut à une évolution très probable des milieux protestants vers des relations plus confiantes avec les pouvoirs publics¹¹⁵⁴. »

Le séjour de Raapoto à Paris en novembre 1965 fait l'objet d'une note de Jacques Foccart à Charles de Gaulle, qui suggère de convoquer le président de l'Église à une audience privée car il « *jouit de l'estime générale et son influence, déjà très grande, est appelé à s'étendre encore dans l'avenir* » et que « *près des trois-quarts des Polynésiens appartiennent à la Religion Réformée*¹¹⁵⁵ ». Ainsi, des pressions ont probablement été exercées sur Raapoto au plus haut niveau de l'État.

Si l'EEPF reste prudente, cela ne signifie pas que ses dirigeants approuvent l'implantation du CEP. L'explosion démographique soudaine suscite des inquiétudes en raison des conséquences sociétales, comme le déséquilibre numérique entre hommes et femmes à Tahiti. En février 1966, la visite du ministre des Armées se fait en plein scandale autour d'un projet de création de bordel militaire. Celui-ci reçoit des représentants d'Églises catholique, protestante et associations de jeunesse sous égide de Fédération des œuvres de la jeunesse de Polynésie (F.O.J.E.P) qui mènent une campagne de presse dénonçant les conséquences du CEP sur les mœurs. Le ministre dément un tel projet « *contraire à la loi, morale et mœurs*¹¹⁵⁶ ». Toutefois, la présence de nombreux militaires s'accompagne d'un développement de la prostitution, à Tahiti mais également dans les îles, notamment à Hao, principale base-arrière du CEP¹¹⁵⁷.

Les notes de renseignement sur les liens entre les partis politiques et l'Église veillent constamment sur deux thématiques, le CEP et le statut du territoire. Au fil des papiers de Jacques Foccart, un note du gouverneur Pierre Angeli mentionne le décès de la fille de Samuel Raapoto, Edna, des suites d'une leucémie. Angeli assiste à ses funérailles en avril 1969, puis écrit froidement au ministère des Outre-mer :

¹¹⁵⁴ ANF, Papiers de Jacques Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Note à l'attention du général de Gaulle, 17 septembre 1965.

¹¹⁵⁵ ANF, Papiers de Jacques Foccart. AG/5(F)/3559. Affaires politiques, 1961 – 1965. Note à l'attention du général de Gaulle, 29 octobre 1965.

¹¹⁵⁶ ANF, 19940165/15. Direction des territoires d'Outre-Mer de la République. Bureau d'Etude de Papeete. Rapport politique février 1966.

¹¹⁵⁷ Entretien avec Vaea Neuffer, Michel Arakino (ancien plongeur à Moruroa, originaire de Hao), Didier Schmack (ancien légionnaire) 2021.

« Aucune allusion n'a fait écho à la propagande menée par le Pupu Ai'a selon laquelle les retombées radioactives favorisent la leucémie. Au contraire, l'attitude du pasteur Raapoto et de sa famille a été d'une parfaite dignité¹¹⁵⁸. »

L'Église s'active surtout dans les politiques sociales, domaine dans lequel sa légitimité est acquise au sein de la société. Impossible pourtant de dissocier ces problématiques du bouleversement sociétal engendré par l'arrivée du CEP. De plus, l'engagement de l'EEPF dans le social renforce les circulations avec la communauté protestante européenne. En 1970, la Communauté évangélique d'action apostolique (Cévaa) une « *communauté d'entraide, d'échange de personnel* » et le Département évangélique français d'action apostolique (Défap) envoient des aides financières à l'EEPF¹¹⁵⁹. Ces deux organisations servent d'intermédiaires entre les protestants engagés contre le CEP en Polynésie et dans l'Hexagone, comme le pasteur Vernier, mais ils restent discrets dans un premier temps.

En 1971, un couple de missionnaires est envoyé à Tahiti pour former les *pupu metua*, 'jeunes pasteurs', sur les questions de santé. Monique et Othon Printz, deux médecins alsaciens, racontent qu'après le choc du CEP, la société polynésienne se retrouve face à des problèmes sociaux que l'Église prend en main avec l'aide du COE¹¹⁶⁰. Des missionnaires spécialisés sont envoyés en Polynésie pour animer des formations sur la contraception, l'alcoolisme ou encore les violences conjugales¹¹⁶¹. Pour autant, une des causalités de ces brusques changements sociétaux ne doit pas être souligné par les missionnaires :

« Le COE nous avait fait comprendre qu'il ne fallait pas nous immiscer dans le fait nucléaire, ne pas confondre notre mission et la question du nucléaire. On ne devait pas en parler¹¹⁶². »

¹¹⁵⁸ ANF, AG/5(F)/3561. Papiers de J. Foccart. Polynésie Française, affaires politiques, 1968 - 1969. Gouverneur au Medetom, 11 avril 1969.

¹¹⁵⁹ Henri Vernier, *op.cit.*, p. 189.

¹¹⁶⁰ Le premier foyer pour jeunes est également créé avec l'aide du COE au début des années 1970. Vaea Neuffer, premier directeur du foyer, nous confirme que l'aide du COE était importante dans le domaine social, car « avec les migrations de travailleurs du CEP il y avait des jeunes dehors, de la délinquance. C'est le rôle de l'Église de s'occuper de la jeunesse. » Entretien avec Vaea Neuffer, avril 2021.

¹¹⁶¹ En août 1973, les Printz réalisent ainsi un séminaire sur les conflits conjugaux à l'internat de Taravao. « Pour le docteur Othon Printz, la famille polynésienne se meurt », *Vea Porotetani*, septembre 1973.

¹¹⁶² Entretien avec Othon et Monique Printz, Alsace, février 2021.

Et pourtant, impossible de ne pas évoquer ce CEP omniprésent dans la société. En 1973, les Printz reçoivent la visite de Henri Hiro, alors étudiant en théologie, qu'ils ont rencontré à travers les réseaux du COE. Il est en pleine crise de sens sur le rôle de son Église dans la société et leur demande : « *Nous avons une fois perdu nos dieux anciens et maintenant, est-ce que l'on va perdre ce Dieu qui nous a été emmené par l'Évangile ?*¹¹⁶³ ».

Les Printz sont également proches de la famille Vernier, cette « *grande lignée de pasteurs* » influente au sein des réseaux de missionnaires de Tahiti¹¹⁶⁴. Ils se souviennent qu'Henri Vernier était marginalisé par l'EEPF et les élites locales à cause de son engagement contre les essais nucléaires. Le pasteur Vernier est une aide précieuse pour François Roux, jeune avocat protestant venu assurer la défense de militants polynésiens en 1979. Il lui rend régulièrement visite, et atteste de son implication dans des réseaux protestants engagés :

« Il y avait une solidarité touchante avec le réseau protestant métropolitain, très liés à la lutte contre les essais nucléaires, et aux indépendantistes de Nouvelle-Calédonie. Les relations étaient facilitées par la Cévaa et le Défap, ça a aidé à resserrer les liens¹¹⁶⁵. »

La communauté protestante d'Hexagone est effectivement attentive à la question nucléaire. En 1973, le Synode national de l'Église Réformée de France (ERF) note « *l'anxiété générale et les protestations officielles des peuples et des Eglises riveraines du Pacifique* », relevant que les expériences « *risquent d'être néfastes pour l'avenir de l'humanité*¹¹⁶⁶ ». L'ERF se dit également « *scandalisé du fait que des expériences prétendument inoffensives soient effectuées à des milliers de kilomètres de la France* », soulignant ainsi l'enjeu de la légitimité à réaliser les tirs dans des espaces postcoloniaux éloignés de l'Hexagone.

Au COE, les positions contre les essais nucléaires se font plus véhémentes dans les années 1970. Mais les représentants de l'EEPF ne prennent pas encore part à ces protestations,

¹¹⁶³ Jean-Marc Pambrun, *ibid*, p. 87. Se référer à la biographie de Hiro dans le chapitre 6.

¹¹⁶⁴ Othon Printz nous raconte avoir fait la généalogie de cette famille de missionnaires : « J'ai rencontré les Vernier pendant mon service militaire à Madagascar. Ils m'ont un peu adopté à Diego Suarez ».

¹¹⁶⁵ Entretien avec François Roux, 2021.

¹¹⁶⁶ Synode national de l'E.R.F, « Essais nucléaires français », Saint Laurent d'Aigouze, 1973. Décision XXIX. Moruroa.org.

encore bridés par la consigne de silence imposée en 1963¹¹⁶⁷. Entre-temps, des flux monétaires liés au CEP sont indirectement injectés vers les Églises à travers la communauté de fidèles. Pour l'EPPF, la collecte du *mê*, les dons annuels du mois de mai, augmente considérablement. Des diacres et pasteurs auraient poussé leurs fidèles à s'engager comme main-d'œuvre pour le CEP. Selon Monique Printz : « *Certaines paroisses profitaient de la bombe. Certains poussaient les paroissiens à aller travailler sur les sites. À l'époque on entendait souvent l'expression 'pour faire taire les gens, il faut mettre de l'argent dans la bouche'*¹¹⁶⁸ ». Plusieurs acteurs interrogés mentionnent un enrichissement rapide de l'EPPF grâce aux dons de travailleurs du nucléaire¹¹⁶⁹.

La présence du Bataillon de la Paix qui défile contre les essais à Tahiti en 1973 n'échappe pourtant pas à l'Église, et provoque de vives tensions en interne. Les pasteurs Gilbert Tinembart, originaire de Suisse, et Albert Schneider, théologien de Strasbourg installé à Tahiti depuis 1966, sont de ces missionnaires qui souhaitent débattre du nucléaire. Après l'arrivée de l'équipage du navire protestataire *Fri* à Pape'ete, ils invitent le militant et pasteur Gilbert Nicolas à une réunion au temple de Béthel à Pape'ete pour parler de son action, ce qui provoque un certain nombre de « *remous* » comme le résume sobrement Robert Koenig¹¹⁷⁰. Monique et Othon Printz sont de retour à Tahiti pour animer un séminaire sur les violences conjugales en cette période d'agitation :

« L'arrivée du *Fri* a créé de grandes tensions au sein de l'Église. Il y avait des pasteurs contre et pour les essais. Ça discutait fort à l'Assemblée des responsables !¹¹⁷¹ »

Ils se souviennent que le jeune secrétaire de l'EPPF, John Doom, était « *pris entre deux feux* », souhaitant que l'Église reste unie, tout en espérant que le nucléaire soit plus librement

¹¹⁶⁷ Marama Gaston Tauira, « The Protestant Church on the Colonial Regime in French Polynesia (with special reference to the French nuclear testing program) », mémoire de master en théologie, Pacific Theological College, Suva, 1991.

¹¹⁶⁸ Entretien avec Othon et Dominique Printz, Alsace, février 2021.

¹¹⁶⁹ Entretien avec Michel Arakino, Simone Grand, Gabriel Tetiarahi, Tea Hirshon, Vaea Neuffer et le pasteur Tapati 2021.

¹¹⁷⁰ Membre de la communauté protestante alsacienne installé de longue-date à Tahiti, lui-même engagé contre les essais aux côtés du couple Danielsson. Entretien, mars 2021.

¹¹⁷¹ Entretien avec Othon et Dominique Printz, février 2021.

débatu¹¹⁷². Doom est alors tiraillé entre une Église qui ne souhaite pas s'opposer au CEP, et des réseaux œcuméniques plus prompts à le soutenir.

De nouvelles idées font toutefois leur chemin au sein de l'EPPF avec les écrits du théologien et linguiste Duro Raapoto (1948 – 2014), le fils du premier président de l'Église, Samuel Raapoto. Le jeune intellectuel s'engage en politique avec la création du Ia Mana Te Nuna'a ('le pouvoir au peuple'), un parti socialiste et indépendantiste en 1975. Il retourne ensuite en Hexagone pour étudier la linguistique à l'INALCO, développe des réflexions théologiques et donne en 1978 sa définition de l'identité autochtone Mā'ohi dans le *Journal des Missions Évangéliques*¹¹⁷³. Dans les années 1970, la théologie contextuelle se développe dans le Pacifique Sud, où certains pasteurs remplacent le vin par de l'eau de coco, et incorporent des éléments de la culture polynésienne dans les temples¹¹⁷⁴. Des évolutions que certains missionnaires européens, comme les Printz, jugent parfois assez « *farfelues*¹¹⁷⁵ ».

Nous qualifierons le réseau protestant des années 1960 – 1970 de réseau bipartite. D'un côté, les réseaux de missionnaires installés à Tahiti font passer des informations vers le COE, le Défap ou la Cevaa. Cette partie du réseau reste toutefois circonscrite à une 'clique' de missionnaires, au sens d'un petit réseau avec des fortes interconnexions. L'autre partie du réseau est faite d'un ensemble de circulations plus redondantes, structurées autour du COE/PCC. Elle permet aux Églises du Pacifique de s'affirmer sur la scène internationale sans passer par des tiers, les missionnaires, et de s'en affranchir. La forme de ce réseau permet ainsi d'identifier le détachement d'un réseau ancien, celui des missionnaires, qui est progressivement court-circuité par une nouvelle structure dirigée par des polynésiens, le PCC.

8.2 Le Conseil Œcuménique des Églises, cet « ONU des Églises non-romaines » - John Doom.

¹¹⁷² *Ibid.* Les Printz entretiennent ensuite une longue correspondance avec lui, et discutent du « grand problème du nucléaire ».

¹¹⁷³ Duro Raapoto, « Maohi », *Journal des Missions Évangéliques*, n°7-8-9, 1978.

¹¹⁷⁴ Gilles Vidal, *Les nouvelles théologies protestantes dans le Pacifique Sud. Étude critique d'un discours religieux et culturel contemporain*, Karthala, 2016. Sione 'Amanaki Havea, « The Quest For a 'Pacific' Church », *The Pacific Journal of Theology*, Series 2 6, 9–10, 1991, p. 9.

¹¹⁷⁵ Entretien avec Othon et Dominique Printz, février 2021.

Les questions de désarmements sont régulièrement mises en avant par le COE depuis sa création en 1948. En février 1950, le Comité Exécutif envoie à ses Églises membres un 'Message sur la bombe à Hydrogène' décrit comme la « *plus terrible marche dans le crescendo des conflits qui a changé la guerre en un combat entre hommes et nations vers un meurtre de masse de la vie humaine [...] c'est un péché contre Dieu*¹¹⁷⁶ ». De plus, le COE participe aux négociations sur le désarmement nucléaire à l'ONU via sa Commission des Églises pour les affaires Internationales, qui prend un rôle de médiateur en organisant des rencontres inter-étatiques¹¹⁷⁷.

Le siège du COE se trouve à Genève, ville internationale et centre historique de la Réforme calviniste, et ville internationale où se trouve le siège européen de l'ONU¹¹⁷⁸. Les connexions qui se forgent à Genève permettent au Bureau Pacifique du COE de s'internationaliser, et de fédérer des soutiens en Europe. En 1960, la veille du premier tir français, le Comité Exécutif soutient un moratoire sur les essais, et demande à la France de renoncer aux expériences qui se préparent dans le Sahara¹¹⁷⁹. L'année suivante, le COE étend son influence en Océanie et convie les Églises et Missions du Pacifique à se réunir à Samoa¹¹⁸⁰. En mai 1966, les acteurs

¹¹⁷⁶ « most terrible step in the crescendo of warfare which has changed war from a fight between men and nations to a mass murder of human life. Man's rebellion against his Creator has reached such a point that, unless stayed, it will bring self-destruction upon him. All this is perversion; it is against the moral order by which man is bound, it is sin against God. », traduction de l'auteur. World Council of Churches, « The First Six Years 1948-54: Report of the Central Committee presented to 2nd Assembly of WCC Evanston Illinois », Genève, WCC, 1954, p. 112.

¹¹⁷⁷ « Déclaration adoptées par le Comité exécutif du COE à sa session de Buenos Aires, Argentine », 8-12 février 1960.

¹¹⁷⁸ Ralf Bläser, « Les ONG transnationales à Genève et à Bruxelles. Densité institutionnelle et opportunités socio-spatiales dans des villes mondiales », *Annales de géographie*, vol. 668, no. 4, 2009, p. 382-396.

¹¹⁷⁹ « tant que le contrôle international est l'objet de négociations, les puissances qui n'ont pas encore procédé à des essais à des fins militaires doivent y renoncer dans quelques régions que ce soit ». « Résolution sur les essais au Sahara », Conseil Œcuménique des Églises, 12 février 1960.

¹¹⁸⁰ La délégation de Polynésie Française est alors conduite par Henri Vernier et Samuel Raapoto. Henri Vernier, *op.cit.*, p. 160.

présents à Samoa se réunissent à nouveau sur l'île de Lifou en Nouvelle-Calédonie pour créer officiellement le Pacific Conference of Churches (PCC)¹¹⁸¹.

Cette branche régionale permet l'affirmation d'une unité entre les Églises océaniques, dans un moment que Henri Vernier décrit comme une remobilisation de « *connexions interrompues par la colonisation*¹¹⁸² ». La création du Pacific Theological College (PTC) de Suva survient la même année, et quinze étudiants de Polynésie française vont y étudier entre 1966 et 1985¹¹⁸³.

De nouveaux nœuds océaniques entrent ainsi dans le réseau de l'EEPF grâce au PCC. Les conférences du COE tous les cinq ans, et ses rencontres intermédiaires sont autant de moments où ces réseaux s'étendent et se fortifient. En 1975, le PCC soutient la formation du Nuclear Free and Independent Pacific (NFIP) à Suva, et participe activement à ses conférences¹¹⁸⁴. Les Fidji deviennent ainsi un hub des réseaux théologiques, anticolonialistes et antinucléaires¹¹⁸⁵. Une nouvelle génération de pasteurs formée au PTC permet de forger un environnement propice à la prise de position plus critiques vis-à-vis du CEP.

L'hostilité au nucléaire est en pleine expansion en Océanie au milieu des années 1970, et ces réseaux d'Églises, ouvrent à un « *ré-enracinement militant du christianisme dans les cultures océaniques*¹¹⁸⁶ ». Leur caractère transnational permet de contourner les contraintes qui marquent le premier réseau bipartite franco-polynésien, fait de nœuds géographiquement et culturellement distants, et dans lequel les dynamiques de domination des missionnaires perdurent.

¹¹⁸¹ Son but principal est de faire le lien entre les Églises du Pacifique, de mettre en place des projets communs et de partager leurs ressources, y compris économiques.

¹¹⁸² Samuel Raapoto devient membre du Comité Central du COE et l'EEPF se rapproche de l'organisation, recevant notamment une aide matérielle. Henri Vernier, *op.cit.*, p. 160.

¹¹⁸³ Elle est suivie par la construction d'un séminaire de la Conférence des Évêques Catholiques du Pacifique (CEPAC) en 1968, institution proche du PTC. Id.

¹¹⁸⁴ Roy Smith, *The Nuclear Free and Independent Pacific Movement after Mururoa*, Bloomsbury Publishing, 1997. Christine Weir, « The Opening of the Coconut Curtain : Pacific Influence on the World Council of Churches through the Campaign for a Nuclear-Free Pacific, 1961 to 2000 », *The Journal of Pacific History*, 54:1, 2019, p. 116-138.

¹¹⁸⁵ Gilles Vidal, *Les nouvelles théologies protestantes dans le Pacifique Sud. Étude critique d'un discours religieux et culturel contemporain*, Éditions Karthala, 2016.

¹¹⁸⁶ Yannick Fer, « Le protestantisme polynésien, de l'Église locale aux réseaux évangéliques », *Archives de sciences sociales des religions*, 157, 2012, p. 47-66.

Une fracture générationnelle apparaît au sein de l'EPPF, avec de jeunes pasteurs souhaitant rompre avec un système jugé trop rigide pour son temps¹¹⁸⁷. L'Église prend prudemment position sur la question coloniale et s'ouvre à la théologie de la libération latino-américaine au début de la guerre civile entre Kanak et caldoches en 1984¹¹⁸⁸. Elle suit ainsi les engagements de l'Église Évangélique de Nouvelle-Calédonie (EENC), avec qui elle entretient de forts liens¹¹⁸⁹. Voyant l'EENC apporter son soutien aux indépendantistes à la suite de réflexions théologiques sur la « *libération par l'Esprit* » dans le cadre du mouvement de Réveil Kanak, une délégation de l'EPPF est envoyée en Nouvelle-Calédonie¹¹⁹⁰. En juin 1985, une délégation de l'EENC est en visite à Tahiti, - un voyage facilité par la Céva, afin de mener des réflexions sur la théologie de la libération dans le Pacifique¹¹⁹¹.

Le secrétaire général de l'EPPF et directeur du *Vea Porotetani*, John Doom mobilise les réseaux œcuméniques pour faire s'engager l'Église sur la question nucléaire et coloniale. Le 9 janvier 1979, le Comité Central du COE, dont est membre Doom, lance un appel à « *soutenir les peuples du Pacifique dans leurs luttes pour l'indépendance* », en insistant sur les territoires français d'Océanie, et appelle à la création d'une zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud¹¹⁹².

À l'été 1979, les contestations locales s'accroissent avec la médiatisation de deux accidents au CEP¹¹⁹³. Les tensions s'amplifient au sein de l'Église lorsque Doom s'exprime

¹¹⁸⁷ L'Église connaît de nombreuses tensions marquées par « le désir de la génération actuelle [nouvelle] d'échapper aux disciplines d'antan » qui amplifie d'autant plus la volonté de s'éloigner de la domination d'une autorité hiérarchique forte. L'institution est alors marquée par un « manque d'ouverture à la base [...] et le poids d'une structure pesante ». Henri Vernier, *ibid.*, p. 193.

¹¹⁸⁸ « Texte de soutien aux théologiens de la libération », *Vea Porotetani*, octobre 1984.

¹¹⁸⁹ Le Synode de l'Église Évangélique de Nouvelle-Calédonie vote une résolution soutenant l'accession du peuple mélanésien à l'indépendance en août 1979. « L'Église évangélique en Nouvelle-Calédonie », *Autres Temps. Les cahiers du christianisme social*, n°4, 1984, p. 82-86. David Chappell, « The Kanak Awakening of 1969-1976: Radicalizing Anti-Colonialism in New Caledonia », *Journal de la Société des Océanistes* 2, n° 117, 2003.

¹¹⁹⁰ La délégation rapporte les violences subies par les militants Kanak, et note que « la revendication d'indépendance est surtout à la reconnaissance d'une culture, d'une pré-histoire, d'un peuple ». « Mission de la délégation de l'EPPF en Nouvelle-Calédonie », *Vea Porotetani*, janvier 1985.

¹¹⁹¹ « La visite de Laoui, Malaki et Billy », *Vea Porotetani*, juin 1985.

¹¹⁹² Conseil central du COE, Comité de l'Unité II. « Questions d'actualité », 9 janvier 1979. Source : archives en ligne, moruroa.org.

¹¹⁹³ Se référer au chapitre 6.1.

ouvertement contre les essais dans l'émission 'Présence Protestante'. Il fait l'objet d'une campagne de presse dénigrante menée par l'association Te e'a Porotetani, un groupe de protestants conservateurs qui le qualifient « *d'ayatollah* » dans la presse¹¹⁹⁴.

Les renseignements français scrutent de près l'influence de Doom au sein de l'EEPF, et se réjouissent de la contre-influence menée par le Te E'a Porotetani, mais notent qu'ils ne se sont pas manifestés après le Synode de 1987 pour contre les « *effets anti-français des déclarations sur le nucléaire et le foncier*¹¹⁹⁵ ». Des mentions de cette association se retrouvent dans les archives des services de renseignement français jusqu'en 1987 – date au-delà de laquelle nous n'avons plus accès à ce type d'archives¹¹⁹⁶. Après vingt ans de discrétion, le pasteur Adnet réaffirme également son opposition aux essais, et s'engage dans le courant progressiste de l'EEPF¹¹⁹⁷.

Au début des années 1980, le contexte régional, la question Kanak et l'influence grandissante du PCC abolissent la consigne de silence de l'EEPF sur le nucléaire. Le Synode de 1982 prend officiellement position contre les essais¹¹⁹⁸. La condamnation des activités

¹¹⁹⁴ « L'Eglise Evangélique dans le trouble », *Les Nouvelles de Tahiti*, 20 septembre 1979. Le mémoire de Marama Gaston Taura contient un index des articles de presse critiques à l'encontre de John Doom : « The Protestant Church on the Colonial Regime in French Polynesia (with special reference to the French nuclear testing program) », mémoire de master en théologie, Pacific Theological College, Suva, 1991.

¹¹⁹⁵ ANF, 19950175/24. Bulletins mensuels du bureau d'études de Papeete, ; les mouvements indépendantistes et autonomistes ; les Eglises et sectes (1985-1988). Haussaire à ministère de l'Intérieur, 18 août 1987.

¹¹⁹⁶ Pendant la grève des dockers et les violents affrontements de 1987, les renseignements surveillent le positionnement des Eglises sur le mouvement social. Ils notent la sévère opposition entre l'EEPF et le Te E'a Porotetani de Adrien Degage, ce dernier pointant du doigt l'influence de John Doom, le « fameux loup » dans la presse locale. ANF, 19950175/24. Bulletins mensuels de renseignement du bureau d'études de Papeete, ; les mouvements indépendantistes et autonomistes ; les Eglises et sectes (1985-1988). Synthèse hebdomadaire de renseignement, 14 au 20 novembre 1987.

¹¹⁹⁷ Lors d'une prédication en décembre 1981, Adnet parle de l'évolution de la théologie océanienne, et cite le travail de Duro Raapoto pour l'affirmation identitaire Mā'ohi. Lui et John Doom sont alors attaqués par le Te E'a Porotetani d'Adrien Degage, qui les accusent d'être favorables aux indépendantistes, et avancent que le COE serait un organisme « *financé par l'URSS et Kadhafi* ». Adnet publie alors une mise au point, expliquant que ses propos sont sortis de leur contexte afin de disqualifier les pasteurs progressistes. « Une mise au point du pasteur Jean Adnet », *Les Nouvelles de Tahiti*, 30 janvier 1982.

¹¹⁹⁸ La prise de position de 1982 reste modérée, et l'Eglise ne participe pas aux manifestations antinucléaires conduites pas les partis indépendantistes. L'engagement se fait encore une fois de manière graduelle. L'EEPF envoie une lettre au président de la République en 1984. Puis le 5 avril 1985, une délégation de l'Eglise organise un jeûne pour la paix. Henri Vernier, *op.cit*, p. 157. Gwendoline Malogne-Fer, « L'église évangélique

nucléaires dans le Pacifique est également au premier plan du Congrès du COE de 1983 à Vancouver. Pendant la session du 30 juillet, la délégation du Pacifique bénéficie d'un temps de parole important. Des militants polynésiens se mettent en scène, et lèvent leurs pancartes sous les applaudissements de la salle : « IF IT IS SAFE - DUMP IT IN TOKYO - TEST IT IN PARIS - STORE IT IN - WASHINGTON D.C - BUT KEEP MY PACIFIC - NUCLEAR FREE ».



Délégation du Pacifique lors de la conférence du COE de 1983, Youtube.

La délégation du Pacifique a accès à cette tribune internationale, composée de représentants d'Églises sensibles aux questions de désarmement. Ce moment nous semble primordial dans la construction de réseaux militants. Le discours de l'activiste marshallaise Darlene Keju sur les souffrances de son peuple après les essais américains est la clef de voûte de l'argumentaire général¹¹⁹⁹. Son récit est un choc pour les délégations américaines, allemandes

de Polynésie française et les essais nucléaires : de la prise de conscience chrétienne à la prise de position publique (1963-1982) », dans: Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique (1981-1988)*, Paris, Les Indes Savantes, 2003, p. 205-214.

¹¹⁹⁹ « Lorsque les États-Unis nous disent qu'ils sont là pour nous protéger, nous nous retournons et leur demandons : 'Protéger de qui ?' Nous n'avons pas d'ennemi. En fait, vous serez peut-être intéressé de savoir que nous, Marshallais, n'avons pas de mot pour 'ennemi'. [...] N'oubliez pas que nous sommes les victimes de l'ère nucléaire. » « When the United States tells us they are here to protect us, we turn around and ask them, 'Protect us from whom? We have no enemies. In fact, you might be interested to know that us Marshallese do not have a word for 'enemy'. [...] Remember we are the victims of the nuclear age. », traduction de l'auteur. John Doom parle ensuite de l'impact des activités nucléaires sur l'environnement, le mode de vie des Océaniens

ou encore danoises qui rentrent chez elles « *décidées à soutenir les initiatives des Églises océaniques*¹²⁰⁰ ».

Après être parvenu à susciter un intérêt pour le Pacifique au COE, Doom quitte son poste à l'EPPF en 1989 pour s'installer à Genève, qu'il nomme « *l'ONU des Églises non-romaines*¹²⁰¹ ». Il fonde le Bureau Pacifique au siège de l'organisation, et réalise un travail de mise en relation entre des militants de Polynésie, d'Europe et des représentants d'Églises¹²⁰². Après la fondation du Bureau Pacifique, le COE s'engage plus activement dans des campagnes contre les essais, et soutient activement le traité de Rarotonga visant à établir une zone dénucléarisée dans le Pacifique à l'ONU¹²⁰³.

Ce hub océanien de Genève dynamise les « *circulations transnationales d'échanges intellectuels entre les îles d'Océanie, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, les États-Unis ou l'Allemagne*¹²⁰⁴. » Le bureau de Doom devient un point de passage permettant d'établir des connexions vers des Églises du monde entier, dans un réseau 'petit-monde' rassemblé autour du COE.

L'engagement de l'EPPF contre le nucléaire va crescendo, et en 1985, le Synode demande une consultation populaire sur la présence du CEP. En août 1987, le Haut-commissaire écrit au ministère de l'Intérieur, expliquant que Utia Marurai sera probablement réélu à la tête de l'EPPF, et que le pasteur Jacques Ihorai, plus engagé contre le nucléaire, sera son vice-président. Il estime qu'il y a peu de chances que John Doom soit remplacé, même si l'Église lui reproche de « *concentrer trop de pouvoirs*¹²⁰⁵ ». Contrairement à ses prévisions, Ihorai est élu président, et réaffirme l'opposition aux essais lors des prochains Synodes. La position de

et dénonce l'océanisation de déchets nucléaires dans le Pacifique. Jeff Johnson, « Darlene Keju Speech to World Council of Churches, Vancouver 1983 », <https://www.youtube.com/watch?v=1hxCGIA5oJQ>

¹²⁰⁰ « Faire reconnaître le Pacifique dans sa spécificité », *Ve'a porotetani*, février 1990, p. 14 - 16.

¹²⁰¹ *Ibid.*

¹²⁰² John Taroanui Doom, *Mémoires d'une vie partagée*, Haere Po, 2016.

¹²⁰³ Christine Weir, « The Opening of the Coconut Curtain: Pacific Influence on the World Council of Churches through the Campaign for a Nuclear-Free Pacific, 1961 to 2000 », *The Journal of Pacific History*, 2019, 54:1, p. 116-138.

¹²⁰⁴ Gwendoline Malogne-Fer, « Gilles Vidal, Les nouvelles théologies protestantes dans le Pacifique Sud. Étude critique d'un discours religieux et culturel contemporain », *Archives de sciences sociales des religions*, 176 | 2016, p. 399.

¹²⁰⁵ ANF, 19950175/24. Bulletins mensuels du bureau d'études de Papeete ; les mouvements indépendantistes et autonomistes ; les Églises et sectes (1985-1988). Haussaire à ministère de l'Intérieur, 8 août 1987.

l'Église est minutieusement surveillée, et le Bureau d'Étude alerte le Haut-Commissaire sur sa propension à soutenir l'indépendance du territoire. Dans une longue note, ils soulignent sa « *force considérable, car très bien structurée avec un clergé de souche locale* », et des fidèles qui représentent 46% des polynésiens :

« Son emprise sur les esprits est évidente [...] elle participe à la politique locale et intervient sur des problèmes de société, sur le nucléaire à travers la voie de son secrétaire général, John Doom dont la prééminence a encore été renforcée lors du dernier synode [...]. Les principes moraux défendus sont entachés de visées politiques plus que de spiritualité¹²⁰⁶. »

La même année, le pasteur Alain Rey fait un voyage en Polynésie, qu'il raconte dans un article intitulé 'Derrière le rideau de fleurs' publié dans la presse régionale française. Une copie de cet article se trouve dans les archives de Jean-Jacques de Félice, qui lui est directement envoyé par Rey – reprenant le titre du documentaire que François Roux avait préparé pour le procès 'Te Toto Tupuna'¹²⁰⁷. Le pasteur y expose les écarts de richesses choquantes induites par les monopoles financiers et politiques, note que Tahiti « *est abîmée par l'argent* » et se réjouit de la nouvelle orientation de l'EEPF :

« Et pourtant c'est une Église qui n'a pas toujours eu la lucidité qu'elle peut avoir aujourd'hui: elle n'a pas toujours su résister à la séduction du pouvoir ou de l'argent. Ce sont les jeunes, et notamment les jeunes théologiens formés à Strasbourg et Montpellier qui ont ébranlé les fondations de l'édifice. Dans un premier temps, la réaction institutionnelle a été faite de rejet et d'exclusion. La Parole sonnait trop juste, elle était irrecevable. Et puis, les années se sont écoulées, les idées ont fait leur chemin, et l'Église, petit à petit, s'est convertie à une foi pour aujourd'hui, à une théologie pour son temps. Ce sont les défis surgis de l'actualité qui forment les quatre temps de la théologie polynésienne: le nucléaire, la langue, la terre, la culture¹²⁰⁸. »

Le pasteur évoque avec passion l'engagement de Gabriel Tetiarahi, un géographe qui entreprend dans l'EEPF un travail de recherche sur les questions foncières. Il s'entretient

¹²⁰⁶ ANF, 19950175/24. Bulletins mensuels du bureau d'études de Papeete, ; les mouvements indépendantistes et autonomistes ; les Eglises et sectes (1985-1988). Haut-Commissariat, Bureau d'Étude, « Églises et sectes de la Polynésie Française », avril 1987.

¹²⁰⁷ La Contemporaine, fonds de Félice. ARCH/0147/123. Note à Jean-Jacques de Félice, 15 avril 1987.

¹²⁰⁸ Alain Rey, « Derrière le rideau de fleurs », *Le Cep*, avril 1987.

également avec Henri Hiro, dont il décrit les relations avec l'EPPF comme « *faites d'attraits et de rejets, de proximité et d'oppositions*¹²⁰⁹ ». Il revient sur son passage à la faculté de théologie de Montpellier, pendant des années de « *bouillonnement intellectuel extrême* », son retour en Polynésie, où sa parole « *trop tranchée* » pour l'Église l'oblige à « *baisser la tête ou partir* ». Depuis il en va autrement, la rencontre serait à nouveau possible. « *C'est pourquoi le travail de Henri Hiro est la recherche d'une théologie pour la Polynésie d'aujourd'hui.* » Il expose au pasteur la mission qu'il s'est confié : « *Proposer, restituer au peuple polynésien sa vie, mais sa vie dans sa totalité, et non plus sous forme morcelé [...] la maison, la nourriture, l'habillement, l'économie, la façon de vivre, les chants, les danses, la musique. Tout !* » Henri Hiro demande à faire passer un message aux Églises de France :

« J'aimerais dire quelque chose: tu es quand même pasteur, de chrétien à chrétien, il est bon qu'on se soutienne, que l'on s'écoute. Alors je crois qu'il est important que nous puissions avoir une place chez vous, dans votre cœur. Non pas pour vous envahir, mais pour nous aider, nous en avons besoin ! Parce que, autrement, les choses vont se passer comme l'histoire, la vieille histoire de l'humanité nous le raconte au sujet de la libération des peuples. Toujours par les armes, toujours par le feu, toujours par le sang ! Vraiment, les Polynésiens ne souhaitent pas cela. On a entendu la voix des Églises protestantes de France dire oui à l'indépendance de la Calédonie. Si elles pouvaient faire entendre leur voix et avoir une démarche pour nous, dans ce sens-là, ce sera bien ! C'est un souhait que je formule : aidez-nous ! ».

Le pasteur Roland Jeanneret, engagé dans les réseaux de missionnaires hostiles au CEP, se réjouit de constater cette nouvelle orientation de l'EPPF. L'ancien professeur de l'école pastorale de Tahiti entre 1972 et 1974 connaît bien Duro Raapoto, et surtout Henri Hiro qu'il fréquente à son retour de Montpellier. En 1981, Jeanneret écrit un article sur le nucléaire à Tahiti dans le journal du Mouvement International pour la Réconciliation. Il commence par citer l'article « Maohi » de Duro Raapoto, puis aborde longuement l'affaire 'Te Toto Tupuna' et la mutinerie de Nu'utania qu'il qualifie de « *soubresauts significatifs du malaise qui gagne la société tahitienne*¹²¹⁰. »

L'article de Jeanneret est reproduit dans un livret militant imprimé par le pasteur Gilbert Nicolas et distribué dans les réseaux non-violents. Le document incite à soutenir les Comités

¹²⁰⁹ *Ibid.*

¹²¹⁰ Roland Jeanneret, « Sous le colonialisme atomique français : Tahiti », reproduit dans un livret militant édité aux presse de Quimper, mai 1981.

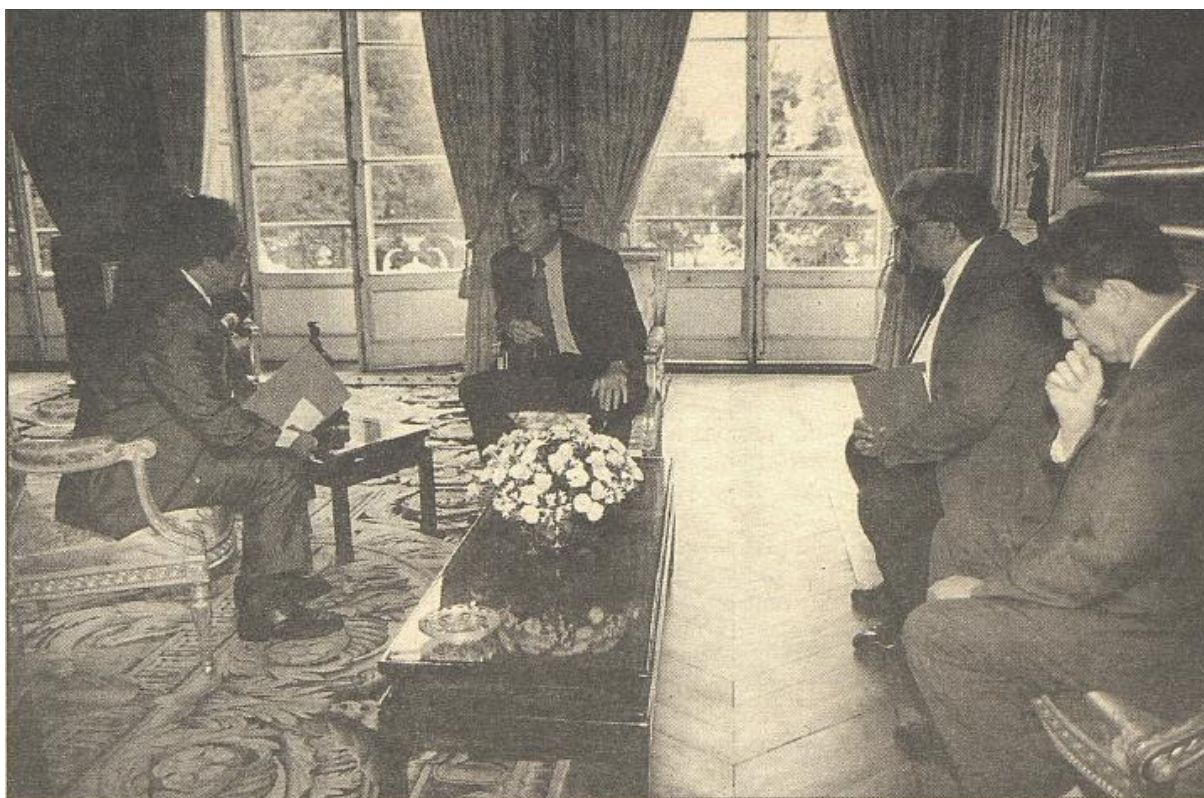
de Soutien aux Tahitiens formés en marge du procès de Te Toto Tupuna militants, et donne le contact de François Roux. Les références à la terre-mère et la pollution nucléaire se retrouvent dans les discours de Me de Félice, un avocat protestant en lien avec le COE qui défend ardemment les indépendantistes polynésiens et Kanak. En 1989, il explique pourquoi les argumentaires scientifiques officiels concernant les essais seront toujours disqualifiés par la violence qu'ils représentent :

« Enfin quand on parle à un Polynésien, quand on parle à un Kanak on n'a pas besoin d'expertise. Ils sont consternés, physiquement bouleversés de sentir que leur terre, leur mère, leur esprit même, leurs ancêtres, leurs descendants et toute la vie collective à laquelle ils sont attachés, sont pollués et contaminés par nos expériences¹²¹¹. »

Lors de l'annonce de la reprise des essais en 1995, une délégation de l'EEPF, conduite par le président Jacques Ihorai, est reçue à l'Élysée le 21 septembre. Ihorai explique à Jacques Chirac que l'évolution des Églises et de la théologie rendent les expérimentations inacceptables, et que les essais reviendraient à « *faire exploser des bombes dans le ventre de notre mère nourricière la terre* ». À l'issue de son exposé, le président de la République lui demande, « *cette notion de terre-mère est-elle bien chrétienne ?* » et s'inquiète de l'inspiration indépendantiste d'un tel discours¹²¹². Le pasteur Ralph Teinaore explique ce qu'est la théologie contextuelle, tout en réaffirmant l'attachement des Polynésiens à la République. De quoi rassurer le président, qui expose ensuite les raisons qui le contraignent à procéder à de derniers essais, et promet de soutenir financièrement le territoire après la fin des essais.

¹²¹¹ « Jean-Jacques de Félice et l'objection de conscience », Colloque sur la non-violence, 26 novembre 1989. Archives audiovisuelles de Bernard Baissat. <https://www.youtube.com/watch?v=1-Xf3YwFja8>

¹²¹² *Vea Porotetani*, novembre 1995.



Jacques Ihorai, Jacques Chirac, Jean Alexandre et Ralph Teinaore à l'Élysée, septembre 1995, *Ve'a Porotetani*.

Les fidèles de l'EPMa sont désormais largement acquis au rejet du nucléaire, et constituent les principaux effectifs du mouvement pour la reconnaissance des conséquences des essais en Polynésie française. Ainsi en juin 2021, 2500 manifestants défilaient dans les rues de Pape'ete, après avoir répondu à l'appel lancé par les paroisses protestantes, aux côtés de catholiques engagés bien plus récemment avec l'association 193¹²¹³.

¹²¹³ « Polynésie/essais nucléaires: manifestation à Papeete », *Le Point*, 3 juillet 2021.

Chapitre 9.

Un regroupement de réseaux militants à la fin de la Guerre Froide.

Pendant la fin de la Guerre Froide, les opposants à la bombe voient de nombreuses revendications couronnées de succès. En premier lieu, l'arrêt progressif des essais nucléaires. Le Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires fait l'objet de négociations internationales à l'été 1995, et l'ambassadeur de France à la conférence de Genève sur le désarmement annonce le 10 août que Paris s'engage « *à renoncer à tout type d'essais nucléaires, y compris de très faible puissance, dans le cadre de la signature, à l'automne 1996, du traité d'interdiction totale des essais nucléaires*¹²¹⁴. »

Une dernière campagne de tirs en 1995 – 1996 mobilise toutefois de multiples réseaux de militants que nous avons évoqué. Malgré des revendications différentes, l'arrêt des essais semble permettre au mouvement contre les essais de faire cause commune, et leurs interactions paraissent facilitées par des organismes qui rassemblent plusieurs réseaux préexistants. La mise en place de telles organisations trans-réseaux, ou *umbrella organizations*, s'active lors de la dernière campagne d'essais.

Sur quelles structures de coordination les militants se reposent les réseaux européens et océaniques qui se mobilisent à la fin de la Guerre Froide ? Qui sont les passeurs qui les aident à travailler dans une dynamique transnationale lors de la dernière campagne ?

Nous examinerons d'abord l'implication du mouvement des peuples autochtones dans les oppositions aux expériences françaises, qui semble permettre à des acteurs jusqu'ici peu représentés dans le mouvement contre la bombe de faire entendre leurs voix auprès des instances internationales. Puis, nous verrons que des réseaux océaniques et européens se réunissent à travers des organisations de coordination lors d'une campagne contre les essais français, qui cessent définitivement en 1996.

9.1 Un mouvement autochtone contre les essais nucléaires.

Dans les années 1990, le mouvement contre la bombe, que Lawrence Wittner définit comme le « *plus grand mouvement social des temps contemporains* », se mobilise pour faire fermer

¹²¹⁴ « Paris s'engage à soutenir l'interdiction en 1996 de tout essai nucléaire », *Le Monde*, 11 août 1995.

les sites d'essais nucléaires¹²¹⁵. Tout d'abord, ceux des deux grandes puissances : Semipalantinsk au Kazakhstan, et le Nevada Testing Site aux États-Unis. Au sein des acteurs mobilisés, un réseau se forme autour de peuples autochtones vivant sur les territoires proches de sites d'essais, qui s'affirment dans le mouvement contre la bombe où ils étaient encore peu représentés¹²¹⁶.

Les revendications de peuples natifs s'affirment sur la scène internationale depuis les années 1970, avec la mise en place de réseaux unis autour d'une identification sociopolitique de groupes qui « *partagent l'expérience de la marginalité et font face à des impacts négatifs de l'extraction de ressource et l'économie moderne*¹²¹⁷ ». L'historiographie de ce mouvement se segmente avec une littérature par aires, qui souligne parfois sa dimension transnationale. Des recherches se focalisent ainsi sur les Kanak et le Pacifique, les Māori, les Mayas, ou passent par des approches plus globales¹²¹⁸.

Ces militants se rassemblent d'abord autour de communautés locales, qui se connectent entre-elles à travers des plateformes internationales, à commencer par l'ONU. Des militants autochtones se mobilisent dans les Amériques à travers des organisations de type *grassroot* 'partant de la base', liées aux Nations Unies¹²¹⁹. Les grands centres urbains des États-Unis

¹²¹⁵ Lawrence Wittner, *One World or None. A History of the World Nuclear Disarmament Movement Through 1953*, Sanford University Press, 2012.

¹²¹⁶ Kirchof et Meyer font la critique des discriminations au sein du mouvement transnational contre le nucléaire, en prenant l'exemple de l'hégémonie des réseaux scientifiques élitistes, comme le International Physicians for the Prevention of Nuclear War, ainsi que la non-inclusion d'acteurs autochtones dans le mouvement Nevada Desert Experience mené par des militants non-violents dans les années 1980. Astrid Mignon Kirchof, Jan-Henrik Meyer, « Global Protest against Nuclear Power: Transfer and Transnational Exchange in the 1970s and 1980s », *Historical Social Research / Historische Sozialforschung* 39, no. 1, 2014, p. 165-90.

¹²¹⁷ « shared experiences of marginalized groups facing the negative impacts of resource extraction and economic modernity. » Ronald Niezen, *The Origins of Indigenism: Human Rights and the Politics of Identity*, University of California Press, 2003, p. 9.

¹²¹⁸ Sur les Kanak et le Pacifique : James Clifford, *Returns: Becoming Indigenous in the Twenty-First Century*, Harvard University Press, 2013. Sur les Māori : Jeffrey Sissons, *First Peoples: Indigenous Cultures and Their Futures*, Reaktion Books, 2005. Kay B. Warren, *Indigenous Movements and Their Critics: Pan-Maya Activism in Guatemala*, Princeton University Press, 1998. Pour une approche plus globale de l'histoire des autochtones : Ann McGrath, Lynette Russell, *The Routledge Companion to Global Indigenous History*, Routledge, 2022.

¹²¹⁹ Karen Engle, *The Elusive Promise of Indigenous Development: Rights, Culture, Strategy*, Duke University Press. Irène Berlier, « Les peuples autochtones aux Nations unies, nouvel acteur dans fabrique des normes internationales », *Critique Internationale*, n°54, 2021, p. 61-80.

deviennent des hubs militants où se concentrent des populations natives impactées par les activités nucléaires. Les Navajo/Diné protestent ainsi contre l'exploitation de l'uranium sur les terres tribales du Nouveau-Mexique¹²²⁰. Le territoire de la nation Navajo/Diné est installée sur la plus grande réserve autochtone des Etats-Unis (71.000 km²), et compte aujourd'hui 170.000 habitants. L'exploitation de mines d'uranium commence en 1944 et cause de nombreux dommages sanitaires et environnementaux¹²²¹.

À la fin des années 1980, des militants Shoshone, un peuple autochtone du Nevada, mènent une campagne pour faire fermer le site d'essais américain, tout en soulevant les injustices politiques et environnementales à l'égard de leur peuple¹²²². Leur lutte pour la protection du territoire de Newe Sogobia, où se trouve le Nevada Testing Site, se fait dans le prolongement de l'American Indian Movement (AIM), actif depuis 1968 pour défendre les droits des autochtones américains¹²²³. En 1989, les Shoshone s'allient avec des militants Kazakhs afin de mener une campagne pour la fermeture des sites d'essais du Nevada et de Semipalatinsk¹²²⁴.

¹²²⁰ Danielle Endres, « The Rhetoric of Nuclear Colonialism: Rhetorical Exclusion of American Indian Arguments in the Yucca Mountain Nuclear Waste Siting Decision », *Communication and critical/cultural studies*, vol. 6, n°1, 2009, p. 39-60.

¹²²¹ Plus de 500 mines sont à l'abandon depuis les années 1980. Renya K. Ramirez, *Native Hubs, Culture, Community, and Belonging in Silicon Valley and Beyond*, Duke University Press, 2007. Brugge, Doug; Goble, Rob, « The History of Uranium Mining and the Navajo People », *American Journal of Public Health*, 92 (9), 2002, p. 1410–1419.

¹²²² Taylor N. Johnson, « The most bombed nation on Earth: Western Shoshone resistance to the Nevada National Security Site », *Atlantic Journal of Communication*, 26, no. 4, 2018, p. 224-239. Valerie L. Kuletz, *The tainted desert: Environmental and social ruin in the American West*, Routledge, 2016. Patricia George, Abel Russ, « Nuclear Testing and Native Peoples: Tribal research uncovers unexpected exposures », *Race, Poverty & the Environment*, 11, no. 2, 2004, p. 38-40.

¹²²³ L'AIM porte principalement des revendications de type *landback*, pour la restitution des terres spoliées aux peuples premiers. La structure de ce mouvement est de type *grassroot*, 'partant de la base'. Grâce à son influence populaire, l'AIM porte la question de l'injustice environnementale qui touche les peuples autochtones sur la scène internationale, et se lie avec des militants du Pacifique, notamment des Hawaïens, comme en témoigne le militant Pōkā Laenui. Pōkā Laenui, Hayden Burgess, « The World Council of Indigenous Peoples An Interview with (Hayden Burgess) », *The Contemporary Pacific* 2, no. 2, 1990, p. 336–48.

¹²²⁴ En signe de solidarité, le poète Kazakh Olzhas Suleimenov donne le nom de 'Nevada Movement' à son organisation qui milite pour la fermeture du site de Semipalatinsk. George Rozsa, « The Nevada Movement: A Model of Trans-Indigenous Antinuclear Solidarity », *Journal of Transnational American Studies*, 11(2), décembre 2020. Notons les travaux de Magdalena E. Stawkowski sur la représentation des essais nucléaires et la

Ces solidarités transnationales entre peuples premiers s’ancrent dans la constitution d’un réseau pan-autochtone soudé autour de l’ONG internationale World Council of Indigenous Peoples (WCIP) fondée en 1975¹²²⁵. Cette organisation permet la première réunion d’un groupe de travail autochtone aux Nations Unies à Genève en août 1982, avec la formation du Working Group on Indigenous Populations (WGIP)¹²²⁶. Les Nations-Unies deviennent où des acteurs non-étatiques peuvent s’impliquer dans les politiques environnementales¹²²⁷. Les militantismes autochtones prennent de l’importance avec le lobbying du WGIP qui regroupe des peuples autochtones à travers le monde, et notamment dans le Pacifique.

Les réseaux autochtones d’Amérique du Nord se mobilisent également à travers le tribunal Russel – un tribunal populaire fondé par Jean-Paul Sartre et Bertrand Russell en 1966 pour dénoncer la politique américaine au Vietnam¹²²⁸. L’Union of British Columbia Indian Chiefs y mène une campagne pour faire reconnaître la juridiction autochtone au Canada en 1980¹²²⁹. Au début du mois de décembre, le représentant polynésien de l’association Ia Ora te Natura, Myron Mataoa, également militant du Front de Libération de la Polynésie, se rend à Rotterdam. Il y assiste à une session du tribunal Russell sur les droits des peuples autochtones, puis monte à la tribune et alerte le jury à propos des essais en Polynésie¹²³⁰.

radioactivité dans les villages aux alentours de Semipalantinsk. « ‘I am a Radioactive Mutant’: Emerging Biological Subjectivities at the Semipalatinsk Nuclear Test Site », *American Ethnologist*, 43(1), 2016, p. 144-157.

¹²²⁵ Pōkā Laenui, Hayden Burgess, *op.cit.* Jochen Kemner, « Lobbying for global indigenous rights : the world council of indigenous peoples (1975 -1997) », *Forum for Inter-American Research*, 4, 2011.

¹²²⁶ Douglas Sanders, « The UN Working Group on Indigenous Populations », *Human Rights Quarterly*, vol. 11, no. 3, 1989, p. 406 – 433.

¹²²⁷ Margaret E. Keck, Kathryn Sikkink, *Activists beyond borders*, Cornell University Press, 1998, p. 161.

¹²²⁸ Daniele Archibugi, Alice Pease, *Crime and Global Justice: The Dynamics of International Punishment*, Polity Press, Cambridge, 2018.

¹²²⁹ Emma Feltes, Sharon H. Venne, « Decolonization, Not Patriation: The Constitution Express at the Russell Tribunal », *BC Studies: The British Columbian Quarterly*, n° 212, 2021. Fourth Russell Tribunal, *Handbook: The Rights of the Indians of the Americas*, 18, 1980.

¹²³⁰ Le tribunal conclut sur le besoin de renforcer le droit international pour les peuples autochtones, mais se concentrent sur les natifs américains. Myron Mataoa fait parvenir un fascicule au jury, racontant l’histoire du CEP, puis est invité à prendre la parole en fin de séance. Il déclare: « Hélas ! Notre Polynésie étant Territoire Français d’Outre-Mer est en danger de survie car en juillet 1966, le gouvernement français faisait exploser sa première bombe nucléaire dans le Pacifique et continue encore aujourd’hui. [...] Ainsi, l’air, la mer, les plantes, les animaux et les populations qui vivent à proximité des centres sont touchés quelques soient les mesures de sécurité » « Ia Ora te Natura de retour à Rotterdam », *Les Nouvelles*, 3 décembre 1980, p. 13.

Mataoa lance un appel pour la dénucléarisation du Pacifique et l'arrêt complet des essais, et mentionne les accidents de 1979 au CEP, ainsi que la contamination de l'environnement et la production de déchets¹²³¹.

Les liens entre le mouvement autochtone et les militants contre les essais sont influencés par des réseaux concentrés sur le continent américain. La revendication d'une autochtonie au sein de la République française débute en effet chez les amérindiens de Guyane. Stéphanie Guyon et Benoît Trépied soulignent que ces derniers sont entraînés par la « *formation de réseaux autochtones dans le bassin amazonien et plus largement dans les Amériques*¹²³² ». Ce mouvement américain influence également le militant du Ia Mana te Nuna'a, Sébastien Charoussat, dit 'Eimeo a Raa' en lien avec le mouvement des autochtones américains dans les années 1970¹²³³. Les connexions avec ce réseau semblent se faire peu remarquer par les renseignements français, et nous retrouvons une seule mention des contacts du Ia Mana te Nuna'a avec le WGIP 1983¹²³⁴.

Toutefois, les stratégies militantes amérindiennes se différencient des indépendantistes Mā'ohi, qui privilégieraient une décolonisation par l'indépendance plus qu'une reconnaissance des droits du peuple autochtone¹²³⁵. Parmi les militants polynésiens interrogés, ceux qui participaient activement aux activités du Nuclear Free and Independent Pacific mettent régulièrement en avant la question autochtone, en particulier Gabriel

¹²³¹ *Ibid.* Sur les accidents de 1979 au CEP et leur influence dans la prise de conscience des risques radiologiques, se référer au chapitre 6.

¹²³² Stéphanie Guyon, Benoît Trépied, « Les autochtones de la République. Amérindiens, Tahitiens et Kanak face au legs colonial français », p. 93 - 112, dans: Irène Bellier (dir.), *Peuples autochtones dans le monde : Les enjeux de la reconnaissance*, L'Harmattan, 2013. p. 100.

¹²³³ Il publie un ouvrage chez Maspero sous le nom Sébastien Eimeo a Raa, avec le photographe et militant de gauche Jean-François Graugnard qui coordonne la venue de Wallace Black Elk, militant Sioux Lakotas, en France en 1978. *Nations indiennes, nations souveraines*, Maspero, 1978. Il est également un ami proche du militant et anthropologue Jean-Marc Pambrun, et se mobilise pendant le procès de Te Toto Tupuna en 1979.

¹²³⁴ ANF, 19950175/29. Bureau d'Etudes de Papeete. Bulletin de renseignements, octobre 1983.

¹²³⁵ Natacha Gagné, « Identité et stratégie autochtones : leurs complexités et (im)possibilités en Polynésie Française », *Cahiers du CIERA*, n°13, p. 6-33. « Brave New Words: The Complexities and Possibilities of an 'Indigenous' Identity in French Polynesia and New Caledonia », *The Contemporary Pacific*, vol. 27, no. 2, 2015.

Tetiarahi, partisan d'une stratégie militante axée sur les droits des peuples autochtones¹²³⁶. Celui-ci relève que les partis politiques locaux étaient « *plus sur l'indépendance, ce n'était pas tellement dans leur stratégie d'aller vers le WGIP*¹²³⁷ ». Fallait-il défendre l'indépendance pour arrêter les essais ? Pour Tetiarahi, les deux luttes doivent être menées, mais séparément et successivement, la fin des expériences étant sa priorité. En interrogeant Oscar Temaru à ce propos, il explique que « *pour que les essais s'arrêtent, il fallait l'indépendance* », sans souhaiter s'étendre sur ses divergences de stratégies avec Tetiarahi, avec qui il semblait se trouver en concurrence¹²³⁸.

De plus, la manière de se définir comme autochtone émanerait d'abord d'une autoidentification et d'une reconnaissance par le groupe¹²³⁹. Natacha Gagné relève de nombreuses complexités d'une autochtonie en Polynésie française, qui diffère des peuples emblématiquement catégorisés comme 'autochtones'¹²⁴⁰. Ici, la question d'une identité autochtone supposerait une réflexion sur l'acquisition de la citoyenneté française et du rapport au métissage¹²⁴¹. La question de l'autochtonie se pose dans plusieurs territoires français, mais reste peu débattu au niveau national, car elle touche au principe d'indivisibilité de la République¹²⁴².

Dans le cas de territoires français issus de la colonisation, Stéphanie Guyon et Benoît Trépier notent que l'on « *peut avoir été indigène hier sans devenir autochtone*

¹²³⁶ Le réseau du NFIP est lié au WGIP pendant les années 1980, puis formalise ces liens à travers le Pacific Concerns Resource Center (PCRC) basé à Suva en 2000. Bulletin du IWGIP, *Indigenous Affairs*, n°1, janvier 2000.

¹²³⁷ Entretien avec Gabriel Tetiarahi, 2021.

¹²³⁸ Entretien avec Oscar Temaru, 2021.

¹²³⁹ La France est pourtant signataire de la Déclaration des Droits des Peuples Autochtones depuis 2017, mais son représentant précise ne pas reconnaître les 'peuples' autochtones, y préférant le terme 'populations', notion moins liée à l'accès à la souveraineté. Stéphanie Guyon, Benoît Trépier, *op.cit.*, p. 98.

¹²⁴⁰ Natacha Gagné, « Identité et stratégie autochtones : leurs complexités et (im)possibilités en Polynésie Française », *Cahiers du CIERA*, n°13, p. 6-33.

¹²⁴¹ Elle s'est faite selon plusieurs phases de la colonisation des archipels des EFO. Benoît Trépier, « Une nouvelle question indigène outre-mer ? », *La vie des idées*, 2012. Pierre-Yves Toullelan, *Tahiti colonial (1860-1914)*, Publications de la Sorbonne, 1984. Anne-Christine Trémon, *Chinois en Polynésie française. Migration, métissage, diaspora*, Société d'ethnologie, 2011.

¹²⁴² Dans le droit international la notion de 'peuple' est liée à celle de souveraineté. En 1991, le Conseil constitutionnel avait fait retirer une référence au « *peuple corse, composante du peuple français* » du texte. « La notion de 'peuple corse' est contraire à la Constitution. Le statut de l'île est maintenu », *Le Monde*, 11 mai 1991.

*aujourd'hui*¹²⁴³ ». Les revendications autochtones oscillent entre volonté de faire valoir une souveraineté politique et reconnaissance de droits spécifiques à ces peuples, et ils soulignent que la seconde stratégie serait modestement présente en Polynésie, tout en relevant qu'elle « *concurrence néanmoins depuis quelques années le discours de l'indépendance, jusqu' alors dominant*¹²⁴⁴. »

Il nous semble que pendant la reprise des essais, la stratégie autochtone ne semble pas faire l'unanimité au sein des militants de Polynésie française, mais reste omniprésente au sein des organisations liées à des réseaux autochtones internationaux et aux Nations Unies. Dans les années 1990, le mouvement autochtone de Polynésie française semble ainsi se circonscrire aux liens développés par l'ONG Hiti Tau et au réseau d'ONG du Pacifique PIANGO. En 1995, ces deux organisations sont dirigées par Gabriel Tetiarahi. Ce militant nous apparaît comme un passeur entre ces organisations, locales et régionales, et des structures internationales qui servent de plateforme aux militantismes autochtones.

Élevé dans une famille protestante, Gabriel Tetiarahi quitte Taravao à la fin des années 1970 pour commencer des études de géographie à Bordeaux. La prise de conscience d'être colonisé se forge en côtoyant des étudiants algériens, malgaches, Kanak ou encore guadeloupéens¹²⁴⁵. Le 12 avril 1984, il soutient sa thèse à l'Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux¹²⁴⁶. De retour à Tahiti, Tetiarahi se rapproche de l'aile réformatrice de l'EEPF, notamment du théologien et militant Duro Raapoto¹²⁴⁷. Dans un article scientifique publié en 1987, le géographe rappelle que si les structures sociétales anciennes, composée des *ari'i*, des

¹²⁴³ Il n'existe pas de consensus sur cette notion dans le droit international, le cas français fixe aussi un cadre, à savoir les colonisés qui ont été identifiés comme 'indigènes' pendant un temps, puis sont devenus des citoyens français après les années 1960. Stéphanie Guyon et Benoît Trépied identifient ainsi les amérindiens de Guyane, Kanak et Mā'ohi comme seuls « autochtones de la République ». Stéphanie Guyon, Benoît Trépied, op cit. p. 99.

¹²⁴⁴ Stéphanie Guyon, Benoît Trépied, « Les autochtones de la République. Amérindiens, Tahitiens et Kanak face au legs colonial français », p. 93 - 112, dans : Irène Bellier (dir.), *Peuples autochtones dans le monde : Les enjeux de la reconnaissance*, L'Harmattan, 2013. p. 105.

¹²⁴⁵ Entretien avec Gabriel Tetiarahi, 2021.

¹²⁴⁶ Gabriel Tetiarahi, *L'agglomération de Papeete : sa région, sa croissance, ses structures, sa gestion, sous la direction de Pierre Barrère*, Université Bordeaux Montaigne, 1984.

¹²⁴⁷ En juin 1984, Gabriel remercie ses professeurs du Collège Pomare IV dans le *Ve'a Porotetani* « après avoir été éjecté de tous les autres établissements », et leur annonce sa soutenance de doctorat d'Université, obtenu avec mention très bien « Gaby Tetiarahi remercie ses professeurs », *Ve'a Porotetani*, juin 1984.

ra'atira et des *manahune* n'existent plus, la terre reste la plus précieuse ressource des autochtones¹²⁴⁸.

Avec le concours de l'Église, le jeune militant se lance dans la lutte pour la justice foncière. En 1990, Tetiarahi publie un article dans le *Ve'a Porotetani* où il dénonce la politique française et les abus du colonialisme. Il cite les revendications d'Aborigènes et de Māori pour récupérer leurs terres, et souligne que les grâce à des actions internationales ces derniers ont « réussi à faire admettre à leurs gouvernants allochtones la reconnaissance de leurs droits ancestraux¹²⁴⁹ ».

Tetiarahi s'investit dans l'ONG Hiti Tau ('lève-toi'), un réseau visant à fédérer des ONG polynésiennes. Fondée en en 1992, l'organisation fait partie du réseau Pacific Islands Association of Non Governmental Organisations (PIANGO)¹²⁵⁰. En 1993, Hiti Tau réunit plusieurs associations dans le comité de coordination de PIANGO. Celui-ci regroupe des organisations locales : Atu atu te natura, Hui tiama, Paruru ia Moorea, Vai roto arii no Mataiva, Jeunesse 'tamarii horohiti', Too hitu no Raro Matai, A puu ia te Whenua Enana, Putai maru, Te puna vai no Popora, Ia ora te natura, Vaitarava, Tapavau nui, la Confédération syndicale indépendante et démocratique et la Fédération des artistes et musiciens de Polynésie française¹²⁵¹. Pour Gabriel Tetiarahi, ce réseau vise avant tout à rassembler des communautés locales :

« C'était une *umbrella organization*. Le but de Hiti Tau c'était de créer un réseau local avec des gens prêts à témoigner, et de trouver des ressources financières. C'est moi qui le coordonnais, on avait 37 groupes locaux, et 17 bailleurs de fonds privés permanents¹²⁵². »

L'activiste est également représentant de la Ligue des Droits de l'Homme en Polynésie française. En 1993, il fait un discours lors de la 'Conférence mondiale sur les droits de l'homme' sous l'égide des Nations Unies à Vienne et se rapproche des réseaux du WGIP¹²⁵³.

¹²⁴⁸ Gabriel Tetiarahi, « The Society Islands: Squeezing Out the Polynesians », dans: Ron Crocombe (dir.), *Land Tenure in the Pacific*, University of the South Pacific, 1987, p. 47-48.

¹²⁴⁹ Gabriel Tetiarahi, « Foncier, nucléaire et environnement régional Pacifique : le cas de Maohi nui », *Ve'a Porotetani*, février 1990, p. 9 - 11.

¹²⁵⁰ Jean-Marc Pambrun, « 2^{ème} anniversaire d'une organisation adolescente aux premiers pas de maturité », *Te paepae no hiti tau, bulletin du réseau Hiti Tau*, n°19, septembre 1994.

¹²⁵¹ *Te paepae no Hiti Tau*, n°11, novembre 1993.

¹²⁵² Entretien avec Gabriel Tetiarahi, 2021.



Portrait de Gabriel Tetiarahi à Vienne pour le discours d'ouverture de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à l'ONU, juin 1993. Archives personnelles de G. Tetiarahi.

Les luttes contre les expérimentations et pour la reconnaissance des droits des peuples autochtones comportent ainsi des intersections, en particulier la défense de la terre-mère. Comme le soulève Danielle Enders, la rhétorique antinucléaire des militants Shoshones mêlent des références animistes, des arguments qui « *supposent que la montagne de Yucca et son écosystème sont animés et vont souffrir*¹²⁵⁴. » Pour Myriam Kahn, la terre « *fournit aux gens les moyens de survivre et de prendre soin de leur progéniture, ainsi qu'un sentiment*

¹²⁵³ *Ibid.*

¹²⁵⁴ « assume that Yucca Mountain and its ecosystem are animate and will suffer. » Danielle Endres, « Animist Intersubjectivity as Argumentation: Western Shoshone and Southern Paiute Arguments Against a Nuclear Waste Site at Yucca Mountain », *Argumentation* 27, no. 2, 2013, p. 184.

*moral et spirituel d'identité et de connexion*¹²⁵⁵. » Ces argumentaires dont s'emparent les militants autochtones s'accordent avec l'engagement antinucléaire de l'EEPF, de plus en plus affirmée depuis 1982. En juillet 1995, Tetiarahi réalise un discours lors de la conférence du WGIP à l'ONU, et se fixe sur les solidarités entre autochtones touchés par le nucléaire et la notion de terre-mère :

« Les Peuples Autochtones du Pacifique refusent fermement de subir les conséquences du besoin d'un État d'extérioriser son angoisse... 'La terre est notre mère' disent les Peuples Autochtones qui s'accordent tous sur cette idée essentielle... Dans le cadre de la course aux armements entre grandes puissances, nos frères Shoshone du Nevada ont également souffert de la nature fondamentalement contre-nature des essais nucléaires¹²⁵⁶. »

Le leitmotiv de la terre-mère est une référence dans les discours du mouvement autochtone sur les injustices environnementales, notamment vis-à-vis du nucléaire¹²⁵⁷. Il le devient également dans la communauté protestante de Polynésie française, suggérant des transferts entre le monde protestant et le mouvement autochtone, peut-être par les réseaux de Hiti Tau, ou ceux de Pacific Conference of Churches, qui restent proche du NFIP et du WGIP.

¹²⁵⁵ « provides people with the means to survive and care for their offspring, as well as with a moral and spiritual feeling of identity and connection. » Miriam Kahn, « Ancestral Land, Tourist Postcard, and Nuclear Test Site », *American Anthropologist*, New Series, Vol. 102, No. 1, 2000, p. 9.

¹²⁵⁶ « Indigenous Peoples of the Pacific firmly refuse to suffer the consequences of a State's need to exteriorize its anguish... 'The earth is our mother' say Indigenous Peoples who all agree on this essential idea... In the framework of the arms race between major powers, our Shoshonee brothers from the Nevada also suffered from the fundamentally counter-nature of nuclear testing. » « Maohi: Declaration before the UN Working Group on Indigenous Peoples », Declaration given by Hiti Tau during the Working Group on Indigenous Peoples in the United Nations Organization in Geneva, July 27, 1995. <https://www.unpo.org/article/1367>

¹²⁵⁷ En Polynésie, cet argument militant s'appuie largement sur la revitalisation de la pratique d'enterrement ritualisé du placenta. Celle-ci crée un lien indéfectible avec la terre des ancêtres, régulièrement mis en relation avec la pollution nucléaire. Le leitmotiv de la terre-mère contaminée se développe ainsi dans la théologie contextuelle du Pacifique Sud en réaction aux essais nucléaires. Nous développons ce sujet dans le chapitre 8 sur l'engagement des réseaux d'Églises. Gilles Vidal, *Les nouvelles théologies protestantes dans le Pacifique Sud. Étude critique d'un discours religieux et culturel contemporain*, Karthala, 2016. Bruno Saura, *Entre nature et culture. La mise en terre du placenta en Polynésie française*, Haere Po, 2005. *Mythes et usage des mythes : autochtonie et idéologie de la terre mère en Polynésie*, Peeters, octobre 2013.

Gabriel Tetiarahi est élu président du réseau PIANGO en 1995, et organise leur forum à Mo'orea avec 23 délégations du Pacifique¹²⁵⁸. En octobre 1995, *Le Monde* publie un portrait le décrivant comme « *l'un des indépendantistes polynésiens qui inquiètent le plus l'administration française* », et soulignent son aura dans le monde associatif¹²⁵⁹. La journaliste note l'essor de Hiti Tau, qui regroupe 600 adhérents depuis ses 3 ans d'existence, avec un système de financement basé sur des bailleurs de fonds allemandes, néerlandaises, néo-zélandaises australiens, et la Fondation de France¹²⁶⁰.

L'engagement de Tetiarahi se forge avec le militantisme anglophone. Au sein du *Piango Network*, le travail se fait en anglais, devenue langue véhiculaire des *Pacific Islanders* et des *activists*. Il se bat pour les droits des *Indigenous People* que la République française peine à reconnaître, et auquel que les Polynésiens ont parfois du mal à s'identifier¹²⁶¹. L'activiste met en avant le fait que *networking* est un concept plus pertinent que le réseau puisque « *ce n'est pas dans la culture militante francophone de 'faire du réseau'* », domaine dans lequel « *les français sont en retard* ». Il souligne également son attachement à des répertoires de pratiques spécifiques, notamment la désobéissance civile, car « *lorsque les allemands allaient s'enchaîner sur des rails, les français eux signaient encore des pétitions* ». Les anglophones feront toujours mieux à ses yeux. Il faut dire que les réseaux du NFIP et du PCC, qu'il convient de prononcer à l'anglaise, avaient de quoi l'impressionner.

Tetiarahi souligne toutefois l'existence de solidarités rurales avec l'Hexagone : « *Ici les gens ont une relation charnelle avec la terre, en France c'est pareil aussi dans les campagnes, surtout au Larzac. C'était inspirant, et ils ont été solidaires. José Bové et les paysans sont*

¹²⁵⁸ Gabriel Tetiarahi, « Foncier, nucléaire et environnement régional Pacifique : le cas de Maohi nui », *Vea Porotetani*, février 1990, p. 9 - 11.

¹²⁵⁹ Corine Lesnes, « Gabriel Tetiarahi, l'homme mana », *Le Monde*, 12 octobre 1995.

¹²⁶⁰ *Ibid.* « Hiti Tau a des liens avec des organisations dans trente-trois pays. Ses principaux bailleurs de fonds sont des organisations allemandes, néerlandaises, ou néo-zélandaises. Côté non officiel français, s'il a sollicité pendant sept ans la Fondation de France, il n'a eu le soutien que du Comité contre la faim et pour le développement (CCFD), qui apporte une contribution directe pour financer un séchoir à vanille, sans passer par l'épiscopat de Tahiti. « Comme ça, on contourne les pouvoirs. » En Australie, Gabriel traite désormais directement, en tant que président de l'association des ONG du Pacifique, avec l'agence publique d'aide au développement. L'association a aussi envoyé une femme à la conférence de Pékin. Un quota de 50 % de femmes est appliqué pour les postes à responsabilité. »

¹²⁶¹ Natacha Gagné, « Brave New Words: The Complexities and Possibilities of an 'Indigenous' Identity in French Polynesia and New Caledonia », *The Contemporary Pacific*, vol. 27, no. 2, 2015, p. 371–402.

venus à Tahiti. Ils sont montés sur les bateaux en 1995¹²⁶². » Depuis la fin des essais, Tetiarahi travaille dans son exploitation agricole de Taravao, où il organise des formations aux techniques agricoles dans les années 2000 afin de promouvoir la réappropriation de la terre et l'émancipation politique par l'autosubsistance alimentaire¹²⁶³.

Les réseaux de militantismes autochtones permettent à des communautés qui s'identifient ainsi de communiquer, et de se lier à travers des structures communes, comme le WGIP ou les Nations Unis. Ces réseaux restent cependant peu implantés en Hexagone et en Polynésie française, où ils reposaient essentiellement sur des liens entretenus par Hiti Tau. Gabriel Tetiarahi semble être un passeur permettant de lier le monde militant polynésien et les institutions internationales comme l'ONU, ainsi que des bailleurs qui financent ses activités militantes.

Nous avons vu que la notion de terre-mère est une thématique omniprésente dans les militantismes autochtones, qui imprègne leur rhétorique antinucléaire. Lors de l'annonce de la reprise des essais en 1995, les réseaux du COE produisent une littérature abondante, sous la forme de dossiers de presse distribués à ses Églises-membres¹²⁶⁴. Dans ces productions, le leitmotiv de la terre-mère contaminée revient constamment, illustrant l'ancrage d'un tel imaginaire dans la théologie océanienne.

« Mettre une bombe dans le ventre de ma mère ».

L'engagement contre le nucléaire s'amplifie avec les évolutions de la théologie contextuelle dans le Pacifique Sud¹²⁶⁵. Un militantisme chrétien se propage depuis Suva, et inscrit peu à

¹²⁶² Entretien avec Gabriel Tetiarahi, 2021.

¹²⁶³ *Ibid.*

¹²⁶⁴ Le COE publie par exemple un ouvrage bilingue français anglais qui vise à informer les Églises des problèmes sanitaires et sociaux engendré par la présence du CEP. Conseil Œcuménique des Églises, *Au nom du Dieu de vie, non ! L'Église et les essais nucléaires dans le Pacifique*, août 1995.

¹²⁶⁵ La théologie contextuelle en Océanie anglophone est véhiculée par les pasteurs Havea et Tuwere, des théoriciens, qui exercent une forte influence forte au sein du PCC et du PTC. De tels acteurs sont profondément inscrits dans des réseaux globalisés et les « circulations transnationales d'échanges intellectuels entre les îles d'Océanie, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, les États-Unis ou l'Allemagne ». Gwendoline Malogne-Fer, « Gilles Vidal, Les nouvelles théologies protestantes dans le Pacifique Sud. Étude critique d'un discours religieux et culturel contemporain », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 176, 2016, p. 399.

peu l'opposition au nucléaire dans la culture protestante de Polynésie¹²⁶⁶. Les travaux de Duro Raapoto, fils du premier président de l'Église, théologien et linguiste, s'attachent à définir l'identité Mā'ohi dans le contexte d'émancipation théologique et politique¹²⁶⁷. En 1989, Raapoto publie *Te rautiraa i te parau a te atua e te iho tumu maohi* et une série de livrets de réflexions théologiques qu'il demande à ne pas traduire en français¹²⁶⁸.

Gwendoline Fer-Malogue relève que les critiques de Raapoto se rapportant à sa définition de l'identité Mā'ohi « *fermée* », c'est-à-dire ethnocentrée, doivent se lire au regard du contexte de renouveau culturel et du cadre « *spécifique de la Polynésie française marqué en particulier par les essais nucléaires*¹²⁶⁹. » La thématique identitaire émerge de concert avec celle du nucléaire et la pensée de Duro Raapoto semble promouvoir une autochtonisation de l'EEPF¹²⁷⁰. Ses idées peinent à s'y frayer un chemin dans un premier temps, et trouvent bien plus d'échos au sein des contemporains de la désormais nommée l'Église Protestante Mā'ohi (EPMa).

Le processus d'engagement de l'EEPF s'accélère avec le retour au pays de pasteurs formés au Pacific Theological College (PTC) de Suva pendant les années 1980. Les futurs cadres de l'EEPF y étudient un autre type de théologie que dans les facultés métropolitaines, dans lequel on trouve une association du nucléaire et du colonialisme. Des thématiques en vogue dans un Pacifique Sud préoccupé par les droits des peuples autochtones. Les Nations Unies

¹²⁶⁶ La théologie de la noix de coco est ainsi débattue et théorisée par les pasteurs Havea et Tuwere au début des années 1970, qui exercent une forte influence au sein du PCC et du PTC. Gilles Vidal, *ibid.*

¹²⁶⁷ Bruno Saura, « Théologie de la libération et théorie de la culture chez Duro Raapoto », *Bulletin de la Société des Etudes Océaniques*, mars 1989. Marama Gaston Tauira, « The Protestant Church on the Colonial Regime in French Polynesia (with special reference to the French nuclear testing program) », mémoire de master en théologie, Pacific Theological College, Suva, 1991.

¹²⁶⁸ Raapoto exprime ainsi le souhait de laisser ceux qui se définissent comme Mā'ohi penser cette notion dans leur langue autochtone. Sa volonté de ne pas être traduit découle ainsi d'une stratégie visant à limiter les influences de la culture et politique française dans les réflexions théologiques. Duro Raapoto, *Te rautiraa i te parau a te atua e te iho tumu maohi*, 1989.

¹²⁶⁹ Gwendoline Malogue-Fer, « Gilles Vidal, Les nouvelles théologies protestantes dans le Pacifique Sud. Étude critique d'un discours religieux et culturel contemporain », *Archives de sciences sociales des religions*, 176 | 2016, p. 399.

¹²⁷⁰ Bruno Saura, « Théologie de la libération et théorie de la culture chez Duro Raapoto », *Bulletin de la Société des études Océaniques*, n° 246, 1989, p. 1-15.

constituent également un lieu de réseau avec une concentration de représentants d'Églises, et du mouvement pour les droits des peuples autochtones¹²⁷¹.

Certains étudiants formés à Fidji y font leur première expérience militante, et participent à des manifestations du NFIP ou des conférences de l'ONU. Le président actuel de l'EPMa, François Pihatae, nous raconte s'être engagé après être « *passé par Suva* », où il a été sensibilisé au fait nucléaire et colonial via les réseaux du COE « *en lien avec l'ONU*¹²⁷² ». Le pasteur Ishoré, plus âgé, se définit comme un « *pasteur révolutionnaire* », et nous confie avoir eu une prise de conscience politique en partant étudier à Suva en 1978 :

« Les mouvements antinucléaires étaient en force là-bas, avec le NFIP et le Conseil des Églises du Pacifique. Chaque semaine il y avait une marche antinucléaire devant l'ambassade de France. J'ai lancé des cailloux ! Nos cousins de Samoa nous ont réveillés aussi. Je suis rentré en 1981, pour un stage à Ra'iātea, mais la population ne voulait pas parler de nucléaire ou de colonialisme¹²⁷³ ».

L'inscription de la thématique du nucléaire dans les discours religieux se fait dans une période où certaines Églises protestantes s'affirment comme lieu d'activité de la culture Mā'ohi, non sans source de tensions parmi les fidèles¹²⁷⁴. La thématique du retour à la terre est valorisée dans le mouvement de renouveau culturel et théologique, avec une critique de l'abandon du monde rural depuis l'implantation du CEP. Dans les témoignages de militants,

¹²⁷¹ Yannick Fer relève ainsi l'extension des liens transnationaux de l'EEPF par la « mise en place de lieux de concertation tels que le groupe de travail sur les populations autochtones (WGIP en version anglaise) et l'instance permanente sur les questions autochtones. » Yannick Fer, « Le protestantisme polynésien, de l'Église locale aux réseaux évangéliques », *Archives de sciences sociales des religions*, 157 | 2012, p. 47-66.

¹²⁷² Entretien avec François Pihatae, avril 2021. Il est secrétaire général de la Conférence des Églises du Pacifique entre 2013 et 2018, puis élu président de l'EPMa et président du COE pour le Pacifique en 2019. Lors de cette nomination il déclare : « Il me semble opportun de prendre un virage international, selon la volonté du Seigneur. De plus, le COE étant une tribune internationale, ce service est selon moi le meilleur moyen de placer les questions de la région du Pacifique au cœur des préoccupations internationales. [...] Les habitants du Pacifique sont avant tout préoccupés par la question de l'autodétermination et de la dignité humaine de la Papouasie occidentale, de Maohi Nui et de Kanaky. [...] Nous demandons des compensations à l'État français pour les victimes des 193 essais nucléaires effectués à Moruroa et Fangataufa. » Cevaa, « François Pihatae : une double présidence », septembre 2019. <https://www.cevaa.org/francois-pihaatae-une-double-presidence>.

¹²⁷³ Le Conseil des Églises du Pacifique est le nom français du PCC. Entretien avec le pasteur Ishoré, avril 2021.

¹²⁷⁴ Un documentaire montre ainsi la scission d'une partie de la paroisse de Papetoa'i après l'utilisation d'eau de coco dans une représentation de la cène. Yannick Fer et Gwendoline Fer-Malogue, « Pain ou coco ? », 60 min, 2010.

l'idéalisation de la période pré-CEP et précapitaliste nous est souvent rapportée à travers ce rapport à la terre et à l'alimentation. Gwendoline Fer-Malogue veille toutefois à nuancer les présumées ruptures de cette théologie contextuelle d'avec un enseignement missionnaire valorisant la culture agricole : « *Difficile de ne pas faire le lien entre 'la théologie de la terre' et les pratiques et enseignements missionnaires valorisant la culture agricole et privilégiant le ministère de pasteur-agriculteur jusque dans les années 1970*¹²⁷⁵. »

La théologie de la terre-mère entre également en résonance avec la pratique du *pufenua*, un enterrement ritualisé du placenta créant un lien indéfectible entre le nouveau-né et sa terre ancestrale. Cette pratique remobilisée dans le mouvement d'affirmation identitaire s'intègre aux discours antinucléaires chez les protestants¹²⁷⁶. Le lien entre les essais, le ventre et la dépossession foncière s'illustre en particulier dans les écrits de Gabriel Tetiarahi. En février 1990, il publie un long article dans le *Ve'a Porotetani*, dénonçant le lien entre colonialisme, problèmes fonciers et pollution nucléaire :

« Le sol de Moruroa sert aujourd'hui de tranchée à la bombe atomique. Cet engin, enfoui dans le ventre de cette île, l'est aussi dans le ventre de toutes les femmes Ma'ohi qui donnent la vie à un enfant¹²⁷⁷. »

Le rapport au ventre des femmes contaminé par la radioactivité est omniprésent dans la littérature militante des années 1970-90. Le système reproductif féminin, et la question de la contamination radioactive des nouveau-nés se retrouve dans ce que Catherine Eschle identifie

¹²⁷⁵ Gwendoline Malogue-Fer, « Gilles Vidal, Les nouvelles théologies protestantes dans le Pacifique Sud. Étude critique d'un discours religieux et culturel contemporain », *Archives de sciences sociales des religions*, 176 | 2016, p. 399. Sur les changements alimentaires après l'implantation du CEP, se référer à la partie 3 de la thèse de Christophe Serra-Mallol. *Changement social et traditions alimentaires : approche socio-anthropologique de l'alimentation à Tahiti (îles de la Société, Polynésie française)*, thèse en anthropologie, sous la direction de Bruno Saura, 2007.

¹²⁷⁶ Bruno Saura, *Entre nature et culture - Mise en terre du placenta en Polynésie*, Haere Po, 2005. Bruno Saura, « Continuité des rites : le nombril des églises et le placenta des hommes en Polynésie orientale », *Journal de la Société des Océanistes*, n°116, 2003.

¹²⁷⁷ Gabriel Tetiarahi, « Foncier, nucléaire et environnement régional Pacifique : le cas de Maohi nui », *Ve'a porotetani*, février 1990, p. 9 - 11.

comme un type de militantisme féminin opérant une approche *maternaliste* du nucléaire¹²⁷⁸. Les références à la contamination du ventre et aux enfants déformés se retrouvent plus récemment dans des textes de la poète marshallaise Kathy Jetñil-Kijiner, qui les inscrit dans l’imaginaire des troubles gynécologiques associés aux essais¹²⁷⁹. Ce leitmotiv influence également les productions culturelles sur le fait nucléaire en Polynésie française. Ainsi, dans une scène de la pièce de théâtre ‘Les champignons de Paris’ qui connaît un succès à l’échelle du territoire depuis sa création en 2017, un habitant du Tureia s’écrit :

« Ces îles, la Terre, c’est notre Mère Nourricière. On a foutu une bombe là-dedans. C’est foutre une bombe dans le ventre de ma mère¹²⁸⁰. »

Cette rhétorique militante circule à travers des réseaux antinucléaires qui forment des systèmes de solidarité entre l’Europe et l’Océanie. Plusieurs communautés travaillent ensemble pendant la reprise des essais, et créent des structures de coordinations, qui se rassemblent notamment autour d’Églises et d’ONG transnationales.

9.2. Un rapprochement entre réseaux européens et océaniens pendant la reprise des essais.

Nous avons vu que les réseaux protestants s’engagent contre les essais nucléaires à travers le COE/PCC, et que l’EPPF s’engage officiellement à partir de 1982. Au début des années 1990, des réseaux de militants chrétiens se coordonnent pour mener des campagnes antinucléaires. Ces acteurs comptent des catholiques, une communauté peu évoquée jusqu’à présent, car leur rapport à l’arme atomique est animé de nombreuses disparités.

L’engagement des institutions catholiques contre les essais nucléaires reste complexe. Au début de la Guerre Froide, le Vatican tolère le recours à la dissuasion à titre provisoire, puis

¹²⁷⁸ Celle-ci motive l’engagement des femmes assignées au rôle de mère et de protectrice de l’enfant qui risque une contamination, et se distingue des militantismes antinucléaires de type féministes. Catherine Eschle, « Why haven’t you known? », *Z Friedens und Konflforsch*, 2023.

¹²⁷⁹ Kathy Jetñil-Kijiner, *Iep Jaltok: Poems from a Marshallese Daughter*, University of Arizona Press, 2017.

¹²⁸⁰ Emilie Génaédig, *Les champignons de Paris*, Haere Po, 2017, p. 72.

fait évoluer son positionnement au gré du contexte politique¹²⁸¹. La hiérarchie catholique affiche un certain retrait vis-à-vis des réseaux qui militent contre les essais nucléaires français. La dissuasion, donc la menace d'employer des armes nucléaires, pose toutefois des dilemmes moraux à l'Église catholique, qui doit décider si elle peut ou non la tolérer¹²⁸².

Comme le relève Jean Dufourcq, l'Église catholique est tolérante vis-à-vis de la dissuasion en France, et « *prenait sa part du discours de légitimation*¹²⁸³. » Son positionnement vis-à-vis du militantisme antinucléaire reste donc distant¹²⁸⁴. Cette prudence est encore plus grande au sein de la hiérarchie catholique de Polynésie française. Néanmoins, certains acteurs portent des réflexions critiques sur les essais. Dans les années 1980, des Églises catholiques du Pacifique Sud suivent les évolutions du Vatican, et expriment des positions plus critiques vis-à-vis du nucléaire à travers le séminaire de la Conférence des Évêques Catholiques du Pacifique (CEPAC), située à Suva¹²⁸⁵.

Pendant toute la période des essais, la hiérarchie de l'Église catholique de Polynésie française ne formule pas de condamnation ferme des essais nucléaires. L'archevêque de Pape'ete, Michel Coppenrath justifiait en 1975 la position de l'Église sur la tolérance de la dissuasion, attaquant le « *militantisme qui fait abstraction de la complexité des choses telles qu'elles sont*¹²⁸⁶. » Dans un ouvrage de 1983, le père Paul Hodée, vicaire général qui seconde

¹²⁸¹ Les critiques se concentrent sur un désarmement multilatéral, comme soulevé au Concile Vatican II de 1965. Aux Etats-Unis, des réflexions menées sur trois ans aboutissent à la publication d'une lettre pastorale en 1983 qui condamne les ciblage démographiques et demande un changement posture de l'OTAN, afin que la dissuasion soit une étape vers le désarmement. Catherine Guicherd, *L'Église catholique et la politique de défense au début des années 1980: Étude comparative des documents pastoraux des évêques français, allemands et américains sur la guerre et la paix*, Graduate Institute Publications, 1988, p. 161-196. Donald Davidson, *Nuclear Weapons and the American Churches, Ethical Positions on Modern Warfare*, Westview Press, 1983.

¹²⁸² Ces dilemmes se cristallisent sur des débats concernant l'humanité, notamment « en tenant compte du paradoxe selon lequel ces armes ont la capacité de provoquer l'extinction de la création divine. » Emmanuelle Mestre, « Moralité de la dissuasion, perspectives religieuses », *Recherche & Documents*, Fondation pour la Recherche Stratégique, n°4, 2016, p. 13.

¹²⁸³ Jean Dufourcq, « Les signaux de la dissuasion stratégique », *Les Champs de Mars*, vol. 25, no. 1, 2013, p. 33-56.

¹²⁸⁴ Des voix dissidentes se font entendre, comme celle du philosophe non-violent Jean-Marie Muller, et de prêtres et abbés qui soutiennent des organisations militantes. Jean-Marie Muller, *L'Évangile de la non-violence*, Fayard, 1969.

¹²⁸⁵ Henri Vernier, *op.cit.*, p. 160.

¹²⁸⁶ Mrg Coppenrath « Armement des Super-Puissances », *Le Semeur Tahitien*, n°16, 15 août 1975.

Coppenrath, critique les conséquences de la rente économique, tout en reconnaissant que « *la position des Églises est délicate*¹²⁸⁷. »

Hodée porte un discours modéré vis-à-vis du CEP dans ses éditoriaux publiés dans le *Semeur Tahitien*, le mensuel de l'Archidiocèse de Pape'ete. En mars 1984, il admet qu'il faut « *comprendre et respecter la sensibilité particulière des Océaniens. Le Pacifique, depuis 1945, est le lieu privilégié des bombes atomiques*¹²⁸⁸ ». Il plaide avec douceur pour une sortie de la course aux armement, il rappelle toutefois que la « *présence ou le départ du CEP sont affaire politique et non d'Église.* » En février 1985, Hodée est le seul prêtre français à assister à la session 'justice et paix' du PCC, à Suva¹²⁸⁹. Il évoque le mouvement contre les essais et pour un Pacifique libre (NFIP) dans le *Semeur* de décembre, et appelle à chercher de « *nouveaux équilibres* », tout en prenant une position très distancée à l'égard de ce mouvement antinucléaire teinté d'anticolonialisme¹²⁹⁰.

Le positionnement des autorités catholiques de Polynésie française sur la dissuasion évolue à la fin des années 1980, lorsque le Vatican formule davantage de critiques des armes nucléaires¹²⁹¹. En 1987, un rapport du Haut-Commissariat note que les catholiques représentent 32% de la population de Polynésie française. La question des armes nucléaires est abordée lors de l'Assemblée générale de la Commission pour la Justice et le Développement de la CEPAC qui se tient à Papeete fin avril 1987, sans toutefois viser le

¹²⁸⁷ Paul Hodée, *Tahiti 1834-1984. 150 ans de vie chrétienne en Église*, éd. Saint-Paul, 1983, p. 461.

¹²⁸⁸ Paul Hodée, « Le Pacifique et la paix », *Le Semeur Tahitien*, 4 mars 1984.

¹²⁸⁹ « La nuit et le jour », *Le Semeur Tahitien*, 9 février 1986.

¹²⁹⁰ « L'innocence perdue », *Le Semeur Tahitien*, 22 décembre 1985,

¹²⁹¹ « À partir de 1998, le Conseil des Évêques américains juge que la légitimité de la dissuasion a disparu et fait écho à une lettre de Jean-Paul II la qualifiant d'incompatible avec la paix ». En 2017, le Pape François déclare « les armes nucléaires pourraient mener à un suicide de l'humanité » lors d'un colloque au Vatican sur le désarmement nucléaire. Cette déclaration se fait en présence de Béatrice Fihn, dirigeante de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires. Emmanuelle Mestre estime ainsi que « l'éthique d'intérim » adoptée pendant la Guerre Froide est progressivement abandonnée. Le Vatican semble désormais aller dans le sens du mouvement abolitionniste, avec une condamnation de la dissuasion lors de commémorations à Hiroshima en 2019. Le Saint-Siège devient alors un des premiers États à ratifier le Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires. Emmanuelle Mestre, « Moralité de la dissuasion, perspectives religieuses », *Recherche & Documents*, Fondation pour la Recherche Stratégique, n°4, 2016, p. 15.

CEP¹²⁹². La perspective d'une fin de la Guerre Froide rend alors la dissuasion moins acceptable, et les positions du Vatican se font plus nuancées.

La question écologique est mentionnée par Hodée en 1989, suivant les propos de Jean-Paul II qui souligne l'importance de cette problématique¹²⁹³. Mais lorsque l'équipe de Greenpeace menée par le capitaine Alain Connan accoste à Tahiti en 1990, Hodée refuse de les recevoir :

« On a eu différents contacts avec les Églises. Bien reçus par les calvinistes et protestants, mais très mal par les catholiques. En 1991, leur éminence grise, le père Hodée, m'a envoyé son livre avec une lettre d'excuses que j'ai toujours dans ma bibliothèque. Il avait refusé à l'archevêché de nous voir. Il n'avait pas envie d'entrer en confrontation avec l'armée française¹²⁹⁴. »

Le militantisme antinucléaire est pourtant présent dans le mouvement pacifiste chrétien, et ce depuis le début de la Guerre Froide. Plusieurs militants évoqués dans cette étude mettent en avant la défense de valeurs catholiques pour condamner les expérimentations, comme Claude Bourdet, l'abbé Jean Toulat ou le général de Bollardièrre¹²⁹⁵.

Dans la seconde moitié du XXème siècle, l'organisation transnationale Pax Christi est le premier groupe de lobbying pacifiste chrétien¹²⁹⁶. Leur répertoire d'actions regroupe de nombreuses pratiques non-violentes- dont nous avons examiné l'origine chrétienne (chapitre 5), comme le refus de payer l'impôt, renvois de papiers militaires, occupations, sit-in ou encore chaînes humaines¹²⁹⁷. De nouveaux types de militantismes se développent autour du concept de *bearing witness*, principe de la confession quaker consistant à 'opposer la vérité

¹²⁹² ANF, 19950175/24. Bulletins mensuels de renseignement du bureau d'études de Papeete, ; les mouvements indépendantistes et autonomistes ; les Eglises et sectes (1985-1988). Haut-Commissariat de la Polynésie Française, Bureau d'Etude, « Églises et sectes de la Polynésie Française », avril 1987.

¹²⁹³ Hodée cite la lettre de Jean-Paul II de 1989 sur la « prise de conscience des limites des ressources disponibles, la nécessité de respecter l'intégrité et les rythmes de la nature ». « Soumettez la terre en étant soumis à ses lois », 9 juillet 1989, dans : Paul Hodée, *op.cit*, p. 107.

¹²⁹⁴ Entretien avec Alain Connan, 2020.

¹²⁹⁵ Jean Toulat, *Objectif Moruroa avec Bollardièrre*, Robert Laffont, 1974. Claude Bourdet, *Mes batailles, récit*, V&O éditions, 1993.

¹²⁹⁶ François Mabile, *Le mouvement Pax Christi 1944-1976, origine et développement d'une mobilisation catholique pour la paix*, thèse sous la direction d'Alfred Grosser, IEP, 1996.

¹²⁹⁷ Christian Malis, « XVI. L'Église catholique face aux armes nucléaires », Jean Baechler éd., *L'Arrière*. Hermann, 2017, p. 227-245.

aux puissants¹²⁹⁸. Le jeûne est par exemple largement pris en main par des mouvements chrétiens radicalement engagés contre les armes nucléaires¹²⁹⁹. Ainsi, en 1991, l'eurodéputée écologiste Solange Fernex jeûne contre les essais nucléaires avec le naturaliste Théodore Monod devant le PC Jupiter de Taverny, un lieu de protestation régulier des opposants à la bombe¹³⁰⁰.



Jeûne contre les expériences nucléaires organisé par l'association Stop Essais à Paris, mars 1990.

Moruroa.org.

¹²⁹⁸ La Société Religieuse des Amis, mouvement né d'une scission avec l'Eglise anglicane d'Angleterre au XVIIème siècle, s'implante dans les pays anglo-saxons, puis en Afrique et Amérique du Sud. Pour l'année 2012, les quakers dénombrent 377 055 fidèles, principalement en Afrique (52%) et Amérique du Nord (20%). <https://quakerinfo.org/resources/statistics>. L'enseignement quaker tient sur des 'témoignages', de courts textes qui résument leur foi et sa mise en pratique. Celui sur la paix reste le plus connu, prônant un refus de la violence. De nombreux Quakers sont objecteurs de conscience, et deux prix Nobels de la Paix sont accordés à des comités de cette obédience après la Seconde Guerre Mondiale. Gray Cox, *Bearing Witness: Quaker Process and a Culture of Peace*, Pendle Hill, 1985.

¹²⁹⁹ Kyle Harvey, « Prayer or Protest?: The Radical Promise of Voluntary Poverty in the Anti-Nuclear Fast for Life, 1983 », *Journal for the Study of Radicalism*, Vol. 9, No. 1, 2015, p. 95-124.

¹³⁰⁰ « Jeûne de protestation contre les essais nucléaires français, *Le Monde*, 9 août 1991

Les militants de la communauté chrétienne de l'Arche se mobilisent également contre la bombe depuis 1956, sous l'impulsion de Lanza del Vasto. En mars 1987, le responsable de la communauté, Pierre Parodi, est invité à Tahiti par Oscar Temaru pour la manifestation antinucléaire annuelle¹³⁰¹. Des voix se font entendre chez les prêtres pacifistes, comme Bernard Boudouresques, également ingénieur au CEA qui défend une théologie de la paix en tant qu'observateur catholique au Conseil Œcuménique des Églises¹³⁰². Pour finir, le mouvement catholique contre les essais s'internationalise au milieu des années 1980, avec le regroupement de nombreuses « *organisations, réseaux et communautés chrétiennes* » qui mènent des actions non-violentes au Nevada Test Site¹³⁰³.

Des mouvements de femmes chrétiennes se mobilisent également, en particulier aux États-Unis et en Grande Bretagne¹³⁰⁴. En France, la Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté (LFPL) est présidée par Claude Richard-Molard dans les années 1980, mariée à un pasteur membre du Bataillon de la Paix en 1973¹³⁰⁵. La présidence est ensuite assurée par l'eurodéputée Solange Fernex à partir de 1995, qui s'engage contre les essais nucléaires français¹³⁰⁶. En 1982, Marie-Thérèse Danielsson fonde la section Polynésie de la LFPL, dont

¹³⁰¹ Lanza del Vasto, *De la bombe*, Imprimerie de l'Arche, Moulin du Verger, 1960. Pierre Parodi, « Polynésie », Imprimerie de l'Arche, Millau, 1987.

¹³⁰² Il n'y a pas d'observateur catholique au premier rassemblement, ces derniers s'y engagent à partir des années 1980. Archives de Bernard Boudouresques, Mission de France. Document sur la VIe Assemblée du COE de Vancouver, du 24 juillet au 10 août 1983.

¹³⁰³ Greenpeace, Nuclear-Freeze, Global Antinuclear Alliance, National Association of Radiation Survivors, International Alliance of Atomic Veterans et Abolition 2000. Notons également le rôle important des amérindiens Shoshone, avec la création d'un réseau autochtone en 1994, le Shundahai Network. Ken Butigan, *Pilgrimage Through a Burning World: Spiritual Practice and Nonviolent Protest at the Nevada Test Site*, State University of New York Press, 2003.

¹³⁰⁴ Catherine Eschle, « Gender and the Subject of (Anti)Nuclear Politics: Revisiting Women's Campaigning against the Bomb », *International Studies Quarterly*, vol. 57, no. 4, Wiley, 2013, p. 713.

¹³⁰⁵ Il s'agit de la branche française du Women's International League for Peace and Freedom (WILPF). Le pasteur Georges Richard-Molard est présent à Tahiti lors de la manifestation de 1973 avec JJSS. Le couple est actif dans le mouvement non-violent, et Claude Richard-Molard entretient une correspondance avec Alfred Kastler. Dans une lettre au physicien de 1985, elle lui explique que l'organisation envoie des délégations dans les ambassades des pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, et se montre solidaire avec les paysannes du Larzac. BSE, ENS Paris. Fonds Alfred Kastler. Carton 65 : course aux armements. Lettre de Claude Richard-Molard à Alfred Kastler, 10 avril 1983.

¹³⁰⁶ Elle quitte la présidence en 2004. François Vaillant, « Solange Fernex (1934 – 2006), *Alternative Non-Violente*, n°187, 2018, p. 27 – 28.

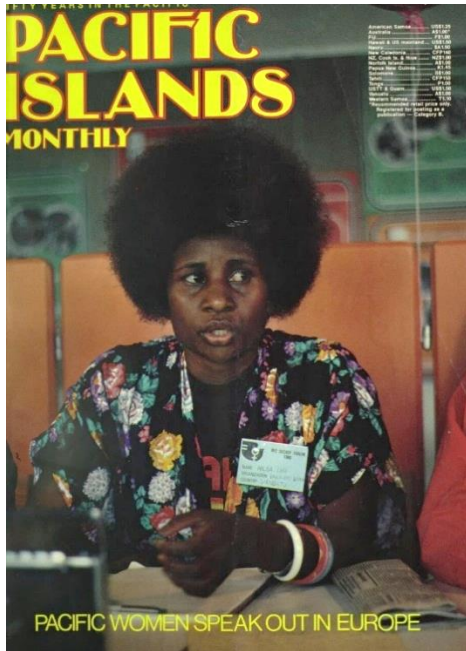
la présidence est désormais assurée par une militante originaire de Rapa, Roti Make. En septembre 2011, l'organisation publie une déclaration sur la décolonisation de la Polynésie Française, demandant la réinscription du territoire sur la liste des pays à décoloniser, avançant que la France « *empêche les populations autochtones de discuter de la colonisation et d'inculquer à leurs enfants une connaissance approfondie de leur histoire*¹³⁰⁷. » L'organisation appelle également à plus de justice pour les personnes affectées par les essais nucléaires. La structure mère de la Ligue, la Women's International League for Peace and Freedom, permet de faire remonter de telles revendications auprès d'institutions internationales. Avec un bureau à Genève et un aux Nations-Unies à New York, la centrale de l'organisation demeure un hub important du militantisme féminin transnational.

Des réseaux de femmes chrétiennes participent à l'affirmation de Polynésiennes en politique. Ainsi, l'Association des Jeunes Femmes Chrétiennes du Pacifique finance le voyage de Georgette Taerea, militante du *Ia Mana te Nuna'a* au Congrès International des Femmes à Copenhague en juillet 1980¹³⁰⁸. Au sein de la délégation polynésienne, elle retrouve Marie-Thérèse Danielsson, représentante de l'association *Ia Ora te Natura*, Ida Bordes du parti *Here A'ia*, ainsi que Roselin Courbon et Déborah Escandre de la Fédération des Œuvres Laïques. Les militantes océaniques mettent en avant la question nucléaire, aux côtés de militantes du PCC et de l'USP de Suva. Georgette Taerea fait un discours lors de la première réunion des représentantes océaniques, plaidant pour la décolonisation et la dénucléarisation de la Polynésie¹³⁰⁹.

¹³⁰⁷ « France controls the media and selectively removes references to colonisation or the history of colonisation. This oppresses freedom of expression and limits indigenous populations from discussing colonisation and instilling in their children a comprehensive knowledge of their history. » Statement on the decolonisation of French Polynesia, WILPF, septembre 2011.

¹³⁰⁸ Il s'agit d'un Forum d'associations non-gouvernementales en marge d'une conférence officielle sous l'égide des Nations-Unies. *Ia Mana*, octobre 1980.

¹³⁰⁹ Lors de ce congrès, une manifestation contre les essais nucléaires est organisée le 19 juillet, Des représentantes de pays indépendants du Pacifique sont présentes, comme la militante anticolonialiste et antinucléaire Hilda Lini du Vanuatu. *Ia Mana*, n°29, octobre 1980, p. 16. Bengt Danielsson, « Pacific women speak out in Copenhagen », *Pacific Islands Monthly*, Vol. 51, No. 10, octobre 1980.



Gauche : Hilda Lini, représentante du Vanuatu à Copenhague. Droite : La délégation de Polynésie française. *Ia Mana*, octobre 1980.

Au début des années 1990, de nouveaux réseaux contre les essais se forment, et laissent apparaître un rapprochement entre les militantes catholiques et protestantes. En 1991, Mary-Pierre Bovy, une militante de l'Arche fonde le collectif Stop-Essais, entièrement dédié à la lutte pour l'arrêt des essais nucléaires, en lien avec des militants de Polynésie française, notamment de l'EEPF et du Tāvini Huirā'atira. Bovy se rend à New York avec Solange Fernex en 1991 pour soutenir la fermeture du site d'essai du Nevada lors d'une conférence sur le Traité d'Interdiction Partiel des Essais Nucléaires. Elle y retrouve alors Topa Rafael et Raimuna Tefariivea, les représentants de l'EEPF et du Tāvini¹³¹⁰.

Bovy anime également le réseau Europe – Pacific Solidarity avec Solange Fernex à partir de 1989, qui vise à réunir les Églises et ONG engagés dans des multiples luttes qui animent le Pacifique, en particulier l'arrêt des essais¹³¹¹. Les fondations de l'organisation reposent sur des réseaux protestants, principalement animés par des réseaux de missionnaires, et ceux de John Doom, alors à la tête du Bureau Pacifique du COE. Le bureau France de Europe-Pacific

¹³¹⁰ Observatoire des Armements. Marie-Pierre Bovy, « Au Nevada et à New York en janvier. Un temps fort pour l'arrêt des essais nucléaires », *Stop-Essais, bulletin d'information sur les essais nucléaires*, n°1, février 1991.

¹³¹¹ Observatoire des Armements. Bulletin de Europe-Pacific Solidarity (1992 – 2006).

Solidarity se trouve boulevard Arago à Paris, au siège du Défap, le service des Missions protestantes, dirigé par Frédéric Rognon.

Ce membre de l'Arche a vécu au Larzac, et enseigné dans une école protestante de Nouvelle-Calédonie. Il participe activement aux réseaux d'oppositions aux essais nucléaires et reste proche des avocats des indépendantistes Polynésiens et Kanak¹³¹². Rognon décrit l'organisation Europe-Pacific Solidarity comme :

« Un réseau qui relie entre eux des Églises européennes (plus précisément des œuvres missionnaires ou d'aide au développement) et des mouvements laïcs (de tendance plutôt non-violente) afin de militer contre les essais nucléaires, pour l'indépendance, le développement et la défense de l'environnement dans le Pacifique¹³¹³. »

Le cinquième colloque de l'organisation se tient en octobre 1993, et regroupe 75 participants français, suisses, allemands, belges et 20 représentants du Pacifique, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, d'Irian Jaya, des îles Salomon, de Nouvelle-Calédonie, des Fidji, de Samoa, de Tonga et de Polynésie française. L'ordre du jour concerne l'arrêt des essais nucléaires, le réchauffement climatique et les accords de Matignon. Toute une série d'ateliers sont animés par les étudiants océaniens de l'Institut Œcuménique de Bossey en Suisse, lieu de formation du Conseil Œcuménique des Églises. Des chants en *reo mā'ohi* ponctuent les débats, qui se termine par une cérémonie du kava pour « *communier un tant soit peu à la 'voie du Pacifique'*¹³¹⁴ ». Au cœur de ces réseaux du COE, le régionalisme océanien, ou *Pacific Way*, sert de support au militantisme contre les essais.

Ce réseau transnational peine à regrouper des représentants de l'Église catholique, qui font parfois l'objet de pressions de la part de leur hiérarchie. C'est le cas de Monseigneur Jacques Gaillot, qui réalise son premier voyage à Tahiti en octobre 1989 avec une délégation du Mouvement de la Paix. Il sympathise avec les leaders indépendantistes Jacqui Drollet et Oscar Temaru¹³¹⁵. Les tensions avec l'épiscopat se renforcent au fil de ses déclarations contre la bombe dans la presse. Le point de rupture commence à Lourdes pendant l'Assemblée Générale de l'épiscopat en 1983. Une dizaine d'évêques prennent position contre un texte

¹³¹² Entretien avec François Roux, 2021.

¹³¹³ Fonds Lanvin, Observatoire des Armements. Frédéric Rognon, « Solidarité Europe – Pacifique », *Gardarem Lo Larzac*, décembre 1993.

¹³¹⁴ *Ibid.*

¹³¹⁵ Jacques Gaillot, *Coup de gueule à Moruroa*, Ramsay, 1995, p. 33.

favorable à la dissuasion nucléaire, mais n'ont pas la majorité au vote à huit clos. Mgr Gaillot annonce alors son désaccord et celui d'autres évêques aux médias¹³¹⁶.

Le 22 janvier 1995, vingt mille personnes sont rassemblées dans l'Église d'Evreux pour la dernière messe de Mgr Gaillot, déchargé de ses fonctions par le Vatican pour ses trop nombreuses prises de positions militantes. Il alerte alors une dernière fois les fidèles de sa paroisse quant aux risques que constituent les armes et essais nucléaires¹³¹⁷. Le 13 juin 1995, le président Chirac annonce la reprise des essais nucléaires à la télévision. Au début de l'été, Greenpeace propose à Gaillot d'embarquer sur le *Rainbow Warrior III*. Le 3 juillet 1995, Gaillot est à bord du navire qui s'éloigne de Pape'ete aux côtés d'Oscar Temaru, drapeau du Tāvini Huira'atira à la main¹³¹⁸.



Jacques Gaillot, Oscar Temaru et Jacqui Drollet lors d'une manifestation contre la reprise des essais nucléaires, juin 1995. Moruroa.org.

¹³¹⁶ Isabelle de Gaulmyn, « Dix ans après. L'affaire Gaillot fait encore mal », *La Croix*, 8 janvier 2005. *Témoignage Chrétien*, 21 novembre 1983.

¹³¹⁷ « Ces défis nous font sortir de l'Église. Ce sont des appels qui nous concernent. » *Église d'Evreux*, n°1, janvier 1995.

¹³¹⁸ Jacques Gaillot, *op.cit.*, p. 15.

Des organisations trans-réseaux pendant la reprise des essais (juin 1995).

Face à la perspective d'une fin de la Guerre Froide, et donc des essais, différents réseaux militants se regroupent à travers des structures de coordination¹³¹⁹. Cet ensemble réunit plusieurs réseaux étudiés jusqu'ici, qui se mobilisent lors de la reprise des essais nucléaires en 1995.

Ces types de structures 'trans-réseaux', comme Hiti Tau ou Europe-Pacific Solidarity, sont des *umbrella organizations* ('organisations parapluie') qui visent à connecter des communautés se développe à la fin des années 1980. Des organisations, syndicats et partis de Polynésie française créent leur propre structure de coordination contre la reprise des essais : Ihitai no te Hau ('La Flottille pour la paix').

Les acteurs militants locaux tentent de s'unir pour mener une manifestation à Tahiti le 29 juin 1995, afin de protester contre la reprise des essais nucléaires. Ils projettent de bloquer les routes de Pape'ete au moment de l'arrivée du *Rainbow Warrior II* de Greenpeace dans le port de la ville. Deux cortèges doivent se rejoindre en ville, sur la place Tarahoi, un lieu de rassemblement régulièrement qui fait face à l'Assemblée Territoriale. Le groupe de militants qui passe par Fa'a'a est encadré par le service d'ordre du Tāvini, où se trouvent Oscar Temaru et Monseigneur Jacques Gaillot. La presse nationale suit l'évènement, comme *Le Monde*, qui note les incertitudes quant à l'issue de la manifestation :

« La tension est vive. On redoute un incident, une provocation, mais il n'y a aucune réaction anti-française. A destination des télévisions australienne, néo-zélandaise, américaine ou japonaise, des banderoles portent des slogans rédigés en anglais : 'Stop killing people with your nuclear bomb. Think about Maohi children'¹³²⁰ »

Des conflits sur la coordination du mouvement s'accroissent à l'échelle locale. Si des alliances se forment, comme entre Hiti Tau et le Pomare Parti, les solidarités sont limitées par

¹³¹⁹ Ces réseaux sont également alimentés par les circulations transnationales dans le mouvement contre le nucléaire civil. Astrid Mignon Kirchof, Jan-Henrik Meyer, « Global Protest against Nuclear Power: Transfer and Transnational Exchange in the 1970 and 1980s », *Historical Social Research / Historische Sozialforschung*, 39, no. 1, 2014, p. 165–90.

¹³²⁰ Jean-Louis Saux, Michel Yieng Kow, « Fortes manifestations antinucléaires à Tahiti à l'arrivée du 'Rainbow Warrior 2' de Greenpeace », *Le Monde*, 1^{er} juillet 1995.

les effets de concurrences¹³²¹. Des tensions surgissent entre le Tāvini Huirā'atira et l'ONG Hiti Tau pour obtenir le soutien de Greenpeace, ou encore pour prendre la direction des manifestations, dont les cortèges se scindent entre manifestants de Hiti Tau, de l'EEPF et Tāvini¹³²².

Une nouvelle fois, des navires contestataires se rassemblent aux abords de Moruroa. David McTaggart, président honoraire de Greenpeace, lance un appel pour que de « *petits bateaux de Nouvelle-Zélande, d'Australie et de Tahiti, de tout autour du Pacifique, viennent à Mururoa, même s'ils restent hors de la zone des 12 milles*¹³²³ ». Le dispositif sécuritaire de la Marine se prépare à y répondre. L'amiral Philippe Euverte, commandant supérieur des forces armées en Polynésie, annonce qu'il n'y a « *aucune raison d'employer la force*¹³²⁴ ». Sur le *Rainbow Warrior*, l'équipage de vingt-cinq personnes regroupe une dizaine de nationalités, des Iles Salomon, Australie, Etats-Unis, Portugal, Italie et Polynésie. Au sein de l'équipage, nous retrouvons le militant français Jean-Luc Thierry, Mgr Jacques Gaillot, Oscar Temaru et le pasteur Temarama. Ils arrivent au large de Moruroa le 28 août.

Les abords du CEP deviennent un lieu de réseau où des équipages de toutes nationalités se rencontrent : le drakkar viking *Bifrost* à voile carrée qui arrive du Danemark, l'emblématique *Vega* de Greenpeace, et le plus petit navire de la flotte, le *Kidu* de 8 mètres venu de Nantes¹³²⁵. *Rainbow Warrior* fournit des vivres à l'ensemble des militants. L'arraisonnement du navire-mère de la flottille a lieu le 1^{er} septembre. La première action des commandos marine est de peindre en noir les fenêtres et couper les câbles d'alimentation des radios et télex. La priorité est à l'isolement des réseaux de communications¹³²⁶.

L'été 95 concorde avec la 50^{ème} commémoration des bombardements de Hiroshima et Nagasaki, ainsi que les 10 ans de l'attentat du *Rainbow Warrior*. La stratégie médiatique de

¹³²¹ Entretien avec Joinville Pomare, 2021.

¹³²² Entretien avec Yolande Vernaudon, Gabriel Tetiarahi, Clément Pito, 2021.

¹³²³ Schneider Vanessa, « Des commandos français ont abordé le navire écologiste près de Mururoa. Greenpeace défie la France dix ans après le sabotage du 'Rainbow Warrior' », *Libération*, 10 juillet 1995.

¹³²⁴ La frégate de surveillance *Vendémiaire* est chargée de suivre le navire des écologistes. Le patrouilleur *La Railleuse* appareille avec des commandos de marine, où 150 marins se tiennent prêts à intervenir contre les navires contestataires. Schneider Vanessa, « Des commandos français ont abordé le navire écologiste près de Mururoa. Greenpeace défie la France dix ans après le sabotage du 'Rainbow Warrior' », *Libération*, 10 juillet 1995.

¹³²⁵ Jean-Marc Gonin, « Des ronds dans l'eau », *L'Express*, 6 septembre 1995. José Bové, « Sur le Rainbow Warrior », *Gardarem Lo Larzac*, septembre 1995.

¹³²⁶ Jean-Marc Gonin, « Les 'merlus' arraisonnent le Rainbow Warrior II », *L'Express*, 20 décembre 1995.

Greenpeace consiste à faire passer l'armée française pour des pirates, et les militants pour des victimes¹³²⁷. Face à une telle mise en scène, l'armée décide de prendre en main sa politique vis-à-vis de l'information télévisée. Pour Ben Cramer de Greenpeace France, le gouvernement tombe dans le piège de l'organisation et « *va renforcer la détermination d'une grande partie de l'opinion publique*¹³²⁸ ».

Grégory Derville analyse le conflit entre Greenpeace et le Service d'Informations et de Relations Publiques des Armées (SIRPA) comme une lutte pour capter l'attention des médias, témoignant de l'évolution du rapport à la parole et à l'expertise institutionnelle¹³²⁹. L'influence de Greenpeace au sein du milieu journalistique s'écorne quelque peu, leur campagne étant parfois perçue comme trop agressive, avec une information fournie 'clef en main' aux médias, afin d'en garder le contrôle¹³³⁰. Cette campagne est d'ailleurs décriée au sein d'un groupe d'anciens militants du bureau de Greenpeace France, dissolu après l'affaire du Rainbow Warrior en 1985¹³³¹.

Les armées doivent alors repenser leur communication, et font appel à des experts du secteur privé. Pour Philippe Wodka-Gallien, responsable de la communication chez Thomson (désormais Thalès) qui évolue dans le cercle des communicants de la défense pendant la reprise des essais : « *Il y a eu une minimisation de 'l'effet CNN' par l'armée et l'Élysée. Il a fallu rapidement s'adapter, créer une nouvelle structure. La DICOd [Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense, qui coordonne la communication des différents corps d'armées] est née après cette période. Également dans la suite de la Guerre du Golfe, ce n'était plus possible de ne plus communiquer entre les différentes armées, qui*

¹³²⁷ Pendant l'arraisonnement, l'hélicoptère de Greenpeace filme les militaires entre train de dessouder les hublots et d'utiliser des gaz lacrymogènes alors que l'équipage se barricade.

¹³²⁸ Vanessa Schneider, « Des commandos français ont abordé le navire écologiste près de Mururoa. Greenpeace défie la France dix ans après le sabotage du 'Rainbow Warrior' », *Libération*, 10 juillet 1995.

¹³²⁹ Grégory Derville, « Le combat singulier Greenpeace-SIRPA. La compétition pour l'accès aux médias lors de la reprise des essais nucléaires français », *Revue française de science politique*, 47^e année, n°5, 1997, p. 589-629.

¹³³⁰ Roger Cans, en charge de la rubrique environnement chez *Le Monde* fait un constat sans appel, après avoir effectué un reportage en immersion avec l'association: « Greenpeace est passé maître dans l'art de l'intox, mais il en est à son tour victime quand on le prend au sérieux. Et tout le monde, ensuite, crie victoire : la marine, parce qu'elle a réussi à empêcher l'intrusion. Les pacifistes, parce qu'ils ont réussi à attirer l'attention sur la bombe. » Cité par Alain Woodrow également journaliste chez *Le Monde*. Alain Woodrow, *Les Médias : Quatrième pouvoir ou cinquième colonne ?*, Editions du Félin, 1996, p.134.

¹³³¹ Entretien avec Alain Connan, 2021.

avaient chacune leur propre SIRPA¹³³². » Il explique que la communication de l'armée reposait encore sur un « *certain conservatisme* », mais que la campagne de 1995 fait évoluer le rapport aux médias, puis souligne que « *maintenant tous les militaires font du média training*¹³³³ ». L'amiral Lajous, ancien directeur du SIRPA Marine dans les années 1980, est également témoin de ces évolutions. Il explique que la politique de non-communication visant à maintenir le secret sur les activités du CEP était de moins en moins tenable :

« Quand je suis arrivé au SIRPA mer, la politique de la Marine c'était de ne pas répondre, ce qui est une stratégie en soi. Mais dans les années 1980 il a fallu bouger un peu, on répondait à ce qu'on n'arrivait pas à maîtriser. Ensuite on a eu besoin de s'armer face à Greenpeace. Ils passaient en boucle sur les chaînes de télévision...¹³³⁴ »

Conscients de l'orage qui les attend, les communicants de la Défense se regroupent autour de Pierre Servent, ancien journaliste passé par *Le Monde* qui travaille désormais pour l'Élysée. Servent décrit la constitution d'un « *groupe de combat médiatique* » dont il prend la tête, et qui vise principalement à discréditer Greenpeace¹³³⁵. Les communicants de la défense interrogés, ou leurs écrits de l'époque – comme le témoignage de Servent, mettent en avant l'efficacité de la campagne étatique contre Greenpeace. Mais pour *L'Independent*, la France a « *perdu la bataille de Moruroa* », et une grande campagne de boycott se met en place, qui va bien au-delà du Pacifique ou de pays traditionnellement hostile aux essais¹³³⁶.

Le boycott de produits français se met en place à travers les réseaux du Bureau International de la Paix, une organisation parapluie qui représente 158 organisations pacifistes. En Grande-Bretagne, la campagne est relayée par la puissante CND¹³³⁷. En août 1995, le Medact, une association de médecins contre la guerre nucléaire et la British Nuclear Test Ban Coalition lancent la campagne 'Say Non', appelant à boycotter le vin français¹³³⁸. Dans les rues de

¹³³² DICoD : Délégation à l'Information et la Communication de la Défense, structure de coordination des services de communication des armées est officiellement créée en 1998.

¹³³³ Entretien avec Philippe Wodka-Gallien, 2020.

¹³³⁴ Entretien téléphonique avec l'amiral Lajous, 2021.

¹³³⁵ Pierre Servent, *Les présidents et la Guerre*, Perrin, 2019, p. 211.

¹³³⁶ Mary Dejevsky, « How France lost the battle of Mururoa Atoll », *Independent*, 5 septembre 1995.

¹³³⁷ Glenda Cooper, « Campaign urges boycott of French wine », *The Independent*, 23 août 1995

¹³³⁸ Une publicité diffusée dans les cinémas indépendants anglais, montre alors un sosie de Jacques Chirac en train de boire un verre en terrasse du point de vue d'un tireur qui le vise et tire finalement sur la bouteille de vin.

Londres, quelques drapeaux français sont brûlés, tandis que des manifestants vident des bouteilles de Bordeaux dans les caniveaux, faisant baisser les importations de vin et spiritueux français entre 1995 et 1996¹³³⁹.

La campagne militante se poursuit en Europe. Le ministre des Finances norvégien, Jens Stoltenberg, réalise un relais à vélo contre la reprise des essais - il est désormais Secrétaire Général de l'OTAN¹³⁴⁰. Lors d'une session au Parlement européen en juillet 1995, Jacques Chirac est accueilli par une manifestation de Greenpeace à l'extérieur du bâtiment, puis à l'intérieur, où militants et députés européens brandissent des pancartes contre les essais.



Jacques Chirac au Parlement Européen en juillet 1995. Communautés européennes, multimedia.europarl.europa.eu.

« Drop a bomb on Chirac's plans. Boycott French wine », publicité réalisée par Rainey Kelly Campbell Roalfe, 1995.

¹³³⁹ Thomas Puller-Strecker, « French wine boycott 'successful' », *The Independent*, 4 février 1996. Jacques Gaillot, *Coup de gueule à Moruroa*, Ramsay, 1995, p. 40.

¹³⁴⁰ « Stoltenberg à l'Otan ou l'ascension d'un ex-rebelle devenu champion du consensus », *Les Echos*, 28 mars 2014.

Les protestations contre la reprise des essais attirent également le soutien de personnalités, comme Jean-Marie Gustave Le Clezio. En octobre 1995, l'écrivain dénonce le colonialisme nucléaire dans les pages du journal *Le Monde* :

« Mais comment justifier le mépris dans lequel le gouvernement français tient les populations du Pacifique, ces nations qui depuis dix ans affirment leur volonté de se libérer du colonialisme nucléaire et du joug du militarisme ? Parce qu'ils sont peu nombreux, que leur domaine est la vastitude de l'Océan, parce qu'ils ont accueilli avec bienveillance la tutelle des États puissants, cela rend-il la voix de ces peuples négligeable, et leur survie sans importance ?¹³⁴¹ »

Les pressions militantes et diplomatiques permettent de réduire le nombre de tirs prévus, qui passent de huit à six. Cette concession ne suffit toutefois pas à calmer les protestations, notamment à Tahiti, où une manifestation contre les essais se transforme en émeute en septembre 1995. L'anthropologue Myriam Kahn évoque ces images de l'émeute, et analyse leurs incidences sur les revers de l'imaginaire paradisiaque accolé à Tahiti, dans lesquelles elle perçoit des dynamiques de domination :

« La réponse du gouvernement français à la diffusion de ces images était teintée d'une anxiété évidente. J'ai immédiatement acquis de nouvelles idées. Je me rendue compte que la destructivité n'était pas seulement logée dans l'explosion de la bombe, mais dans les images de cartes postales elles-mêmes. J'ai commencé à réaliser, à la fois par la recherche ethnographique et par l'étude des représentations médiatiques, à quel point les images étaient économiquement motivées, politiquement manipulées et consciemment construites¹³⁴². »

Kahn fait le lien en les injustices socio-économiques induites par le CEP et l'inauguration de l'aéroport de Fa'a'a en octobre 1961. Celui-ci ouvre Tahiti à un réseau de transport international, un point de passage pour les militaires comme les touristes, notamment

¹³⁴¹ Jean-Marie Gustave Le Clezio, « Pour en finir avec le colonialisme nucléaire », *Le Monde*, 4 octobre 1995.

¹³⁴² « The French government's response to the dissemination of these images was tinged with obvious anxiety. I immediately gained new insight. I awoke to the destructiveness that was not only lodged in the exploding bomb but in the postcard images themselves. I began to realize, both through ethnographic research and by studying media representations, how economically motivated, politically manipulated, and consciously constructed the images were. Above all, I understood how deliberately intertwined they were with the French colonial enterprise ». Miriam Kahn, « Ancestral Land, Tourist Postcard, and Nuclear Test Site », *American Anthropologist*, New Series, Vol. 102, No. 1, 2000, p. 9.

américains : « *Alors que seuls 1 620 touristes étaient venus à Tahiti en 1960, un an plus tard, à l'ouverture de l'aéroport, 8 700 arrivaient. Le tourisme, qui est de loin l'industrie la plus influente en Polynésie française, constitue la principale voie par laquelle l'argent non français est introduit sur le territoire*¹³⁴³. » Toutefois, les retombées dans le secteur touristique restent disparates selon les classes sociales, et les gains de l'économie de rente bénéficient surtout à des entreprises, notamment dans l'import-export et l'immobilier, souvent sous le monopole des élites locales¹³⁴⁴.

En septembre 1995, la Une de l'influent quotidien américain *Times* titre : « Tahiti. Fallout in Paradise » ('Tahiti, retombées au paradis'). Une photographie montre un groupe d'émeutiers piétinant un CRS sur le tarmac de l'aéroport. Un article du journal local *La Dépêche* du 6 septembre annonce « La carte postale a été déchirée¹³⁴⁵ ». Pour Sam Teinaore, aujourd'hui journaliste à *TNTV*, « *c'était une révolte des pauvres, ceux qui sont venus s'installer à Tahiti à l'époque du CEP pour trouver du travail, les laissés-pour-compte*¹³⁴⁶. » Il se souvient que son père, le pasteur Ralph Teinaore, avait tenté de convaincre Jacques Chirac de renoncer aux essais lors d'un passage à Paris avec une délégation de l'EPPF, sans succès.

Au moment de cet événement, Christophe Cozette est installé à Tahiti depuis un mois et travaille pour la radio *NRJ*. Le journaliste garde un vif souvenir de l'émeute. « *Une ambiance à la Mad Max* » nous raconte-t-il¹³⁴⁷. Au matin, il se rend très tôt devant la mairie de Fa'a'a pour couvrir les manifestations. L'endroit est bondé de militants branchés sur *Radio-Tefana* qui attendent une consigne d'Oscar Temaru. « *Je n'ai jamais serré autant de mains en un quart d'heure ! L'ambiance était vraiment tendue, on sentait que ça pouvait dérapier à tout moment* » raconte-t-il. Plus tard dans la journée, un reporter lui montre des images tournées à l'aéroport :

« Ce type il avait fait l'Afgha, et là il n'en revenait pas. C'était hallucinant. Les CRS d'un côté prenaient dix mètres, les Tahitiens de l'autre avec des barres-à-mines et des chaînes chargeaient, ils en

¹³⁴³ « Whereas only 1,620 tourists had come to Tahiti in 1960, a year later, when the airport was open, 8,700 arrived. Tourism, which is by far the most influential industry in French Polynesia, provides the main avenue through which non-French money is introduced into the territory ». Miriam Kahn, *op.cit.*, p. 14.

¹³⁴⁴ Michel Panoff, « Tahiti et le mythe de l'indépendance », *Les Temps Modernes*, n°225, février 1965.

¹³⁴⁵ Myriam Kahn, *Tahiti beyond the postcard, power, place and everyday life (culture, place and nature)*, University of Washington Press, 2011, p. 89.

¹³⁴⁶ Entretien avec Sam Teinaore, 2022.

¹³⁴⁷ Entretien avec Christophe Cozette, 2021.

faisaient cent ! Je me souviens très de cette image d'un type sur un Caze qui fonçait dans les lignes de CRS¹³⁴⁸. »

Les travailleurs des îles venus s'installer à Tahiti pour trouver un emploi se révoltent contre une condition sociale précaire, la perte de repères identitaires, les inégalités du système économique¹³⁴⁹. Comme le souligne Jean-Marc Pambrun, les migrations des populations des îles vers Tahiti lors de l'implantation du CEP fait rapidement naître « *un sous-prolétariat, sans terre ni travail et en perte d'identité*¹³⁵⁰. » L'électorat du Tāvini s'est construit sur ces classes populaires. Pendant les manifestations de l'été 1995, *Le Monde* rapporte que le principal parti indépendantiste « *a toujours su capter à son profit l'électorat protestataire. Fa'a'a a ainsi connu une croissance rapide en accueillant les familles venues des îles avec l'espoir de profiter des retombées financières du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP)*¹³⁵¹. »

Avec la reprise des essais, les activités du parti sont relancées, et un portrait d'Oscar Temaru publié en 2004 note que « *ces violences ne vont pas nuire au Tavini, qui en 1996 augmente ses suffrages de 13 %. 'Désormais, déclare Oscar Temaru, le mot indépendance est inscrit dans l'histoire de ce pays*¹³⁵². » Les tensions liées aux écarts de richesses et à la paupérisation d'une frange de la population sont des terrains fertiles pour une émeute. Le philosophe Jacques Deschamps souligne la « *puissance émancipatrice de l'émeute* », et analyse cet « *ultime recours* » des révoltés en faisant le constat de « *l'indignité absolue* » avec laquelle les populations pauvres sont traitées¹³⁵³.

Le 29 janvier 1996, Jacques Chirac annonce enfin la fin des essais nucléaires à la télévision. La même année, la France signe le Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires à l'ONU, et le traité de Rarotonga, établissant une zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud.

¹³⁴⁸ *Ibid.*

¹³⁴⁹ François Ravault, « Polynésie, la bombe et l'indépendance », *Hérodote*, n°37, 1985, p. 163-180.

¹³⁵⁰ Jean-Marc Pambrun, *Henri Hiro, héros polynésien*, Puna Honu, 2005, p. 44.

¹³⁵¹ Jean-Louis Saux, Michel Yieng Kow, « Fortes manifestations antinucléaires à Tahiti à l'arrivée du « Rainbow Warrior 2 » de Greenpeace », *Le Monde*, 1^{er} juillet 1995.

¹³⁵² José Alain Fralon, « Temaru le pacifique », *Le Monde*, 29 octobre 2004.

¹³⁵³ Jacques Deschamps, *Eloge de l'émeute*, Les liens qui libèrent, 2023.

Conclusion.

Quels types de réseaux et de passeurs ?

Ce qui fait un réseau serait une revendication, une culture commune, mais surtout, des rapprochements entre des communautés facilitées par les passeurs, des tiers qui redistribuent leur capital relationnel. Au cours de cette étude, différentes structures de militants nous sont apparues. Nous avons observé plusieurs types de réseaux, qui se distinguent selon des formes et modes organisationnels. C'est également le cas des passeurs, qui se déclinent en fonction d'une typologie des tiers, et s'accordent aux personnalités chaque acteur.

Les réseaux peuvent être en *cliques*, au sens de petites communautés qui se redistribuent leurs liens, comme les réseaux de physiciens que nous avons évoqués dans le chapitre 1, une communauté qui reste relativement confinée à son milieu socio-professionnel. D'autres sont plus *hiérarchisés* avec la présence de nombreux trous structuraux, ainsi que des réseaux *centralisés*, avec un hub principal qui capte la plupart des connexions¹³⁵⁴. Nous avons vu dans le chapitre 3 que le président et fondateur du Mouvement Contre l'Armement Atomique, Claude Bourdet, avait construit son organisation de la sorte, et qu'après sa mort, celle-ci a cessé d'exister.

Dans le cas de réseaux *décentralisés*, la forme du réseau atteste de la présence de nombreux « pont locaux », qui produisent des chemins courts. Ces derniers peuvent prendre des formes *bipartites* ou *tripartites*, avec des circulations entre deux ou trois pôles dominants, puis *multipolaires* dès que l'on en observe plus de trois. Nous avons vu que le réseau du NFIP est de type 'partant de la base' ou *grassroot*, et il s'agit d'un réseau multipolaire qui repose sur des communautés océaniques disséminées à travers le continent. En partant de Fidji et des réseaux œcuméniques en Océanie, nous avons également observé l'existence d'un réseau tripartite, entre trois pôles : le PCC, le NFIP et l'USP.

Enfin nous avons parfois évoquée des *nébuleuses*, au sens d'un réseau naissant, un ensemble de nœuds où les conditions de formation d'un réseau ne sont pas encore réunies, avec un faible degré de connectivité. Un tel état peut précéder la formation d'un réseau, perdurer dans

¹³⁵⁴ Ronald S. Burt, « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur ». dans : *Revue française de sociologie*, 1995, 36-4. Analyses de réseaux et structures relationnelles. Etudes réunies et présentées par Emmanuel Lazega, sous la direction de Emmanuel Lazega, p. 615.

cette configuration, ou s'essouffler. Nous avons évoqué deux cas qui se sont transformés ensuite en réseaux : la nébuleuse militante corse qui se forme en 1960, qui participe à fonder l'Action Régionaliste Corse, ainsi que celle formée par d'anciens étudiants polynésiens passés par Mai 68, qui forme le parti Ia Mana te Nuna'a en 1975.

La fonction de passeurs serait fondamentale dans la formation des réseaux, car ils permettent à des communautés éloignées de se rapprocher. L'émancipation progressive vis-à-vis des passeurs crée également des « petit-mondes », des réseaux avec un 'coefficient de clustering faible', où la disparition d'un hub ne stoppe pas les circulations possibles entre deux acteurs. Un réseau de ce type ferait donc davantage preuve de résilience. Les passeurs identifiés tendent à prendre des fonctions spécifiques, qu'ils peuvent cumuler. Cela nous amène vers une typologie indicative :

L'instigateur est un acteur qui apporte son aide à des acteurs auprès desquels il intercède, en mettant son réseau à leur profit. Il peut avoir peu de présence dans l'espace public, et ses actions, influentes mais parfois discrètes sont rarement identifiées par les acteurs extérieurs au réseau. Henri Bouvier intercède ainsi pour le député John Teariki dans la campagne qu'il mène contre le CEP dans les années 1960, avant de se lancer en politique. La militante April Carter réalise quant à elle un travail de 'networking' pour la Sahara Team Protest, en tant que secrétaire de la Direct Action Committee.

Le *fixeur* est celui qui met en relation des communautés éloignées et réalise un travail de traduction, linguistique et interculturel¹³⁵⁵. Ainsi, les militantes Dorothy Levy ou Tea Hirshon accompagnent et hébergent parfois des militants anglophones, ayant elles-mêmes une double culture polynésienne-américaine.

Le *théoricien actif* transmet des idées et rassemble une communauté autour d'une adhésion à ces dernières. Il participe à la capacité d'innovation d'un réseau militant, notamment dans l'évolution du répertoire de pratiques. Nous pensons ici à des passeurs culturels dont nous avons étudiés les parcours, comme Henri Hiro ou Duro Raapoto, imprégnés par des idées et pratiques militantes pendant Mai 68.

L'expérimentateur est un individu qui met en pratique des idées et pratiques militantes, qu'il peut transmettre à son tour, comme l'activiste pour les droits civiques Bayard Rustin, qui

¹³⁵⁵ Le terme *fixeur* est employé par les journalistes pour désigner des référents locaux qui les guident sur le terrain, font les traductions et ont un réseau sur place.

forme la Sahara Team Protest à la désobéissance civile non-violente. *L'autodidacte*, que Sezin Topçu nomme le '*profane instruit*', est un acteur qui acquiert des compétences et savoirs, puis se forge une légitimité auprès d'une communauté qui le valoriser en tant 'qu'expert'¹³⁵⁶. Nous pensons à Bruno Barrillot, qui réalise de nombreuses recherches sur les essais nucléaires à l'Observatoire des Armements, et reste considéré comme un expert, ou chercheur indépendant, au sein des réseaux de militants. Le *relais d'opinion actif* est un individu qui dispose d'un statut social ou professionnel qui lui confère une légitimité au sein d'une communauté. C'est le cas de Bengt Danielsson, qui utilise sa notoriété en tant que chercheur pour dénoncer les essais nucléaires.

Le *relais d'opinion passif* se rapproche davantage du médium – au sens d'un moyen de transmettre un message - que du passeur. Selon la théorie de la communication à double-étages ces derniers se rapprochent de la portée des médias dits faibles, des hubs de taille moyenne, qui bénéficient d'une forte influence et légitimité auprès d'une communauté spécifique¹³⁵⁷. Citons les auteurs de publications militantes peu diffusées ou reconnues en dehors de leur communauté – comme les ouvrages de Zohl de Ishar, mais qui constitue une littérature en laquelle les militants croient parfois d'avantage que la littérature institutionnelle. Les militants utilisent également d'autres médium, comme des *relais médiatiques*, que l'on différencie des passeurs, qui n'ont parfois qu'une implication ponctuelle, comme lorsque des célébrités participent à des manifestations ou signent des manifestes.

Pour finir, le *centralisateur* est un faux-passeur, au sens d'un acteur qui a de nombreux liens qu'il ne redistribue pas et forme ainsi un trou structural, comme dans le cas de Claude Bourdet, mais également de Gabriel Tetiarahi, qui semble pas avoir voulu ou pu – car cela nous reste incertain, transférer ses réseaux au sein du mouvement pour les peuples autochtones à d'autres militants de Polynésie française.

¹³⁵⁶ Sezin Topçu développe ce type de passeur, en prenant l'exemple de l'instituteur Pignero, qui publie des ouvrages sur les risques du nucléaire au sein de réseaux de militants français. Sezin Topçu, « Atome, gloire et désenchantement : résister à la France nucléaire avant Mai 1968 », dans : C. Pessis, S. Topçu, C. Bonneuil, *Une autre histoire des Trente Glorieuses. Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, La Découverte, p. 15.

¹³⁵⁷ Les travaux du sociologue Paul Lazarsfeld mettent en avant dès les années 1950 l'influence qu'ont ces individus sur les comportements électoraux de communautés auprès desquels ils disposent d'une légitimité. Elihu Katz, Paul Lazarsfeld, *Personal Influence*, The Free Press, 1955. Traduction française : *Influence personnelle. Ce que les gens font des médias*, Armand Colin & INA, 2008.

Les différents types de réseaux et de passeurs ont été identifiés, il reste à se demander quels liens survivent à la fin des essais nucléaires. Les réseaux de militants étudiés semblent se désengager, se recycler vers d'autres luttes ou se remobiliser pour dénoncer les conséquences des essais, le colonialisme, défendre l'environnement ou la culture polynésienne.

Plusieurs passeurs sont décédés, et les militants qui les ont côtoyés leur attribuent des fonctions très diverses. Toutefois, l'évocation de « mentors » est revenue régulièrement, comme Marie-Thérèse Danielsson pour Oscar Temaru, Jean-Jacques de Félice pour François Roux ou Théodore Monod pour Odette du Puigau. Ainsi, il nous semble que l'ensemble des réseaux d'opposants aux essais s'est construit grâce à ces bâtisseurs de liens, qui jettent les fondations du mouvement, mais surtout, suscitent des engagements.

Actuellement, les réseaux franco-polynésiens les plus actifs dans la lutte pour la reconnaissance des conséquences des essais sont les associations de travailleurs/vétérans du CEP (Moruroa e Tatou, 193 et l'Association des Vétérans des Essais Nucléaires), des Églises et partis indépendantistes marqués une forte culture antinucléaire. La question de reformer des réseaux ayant périclité après la fin des essais a été évoquée avec des militants engagés dans ce mouvement. Certains ont exprimé leur envie de renouer des liens distendus, notamment dans le Pacifique Sud ou au sein du Conseil Œcuménique des Églises. Lors d'entretiens menés en juin 2021, Michel Arakino, militant de Moruroa e Tatou, évoquait avec nous son projet de « *reformer les réseaux de John Doom* » en Europe, tandis que Vannina Crolas, secrétaire générale du Tāvini Huirā'atira regrettait la perte des liens avec le NFIP, avec qui elle prévoit de reprendre contact pour préparer la manifestation du 17 juillet 2021 sur les conséquences des essais.

Bibliographie

I. Armes et expérimentations nucléaires.

Ouvrages généraux.

Le Centre d'Expérimentation du Pacifique.

Le programme nucléaire français.

II. Histoire de l'Océanie.

Ouvrages généraux.

Affirmation identitaire et renouveau culturel.

La religion en Océanie.

III. Militantismes.

Ouvrages généraux.

L'engagement des scientifiques.

Colonialisme et impérialisme.

L'antimilitarisme et objecteurs de conscience.

Mouvement de femmes et féminisme.

Luttes environnementales.

Vétérans des essais nucléaires.

Des cultures antinucléaires ?

IV. Littérature militante/institutionnelle.

Travaux d'acteurs militants.

Rapport et ressources complémentaires.

V. Fictions sur les essais nucléaires.

VI. Méthodologie.

Méthode d'enquête et ethnographie des mouvements sociaux.

Réseaux et circulations.

I. Armes et expérimentations nucléaires.

Ouvrages généraux.

Barker Holly M., *Bravo for the Marshallese: Regaining Control in a Post-Nuclear, Post-Colonial World*, Cengage Learning, 2012.

De Groot Gerard, *The Bomb: A life*, Harvard University Press, 2006.

Firth Stewart, *Nuclear playground*, Allen & Unwin, 1987.

Gale Roger W., *The Americanization of Micronesia: A Study of the Consolidation of U.S. Rule in the Pacific*, University Press of America, 1979.

Gusterson Hugh, *Nuclear Rites, A Weapons Laboratory at the End of the Cold War*, University of California Press, 1996.

Hayes Peter, Zarsky Lyuba, Bello Walden, *American Lake. The Nuclear Peril in the Pacific*, Penguin Books, 1986.

Herman Kahn, *On Thermonuclear War*, Princeton University Press, 1960.

MacLellan Nic, *Grappling with the Bomb: Britain's Pacific H-bomb tests*, ANU press, 2017.

Niedenthal Jack, *For the Good of Mankind. A History of the People of Bikini and their Islands*, Bravo Publishers, 2001.

Sagan Carl, Turco Richard, *L'hiver nucléaire*, Seuil, 1990.

Walsh Julianne M., *Etto nan Raan Kein: A Marshall Islands History*, Bess Press, 2012.

Yu-Fang Cho, « Remembering Lucky Dragon, re-membering Bikini: worlding the Anthropocene through transpacific nuclear modernity », *Cultural Studies*, 2018. « Nuclear Diffusion Notes Toward Reimagining Reproductive Justice in Militarized Asia Pacific », *Amerasia Journal*, 41:3, 2015.

Le Centre d'Expérimentation du Pacifique.

Acher Chloé, « L'image de Jacques Chirac dans la presse américaine : Novembre 1994-Avril 2002 », *IRICE - Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n°25, p. 99 à 114.

David Stone, « The Awesome Glow in the Sky: The Cook Islands and the French Nuclear Tests », *Journal of Pacific History*, 2, 1967, p. 154-159.

Davidson J.W., « French Polynesia and the French Nuclear Tests: The Submission of John Teariki », *The Journal of Pacific History*, n°150, 1967.

De Deckker Paul, Regnault Jean-Marc, « La question nucléaire dans le Pacifique Sud : travaillisme, syndicalisme, et églises océaniques dans les relations internationales », *Revue d'Histoire Diplomatique*, 1:2003, p. 63-83.

Elliott Lorraine, « French Nuclear Testing in the Pacific: A Retrospective », *Environmental Politics*, 1997.

Grémare Benoît, « Essais nucléaires et gestion des crises », Communication à l'AEGES, 2018.

J. Ribbe J., Tomczak M., « An Impact Assessment for the French Nuclear Weapon Test Site in French Polynesia », *Marine Pollution Bulletin*, 1990.

Kroh Aleksandra, *La bombe et les hommes*, Belin, 2011.

MacLellan Nic, Chesneaux Jean, *After Moruroa: France in the South Pacific*, 1998. *La France dans le Pacifique, de Bougainville à Moruroa*, La Découverte, 1992.

O'Driscoll Mervyn, « Explosive Challenge, Diplomatic Triangles, the United Nations, and the Problem of French Nuclear Testing, 1959–1960 », *Journal of Cold War Studies*, volume 11, 2009, p. 28-56.

Poirine Bernard, *Tahiti : stratégie pour l'après nucléaire. De la rente atomique au développement*, L'Harmattan, 1997.

Power Paul F., « The South Pacific Nuclear-Weapon-Free Zone », *Pacific Affairs*, 1986.

Regnault Jean-Marc, « Le choix définitif dans le Pacifique », dans : *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°53, janvier-mars 1997. pp. 55-67. « Tahiti, avec et sans la bombe », dans : *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°53, janvier-mars 1997. pp. 55-67. « La France à la recherche de sites nucléaires (1957-1963) », *Cahier du Centre d'études d'histoire de la défense*, no 12, « Science, technologie et Défense. Stratégies autour de l'atome et de l'espace (1945-1998) », 1999.

Salvat Bernard, « Les aspects scientifiques des activités de la DIRCEN et du CEA », *Journal de la Société des océanistes*, n°48, tome 31, 1975. p. 311-322.

Stuart Kirsch, « Lost Worlds: Environmental Disaster, 'Culture Loss', and the Law », *Current Anthropology*, 42.2, 2001.

Travaux du Groupe d'études français d'histoire de l'armement nucléaire (GREFHAN) dans le cadre du Nuclear History Program : Le Baut Yves (dir.), Vaisse Maurice, « Les essais nucléaires français », recherches du GREFHAN, Bruylant, 1996 ; Travaux du GREFHAN, *Les expérimentations nucléaires françaises*, 1993.

Veeken H., « French Polynesia: A Nuclear Paradise in the Pacific », *British Medical Journal*, 1995.

Von Strokirch Karin, « Pacific Campaign Weakens French Testing Resolve », *Journal of Pacific History*, 1995.

Le programme nucléaire français.

Bendjebbar André, *Histoire secrète de la bombe atomique française*, Le Cherche Midi, 2000.
La bombe atomique et deux Républiques, 1939-1969, thèse de doctorat en histoire, Institut d'études politiques, 2000.

Billaud Bernard, *La véridique histoire de la bombe H française*, La pensée universelle, 1994.

Billaud Pierre, *La grande aventure du nucléaire militaire français : Des acteurs témoignent*, L'Harmattan, 2017.

Boureille Patrick, *La Marine nationale et le fait nucléaire de 1945 à 1972*, thèse de doctorat en histoire, Université Paris-IV, décembre 2008.

Bozo Frédéric, *Deux stratégies pour l'Europe : de Gaulle, les États-Unis et l'Alliance atlantique, 1958-1969*, Plon, 1996.

Duval Marcel, Le Baut Yves, *L'Arme nucléaire française : pourquoi et comment ?*, Kronos, 1992.

Duval Marcel, Mongin Dominique, *Histoire des Forces nucléaires françaises depuis 1945*, PUF, 1993.

Fages Henri, « Un intérêt majeur de la France en Océanie, le CEP », *Journal de la Société des Oceanistes*, n° 87, 1989, p. 11-20.

Gloriant Frédéric, *Le grand schisme. La France, la Grande-Bretagne et les problèmes euroatlantiques, 1957-1963*, thèse de doctorat en histoire contemporaine, sous la direction de Frédéric Bozo, Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3, 2014.

Guisnel Jean, Tertrais Bruno, *Le Président et la Bombe*, Odile Jacob, 2016.

Institut Charles-de-Gaulle - Université de Franche-Comté, *L'aventure de la bombe : de Gaulle et la dissuasion nucléaire, 1958-1969*, Plon, 1985.

Jurgensen Céline, Mongin Dominique (dir.), *Résistance et Dissuasion – Des origines du programme nucléaire français à nos jours*, Odile Jacob, 2018.

Klein Jean, *Sécurité et désarmement en Europe*, Institut français des relations internationales, 1987.

Kohl Wilfrid, *French Nuclear Diplomacy*, Princeton University Press, Princeton, 1971.

Le Baut Yves, « Quelle évolution pour l'armement nucléaire français après le traité de Washington ? », *Stratégie*, 1989.

Le Douarec François, *Félix Gaillard 1919-1970 : un destin inachevé*, Économica, 1991.

Leprince-Ringuet Louis, *Noces de diamant avec l'atome*, Flammarion, 1991.

McDougall Walter A., « Space-Age Europe: Gaullism, Euro-Gaullism, and the American Dilemma », *Technology and Culture*, vol. 26, no. 2, 1985, p. 179–203.

Mendl Wolf, *Deterrence and Persuasion: French Nuclear Armament in the Context of National policy 1945-1969*, Faber and Faber, Londres, 1970.

Mongin Dominique, *La genèse de l'armement nucléaire français : 1945-1958*, Thèse de doctorat sous la direction de Maurice Vaisse, Paris I, 1991. *Dissuasion et Simulation – De la fin des essais nucléaires français au programme Simulation*, Odile Jacob, 2018. *La bombe atomique française, 1945-1958*, Bruylant, 1997. *La Direction des Applications Militaires au cœur de la dissuasion nucléaire française, De l'ère des pionniers au programme Simulation*, CEA, 2016.

Parisi Ilaria, *La France et la crise des euromissiles, 1977-1987*, thèse de doctorat en histoire contemporaine, sous la direction de Frédéric Bozo, Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3, 2017.

Pinault Michel, *Frédéric Joliot-Curie*, Odile Jacob, 2000.

Pô Jean-Damien, *Les Moyens de la puissance. Les activités militaires du CEA (1945-2000)*, éd. Ellipses, 2001.

Relations Internationales, numéro spécial « Dissuasion », n°59, automne 1989.

Scheinman Lawrence, *Atomic Energy Policy in France under the Fourth Republic*, Princeton University Press, Princeton, 1965.

Soutou Georges, Beltran Alain (dir.), *Pierre Guillaumat, la passion des grands projets industriels*, Rive Droite, 1995. *La Guerre froide de la France 1941-1990*, Tallandier, 2018.

Taccoen Lionel, *Le pari nucléaire français, histoire politique des décisions cruciales*, L'Harmattan, 2003.

Tranchez Océane, « CEA et politique de défense », note de recherche de l'IRSEM n°43, 2017.

Vaisse Maurice (dir.), *La Ve République et les problèmes d'armement*, CEHD/ADDIM, 1998. *La France et l'atome. Etudes d'histoire nucléaire*, Bruylant, 1994. *La grandeur : politique étrangère du général de Gaulle, 1959-1969*, Fayard, 1998. « L'historiographie française relative au nucléaire », *Revue historique des armées*, n°262, 2011, pp. 3-8.

Vaisse Maurice, Bozo Frédéric, Mélandri Pierre (dir.), *La France et l'OTAN 1949-1996*, Complexe, 1996.

Villain Jacques, *La Force de dissuasion française. Genèse et évolution*, Éditions Docavia/Larivière, 1987.

Weart Spencer, *La grande aventure des atomistes français*, Fayard, 1980.

(Par les acteurs de la dissuasion.)

Ailleret Charles, *L'aventure atomique française. Comment naquit la force de frappe française*, Grasset, 1968.

Aron Raymond, *Le grand débat, initiation à la stratégie atomique*, Calmann-Lévy, 1963.
« La notion de rapport de forces a-t-elle encore un sens à l'ère nucléaire ? », *Revue de Défense nationale*, janvier 1976.

Goldschmidt Bertrand, *Le complexe atomique. Histoire politique de l'énergie nucléaire*, Fayard, 1980. *Les rivalités atomiques*, Fayard, 1967. *Pionniers de l'atome*, Stock, 1987.

Joxe Alain, *Le cycle de la dissuasion (1945-1990) – essai de stratégie critique*, La découverte, 1990.

Messmer Pierre, « Les conceptions stratégiques du général de Gaulle face au monde de 1990 », *Revue de Défense nationale*, novembre 1990.

Roche Nicolas, *Pourquoi la dissuasion*, PUF, 2017.

Servent Pierre, *Les présidents et la guerre*, Perrin, 2017.

Védrine Hubert, *Les Mondes de François Mitterrand : à l'Élysée, 1981-1995*, Fayard, 1996.

Wodka-Gallien Philippe, *Essai nucléaire : La force de frappe française au XXI^e siècle : défis, ambitions et stratégie*, Lavauzelle, 2014.

II. Histoire de la Polynésie.

Ouvrages généraux.

Al Wardi Sémir (dir.), *L'Océanie convoitée, Histoire, géopolitique et sociétés*, Editions CNRS, 2017. *Tahiti et la France. Le partage du pouvoir*, L'Harmattan, 1998.

Aldrich Robert, *France in the South Pacific since 1940*, University of Hawaii Press, 1993.

Banivanua-Mar Tracey, *Decolonisation and the Pacific: Indigenous Globalisation and the Ends of Empire*, Cambridge University Press, 2016.

Barbe Dominique, *Histoire Du Pacifique - Des Origines À Nos Jours*, Perrin, 2008. Fiche.

Baré Jean-François, *Le malentendu pacifique. Des premières rencontres entre Polynésiens et Anglais et de ce qui s'ensuivit avec les Français jusqu'à nos jours*, Hachette, 1985.

Blanchet Gilles, *L'économie de la Polynésie Française de 1960 à 1980: un aperçu de son évolution*, éditions de l'ORSTOM, 1985.

Chesneaux Jean, Maclellan Nic, *La France dans le Pacifique: De Bougainville à Mururoa*, La Découverte, 1992. *After Moruroa: France in the South Pacific*, Ocean Press, 1998.

Christian Buchet, *La découverte de Tahiti*, 1993.

Collombat Benoît, *L'affaire JPK*, 15 décembre 1997.

Coutin André, *Retour à Bikini : le paradis perdu*, Stock, 1976.

Guillebaud Jean-Claude, *Les confettis de l'Empire*, Paris, Seuil, 1976.

Hauptert Yves, *Francis Sanford à cœur ouvert*, Au vent des îles, 1998.

Lartéguy Jean, Bréaud Tila, *Fiu, Tahiti, la pirogue et la bombe*, Presses de la Cité, 1976.

Lebovics Herman, *Bringing the Empire Back Home: France in the Global Age*, Radical Perspectives, 2004.

Mawyer Alexander, « The State of Mana, the Mana of the State », dans : Matt Tomlinson, Ty P. Kāwika Tengan, *New Mana: Transformations of a Classic Concept in Pacific Languages and Cultures*, ANU Press, Australia, 2016, p. 203–236. « Uncanny Rights and the Ambiguity of State Authority in the Gambier Islands », dans: Tamatoa Bambridge, *The Rahui: Legal Pluralism in Polynesian Traditional Management of Resources and Territories*, ANU Press, 2016, p. 211–226.

Mazellier Philippe, *Tahiti de l'atome à l'autonomie*, Hibiscus éditions, 1979.

Meltz Renaud, Vrignon Alexis (dir.), *Des bombes en Polynésie*, Vendémiaire, 2021.

Meltz Renaud, Barbe Dominique, « Le monde Pacifique dans la mondialisation », *Hermès*, n°65, avril 2013.

Mohamed-Gaillard Sarah, *Histoire de l'Océanie, De la fin du XVIIIe siècle à nos jours*, Armand Colin, 2015.

Monconduit Daniel, *Anthropologie du silence polynésien*, L'Harmattan, 2017.

Monica Emond, *Une bombe au paradis*, mémoire de master en sciences politiques, Université du Québec, 2008.

Mrgudovic Nathalie, *La France dans le Pacifique Sud : 1966-2006 : enjeux et mutations*, Science

Peter Lang Verlag, « Les relations franco-australiennes en Océanie : représentations croisées de deux politiques régionales », *Outre-Mers*, n°366-367, 2010.

politique, Université Montesquieu - Bordeaux IV, 2006.

Pons Xavier, « L'Australie, le nucléaire et la présence française en Nouvelle-Calédonie », *Politique Etrangère*, n°1, 1987, p.47-60.

Regnault Jean-Marc, *La France à l'opposé d'elle-même*, Les éditions de Tahiti, 2006. *Le Pouvoir confisqué en Polynésie française. L'affrontement Temaru-Flosse*, Les Indes Savantes, 2005.

Rigo Bernard, *Lieux-dits d'un malentendu culturel: analyse anthropologique et philosophique du discours occidental sur l'altérité polynésienne*, Au vent des îles, 1997.

Robineau Claude, *Tradition et modernité aux îles de la société : Du coprah à l'atome*, Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-mer, 1984.

Saura Bruno, *Histoire et mémoire des temps coloniaux en Polynésie française*, Au vent des îles, 2015. *Politique et religion à Tahiti*, Polymages-Scoop, 1993.

Tcherkezoff Serge, *Tahiti 1768 jeunes filles en pleurs*, Au vent des îles, 2005.

Thomas Nicholas, *Océaniens*, Anacharsis, 2020.

Van Dyke Jon, Smith Kirk R., Siwatibau Suliana, *Nuclear activities and the Pacific islanders*, East-West Environment and Policy Institute, Honolulu, 1985.

Affirmation identitaire et renouveau culturel.

Anne-Christine Trémon, « Logiques « autonomiste » et « indépendantiste » en Polynésie française », *Cultures & Conflits* [En ligne], Articles inédits, mis en ligne le 25 mars 2005.

Bambridge Tamatoa, « Les premiers Polynésiens en Europe et l'imaginaire occidental », dans : Bancel Nicolas, *Zoos humains. Au temps des exhibitions humaines*, La Découverte, 2004, p. 151-158.

Bolton Matthew, « The '-Pacific' part of 'Asia-Pacific': Oceanic diplomacy in the 2017 treaty for the prohibition of nuclear weapons », *Asian Journal of Political Science*, 26:3, 2018, p. 371-389.

Boyd Julia A., « Black rainbow, blood-earth : Speaking the nuclearized Pacific in Albert Wendt's Black Rainbow », *Journal of Postcolonial Writing*, 2016.

Brame Celentano Alexandrine, « La jeunesse à Tahiti : renouveau identitaire et réveil culturel », *Ethnologie française*, 2002/4, Vol. 32, p. 647-661.

Brami Celentano Alexandrine, « La jeunesse à Tahiti : renouveau identitaire et réveil culturel », *Ethnologie française*, vol. 32, no. 4, 2002, p. 647-661.

Bruno Saura, « Culture et renouveau culturel », dans : *Encyclopédie de la Polynésie Française*, 9 volumes, vol. n°2, Éditions Christian Gleizal, Multipress, 1988, p. 58.

Cambell Christopher, Latouche Jean-Paul, *Les insulaires du Pacifique: Histoire et situation politique*, Presses Universitaires de France, 2001.

DeLoughrey Elizabeth, *Routes and Roots: Navigating Caribbean and Pacific Island Literatures*, University of Hawaii Press, 2007.

Gagné Natacha, « Identité et stratégie autochtones : Leurs complexités et (im)possibilités en Polynésie française », dans : « Mouvements autochtones : Regards sur la transformation des stratégies et des identités politiques », *Cahier CIERA*, Sous la direction de Rémy Darith Chhem, Stéphanie Vaudry, avril 2016.

Gagné Natacha, Marie Salaün Marie (dir.), *Visages de la souveraineté en Océanie*, L'Harmattan, Cahiers du Pacifique Sud contemporain, 2010.

Hau'ofa Epeli, « Our Sea of Islands », *The Contemporary Pacific*, vol. 6, no. 1, University of Hawai'i Press, 1994, pp. 148–61. « The Ocean in Us », *The Contemporary Pacific*, vol. 10, no. 2, University of Hawai'i Press, 1998, p. 392–410.

Hayes Peter, Zarsky Lyuba, Bello Walden, *American Lake. The Nuclear Peril in the Pacific*, New York, Penguin Books, 1986.

Hayward Matthew, Long Maebh, *New Oceania: Modernisms and Modernities in the Pacific*, Routledge, 2019.

Kahn Miriam, *Tahiti beyond the postcard, Power, Place, and Everyday Life*, University of Washington Press, 2011. « Placing Tahitian identities : rooted in land and enmeshed in représentations », dans : Lockwood Victoria S. (dir.), *Globalization and Culture Change in the Pacific Islands*, Pearson Education, New Jersey, 2004.

Keown Michelle, « War and Redemption: Militarism, Religion and Anti-Colonialism in Pacific Literature », dans : Michelle Keown, Andrew Taylor, Mandy Treagus, *Anglo-American Imperialism and the Pacific: Discourses of Encounter*, Routledge, 2018. « Waves of destruction: Nuclear imperialism and antinuclear protest in the indigenous literatures of the Pacific », *Journal of Postcolonial Writing*, 2018.

Leloup Yves, « Aspirations identitaires et réécriture du passé en Polynésie. Des images au travestissement des faits », dans : *Outre-mers*, tome 97, n°366-367, 2010. « Images et pouvoirs dans le Pacifique », (dir.) Viviane Fayaud, Jean-Marc Regnault, p. 135-147.

Maurer Anaïs, « Nukes and Nudes: Counter-Hegemonic Identities in the Nuclearized Pacific », *French Studies*, n°72, Juillet 2018, p. 394-411.

Maurer Anaïs, Hogue, Rebecca H., « Introduction: Transnational Nuclear Imperialisms », *Journal of Transnational American Studies*, 11(2), 2020.

Pambrun Jean-Marc, *Henri Hiro, héros polynésien*, Puna Honu, 2010.

Pfersmann Andréas (dir.), Porcher Titaua, « Littérature et politique en Océanie », *New Zealand Journal of French Studies*, numéro spécial, DATE.

Picard Jean-Luc, *Ma'ohi tumu et hutu painu, La construction identitaire dans la littérature contemporaine de Polynésie française*, L'Harmattan, 2018.

Ravault François, « Polynésie, la bombe et l'indépendance », *Hérodote*, n° 37/38, 1985.

Saura Bruno, Lévy Dorothy, *Bobby : L'enchanteur du Pacifique*, Au vent des îles, 2013.

Saura Bruno, *Tahiti Ma'ohi Culture, identité, religion et nationalisme en Polynésie française*, Au vent des îles, 2009.

Teaiwa Teresia, S.T. Marsh, « Albert Wendt's Critical and Creative Legacy in Oceania: An Introduction », *The Contemporary Pacific*, 2010.

Tetiarahi Gabriel. « French Nuclear Testing in the South Pacific, or When France Makes Light of Its Duty to Remember », *The Contemporary Pacific*, vol. 17, no. 2, University of Hawai'i Press, 2005, p. 378–81.

Veeken Hans, « French Polynesia : A Nuclear Paradise in the Pacific », *British Medical Journal*, vol. 311, no 7003, 1995, p. 497-499.

Wachtel Nathan, « L'acculturation », dans Jacques Le Goff, Pierre Nora (dir.), *Faire de l'histoire. Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, p. 125.

Wendt Albert, « Toward a new Oceania », *Mana review*, 1 :1, 1976.

La religion en Océanie.

Fer Yannick, « Le protestantisme polynésien, de l'Église locale aux réseaux évangéliques », *Archives de sciences sociales des religions*, n°157, janvier-mars 2012.

Gilles Vidal, *Les nouvelles théologies protestantes dans le Pacifique Sud. Étude critique d'un discours religieux et culturel contemporain*, Éditions Karthala, 2016.

Malogne-Fer Gwendoline, « L'église évangélique de Polynésie française et les essais nucléaires : de la prise de conscience chrétienne à la prise de position publique (1963-1982) », dans : Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique (1981-1988)*, les Indes Savantes, 2003, p. 205-214.

Paul Hodée Paul, *Tahiti 1834 – 1984, 150 ans de vie chrétienne en Eglise*, Edition Saint-Paul, 1983. *Tahiti 1984 – 1993, 10 années d'éditoriaux du Semeur Tahitien*, Haere Po no Tahiti, 1993.

Regnault Jean-Marc, « Église visible et église invisible. Les fragiles équilibres expérimentés par les églises protestantes de Polynésie française, 1815-1999 », dans : *Revue d'histoire de l'Église de France*, tome 86, n°216, 2000. p. 67-93.

III. Types de militantismes.

Ouvrages généraux.

Auvray Michel, *Objecteurs, insoumis, déserteurs : histoire des réfractaires en France*, Stock, 1983.

Bennett Scott H., *Radical pacifism: the War Resisters League and Gandhian nonviolence in America, 1915-1963*, Syracuse University Press, 2003.

Bracke Maud Anne, Mark James, « Between Decolonization and the Cold War: Transnational Activism and its Limits in Europe, 1950s–90s », *Journal of Contemporary History*, Vol 50, Issue 3, 2015.

Buns Melina Antonia, *Transnational Lessons for Danish Anti-Nuclear Protest Environment and Society Portal*, dans: *Arcadia*, 18, 2017.

Chappell David, *Le réveil kanak. La montée du nationalisme en Nouvelle-Calédonie*, Presses universitaires de la Nouvelle-Calédonie, 2013.

D'Amato Anthony A., « Legal Aspects of the French Nuclear Tests », *The American Journal of International Law*, n°69, 1967.

Evngelista Matthew, *Unarmed Forces. The Transnational Movement to End the Cold War*, Cornell university press, 1999.

Fougeron Lucie, « Propagande et création picturale. L'exemple du PCF dans la guerre froide », *Sociétés et représentations*, n°12, 2001.

Franquemagne Gaël, *Les mobilisations socio-territoriales : le Larzac, une cause en mouvement*, Thèse de Science politique, Université Montesquieu - Bordeaux IV, Institut d'études politiques de Bordeaux, 2009.

Fulla Mathieu, Di Donato Michele (dir.), *Leftist Internationalisms: A Transnational Political History*, Bloomsbury Academic, series 'New Approaches to International History', 2023.

Gaddis John Lewis, Gordon Philip, May Ernest, *Cold War statesmen confront the bomb: nuclear diplomacy since 1945*, Oxford University Press, 1999.

Hare A. Paul, Blumberg Herbert H., *Liberation Without Violence: A Third Party Approach*, Rex Collings Ltd, 1977.

Harvey Kyle, « Prayer or Protest The Radical Promise of Voluntary Poverty in the Anti-Nuclear Fast for Life 1983 », *Journal of the Study of Radicalism*, 2015. « Nuclear Migrants, Radical Protest, and the Transnational Movement against French Nuclear Testing in the 1960s: The 1967 Voyage of the Trident », *Labour History*, no. 111, novembre 2016.

Hecht Gabrielle, *Le Rayonnement de la France. Énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre mondiale*, Éditions Amsterdam, Paris, 2014. *Uranium africain. Une histoire globale*, Seuil, 2016. « Quelques mots coloniaux à propos de la nucléarité exceptionnelle de la France et de la banalité du nucléaire français », *Cosmopolitiques*, n° 16, novembre 2007.

Kirchhof Astrid Mignon, Meyer Jan-Henrik, « Global Protest against Nuclear Power: Transfer and Transnational Exchange in the 1970s and 1980s », *Historical Social Research / Historische Sozialforschung* 39, no. 1, 2014, p. 165–90.

Kitschelt Herbert P, « Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, vol. 16, no. 1, 1986, p. 57–85.

Kolb Felix, *Protest and Opportunities : The Political Outcomes of Social Movements*, 2007.

Kott Sandrine, *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*, Le Seuil, 2021.

Lacharrière Guy, « Commentaires sur la position juridique de la France à l'égard de la licéité de ses expériences nucléaires », dans : *Annuaire français de droit international*, volume 19, 1973, p. 235-251.

Lazar Marc, « Idéologie et propagande des partis communistes français et italien durant la guerre froide », Jean Delmas, Jean Kessler (dir.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Complexes, 1990.

Maître Emmanuelle, « Moralité de la dissuasion : perspectives religieuses », *Recherches & documents*, n°4, Fondation pour la recherche stratégique, 2016.

Mallard Grégoire, *Fallout – Nuclear diplomacy in an age of global fracture*, The University of Chicago Press, 2014.

Margaret E. Keck, Kathryn Sikkink, *Activists beyond borders*, Cornell University Press, 1998.

Matthew Evangelista, *Unarmed Forces: The Transnational Movement to End the Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 1999.

Meredith Veldman, *Fantasy, the Bomb, and the Greening of Britain: Romantic Protest, 1945–1980*, Cambridge University Press, 1994.

Michael Bess, *Realism, Utopia, and the Mushroom Cloud: Four Activist Intellectuals and Their Strategies for Peace, 1945–1989: Louise Weiss (France), Leo Szilard (USA), E.P.Thompson (England), Danilo Dolci (Italy)*, University of Chicago Press, 1993.

Pestre Dominique, *Le gouvernement des technosciences. Gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945*, La Découverte, 2014.

Phillip G. Scharg, *Global Action: Nuclear Test Ban Diplomacy at the End of the Cold War*, New York: Taylor & Francis, 1992.

Priestley Rebecca, *Mad on Radium: New Zealand in the Atomic Age*, Auckland University Press, 2012. *Nuclear New Zealand : New Zealand's nuclear and radiation history to 1987*, thèse de doctorat en histoire, University of Canterbury, 2010.

Quémeneur Tramor, « L'ACNV (Action civique non-violente) et la lutte contre les camps », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 92, no. 4, 2008, pp. 57-63. « Le statut des objecteurs de conscience une bataille juridique et politique », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 115 - 116, no. 1, 2015, p. 35-43.

Robert A. Divine, *Blowing on the Wind: The Nuclear Test Ban Debate, 1954–1960*, Oxford University Press, 1978.

Rojecki Andrew, *Silencing the Opposition: Antinuclear Movements and the Media in the Cold War*, University of Illinois Press, 1999.

Stanescou Thomas, *Quel « mouvement de paix » pour la France ou le (s) pacifisme (s) au miroir de la gauche*, mémoire de DEA sous la direction de Frédéric Bozo, Université de Nantes, 2000.

Tompkins Andrew, *Better active than radioactive*, Oxford University Press, 2016.

Tompkins Andrew, Gildea Robert, « The Transnational in the Local: The Larzac Plateau as a Site of Transnational Activism since 1970 », *Journal of Contemporary History*, Vol 50, Issue 3, 2015.

Topçu Sezin, « Atome, gloire et désenchantement : résister à la France nucléaire avant Mai 1968 », dans : *Une autre histoire des Trente Glorieuses. Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, La Découverte, 2013, pp.189-209. *L'agir contestataire à l'épreuve de l'atome. Critique et gouvernement de la critique dans l'histoire de l'énergie nucléaire en France (1968-2008)*, Centre A. Koyré, Ehess, thèse menée sous la direction de M. Dominique Pestre, septembre 2010.

Van Muster Rens, Sylvest Casper, *Nuclear Realism: Global Political Thought During the Thermonuclear Revolution*, Routledge, 2016.

Wittner S. Lawrence, *The struggle against the bomb*, 3 volumes, Stanford University Press, 1995-2003. « The Long Voyage: The Golden Rule and Resistance to Nuclear Testing in Asia and the Pacific », *The Asia-Pacific Journal*, vol. 8, février 2010.

L'engagement des scientifiques.

Alison Kraft, Holger Nehring, Carola Sachse (ed.), « The Pugwash Conferences and the Global Cold War : Scientists, Transnational Networks, and the Complexity of Nuclear Histories », *Journal of Cold War Studies*, Vol. 20, no. 1, 2018.

Cagnac Bernard, *Alfred Kastler : portrait d'un physicien engagé*, Editions rue d'Ulm, 2013.

Dubois Alain, *Jean Rostand, un biologiste contre le nucléaire*, Berg International, 2012.

Klein Jean, « Les savants contre la guerre nucléaire, le mouvement Pugwash », dans *Les individus dans la politique internationale*, Paris, Économica, 1994, p. 255-256.

Monnoyer Laurence, « La légitimation par la science : un défi pour la démocratie. L'exemple du discours politique sur les essais nucléaires », *Hermès, La Revue*, 1997/1 (n° 21), p. 157-169.

Pestre Dominique, « Les physiciens dans les sociétés occidentales de l'après-guerre. Une mutation des pratiques techniques et des comportements sociaux et culturels », dans : *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 39 N°1, Janvier-mars 1992, p. 56-72.

Pinault Michel, « Les atomistes américains en campagne. La médiatisation du péril atomique dans l'immédiat après-guerre aux Etats-Unis (1945-1946) », *Le Temps des Médias*, 4, 2005, pp.101-133. « Les scientifiques, l'atome, la guerre et la paix », dans : Pietro Causarano (dir.), *Le XXème siècle des guerres*, Ed. de l'Atelier, 2004, p.381-396.

Pinault Michel, Sainclivier Jacqueline, « Frédéric Joliot, les allemands et l'université aux premiers mois de l'occupation », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°50, avril-juin 1996, p. 67-88.

Rognon Frédéric, *Génération Ellul, Soixante héritiers de la pensée de Jacques Ellul*, Labor et Fides, 2012.

Topçu Sezin, « Les physiciens dans le mouvement antinucléaire : entre science, expertise et politique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 102, 2007. « La démocratie atomisée : Le nucléaire à la française », *EcoRev'*, vol. 47, no. 1, 2019, pp. 225-233.

« Nucléaire : de l'engagement 'savant' aux contre-expertises associatives », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 14, no. 3, 2006, p. 249-256.

Verschueren Pierre, « Homo academicus reticulatus. Le doctorat d'État et les recompositions des disciplines scientifiques après la Seconde Guerre mondiale », *Hypothèses*, vol. 19, no. 1, 2016, p. 199-210.

Impérialisme et colonialisme nucléaire.

Allman Jean, « Nuclear Imperialism and the Pan-African Struggle for Peace and Freedom », *Souls*, vol. 10, 2008, p. 83-102.

Barbier C., « L'Afrique face aux premières expérimentations nucléaires françaises », *Cahiers du CEHD*, vol. 8, 1998, p. 111-133.

Blin Louis, *L'Algérie du Sahara au Sahel*, L'Harmattan, 2000.

Douglas Mary, *Purity and danger : an analysis of concepts of pollution and taboo*, Routledge & Kegan Paul, 1966. Traduction française, *De la souillure : Essais sur les notions de pollution et de tabou*, La Découverte, 2005.

Hanafi Elyes, « The Spacial Formation Theory: Transcending the Race-Class Binary in Environmental Justice Literature », *Antipode*, vol. 49, 2017, p. 397-415.

Hill Christopher R., « The activist as geographer: nonviolent direct action in Cold War Germany and postcolonial Ghana, 1959–1960 », *Journal of Historical Geography*, Volume 64, 2019, p. 36-46.

Intondi Vincent J., *African Americans Against the Bomb: Nuclear Weapons, colonialism and the black freedom movement*, Stanford University Press, 2015.

Jacobs Robert, « Nuclear Conquistadors : Military Colonialism in Nuclear Test Site Selection during the Cold War », *Asian Journal of Peacebuilding*, n°2, novembre 2013, p. 157-177.

Keenan Jeremy, *The Lesser Gods of the Sahara: Social Change and Indigenous Rights*, Routledge, 2004.

Kuletz Valerie L., *The Tainted Desert : Environmental and Social Ruin in the American West*, Routledge, 1998.

Maclellan Nic, « Nuclear Testing and Racism in the Pacific Islands », dans: *The Palgrave Handbook of Ethnicity*, éditions Steven Ratuva, 2019, pp. 1-21. « The Nuclear Age in the Pacific Islands », *The Contemporary Pacific*, Vol. 17, No. 2, University of Hawai'i Press, 2005, pp. 363-372.

Marable Manning, Agard-Jones Vanessa, *Transnational Blackness: Navigating the Global Color Line*, Macmillan, 2008.

Nixon Rob, *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*, Harvard University Press, 2011.

Osseo-Asare Abena Dove, *Atomic Junction : Nuclear Power in Africa after Independence*, Cambridge University Press, 2019.

Panchasi Roxanne, « No Hiroshima in Africa », *History of the Present*, vol. 9, 2019, p. 84–112.

Rozsa George, « The Nevada Movement: A Model of Trans-Indigenous Antinuclear Solidarity », *Journal of Transnational American Studies*, 11(2), décembre 2020.

Skinner Rob, « Bombs and Border Crossings, Peace Activist Networks and the Post-colonial State in Africa, 1959–62 », *Journal of Contemporary History*, vol. 50, no. 3, Sage Publications, 2015, p. 418–38.

Smith H. Roy, *The Nuclear Free and Independent Pacific Movement: After Mururoa*, Tauris, 1997.

Turner Rita, « The Slow Poisoning of Black Bodies : A Lesson in Environmental Racism and Hidden Violence », *Meridians: Feminism, Race, Transnationalism*, vol. 15, 2017, p.189-204.

Mouvement de femmes et féminisme.

David Fairhall, *Common Ground: The Story of Greenham*, Bloomsbury Publishing, 2006.

Dé Ishtar Zohl, *Daughters of the Pacific*, Spinifex Press, 1994. *Pacific Women Speak Out for Independence and Denuclearisation*, Pacific Connections, 1998.

Dibyadyuti Roy, « Strategic Science vs. Tactical Storytelling: Disrupting Radioactive Masculinity through Postcolonial Ecologies », *South Asian Review*, vol. 37, 2016, p.37-61.

Elliston Deborah A., « A passion for the nation: Masculinity, modernity, and nationalist struggle », *American Ethnologist*, Vol. 31, No. 4, p. 606 - 630.

Eschle Catherine, « Research note : Racism, colonialism and transnational solidarity in feminist anti-nuclear activism », *DEP*, n. 41-42, 2020.

Teaiwa Teresia, « Bikinis and other s/pacific n/ocean », *The Contemporary Pacific*, 1994.

Wilson Lynn B., *Speaking to Power: Gender and Politics in the Western Pacific*, Routledge, 1996.

Luttes environnementales.

Derville Grégory, « Le combat singulier Greenpeace-SIRPA. La compétition pour l'accès aux médias lors de la reprise des essais nucléaires français », *Revue française de science politique*, n°5, 1997, p. 589-629.

Elloy David, *Greenpeace France, une histoire d'engagement*, Les Liens qui Libèrent, 2019.

Locke Elsie, *Peace People: A History of Peace Activities in New Zealand*, Hazard Press, 1992.

Ferdinand Malcom, Temaru Oscar, Brotherson Moetai, « Essais nucléaires, justice et souveraineté en Polynésie », *Écologie & politique*, 2021/2, N° 63, p. 137-148.

Szabo Michael, *Making Waves: the Greenpeace New Zealand Story*, Reed, 1991.

Weyler Rex, *Greenpeace: How a Group of Ecologists, Journalists, and Visionaries Changed the world*, Rodale, 2004.

Zelko Franck, *Make It a Green Peace!: The Rise Of Countercultural Environmentalism*, Oxford University Press, 2017. « Bravo for the Pacific: Nuclear Testing, Ecosystem Ecology, and the Emergence of Direct-Action Environmentalism », dans: Edward Melillo, Ryan Jones (Eds.), *Migrant Ecologies: Environmental Histories of the Pacific World*, University of Hawaii Press, 2019.

Zimring, Carl A., *Clean and White : A History of Environmental Racism in the United States*, New York University Press, 2015.

Vétérans des essais nucléaires.

Alexis-Martin Becky, Waight Emma, Blell Mwenza, « Nuclear Families: A Social Study of British Nuclear Test Veteran Community Families », University of Southampton, mai 2019.

Barthe Yannick, *Les retombées du passé - Le paradoxe de la victime*, Seuil, 2017. « Cause politique et 'politique des causes'. La mobilisation des vétérans des essais nucléaires français », *Politix*, vol. 91, no. 3, 2010, pp. 77-102. « Quand l'incertitude vient du passé : du principe de précaution au principe de présomption », *EDP Sciences, Natures Sciences Sociétés*, vol. 16, 2008, p. 36-40.

Boda Jean-Sébastien, « Les modalités de renversement de la présomption de causalité posée par la loi Morin pour les victimes d'essais nucléaires », *Revue juridique de l'environnement*, vol. volume 42, no. 1, 2017, p. 37-45.

Chanton Christine, *Les vétérans des essais nucléaires français au Sahara : 1960-1966*, Toulouse : Université de Toulouse-Le Mirail, Groupe de recherche en histoire immédiate, 2003.

Lincoln Grahls F., *Voices from ground zero : recollections and feelings of nuclear test veterans*, University Press of America, 1996.

Des cultures antinucléaires ?

Boyer Paul S., *By the Bomb's Early Light: American Thought and Culture at the Dawn of the Atomic Age*, University of North Carolina Press, 1994.

Daniels Devin Williams, *We are become death: cultural shockwaves of Hiroshima*, The Pennsylvania state university, thèse de doctorat en anglais et philosophie, 2011.

Grant Matthew, *Understanding the imaginary war: culture, thoughts and nuclear conflict, 1945-90*, Manchester University Press, 2016.

Hogg Jonathan, Brown Kate, « Introduction: Social and Cultural Histories of British Nuclear Mobilisation since 1945 », dans: *Special Issue: Social and Cultural Histories of British Nuclear Mobilisation since 1945*. (dir.) Jonathan Hogg, Kate Brown, *Contemporary British History*, 33.2, 2019, p. 161–169.

Jacobs Robert, *Filling the Hole in the Nuclear Future: Art and Popular Culture Respond to the Bomb*, Lexington Books, 2010.

Kupferman, David W., « How “Natives” Drink. Bravo Shots, For Example: Mourning and Nuclear Kitsch », *Postmodern Culture*, vol. 25 no. 3, 2015.

Messmer Michael W., « Nuclear Culture, Nuclear Criticism », *Minnesota Review*, 30.0, 1988, p. 161–180.

IV. Littérature militante/institutionnelle.

Travaux d'acteurs militants.

Auque Hubert, Klumpp Sybille, « Stop Essais », dans : *Autres Temps. Cahiers d'éthique sociale et politique*, 1995, p. 65 - 67.

Barrillot Bruno, *Les irradiés de la République*, Complexe-GRIP, 2003. *Essais nucléaires français en Polynésie : exigence de vérité et propositions pour l'avenir*. Actes du colloque du

20 février 1999, Lyon, Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, 1999. *Les essais nucléaires et la santé*. Actes de la conférence du 19 janvier 2002 au Sénat, Lyon, Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, 2002.

Bouveret Patrice, Balmet Maurice, Dechesne Guy, Lacroûte Jean-Michel, Ménétrier François, Pucciarelli Mimmo, *Résister à la militarisation : Le Groupe d'action et de résistance à la militarisation, Lyon 1967-1984*, Atelier de création libertaire, 2019.

Conseil Œcuménique des Eglises, *Au nom du Dieu de vie, non ! L'Eglise et les essais nucléaires dans le Pacifique*, août 1995.

Daniel Parker, Robert Bonniot, avant-propos de Jean Rostand, préface de Hervé Chaigne, *Folie nucléaire*, Editions de l'Epi, 1966.

Danielsson Marie-Thérèse, Danielsson Bengt, (préface de Jean-Jacques Servan-Schreiber), *Moruroa, mon amour*, Stock, 1974. *Moruroa, notre bombe coloniale*, L'Harmattan, 1993.

« Poisoned Pacific: The Legacy of French Nuclear Testing », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 1990.

De Vries Pieter, Seur Han, *Moruroa et nous : expériences des Polynésiens au cours des 30 années d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud*, Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, 1997.

Greenpeace, Damoclès, *Témoignages. Essais nucléaires français : des polynésiens prennent la parole*, Greenpeace international, août 1990.

Guérin Daniel, *Tahiti malade de la bombe*, Les Temps Modernes, n°316, 1972, p. 788-811.

Guillebaud Jean-Claude, *Les confettis de l'Empire*, Paris, Seuil, 1976.

Houzel Ghislain, *Secrets de Mururoa: Souvenirs d'un ingénieur du C.E.A*, Tahiti Editions, 2013.

Hudelot Arnaud , Barrillot Bruno, Doom John, Villierme Marie-Hélène, *Témoins de la bombe: 30 ans de CEP*, 2012.

Martin Charles-Noël, préfacé par Albert Einstein, *Le monde à l'heure H*, Grasset, 1955.

Mazellier Phillippe, *Tahiti, de l'atome à l'autonomie*, Hibiscus, 1979.

McTaggart David, *La croisière nucléaire*, Hallier, 1975. *Greenpeace III: Journey into the Bomb*, Collins, 1978.

Moch Jules, *La folie des hommes*, Robert Laffont, 1954.

Monod Théodore, *L'Hippopotame et le Philosophe*, 1942. *Le Chercheur d'absolu*, Folio, 1997.

Nicolas Gilbert, *Un bateau nommé liberté*, Presses de Quimper, 1976. Carnet de voyage sur le *Fri* pendant la campagne de 1973.

Pistoll Lynn, *Moruroa Blues*, Reed's Maritime Library, 2001.

Roux François, *En état de légitime révolte*, Editions Indigène, 2002.

Sakharov Andreï, « The Danger of Thermonuclear War », *Foreign Affairs*, 1983.

Schweitzer Albert, *Respect et responsabilité pour la vie*, Arthaud, 2019.

Servan Schreiber Jean-Jacques, Lalonde Brice, Josselin Charles, de la Bollardière Jacques
Pâris, *Le bataillon de la paix*, Buchet-Chastel, 1974.

Toulat Jean, *Combattants de la non-violence, de Lanza del Vasto au Général de Bollardière*,
Éditions du Cerf, 1983. *La bombe ou la vie*, Fayard, 1969. *Objectif Mururoa*, Robert Laffont,
1974. Sur le Bataillon de la Paix en 1973. *Un combat pour l'homme : Le général de
Bollardière*, Editions du Centurion, 1987.

Rapports et ressources complémentaires.

« Livre Blanc sur les expériences nucléaires », Ministère des Affaires étrangères, Service de
presse et d'information, Paris, juin 1973.

Agence Internationale pour l'Énergie Atomique, « Situation radiologique sur les atolls de
Mururoa et de Fangataufa: rapport succinct d'un Comité Consultatif International », vol 2,
1998. « Nuclear Tests in French Polynesia: Could Hazards Arise? »,
<http://www.iaea.org/Publications/Booklets/mururoobook.html>. « Radiological Conditions at
the Former French Nuclear Sites in Algeria : preliminary assessment and recommendations »,
2005.

Bataille Christian, « Les déchets militaires », Rapport du Sénat, Office parlementaire
d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, rapport no 179, 1997-1998.

Bataille Christian, Henri Revol, « Les incidences environnementales et sanitaires des essais
nucléaires effectués par la France entre 1960 et 1996 et éléments de comparaison avec les
essais des autres puissances », AN n° 3571, Sénat n°207, 5 février 2002.

Bouchez J., Lecomte R., « Les atolls de Mururoa et de Fangataufa (Polynésie française) ». II.
Les expérimentations nucléaires, effets mécaniques, lumino-thermiques, électromagnétiques.
DIRCEN CEA DAM Direction des Essais, 1995.

CRIIRAD, « Analyses radiologiques de matériaux prélevés sur l'ancien site d'essais
nucléaires d'In Ekker (Algérie) », Note N°09-113, février 2010.

De Vathaire Florent, Le Vu Beatrice, Challeton de Vathaire Cecile, « Thyroid Cancer in
French Polynesia between 1985 and 1995: Influence of Atmospheric Nuclear Bomb Tests

Performed at Mururoa and Fangataufa between 1966 and 1974 », *Cancer Causes & Control*, 11.1, 2000.

DICoD, « Dossier de présentation des essais nucléaires et leur suivi au Sahara », Ministère de la Défense, DICoD, 2007.

Hirshon Tea, Barrillot Bruno, « Rapport de la Commission d'enquête sur les conséquences des essais nucléaires en Polynésie Française », Assemblée territoriale de la Polynésie française, 2006.

Salvat, B., Aubanel, A., Adjeroud, M., Bouisset, P., Calmet, D., Chancerelle, Villiers, L., « Le suivi de l'état des récifs coralliens de Polynésie Française et leur récente évolution », *Revue d'Écologie de la Terre et de la Vie*, n°63, 2008.

Tetuanui Lana, « Rapport de la commission de l'article 113 de la loi du 28 février 2017 sur les mesures destinées à réserver l'indemnisation aux personnes dont la maladie est causée par les essais nucléaires », 15 novembre 2018. Consulté le 20.01.20, https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2018/11/rapport_sur_la_melioration_de_lindemnisation_des_victimes_des_essais_nucleaires_-_20.11.2018.pdf

V. Fictions sur les essais nucléaires.

Bataille Christophe, *L'Expérience*, Grasset, 2015.

Charlier Jean-Michel (textes), Jijé (dessins), *Menace sur Moruroa*, Tanguy et Laverdure, tome 12, 1969.

Drandou, Alarcon, *Au nom de la bombe : histoires secrètes des essais atomiques français*, Delcourt, 2010.

Gary Romain, *La tête coupable*, Gallimard, 1968.

Génaédig Emilie, *Les champignons de Paris*, Haere Po, 2017.

George James, *Ocean Roads*, Huia Publishers, 2006.

Ihimaera Witi, *Pai The Whale Rider*, Reed Publishing, 1987.

Jetnil-Kijiner Kathy, *Iep Jaltok: Poems from a Marshallese Daughter*, University of Arizona Press, 3ème édition, 2017. « Anointed », performance de Kathy Jetnil-Kijiner, Youtube, 2018.

Lamatabois Jean-Claude, *Au plus grand secret*, Pantin, Le Temps des Cerises, 1998.

Martin Pascal, *Le Seigneur des atolls*, Paris, Presses de la cité, 2011.

Peu Titaua, *Mutismes*, Au vent des îles, 2021. *Pina*, Au Vent des îles, 2016.

Spitz Chantal, *L'île des rêves écrasés*, Au vent des îles, 1991. « Lettre ouverte de Polynésie », *Multitudes*, vol. 70, no. 1, 2018, p. 18-24.

Tenenbaum G eral, *L'Affinité des traces*,  ditions Héloïse d'Ormesson, 2012.

Victor Malo Selva, *Reggane mon amour*, Aden, 2012.

Wendt Albert, *Black Rainbow*, University of Hawaii Press, 1995.

VI. Méthodologie.

Méthodes d'enquêtes & ethnographie des mouvements sociaux.

Fauvel Mylène, Cheolki Yoon, « La participation-observante en contexte interculturel : Une posture méthodologique  thique », *Cahiers du GERACII*, Vol.3, No.1, 2018.

Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire et l'oubli*, Seuil, 2000.

Soulé Bastien, « Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales », *Recherches qualitatives*, Vol. 27(1), 2007, p. 127-140.

Touraine Alain, *La voix et le regard*, Seuil, 1978. « Réactions antinucléaires ou mouvement antinucléaire », *Sociologie et sociétés*, 13(1), 1981, p. 117–130.

Réseaux et circulations.

Barabási Albert-László, *Linked: How Everything Is Connected to Everything Else and What It Means for Business, Science, and Everyday Life*, Perseus Books Group, 2002.

Bernaldo Pilar González, « Circulations en histoire et histoire des circulations », dans: Pilar Gonzalez Bernardo, Liliane Hilaire-Perez, *Les savoirs-mondes. Mobilités et circulation des savoirs du Moyen Age au XXIe siècle*, PUR, 2015.

Grandjean Martin, *Les réseaux de la coopération intellectuelle. La Société des Nations comme actrice des échanges scientifiques et culturels dans l'entre-deux-guerres*, thèse en histoire, Université de Lausanne, 2018. « Introduction à la visualisation de données : l'analyse de réseau en histoire », *Histoire et Informatique* (18), 2015, p. 107-126.

Guillaume Pollack, *  travers les frontières : la résistance des réseaux (1940-1945)*,

Jean-Thierry Julia, « Rhizome, réseau et petit-monde (Gilles, Henri, Paul... et les autres) », *Sciences de la société*, 91, 2014, p. 3-11.

Lemercier Claire, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, Société D'histoire Moderne et Contemporaine, vol. 2, n°52-2, 2005, p.88 - 112.

P. Cristofoli, *Principes et usages des dessins de réseaux en SHS*, *Revue Histoire et Informatique*, 18, 2015, p. 23-57.

Pérez Liliane, Verna Catherine, « La circulation des savoirs techniques du Moyen-âge à l'époque moderne. Nouvelles approches et enjeux méthodologiques », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n°16, 2009.

Rosé Isabelle, « Autour de la reine Emma (vers 890-934). Réseaux, itinéraire biographique féminin et questions documentaires au début du Moyen Âge central », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 73e année, no. 4, 2018, p. 817-847.

Sapiro Gisèle, « Réseaux, institutions et champ », dans : Daphné de Marneffe, Benoît Denis, "Les réseaux littéraires", *Le Cri / Ciel - ULB-Ulg*, 2006, p. 44-59.

Verschueren Pierre, « Dompter l'Hécatonchire. Les réseaux dans l'atelier de l'historien », *Hypothèses*, vol. 19, no. 1, 2016, p. 177-186.

Watts Duncan J., *Six Degrees: The Science of a Connected Age*, W. W. Norton & Company

Sources primaires.

- I. Archives publiques.
- II. Archives privées.
- III. Entretiens.
- IV. Ressources audio-visuelles.
- V. Discours politiques et militants.

I. Archives publiques.

- Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

Fonds de Jacques Foccart.

Fonds « Elysée ».

AG/5(F)/3559 : Pas de description. Années 1961-1965.

AG/5(F)/3560 : Pas de description. 1966.

AG/5(F)/3561 : Pas de description. Année 1967.

AG/5(F)/3562 : Pas de description. Années 1968-1969.

AG/5(F)/3565 : Expériences nucléaires, information : correspondance, lettre ouverte, dépêches de l'AFP, Livre blanc sur les expériences nucléaires, coupures de presse. 1973.

Fonds « Scribe ».

AG/5(F)/831. Juin-décembre 1958 [« dossier rouge »] (tirages photographiques de l'arrestation du député Pouvanaa, de l'organisation de la campagne pour le « oui » au référendum par M. Gobray et de manifestations populaires à Tahiti.)

AG/5(F)/833. 1960-1968 [« dossier rouge »].

AG/5(F)/834 Affaires thématiques, suivi de P. Bouteiller, J. Cérez et J. Montpezat : notes mss. et dact., correspondance, télégrammes, comptes rendus de réunion, dépêches de l'AFP, coupures de presse (1965-1970). Banque d'Indochine (1966-1967), création d'une huilerie à Papeete (1966), projet d'ouverture d'un consulat américain à Papeete (1965-1967), richesses de la mer et la pêche en Polynésie (1966-1967), route traversière de Tahiti (1966-1970), séjour du président Saragat à Tahiti (1967).

AG/5(F)/835 Affaires politiques : notes et correspondance mss. et dact., télégrammes, comptes rendus d'entretiens, fiches biographiques, fiche du bureau d'études de Polynésie, mémorandum de l'Union calédonienne, coupures de presse (1968-1969).

Premier ministre / Secrétariat général du gouvernement / Direction de la Documentation française ; Sous-direction publications, nouveaux médias / Centre d'études et de documentation d'Afrique et d'Outre-mer (1907-1985).

19850665/41 : Revue de presse sur les essais.

19850665/44 : dossier “essais nucléaires”.

Direction des territoires d'Outre-Mer de la République. Sous-direction des affaires politiques et de l'administration générale. Bureau affaires politiques (1959-1978).

19940165/8 : Assemblée Territoriale de Polynésie française, 1961-1962.

19940165/15 : Synthèse politique mensuelle, 1959-1966. Bulletin mensuel de renseignements et points de quinzaine émanant du Cabinet militaire (section Etudes et renseignements) 1959-1960. Troupes du groupe du Pacifique ; détachement de Tahiti : synthèse trimestrielle. 1959. Service de l'information : service de presse, mars-décembre 1973.

19940165/33 : Cabinet du gouverneur i synthèses politiques mensuelles, mai-juin. 1971 ; correspondance, 1964-1971. Bureau d'études : réunions du Comité de coordination du renseignement, octobre 1973-janvier 1974, mai-juin 1977. Assemblée Territoriale : discours d'ouverture des sessions, 1974-1978. Assemblée Territoriale : activités, 1968, 1970-1975. Rapport sur le budget territorial 1974. Rapport du chef du territoire concernant l'activité du conseil de gouvernement, la situation de l'administration territoriale, exercice 1972. Voyages officiels : Inchauspé, 13-18 septembre 1968 ; Rey, 10-16 septembre 1970

19940165/34 : Inspection générale des affaires sociales : organisation du service de santé, 1975. Situation financière : note des Affaires économiques, 1961. Renseignements politiques sur les conseillers Tauru et Dilhan, 1959-1960. Assemblée territoriale : arrêtés exécutoires, 1972-1975 (incomplet).

Sous-direction des affaires politiques, direction des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer. Mission Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Mayotte. Série 19950175.

19950175/25. Bulletins mensuels de renseignement du bureau d'études de Papeete, 1987-janvier 1988. Notes d'information du bureau d'études de papeete sur la situation du tourisme en Polynésie, 1986-1988. Bulletins mensuels de renseignement du bureau d'études de Papeete et notes mensuelles de la section études et renseignement du cabinet militaire, janvier 1988-octobre 1988. Bulletin mensuel d'information du bureau d'études de Polynésie, juillet 1988.

19950175/26. Notes de renseignement du bureau d'études de Papeete sur les organisations antinucléaires ; notes sur l'arraisonnement de bateaux protestataires ; notes sur les conséquences du boycott de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande des produits français en

protestation des essais nucléaires français ; notes sur les courants d'opposition aux essais nucléaires, 1963 - 1974. Notes des ambassadeurs français dans le Pacifique sur les mouvements d'opposition aux essais nucléaires français dans le Pacifique, (1978).

19950175/27. Notes de la section "études et renseignement" du cabinet militaire sur le retentissement de la mission d'Haroun Tazieff sur les expérimentations nucléaires françaises, 1982. Missions scientifiques et visites d'élus au CEP : rapport de la mission d'experts français 1979 ; mission Haroun Tazieff, 1982 ; visite des élus locaux, 1983 ; rapport de la mission d'experts étrangers, 1984. Notes de renseignement sur les oppositions aux essais nucléaires français, 1983 - 1984. Notes d'information sur le CEP et les forces armées en Polynésie, 1980. Notes de renseignement sur les positions des partis politiques polynésiens à l'égard du CEP et des expérimentations nucléaires dans le pacifique, 1983. Régime fiscal applicable au CEP, (1982 - 1985).

19950175/29. Notes de renseignement du bureau d'études de Polynésie et de la section "études et renseignement" du cabinet militaire sur les élus locaux, 1977-1979. Notes sur la situation politique générale en Polynésie, 1979-1986. - notes de la sous-direction des affaires politiques, 1979-1982 ; synthèses des services de renseignements généraux de Polynésie, 1983-1986.

19950175/30. Notes de renseignement du bureau d'études de Papeete sur les mouvements indépendantistes et séparatistes en Polynésie, (1972-1989).

Présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974 - 1981) Archives du vice-amiral Pierre Emeury, conseiller chargé de la défense.

AG/5(3)/1510. Dossier CEP 1979-1980.

- Archives du Service Historique de la Défense, Vincennes.

Série GR 1 H. Algérie depuis 1945.

GR 1 H 1710. (d.3) protestations contre les essais nucléaires au Sahara (1959-1961).

GR 1 H 2017. (d.4) manifestations contre les expériences nucléaires françaises au Sahara (1959)

Revue de presse du SIRPA sur les campagnes d'expérimentations nucléaires (1969 - 1985).

GR 15 R 115 à 126.

Série GR Q – Archives du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale.

GR 9 Q4 378. Dossier 1 : Polynésie française : situation intérieure, vie politique, escales de navires étrangers, pénétration américaine, organisation administrative, aspects sociaux-économiques (1960-1978).

Archives de la gendarmerie de Papeete.

GD 2007 ZM 1 34686.

Archives du Centre d'Exploitation du Renseignement.

GR 9 Q 4 376. Dossier 1 et 3 de l'ambassade de Nouvelle-Zélande (1969 - 1973).

Série GR R – Archives du Cabinet du ministre de la Défense et organismes rattachés.

GR 1 R 53. (Dossier 1) Voyage du ministre de la Défense en Polynésie : programmes, documentation, fiches biographiques des officiers supérieurs rencontrés (1970).

GR 14 H 195/3. Dossier 3 : Groupe du Pacifique. Création du CEP. 1963 – 1964.

GR 13 R 126. Synthèses mensuelles de renseignements du CEP, 1968.

Fonds de la DIRCEN. Organisation du Centre d'Expérimentation du Pacifique.

GR 13 R 132/1. Recherche de sites expérimentaux favorables à des essais d'armes nucléaires (1957-1962), procès-verbaux de réunions de la commission des sites insulaires (1961-1962), mission dans le Pacifique pour déterminer les sites (1962).

Section presse.

GR 13 R 173. (Dossier 1) Campagne anti-CEP du député Teariki, représentant de la Polynésie française à l'Assemblée nationale (1965-1966) ; (d.2) retombées radioactives, surveillance de la radioactivité (1966-1968) ; (d.3) signature des ordres de mission : principes (1965-1969) ; (d.4) protection du secret : sécurité du courrier échangé entre la métropole et la Polynésie française (1965-1969).

- Archives du Ministère des Affaires Etrangères, La Courneuve.

Série Océanie.

139QO22. Asie - Océanie (1956 – 1967).

139QO34. Rapports du SDECE.

139QO37. Réactions pays Océanie (1968 – 1970).

Série Affaires atomiques.

1809INVA313. Réactions dans le Pacifique (1959 – 1965).

Service communication du ministère des affaires étrangères.

Carton 529. Dossier sur les essais nucléaires (1966 – 1972).

- Foreign office britannique.

FO 371/171245. Câbles diplomatiques sur l'installation d'une base d'essais à Mangareva (1963).

- Bibliothèque Nationale de France, Paris.

Fonds Claude Bourdet, ANF cote NAF28091.

Cartons 141 à 155 « Désarmement ». Pas d'inventaire détaillant le contenu. Les descriptions sont de l'auteur.

Carton 141 : Création du MCAA, correspondances avec des scientifiques, projet de fusion avec la Fédération Contre l'Armement Atomique d'Alfred Kastler, lettre de refus de ce dernier, correspondance avec Charles Avril, Jules Moch. Documents personnels de Bourdet sur la Polynésie française, (1964).

Carton 142 : Documentation et correspondances avec des mouvements pacifistes en Europe, Amérique et Océanie, (1964 – 1966).

Carton 143 : Dossier 1. Correspondance avec Théodore Monod, lettres de John Teariki, correspondance avec Peggy Duff (CND UK), consignes pour l'impression du texte de Rostand « Contre toutes les bombes ». Dossier 2. Meetings, manifestations. Dossier 3. Ecole d'été avec l'ACNV. Manifestation au parc de Seaux. Correspondance avec Mitterrand, F.Perrin. Dossier 10. Mouvement pacifiste en Algérie, en Polynésie Française. Dossier 11. Comité temporaire de Jules Moch. Dossier 12. Stratégie pour contrer le Mouvement de la Paix, (1965).

Carton 144 : Divers documents et correspondances sur les retombées nucléaires, (1965).
Carton 145 : Début de l'orientation vers d'autres luttes, documents sur le Vietnam, (1966).
Carton 146 : Correspondance interne au MCAA, (1965 – 1967).
Carton 147 : Création d'un mouvement européen contre la bombe. Correspondance interne qui indique que les locaux ont été cambriolés et les archives volées. Lettres à Francis Sandford et John Teariki les encourageant à protester à l'ONU (1967).
Carton 148 : Correspondances (années 1980).
Carton 149 : Ventes d'armes.
Carton 150 : Mouvement européen contre la bombe.
Carton 151 : Documents sur le Larzac. Financement du film de François Roux à Tahiti, (années 1970).
Carton 152 : Correspondance avec Regis Debray. Lettre de Mitterrand envoyée à « John Peariki ». Coupures de Presse sur la PF, (années 1980).
Carton 153 : Désarmement européen, (années 1960 – 1980).
Carton 154 : Désarmement mondial, (années 1960 – 1980).
Carton 155 : Campagnes contre les essais nucléaires en Polynésie. Actions du MCAA. Action du Bataillon de la Paix, nb correspondances, (années 1960 – 1970).

Fonds Odette du Puigaudeau.

IFN-9068529. Correspondance privée, dossiers de travail (Unesco, C.N.R.S, Prohuza, Prix Abel Jeandet, articles et projet de film sur la Mauritanie et le Maroc, explosions nucléaires au Sahara, voyage de 1960 au Maroc et en Mauritanie, protection des sites et objets préhistoriques marocains, Bureau de préhistoire du Maroc, I.F.A.N., dont correspondance avec Théodore Monod et Raymond Mauny), curriculum vitae de Odette Du Puigaudeau et de Marion Sénones, 1934 - 1983 (397 pièces) [Document d'archives] / Odette Du Puigaudeau.

Publications militantes.

Bulletin du Te Here Ai'a. Exemplaires déposés par Henri Bouvier (1967-1969). FRBNF34493327.
Revue *Combat non-violent*, (1971-1976). FRBNF34352242.

- La Contemporaine, Nanterre.

Fonds de Jean-Jacques de Félice.

Dans : Premier versement / Pacifisme et antimilitarisme / Tahiti / Mouvement indépendantiste et opposition aux essais nucléaires.

ARCH/0147/123. “Affaire Faaiete”.

ARCH/0147/124. “Affaire Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie (1)” – *Description erronée, il s’agit uniquement de documents sur l’affaire Faaiete.*

ARCH/0147/125. “Affaire Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie (2)”

ARCH/0147/126. “Affaire Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie (3). Différentes démarches et procédures. ”

ARCH/0147/127. “Affaire Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie (4). Témoignages et demandes de recours en grâce.”

ARCH/0147/128. “Affaire Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie (5). Correspondances.”

ARCH/0147/129. “Affaire Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie (5). Pétition et soutiens”.

ARCH/0147/130. “Affaire Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie (5). Dossier de presse.”.

ARCH/0147/131. “Affaire Marcel Tahutini, Jonas Tahutini, Roland Tefana, Viriamu Tauira, Guy Taéro, Prosper Faana et Ching Charlie (5). Documents divers.”.

Dans : Premier versement / Pacifisme et antimilitarisme / La défense de Greenpeace.

ARCH/0147/138. Affaire du Rainbow Warrior (1985) (1).

ARCH/0147/139. Affaire du Rainbow Warrior (1985) (2).

ARCH/0147/140. Mobilisation contre les essais nucléaires.

ARCH/0147/141. Dossier de presse sur la reprise des essais nucléaires (été 1995).

ARCH/0147/142. Recours devant le Conseil d'Etat de Greenpeace contre les essais nucléaires.

ARCH/0147/143. Plaintes contre les violences des forces armées à l’égard des militants de Greenpeace à Papeete (Tahiti).

- Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Pantin.

Archives du Mouvement de la Paix.

170J 142. Comité contre la force de frappe. Années 1950 – 1990.

107J 143. Pétitions contre les essais nucléaires. Années 1950 – 1990.

170J 144. Documents internes et articles sur la dissuasion. Années 1950 – 1990.

170J 147. Etudes sur les retombées radioactives en Polynésie. Sources non-identifiées, pas de datation.

- Archives du Bas-Rhin, Strasbourg.

Papiers de Michel Hoeffel, président du directoire de l'Eglise de la confession d'Augsbourg (1935-2017).

100 J 514. Engagement sur les questions de société. Le nucléaire : publications.

Rapports de Renseignements Généraux de Strasbourg.

1743W1. Le Mouvement de la Paix (1945 – 1966).

1743W86. La bombe française, les mouvements de la paix et l'opinion. Mouvement des combattants de la paix contre l'explosion au Sahara. Déclaration commune de F.Joliot-Curie et Albert Schweitzer (1960).

- University of Bradford.

Archives de la Direct Action Committee Against Nuclear War, référence : Cwl DAC.

- Bibliothèque des Sciences Expérimentales de l'Ecole Normale Supérieure, Paris.

Fonds Alfred Kastler.

Carton 62 : Œuvres pour la paix, correspondances avec Peggy Duff, Bourdet, René Cruse.

Carton 63 : Essais nucléaires, conférence de Stockholm.

Carton 64 : Désarmement.

Carton 65 : Course aux armements.

Carton 75 : Tiers-monde, Schweitzer, armes nucléaires et éthique.

Carton 76 : “Défense de l’environnement : l’énergie, (a).”

Carton 77 : Energie solaire. Participation à des séminaires de l’AIEA.

Carton 78 : Philosophie et éthique.

Carton 79 : Alsace. Liens avec Schweitzer.

Carton 80 : Actions en Alsace. Hommages à Schweitzer, correspondances avec des pasteurs.

- Musée du Kon Tiki, Oslo.

Fonds Bengt Danielsson. Consultation de documents numérisés par Anton Othman.

- Mission de France, Perreux-sur-Marne.

Archives de Bernard Boudouresques, pas d’inventaire.

- Muséum National d’Histoire Naturelle, Paris.

Fonds de Théodore Monod.

MS MDP 18 : Documentation et correspondances sur le nucléaire.

MS MDP 50 : Documentation et correspondances sur son engagement.

- Bibliothèque de l’Université de Polynésie Française, Puna’auia.

Archives du Ia Mana te Nuna’a. *Ia Mana* (en ligne sur anaite.pf).

Archives de l’Eglise Evangélique de Polynésie Française. *Ve’a Porotetani* (en ligne sur anaite.pf).

II. Archives privées.

- Archives d'Albert Schweitzer, Gunsbach. Inventaire sur demande.

Correspondances reçues (John Teariki, Albert Einstein, Théodore Monod, Linus Pauling).

Revues de presse sur le nucléaire (1957 – 1964).

Documentation personnelle sur les retombées des essais nucléaires.

Bibliothèque privée de Schweitzer, avec des ouvrages contre la bombe annotés.

- Archives de Jean-Marie Muller.

Fondateur du Mouvement pour une Alternative Non-Violente (MAN). Consultées chez François Marchand, militant du MAN qui en réalise l'inventaire en vue d'un versement à La Contemporaine.

Carton 34 : Documents sur le général de Bollardièrre.

Carton 35 : Idem.

Carton 37 : La gauche et l'arme nucléaire.

Carton 38 : Armes nucléaires.

Carton 39 : Bataillon de la Paix – Fri.

Carton 40 : Nucléaire militaire.

Carton 41 : Euromissiles et dissuasion.

Carton 42 : Eglise et bombe (avant 2000).

Carton 43 : Idem.

- Archives privées de Bernard Moitessier.

Non-inventoriées, avec l'aimable permission de Véronique Lerebours.

- Archives privées de Marie-Thérèse Danielsson.

Non-inventoriées, avec l'aimable permission de Denise et Robert Koenig.

- Archives privées de Gabriel Tetiarahi.

Non-inventoriées, avec l'aimable permission de l'intéressé.

- Archives de l'Observatoire des Armements, ancien Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits (CDRPC).

Fonds de Jean-Pierre Lanvin, antimilitariste et non-violent (non-inventoriés, les descriptions sont de l'auteur).

Carton 'Action Civique Non-Violente' : photographies des mobilisations contre les essais nucléaires en Algérie et en Polynésie Française, sur l'occupation de Marcoule, liens avec l'Arche de Lanza del Vasto, courriers de militants et personnalités (dont Théodore Monod), tracts, documents de travail, tables-rondes sur la non-violence en France et les armes nucléaires.

Carton 'Larzac' : exemplaires du journal *Gardarem Lo Larzac*, de nombreux articles sur les essais nucléaires à Moruroa qui éclairent sur les liens existants entre les militants du Larzac et des militants polynésiens. Correspondances entre les militants, documents de préparation des actions, tracts, affiches, lettres de soutien et divers documents sur les essais nucléaires.

Carton 'L'Eglise contre les essais nucléaires' : revues de presse sur le positionnement de l'Eglise catholique sur la dissuasion française, correspondances avec des membres du clergé, publications sur la bombe et l'Evangile, rapports de débats au sein du clergé, lettres de soutien d'évêques et de prêtres dans la région lyonnaise.

Carton 'Nucléaire' : documents sur les essais nucléaires, des archives du Groupe d'action et de résistance à la militarisation (GARM), lettres de Bruno Barrillot, documents sur l'engagement des chrétiens contre les armements nucléaires, documentation sur l'éthique et les armes nucléaires.

Publications militantes.

Bulletins de Stop-Essais ! (1991 – 1998).

Bulletins de Europe-Pacific Solidarity (1992 – 2006).

Lettre de Hiti Tau (1998 – 2000).

Lettre de Piago Link (1994 – 1995).

Lettre de Ta paepae no hiti tau (1993 – 1994).

Lettre de Te pae pae no hui tiamā (Ligue polynésienne indépendante des droits de l'homme) (1993 – 1994).

III. Entretiens.

- France.

Louis Bulidon (vétérinaire de In Ecker).

Raymond Sené (physicien et militant).

Patrice Bouveret (militant et objecteur).

Maurice Balmet (insoumis).

Jean-Michel Lacrôte (réfractaire).

Dominique Arrive (objecteur).

Brice Lalonde (militant écologiste et ancien ministre).

François Roux (avocat engagé).

Véronique Lerebours (ingénieure et navigatrice, compagne de Bernard Moitessier).

François Marchand (militant non-violent).

Jean-Loup Kastler (professeur, petit-fils d'Alfred Kastler).

Julien Couturier (ancien militaire).

Alain Connan (marin, ancien président de Greenpeace-France).

Amiral Lajous (marin, ancien directeur du SIRPA Mer, en poste au CEP au début des années 1990).

Monique et Othon Printz (médecins et missionnaires).

Philippe Wodka-Gallien (communicant de la défense).

Ennio Neagle (artiste).

- Tahiti.

Astrid Drollet (originnaire de Tureia).

Celine Hoiore (association Moruroa e Tatou)

Charlie Ching (militant).

Christophe Cozette (journaliste).

Clément Pito (militant et personnalité culturelle).

Denise et Robert Koenig (éditeurs).

Do Carlson (militante du Ia Mana te Nuna'a, Ia Ora te Natura et compagne de Henri Hiro).

Emile Bonnefin (professeur de reo tahiti)

Gabriel Tetiarahi (militant, fondateur de Hiti Tau).
Gaston Flosse (ancien président de la Polynésie française).
Heinui Lecaille (chargé de communication du Tavini, désormais conseiller territorial).
HTJ (artiste).
Isidore Hiro (poète, frère de Henri Hiro).
Jacky Bryant (conseiller municipal de Arue).
Jean-Paul Théron (médecin).
Joinville Pomare (militant).
Maire Bopp-Dupont (militante).
Michel Arakino (militant et ancien militaire).
Michel Guérin (pharmacien et ethnobotaniste, ancien adhérent du Ia Ora te Natura).
Moana Porutu (pêcheur et militant).
Moana'ura 'Sunny' Walker (ancien Marin et militant Ia Mana).
Oscar Temaru (militant et maire de Fa'a'a).
Pasteur Ishore (militant et pasteur).
Pasteur Mitema Tapati (militant, pasteur et désormais conseiller territorial).
Patrick Buisset (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)
Philippe Maunier (pharmacien et ancien militaire du SMCB).
Philippe Siu (militant et co-fondateur du Ia Mana te Nuna'a).
Robert Danielsson (procureur, fils adoptif des Danielsson).
Roti Make (artiste et militante).
Samuelle Kraus (professeure d'arts plastiques).
Souri 'Machoro' (agriculteur et militant).
Tiare Maohi (association Moruroa e Tatou).
Unutea Hirshon (militante).
Vaea Neuffer (éducateur, membre de l'EPMa).
Vannina Crolas (militante, actuellement ministre de la fonction publique).
Yolande Vernaudon (DSCEN).
Yvette Tomasini (vice-rectorat de Polynésie française).

- Huahine.

Dorothy Levy (militante et proche de Bobby Holcomb), Déborah Elliston (anthropologue),
Hiro Tefaarere (syndicaliste), Delano Flohr (ancien maire), Gérard Urvin (ancien militaire).

- Mangareva.

Dorothée Mamatui ‘Mama Toru’ (mère de Jean Canopus), Bruno Schmidt (ancien infirmier), Mamie Caroline (ancienne institutrice), Monica Paeho (reconnue victime des essais par le CIVEN), Papa Daniel, Papy Vinaré et sa femme Doris (ancien travailleur du nucléaire), Didier Schmack (ancien légionnaire), Yves Sponzi (ancien légionnaire).

- Suède.

Margot Wallström (ancienne ministre des Affaires étrangères, amie des Danielsson).

- Algérie.

Mohamed el Korso (professeur d’histoire), Ammar Mansouri (physicien), Akram Khariéf (journaliste spécialiste défense).

- Hoggar.

Youlansar ‘Dada’ Dachman (guide culturel, fils de travailleurs du CEMO), membres de l’association Taourirt, habitants de Tamanrasset, Mertoutek, Idelès et Tazrouk.

Un grand merci à vous tous, ainsi qu’à l’ensemble des personnes ayant requis l’anonymat, pour vos témoignages passionnants.

IV. Ressources audio-visuelles.

- Télévision.

De nombreuses images d’archives concernant les militantismes sont disponibles sur le site NZonScreen.org qui vise à valoriser le patrimoine audio-visuel néo-zélandais. La collection « Nuclear-Free New Zealand » est particulièrement riche sur la thématique de l’opposition aux essais nucléaires. Le documentaire de Turei Peter, « Hotu Painu » (2011), contient par exemples des interviews de militants polynésiens, en particulier ceux qui participent au NFIP. <https://www.nzonscreen.com/collection/nuclear-free-new-zealand>

Bontemps Sophie, Pinol George, Briat Jean-Pierre, « Le cancer du Tropic » , *France 3*, Thalassa n° 1288, 2005, 69 min.

Bontemps Sophie, « Les Gambier sous le vent nucléaire », *France 3*, émission Thalassa, diffusion le 11 avril 2008.

Larbi Benchiha, « Vent de sable », 2008. « De Gaulle, l'Algérie et la Bombe », 2010. « Bons baisers de Moruroa », 2016.

Barbe Nathalie, Derouet Thierry, « Les essais nucléaires français : un héritage sans fin », 2013. « Essais nucléaires, quelles vérités », 2009.

Djamel Ouahab, « Gerboise bleue », 2009. Sur les essais français dans le Sahara de 1960 à 1966.

Tézé Sébastien, « Le secret des irradiés », 2010.

Jean Philippe Desbordes, Christine Bonnet, « Aux enfants de la Bombe », 2012. Grand Prix du Jury FIFO.

Lewis Ben, « Blowing up Paradise », *BBC*, 2005, 60 min.

Reinhardt François, « Ils vont arrêter la bombe », *France Ô*, 2016, 55 minutes.

Legay Sébastien, Dreujou Mathieu, Dechaumet Bertrand, Kehon Arnaud, « Hao : l'atoll oublié », *France 2*, Envoyé spécial, n° 626, 2006, 20 min.

Kane Dennis, « Bikini. Forbidden Paradise », *ABC, A World of Discovery, Time Life Video*, États-Unis, 1992, 50 min.

Stone Robert, « Radio Bikini », Robert Stone Productions, États-Unis, 1988, 56 min.

« Trouble in Paradise », *Al Jazeera English*, reportage, 28 juin 2007, <http://www.youtube.com/watch?v=GUEuepGvfZ8>, 16min.

Daëron Michel, « Moruroa, le grand secret », Point du jour, *France 2*, 74 mins, 1996.

Desbordes Jean-Marie, Bonnet Christine, « Aux enfants de la bombe », Mano a mano & Archipel Productions, 52 minutes, *France O*, 2014.

Desbordes Jean-Marie, « Victimes de la bombe atomique française », *France 2*, Infrarouge, 2013, Mano a mano & ArchipelProd, 74 minutes.

Rossigneux Brigitte, Gazut André, « Les apprentis sorciers », 1996.

Martin Pascal, « Dans le secret du paradis », 2002.

Villierme Marie-Hélène, « Pouvanaa, Te Metua. L'élus du peuple », 2012.

Felixson Helgi, Johnson Titti, « Un crime dans l'avenir » ('Vive la France'), FelixFilm, 2014. Diffusé par *Arte* le 6 juin 2014 avec comme titre français « Polynésie, un avenir irradié ».

Figère Martin, « Tahiti derrière le rideau de fleurs », 1980. Documentaire réalisé à l'initiative de l'avocat François Roux afin de le diffuser dans le cadre du procès de Te Toto Tupuna.

- Fictions.

Hansel Marion, « Noir océan », 2010.

Sinapi Jean-Pierre, « Vive la bombe ! », Raspail Production, Arte France, France 2, 2006.

Barché Loïc, « L'aventure atomique », Punchline Cinéma, 2019.

François Villiers, « Les chevaliers du Ciel », épisode 5, saison 2.
<https://www.youtube.com/watch?v=yQcUT4cqoZw>.

V. Discours politiques et militants.

Charles De Gaulle, « 7 septembre 1966. Allocution prononcée à Papeete, Place Joffre », dans *Discours et messages. Vers le terme 1966 -1969*, Plon, 1970.

John Teariki, discours prononcé devant Charles de Gaulle, 1966. Avec Albert Schweitzer et Jean Rostand, « Protestation solennelle... », 1965. Disque 33 tours édité par le MCAA.

Jean Rostand, « J'accuse », discours du MCAA (en ligne)

Table des signes.

ACNV : Action Civique Non-Violente.

ANF : Archives Nationales de France.

ATOM : Against Testing on Moruroa.

BNF : Bibliothèque Nationale de France.

BE : Bureau d'Etudes (services de renseignement ultramarins).

CEA : Commissariat à l'Energie Atomique.

CEP : Centre d'Expérimentation du Pacifique.

CEMO : Centre d'Expérimentation Militaire des Oasis.

CSEM : Centre Saharien d'Expérimentation Militaire.

Cevaa : Communauté Evangélique d'Action Apostolique.

CND : Campaign for Nuclear Disarmament.

COE : Conseil Œcuménique des Eglises.

CTCFF : Comité Temporaire Contre la Force de Frappe.

Defap : Département évangélique français d'action apostolique.

EEPF : Eglise Protestante de Polynésie Française.

ENS – BSE : Ecole Normale Supérieure – Bibliothèque des Sciences Expérimentales.

FAS : Federation of American Scientists.

FFCAA : Fédération Française Contre l'Armement Atomique.

FLP : Front de Libération de la Polynésie.

FPP : Fédération protestante de France.

LNCFF : Ligue Nationale Contre la Force de Frappe.

MAN : Mouvement pour une Alternative Non-Violente.

MCAA/ MDPL : Mouvement Contre l'Armement Atomique / Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté.

MEAE : Ministère des Affaires Etrangères et de l'Europe.

NFIP : Nuclear Free and Independent Pacific.

PCC : Pacific Conference of Churches.

PCF : Parti Communiste Français.

PSU : Parti Socialiste Unifié.

SHD : Service Historique de la Défense.

TTTT : Te Ta'ata Tahiti Tiama'a.

WWNFIP : Women Working for a Nuclear Free and Independent Pacific.

Table des matières

Résumé	p. 3
Remerciements	p. 4
Sommaire	p. 5
Introduction	p. 6
1) Étudier le fait nucléaire au prisme des militantismes	p. 6
a. Au départ était le réseau	p. 8
b. L'espace et le temps des militantismes	p. 11
c. Une historiographie en chantier	p. 14
d. Des sources primaires éparses et un processus de déclassification pénible	p. 18
2) Analyser des réseaux pour faire l'histoire des militantismes	p. 22
a. Une méthode pluridisciplinaire, avec ses limites	p. 22
b. Trouver les passeurs, ces bâtisseurs de liens entre les communautés	p. 30
3) Des pistes du Sahara aux chemins du Pacifique	p. 34
a. Des réseaux et des passeurs	p. 34
b. Un réseau, un chapitre	p. 35
Partie I. Construire des ponts entre les opposants aux essais français (1959 – 1966)	p. 39
1. Genèse des militantismes contre l'arme nucléaire française	p. 41
1.1 Une contestation de l'intérieur : les oppositions à la bombe dans l'armée et le CEA	p. 46
1.2 Un mouvement disparate contre la bombe française	p. 51
1.3 L'échec de la Fédération Française Contre l'Armement Atomique et l'engagement d'Alfred Kastler	p. 60
2. Les essais dans le Sahara et l'engagement contre « l'impérialisme nucléaire »	p. 69
2.1 Un impérialisme nucléaire ?	p. 70
2.2 La Sahara Team Protest : un réseau tripartite	p. 80
2.3 Des opposition locales, de Reggane à la Corse	p. 90

3. Les résistances à l'implantation du Centre d'Expérimentation du Pacifique_____	p. 100
3.1 La construction du CEP : l'instauration d'un état de fait_____	p. 100
3.2 Un premier réseau franco-polynésien ?_____	p. 114
Partie II. Créer des chemins courts entre les communautés_____	p. 135
4. Les Nouveaux Mouvements Sociaux, Mai 68 et la bombe_____	p. 137
4.1 Désobéir à la bombe : objecteurs et antimilitaristes face aux essais_____	p. 138
4.2 Mai 68 au Centre d'Expérimentation du Pacifique_____	p. 147
4.3 Etudiants polynésiens passés par Mai 68: les jeunes pousses du mouvement identitaire ?_____	p.155
5. L'expérimentation de pratiques militantes : désobéissance civile et non-violence_____	p. 169
5.1 Trente ans de navires contestataires à Moruroa_____	p. 173
5.2 Les chemins coutumiers de la dénucléarisation : Ma'ohi et Kanak passant par le Larzac_____	p. 193
5.3 Faire le procès du colonialisme nucléaire. Jean-Jacques de Félice, portrait d'un passeur (1928 – 2013)_____	p. 204
6. L'opposition au nucléaire dans l'affirmation politico-identitaire polynésienne_____	p. 210
6.1 La montée de l'indépendantisme (1973 – 1985)_____	p. 211
6.2 Anticolonialisme et violences politiques dirigées contre le CEP_____	p. 226
6.3 L'engagement par la culture: Henri Hiro, de la faculté de théologie au militantisme_____	p. 241
Partie III. Les petits-monde militants_____	p. 252
7. « Pour un Pacifique Libre et Dénucléarisé »_____	p. 254
7.1 Les réseaux du Nuclear Free and Independent Pacific_____	p. 256
7.2 Le militantisme antinucléaire comme miroir de l'anticolonialisme océanien_____	p. 273
8. Les réseaux d'Églises protestantes contre les essais_____	p. 288
8.1 L'engagement de l'Église Evangélique de Polynésie Française et les réseaux œcuméniques_____	p. 289

8.2 Le Conseil Œcuménique des Eglises, cet « ONU des Eglises non-romaines » - John Doom_____	p. 297
9. Un regroupement de réseaux militants à la fin de la Guerre Froide_____	p. 308
9.1 Un mouvement autochtone contre les essais nucléaires_____	p. 308
9.2 Un rapprochement entre réseaux européens et océaniens pendant la reprise des essais_____	p.323
Conclusion : Quels types de réseaux et de passeurs ?_____	p. 343
Bibliographie_____	p. 347
Sources primaires_____	p. 370
Table des signes_____	p. 387
Table des matières_____	p. 388